



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Budget 2015 & paquet d'avenir

p. 243
p. 262
p. 275

Sommaire des séances publiques n°s 17 à 19
Sommaire des questions parlementaires

p. 295
p. Q101

17^e séance
18^e séance
19^e séance

Mercredi 17 décembre 2014
Jeudi 18 décembre 2014
Jeudi 18 décembre 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Échange de vues avec Mme Cecilia Malmström sur le TTIP



La visite de la Commissaire européenne pour le Commerce, Mme Cecilia Malmström, le 26 février 2015 à la Chambre des Députés, concernait le TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), un accord commercial en cours de négociation entre les États-Unis et l'Union européenne (UE).

Après l'accueil par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et la signature du livre d'or, l'invitée a rencontré non seulement des députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du Bureau de la Chambre, mais aussi des représentants de la plate-forme TTIP (e.a. Greenpeace, ULC et Caritas), ainsi que des représentants du monde économique et des syndicats (e.a. ABBL, Chambre de Commerce, OGB-L, LCGB, CGFP).

Les arguments en faveur du TTIP ont été exposés par la Commissaire européenne ainsi que par des députés et des représentants patronaux: essor de l'échange entre les États-Unis et l'UE grâce à une unification des normes et



La Commissaire européenne en charge du Commerce, Mme Cecilia Malmström, a discuté avec les représentants du monde politique et de la société civile luxembourgeois au sujet du TTIP.

règles, création d'emplois, alliances utiles dans la concurrence internationale.

Les opposants au TTIP redoutent des conséquences négatives sur l'environnement, sur les normes sociales ainsi que sur les services publics pour lesquels la Commissaire européenne a cependant souligné ne voir aucune obligation, par TTIP, de s'ouvrir au secteur privé. L'arbitrage des différends commerciaux est un autre sujet de discordance entre opposants au TTIP et la Commission européenne.

«L'apport de la Chambre des Députés ne va pas s'arrêter à l'échange d'aujourd'hui», a remarqué M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration; il devrait se poursuivre par les échanges avec le Ministre des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn et ses collaborateurs.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a fermement insisté pour que les Parlements nationaux soient appelés à ratifier un éventuel accord avant sa mise en vigueur. Mme Malmström a répondu qu'à son avis, cela devrait être le cas.

Les logements trop chers pour les jeunes

La Chambre des Députés a accueilli 21 jeunes représentants de différentes organisations du pays chapeautés par la Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL), le 27 février 2015. La CGJL regroupe les 28 principales organisations de jeunes du pays qui comptent quelque 40.000 membres. Pendant deux heures le sujet «Jonker a Wunnen» était au cœur des discussions.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a ouvert le hearing en soulignant que le Parlement est conscient des difficultés de logement que rencontrent les jeunes d'aujourd'hui, notamment lorsqu'ils débent dans la vie professionnelle. Les prix des loyers sont élevés et la pénurie de logements persiste, face à une population qui ne cesse de croître. «Nous prenons cette problématique très au sérieux et plusieurs projets pour y remédier sont en cours d'élaboration», a souligné M. Di Bartolomeo avant de passer la parole au «président de cette séance», le Vice-Président de la CGJL, M. Pitt Sietzen.

Lors de l'échange de vues avec les députés, les représentants des jeunes ont entre autres abordé le problème des prix des loyers ainsi que de l'achat de biens immobiliers, le coût élevé de la garantie-locative, les différents types de logements (colocation, location, achat, logement social, contrat location-vente), la situation des jeunes (étudiants, CDD, jeunes familles), les dettes liées aux prêts au logement, la problématique des logements inhabités ainsi que les aides aux jeunes concernant le logement au niveau national et communal.

«Il faut adapter l'offre à la demande», a conclu le président de la CGJL, M. Maurice Losch.

Pour clôturer la rencontre, le Président de la Chambre a informé qu'il transmettra les idées retenues à la Commission du Logement respectivement au Ministère du Logement pour qu'une suite appropriée soit réservée à cet échange de vues intéressant et enrichissant.



M. Mars Di Bartolomeo et M. Pitt Sietzen



Échange de vues entre parlementaires et représentants des jeunes au Luxembourg

M. Mahmoud Abbas veut la paix

Dans le cadre de sa visite de travail au Luxembourg le 13 février 2015, le Président palestinien, M. Mahmoud Abbas, a été reçu au Parlement. Il a remercié la Chambre des Députés pour les motions en faveur de la création d'un État palestinien, adoptées en décembre dernier. D'une manière générale, il a salué l'engagement politique du Luxembourg pour la cause palestinienne et s'est félicité des bonnes relations existantes avec le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, M. Jean Asselborn.

Au cours de ses entretiens au Parlement avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, d'un côté, et des représentants des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre, de l'autre, M. Abbas a clairement souligné la volonté de l'Autorité palestinienne de négocier avec Israël, que la main palestinienne est tendue et qu'elle le restera en attendant qu'Israël y réponde.

«Nous souhaitons pouvoir coexister avec Israël, mais sans les colonies», a expliqué M. Mahmoud Abbas, «que des Israéliens puissent vivre en Palestine et des Palestiniens en Israël, et qu'il y ait un respect mutuel». Et d'ajouter que lors des négociations la



M. Mahmoud Abbas reçu à la Chambre par le Président et des représentants des groupes et sensibilités politiques.

redéfinition de frontières serait possible, mais seulement s'il s'agissait d'un échange de terres.

L'État islamique était un autre sujet des entretiens, tout comme le terro-

risme en général. M. Abbas a souligné que son pays est contre toute forme de violence terroriste, tout comme la majorité des pays arabes, ce qu'a prouvé leur présence lors de

la marche qui a suivi les attentats de Paris en janvier.

«Nous sommes tous des êtres humains et il est triste que des terroristes essayent de nous diviser», a relevé

Mahmoud Abbas en guise de conclusion.

Visite nicaraguayenne à la Chambre



Mme Véronica Alejandra Rojas Berrios a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Un projet d'envergure se prépare en République du Nicaragua: il s'agit d'un canal qui doit relier les océans Atlantique et Pacifique et qui englobe des investissements à hauteur de 50

milliards de dollars (soit environ 44 milliards d'euros).

Mme Véronica Alejandra Rojas Berrios, Vice-Ministre en charge des Relations extérieures de la République

du Nicaragua, a effectué une visite de travail à la Chambre des Députés le 19 février 2015 et parlé entre autres de ce projet avec les membres de la Commission des Affaires étrangères

et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés se sont intéressés à la faisabilité du projet, notamment en ce qui concerne les risques sociaux et

environnementaux. Ils ont également abordé le projet de réforme de la constitution du Nicaragua qui prévoit notamment un renforcement des pouvoirs du président. Ils se sont inquiétés d'un risque possible de recul des pouvoirs du parlement. La Vice-Ministre a également présenté les efforts de développement entrepris jusqu'ici par son pays qui, avec le soutien du Luxembourg, lutte activement contre la pauvreté et en faveur du développement économique du Nicaragua.

Une prolongation du Programme indicatif de coopération (PIC), accord de coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua, a été signée à l'occasion de la visite de Mme Rojas Berrios. La programmation 2015-2017 prévoit un budget de 28,7 millions d'euros qui sera investi dans différents secteurs, comme la formation professionnelle, le tourisme ou encore la santé.

AP-UpM: Nous pouvons faire beaucoup mieux

«Unissons nos forces pour combattre le terrorisme et nos intelligences pour échanger les données personnelles sans sacrifier les droits de l'Homme!» Telles furent les paroles du Président Renato Soru lors de son allocution de bienvenue à la réunion de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) à Barcelone, le 30 janvier 2015.

M. Soru a mentionné les attaques terroristes atroces à l'encontre des collaborateurs de «Charlie Hebdo» et lancé un appel à toute l'assemblée de ne pas se résigner, mais de combattre ensemble le fléau qu'est le terrorisme «nouveau style», alors que ce sont nos propres nationaux, nos jeunes qui se laissent bernier et entraîner dans les cellules terroristes avec la promesse fallacieuse de trouver une occupation rémunérée et des aventures, le tout avec la bénédiction d'Allah à la condition qu'ils se convertissent à l'islam.

Dans le cadre des nombreuses interventions, Mme Simone Beissel, qui a représenté le Parlement luxembourgeois, a souligné le grand défi que constitue l'obtention d'un allègement de la protection des données (registre

des passagers aériens, par exemple) sans pour autant sacrifier la protection de la vie privée pour tomber dans l'horreur sécuritaire.

Un deuxième thème débattu a concerné la confusion opérée par beaucoup de gens entre l'islam, l'État islamique et les terroristes.

Faute de bien connaître l'islam, les citoyens ont tendance à tout mélanger, guidés par les émotions ravivées par des courants de masse du style Pegida. Nombreuses furent les voix parmi l'assistance qui invitaient les représentants présents des pays dont l'islam est la religion officielle à se démarquer, voire même à dénoncer les actes terroristes commis soi-disant au nom d'Allah par des personnes qui pervertissent la religion de l'islam pour justifier leurs crimes crapuleux.

De vives discussions ont suivi dans le cadre du troisième thème abordé qui concernait les relations délicates israélo-palestiniennes et les souffrances des femmes et des enfants dans les camps de réfugiés suite notamment à la destruction de la grande centrale énergétique, de désalinisation et de traitement de déchets dans la bande de Gaza. En effet, grâce à cette centrale les Palestiniens avaient une eau potable de bonne

qualité et le traitement des eaux usées était garanti, ce qui à l'heure actuelle n'est plus le cas, entraînant par là même de forts dangers sanitaires tout en compromettant gravement la sécurité alimentaire des habitants de la région.

Le Secrétaire général de l'AP-UpM, M. Fathallah Sijilmassi, s'est engagé à intervenir pour que cette centrale, qui est vitale pour tous les habitants de la bande de Gaza, soit reconstruite dans les meilleurs délais, après que Mme Simone Beissel avait plaidé pour mettre absolument le point de la reconstruction à l'ordre du jour de la plénière de l'AP-UpM en mai 2015 à Lisbonne.

La députée luxembourgeoise a encore insisté pour que les eaux de la Méditerranée soient étroitement surveillées alors qu'il s'avère que le degré de saleté est dû notamment à un nombre impressionnant de déchets en plastique et de ses dérivatifs qui mettent gravement en danger la vie de la faune et de la flore qui s'y trouvent habituellement.

Ces discussions furent suivies d'une présentation par Mme Teresa Ribeiro, Secrétaire générale adjointe de l'AP-UpM, sur tous les projets énergétiques élaborés par les États membres,



La députée luxembourgeoise, Mme Simone Beissel

mais également les associations œuvrant dans le secteur de l'énergie en vue d'améliorer l'efficacité énergétique qui est un des grands défis des économies performantes de tous les

pays membres. Mme Ribeiro a exposé l'état de situation des pays avoisinant la Méditerranée, présentation qui fut suivie de vives discussions.

Pétition pour le maintien de la Clinique Sainte-Marie

Une délégation du personnel de la Clinique Sainte-Marie à Esch-sur-Alzette a remis une pétition au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en présence du Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank.

Les pétitionnaires ont rassemblé plus de 3.300 signatures contre la réduction du nombre de lits dans la clinique à partir de 2017 et la fermeture après le 31 décembre 2019.

En effet, le 11 février 2015, le Conseil de Gouvernement avait approuvé le projet de règlement grand-ducal établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

Ce texte prévoit notamment dans son article 20: «Par ailleurs, plus aucune autorisation ne sera accordée ou prolongée au profit du Centre hospitalier des Hôpitaux Robert Schuman pour l'exploitation d'un service hospitalier sur le site de la Clinique Sainte-Marie au-delà de la date du 31 décembre 2019.

Par contre, les lits de réhabilitation gériatrique (40 lits) et les lits d'hospitalisation de longue durée (20 lits) de la Clinique Sainte-Marie seront alors attribués au Centre hospitalier des Hôpitaux Robert Schuman qui pourra les affecter à un autre de ses sites (ZITHA ou HK).»

La délégation du personnel s'oppose à ces plans, argumentant que le nombre de lits avait déjà été réduit, que de nombreuses mesures de modernisation et de rénovation avaient



Remise d'une pétition par une délégation du personnel de la Clinique Sainte-Marie

été entreprises au cours des dernières années et que le développement de la population dans les pro-

chaines années justifierait le maintien de la Clinique Sainte-Marie à Esch-sur-Alzette.

Non au stage dans le fondamental



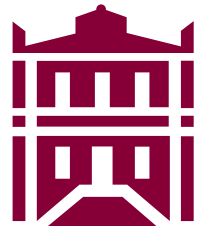
Les étudiants de l'Université du Luxembourg, de la Belgique et de la Suisse - en formation pour devenir instituteur/institutrice au fondamental - ainsi que les chargés de cours s'opposent au stage de trois ans tel qu'il est actuellement prévu pour l'enseignement fondamental.

Une pétition en ce sens du OGB-L/SEW a été remise le 26 février au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

Les signataires demandent au Ministre de l'Éducation nationale, M. Claude Meisch, d'entamer des négociations et de trouver une formule de stage valable.

Après une formation théorique et pratique exigeante, les enseignants seraient prêts pour exercer leur métier et il leur serait difficile de se concentrer parallèlement sur la réussite du stage.

M. Mars Di Bartolomeo (au milieu) s'est vu remettre une pétition par les représentants du OGB-L/SEW en présence du Président de la Commission des Pétitions, M. Marco Schank (4^e de gauche).



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°7 • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Référendum national

6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

L'objet du projet de loi consiste à créer une base légale afin de permettre au Gouvernement d'installer un bureau centralisateur gouvernemental également à l'occasion du déroulement des opérations de référendum national.

En effet, le dispositif actuel, tel qu'introduit par la loi du 19 décembre 2008 à l'article 116ter de la loi électorale et qui a déjà fait ses preuves, limite l'installation d'un bureau centralisateur gouvernemental aux seules opérations électorales (élections législatives, européennes et communales générales).

Alors qu'il est prévu de soumettre aux électeurs une série de questions par la voie du référen-

dum que la Chambre des Députés propose d'organiser le 7 juin 2015, le Gouvernement propose l'extension du champ d'application des dispositions relatives au bureau centralisateur aux opérations référendaires sur le plan national.

Ainsi, il est proposé d'introduire un nouveau chapitre 5 à la suite de l'article 63 de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national reprenant mutatis mutandis le contenu de l'article 116ter précité.

L'intérêt de ce bureau centralisateur gouvernemental réside dans la détermination et la diffusion des résultats officiels des élections. En effet, il calcule de manière informelle les résultats des élections en vue de les communiquer rapidement au public et aux médias. Cela ne change toutefois en rien la proclamation officielle des résultats par le président du bureau principal de la circonscription.

Salaire social minimum

6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail

Aux termes du paragraphe (1) de l'article L. 222-2 du Code du Travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.

Le paragraphe (2) de l'article précité oblige à cette fin le Gouvernement à soumettre, toutes les deux années, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum. Sur le vu de ce rapport, le Gouvernement a la faculté de proposer un relèvement du salaire social minimum.

Le présent projet de loi a pour objet l'adaptation des taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2012 et 2013. L'indicateur déterminé conformément à la méthodologie retenue accusant une progression de 0,1%, l'augmentation du

salaire social minimum sera de 0,1% au 1^{er} janvier 2015.

L'article 1^{er} fixe le montant du salaire social minimum mensuel pour salariés non qualifiés à 248,07 € au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie. À l'indice de 775,17 au 1^{er} janvier 2015, ledit salaire social minimum mensuel sera de 1922,96 €. Le taux horaire correspondant sera de 11,1154 € (indice 775,17).

Conformément à l'article L. 222-4 du Code du Travail, le niveau du salaire social minimum pour salariés qualifiés, définis conformément à l'article en question, est majoré de vingt pour cent. Les montants mensuels correspondants du salaire social minimum pour salariés qualifiés seront de 297,6840 € (indice 100) respectivement de 2.307,56 € (indice 775,17). Le taux horaire correspondant sera de 13,3385 € (indice 775,17).

À l'indice 775,17 les montants mensuels du salaire social minimum augmentent donc respectivement de 1,93 € (salaire social minimum non qualifié) et de 2,33 € (salaire social minimum qualifié).

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 24.09.2014

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Alex Bodry):

12.11.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.11.2014 Examen et adoption d'un amendement parlementaire

07.01.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

14.01.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.01.2015

Loi du 10 février 2015

Mémorial A: 2015, n°26, page 296

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12.01.2015

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

15.01.2015 Désignation d'un rapporteur

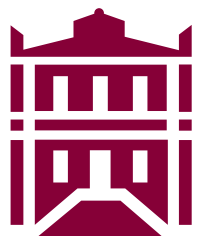
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 20.01.2015

Loi du 19 février 2015

Mémorial A: 2015, n°31, page 342



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)
6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)
6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)
- Discussion générale: M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Marc Lies, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Mme Viviane Loschetter et M. Franz Fayot), M. Eugène Berger (M. Claude Wiseler pose une question, interventions de M. Gast Gibéryen et M. Marc Spautz), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler, M. Marc Spautz et M. Gast Gibéryen), M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel (interventions de M. Alex Bodry, M. Franz Fayot, M. Claude Wiseler, Mme Viviane Loschetter et M. Henri Kox)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramagna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Sétzung ass op an ech ginn net dervun aus, dass d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen huet.

Wann dat och esou ass, da géife mer direkt zu dem Hauptplat iwwergoen, dat ass d'Debatt iwwert de Budget 2015, iwwert d'pluriannuel Finanzplan an iwwert den Zukunftspak. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Dir wësst, dass haut alleguer déi éischt Spriecher vun deene verschidde Fraktiounen a Sensibilitäten duerchkommen a muer ginn dann, ab néng Auer, d'Diskussiounen weider.

Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här Président. Ech wëll mat e puer Mercien ufänken. Éischters evidentierweis de Rapporteurs, dem Här Fayot, well all déi, déi Budgetsrapporteur waren, wësse wéi spannend op där enger Säit deen Exercice ass, mä wéi schwierig en och op där anerer Säit ass. Dës Kéier war jo och duerch de Fait, dass nach e Pluriannuel derbäi war, deen Exercice nach e wéineg anescht wéi déi Jore virdrun. Merci fir déi Aarbecht, déi Der gemaach hutt!

Datselwech och der Madame Loschetter, déi bei deem ganze Moosnamen-Begleitgesetz vun dem Budget och déi Aarbecht gemaach huet an deenen Zäiten, wou et huet schnell misse goen a wou et net evident war.

Selbstverständlech och der Kommissioun Merci an all deenen Administratiounen, déi an d'Kommissioun komm sinn an do hir Meenung gesot hunn an eis et do mat hiren Avise respektiv hiren Zuelen verständlech gemaach hunn.

Ech wëll als Introductioun soen, dass een an der Politik jo un zwou Saache gemooss gëtt. Dat éischt, wou een dru gemooss gëtt, ass natierlech dat, wat ee seet op där enger Säit a wat ee verspricht. An dat Zweet, u wat ee gemooss gëtt, dass ass duerno dat, wat an der Realitéit geschitt, verglach mat deem, wat am Passé war. An dat sinn zwou verschidde Saachen, zwou verschidde Vergläichsbasisen.

D'Regierung huet an deem Joer - eppes méi wéi ee Joer -, wou se elo am Amt ass, villes ugekënnegt. Am Ufank huet se gesot, dass déi éischt gréisser Changementer, déi éischt gréisser Revolutioun géif kommen am 2014er Bud-

get. Do ass se awer net komm. Dunn ass gesot ginn: „Et kënnst elo alles am État de la nation, wou de Premierminister eis déi grouss, grouss Changementer alleguer wäert ukënnegen.“ Och do si mer hongreg bliwwen. An dann ass verwise ginn op de Budget 2015. An elo gëtt eis gesot: „Mä de Budget 2015, dat ass eng éischt Etapp, e klenge Schrëtt. Mir hu jo nach véier Joer, fir alles ëmzesetzen, an dofir ass dat hei eréischt eng éischt Etapp.“

Et ass awer virun engem Joer, viru sechs Méint, mat grousser Wieder ëm sech gehäit ginn, wéi d'„kopernikanesch Revolutioun“, wéi den „Oscar“, deen ee sech verliehen huet. A mir krute virun e puer Méint en Exposé gehalen, och an der Chamberskommissioun, wou eis erkläert ginn ass, dass elo eng fonkelnei Method erfonnt gi wär, wéi een d'Budgetopstellung kéint maachen. Wou McKinsey conseilliert huet, wou eng Rei Fonctionnairen an 19 Aarbechtsgruppen zesummegouen, an transversalen Aarbechtsgruppen, fir doraus eng nei Form vu Budget ze maachen, e „Budget de la nouvelle génération“ ze maachen, deen dann eng Gestion par objectifs géif bréngen, kuerzfristeg, laangfristeg, mä op jidde Fall mat der Zilsetzung, eng Gestion par objectifs ze maachen.

Wat ass erauskomm? Op jidde Fall emol fir 2015, wa mer et kucken, an eisen Ae wierklech net vill! Dat, wat gemaach ginn ass an der Form vum Budget, an der Aart a Weis, wéi en ugepaakt ginn ass, dat ass, dass haaptsächlech alles dat, wat an der Europäescher Unioen fir all Länner decidéiert ginn ass, dass et misst an de Budgete gemaach ginn, fir d'Verständlechkeet, fir d'Presentatioun vun de Budgeten ze maachen, notament déi pluriannuel Aart a Weis vun der Presentatioun, dass déi Obligatiounen, déi mer schonn hei an der Chamber einfach gesetzlech decidéiert haten - e Gesetz, wat nach ënnert dem Minister Frieden ausgeschafft gi war -, dass dat selbstverständlech gemaach ginn ass. Dat ass awer elo keng kopernikanesch Revolutioun vum Budget gewiescht. Dat war eng Normalitéit, eng europäesch Obligatioun, fir déi Emsetzung ze maachen.

An da sinn nach zwee aner kleng Punkten hanendrukomm. Dat eent, dat war, dass 550 Artikel gestrach gi sinn. Net dass d'Artikele gestrach gi sinn, well gespuert gëtt, mä d'Artikele sinn einfach zesummegesat ginn an et ass eng Dénominationon fonnt ginn op engem gemeinsamen Artikel, déi vill méi large war. Eiser Meenung no bréngt dat dem Budget guer näischt, ausser dass et d'Lektür vum Budget méi schwéier mécht an dass et vill méi schwierig ass, déi eng Punkte mat deenen aneren ze vergläichen. Besser mécht et de Budget sécherlech net!

An deen drëtten Punkt, deen erauskomm ass, dat ass, dass een d'Méiglechkeet hat, aner, méi Transferte vun enger Sektioon duerch déi aner ze maachen. Och dat bréngt sécherlech net vill, wann net näischt, d'autant plus, dass dat schonn am Budget 2014 de Fall war!

Déi kopernikanesch Revolutioun, déi grouss ugekënnegt Aart a Weis, fir e Budget nei opzestellen, huet an eisen Aen näischt bruecht. A mir si wäit ewech, meilwäit ewech vun där versprachener Gestion par objectifs.

Elo gëtt gesot, dass Frankräich sechs Joer gebraucht hätt, fir déi LOLF bei sech dann duerchzesetzen. An de Finanzminister seet eis elo: „Jo, mir brauchen och zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vu Joren, véier, fënnf, sechs Joer, fir dat genau ëmzesetzen.“ Dat ass okay. Dat wësse mer. Mä dat hate mer awer och scho virdrun am Ufank gesot, déi éischte Kéier, wou de Budget 2014 gemaach gi war, dass dat Versprechen, fir dat esou schnell ze maachen, net an där Vitesse, wéi et ugekënnegt war, ëmsetzbar wär!

Elo gëtt eis gesot, dass hei wär just den éischte Schrëtt. Mä wann ech awer kucken, wéi grouss deen éischte Schrëtt ass - an eisen Aen ass dat, wat hei gemaach ginn ass, ausser den europäeschen Obligatiounen, am Fong guer näischt! -, dann, muss ech soen, froen ech mech: Wéi laang dann, bis een dat Zil erreicht? Wéi vill Schrëtt muss een da goen a wéi vill Jore wäert et dann daueren, bis dat Zil, wat do gesot ass, sech realiséiere léisst? Op jidde Fall, wéi esou villes anescht ass et versprach ginn an et gëtt vertaagt an déi nächst Legislaturperiod. Op jidde Fall, mat där heiter Vitesse kann dat net anescht sinn.

Da sinn am Fong 258 sougenannt Spuermoosnamen ugekënnegt ginn. 258! Et gëtt eis gesot: „Mir haten e Choix vu 500 Stéck.“ Mir kennen de Choix net. Et geet eis am Fong och näischt un. Dat, wat eis interesséiert, sinn déi 258, déi do erausgewielt gi sinn, well dat jo eng Décisioun da vun der Regierung ass.

Dat muss ech awer da soen, wann een analyséiert, wat dann elo déi 258 Spuermoosnamen oder Moosnamen, déi hei virgeschloe ginn an déi dann haaptsächlech sech um Enn vum Budget an enger Lëscht zrëckfannen, sinn - ouni dass déi meescht dovunner, op jidde Fall am Budget 2015, eng Entrée an de Budget fonnt hätten -, da stellt ee fest, dass dovunner der 49 Stéck - 20% - net chiffriert sinn! „n. d.“ steet dann do hannendrun: „non défini“. Mir wëssen also net, ob se eppes bréngen, wat se bréngen, wéini se eppes bréngen! 49 dovunner, also déi aner 20%, hu keng Auswierkungen op 2015, sinn also fir dese Budget net applikabel.

Wann ech da bei deene kucken, déi fir dese Budget Aklang fannen, da seet jo d'Regierung selwer, dass doriwver 192 Milliounen... - dat war emol op jidde Fall an der éischter Version -, dass fir 192 Milliounen Spuermoosname gemaach ginn.

D'Analys dovunner, déi seet awer och liicht eppes anescht. Vun deenen 192 Milliounen, déi ugekënnegt ginn, do sinn der 45,6, déi d'origine vun der Sécurité sociale sinn. Or, mir wëssen, dass déi, déi d'origine vun der Sécurité sociale sinn, sech net an der Administration centrale, dass heescht am Statsbudget, wéi mer e klassescherweis kennen, erëmfannen, dass heescht, och net op den Defizit vum Stat en tant que tel awierken, mä sech just an der Administration publique zrëckfannen. Wou et natierlech och wichteg ass, mä ech wëll awer just déi kloer Nuance maachen.

23 Milliounen dovunner, déi sinn op Spuermoosnamen zrëckzeféieren, déi awer integral op d'Gemengen eriwergeschobe sinn. 23 Milliounen fir dës Joer. Dat maachen der eng ganz Rei méi, wann een de Budget nach ganz kuckt, respektiv an deene Joren duerno. Do och déiselwech Remarque: Déi sinn zwar am État central ofschreibbar op där enger Säit, well et fir de Budget effektiv Spuermoosname sinn, mä fanne sech an der Administration publique, well et manner Einnahme fir d'Gemenge sinn, awer och esou zrëck, dass dat Ganz sech annulléiert op där enger an op där anerer Säit.

Wann ech dann an deene Spuermoosnamen kucken, wéi vill der dovunner am Fong guer keng Spuermoosname sinn, mä op där anerer Säit nei Taxe sinn, dass heescht am Fong „Bezielmoosnamen“ si fir d'Gemengen a fir d'Bierger, da stellen ech fest, dass och ronn 20% vun de Posten, ronn 26 Milliounen vun deenen 146 Milliounen, déi an der Administration centrale bleiwen, am Fong richteg nei Taxe sinn, déi hei agefouert gi sinn, also net iwwert den Deel vun de Recetten, pardon, net iwwert den Deel vun den Dépensen, mä zum Deel vun de Recettë féieren (veuillez lire: also net zum Deel vun den Dépensen, mä zum Deel vun de Recettë gehéieren).

Do, wou richteg gespuert gëtt - mä awer da richteg gespuert gëtt! -, dat ass beim Familje-ministère, wou 44,5 Milliounen scho fir 2015 net méi am Budget erëmfanne sinn.

Dat zu de generellen Zuelen.

E puer eenzel Moosnamen awer och erausgegraff, fir ze weisen - an eisen Aen -, op wat fir eng Aart a Weis dat Ganz hei zesummegestallt

ginn ass. Beispiller, déi scho méi wéi eng Kéier genannt gi sinn, déi et awer och wichteg ass, nach eng Kéier hei ze nennen.

Et gëtt an der Moosnam 51 vun der Cité policière zum Beispill geschwat vun der Levée de l'option d'achat vun der Cité policière, wou da 6 Milliounen gespuert ginn. Do stelle mer awer fest: Fir déi Suen ze spueren, déi dann an deene ganzen Épargnesmoosnamen do festgehale ginn, muss awer fir d'Éischt emol eng Dépense vu 86 Milliounen gemaach ginn. Dat heescht, fir 6 Milliounen ze spueren, ginn ech emol fir d'Éischt 86 Milliounen aus! Déi 86 Milliounen ginn awer a menger Opzielung, déi gemaach gëtt, net konterbalancéiert an net offensichtlich dohinnergestallt, well dat d'ganz Zuelespill jo ganz anescht géif maachen, wat hei presentéiert gëtt.

Ähnlech Beispiller: d'Moosnam 56, do steet do: «Renforcement en personnel du service de révision fiscale». Dat sollen dann op 2015 1,7 Milliounen Épargné sinn an duerno wesentlech méi, respektiv d'Moosnam 60 an darselwechter Logik: «Renforcement en personnel pour le contrôle fiscal». Hei ass et op där enger Säit d'Contribution directe an op där anerer Säit ass et den Enregistrement.

Do ginn da 15 Milliounen d'Joer gespuert, gëtt gesot. Mä wat heescht dat? Dat heescht ganz einfach, dass fir d'Éischt emol eng Dépense supplémentäire gemaach gëtt, andeem eng ganz Rei Leit agestellt ginn, an da gëtt gesot: „Wa mer déi Leit hunn, dann dreuwe mer 15 Milliounen Steiere méi an.“

Déi éischt Fro ass: Jo, wouhier weess ech dann, dass dat 15 Milliounen sinn? A wéi kommen ech op déi Aschätzung do? An dann, fir ze soen, de Renforcement vum Personal, dat ass eng Aspuerung, an ech schreiwen als Aspuerung nei Steieren, déi ech ophiewen, well ech méi Leit hunn, do muss een awer och schonn en détournéierte Wee goen, fir déi Logik do mat nozevollzéien an dat a Spuermoosnamen anzuschreiwen. Dat hei sinn einfach méi Taxen, déi bei de Leit opgehewe ginn, an et soll een dat och an déi Säit aschreiwen, an net op eng anerer Säit!

Déiselwech Logik gëllt bei der Moosnam 125, an ech kommen duerno nach méi am Detail dorop zrëck. Dat ass d'Abolitioun vun der Allocation d'éducation. 21,2 Milliounen waren dat am Ufank fir 2015. Dat sinn der elo eng Rei manner, well se jo méi spët agefouert gëtt. Do stelle sech natierlech och aner Froen. Do stelle sech natierlech d'Froen: Wou gëtt dann dat, déi d'Allocation d'éducation net méi kréien an déi, well se d'Allocation net méi kréien, op där anerer Säit wäerte méi vum Congé parental benefisiéieren - wat jo och logesch ass a wat normal ass -, wou gëtt dat dann ageschriwwen? A wou sinn déi Dépenses supplémentaires, déi aus deenen Aspuerer heier kommen, am Pluriannuel zrëckzefannen? A mir fanne se en fin de compte net zrëck. Dofir soe mer och: Dat do Zuelematerial, esou wéi et hei steet, ass net wahrheitsgetrei.

D'Moosnam 152 (veuillez lire: Moosnam 132), datselwech, beim Fonds national de solidarité: 5 Milliounen d'Joer ginn do gespuert, gëtt gesot. En fin de compte gëtt nei Personal agestellt, fir am Fong eng Moosnam ze huelen, wou da gekuckt gëtt, dass d'Allocatioun richteg verdeelt ginn, dass heescht, dass déi Leit, déi se net verdéngt hunn, se och net kréien. Mir fannen dat richteg als Moosnam, mä mir stellen als éischt just d'Fro: Wann een dat als Spuermoosnam considéiert, muss een natierlech dat ofzéien, wat ee fir d'Éischt ausgëtt, fir d'Spuermoosnam ze errechen, an dat och korrekt esou aschreiwen, dass et fir jiddweree perceptibel ass. Esou entsprechen déi Zuelen, déi hei presentéiert ginn, awer net deem oder sinn eng Duerstellung, déi an eisen Aen net korrekt ass. Dat als e puer Beispiller.

Eng Rei aner Beispiller, dass sinn déi Moosnamen, déi an deem ganze Pak ugekënnegt gi sinn, déi awer schonn an Zwëschenzäit zrëckgezu gi sinn; an net déi, déi am Accord mat de Gewerkschaften zrëckgezu ginn, mä et ginn eng ganz Rei anerer. An d'Servicer vun der Chamber hunn eis ganz léif all déi Procès-verballen zur Verfügung gestallt, wou ee konnt noliessen, wat an deenen eenzelne Kommissiounen diskutéiert ginn ass. An dat ass ganz interessant, well do gesäit een eng Rei Moosnamen, wou dann elo gesot gëtt: „Neen, déi

do, déi maache mer awer net!“, obwuel se hei ugezechent war an obwuel se zu engem Deel an dem ganze Pak vu Spuermoosname mat aberechent ass an, souwäit ech informéiert sinn, nach ëmmer drasteet, ouni datt se awer exekutéiert gëtt, oder op jidde Fall mat der Ausso, se géif net exekutéiert ginn.

Ee Beispill, dat ass d'Suppressioun vun de Publikatioune vun den Appel-d'offren an der Presse écrite. Eng Millioun d'Joer soll do gespuert ginn. Dat gëtt net gemaach, huet den Här Stats- a Medieminister eis an der Kommissioun gesot. Dat fannen ech eng richtig Decisioun, fir dat esou ze maachen, dat heescht, fir se net ze exekutieren. Mä ech hätt et grad esou gutt fonnt, Dir hätt se net annoncéiert an an de Spuerpak drageschriwwen a schonn eng Épargne fir 2015 annoncéiert. An dann, nodeem datt Der se annoncéiert hutt, hutt Der se zréckgezunn, fir dann ze soen: Majo, stellt lech vir, wa mir dat do maachen, da geschitt dat do an dat do. Jo, dat wusst een och virdrun, datt dat géif geschéien! Dann hätt Der et net sollen draschreiwen. Mir ginn lech awer recht, fir se zréckzezielen. Se war wierklech net gutt als Moosnam.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ech waarden da mat vill Freed dodrop. An Dir hutt dat jo annoncéiert, datt Der déi ganz Legislatioun iwwert d'Pressehélef géift erneieren. Dat ass richtig. Dat ass wichtig esou, mä dat gëtt eng ganz schwierig Diskussioun. Dat wësst Dir gradesou gutt wéi ech. A mir si gespaant.

(Interruptions)

Jo, mä ech géif awer mengen, datt Der net emol virdu sollt Saache versprechen, éier Der den Text um Dësch hutt. Dat ass e weéng de Problem a ville Punkte vun dëser Regierung: Et gëtt emol eppes gesot, et gëtt emol eppes versprochen, an da gëtt et duerno erëm zréckgezunn!

► **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État.- ...net geschéien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech hunn dat elo net verstanen. Dir musst dat nach eng kéier soen.

(Interruption)

D'Moosnam 181, do ass am Fong datselwecht. D'Moosnam 181, dat geet em d'Mise en suspens, op jidde Fall momentan, vun der Baisse vum Plafond par m² fir de Subventionnement vun de Projets de construction d'ensembles, wou d'Madame Logementsminister gesot huet, datt déi Moosnam momentan net géif exekutéiert ginn. Si steet awer chiffriert mat enger Spuermoosnam vun 1,3 Milliounen am Budget, gëtt awer net exekutéiert.

D'selwecht fir d'Moosnam Nummer 85, «Frais de police en matière de police administrative», wou all déi Prestatioune bei gréisser Manifestatioune sollen ofgerechent gi respektiv deenen en compte gesat ginn, déi d'Manifestioun organisieren. Och do hunn ech schonn eng ganz Rei Ausnahme gelies, wou et bei gréisser Manifestatioune net geet an och net wëllt gemaach ginn. Ech fannen dat jo alles richtig, datt dat dann net soll gemaach ginn. Mä d'Annonce an d'Drasetzen an d'Budgetszuelen hätt dann och net solle gemaach ginn! Da wär ee sech mindestens konsequent an deem, wat ee seet, an an deem, wat een do mécht.

Eng aner Moosnam, dat ass d'Moosnam 36, d'Synergien zwëschen Mudam a Casino. Och déi sinn annoncéiert ginn als net sennvoll a géifen also net gemaach ginn. Eng aner Moosnam ass d'Moosnam 37, d'Fermeture während der Wanterzäit vum Musée de la forteresse. Och déi gëtt net en exécution gesat. Och déi Suen, déi hei solle gespuert ginn, ginn an der Realitéit net gespuert.

An da muss een natierlech un der Seriositéit vun deem ganzen Exercice zweifelen. A mir als Oppositioun sinn net déi Eenzeg, déi dodrunner zweifelen. Och d'Banque centrale, wann Der den Avis liest, déi seet hei eng ganz Rei kloer Sätz iwwert d'Seriositéit vun deenen Zifferen. An dofir wëll ech et virlesen, fir ze weisen, datt et net nëmme d'Oppositioun ass, déi deen Discours hei féiert.

D'Banque centrale seet: «Lorsque le Gouvernement propose de ne pas effectuer à l'avenir une dépense qui n'est pas encore obligatoire selon la législation actuelle ou lorsqu'il transfère des dépenses de l'Administration centrale vers les Administrations locales, alors cette „réduction de dépense“ ne constitue nullement une économie réelle. Un exemple illustratif est la suppression de la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonction-

naires du secrétariat et de la recette communale. Cette dépense ne disparaît pas mais est juste transférée aux communes. Par ailleurs, si le Gouvernement tient compte des économies sur les loyers de la cité policière, il n'a pourtant pas comptabilisé les dépenses d'acquisition de cet immeuble. De plus, une dotation budgétaire inférieure à la revendication ministérielle lors de l'établissement du budget ne constitue pas une économie réelle.» An ech kommen dorobber nach eng kéier zréck.

An dann als Konklusion: «Sur la base de ces éléments, on peut s'interroger quant au caractère plausible des estimations pluriannuelles relatives aux dépenses de l'Administration centrale. Ce doute porte tant sur l'estimation des „économies“ que sur leur caractère durable.»

Dat si kloer Wierder an dat ass genau dat, wat ech elo probéiert hunn, un enger ganzer Rei Beispiller lech hei ze weisen, wat eis vun der Banque centrale ennerstézt gëtt an och matgedroe gëtt als Gedanken.

Do, wou awer eng kopernikanesch Revolutioun war, wann am ganze Budget och keng war, dat war an der Technik, déi agesat ginn ass. Iwwer 30 Opposition-formellen am Budget an am Zukunftspak zesummen! Elo kann een dat normal fannen, wéi den Här Berger dat normal fonnt huet, datt eng Rei Opposition-formellen do sinn. Mä ech muss awer soen, an där ganzer Rei Joren, wou ech Politik maachen, hunn ech déi hei Unzuel vun Opposition-formellen awer nach net fonnt.

(Interruptions)

Am Budget nach net fonnt! An do muss een awer froen, wéi wäit d'Kompetenz awer an deene Budgetrealisatioune an am Schreiwen do ass. An dann der och nach an den Amendementer dräi fäerdegzebréngen, esou datt mer mussen an aller Hetz an an aller Panik, an dat war net einfach... An dofir hunn ech och deene Rapporteur Merci gesot, datt se et awer fäerdegbruecht hunn, an all där Hetz hir Rapporten awer nach hinzezéien.

Déi Method McKinsey ass esou vill gelueft ginn. Wann dat do d'Resultat awer dovunner ass, da soen ech, dann hätt ee besser, se net ze huelen. Op jidde Fall, wann d'Method McKinsey geholl ginn ass, dann ass d'Method Sozialdialog vun der Regierung total vergiess ginn. Hei ass alles eleng decidéiert ginn! Da gëtt gesot: „Mir hunn eng couragéiert Politik gemaach“, an: „Et muss een de Courage hu vu sengen Decisioune.“ Mä et muss een déi Decisioune dann awer och kënnen duerno ëmsetzen! A wann Dir der schonn eng ganz Rei virdrun zréckzitt, da muss ech soen, dann huet dee Courage net ganz vill gehollef.

Op jidde Fall, wat déi Method hei fäerdegbruecht huet, dat ass, datt d'Gewerkschafte mat Recht sech emol eng kéier zesummesat hunn, fir géint déi do Aart a Weis virzegoen, ze protestieren. A wann d'Regierung eppes fäerdegbruecht huet, dann ass et, eng gemeinsam Gewerkschaftsfront géint sech ze kéien an duerno Diskussioune mussen ze féieren - net fräiwëlleg, mä obligéiert sinn ze féieren - mat engem Partner an duerno zréckzeruderen.

Da behaupt een zwar elo, et hätt een endlech de Sozialdialog erëm lancéiert, mä dee Sozialdialog, deen huet ee lancéiert, Punkt Nummer 1, andeem ee fir d'Eischt emol esou den Drock vun de Gewerkschafte montéiert huet, datt ee guer net méi do derlaanscht komm ass. A souguer de Rapporteur, den Här Fayot, schreift dat a sengem Rapport. An ech géif gär och dee Saz zitieren. Ech si jo net mat ville Sätz vun him d'accord, mä dee Saz géif ech...

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- ...lech awer gär zitieren. Obwuel säi Rapport gutt geschriwwen ass, géif ech lech awer gär deen heite Saz zitieren: «Il était certes utile de se concerter avec les syndicats peu avant le vote du budget et du paquet d'avenir, mais cette concertation s'est faite à un stade très avancé de la procédure budgétaire. (...) Le Parlement invite le Gouvernement à faire en sorte qu'à l'avenir l'analyse et la discussion de projets (...) tels que le budget et les décisions afférentes puissent se dérouler dans un calendrier moins serré.»

(Interruption)

Dat ass elo léif ausgedréckt - den Här Fayot konnt dat jo och net anescht ausdrécken -, mä et ass awer ganz kloer gesot, datt d'Zäit an d'Aart a Weis, wéi deen Dialog geschitt ass, net dat Richteg war: en Dialog mat engem Partner, an net de Sozialdialog, esou wéi en normal wär, zwëschen dräi Partner, zwëschen der Regierung, zwëschen de Gewerkschaften an zwëschen dem Patronat. Et ass esou, wéi de Sozialdialog normalerweis misst geschéien.

Wann een et géif virdu maachen an et géif een et mat dräi Partner maachen, da bräicht een net e Budget ze déposieren an dann duerno eng ganz Rei Moosnamen erëm zréckzezielen an

dann déi Moosnamen erëm nei ze maachen an der Hetz an an der Panik an an dem Risk - dat muss een och soen -, datt an der Technik vum Budget nach eng ganz Rei Feeler dra sinn, déi weder Dir nach mir gesinn hunn, mä déi duerno an der Exekutioun riskieren, Feeler ze si respektiv Schwieregkeeten ze stellen.

Mir hunn dann och an der Kommissioun en Accord virgestallt kritt, deen ennerschriwwen war zwëschen de Sozialpartner an der Regierung, wou mer fir d'Eischt gefrot hunn: „Wat heescht en dann an der Generalitéit finanziell?“, a mer den éischte Moien, nodeem datt en awer ennerschriwwen war, keng Äntwert kritt hunn, wat dann elo déi finanziell Implikatioune wäeren. Also, ech muss soen, ech fannen et awer normal, éier ech eng Ennerschrëft op en Accord setzen, datt ech d'Konsequenzen awer bis zum Schluss weess, éier ech als responsabel Regierung meng Ennerschrëft op esou en Dokument setzen. Hei sinn aner Methoden, hei sinn aner Weeër, hei gëtt alles anescht gemaach! Ech fannen déi nei Weeër, déi do gaange ginn, net gutt.

D'Konklusion, déi och doraus zéien: datt dat hei alles anescht - alles anescht! - wéi eng kopernikanesch Revolutioun war. Mä fir mech war dat hei éischter déi reell ugewannte Chaostheorie, fir dee Budget hinzezéien. Oder, wann et eng kopernikanesch Revolutioun war, dann huet d'Äerd esou schnell gedréint, datt et lech selwer schwindeleg ginn ass an datt Der am eegene Gewulls net erauskommt.

Wann ech d'Analys vun der aktueller Situatioun maachen, an dat hu mer scho bei der Presentatioun vum Budget 2014 gesot, dann ass et an eisen Ae ganz kloer, datt déi Voraussetzungen, déi hei un der Basis vum Budget leien, vill ze vill optimistesche sinn. Iwwer 3% gëtt hei agesat vun 2015 bis 2018. Domadder soll et dann opgoen. Domat sollen dann déi grouss Prinzipien, iwwert déi mer d'accord sinn - an de Finanzminister huet et nach de Moie gesot -, erreecht ginn.

Mä ech soen lech, datt d'Basis net stëmmt, an dofir déi Prinzipien! Mat deem, wat hei op de Wee gesat ginn ass, mat deem Zuch, deen elo aus der Gare fortift, soen ech lech, datt deen net ukéint zur Zäit, fir déi richtig Prinzipien do an Zukunft ze erreechen. An dat - wëll ech och soen - sinn net mir eleng, déi dat soen. Wär et jo just d'Oppositioun, da kéint Der jo soen: „Si soen et, well se an der Oppositioun sinn“, mä et ass net just d'Oppositioun. Et sinn och all déi Instituter, déi bei eis an der Chamber waren an deenen Dir selwer nogelauschert hutt a wou Der d'Avisen doleien hutt, déi datselwecht soen. Wann Der d'Banque centrale liest...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- War et da fréier anescht, Här Wiseler?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ah, dat war...

(Hilarité)

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- D'Cour des Comptes, waren déi anescht?

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, ech wëll lech just soen, datt vill vun der Oppositioun...

► **Une voix.**- Da war ech op enger anerer Plaz wéi Dir, Här Bodry!

► **Une deuxième voix.**- Deemools war alles anescht.

► **Une troisième voix.**- Et war alles anescht.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech ka mech nach un déi heroesch Diskussioune tëscht dem fréiere Statsminister an dem deemolege Chef vun der Banque centrale erënneren. Do ass et genau em déiselwecht Froe gaangen!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Also, ech ka mech drun erënneren, datt d'Oppositioun, déi déizäiteg Oppositioun, dem Finanzminister jorelaang virgeworf huet, vill ze vill konservativ a virsiichteg ze sinn a senge Budgetsprognosen. Doru kann ech mech och erënneren!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat war déizäit d'selwecht.

(Interruption)

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- An ech hu léiwer, Dir maacht eng virsiichteg Politik...

► **Une voix.**- D'Sozialiste waren och deemols schonn...

(Exclamations)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- An ech hu léiwer, Dir maacht eng virsiichteg Politik, wéi Dir maacht eng Politik mat Zilsetzungen, déi Der net kënt erreechen.

D'Banque centrale seet: «Pour 2015, la révision à la baisse de la projection du PIB réel de 2,7% du projet de budget à 2,2% ne peut ne pas jeter un doute sur les estimations sous-jacentes au projet de budget.» A weider seet se: «De manière plus générale, étant donné l'absence

d'implication du Comité de prévision dans les travaux préparatoires, on peut s'interroger quant au rôle effectif des projections macro-économiques dans le cadre du projet de budget et partant du programme pluriannuel ou s'agit-il plutôt de deux volets qui demeurent déconnectés l'un de l'autre?»

Ech wëll och soen, datt et en Ennerscheid ass. A wat ech elo manner kritiséiert hunn, dat ass dat Asetzen 2015 vun den 2,7%, wat elo reviséiert ass op 2,2%. Well ech weess jo, wéi schwéier et ass, an där Kuerzfristegkeet do Previsiounen ze maachen, an datt, wann de Statec oder wien och ëmmer an Zwëschenzäit dat ännert, et ganz schwierig ass. Just, hei schwätze mer awer vu Previsiounen, déi an de Pluriannuel iwwer véier Joer agesat gi sinn an déi do extrem optimistesche agesat ginn. Dat ass awer e ganz groussen Ennerscheid an der Aart a Weis, wéi mer hei duerch déi europäesch Obligatioune un déi Diskussioune hei eruginn. Hei ass an eisen Aen eng Inkohärenz dran, déi d'Resultater vun der Budgetpolitik fälscht.

D'Banque centrale seet och nach: «Lorsqu'elles portent toutefois sur des agrégats», dat heescht, déi Differenzen, «qui sont le fondement de toutes les estimations budgétaires importantes, on peut douter de la pertinence des estimations de l'entière du projet de budget.»

Mir soen dat säit engem Joer, säit 2014, wou dee ganze Pluriannuel do op d'Bee gesat ginn ass. An hei gëtt d'Banque centrale eis ganz kloer an daitlech recht. Hei huet een d'Impressioun, datt net de Kopernikus um Wierk war, mä datt momentan den Nostradamus um Wierk war. An deem senge Previsiounen kann ee sécher net gleewen!

► **Une voix.**- lech och net!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mir wëssen, datt d'Aschätzung vun der Evolutioun vun de budgetären Donnéeën vun enger klenger, ganz oppener Economie net evident ass, haaptsächlech enger Economie wéi Lëtzebuerg, déi konzentréiert Secteurs financiers huet, e konzentréierte Service-Secteur. Et ass net evident, déi Zukunft esou ze gesinn. Mä verschidde Facteuren - soen ech awer och - influenzieren ganz kloer d'Lëtzebuerg, d'europäesch Economie a ginn awer och an eisen Ae ganz kloer Zeechen of. Notamment, wat déi international Institutionen alleguer soen - an den Här Moscovici huet eis nach am Dezember als nei Kommissioun e relativ kloer Bréif geschéckt à ce propos -, déi gesinn alleguer eng Ofbremsung vun dem tendenzielle Wuesstum am Allgemengen an der Eurozon vir.

An der Eurozon haaptsächlech wäert, éischstens duerch d'Adjustement no der Kris vun dem makroökonomeschen Déséquilibre an zweetens duerch déi grouss Verschuldung souwuel vum private wéi vum öffentleche Secteur, d'Wuesstum an der Eurozon sécherlech no ënne gedréckt ginn.

Datt, zweetens, déi Lëtzebuerg Economie, déi dépendant ass vum Secteur financier, domat wäert Schwieregkeeten hunn an datt déi strukturell Changementer, déi an deene leschte Méint a Joren op de Finanzsektor, op de Service-Secteur zoukomm sinn, eng ganz grouss Incertitude, notoire Incertituden hei dohinnersetzen, dat ass wuel jiddwerengem kloer. An datt dat vun deene Phenomeener zu Lëtzebuerg wéi LuxLeaks och nach beaflost gëtt, dat schéngt awer jiddwerengem evident ze sinn.

Drëtens huet déi Onsicherheit, déi de finanzielle Secteur momentan ausstrahlt, natierlech och hir evident Répercussioune op aner ekonomesch Secteuren, dat heescht, souwuel am nationale wéi am internationale Beräich.

Dat heescht a mengen Aen, datt dat zukünfteg Wuesstum esou bal net méi wäert den Niveau erreeche vun deem, wat mer kannt hunn virun der Kris. Dat alles ass fir eis all evident. De Problem ass just, wann een et dann awer asetzt, wéi wann et esou wär, an et weess een, datt et net méi esou ass, dann ass awer e Problem do! Mir wëssen all, datt et net esou weidergeet, mir setzen d'Zuelen awer an, wéi wann et géif weidergoen an deenen nächste Joren!

All déi Risikofacteuren, déi also nach net determinéiert sinn, mä wann ee se analyséiert, dann hu se alleguer eng negativ Tendenz ze vermieren. An dofir, fir elo d'Logik vun der Lëtzebuerg Politik, wéi ee se virun der Krisenzäit konnt hunn, fir déi no der Krisenzäit nach genau d'selwecht anzuschreiwen, dat, mengen ech, wäert eis, an däss musse mer eis alleguer bewusst sinn, an enger Rei Joren, wa mer net d'kéier doranner kéien, eng ganz Rei Schwieregkeete stellen.

Da wëll ech nach eng kéier zréckkommen op d'Realitéit an d'Pertinenz vun den avancéierte Chifferen. De Budget 2015 gëtt eng ganz Rei Zuelen un, an et ass ëmmer d'Fro, wann een déi Zuele kuckt: Wat heeschen déi da richtig?



Wann een déi Aspierungen, déi angeeblech Aspierung kuckt: Wat heesche se? Sinn et Aspierung par rapport zum Budget 2014 oder sinn et Aspierung par rapport à la politique constante?

Ech ka mech erënneren, wéi mer virun engem Joer déi Diskussioun haten, ass gesot ginn: „Mä mir maachen elo endlech richteg Aspierungen! Mir maachen d'Aspierungen am Budget 2014 par rapport zu dem reelle Budget 2013.“ „Contrairement zu deene fréiere Regierungen“, ass du gesot ginn.

Haut am Budget ass dat awer net méi wouer. Haut ass dat net méi wouer. An da muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wa se net méi par rapport zum Budget 2013 gemaach ginn, mä wa se à politique courante gemaach ginn - wat een à la limite och kann akzeptéieren, och déi Jore virdrun ass et esou...

Dat wollt Der mer elo soen, Här Bodry.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Och déi Jore virdrun ass et esou gemaach ginn, wat ee jo kann akzeptéieren. Da muss een awer wëssen: Wat ass dann d'Politique courante? A wat gëtt dann do als Zuelematerial, fir d'Politique courante anzuschreien, wat gëtt dann do agesat?

Do ass et jo esou, datt normalerweis d'Progressioun, déi normal Progressioun vun den Dépenses sollt agesat ginn, fir d'Politique courante ze beschreien. Ech liese bei der BCL, andeem se awer déi agesaten Zuelen hei kommentéiert, déi seet: «De plus, une dotation budgétaire inférieure à la revendication ministérielle lors de l'établissement du budget ne constitue pas une économie réelle.»

Wat seet d'Banque centrale do? Mä dat ass, datt ganz oft déi Budgetartikel, esou wéi se agesat gi sinn, net agesat gi si par rapport zur normaler Politique courante, mä par rapport zu Demandé vun de Ministären, an datt da gesot gëtt: „De Ministère huet zwar esou vill gefrot, mä well mer em net alles ginn hunn, hu mer esou vill gespuert.“ Dat ass awer net d'Beschreibung, déi vu Bréissel kënnt, fir d'Politique courante ze beschreien.

Zwee Beispiller just an deem Kontext. Eent, wat Der gutt kennt, well et schon am der Press évoquéiert ginn ass, datt ass dat vum Radio 100,7, wou dann dosteet, datt eng Réduction des frais vun 260.000 Euro géif gemaach ginn. Da kuckt een an de Budget, da steet awer do keng Reduktioun, mä da steet eng Progressioun vun 4,9 Milliounen op 5,4 Milliounen do. Dat sinn awer bal..., dat sinn iwwer 10% Progressioun, déi do virgesi sinn. Dat ass awer net d'Progression courante, déi dann do agesat ginn ass, mä dat sinn d'Demandé vum Radio, déi agesat gi sinn. An doropshi ginn dann 260.000 Euro gespuert!

Ass dat dann eng Aspierung, wann een am Budget eng Augmentatioun vun 10% virgesäit, eng Augmentation réelle vun 10% an de Budget schreift, an et seet een: „Elo hunn ech 260.000 Euro drop gespuert“ - andeem ech 10% méi an de Budget ageschriwwen hunn?

Da muss ee mer awer nach erklären: Wat ass dann hei Politique courante? Dann ass Politique courante plus 15%, wann een dat an de Chifferen anescht rechent.

Datselwecht gëllt beim Office national de remboursement. Do gëtt gesot... Do stoungen an deene leschte Joren all Kéier 4 Milliounen Euro am Budget, all Joers 4 Milliounen Euro, courant. Et ass also keng Progression courante an deene leschte Jore gewiescht. An da stinn d'Joer am Budget: och nach eng Kéier 4 Milliounen. Dat heescht, et fiert een am Fong weider domat. Et steet awer dran, datt ee 458 Milliounen spuert!

Et muss awer och ee mer erklären, wéi dat do geet. Dir maacht 10% am Budget méi. Dir sot: „Et ass par rapport zur Progression courante.“ Or, d'Progression courante an deene leschte Jore war op deem Budgetartikel dauernd null, mä Dir spuert 458 Milliounen, andeem Der genau datselwecht aschreift an de Budget!

Ech muss soen, dat ass awer mat Zuelen hin- an hiergeworf, wat awer schwierig ass nozevollzéien a genau ze verstoen, wat domadder gemeint ass.

A fir dann - net d'Banque centrale, well ech déi elo oft zitéiert hunn - emol eng Kéier en aneren ze zitéieren, deen iwwer déi do Problematik schwätzt an iwwer d'Véridicitéit vun den Zuelen an d'Basis vun de Calculen, zitéieren ech gär d'Cour des Comptes, déi seet: «En passant en revue les mesures du paquet pour l'avenir, la Cour se pose des questions quant à la pertinence des chiffres avancés. (...) De ce qui précède, la Cour est dans l'impossibilité de se prononcer à ce stade quant aux effets des mesures annoncées sur les finances publiques.»

Ech fannen dat zwar grav, wann dat esou einfach gesot gëtt a wann och eng Cour des

Comptes einfach net kann novollzéien, op wat fir enger Basis déi Zuelen hei drageschriwwen ginn an no wat fir enger Basis an deenen Zuele gerechent gëtt.

Iwwer d'Opdeelung vun deem Pak, deen hei proposéiert ginn ass, liesen ech de Regierungsprogramm. De Regierungsprogramm seet: «L'effort de consolidation budgétaire portera d'abord sur le côté „dépenses“». Ensuite, la dimension „recettes“ sera d'abord axée autour de la croissance.»

Dat ass net d'Opposition, déi et seet an déi sech et als Zilsetzung gëtt. Dat ass net d'CSV, déi dat seet. Dat ass d'Regierung, déi et seet an déi sech dat als Objektiv gëtt!

An déi zwee Prinzipien, fir d'Éischt op d'Dépense kucken an dann op d'Recettes, dann haaptsächlech op d'Croissance déi Recettes achsieren, do muss ech soen, zu deenen zwee Prinzipien, déi d'Regierung sech selwer gëtt, do stellen ech hei zweemol fest, datt et zweemol doniewent ass. Fir d'Éischt, 75% si Recettes, nei Steieren, déi ageféiert goufen, a 25% si Spuermoosnamen. Et ass doniewent, net par rapport zu deem, wat mir soen, mä par rapport zu deem, wat d'Regierung sech selwer als Prinzip gesat huet.

«Axée autour de la croissance», wann ech da vun Dépense schwätzen. Ech gesinn hei an deenen Aspierungen, déi am Budget stinn, just e Sammelsurium vun eenzelne Moosnamen ouni Konzept, ouni Prinzip a ronderëm strictement näischt achsieren! Also, sécherlech net ronderëm d'Croissance achsieren!

«Sur base de ce qui précède...», an hei schwätzt d'Cour des Comptes, «...la Cour constate qu'à ce stade, le Gouvernement ne respecte pas son objectif fixé dans le programme gouvernemental de 2013.» Dat ass kuerz a sec, an dat ass richteg. An de President vun der Banque centrale huet eis och selwer gesot, datt hien net un dee Programme pluriannuel vun der Regierung géif gleewen.

Den Här Roth wäert muer a sengem Exposé nach méi op d'Recettes agoen. Dofir loossen ech deen Deel op der Säit. Ech wëll méi zu den Dépenses nach selwer eng ganz Rei Saache soen.

An op der Säit vun den Dépense wëll ech fir d'Éischt, well dat fir mech wichteg ass, e puer Wuert iwwer d'Familljepolitik soen. Well mir hunn do gutt nogelauschert, mat wat fir engen Argumenter déi Familljepolitik, esou wéi se elo dosteet, esou wéi se elo vun der neier Majoritéit definéiert gëtt, wéi déi argumentéiert gëtt.

D'Madame Cahen an den Här Meisch hunn en Tour gemaach, fir déi Familljepolitik am Land ze erklären.

(Brouhaha)

Dat war gutt gemaach, et huet awer net vill gehollef!

► **Une voix.** - Oh dach!

(Interruptions diverses)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech war selwer net do. Ech hunn also nëmme iwwer d'Press déi eenzel Argumenter kënne héieren, déi gebraucht gi sinn, fir d'Familljepolitik ze erklären. Dat éischt Argument, dat war dat, datt et net um Stat wär, fir Elteren ze hëllefen, laang doheem ze bleiwen.

(Brouhaha)

Et wär also net um Stat, den Elteren ze hëllefen, laang doheem ze bleiwen, well en cas de divorce, wann ee géif méi laang doheem bleiwen, eng ganz Rei sozial Problemer géifen opkommen.

Dat verstinn ech och als Raisonement. Mä ech soen awer, datt et de Leit hir eege Responsabilitéit och sollt ginn, datt et net um Stat ass ze decidéieren, wéi deen een an deenen aneren ze liewen huet, wat e fir eng Décisioun ze huelen huet. Hei sinn et awer Leit, déi groussjäreg sinn an déi wëssen, wat fir eng Décisioun si wëllen huelen, wat fir si besser ass. An dat ass net um Stat ze decidéieren! Et ass un de Leit, fir iwwer hirt Liewen ze decidéieren, esou wéi si dat als richteg empfangen.

► **Une voix.** - Dat bleift och esou!

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Da war dat zweet Argument: Et bleift och esou. D'Wahlfräiheet ass nach ëmmer do, well et ka jo jiddwieren doheem bleiwen an e kritt jo nach ëmmer d'Kannergeld. Dat war dat zweet Argument.

Also, et wär awer och de Combell! Et wär awer och de Combell, wa géif gesot ginn, dat d'äerft elo net méi sinn, d'Leit d'äerften net méi doheem bleiwen! Dat wär awer och witzeg, wann dat géif gesot ginn.

(Tollé général)

Wann Der dann hannendru sot...

► **Plusieurs voix.** - Allez! Allez! Allez!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Schummt lech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, mir hu bei deem Débat hei...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Dir laacht jo selwer iwwer lech!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...ganz vill Riedezäit...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dat do ass Cabaret.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...an et ka jiddwieren seng Meinung äusseren. Et huet elo just den Här Wiseler d'Wuert!

(Interruption par M. Félix Braz)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jiddwieren kritt Kannergeld, an dofir ass dat, fir ze soen: „Dir kënnt doheem bleiwen, Dir kritt d'Éischtelwech Participatioun wéi jiddwieren aneren“, dat ass wierklech keng Logik! Op jidde Fall ass et net déi Logik, un déi mir gleewen, well déi Leit, déi doheem bleiwen, fir d'Kanner während enger gewässer Zäit - een, zwee Joer, sou wéi si dat wëllen - ze erzéien, déi huelen e Choix, well se dee Choix wëllen huelen. A mir fannen dat, wann d'Leit dat wëllen, e richtige Choix. Mir fannen, datt d'Regierung, datt de Stat och déi Leit soll an hirer Fräiheet, an hirer Décisioun ënnerstëtzen!

Dir sidd do enger anerer Meinung. Do ass en Ennerscheid zwëschen lech an eis. An deen ass ganz kloer.

Den Här Kersch, deen huet gesot - well ech deem och gutt nolauschteren -, den Här Kersch, deen huet gesot, datt d'Allocation d'éducation jo just eng Hëllef wär fir déi besserstoend Familljen an datt dat dofir vun der CSV géif an Zukunft ënnerstëtzt ginn. Esou hunn ech lech op jidde Fall verstane bei der CGFP.

(Protestations)

► **Une voix.** - Dat ass eppes anescht.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An do war ech an do hunn ech gutt nogelauschert.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wiseler, den Här Kersch...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Ech géif zwar do gären eng Prezisioun maachen. Pardon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... wollt eng Prezisioun ginn.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Jo, ech mengen, dass den Här Wiseler mech... An ech huelen un, dass en op déi Ried zréckkënn, déi ech...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Bei der CGFP, jo.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - ...bei der CGFP gehalen hunn. Do wëll ech ënnersträichen, dass ech dat, esou wéi Dir et gesot hutt, ni gesot hunn! Ech hu just gesot, dass dee Choix, vun deem Dir schwätzt, e Choix fir déi Leit wär, déi sech et kënnen leeschten.

► **Plusieurs voix.** - Voilà!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Nämlech genau déi Leit, déi sech et kënnen leeschten, doheem ze bleiwen. An d'Majoritéit vun de Leit hei am Land kënnen dat net!

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt et an anere Wieder gesot, mä et heescht datselwecht!

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma et ass nach vill méi schlëmm.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Okay. Wéi och ëmmer. Ech kommen duerno dorop zréck...

(Brouhaha général)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Den Här Gibéryen gëtt lech...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi Dir déi Leit definéiert, déi sech et kënnen leeschten, dorop kommen ech gär duerno zréck.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Den Här Gibéryen ass mat lech averstanen, dat ass e gutt Zeechen. Bravo!

(Brouhaha général)

► **M. Marc Lies (CSV).** - Da loosst en dach emol schwätzen!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Oh! Moien, Här Lies. Dat do war eng Ried.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et war fir d'Éischt, dass den Här Lies schwätzt d'ëst Joer.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dat war eng Ried.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - An dat vun eisem Premier!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, wann ech gelift, mir berouegen eis alleguert erëm a mir lauschteren dem Här Wiseler no!

(Brouhaha général)

Wann ech gelift!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Villmoos Merci, Här President, ech fueren och weider.

(Interruption)

Den Här Fayot sot: «Les allocations qui seront supprimées y changent peu», dat heescht, un der Situatioun vun de Familljen, «puisque elles ne sont pas assez élevées pour remplacer un revenu et elles sont limitées dans le temps.»

Ech soen: Dat kann een esou soen, dat ass och am absolute Calcul richteg. Mä ech soe just: Fir déi Leit, déi weineg verdéngen, sinn déi ronn 500 Euro, déi se kréien, ganz vill Suen - ganz vill Suen! - a se changéieren eppes...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...a kënnen eng Décisioun richteg changéieren! Si kënnen eng Décisioun richteg changéieren fir déi, déi net vill hunn. Do si mer dann enger anerer Meinung. Mä fir mech si 500 Euro vill Suen a se kënnen zu engem konkrete Resultat an der Décisioun vun deem engeen a vun deem anere féieren.

An da fuert Der weider, an do, muss ech soen, do war ech..., enfin, Dir fuert weider, ech liesen lech vir: «Un parent qui décide de ne plus poursuivre d'activité professionnelle pour s'adonner entièrement à l'éducation de ses enfants sera donc encouragé...», do soen ech: Dat ass jo gutt! An da sot Der awer hannendru: «...à bien évaluer les risques à moyen et à long terme de cette décision.»

Dat heescht, ech muss soen, ech fannen zwar e gewëssen Zynismus heidran. Dir sot: Wann ee wëllt eng Décisioun huelen, dann encouragéiere mer deen. Wann ee wëllt d'Décisioun huelen, fir zwee Joer doheem ze bleiwen, dann encouragéiere mir dee wierklech, fir nozedenken, ob en dat soll maachen. An dat Encouragement, dat besteet dann doranner, wann en eng aner Décisioun hëlt, wéi déi, déi Dir als richteg empfand, wéi déi, déi des Majoritéit als richteg empfand, da kritt en natierlech kee Sou méi an da muss e verzichten op déi Allocatiounen, déi e bis dohinner krut!

A wat dat ausmécht, dat sinn awer ganz, ganz vill Suen! Dat si bei engem Kand, wann ech elo op déi zwee Joer rechnen, 11.640 Euro, déi Der dann, fir déi Décisioun anescht ze huelen, wéi Dir et wëllt, him ewechhuel. 11.640 Euro fir ee Kand. An dat gëtt fir dräi Kanner, well déi kënnen et jo aacht Joer laang kréien, 46.000 Euro. Dat ass fir eng Décisioun, déi Dir net richteg fannt, deier bezuelt, wann een dat mécht a wann een eng aner Décisioun hëlt, wann een en anere Choix fir säin eegent Familljeliewen huet.

Fir vill Elteren heescht dat do, datt se weider mussen schaffen, och wa se et net wëllen. Oder fir aner Elteren heescht et, datt se de Congé parental huelen; déi Alternativ hu se dann. Mä si hätte sécherlech léiwer eng méi laang Zäit geholl, well et bis zwee Joer awer sennvoll ass, wann ee wëllt sech déi Zäit huelen, fir bei de Kanner ze bleiwen, fir dovunner ze profitéieren.

► **Une voix.** - Och méi laang.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Och méi laang, dat ass richteg, mä et ass awer momentan an der aktueller Gesetzgebung just à partir vum drëtter Kand während véier Joer méiglech. Dofir hunn ech elo déi zwee Joer hei genannt.

An da froen ech mech: Wann Der déi Politik bis zum Enn duerchdenkt, wou sinn dann déi konkret Moosnamen, déi d'Regierung kuerzfristeg asetzt, fir dat Ganzt do opzefänken? Well déi Zuel vu Crèchen, déi Der elo hutt, fir Kanner vun engem bis dräi Joer, déi geet awer sécherlech net duer, fir alles opzefänken, wat dann elo an Zukunft wäert kommen!

Wou si mer mat der Planifikatioun? Wou si mer mam Rekrutement bei enger Moosnam, déi jo awer ufänkt a sechs Méint? Si ass elo zréckgesat ginn, mä déi awer a sechs Méint ufänkt! Ass



dann alles prett, fir all déi Kanner do opzefänken? A wou gi mer dann hin? An haapt-sächlech: Wat kascht dat alles?

Mir hunn an de Kommissiounssätzungen... an ech soen d'ailleurs dem Här Gramegna Merci, deen eis virun zwee Deeg déi ganz Lëscht vun de Spuermoosname mat den Explikatioune ginn huet. Mä ech wëll awer hannendrusoen: Mir haten awer nach eng aner gefrot! An dat war déi, wat dann all déi Dépensen, déi hei agesat ginn als komplementar Moosnamen zu deene sougenannt „Spuermoosnamen“, wat déi da kaschten.

Elo seet een: „Dat wësse mer nach net, well mer wëssen de Prinzip net. Mir wëssen net hei, mir wëssen net do.“ Mä trotzdem, éischters d'Fro: Wéini kënt dat dann alles? Wéini si mer prett? Op jidde Fall, d'Allocatioun ass a sechs Méint fort. An et ass näischt prett op där anerer Säit. A mir wëssen net, wat et an deenen nächste Jore kascht. Mir hunn dat zéngmol gefrot. Mir hunn et net kritt!

An da kommen ech op déi sougenannt „schwaach Familljen“, oder wéi nennt Der se, Här Kersch?

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Neen, den Här Kersch seet, déi kéinte sech dat alleguer leeschten!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Enfin, wéi och ëmmer. Kommt, ech streiden elo net mam Här Kersch, mä ech soen dat, wat ech wëll soen dorwäert, mä mir streiden eis hei net ëm Wieder.

Ech wëll e puer Beispiller nenne vun deene Leit, déi déi Allocation d'éducation kritt hätten an net méi kréien, well se jo fort ass, an déi awer op där anerer Säit de Congé parental oder aner Saachen, déi en place sinn, och net kënnen huelen.

Wéi steet et mat enger Famill, wou zwee Leit berufstätig sinn, déi zwee kleng Kanner hunn an déi en Akommes ënner zweemol de Mindestloun hunn, déi also elo d'Allocation d'éducation kritt hunn, déi awer wëlle weiderschaffen? Well dat ass jo och e Choix: datt ee wëllt weiderschaffen. Déi kruten d'Allocation d'éducation. Déi kréie se net méi! Déi kréien näischt.

Wat geschitt mat enger elengerzéiender berufstätiger Mamm - oder engem Papp -, déi 1,5-mol de Mindestloun kritt an déi elo d'Allocation d'éducation kritt huet? An déi muss weiderschaffen, well se déi Eenzeg ass, vu datt se elengerzéiend ass an enger Famill, déi muss also weiderschaffen! Wat geschitt mat där? Déi kritt näischt! Well se och net de Congé parental ka kréien.

Wat geschitt mat enger Famill, wou ee schafft - ënner zweemol de Mindestloun - an deen zweete Partner da keng Aarbecht huet? Obwuel e gär eng hätt! Obwuel e gär eng hätt a keng fénnt! Mir hunn eng Jugendarbeitslosigkeit, déi relativ héich ass. Dee keng fénnt, dee kann da weder vun der Allocation d'éducation - déi gëtt et net méi - nach vum Congé parental benefisiéieren, well en huet jo keng Aarbecht, an e muss virun eng Aarbecht hunn, fir de Congé parental ze kréien. Dee steet och do a kritt näischt, weder dat, wat ofgeschaaft ginn ass, nach dat anert, well en net an de Konditiounen ass.

An do kënt Der mer awer net soen, datt dat guttstoend Famillje sinn! Do hu mer wierklech eng Rei Problemer, déi Der duerch d'Ofschafung vun där Allocation d'éducation schafft.

Dofir war ech ganz frou, wéi ech d'Madame Loschetter - richtig frou! - de Moien héieren hu soen, datt dee Problem effektiv géif existéieren an een dofir esou schnell wéi méiglech sech déi ganz Iwwerleeungen iwwert den RMG, iwwert de Complément d'RMG an iwwert d'„Flexibilisatioun“, mengen ech, hutt Der gesot, vum Congé parental misst maachen. Dat ass absolut richtig esou!

Mir regrettéieren zwar, datt een an Zukunft muss iwwert den RMG fueren, fir deene Leit do ze hëllefen, well mer d'Allocation d'éducation wesentlech méi richtig a méi sénnvoll fonnt hunn. Mä wat mer haapt-sächlech awer kritiséieren, dat ass, datt Der elo emol d'Allocation d'éducation ofschafft, ier dat anert en place ass! An hei schwätze mer net vu wuel sech guttstoende Familljen. Hei schwätze mer wierklech vu Familljen, déi sozial Problemer hunn a fir déi elo näischt geet!

An ech muss soen, deen Deel vun der Allocation d'éducation, wou d'Sozialiste sengerzäit, wéi ech mech gutt kann erënneren, drop gehalen hunn, fir en anzeféieren, deen Deel, wou zwee Eltere schaffen an ënner engem gewëssen Niveau hunn, do kann ech mech gutt un déi

Diskussiounen erënneren, wou d'sozialistesche Partei insistéiert huet, fir deen an d'Allocation d'éducation ze kréien. Dee gëtt hei awer mat ewechgeholl an et gëtt näischt amplat gesat! An do verstinn ech awer d'sozialistesche Partei net méi, datt se dat ka matmaachen! Well ech dat net richtig fannen.

► **Une voix**.- Dir sidd net deen Eenzegen.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Deen anere grouse Volet an der Familljepolitik, dat ass, wéi mat de kannerräiche Familljen ëmgaange gëtt. Hei gëtt e Montant unique agefouert, d'Veereenheetlechung vum Kannergeld. Mir wëssen duerch eng ganz Rei Etüden - Lëtzebuerg, Ausland -, mir wëssen, datt déi Famillje mat ville Kanner déi sinn, déi der Aarmutsgefor am meeschten exposéiert sinn.

Elo seet den Här Bettel: „Et gëtt awer kengem eppes ewechgeholl.“ Mä déi nei Familljen, déi an déi Situatioun kommen, do geschitt et awer esou, datt eng Famill mat zwee Kanner 770 Euro d'Joer manner huet, eng Famill mat dräi Kanner 2.860 an eng Famill mat véier Kanner 4.900, dat heescht quasiment 5.000 Euro, eng Famill mat fënnf Kanner 7.000 Euro. Wann dat dann och Famillje sinn, wou d'Kanner jonk sinn, déi d'Allocation d'éducation och net méi kréien, da sinn et bei Famillje mat dräi Kanner 8.700 Euro a bei Famillje mat véier Kanner 10.800 Euro, déi déi Familljen am Verglach zu ähnelche Familljen haut - ech hunn dat virdu gesot - manner kréien.

10.800 Euro fir Familljen, vun deene verschidener awer, esou wéi d'Etüden et weisen, dem Risque de pauvreté ausgesat ginn. 10.800 Euro! Do muss ech awer soen, datt ass fir mech eng richtig Schwieregkeet. An do verstinn ech net, datt eng Rei Parteien, déi sech als sozial ginn, esou Saache wéi dat do matmaachen!

(**Interruptions**)

Ech kommen duerno nach eng Kéier ganz genau drop zrëck.

Hei ass gesot ginn - d'Madame Loschetter sot dat, ech hunn lech gutt nogelauschert...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice**.- Dat ass och richtig!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Jo, et sinn zwou Saachen, déi Der sot, mä eng ass richtig an déi aner net, well se si kontradiktoresch. Dir sot, datt keng Ideologie géif vun deser Majoritéit an der Familljepolitik gemaach ginn. Ech soen lech awer, et gëtt d'Wahlfräiheet ewechgeholl. Dat ass awer fir mech en ideologesche Choix! Dir sot dann hannendrun: „Mir maachen zwar keng Ideologie, mä mir hunn e Choix de société gemaach.“ Jo, wat ass dann anescht dodrunner? Dir hutt e Choix de société gemaach, dat ass fir mech eng ideologesch Emsetzung vun Are Choixen an d'Lëtzebuerg Politik. Dat maacht Der awer. Dat maacht Der awer! An dat ass fir mech kloer.

(**Brouhaha**)

An da sot Der, da maacht Der eis de Reproche an där Politik, déi mir verteidegen,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice**.- Här President!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- ...mir géifen dat eent an dat anert maachen. Mir géifen op där enger Säit Suen ausgi fir déi Leit, wou ee wëllt doheem bleiwen, an op där anerer Säit géife mer och d'Sue wëllen ausgi fir déi Leit, déi zu zwee wëlle schaffe goen. Da sot Der, dat wär jo kontradiktoresch, dat wär jo keng sénnvoll Politik.

Mä do soen ech ganz kloer: Genau dat, genau dat ass de Sënn vun eiser Politik. Genau dat! Mir wëllen net, datt d'Leit mussen deen ee Choix, just deen ee Choix huelen! Mir wëllen, datt d'Leit hir Décisiounen kënnen esou huelen, wéi si et als richtig empfangen. A mir soen, datt mer gär déi eng ënnerstëtzen, a mir soen, datt mer gär déi aner ënnerstëtzen. A mir soen, datt mir net wëlle fir si wielen. A mir soen, datt d'Regierung sollt hannert de Leit an hire Choixen an hirem Liewe stoen! An dat ass e groussen Ennerscheid zu där Politik, déi Dir amgang sidd, hei ëmzesetzen.

(**Interruption**)

A mir hunn och - ech ginn lech gär d'Wuert -, mä mir hunn och déi aner Säit gemaach. Mir hunn och an deene leschte Joren... Kuckt, wat d'Madame Jacobs an den Här Spautz ëmgesat hunn u Crëchen! 2004 hate mer 7.700 Crëchëplazen. 2013 waren dat der 46.000! Vu 7.700 op 46.000 erop. An niewendrun d'Allocation d'éducation an de Congé parental, fir uerdentlech équilibréiert déi Politik ze kréien, wou Familljen hir Choix kënnen huelen. Fir mech ass dat a bleift dat déi richtig Politik.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Wiseler, d'Madame Loschetter...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- D'Madame Loschetter wollt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- ...hat Der ugeschwat. Si wollt dorop reagéieren.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mat Pleséier.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice**.- Léiwen Här Wiseler, Dir musst mech och ganz zit'éieren! Ech hunn nämlech hannendrun, grad bei deem do Beispill - ech ginn lech dann och elo e Beispill, Dir hutt der elo hei eng Rei ginn -, ech hu gesot, datt dat bis elo geschitt ass, esou wéi Dir et elo beschriwwen hutt - deenen engen e Choix loossen an deenen aneren e Choix loossen - ouni soziale Kritik!

E Choix de société ass zum Beispill, datt mir derfir suergen, datt net méi mat de Steiersuen een, dee schafft an dee vläicht dräimol de Mindestloun huet, muss mat senge Steiersuen eng Allocation d'éducation matbezuere vun engem Bankdirekter, deem seng Fra d'Allocation d'éducation kritt. Dat ass de Choix de société, Här Wiseler!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Also, wann Der bei der Allocation d'éducation komm wäert a gesot hätt...

(**Interruptions diverses**)

...a gesot hätt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Wann ech gelift! Elo huet just den Här Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Wann Dir bei der Allocation d'éducation gesot hätt, datt mer misste sozial Kritäre bei der Allocation d'éducation aféieren, an datt nëmmen déi et géife kréien, déi et net kënnen selwer bezuelen an déi Schwieregkeeten hunn, an datt déi aner manner oder näischt géife kréien, dann hätte mer kënnen eng Diskussioun driwwer féieren. Mä dat hutt Der awer net gesot! Dir hutt gesot: „Fort, fäerdeg!“ An dat ass awer deen Deel vun der Politik, wou mer net mat lech d'accord sinn.

En anere Sujet, deen eis um Häerz läit... Also d'Madame Hetto kënt muer nach eng Kéier op déi do Punkten zrëck.

(**Interruption**)

Jo, mir huelen eis Zäit hei an deenen Exposéen, fir an d'Detailer ze goen.

D'Finanzcapacitéit vun de Gemengen ass och e Sujet, deen eis um Häerz läit. Och do wäerte mer muer nach eng Kéier drop zrëckkommen. Dee Pak, deen hei virgeschloe gëtt, dee kascht (veuillez lire: do kréien) d'Gemengen direkt 50 Milliounen muer. Dee kascht... An aner Käschten, déi och als Méibelaachtung fir d'nächst Joer wäerten ufalen: 137 Milliounen; Mehreinahmen: 48 Milliounen; minus 139 Milliounen an eise Rechnunge fir d'Gemengen an deenen nächste Joren. Mir hunn och gekuckt bei verschidene Gemengen, ech hunn elo bei der Stad Lëtzebuerg gekuckt, dat gëtt en Total vu 27 Milliounen Euro, déi d'Sad Lëtzebuerg - an et gi ganz sécher aner Beispiller; well ech déi elo gutt kennen, hunn ech dat nogekuckt - manner an der Keess wäert hunn an deenen nächste Joren, fir kënnen eng Investitiounspolitik ze maachen, déi an eisen Aen awer wichteg ass.

Dat ass gemaach ginn diskussionslos, ouni mat de Gemengen ze schwätzen! Dat ass haapt-sächlech gemaach ginn an huet eng grouss Influenz op d'Investitiounscapacitéit vun de Gemengen. A wat eis da besonnesch stéiert, an dat ass elo net dem Här Kersch säi Problem, mä wat eis besonnesch stéiert, dat ass, datt déi do Moosnamen, wéi ech virdu scho gesot hunn, och nach strictelement keng Influenz op d'Administration publique hunn, mä haapt-sächlech op d'Administration centrale. Et ass just eng Verschiebung eriwuer an d'Administration publique a se hëllefen eis bei de generelle Käschten duerno och nach net, aus dem Problem vun der Administration publique erauszekommen.

Datselwecht géllt an eisen Aen... Pardon, ech wollt nach soen: Den Här Wolter wäert och muer nach eng Kéier dorobber zrëckkommen.

Ech wëll och nach iwwert d'Logementspolitik zwee Wuert soen. Fir eis ass d'Logementspolitik d'Prioritéit. Ech hat gemengt, et wär och fir d'Regierung d'Prioritéit. Si gëtt och esou ugekënnegt a si gëtt och esou ausgedréckt.

Mir stellen awer fest, datt déi TVA-Erhéijungen, déi hei komm sinn, an eisen Aen - an eisen Aen! -, déi TVA-Erhéijungen op d'Zweetwunnung, wou et 14% méi deier gëtt, kontra-produktiv sinn. Si wäerten, an eisen Aen, eng Erhéijung vun de Loyere mat sech bréngen. Si wäerte manner Investisementer, privat Investisementer an de Secteur erabréngen. Si wäerten domat bewierken, datt d'Präisser an d'Luucht ginn.

A mir stellen och nach fest, datt déi Suen, déi vun der éffentlecher Hand zousätzlech - plus

10% - an de soziale Wunnengsbau investéiert ginn, zu engem ganz groussen Deel wäerten duerch eng Augmentatioun vun der TVA, déi och déi Organisme musse bezuelen - 14% Augmentatioun vun der TVA -, gefriess ginn, dat heescht, och nach net ze realistesch sinn. Den Här Lies wäert e puer Wuert muer och nach dorwäert soen.

D'Politique de l'éducation nationale ass och an eisen Aen, esou wéi se elo duergeluecht gëtt, ganz problematesch, well mir gesinn hei, datt op Basis vun där Familljepolitik oder Educatiounspolitik e groussen Ausbau gemaach gëtt vun deene Crëchë fir d'Kanner vun engem bis dräi Joer, deen a sech domat begrënt ass, datt mer éischters d'Gratuitéit maachen, datt mer zweetens de Bilinguismus do aféieren. Dat sinn Dépensen, déi an eisen Aen net sénnvoll sinn, net solle gemaach ginn.

A wann ech aner Spuermoosnamen an der Education nationale huelen, notamment d'Spuermoosnam 118, d'Modificatioun vun der Tâche vun den Enseignanten, wou 2015 700.000 Euro, 2016 2,3 Milliounen, 2017 3,5 Milliounen, 2018 2,5 Milliounen virgesi sinn, da kann ech mech drun erënneren, wéi mer hei stoungen, nodeem datt de Budget presentéiert gi war, do hunn ech op deser Tribün gefrot: „Jo, wat heescht dat dann, dat, wat do steet: «modification de la tâche des enseignants»?“ Dee Moment krut ech keng Äntwert op déi Fro. Duerno ass et kloer ginn, wat et heescht. Do hu mer d'Explikatioun kritt, datt dat am Fong heescht, datt déi Proffen dann nëmmen dat bezuelt kréien, déi Coursen - wa se op der Première oder Treizième Coursen halen -, déi se effektiv halen.

An dann ass et esou, datt ech awer muss soen, éischters war jiddwereen erstaunt iwwert déi do Explikatioun. Déi hätt een dann och kënnen direkt ginn. Zweetens war mat den Enseignantë manifestement jo net geschwat ginn, eier een esou eppes op den Dësch geluecht huet an eier een et schonn als Spuermoosnam an de Budget ageschriwwen huet.

Duerno ass versprach ginn, datt, wa se heimmadder d'accord wäeren, d'Enseignanten, näischt anescht méi géif geschéien. Duerno ass verhandelt ginn an et ass en Accord, e soi-disant Accord ofgemaach ginn. Duerno hunn d'Représentantë vun den Enseignantë gesot, si wäeren net mat deem Accord d'accord. Duerno ass vun de Gewerkschaften gesot ginn, datt iwwerhaupt keen Accord zëschten de Gewerkschaften an dem Educatiounsminister do war.

An haut si mer an enger Situatioun, wou kee Mënsch méi weess, wou mer dru sinn a wat dann elo an deenen nächste Woche geschitt. Dat hei ass fir eis e Monstergewull, wat amgang ass ze entstoen a wou jiddwereen onzufrieden ass. Déi Aarbecht, esou wéi se elo ass, ass net seriö gemaach ginn!

Mir haten eng Question parlementaire urgente doriwäert gestallt. D'Urgence ass refuséiert ginn, dofir hunn ech hei och e puer Wuert driwwer gesot. Mir wäere frou, wann den Educatiounsminister haut oder muer, oder wéi och ëmmer, wéi hie wëllt, eis awer déi outwendeg Explikatioun kéint ginn, wou mer elo an deem Dossier, deen awer Konsequenzen huet, dru sinn a wéi hie gedenkt virzegoen. Dat gehéiert an d'Budgetsdebatten. Et gehéiert an d'Budgetsdebatten, insofern et eng Spuermoosnam war, déi an deem Spuerprogramm drasteet.

D'Madame Hansen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Entschëllegt, Här Wiseler,...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- ...wat och erkläert, firwat dass d'Urgence net akzeptéiert ginn ass: well deen heiten Débat eng gutt Geleeënheet war, fir d'Fro opzeweieren.

Ech hunn awer nach eng Demande vun der Madame Loschetter. Erlaabt Der...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Ech erlabe selbstverständlech, vu datt ech u keng Zäit gebonne sinn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice**.- Ma ech hätt zwou Froen un den Här Wiseler, éischters als Porte-parole vun der grénger Fraktioun, well mir jo eng laang Geschicht an der Opposition hunn an och an der Opposition eigentlech ëmmer derfir gesuergt hunn, datt mer Alternative presentéiert hunn, an och als Rapportrice vum Zukunftspak.

Wann ech lech elo richtig verstanen hunn, Här Wiseler, dann hutt Dir elo gesot, dat, wat mir hei presentéiert hunn, „huet näischt bruecht“, „ass näischt gemaach ginn“. „Wéi vill Joer dauert dat?“ „Dat gëtt verlaagt an déi lescht Legislaturperiode.“ Dat wär jo dann e bessechen an deene fréiere Regierungen eppes nomachen. Alles, wat de Moment reportéiert ginn ass, do hutt Der gesot: „Ech fannen dat jo



alles richtig.“ Dir sot awer och: „Iwwert d'Prinzipie si mer ons eens.“

Dir hutt am Zukunftspak, a mengem Rapport, keng eng vun de Recommandatiounen uegell, wéi mer de Rapport uegell hunn. Dir fannt awer e puer Saachen, déi ech doran ernimmen, wéi zum Beispill d'Reform vum RMG an esou, guer net esou falsch. An da sot Der och, bei menger Fro vu virduro sot Der: „Wann Dir dat gesot hätt, dann hätte mir dat matgedroen.“

Dofir meng Fro...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - „Da wiere mer bereet, doriwwer ze diskutéieren“, hunn ech gesot.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Gutt. Dofir meng Fro... Genau dat! Mir haten den 1. Dezember eng Kommissioun, wou mer dräi Stonne laang iwwert déi Mesurë geschwat hunn, wou mer dräi Stonne laang och diskutéiert hunn iwwert déi Mesurë vum Zukunftspak, deen Dir elo während enger Stonn beschriwwen hutt. Do ass keng eng Alternativ vun lech komm! Firwat ass do dee Méindeg, während deenen dräi Stonnen, keng eng Alternativ während deenen Diskussiounen komm? Dat wär meng eischt Fro.

(Brouhaha)

A meng zweet Fro...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - A meng zweet Fro wär, firwat...

(Brouhaha)

...firwat datt d'CSV-Fraktioun dee Méindeg, währenddem mir dee ganzen Zukunftspak analyséiert hunn, firwat d'CSV-Fraktioun léiwer genau zu deemselwechte Moment eng Pressekonferenz gemaach huet, am plaz mat ons iwwer Alternativen ze diskutéieren! Ech hätt gären eng Äntwert op déi Froen!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir kritt déi Äntwerten op déi zwou Froen. Déi éischt Äntwert ass ganz, ganz einfach. Op deenen aneren Texter, wou mer Amendementen an de Kommissiounssätze virgeschloen hunn, do huet dat keng dräi Minutte gedauert, da ware se schon ofgebottert an dann ass net méi driwwer geschwat ginn.

(Interruption)

Esou ass et gaangen!

(Interruptions diverses)

Esou ass et gaangen an all deenen... An dofir soen ech, eis Alternativen...

(Interruptions diverses)

Wann Der mech elo nach fénnef Minutten hei schwätze loosst, kommen och déi op den Dësch. A muer wäerten eis Riedner och mat enger ganzer Rei Amendemente kommen. Mir hätten déi gären aux yeux de tout le monde explizéiert. Mir géife gären an der Chamber, am Plenum driwwer schwätzen. A mir wëllen net...

(Interruptions diverses)

...an de Kommissiounen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...mir wëssen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - ...ëm den Zukunftspak gaangen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, wann ech gelift, wann ech gelift!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Déi zweet Saach, do muss ech soen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Ass et ëm den Zukunftspak...?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kommt, mir ginn awer elo dem Riedner d'Geleeënheet, fir...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An ech wëll lech awer och soen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...seng Ried virzedroen. Mir hunn esou vill Riedzeit, dass jiddwereen all Facettë ka beliichten. Et si konkret Froen un den Här Wiseler gestallt ginn, an ass amgang, se ze beäntweren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Déi Éischt ass beäntwert. Déi Zweet, déi ass och ganz kloer. Ech muss soen, wann ee schafft, politesch schafft, da muss ee jo eng Programmation maachen. Dir frot, firwat mer eng Pressekonferenz zu enger gewëssener Zäit gehalen hunn. Mä ech muss soen, mir haten déi programméiert, déi war erausgeschéckt!

A wann ech kucken, wéi den Horaire vun de Finanzkommissiounen war, wéi oft dee changéiert huet an deene leschte 14 Deeg, wéi oft nei Datumer fixéiert goufen, wéi oft mer um aacht Auer komm sinn, fir all deenen Dëngen... Et

kann een net ëmmer alles ofsoen, fir ze sprangen, esou wéi Dir et gären hätt!

(Brouhaha)

Mir hunn eis Aarbecht duerchgefouert a mir hunn eis vill Méi ginn, fir déi Flexibilitéit ze hunn, fir an all deene Kommissiounen, wou et nëmme gaangen ass, do ze sinn, a mir ware quasiment an alle Kommissiounen do, zu fënnel. A wann emol Leit net do waren, hu mer se, wann et nëmme gaangen ass, och ersat. Dir kënnt eis net reprochéieren, net präsent gewiescht ze sinn, net matgeschafft an diskutéiert ze hu mat lech an deene Kommissiounen. Well dee Reproche akzeptéieren ech net!

E puer weider Remarquen, déi ech gären géif maache par rapport zu deene Spuermoosnamen, déi 2014 gemaach gi sinn, an zu deenen Explikatiounen, déi 2014 gi gi sinn. 2014 waren am Fong dräi Zorte vu Spuermoosname gemaach ginn. Déi Éischt, dat war déi vun den Investitiounen, déi ëm 137,2 Millioune sengerzäit erfogesat gi sinn. Ech stelle just fest, an ech kommentéieren et elo net, datt mer dëst Joer net 137 Millioune erfoginn, mä deen anere Wee an der Investitiounspolitik ginn - dont acte! - vun engem Joer zum aneren.

Zweetens stellen ech fest, datt d'Frais de fonctionnement, wou mer d'lescht Joer, an ech hunn dat scho gesot, datt mer eng Baisse réelle wollt feststellen oder d'Majoritéit déi wollt feststellen 2014 par rapport zu dem Budget 2013, datt mer elo a „politique courante“ déi ganz Diskussioun féieren. Och do sinn déi grouss Prinzipien, déi d'lescht Joer ugekënnert gi sinn, abandonnéiert ginn.

Drëttens ass gespuert ginn d'lescht Joer un de Personalkäschten. Et ass eis gesot ginn: „Mir ginn néng Millioune manner aus, well mer 150 Leit manner astellen.“ Dat war déi grouss Spuermoosnam d'lescht Joer! Mir hunn d'lescht Joer gesot: „Mä déi 300, wou kommt Der drun? Dir stellt der jo awer nach 150 an. Et ass jo net, datt Der der 150 manner...“. Do ass eis gesot ginn: „Dat ass par rapport à la politique constante.“ An d'Politique constante vun den Astellungen ass op 300 chiffréiert ginn, an Dir hutt der d'lescht Joer nëmme 150 agestallt.

Elo kucken ech déi Spuermoosnam vum leschte Joer: Wat geschitt dann dëst Joer mat där Spuermoosnam? Do ass et net nëmme, datt Der - politique courante - 300 Leit astellt, mä do sidd Der dëst Joer op 370 Leit gaangen, déi nei agestallt ginn. Ech wëll just feststellen domat, datt déi Kohärenz vun deene Politicke par rapport zu engem Joer an zu deem anere Joer awer relativ fragwürdeg ass, esou wéi se hei dohinnergestallt gëtt an esou wéi se hei...

Dobäi hunn ech näischt dergéint, wann nei Poste (veuillez lire: nei Leit) mussen agestallt ginn, well ech mengen, datt et mat der Evolution vun eisem Stat a vun de Missiounen, déi eise Stat huet, duerchaus noutwendeg ass, datt fir eng Rei Administratiounen, ob dat elo d'Police ass oder ob dat den Enseignement ass oder ob dat anerer sinn, datt genuch Leit mussen do sinn, fir de Missiounen gerecht ze ginn.

Ech soe just, datt mat den Aussoe vum leschte Joer, wou Der grouss ukënnegt, mir spueren, 150 Leit manner ginn do agestallt, an mat deene vun dësem Joer, wou Der vun 150 Neiastellungen op 370 eroggitt, awer d'Konsequenz vun den Duerstellungen net gehalen ass.

(Interruption)

Den Här Kersch wëllt eppes soen.

(Interruption)

Den Här Kersch wëllt näischt soen! Et ass gutt. Okay.

Da wollt ech eng Rei Piste soen, an déi ginn nach muer prezisiéiert, wou mer mengen, datt ee sollt aner Politicken usetze fir déi nächst Joren. Mir mengen, datt d'Regierung an deenen Investissementer, déi se 2015 virgesäit, wou se ganz staark an d'Luucht geet, vu 1.537 oder vun 1,5 Milliounen (veuillez lire: 1,5 Milliarden) op eppes méi wéi 1,7 Milliounen (veuillez lire: 1,7 Milliarden), an e ganz héijen Taux d'investissement, dee scho ganz héich war an deene leschte Joren, nach an deem nächste Joer wesentlech méi héich mécht, mir stellen eis do d'Fro, ob d'Administratiounen reell d'Capacitéit hunn, fir dat ëmzesetzen, wat haut als Méiglechkeet an deem extrem héijen Taux d'investissement, deen elo dosteet, ugi gëtt.

Mir stellen elo fest - dat waren déi lescht Zuelen, déi ech hunn, déi vläicht geännert hunn -, datt am September 2014 par rapport zu September 2013 den Ëmsetzungstaux vun den Investissementer an der Formation de capital, pardon, an dem Transfert de capital 15% ënnert deem läit, wat en 2013 war. Dat heescht, datt déi Capacitéiten oder déi Méiglechkeeten, déi fir 2014 geplangt sinn, momentan iwwerhaupt net ausgenotzt sinn, well d'Administra-

tiounen an där grousser Aarbecht, an där gudder Aarbecht, déi se maachen, net nokommen, fir dat ze maachen. An datselwecht ass bei der Formation de capital, wou mer 5% ënnendrenner leien.

Mir wäeren der Meenung gewiescht, datt een deen héijen Taux d'investissement, dee mer an deene leschte Joren haten, zwëschen 2011 an 2014, dee sech op ronn 1,55 Milliarden Euro beleef, datt een deen hätt sollen an deenen nächste Jore weiderschreien an domat ronn 200 Millioune manner aschreien als Dépense fir d'nächst Joer.

Mir sinn der Meenung, datt een hätt sollen eng Augmentatioun vum Impôt foncier an deenen nächste Jore bei de Gemenge virgesinn, well dat hätt an eisen Aen zwou Saachen erreicht: Éischtens hätt et, well dat jo an d'Keess vun de Gemenge geet, zu engem Deel déi Propositione kompenséiert, déi vun der Regierung gemaach sinn, wat d'Gemegefinanzen ueget, op där enger Säit, an et hätt eis erlaabt, op där anerer Säit ze garantéieren, datt eng Kontinuitéit vun de kommunalen Investissementer hätt kënnen weidergefouert ginn. Well mer och do mengen,...

(Interruption)

...datt eng gréisser - loosst mech vläicht dee ganze Pak do explizéieren -, well ech do mengen, datt eng gréisser Capacitéit ausfällt, a well dat dat, wat mer op der Investitioussäit op där enger Säit manner ausginn hätten, vläicht op der Gemengesäit - den Équilibre - équilibréiert hätt.

Mir sinn der Meenung, datt een eng Rei Dépenses, déi d'Regierung virgesinn huet fir déi nächst Joren, net hätt solle maachen. Wat fir eng Dépense sinn dat?

Mir sinn der Meenung, datt een déi Gratuitéit vun de Crèche fir Kanner vun engem bis dräi Joer, déi elo an de Budget drageschriwwen ass, net hätt solle maachen. Mir sinn der Meenung, datt een déi Efforte fir d'Mise en place, fir d'Konstruktioun, fir de Coût d'exploitation vun neie Crèchen a ganz grousser Zuel fir déi Kanner vun engem bis dräi Joer an dësem Moment net hätt solle maachen, mä d'Allocation d'éducation hätt weider solle bestoe loosse.

Mir sinn der Meenung, datt een dat Konzept vun dem bilinguale Crèchësystem, wou een d'Kanner schon à partir vun zwielef Joer an e System setzt,...

► **Une voix.** - Zwielef Méint.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Vun zwielef Méint, pardon!

...an e System setzt, wou se en Apprentissage vu Sproochen da sollen duerch Immersion léieren, datt dat vum Pädagogeschen hier Objektiv sinn, déi an eisen Aen net sennvoll sinn, well se a sech an der Kontinuitéit vun eisem Education-nationales-System net bis zum Schluss kënnen duerchgefouert ginn. Och déi Dépenses hätte mer an deenen nächste Joren net gemaach.

Mir kënnen net chiffréieren, wat déi Dépenses ausmaachen, déi net gemaach ginn (veuillez lire: net sollte gemaach ginn). Mä Dir kënnt och net chiffréieren, wat se dann ausmaachen, wann Der se maacht! Mir ginn dovunner aus, vu datt dat ëmmer esou annoncéiert ginn ass, datt e groussen Deel vun deene supplementäre Rentrées, déi vun der 0,5%-Steier kommen - déi dann elo méi kommen, 80 Millioune -, datt e groussen Deel dovunner benotzt gëtt, fir déi Mise en place vun deem System ze maachen. Mä definitiv kënnen mer et net soen.

En matière vu Sozialpolitik a vu Familljepolitik ass dat Konzept vun eis, wat mer wëllen entwéckelen, e Konzept, wou een net un d'Prestations familiales eleng sollt, eleng ka goen, well mer dee ganze Mix vu Prestatiounen, vu Steierreform, vu Boni pour enfants, vu Subventionne vum Logement gären verbannen hätten, well et eis sennvoll schéngt, déi verschide Prestatiounen, déi eng Famill ka kréien, esou mateneen ze analyséieren, datt, wa mer Reduktiounen musse maachen - a mir gesi jo och an, datt et net oni Reduktiounen geet -, datt een déi awer an deem ganze System esou ka verdeelen, datt se gerecht kënnen verdeelt ginn.

Mir sinn zum Beispill der Meenung, datt, wann een d'Abattementer och iwwerkuckt, datt esou Abattementer wéi Bausparvertrag an ähnlecher, déi elo momentan haaptsächlech déi Familljen avantagéieren, déi ka Steiere bezuelen, an net déi avantagéieren, déi keng Steiere bezuelen, datt een déi an deenen nächste Méint roueg kann a Fro stellen, diskutéieren an ewechhuelen.

Mä mir hätten e System en place gesat, deen e Mix vun deene verschiddene Politicke wär, deen awer dohinner gaange wär, fir a sech dat, wat muss gespuert ginn, net just op 8.000 Familljen - well dat ass et jo haut: 8.000 Familljen, déi eng Allocation d'éducation kréien -, op

deenen hire Schëlleren total ausdroen ze loosse. An do deet et dann deene Famillje richtig, richtig wéi! Mä, wa mer déi Spuerforten oder déi Efforte vu Solidaritéit, wéi Der se nennt, gemaach hätten, dann hätte mer se gären iwwert d'Prestations familiales, d'Steieren, d'Subventionen vum Logement, de Boni pour enfants esou verdeelt, datt se net op 8.000, mä 106.000 Famillje sech verdeelt hätten, respektiv op 184.000 Kanner, soudatt jiddwereen e weénege zu deem Effort bäigedroen hätt.

Wann ee muss en Effort maachen, dann ass eis Konzeptioun, datt jiddwereen e weénege muss do bäidroen an datt net just eng prezis Tranche vu Kanner respektiv vun Elteren déi ganz Laascht vum System muss droen.

Mir sinn des Weideren der Meenung, datt ee bei den Allocations de rentrée scolaire hätt kënnen iwwerleeën, se ze ersetzen duerch Prestations en nature.

Mir sinn der Meenung, datt ee sécherlech eng Optimisatioun vun de Chèques-services ka maachen, well - an ech mengen, d'Madame Jacobs an den Här Spautz hunn och sengerzäit e Gesetzesprojet déposéiert, fir dat an de Grëff ze kréien -, well mer mengen, datt déi Familljen, déi vill verdéngen, och an dem aktuelle System vun de Chèques-services eng méi grouss Kontributioun kéinte maachen.

Wann ee vun der Gläichstellung vun de Kanner schwätzt, da si mer der Meenung, datt een hätt kënnen driwwer diskutéieren, eng Gläichstellung vum éischten a vum zweeten Kand ze maachen. Mir sinn awer net der Meenung, datt een dat drëtt Kand soll do mat considéréieren, aus deem Risk vun der Pauvreté, dee sech bei grouse Famillje méi stellt wéi bei anere Familljen.

An dat ass an eisen Aen, Här Fayot, sécherlech keng natalistesche Politik. Mä dat ass an eisen Aen eng Politik, déi évitéiert, datt de Risque de pauvreté bei grouse Familljen an d'Realitéit antrëtt, datt aus dem Risk eng Réalitéit gëtt.

A wann déi Alternativ fir lech net gutt ass, dann hätte mer eis kënnen imaginéieren, datt, wann ee wëllt dee System esou durchsetzen, wéi Der en duerchsetzt, esou Allocation spéciale pour famille nombreuse geschafte gëtt, déi déi Famillje kréien, déi finanziell Schwieeregkeeten hunn duerch de Fait, datt se vill Kanner hunn, an deenen domat zousätzlech ënnert d'Aerm gegriff gëtt.

Mir hätten déi ganz Diskussiounen do, ier mer definitiv Décisiounen...

(Interruption)

Ech maachen de Saz nach fäerdeg, an da sinn ech fäerdeg an da kënnt Der déi Fro stellen, déi Der wëllt.

Mir hätten déi ganz Diskussioun, ier mer definitiv Décisiounen domadder geholl hätten, awer au préalable ganz gären mat de Sozialpartner duerchdiskutéiert, fir ze kucken, deen Équibrage erauszefannen, dee fir jiddwereen, fir déi eng an déi aner, fir d'Regierung a fir d'Parlament am sennvollste gewiescht wär.

Ech maachen duerno nach meng Konklusiounen, mä den Här Fayot wollt awer doriwwer eng Fro stellen, dofir, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech, wann Dir d'accord sidd!

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Merci. Ech wollt dem Här Wiseler just soen, dass déi zousätzlech Suen, déi ee kritt fir en drëtt Kand, net schrecklech vill änneren, wann Der d'Zifferen kuckt. Den Aarmutsrisiko geet domat net erof.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech hunn lech awer d'Zifferen virduro genannt, déi eng Famill manner huet, wann Der dat do ëmsetzt. Dat sinn awer bis zu 5.000 bis 6.000 Euro pro Famill d'Joer, wa se dräi Kanner huet.

(Interruption)

Oni d'Allocation d'éducation. Mat der Allocation d'éducation sinn et der 7.000 bis 10.000. Also, a menger Ried fannt Der se erëm. Dat sinn awer fir mech vill Suen! Wierklech vill Suen. Domat évitéiert Der awer e Risque de pauvreté!

(Interruption)

Do si mer enger anerer Meenung!

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Un de Statistiken ännert et näischt!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Sou, ech kommen zu mengem Ofschluss, andeem ech mat deem ofschléissen, wou den Här Fayot dermat ugefaangen huet. Ech hunn et nämlech, Här Fayot, ganz besonnesch fonnt, datt Der Är Ried



ugefaangen hutt mat enger Citatioun - vum Robert Krieps, dat ass normal, dat ass ee vun Äre Standarden -, mä awer och vum John Rawls, wat manner normal ass, well den John Rawls awer als Harvard-Professor haaptsächlech e Conseiller sengerzäit vum Bill Clinton war, dee sech éischter als liberalen - enfin, am amerikanesche Sënn zwar liberalen - Philosoph astuuff, deen eng Theorie vun der Justice...

(Interruption)

Jo, ech wollt dorobber kommen!

...vun der Justice politique duerstellt an deen am Fong eng - esou soe se op jidde Fall - Alternativ zum Sozialismus an zu dem traditionelle Liberalismus an eng Mëschung dozwëschen duerstellt.

Et huet mech gewonnen, datt Der just deen als Beispill zitëiert hutt. Mä et huet mer awer gutt gefall, muss ech soen, Här Fayot! Well dat, wat den Här Rawls seet, a sech och eppes ass, wat sënnavoll ass. E schwätzt am Fong vun enger Fairheet fir jiddwieren individuell. Ech hunn e weéng Problemer mat deem System vun dem Individualismus, deen en duerstellt. Mä sai Fairheetsprinzip ass schonn eppes, wat ech duerchaus kéint deelen. Ech gesinn d'Fairheet méi an der Solidaritéit wéi am Individualismus, wéi hie se hei gesäit.

Mä ech fannen awer: Niewent dem Zitat entsprécht de Budget - esou wéi en hei déposéiert ginn ass, also esou, wéi mer e virleien hunn - awer guer net deene Prinzipien! Well ech fannen, datt dee Budget am Fong zwou Saachen ass: Et geet net hei em e generelle Fairheetsprinzip, et geet em 258 Moosnamen, déi duerjernee sinn, déi Beamten zesummegeat hu just mat der Fro: Wat kënnen mer sträichen? Oder: Wou kréie mer méi Suen eran? An haaptsächlech déi lescht Fro war déi, déi gezielt huet, mat engem heiansdo kontradiktorese Resultat zwëschen deenen engen an deenen anere Moosnamen.

Deen eenzege klore Paradigmewissel, deen do ass, dat ass deen an der Familljepolitik. A mat deem kënnen mir als CSV sécher net liewen! Aus all dese Grënn an aus nach ganz villen anere wäert d'CSV dese Budget net stëmmen!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Abrëll dëst Joer hat ech de Point gemaach zu der Finanzsituatioun hei zu Lëtzebuerg. D'Konklusiounen waren dunn als Budgetsrapporteur am Abrëll, datt, wa mer näischt géifen un eise Politiken änneren, dann hätte mer am Joer 2018, hätt Lëtzebuerg am Joer 2018 en Defizit vun 1,1 Milliard Euro. Dann hätte mer eng Schuld vun iwwer 16 Milliounen (veuillez lire: Milliarden) Euro. All Joer misste mer iwwer 330 Milliounen Euro Scholdzëns bezuelen. Mir hätten dann en negative Solde structurel. Mir géifen also och déi europäesch Kritäre vum Stabilitéitspakt net erfëllen.

E Budget, dee weider am Déséquilibre ass, e Budget, deen e Budget vu Scholdemécher ass, esou e Budget, wéi mer e geierft hunn, des Koalitioun: Wat géif dat heeschen? Dat sinn net nëmmen Zuelen. Dat géif heeschen, datt mer manner Moyenen hätten, fir en uerdentlech funktionéierende Sozialstat ze garantéieren, datt mer deene Jonke keng Perspektive méi kéinte ginn ausser deene vun där „génération remboursante“, wéi de fréiere Premier dat selwer genannt huet, datt mer eigentlech kengem méi hei zu Lëtzebuerg kéinten Zukunftschancë bidden.

Ech kann lech soen: Dës Koalitioun, déi wëllt dat net! Dës Koalitioun, déi wëllt, datt zu Lëtzebuerg jiddwieren nach Zukunftsperspektive wäert hunn, och 2018. Duerfir iwwerhëlt dës Koalitioun hir Verantwortung. Duerfir mécht dës Koalitioun eng aner Finanzpolitik. Duerfir leet dës Koalitioun och strukturell Reformen an d'Weeër, wou och d'sozial Selektivitéit wäert am Vierdergrond stoen.

An deem Esprit huet d'Koalitioun de Budget 2014 opgestallt, wou mer éischt Efforte gemaach hunn op der Dépensesäit, an deem Esprit fiert dës Koalitioun mam Budget 2015, mam Zukunftspang, weider!

An ech wëllt hei och wierklech deenen zwee Rapporturen, dem Franz Fayot, deen och dëst Joer zwee Rapporten huet misse maachen, well jo och de Pluriannuel derbäikomm ass, an dem Viviane Loschetter fir den Zukunftspak, e grouse Merci ausschwätzen. Si hu wierklech

ganz gutt Aarbecht geleescht. Et war eng Freed, mat hinnen ze schaffen, a mir waren och ëmmer prett, fir à tout moment - well als Deputéiert si mer supposéiert, fir à tout moment sollen eis Aarbecht ze maachen am Intéret vun Land - mat hinnen an der Kommissioun ze schaffen.

Här Président, haut, ronn siwe Méint méi spéit, hu sech d'Welt an dat finanziell an ekonomesch Ëmfeld net wesentlech geännert! De Budgetsrapporteur 2015, de Franz Fayot, huet dat gëschter nach eng Kéier ganz daitlech illustriert mat den Zuelen. Et muss een also éischter dovunner ausgoen, datt d'Situatioun nach méi ugespaant wäert ginn.

Wann een och kuckt, am Fréijoer si mer nach vun engem Wuesstum ausgaangen - dat waren Zuele vum Statec, mir referéieren eis op déi Zuelen - vun 3,1% an 3,2% fir 2014, 2015. Ech hat deemools vun engem klengen „Sonnenstrahl“ geschwat, deen eis de Réck géif wiermen. Déi Prognosen hu sech eigentlech net bestätegt. Mir hunn déi lescht Prognosen - Statec a Banque centrale -, an déi weisen eben no ënnen, elo geet rieds vun 2,2%.

Mir hunn aner Saachen, déi mer muss berücksichtigen, wéi zum Beispill den Trend bei de Recetten aus deem, wat een esou nennt den „Tanktourismus“. D'Akzisen um Bënsin an Diesel, déi weise weider no ënnen.

D'Recetten aus der TVA vum E-Commerce: Ech mengen, et ass méi wéi definitiv, datt mer déi - bis 2018 iwwer eng Milliard mëttlerweil, gëtt héichgerechent - verléieren.

Dann d'Affär LuxLeaks: Ech mengen, et ass kaum ofzegesinn, wat dat fir Effete wäert hunn op d'Recettë vum Stat, op den Aarbechtsmarché an esou weider. Ech géif éischter dovunner ausgoen, datt et sécherlech net nach méi positiv Effeten huet. Ech wëll awer hei och soen, datt déi nei Démarche, déi d'Regierung hei aschleift, mat Transparenz zum Beispill, mat dem Comité de décision, mat all deenen Elementer, déi mer och gëschter presentéiert kruten an der Cofibu, datt dat dee richtige Wee ass.

Här Président, et war säit Jore gewosst, datt mer e seriöse Budgetsdéséquilibre hunn, datt mer an engem Risiko vun der Scholdefal sinn, datt den E-Commerce wäert ewechfallen, an och méi wéi ee Budgetsrapporteur huet an der Vergaangenheet drop higewisen - et setzen der jo nach déi eng oder aner hei op der rietser Säit vu mir.

Mä wat ass geschitt? Et ass näischt geschitt! Ech hat d'lescht Kéier an enger Ried de Marc Spautz zitëiert, dee gesot huet: „Jo, mir hunn eis ageduckt. Mir hu gehofft, et géif eriwergoen!“ Si hu vum Prinzip Hoffnung gelieft.

Ech kann lech just soen, des Regierung, déi huet hir Verantwortung iwwerholl! Dës Regierung, des Koalitioun huet och politesche Courage gewisen. Dat muss een och hunn, fir eben endlech noutwendeg Décisiounen ze huelen.

An ech ka wierklech nëmme soen: Endlech! Well déi lescht Joren, dat waren déi vum Laisser-faire, vum Opschuppen, vum Näischtmaachen, vu keng Responsabilitéit huelen. Dat war d'Politik, d'Finanzpolitik vun der CSV. Domadder ass eist Land net virukomm.

An den Här Wiseler huet jo méi wéi eng Kéier haut d'Meenung oder den Avis vun der Banque centrale zitëiert. Ech hunn och elo grad dann nach eng Kéier schnell nagesicht - am Zäitalter vum Internet geet dat -, do war zum Beispill och de fréiere Präsident vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg 2010. Deen hat och eppes ze soen, wéi e gefrot ginn ass, wéi en dann och fir d'Regierung e méi sënnavoll Spuerkonzept fir Lëtzebuerg géif gesinn respektiv wéi ee Lëtzebuerg géif aus dem Budgetsdéséquilibre erauskréien. Dat war am Joer 2010, do seet dann de fréieren Direkter vun der Banque centrale un d'Adress vun der CSV, haaptsächlech vum Finanzminister: „Das Sinnvollste wäre, wenn eine Regierung auch regiert.“ Dat ass eigentlech och e schéine Résumé vun deem, wat an deene leschte Jore geschitt ass, firwat datt mer an där Situatioun dann elo sinn.

Dobäi gouf et jo awer anscheinend och eng Lëscht vum Här Frieden, déi awer erëm am Ti-rang verschwonnen ass, wou deen eng Rei Iddien anscheinend hat, fir endlech ze agieren. Anscheinend geet do rieds vu Reduzéierung vu Congé, Sträiche vu Geldleeschtunge fir Pensionnairen. Ech hunn déi Lëscht net gesinn, mä dat ass dat, wat een do esou héiert. Ech mengen, haut, ech weess et net: Wëllt d'CSV näischt méi vun där Lëscht wëssen? Et schéngt esou ze sinn. Op alle Fall...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et gëtt och eng Lëscht, Här Berger, vu 500 Spuermoosnamen vun der Regierung, déi mir och net gesinn hunn!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Déi läit um Dësch!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Déi leien all um Dësch.

Här Président, jiddwieren, jiddwieren war gespaant, wat dann elo d'CSV an der Opposition - do ka se jo wierklech ganz CSV sinn, do muss se no kengem Koalitiounspartner kucken, do ka se wierklech dat weisen, wat se als CSV ass -, also jiddwieren huet gespaant do bei där CSV elo drop gewaart, wat fir eng Virschléi se dann elo géif bréngen, fir d'Land erëm fit ze maachen, fir mat unzepakem!

Ufanks Oktober huet den Här Wiseler an engem RTL-Interview gesot: „Ech soen lech, wann de Budget bis do ass, ...“ - de Budget war de 14. Oktober hei am Parlament -, wann dee bis do ass, „...kritt Der all méiglech Amendementen an da kënnen mer doriwwe schwätzen.“

(Interruption)

Här Président, haut si mer de 17. Dezember! Bis haut, bis elo, bis 15 Auer 30 ass nach ëmmer näischt do! Näischt ausser Pressekonferenzen, wou mat bëlegen, awer wierklech mat bëlege Schlagwierder operéiert ginn ass, nach näischt!

(Interruption)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Do hutt Der net nogelauschert, wat ech virdu proposéiert hunn!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech hunn elo héieren, datt muer anscheinend dann Amendementen déposéiert ginn.

Här Président, ech muss soen, am Kader vun esou wichtige Debatten, vun deem wichtigste Gesetz aus dem Joer, bei engem Budgetgesetz, op déi Aart a Weis virzegoen, datt dann de Fraktiounspriecher et emol net nach fäerdegbréngt, hei weinstens d'Amendementen emol nidderzeleeën, fir datt mer se och kënnen kucken nach an deenen nächste Stonnen, ech fannen, dat ass wierklech eng...

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...onwahrscheinlech Aart a Weis, dat ass wierklech... Esou geet een net mat engem Parlament em!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir sidd awer wierklech romantesch mat Ärem Kucken!

(Hilarité)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat ass kee Respekt virun engem Parlament! An Dir wësst och ganz genau...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dir wësst och ganz genau, datt mer an där Prozedur, wou mer sinn, de Budget muss virun dem Dezember oder virun Enn Dezember gestëmmt hunn. Dat do ass eng Aart a Weis... Dir wësst, wann Der wëllt Amendementen erabréngen, misst Der dat éischter bréngen, datt déi och nach eng Kéier kéinten de Wee bei de Statsrot maachen an zréck. Dat do ass wierklech den „Bluff“! Dir hutt eng Pressekonferenz gehat: den „grousse Bluff“ vun der Majoritéit. Wat Dir opféiert, dat ass en „grousse Bluff“, Här Wiseler!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir stëmmt jo souwéiso Äre Budget, esou wéi Der e wëllt! Awer Dir respektéiert jo souwéiso net, wat mer géifen hei als Iddie bréngen.

(Exclamations)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Président, den Här Wiseler hat dach um RTL gesot, si bréngen „all méiglech Amendementen“ eran. Ech huelen un, datt dat wahrscheinlech „Egal-wat-Amendementen“ sinn, wat een dorënner ka verstoen. Ech mengen, et ass wierklech eng Aart a Weis, déi net akzeptabel war.

An da gëtt gesot, mir hätte jo awer och..., wéi se en Amendement erabruucht hunn oder Amendementen erabruucht hu bei de Studentensubsiden, datt dat och ofgewise gi wier. Do hutt Der genau datselwecht gemaach!

Well éischters muss ech elo soen: Wien huet dee ganzen Dossier vun de Studentensubsidie versaut gehat? Dat waren net mir! Dat war déi Virgängerregierung, an déi hat och nach iwwer zwee Joer Zäit, fir Solutiounen ze fannen, se huet näischt gemaach.

Wéi dunn de Rapport an der Kommissioun ofgestëmmt war, dono sidd Der komm mat engem Amendement - wou Der lech vläicht och derfir geschummt hutt, duerfir hutt Der en dann zum Schluss bruecht -, esou datt mer keng Geleeënheet méi gehat hätten...

Wann Dir gutt Amendementen gehat hätt, hätte mir déi gären an der Cofibu vum 15. Oktober un all diskutéiert! Mir hätten nach zousätzlech Réuniounen gemaach, fir déi all kënnen ze diskutéieren. Mä dat do ass eng Taktik, déi ass einfach net an der Rei,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mä Dir déci-déiert awer, wat gutt a schlecht ass.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...wéi Dir do virgitt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Oh, Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP).** - An dann déi Amendementen, déi dann also elo muer kommen: Hu mer do eng Fiche financière derbäi? Wësse mer, wat do de finanziellen Impakt dann ass? Geet dat dann an déi Richtung, datt mer manner Verscholdung hunn? Kréie mer mat deenen Amendementen dann de Budgetséquilibrium hin?

Ech si wierklech gespaant drop, op déi Amendementen, fir déi awer kënnen ze kucken! Ech weess just: Eise Budgetsvirschlag, deen huet déi europäesch Hürd, deen huet zu Bréssel den Exame gepackt!

Dir hutt zwar virdu gesot, mir géife vill Bluff maachen, mat Zuelen hin- an hierartikuléieren. Ech weess just - an dat ass dat, wat fir mech wichtig ass -, Bréssel huet dem Finanzminister, der Regierung eng bonne Note fir den Exame ginn. Ech weess net, wéi dat wier, wann dat mat iergendwellechen Amendementen wier, déi mer hei nach ëmmer net virleien hunn!

Ech hu just dauernd haut de Mëtten héieren, wat d'CSV net mécht. Wat se net mécht! An der Tradition weider, wat mer déi lescht Wochen a Méint héieren: Neen, neen, neen! Wann egn d'accord ass, datt een de Budget soll an den Équilibrium kréien, da soll ee wann ech gelift och hei Solutiounen matzäit op den Dësch leeën.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech mengen, Dir hat Äre Ried virdu geschriwwen an Dir hutt net gelauschert, wat...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Président, ech stelle fest, datt d'CSV bis elo keng seriö Alternativen op den Dësch geluecht huet. Dir hutt just Nee gesot. An ech muss lech wierklech soen: Enner konstruktiver Oppositionspolitik, Här Wiseler, verstinn ech eppes anescht. Vlächtt sidd Der nach net laang genuch an der Opposition, fir dat ze verstoen.

(Interruptions)

Ech wëll lech just un d'Ausso vun Ärem fréiere Fraktiounschef erënneren, dem Här Jean-Claude Juncker, dee praktesch virun engem Joer hei dat als Fraktiounschef gesot huet, ech zitëieren en: „D'CSV wäert net einfach eng stupid Kritik maachen. Mir wëllen eng konstruktiv Opposition maachen.“ Wann ech gelift, lauschert dann och eng Kéier op Äre fréiere Fraktiounschef, fir datt Der dat dann och endlech wäert maachen! Dir maacht eng Politik, dat ass Chaos, Bluff an och eege Widderspéch! Ech weisen dat un engem Beispill, Här Président.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Président, ech wëll awer just den Här Berger froen - wann e seet, de Mann vun der konstruktiver Opposition, deen hien déi lescht zéng Joer war -, wéi vill Amendementen Der am Budget an deene leschten zéng Joer, Dir als DP, bruecht hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi vill hutt Dir der bruecht? Null! Null! Zéng Joer laang!

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - Dir hutt och keng bruecht!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Président...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Haalt mir keng Lektionen hei, wann ech gelift!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här Président, d'CSV, déi ëmmer de groussen Usproch hat, déi 20 Joer an der Verantwortung war oder méi laang Joren an der Finanzpolitik, bei där kann een dovun ausgoen, datt déi mat deene Moyenen, déi se huet, do konstruktiv Virschléi hätt kënnen erabréngen, well se eis dauernd gesot huet, wéi si et géif anescht maachen. Mir hunn och - a kuckt dat no - vlächtt net ëmmer Amendementen erabruucht, mir hunn awer weinstens an eise Riede gesot, wat mer géifen anescht maachen. Mir hunn an eise Riede gesot...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ma da musst Dir och vlächtt eis Rieden emol nolauschteren, Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Mir hunn an eise Rieden ëmmer kloer gesot, dat kennt Der nolliesen, wéi mir et géifen anescht maachen. An dat, wat wichtig ass: Mir maachen et elo anescht! Dat ass dat, wat zielt. An domadder kréie mer de Budget an den Équilibrium.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, elo huet just den Här Berger d'Wuert an en adresséiert sech un d'Chamber.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, nach just, fir ee Widdersproch vun der CSV ze illustriieren mat engem Beispill: Jorelaang, säit 2009, huet de Premier himself hei op der Tribün gesot bei sengem État de la nation, datt d'CSV an dann déi deemoleg Regierung, awer als Garant den

deemolege Premierminister, dass si wëllten d'gratis Kannerbetreuung aféieren. Knapp's war dann de fréiere Premier Jean-Claude Juncker zu Bréssel, da liesen ech an CSV-Bliedercher an dann héieren ech d'Madame Hetta dat soen, dass dat eigentlech dee falsche Schrëtt wier, dass dat een net soll an déi Richtung goen, dass d'Frae léiwer a besser hunn, doheem ze bleiwen. Dat aus dem Mond vun der fréierer Ministesch vun der Egalité des chances. An den Här Wiseler, deen huet dat jo och nach elo grad virdrun hei bestätegt, wéi e gesot huet, dass wier net de richtege Wee. Ech kann lech just soen, dass ass net eis...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Also, wann Der dem Här Juncker säi Saz fäerdeg gelies hätt, hätt Der gelies, dass e gesot huet: „...wann d'finanziell Situatioun et erlaabt.“ An ausserdeem war et déizäit net d'Fro vun der Gratisbetreuung vun eent bis dräi, mä et war d'Fro vun der Schoulbetreuung, déi niewent de Schoule géif lafen. Dass ass eng ganz aner Diskussioun! Wann Der alles verméscht, kënn Der alles behaapten!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Här President, et war genau datselwecht. Dir hat eng Virgab. Dir hutt lech virdrun gutt Saache virgeholl, Dir hutt se ni realiséiert, och ni gekuckt, wéi een dat ka maachen. Mir maachen d'Saachen!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Här President, de Budget...

(Interruptions)

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Dat gesi mer, ob se an engem Joer steet, well do zweifelen ech nach drun!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Zwëscher si jo gutt, mä si sollen net Iwwerhand huelen.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Här President...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jo, et ass e bessen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Här Berger, fuert elo wann ech gelift weider. An, Här Gibéryen, den Här Berger brauch keen Echo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Passt just op mat den...

(Hilarité)

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Merci, Här President. Här President, de Budget 2015 ass dee vun der Verantwortung. Dat, fannen ech, ass e ganz flotten a gudd Leitmotiv, Slogan vum Budgetsrapporteur gewiescht, well effektiv ass dee Budget, och den Zukunftspak, gepräagt vun der Verantwortung. A wat mer mat deem Budget an deem Zukunftspak gemaach hunn, dass muss ech och soen, dass war batter néideg. An dat ass awer och, ouni eis sozial Acquisen a Fro ze stellen!

An dat war guer keen esou einfachen Exercice, besonnesch wann ee weess, dass mer jo iwwert d'Joer, also d'nächst Joer, 2015, eleng iwwer 600, bal 700 Milliounen Euro bei der TVA am elektronische Commerce muss kompenséieren. D'Chargen, d'Efforte sinn équilibréiert verdeelt ginn tëschent Entrepreneuren-Bierger, tëschent Stat-Gemengen.

Duerfir ass dee Budget oder deen Zukunftspak och sécherlech e solidareschen Effort an der Gesellschaft. Et ass wierklech keng eesäitig Belaaschtung. Et gi vill kleng Moosnamen geholl, fir eise Budget bis 2018 an den Équilibrium ze kréien, ouni, wéi gesot, dass déif gräifend Aschnëtter komm sinn.

An dat ass jo och dat, wat ech enner engem Zukunftspak verstinn. Dat war och eng vu menge Konklusioenen beim Budgetsrapport 2014, de Schluss, wou ech gesot hunn: All déi kleng Efforten zesumme maachen dat groust Ganz. An duerfir ass et dat, wat och wichteg ass, et ass net nëmmen en „Zukunftspak“, mä et ass och en „Zukunftspakt“, wéi gëschter och d'Rapportrice, d'Viviane Loschetter, gesot huet.

An ech sinn och, Här President, besonnesch frou, dass dës Regierung en Accord fonnt huet mat de Gewerkschaften. Bon, vu verschiddene Säite gëtt gesot, et wier e bèsse spët, et wier e Last-Minute-Accord an esou weider. Doriwwer kann een diskutéieren. Mä ech mengen awer, et war déi richteg Aart a Weis, fir virzegoen.

D'Regierung muss jo fir d'Éischt e Plang op den Dësch leeën, iwwert deen ee kann diskutéieren. Si huet missen eng Rei Zuele maachen, eng Rei Analyse maachen, fir dann doriwwer ze diskutéieren, well soss wier d'Zäit fortgelaf. Wann ee bei Null ugefaangen hätt, da wier de Risiko gewiescht, dass mer net 2015 hätte kënnen en neie Budget an och en Zukunftspak op den Dësch leeën.

Wat fir mech wichteg ass, net nëmme fir mech, mä ech mengen, fir d'Land och wichteg ass, dass ass, dass déi grouss Gewerkschaften sech mat der Regierung un en Dësch gesat hunn an

zesumme diskutéiert hunn, e puer responsabel Modifikatiounen erabruecht hunn, wou virun allem déi Schwächst nach geschützt ginn. Si hunn also net den Zukunftspak, net de Budget an der Luucht zerrappt, mä si hu fonnt, et war eng zolidd Ausgangsbasis, wou verschidde Saachen eben da moduléiert gi sinn.

An d'Resultat ass, mir kennen dat: D'CGFP, den OGB-L, den LCGB - ech mengen, den aktuellen CSV-Partei-president war do emol eng Kéier en eminente Mataarbechter, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn -, déi dräi Gewerkschaften, déi hunn hir Ennerschrëft enner deen Zukunftspak gesat!

Wann ech dann elo héieren, dass d'CSV sech driwwer beklot, dass den Dialog net mat de Gewerkschaften a mam Patronat stattfonnt huet, da wëll ech drun erënneren, dass enner der CSV keng Tripartite säit 2010 méi zu engem positiven Enn gefouert ginn ass.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Dat war och keng Tripartite!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Hei ass awer mat de Sozialpartner geschwat ginn an hei ass en Accord fonnt ginn.

(Interruptions)

De Modell vun der Tripartite, Här Spautz, deen ass 2011 eigentlech carrément gescheitert, well en dunn ausgesat ginn ass. Dës Regierung huet et awer no engem Joer fäerdegbruecht, dass se sech mat de Sozialpartner un den Dësch gesat huet an dass se och en Accord fonnt hunn. Dass ass dat, nenne mer et, wéi mer et wëllen...

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- ...zu dräi.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Ech hat et och a mengen „zëng Geboter“ den Dialogue social genannt. Dass ass dat, wat fir mech wichteg ass.

Dann héieren ech och déi eng oder aner soen,...

(Interruption)

...dass de Wand der Regierung staark an deene leschte Wochen a Méint an d'Gesicht geblosen hätt. Ech wëll awer dorunner erënneren: An deene leschte fënnf Joer haten déi viregt Regierungen et mat net manner wéi dräi grouss Streiken hei zu Lëtzebuerg ze dinn! Doru soll een och emol eng Kéier erënneren. Bis elo, déi nei Regierung hat nach keng. Ech ziele se eng Kéier op: Am Mee 2009...

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Hat Dir déi Leit net op der Strooss?

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Här President, am Mee 2009: Siwe Syndikater, dorënner OGBL, LCGB, CGFP, streike fir sozial Acquisen a géint déi deemoleg Regierung. September 2010: Iwwer 5.000 Leit streike géint d'Regierung zum selwechte Sujet. Am Oktober 2012 streike sechs Syndikater géint d'Reform vum Pensionssystem. Et waren hei iwwer 2.000 Leit op der Clairefontaines-Plaz präsent.

(Interruptions)

Also nëmme fir ze illustréieren,...

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Streik a Manifestatioun!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- ...dass der viregter Regierung enner engem CSV-Premier an CSV-Finanzminister de Wand vill méi staark an d'Gesicht geblosen huet wéi dës Regierung.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Här Berger, ... fest, awer soss geet et awer.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Ech sinn effektiv net esou gutt an den Zuele bei de Streiken. Den Här Spautz als fréiere Mataarbechter vun dem LCGB kann eis dat da muer nach eng Kéier erzielen.

Ech ka just feststellen, mir hunn elo 258 Mesuren an deen Zukunftspak ageschriwwen. Et ass normal, dass bei esou ville Mesuren do kontrovers Reaktiounen dobause kommen, mä et gesäit een awer och, dass der vill op Verständnis treffen. A wann ee kuckt, et si jo esou Sondagen, déi gemaach ginn, do war e Sondage rezent vun dem „Wort“ an dem RTL.

Do kann ee jo natierlech ëmmer herno déi Zuelen eraushuelen, déi eben interessant sinn oder déi ee vläicht wëllt ervirsträchen. Ech hunn heiansdo och déi Sondagen, déi aner Zuele gekuckt, déi vläicht net am Haapttitel stinn. Mä do huet een zum Beispill erausfonnt, dass 75% vun de befroete Bierger mat der Démarche vun der Regierung, dass eppes muss gemaach ginn, dass d'Leit domadder d'accord sinn, dass endlech gehandelt gëtt! An och d'Meenungen iwwert déi eng oder aner Mesur si vill méi differenziert, wéi dat gare pauschal duergestallt gëtt. Also och do muss een déi Saach an dat richteg Liicht stellen.

Här President, mir hunn 2015 iwwer 15,5 Milliarden Dépensé beim Stat. D'Dépensé sinn, jo, méi héich wéi d'Recetten, well d'Regierung decidéiert huet, trotz schwierem Kontext eng

héich Investitiounspolitik ze maachen, well dat d'Wirtschaft stäipt, well dat och gutt fir d'Leit dobauseen ass.

D'Investitiounen, déi ginn also 2015 erop. Bis 2018 plangt d'Regierung, d'Investitiounen ëm ongeféier 45% eropzesetzen, eng Croissance moyenne vun 10%. Dass ass also méi, zum Beispill Logement: plus 10%; bei de Schoulen d'nächst Joer 38 Milliounen weider; Santé 25 Milliounen weider; Mobilitéit an effentlechen Transport 32 Milliounen weider an esou virun an esou fort. Ech mengen, all déi Zuelen, Dir kënn se noliesen, déi weise kloer: Dës Regierung mécht keng Spuerpolitik. Si mécht nach manner eng Austeritéitspolitik.

An ech wëll, well jo awer ëmmer gären och vun deenen engen oder aneren, esou wéi et een arrangéiert, heiansdo dann den Avis vum Statsrot geholl gëtt... Mä de Statsrot seet och Säite 10 a sengem Avis - ech zitieren elo net wuertwärtlech -, dat hei wier eigentlech e Budget..., an en huet nach en Tableau dann och nach eng Kéier virdrun, wou e seet: Et ass eigentlech wierklech... Et ka kee behaapten, et wier en Austeritéitsbudget. Au contraire, et ass eigentlech e Budget, wou d'Investissementer nach an d'Luucht ginn, wou eigentlech also an d'Zukunft investéiert gëtt.

A wa mer de Budget 2015 enner d'Lupp huelen, da gesäit een, dee gréissten Ausgabeblock beim Statsbudget bleift awer fir eis Sozialpolitik. Dee steet do am Fokus, iwwer 5,6 Milliarden Euro fir Pensionskeess, Krankekeess, Fleegeversicherung, Familienallocatiounen, RMG, Chômage an esou weider. Iwwer 3 Milliarde ginn a Salaires a Pensionen vun der Fonction publique.

Also, all déi Ausgaben zesumme, do si mer op iwwer 8,6 Milliarden Euro. An dat ass iwwert d'Halschent also vun den Dépensen, déi an de soziale Beräich ginn. Ech mengen, dat weist an engems och, déi Zuelen hei, déi Prozenter, dass et der Regierung gelongen ass, ouni gravéierend Aschnëtter an de soziale Beräicher kënnen eng zukunftsorientéiert an eng équilibréiert Budgetpolitik ze maachen.

Bon, verschidden Dépensé ginn an d'Luucht, déi ee ka kritesch hannerfroen. Dat hu mer och schonn hei gemaach an der Vergaangenheet, zum Beispill den Accord salarial an der Fonction publique. Dee wäert natierlech an den nächste Joren op eise Budgetséquilibrium laaschten, bréngt zousätzlechen Drock, besonnesch awer och am Hibleck dorop, well jo och de Secteur conventionné do drunhänkt. Ech hat och schonn, muss ech soen, hei a mengem Budgetsrapport 2014 - et war vläicht ennergaangen a mengem mëndleche Rapport, mä et steet och iergendwou a mengem schrëftleche Rapport - dorop higewisen. Mir mussen wëssen, dass also hannert dem Accord salarial vun der Fonction publique och de Secteur conventionné hannendrunhänkt.

An, Här President, ech muss jo wierklech soen, ech war erstaunt iwwer eng Question parlementaire vun Här Laurent Mosar, iwwert den Deputéierten Laurent Mosar. Wéi deen ugefaangen huet, de Budget ze liesen, dunn huet deen op eemol entdeckt, dass anscheinend den Accord salarial vun der Fonction publique och eng Auswirkung op de Secteur conventionné hätt! En huet gefrot dann, ob ee sech d'äers bewosst gewiescht wier, wéi vill dat da géif kaschten. An der Kommissioun huet e souguer d'Zuele gefrot! E wollt direkt Zuelen hunn. En huet de ganze Prinzip a Fro gestallt.

Mä, Här President, den Här Mosar - en ass leider elo hei net do -, mä dee géif ech eigentlech gären drun erënneren: D'CSV huet deen Accord salarial ausgehandelt gehat! Hu si sech dann dunn net déi Fro gestallt,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice**.- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- ...ob dat eventuell och Répercussioenen kéint hunn op de Secteur conventionné. Hu se deemools net gerechent, wat dat eventuell kéint oder sollt kaschten? Ech mengen, do ass ee wierklech erstaunt, wann dann CSV-Deputéierter esou Fro stellen.

Ech muss awer och soen, Här President, op där anerer Säit ginn och Efforten an der Fonction publique gemaach, zum Beispill duerch d'Ofschafe vum Trimestre de faveur, dee jo eigentlech - do si mer eis all eens - och net oder schwéier ze justifizéieren war. Dat bréngt jo och op där anerer Säit awer erëm Ekonomien eran.

Wéi gesot, trotz all de Schwierigkeiten huet dës Regierung et fäerdegbruecht, d'Statsfinanzen no jore vu Scholdemaachen an de Grëff ze kréien. Eise Solde structurel läit fir 2015 an engem lichte Plus. An dat ass och wichteg, an dat huet Bréssel jo och gesinn. Mir bewegen eis dann an der Trajectoire vun eise OMT, eise Objectif à moyen terme.

Et muss een och wëssen, dës Budget ass e ganz exceptionellen: Mir hunn och elo de Budget pluriannuel. Et muss also déi éischte Kéier iwwer e puer Joer geplangt ginn. Dass ass eigentlech eng gutt Saach. Dass ass awer natierlech och mat vill Aarbecht verbonden. An ech muss soen, dass do wierklech en immensen Effort vun Minister, natierlech haaptsächlech och vu senge Beamten am Ministère, an de Verwaltungen, gemaach ginn ass.

Ech mengen, déi EU-Virgaben, déi mer eben hunn, hëllef eben dann och, fir eis laangfristeg opzustellen. An ech wëll elo nach eng Kéier rappeléieren, dass mer do - an ech mengen, dass ass awer wichteg - eng bonne Note krute vu Bréssel fir eis Budgeten, déi mer hei presentéieren.

Ech wëll och betounen, dass mer nach ni e Budget haten, deen eigentlech esou transparent war, wéi elo. Et ass en Internetsite age-riicht ginn, wou ganz vill Donnéeën sinn, wou d'Leit kënnen kucken, wat mat hire Steuersue gemaach gëtt. Ech mengen, dass ass och eppes, wat wichteg ass fir d'Bierger.

Et ass e Budget vun enger neier Generatioun. Déi Aart a Weis, wéi en opgestallt ginn ass, ass a bleift e Paradigmewissel. Mir komme vun Null a mir sinn elo op 100% eppes Neies! Dass kann een och als eng Revolutioun bezeichnen. Mir hunn de Screening gemaach vun allen Dépensen, mir haten 19 interministeriell Aarbechtsgruppen, mir haten eng horizontal Approche, d'Regruppéierung vun Artikelen an esou weider.

Et ass och kloer, dass een dee Prozess net an engem Joer ka ganz ofschléissen, déi nei Approche, déi nei Démarche. Dat hu mer vun Ufank u gesot. Nëmme als Beispill: A Frankräich hu se fir d'LOLF-Gesetz net sechs, mä siwe Joer carrément gebraucht, bis dat emgesat ginn ass. Et ass also e permanente Prozess. An ech mengen, et ass och wichteg - dat hu mer och scho gesot an do wäerte mer och weider drop schaffen -, dass och d'Chamber an all déi Aarbechte vun där Prozedur vun deem neie Budget mat agebonne gëtt.

Mir begrëssen et och, dass elo deen neie Comité national des finances publiques dann ab Januar wäert schaffen an dass mer do also och schnell..., oder respektiv, dass mer do och zousätzlech gutt Avise kréien, fir kënnen dann un eise Budget ze schaffen.

Här President, ech wëll och nach kuerz op e puer Mesur vum Budget, vum Zukunftspak agoen, déi och der DP, a mir vläicht besonnesch, um Härz leien.

Dat Éischt ass de Fonds souverain, den Zukunftsfong fir déi kommend Generatiounen. Mir begrëssen dës Fong, well mer domadder wierklech och e politesch Signal setzen. E Signal u wien? Haaptsächlech och un déi nächst Generatiounen, un eis Kanner. Mir soen hinne: Mir kucken net nëmmen, haut d'Suen alleguerten auszegeen, mir surgen och fir lech a mir kucken, dass mer virsurge fir lech, dass mer also eng Politik maachen, déi och fir déi zukünftige Generatiounen gutt ass.

Sécher, kloer wier et besser gewiescht, mir hätten déi méi fréi agefouert, wéi et de Finanzen hei zu Lëtzebuerg nach besser gaangen ass - dass ass verpasst ginn -, wou een Iwwerschëss hat a verschiddene Beräicher. Et ass ëmmer vill dovunner geschwat ginn - elo maache mer et! Mir sinn et, déi et maachen. Dann ass dat och erëm bei verschiddene Säite bei der CSV net gutt! Mir hätten och léiwer gehat, si hätten et scho viru laanger Zäit gemaach.

Da gëtt och gesot, dass kéint een eigentlech net maachen, well een dat jo géif anscheinend oder theoretisch oder kontabilitéitsméisseg mat Emprunte maachen. Dass kann een esou gesinn, dass kann een awer och aneschters gesinn. Mir hunn Iwwerschëss a sektoriellen Domänen, wéi zum Beispill am Tanktourismus och nach d'Joer a vläicht déi nächst Joren, e ganz klengen Iwwerschoss aus dem E-Commerce, an et sinn also déi, déi mer op d'Säit setze fir eis zukünftige Generatiounen.

Ech vergläichen et eigentlech mat engem Stot: Et ginn och vill Stéit, déi hunn eigentlech eng Gesamtverschuldung, wa se e Prêt fir eng Immobilie hunn, déi relativ grouss ass. Mä ass et dann net erlaabt, an deem Stot awer e klengt Spuerbuch niendrun ze hunn, fir sech all Mount eppes Klenges awer op d'Säit ze setzen, fir emol eng Kéier sech eppes Klenges aneres ze leeschten, fir emol vläicht eng Kéier an d'Venkanz ze goen? Ass dat net déiselwecht Démarche? Hei maache mer et eigentlech ganz ähnelich, Här President, dass mer natierlech kucken, eise Budgetsdefizit an den Équilibrium ze

kréien, datt mer awer dernieft och ebe virsuerend si fir déi nächst Generatiounen.

E Wuert zu dem 0,5%-Familjebeitrag. De Budgetrapporteur hat gëschter nach en aneren Term, deen esou ähnlech war, genannt. Ech mengen, Här President, dës Ofgab ass fir d'DP richteg a wichteg, well hei geet et net drëms, hei geet et wierklech net drëms, Budgetslächer opzefüllen! Mat de Recettë vun dëser Ofgab wäerten nämlech wichteg Investissementer an d'Zukunftschancë vun de Kanner gemaach ginn, well mat dëser Ofgab wäerte mer déi bilinguale Betreuung, déi vun der Regierung ab 2016 ugebuede gëtt, finanzéieren.

An dat ass fir eis eng Investitioun och an d'Zukunft vun de Kanner. Domadder finanziéiere mer eng qualitativ héichwäerteg Fërderung vun der Sproochkompetenz. Well mir wësse jo, jiddwereen, dee sech mat deene Froen ofgëtt: D'Kanner am klengen Alter hunn eng immens Liichtegkeet, fir mat de Sproochen ëmzuegoen, se ze léieren am klengen Alter. An dat ass dat, wat mer ënnerstëtzen, well mer der Meinung sinn, dann hu se besser Chancë fir e gudden Schoulstart. Eng besser Chance fir e gudden Schoulstart, dat heescht herno: besser Chancen an der Schoul, besser Chancen op en Diplom, besser Chancen op e gutt Berufsleben.

Ech gesinn déi Ofgab och am Kontext vun enger Solidaritéit iwwer Generatiounen. Wa mer net elo am Ufank investéieren an d'Kanner, an hir Fërderung, da kascht et eis herno vläicht ganz vill méi, wa se eben da keen Diplom hunn, wa se keen Ofschloss hunn, wa mer da musse Chômage an aner Mesurë finanzéieren.

An ech muss soen, och do, déi Widderspréich, déi een ëmmer huet bei der CSV, kommen erëm kloer zum Virschäin, well ech hat - leider ass den Här Roth de Moment net heibannen, Här President - ech hat zwar mäin...

(Interruption)

Ah, entschëllegt, jo! Si hunn awer keng Pressekonferenz, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Roth, den Här Berger schwätzt vun lech.

(**M. Eugène Berger montre un document.**)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et ass eng schéi Foto, mä...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wollt just sécher sinn, dass Der héiert, em wat et geet.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et ass eigentlech och net wichteg, Här President. Et ass einfach, fir ze weisen, a wat fir engem Artikel dat am „Lëtzeburger Wort“ de 17. August war. Dat kann een do noliesen, datt den Här Roth eigentlech net dat Zil vun enger gratis Kannerbetreuung respektiv d'Zil vun der Fërderung vun de Kanner am klengen Alter a Fro gestallt huet. Si haten anscheinend - anscheinend - souguer en ähnleche Projet, och mat enger Abgabe, an den Tiräng leien. Et weess een net! Den Här Roth huet, dat muss ech awer och eierlechtehalber soen, gesot, et wier gekoppelt, si hätten et gemaach gekoppelt un eng Steierreform.

Mä genau dat wäerte mir maachen, Här President! D'Ofgab wäert herno an eng Steierreform agoen. An dann hu mer eigentlech dat gemaach, wat dann d'CSV jo och eigentlech do an den Tiräng leien hat.

(Interruption)

Ech wëll awer och soen, well jo vill diskutéiert ginn ass an deene leschten Deeg a Wochen iwwert déi 0,5% - datt dat eng extrem Belaaschtung kéint sinn, hunn déi eng oder aner gemengt -, datt awer hei och bei där Abgabe, där Familjenabgabe, eng sozial Selektivitéit mat erakënnert op eng gewëss Aart a Weis: De Mindestloun gëtt neutraliséiert.

An da muss ech awer och wierklech soen, wann een dat kuckt, wat dat reell géif kaschten! Ech hu versicht - de Premier hat schonn a senger Ried zum État de la nation verschidde Beispiller genannt -, ech hunn versicht, et elo ebe mat der Neutralisatioun vum Mindestloun nach eng Kéier ze rechnen. Wann een dann en Imposable hëlt, ech maachen et einfach ongeféier: E Stot, en Imposable vun 3.000 Euro de Mount, dat géif dee 5,4 Euro de Mount da kaschten. Bei 4.000 Euro, also huet mech elo net op den Cent près, sinn et ronn 10 Euro. Bei 6.000 Euro Imposable: 20 Euro, de Präis vun enger gudder Pizza. A bei 8.000 Euro: 30 Euro, Pizza plus nach e Gedränk. Ech mengen, wann et eis dat awer net derwäert ass, fir an d'Zukunft vun de Kanner och ze investéieren, dann

hunn ech wierklech Schwierigkeeten, nach d'Solidaritéit am Land ze verstoen!

Här President, e Wuert zu der neier TVA vun 2015. Ech wëll éischtens emol drun erënnere, datt et déi niddregst TVA an Europa ass a bleift an datt och eng ganz Rei Produiten, dat ass och gëschter nach eng Kéier gesot gi vum Budgetrapporteur, dem Franz Fayot, datt eng ganz Rei Produits de première nécessité oder wéi ee se och nennt, datt déi nach weider bei engem ganz niddregen Taux bleiwen.

A firwat hu mer eigentlech déi Hausse vun der TVA virgeholl? Dat ass jo net aus Spaass, well d'Politiker näischt anescht ze dinn hunn, wéi ze soen: Vlächicht kënne mer dann d'nächst Joer erëm iergendwou eng TVA-Erhéijung maachen. Bien ou contraire, well mir gesi jo, wéi dat bei de Leit dobaussen awer net mat Begeeshterung opgeholl gëtt! Ma neen, mir hunn déi gemaach, well mer hu missen déi Recetten aus dem E-Commerce ausgläichen, déi eis do ewechfale bei der TVA, fir déi tant soit peu kënnen ze équilibréieren.

An eigentlech kann een hei nëmme bedauern, datt mer och hei erëm mussen d'Zopp ausläfelen vun deem, wat virduun net gemaach ginn ass. Virdu si mat de Suen aus dem E-Commerce lafend Käschten...

(Brouhaha)

...si lafend Käschten, Här President...

Ech mengen, muer sinn nach Verschiedener agedroen, da kënne mer dat lauschten.

Mä domadder si lafend Käschte gedeckt ginn. Et wier zum Beispill méi sënnvoll gewiescht, fir dat an e Fonds souverain ze setzen, amplaz dann ëmmer nei Dépenses, lafend Dépenses, wéi zum Beispill d'Chèques-services oder d'Studentesubsidie mat deenen ongedeckte Schecke vum E-Commerce dann ze bezuelen.

An deem ganze Kontext, och wann elo eng TVA-Erhéijung kënnert, muss een awer soen, datt mer eng extrem niddreg Inflation hunn, wat also och derzou bäidréit, datt déi TVA-Hausse sech wäert besser verkraafte loosse. An ech wëll awer och drun erënnere, datt och duerch den Index d'Kafkraaft hei zu Lëtzebuerg erhale bleift. An den Index, eisen Indexsystem ass net ofgeschaaft ginn, deen huet weiderhi Bestand.

Här President, och nach e Wuert zum Logement. Ech mengen, dat ass och e wichtige Sujet, eng Prioritéit, géif ech soen, a mengen Aen, fir dës Regierung. An d'Zil vun dëser Regierung ass jo, fir de Wunnraum bezuelbar ze maache fir déi jonk Leit. A mir wëssen, et ass net einfach, well Wunnenge baue mécht een net vun engem Dag op deen aneren. De Problem ass grouss, och dat e Problem, deen net nei ass. Ech wëll lech net nach eng Kéier drun erënnere, un eng Ried vum fréiere Premierminister, dee geschwat huet vu sengem „gréissten Échec“, esou hat en dat deemools genannt. Och duerno ass net vill geschitt!

Mir sinn determinéiert, fir d'Offer hei zu Lëtzebuerg méi grouss ze maachen. D'Regierung huet decidéiert, fir massiv an de Wunnengsbau ze investéieren, méi Geld fir Sozialwunnengen oder méi Locatiounswunnengen, a virun allem méi eng grouss Offer ze schafen, an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen natierlech.

2015 ginn 150,7 Milliounen Euro an de Wunnengsbau investéiert. Dat sinn iwwer 10% méi, wéi dat zum Beispill nach 2013 beim viregte Finanz- a Logementsminister war. An déi Joren drop wäert dat dann esou weidergoen. Do wäerten d'Investitiounen am Logement nach weider an d'Luucht goen. D'Regierung huet also fir 2016, 2017 all Kéiers nach eng Kéier ronn 175 Milliounen virgesinn. D'Zil ass sécher ëmmer ënnert dem Stréch, d'Offer méi grouss ze maachen, da ginn automatesch och d'Präisser um Marché erof.

Et huet een awer och gesinn, wann een de Bilan mécht vun der Wunnenspolitik aus de leschte Joren, datt och verschidde Moosnamen näischt bruecht hunn, ënner aneren déi bëlleg TVA op de Logement, op der zweeter Wunneng. Déi huet net zu méi enger bëlleger Offer gefouert, mä de Stat vill kascht, an d'Präisser sinn nawell an d'Luucht gaangen um Marché!

A fir eis ass jo och d'sozial Selektivitéit wichteg. An hei, an där Mesure, weise mer jo och, datt mer sozial selektiv virginn: Deen niddregen TVA-Saz vun 3% bleift fir déi éischt Wunneng. Déi bëlleg TVA vun 3% bleift och fir d'Sanéierungen an d'Renovatiounen bestoen. Ech mengen, dat ass och e Signal un d'Handwerker, datt déi weider ënnerstëtzt ginn.

Mä si gëtt eben net méi ausbezuelte fir een, dee sech eng zweet, eng drëtt, eng véiert, eng fënneft an eng sechst Wunneng ka leeschten. Do si mir, do ass dës Koalitioun der Meinung, datt dat net sënnvoll ass. Mir sinn och do net déi Eenzeg. Et ware vill Diskussiounen. Ech huelen do och eppes aus engem Artikel, vum „Quoti-

dien“, fir dat just kuerz ze zitieren, wou de President vun der Chambre des Notaires, den Här Frank Molitor, ënner aneren seet, datt datt eigentlech eng Mesure wier, déi an déi richteg Richtung géif goen, well si en fin de parcours och mengen, datt doduerjer kéint d'Offer méi grouss gemaach ginn an datt dann eben och d'Präisser, och vun de Loyerer, sech géife stabiliséieren, eventuell souguer lichter erofgoen.

E kuerzen Aspekt awer och zum Logement, deen ech net kann op der Säit loosse, well ech dat scho jorelaang maachen, dat ass deen: De Moment hu mer relativ niddreg, fir net ze soe ganz niddreg Energiepräisser. Mä mir wëssen, datt dat awer vun enger Kris op déi aner oder vun engem Moment op deen anere sech kann änneren.

Et muss een also och Suerg droen, datt mer der Energiearmut virgräifen, datt mer eppes maachen, ier et ze spéit ass, esou datt mer also ënner aneren bei der Energieeffizienz musse ganz vill ënnerhuelen. Albausaniéierung ass hei d'Stéchwuert, Klimabank!

Ech si frou, ech widderhuelen et nach eng Kéier, ech hunn et scho gemaach, datt dës Regierung resolut de Wee geet vun enger Klimabank, wou mer duerch Virfinanzierung hoffen, datt da ganz vill Leit mat op dee Wee ginn. An do huet een nëmme Gewënner! Do huet een als Gewënner d'Leit, déi Sue spueren bei der Energie. D'Klima ass e Gewënner, de Stat ass e Gewënner, well e manner Kyoto-Strofe muss bezuelen, an natierlech och, dat ass och wichteg, d'Handwerker sinn och Gewënner, well se do och e groussen Aarbechtsmarché, Aarbechtsplazen da kënne virfannen.

Här President, ech kommen dann och nach zur Familjepolitik. Fir d'DP ass et ganz kloer, dat ass eise Virsaz, an der Familjepolitik musse mer méi op Sachleeschungen setzen a manner op Geldleeschungen. Well d'Familjepolitik, déi kann een net moosse mam Scheckheft, wéi vill datt een ausgëtt. Dat garantéiert nämlech net, datt ee weess, ob déi Sue bei de Kanner ukommen, datt mer wierklech do fir jiddwereen déiselwecht Chancë kreéieren.

Mir hätte gär, datt all Kand déiselwecht Bildungschancen, déiselwecht Berufschancen huet. Duerfir féiere mer jo zum Beispill déi bilinguale Kannerbetreuung ab 2016 an. An duerfir musse mer also och kucken, datt mer vun einfach Schecken ausdeelen, déi vlächicht net op där richteger Plaz ukommen, nämlech bei de Kanner, déi am Mëttelpunkt stinn, ewechkommen. Duerfir maache mer dat a Richtung Sachleeschungen.

An domadder passe mer eis och enger gesellschaftspolitescher Realitéit un. Mir brauche Crècheplazen, well natierlech och eng Rei Saachen an eiser Gesellschaft geännert hunn, an eisem Zesummeliewe geännert hunn, an och ënner aneren d'Selbstverständnis vun de Frae geännert huet. D'Fraen, si hu Schoulofschlëss, si hunn Diplomer, si sinn déi, déi oft souguer an de Premières-Examen déi beschte Punkten hunn. Déi Fraen, déi wëllen och schaffe goen, déi wëllen eng Carrière maachen. Si wëllen hiert Liewen an der Onofhängegkeet maachen!

Duerfir hu mer och déi Décisioun geholl, déi och virduun hei ganz heftig a Fro gestallt gi sinn, déi awer fir eis immens wichtig sinn. Well fir eis sinn d'Allocation de maternité, d'Allocation d'éducation falsch Ureizer, duerfir loosse mer déi auslafen. Et si falsch Ureizer, well et setzt een d'Fraen net an eng finanziell Onofhängegkeet. Dach, vlächicht, wann dat et erlaabt, mat 485 Euro de Mount, finanziell onofhängeg ze sinn - dat ass ze diskutéieren.

Den Här Wiseler huet nach héichgerechent, wéi vill et an zwee Joer mécht. Och wann et an zwee Joer 10.000 Euro mécht, déi huet ee während maximal zwee Joer! An dann, de Rescht vum Liewen, wat huet een dann de Rescht vum Liewen? Dann huet een näischt méi hannendrun!

De Choix also, deen d'CSV propagéiert, ass a Wierklechkeet keen. Well wat maachen dann déi Fraen no 20 Méint, wa se hiren Aarbechtskontrakt zum Beispill gekënnegt hunn an da mat engem Salaire mussen auskommen oder wa se sech trennen? 50% haut vun de Bestietnisser ginn an d'Bréch. Dann hu mer déi Fraen, haaptsächlech, dann hu mer déi an den Aarmutsrisiko geschéckt respektiv praktesch an d'Aarmut eran.

Dat ass also, datt se dann duerno keng Suen hunn, keng Carrière méi hunn, keng eege Carrière kënnen opbauen, herno keng Pensioun kënnen opbauen. Dat kënnert fir eis net a Fro. Wat maachen déi Fraen duerno? Dat ass och fir eis wichteg. Mir wëllen also, datt mer den Ureiz ginn, fir datt d'Frae kënne selbstständig hiert Liewe maachen an och selbstständig hir Carrière kënne maachen.

A mir hu jo och... Virduun ass dat... - duerfir soen ech dat awer ganz kuerz als Remarque -, de Fraktiounssprecher vun der CSV huet ge-

mengt, datt dat och elo esou abrupt wier. Mir hu jo extra en Amendement erabruucht - Dir gesitt also, wann een Amendement erabréngt, da kann dat och an der Cofibu mat verschafft ginn -, mat deem mer d'Uwwergangszäit bis den 1. Juni gemaach hunn, dat fir déi Leit, déi elo nach geplangt haten, fir eben dee Choix ze huelen, fir datt déi net an enger Situatioun sinn, déi se net geplangt haten.

Här President, zum Schluss, oder bal zum Schluss - ech kéint nach op vill Sujeten agoen, mä muer wäerten och nach déi eng oder aner Fraktiounskollege vu mir schwätzen -, wollt ech awer kuerz och op d'Gemengefinanzen agoen. Och hei musse mer eng grondleeënd Reform vun de Gemengefinanzen maachen. Vill ze laang ass och dovunner geschwat ginn, ass näischt gemaach ginn. Mir hunn dëst am Koalitionsaccord virgesinn, notamment och fir d'Stabiliséierung vun de Gemengefinanzen ze garantéieren.

An: Mir hunn eng nei Virgab! Wann ech virduun de Fraktiounschef, de Claude Wiseler, héieren hunn, huet en esou gemaach, wéi wann dat elo alles, datt eng nei, ech soen emol, awer eng nei Laascht oder eng nei Verdeelung kënnert, wéi wann dat eng eegestänneg Décisioun wier vun dëser Majoritéit. Neen, mir hunn eng nei Virgab an der Suite vun dem europäesche Stabilitéitspakt! A mir kënne jo kucken, wien do ëmmer um Dësch souz, wann deen europäesche Stabilitéitspakt ausgehandelt ginn ass. Dat war net deen heitege Finanzminister.

Do sinn eben och esou Décisiounen geholl gi respektiv esou Prinzipien ageschriwwen ginn, déi mir jo och an eisem Gesetz hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Gouvernance des finances publiques ageschriwwen hunn. Wou et eben esou ass, datt de Secteur communal och muss säi Beitrag leeschten, fir de Statsbudget an den Equiliber ze kréien. Et ass eigentlech praktesch eng Virgab aus dem europäesche Stabilitéitspakt, datt also d'Gemengen och e solidareschen Effort musse maachen.

Mir mussen also de System vun der Gewerbesteuer zum Beispill iwwerkucken, den Impôt foncier muss iwwerschafft ginn. Jo, déi Mesuren aus dem Budget, och aus dem Zukunftspak, wäerten och en Impakt hunn op d'Gemengen. Mä, wéi gesot, hei ass den Zukunftspak. Eis Budgeten, déi verlaangen e solidareschen Effort, ech hat et virduun gesot, vu Betriber, Bierger, Stat an och Gemengen.

Zum Beispill och déi Solidaritéit innerhalb vun de Gemengen: Wat d'Deckelung vun der Gewerbesteuer betrëfft, ass et jo och eng Fro vun der Solidaritéit, wou mir soen, datt Gemengen, déi dräimol méi Gewerbesteuer erakreie wéi den Duerchschnitt, sollen e kleng Pourcentage un de Fonds pour l'Emploi weiderginn, also och fir déi Leit, déi eng Aarbecht sichen, eppes ofginn.

Et muss een awer och op där anerer Säit soen, et gi jo och eng Rei Ausgläichmesurë fir de Stat (veuillez lire: fir d'Gemengen). De Stat iwwerhëlt an Zukunft 50% vun der Finanzéierung vum Fong fir d'Rettungswiesen, virduun waren dat knapp 40%. D'Participatioun fir de Bau vu Sozialwunnenge geet vu 70% op 75% erop. A wann een och kuckt an de Chifferen, zum Beispill wäert awer nach d'nächst Joer, 2015, esou vill Gewerbesteuer ausbezuelte gi wéi nach ni virduun.

An och hei, Här President, wann ech dann do riets a lénks d'Aussoe vun der CSV zu de Gemengefinanzen héieren, wat ech do liesen, da muss ech awer soen, datt dat méi wéi eng Kéier awer ganz no u Populismus erugeet. Do gëtt dat als Kritik - datt d'Gemenge manner Sue kréien, d'Uwechfale vun der TVA aus dem E-Commerce - ugefouert, wéi wann dat elo eng politesch Décisioun vun dëser Regierung wier, datt d'TVA vum E-Commerce géif ewechfale! Dat kritt een dann... Liest emol an den Zeitungen no, wat esou an de Rieden, an de Budgetsriede vun deenen engen an deenen anere gesot gëtt, oder och op Pressekonferenzen vun der CSV, wat do gesot gëtt.

(Interruption)

Ech kucken, Här President, ech kucken dat, wat ech...

► **Une voix.** - Sot et nach eng Kéier!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech kann et nach eng Kéier widderhuelen, mä et kann een dat alles noliesen. Mä ech wäert awer och nach illustréieren, wéi dat och an der Cofibu gesot ginn ass.

Do gëtt dann zum Beispill gesot, well de Buergermeeschter vu Käerjeng - an ech hunn et net nëmme gelies -, de Buergermeeschter vu Käerjeng ass an d'Cofibu komm an huet do während enger hallwer Stonn eis säi Budget erkläert an haaptsächlech eng ganz Rei Saachen do kritiséiert an eis do Saachen un de Kapp gehait an eigentlech déi aktuell Regierung fir

säi Budgetsdéséquilibrer zu Käerjeng dëst Joer an déi nächst Jore responsabel gemaach!

(Interruption)

Do muss ech awer dann de fréieren CSV-Präsident an aktuellen Deputéierte froen, wéi eng ganz Rei Décisiounen geholl gi sinn an der Vergaangenheet, ob do d'CSV net derbäi war, well dat eben dann haut Effeten huet op d'Gemeingefinanz. Et sinn Accord getraff ginn, déi eben elo da voll ausspillen, zum Beispill den Accord salarial. Dat ass awer eppes, wat och wäert bei de Gemengen zum Beispill den Nidderschlag fannen.

Ech mengen also, et ass ganz wichteg, mat de Gemengen iwwer hir Finanzen ze diskutéieren. Mä, wann ech gelift, et soll een awer och dann dat ëmmer an de richtege Kontext setzen, wann een do déi eng oder aner Kriticken ufieert.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hat d'lescht Joer d'Eier, fir Budgetsrapporteur ze sinn. Ech hat mä Rapport deemools mat zéng Zukunftschancen, „zéng Geboter“ si se genannt ginn, fir mer e Plesier ze maachen, ofgeschloss. Ech ziele se net nach eng Kéier op, mä ech mengen, datt mer mat dësem Budget 2015 mam Zukunftspak deem Ergräife vun deenen zéng Chancé schonn e gutt Stéck méi no komm sinn.

De Stillstand, deen ass hei am Land endgültig eriwuer. An d'Regierung huet sech trotz engem ganz enke finanzielle Kader d'Moyene ginn, fir nei Politicken ze maachen, Investitiounen an d'Zukunft ze tätigen. D'Regierung huet eng Budgetpolitik definéiert, déi net eis Kanner an eis Kandskanner hypothéquéiert. Mä am Géigendeel, mir suergen derfir, datt grad an déi Jonk investéiert gëtt. Mir droen deene gesellschaftleche Realitéite Rechnung.

D'Regierung huet och keng Politik vum soziale Kahlschlag gemaach, mä de Budget gëtt erëm an déi richteg Bunn bruecht, fir datt mer kenne weider wuessen, datt et eise Betriber gutt geet.

Jo, d'Erausfuerrunge bleiwe grous, sief et um ekonomesche Plang, wou mer ebe mussen dee wirtschaftleche Kader schafen, deen et eisen Entrepreneuren erlaabt, sech nach besser ze développéieren. D'Erausfuerrunge bleiwe grous och um soziale Plang, wou mer mussen Suerg droen, datt déi Schwächst an eiser Gesellschaft net duerch de Raster falen.

Här President, ech, mä och meng Fraktioun, meng Partei, mir sinn optimistesche. Mir sinn iwwerzeugt, datt dës Dräierkoalitioun déi richteg Äntwerten op d'Froen vun eiser Zäit huet an domat am Intérêt vun der Zukunft vum Land an all de Bierger schafft!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry fir d'LSAP. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur an d'Rapportrice wäerten entschëllegen, dass ech net ufänke mat engem Merci u si, mä mat engem Merci un de mandatéierten CSV-Spreecher.

Ech hat gefaart, ech misst meng Ried emänneren. Ech hat wierklech gemengt, dass et kéint vläicht sinn, dass d'CSV awer géif en Alternativbudget hei presentéieren, géif Amendementer hei virlesen an eis erklären, wéi se dann déi Honnerte Milliounen Euro zousätzlech wëllt spueren, déi no hire Rechnunge missten onbedéngt gespuert ginn, fir dat gemeinsam Zil fir 2018 vum engem Equilibre vun de Statsfinanzen ze erreechen.

Deem ass glécklecherweis net esou! Ech kann déi Ried hei esou halen, wéi ech se virbereet hunn, well dat, wat den Här Wiseler hei am Numm vum senger Partei virgedroen huet, ass eng Kompilatioun gewiescht vun all deenen Aussoen, déi si iwwert déi lescht Wochen a sëllege Communiquéen, Pressekonferenzen an anere Riede gemaach hunn.

(Interruption)

„Back to the future“ ass méi wéi jee de Slogan vun der CSV. Ech kommen herno nach am Detail gären dorop zrëck.

Ech war besonnesch virwëtzeg op dat, wat d'CSV haut géif hei soen. Mä si schéngen, wann ech d'Reien esou kucken, nach amgaangen ze sinn, un hire Motioune an Amendementer ze schaffen. Et geet also alles e bëssen op de leschte Stéppel bei hinnen, soss wär sécherlech d'Präsenz hei e bësse méi staark op dësem éischten Dag vun den Debatten.

Alles dat, mengen ech, dee Virwëtz, deen ech hat, war eigentlech opgestachelt ginn duerch eng Ausso vun eise fréieren Statsminister an heitegen EU-Kommissiounspräsident,...

► **Plusieurs voix.** - Aahl!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...dee gemengt huet, a senger komplett neutraler Haltung als Präsident vun der Europäescher Kommissioun, dass d'Würfele schonn elo gefall wären, a véier Joer virun de Wahle scho prognostizéiert huet, dass seng Partei, d'CSV, géif als grouse Sieger aus deenen nächste Wahlen ervirgoen.

(Interruption)

Et ass remarkabel, wéi den Held vun Dublin sech lues a lues zu der Madame Soleil vun der Kap mutéiert huet!

(Hilarité générale)

An ech ka mech nëmme wonneren. Ech ka mech nëmme wonneren! Ech soen lech, Kolleegen op de Regierungsbänken: Dir kënnt esou vill schaffen, wéi Der wëllt, et notzt näischt, d'CSV wäert haushéich déi nächst Wahle gewannen! An d'CSV kann egal wat hei an der Chamber maachen, si brauch keng Alternativen ze presentéieren, si wäert egal wéi - nom Här Juncker - déi nächst Wahle gewannen.

Ech froe mech, ob mer iwwerhaupt nach solle wiewe goen, wann dat alles esou einfach ass!

Ech wëll trotzdeem mengen, dass et net ëm soss ass, dass mer déi Diskussioun hei ronderëm de Budget 2015 an d'Budgete vun deenen nächste Jore féieren, well dëse Budget hei, dee vun 2015, wat eigentlech jo deen zweete Budget ass vun dëser Koalitioun, een Deel ass vun enger méijährer Finanzplanung. Dat ass nei.

Et ass keng administrativ Routine-Übung, mä et ass vill méi den Ausdrock vum politesche Wëlle vun dëser Regierung, dëser Majoritéit, mat der Finanzsituatioun vum Stat, trotz Steierausfall an Héicht vu ronn 700 Milliounen Euro d'nächst Joer an nach méi déi nächst Joren drop, aus der Scholdefal eraszekommen, de Lëtzebuurger Sozialmodell ze erhalen an ze stäipen an iwwer héich, gezilt öffentlech Investitiounen ze hëllefen, d'Zukunft vum Land ofzesécheren.

Dat ass kee Budget vum „Weider-esou-wéi-bis-elo“, vum kuerzfristegen Taktéiere vu Joer zu Joer, vum Ofwaarden a vum Aussetze vun de Problemer. Et ass e Budgetsprojert, dee kloer Akzenter setzt, dee couragéiert weider öffentlech Ausgaben an de Kärberäicher klamme léisst, awer och a ville Punkten Aspueunge virhält an d'Steier do héicht, wou et gesamtwirtschaftlech am mannste wéideet: bei der TVA.

Nach ni an deene leschten 30 Joer ass vun enger Regierung esou e breeden Effort gemaach ginn, fir eng Neiorientéierung vun der Ausgabepolitik hei an dësem Land ze maachen. Kee vun deene viregte Konsolidéierungspäck - déi och hiert Guddes haten -, mä kee vun deene viregte Konsolidéierungspäck ass esou déif gaange wéi deenen. An et war noutwendeg, dat elo ze maachen.

D'Auswierkung vum Zukunftspak vun dëser Majoritéit wäerte bis 2018 progressiv eropgoen a vu schätzungsweis 520 Milliounen 2015 op gutt eng Milliard Euro um Enn vun der Legislaturperiod uwuessen. Et ass wouer, dass eenzel Punkten entre-temps ewechgefall sinn oder ofgeschwächt gi sinn, mä et ass selwer och virduer hei gesot ginn: Eng ganz Partie vun deene Punkten aus deem Pak si momentan net chiffréiert. Do ass also nach zousätzlech Spuerpotenzial mat dran.

Dës exzeptionell, mä néideg Efforte vun der Kollektivitéit erlaben et, eng zukunftsorientéiert Budgetpolitik ze maachen, déi op Schoul an Ausbildung, d'Schafe vun Aarbechtsplazen, d'Stärke vun sozialen Zesammenhalt an nohaltege Wuesstum setzt. Et ass dat, an eisen Aen, e grouse Schratt a Richtung vu gesonden öffentleche Finanzen, vun dem Bremse vun der Scholdepiral - 2018 soll d'Statsschold stabiliséiert ginn - a vu verbesserte Chancé vun der nächster Generatioun.

Ech wëll perséinlech net, dass meng Kanner zu enger verluerener Generatioun gehéieren, zu enger verluerener Generatioun géife gehéieren, well dës Generatioun ausserstand gewiescht wär, haut déi richteg Weichstellung virzehuelen. Dat gëtt probéiert mat deene Budgeten 2015 a vun deene Joren drop.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dëse Budgetsprojert ass konform zum Wahlprogramm vun der LSAP, grad well dëst Budgetkonsolidéiere sozial verträaglech ass, d'sozial Ausgaben zu Lëtzebuerg weiderhi ronn 40% vun de Statsausgaben ausmaachen, an doduerjer och, dass et zu weidere Lounerhéijunge kënnt, besonnesch am staatlechen a parastatleche Beräich. D'Regierung hält Wuert par rapport zu deem Wuert, wat déi viregt Regierung der Fonction publique op deem dote Punkt ginn huet.

D'Kafkraaft gëtt gestäipt, ënner anerem duerch d'Erëmféierung - integral! - vun der Indexregelung, an et ass och esou, dass weider Aarbechtsplazen an a ronderëm d'Fonction pu-

blique geschafe ginn. Och do setzt dëse Budget kloer Akzenter.

A virun allem awer: De Stat investéiert direkt an indirekt méi wéi an de leschte Joren. An do sinn och fundamental enger anerer Meenung wéi d'CSV! D'CSV wëllt, an dat huet hire mandatéierte Spreecher hei kloer gesot, weiderhin d'Investissementer bremsen, wëllt weiderhin...

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...d'Investissementer eigentlech real erofféieren. Dat ass eng Politik,...

(Interruption)

...déi gemaach ginn ass déi éischt Joren, déi mer als LSAP sécherlech och matgedroen hunn an déi ee sécherlech kann e puer Joer féieren. Mä et ass genau dat, wat een elo net dierf maachen! Et muss een, wéi dat europäesch préconiséiert gëtt, eng Relance och iwwert d'Investissementer, déi privat an déi öffentlech Investissementer, a ganz Europa virhuelen.

An da kann dach Lëtzebuerg net op der Säit stoen! Da muss dach Lëtzebuerg bei deem europäeschen Effort, deen och nach gesteiert gëtt vun engem Lëtzebuurger an och nach vun engem CSV-Member, da muss een dach do matmaachen, fir dass mer dat gemeinsam Zil erreechen, dass mer wierklech aus där Krisensituatioun definitiv erauskommen, dass mer méi e staarkt Wuesstum a méi Aarbechtsplazen hei an Europa kréien, fir dass mer och manner Aarbechtslosegkeet a manner Misär an Europa wäerte kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mir mussen matmaache bei där Politik. A mir kënne net de Contraire maache vun där Politik. A genau dat wëllt d'CSV hei maachen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Eng CSV, déi hei mengt, et kéint ee Milliounen spueren, andeem een d'Investissementer géif erofsetze par rapport zu deem, wat d'Regierung virgeschloen huet! Déi awer net nëmmen all konkrete Projert hei matstëmmt, wa soll gebaut ginn: Do ginn d'Milliounen jo hin, an déi doten Zukunftsprojeten, an d'Infrastrukturen, an d'Schoulen, an d'Spideeler, an d'Altersheimer. Do ginn déi Suen hin! Si stëmme se all mat - si mengen awer, et misst gespuert ginn.

Mä si sinn nach besser: Si wollten hei eng Motioun an der Chamber stëmmen - virun e puer Deeg!, duerch déi eng Dépense, déi Dépense ronderëm d'N7, vu ronn 80 Milliounen op 400 Milliounen Euro eropgefueer gi wär!

Déiselwech Leit, déi soen: „Et muss bei den Investissementer gespuert ginn.“, déi soen: „Ah neen, am Einzelfall mussen mer nach méi ausginn.“ A si soen net an engem Otemzuch, wat da soll vu Projeten hei ewechfalen!

(Brouhaha)

Dat ass d'Konfusioun, dat ass de Wirrwarr an de Käpp vun eiser gréisster Oppositionspartei!

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Haut sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass bis elo an där Beschreiwung vun där Budgetkonsolidéierung, déi mer onbedéngt mussen hei zu Lëtzebuerg maachen, de Schlëssel 70/30 net genannt ginn ass.

Et ass awer e Schlëssel, dee kenne mer aus CSV-Parolen aus der Vergaangenheet. Si sinn der Meenung, dass bei där Budgetkonsolidéierung 70%, datt heescht also gutt 700 Milliounen, strukturell, all Joer also, missten duerch Aspueunge virgeholl ginn. A si sinn d'accord, nach zu 30% duerch Mehreinnahmen, also duerch Steiererhéijungen oder Taxen oder ähnlech Saachen, déi Konsolidéierung vum Budget hierzeféieren.

Ech hu bis elo - an ech mengen, mir héieren näischt anescht déi nächst Stonnen - nëmmen héieren, dass do, wou d'Regierung wëllt spueren, soll manner gespuert ginn, also mer den Defizit méi grous maache vum Statsbudget, an do, wou solle Mehreinnahmen kommen, si se deelweis mat deene Mehreinnahmen net d'accord. 0,5%, mengen ech, wëlle se net! D'TVA wëlle se schonn, well déi viregt Regierung huet dat praktesch scho virdecidéiert, awer en Deel vun deenen Einnahme wëlle se zumindest net.

An da kommen ech esou iwwert den Daum gepéilt op esou eng 350 Milliounen, déi no CSV-Liesart misste gekappt ginn an de Budgetskredditer an deenen nächste Joren. Strukturell, Joer fir Joer!

Ech froen déi gréisst Oppositionspartei, déi, déi anscheinend schonn déi nächst Wahle gewonnen huet, déi also mat Sécherheet wäert déi nächst Regierung stellen, wou se da wëllt déi doten Honnerte Milliounen Euro all Joer siche goen!

(Interruption)

Loosst et net bei einfache rhetoresche Floskeln a sot de Leit, sot eis, sot zumindest Are Wiewler,...

► **Une voix.** - Jo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Sot, wat Der wëllt hutt! Sidd éierlech mat de Leit! Sot prezis, wou Der wëllt spueren, op wat fir engem Bockel dass Der wëllt spueren an deenen nächste Joren! A maacht net hei akribesch Rechnungen, wat d'Regierungsprognosen ueget, mä sot am Graffen, wou Der wëllt histeieren. Gitt nëmmen den Usaz vun enger Visioun, wou Dir géift dëst Land wëllen histeieren! Ech hunn dat bis elo total vermësst.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Här Wiseler, dann äntwert!

► **Une autre voix.** - En hat näischt ze soen.

(Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wann een d'Riede virduer virbereet an net nolauschtert, wat gesot gëtt, da seet een déi do Saachen!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Exclamations)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt gemierkt, dass ech hei...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir hunn eng ganz Rei Saachen...

(Brouhaha général)

...mir hunn eng ganz Rei Propositione gemaach, gitt dorobber an!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här Wiseler, wann Der net schimmeg op Aert Pult gekuckt a mir an d'Gesicht gekuckt hätt, hätt Der gemierkt, dass ech hei fräi geschwat hunn an net hei vum Blat ofgelies hunn. Ech weess scho mäin Discours ze adaptéieren...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...opgrond vun deem, wat ech hei...

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, mä ech wär awer frou, wann Der op eis Propositione géift agoen!

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ech wär awer frou, wann Der géift drop agoen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, wa mer da Propositionen hätten!

(Interruptions)

Ech war deen, Här President, dee gemengt huet, et kéint een eng Iddi vum viregte Premierminister an den Debatte virun zwee Méint hei, wou mer eng éischte Kéier schonn iwwert dee Budget hei diskutéiert hunn, opgräifen, a gesot huet: „Loosse mer e Concours maache vun den Alternativen! Loosse mer Projert géint Projert diskutéieren! Loosse mer am Einzelne kucken, wat jiddweree mengt, wat richteg a wichteg wär fir dëst Land! An da kenne mer déi Debatt féieren.“

Mä Dir hutt lech verweigert! Dir hutt lech zënter Wochen a Méint verweigert, déi doten Debatte ze féieren! An Dir maacht et haut nach! An deenen éischte Stonne vun dëser Debatt sidd Der net à même, konkret ze soen, wat Är Géigevirschléi sinn. Dir verweist ëmmer op deen nächste Spreecher.

Esou kenne mer dach net weiderfueren! Wa mer wierklech d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg als eescht empfangen, wa mer wierklech der Meenung sinn, dass mer mussen agéieren an e Pak schnüre vun iwwer enger Milliard Konsolidéierung vun eise Statsfinanzen, dann, wann ech gelift, loosse mer d'Iddien zesummebréngen an ouni a priori iwwert déi gutt Iddien diskutéieren!

Mä Dir verweigert lech ganz einfach, fir dat doten ze maachen, well Der wëllt de Luussert spilen an net soen, wat Der eigentlech wëllt maachen. Ech soen lech, dat do geet lech net duer! Dat geet lech net duerch während deenen nächste Méint bis zu deenen nächste Wahlen, och wann Der brennt, fir Revanche ze huelen a véier Joer. Dir musst Faarf bekennen, wat Der wëllt! Dir kënnt et net bei allgemengen Aussoen hei loossen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wär frou, wa mer och bei där Debatt hei bei aller negativer Aura, déi esou verspreet gëtt, wat dann d'Zukunftsperspektiven ueget - d'Beschönegungen, déi d'Regierung gemaach hätt -, vläicht emol

mat e puer positive Punkte géifen ufänken, déi Fakte sinn, déi eigentlech missten hei vun der ganzer Chamber gedroe ginn.

Éischte Fakt ass deen, eng gutt disziplinéiert Exekutioun vum Budget 2014. Wéi nach d'CSV de Budgetminister gestallt huet, ass den CSV-Spreecher net midd ginn, dat ervirzehiewen, wéi wichteg a wéi schéin dass et wär, dass den zoustännege Minister derfir gesuergt hätt, dass de Budget mat grousser Disziplin duerchgefouert gi wär, wat et erméigleche géif, e gutt Resultat anzefueren.

Abee, ech verlaangen déiselwecht Gerechtegkeet fir d'Minister, a besonnesch den zoustännege Budgetminister vun dëser Regierung! An ech géif soen, Dir hutt eng gutt Aarbecht geleescht. Et ass net zu Dérapage komm bei der Exekutioun vun deem heite Budget, well deen 2014er Kont, dat wäert dee beschten Ofschlosskont sinn, dee mer zënter laange Joren hei zu Lëtzebuerg kann hunn a sengem Total. Souguer no eise Budgetnormen hei zu Lëtzebuerg wäert en e lichten Iwwerschoss ausweisen. Besser wéi de Kont 2013.

Ech mengen, dat sollt een emol fir d'Éischt ervirhiewen. Dat geet hei total ënner. Et schéngt kee Mënsch ze interesséieren! Abee, dee Budget 2014, deen ass an der Rei. Deen ass uerdentlech exekutiert ginn. D'Regierung huet hir Aarbecht gutt gemaach. Dat soll een dierfen, souguer vusaite vun der Opposition, emol eng Kéier an där ganzer Schwarz-Weiß-Molerei och ervirsträchen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Kee Statsempfund huet missen opgeholl ginn an deem Joer, wat dozou féiert, dass Enn 2014 eis effentlech Schold souguer liicht ënnert dem Niveau läit, dee mer virun engem Joer haten. Och dat ass positiv. An alles wär jo eigentlech an der Rei, wa mer net dat Lach vu 700 Milliounen Euro a méi hätten duerch den Ausfall vun der TVA am E-Commerce. Et ass dat Lach, dat mer probéieren, elo ze combléieren an deenen nächste Joren.

Et ass wouer, dass dat Ganzt do méiglech war duerch eng positiv wirtschaftlech Entwécklung nach an deem Joer, och wann d'Prognose fir d'Zukunft méi däischter ausgesinn. Mir wäerte ronn 3%, vläicht souguer liicht drënner, vu realem Wirtschaftswuesstum dëst Joer 2014 kréien. Mir haten eng niddreg Inflation. Douduer ass et och net zu engem Erfall vun enger Indexbranche komm. A mir haten héich Bourssecoursen, well mir si jo dat Land, wou d'Bourssecoursen zu engem gudden Deel och d'allgemeng Aschätzung vun de Budgeteinnahme mat bestëmmen. Et ass also gutt gewirtschaft ginn an deem éischte Joer.

Déi zweet gutt Nouvelle, déi ass och nëmmen esou par la bande erwähnt gi bis elo vun der Opposition. Dat ass, dass d'Regierung jo hire Budgetsprojert mat der Programmation plurianuelle bis 2018 op Bréissel geschéckt huet. An do hu mer eng Antwort kriit. Do hu mer eng Zensur ausgestallt kriit. An déi Zensur, déi zielt! Dat ass eng wichteg Etapp am Budgetsemester, eng wichteg Etapp an der Gouvernance économique an Europa.

Und siehe da, dierf een awer och, mengen ech, hei ervirhiewen - dat Uerteel ass mir wuel esou wichteg, muss ech lech soen, wéi dat vun enger Banque centrale oder vun der Cour des Comptes hei zu Lëtzebuerg: Bréissel huet der Lëtzeburger Regierung eng positiv Zensur ausgestallt. Si hu gesot: „Souwuel Äre Budget 2015 wéi och déi Planung fir déi nächst Jore si konform zum europäesche Wuesstums- a Stabilitéitspakt.“ Dat ass wichteg!

Dat ass berouegend an dat weist, dass mer op der richteger Schinn sinn! An dat beweist guer net, dass mer hei zu Lëtzebuerg mat där Politik, déi mer elo maachen, op enger falscher Schinn wäeren. Och dat, mengen ech, dat positivt Element do muss een hei an dëser Debatte och gebührend ervirsträchen.

Verantwortung! Verantwortung, dat ass de Schlësselbegrëff vum Franz Fayot sengem Budgetrapport 2015. Ouni Zweifel eng Meeschterprüfung fir e kompetenten, talentierten a fläisseg jonken Deputierten.

Dëse Rapport ass méi wéi eng einfach Duerstellung vun der Regierungspolitik.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - En huet eng Rei vu kriteschen Elementer. Do gétt et och eng Tradition hei an der Chamber, dass d'Budgetsrapporteure sech duerschdees dote Fräiheet eraushuelen, oft souguer ënnerstëtzt vun hire Kolleegen aus der zoustännege Budgetkommission.

Mä virun allem huet en, mengen ech, et fäerdegbruecht, dee Budgetsprojert hei duerstzelen an enger Gesamtpolitik oder an engem politeschen Emfeld a besonnesch op d'Noutwendegkeet higewise vun der Bekämpfung vun der Aarmut, vun enger Neiorientierung vun der Familjepolitik, Beschäftigungspolitik, vum Wunnengsbau an op d'Noutwendegkeet vu Steuerreformen.

An et si grad déi dote Politikberäicher, déi an deem Rapport vun der Budgetkommission als prioritär duergestallt ginn, et sinn déi, déi och zousätzlech Kreditter an deem Budget 2015 zougestane kréie vun der Regierung. Et gétt net op de falsche Plaze gespuert bei deem Budgetsprojert 2015!

D'Ausgabe fir Schoul, Kanner a Jugend ginn ëm 8% an d'Luucht, bei engem duerschneitliche Uuwesue vun den Ausgabe vu 4%. Bei der Familjelen d'Investitiounen fir 2015 bei knapp 50 Milliounen Euro. D'Kreditter fir Fuerschung an Innovatioun ginn am Total ëm 7 Milliounen op elo 146 Milliounen Euro erop. D'Mëttele vum Fonds national de la recherche steigen ëm 15%. Fir d'Uni Lëtzebuerg sinn 148 Milliounen Euro virgesinn, e Plus vun iwwer 12%.

Och d'Kreditter fir Aarbecht a Beschäftigung klammen iwwerduerschneitlech op 653 Milliounen, plus 6,3%. D'Ausgabe vum Ministère de la Sécurité sociale klammen ëm 6%, de Budget vun Gesondheitsministère ëm bal 11%. Bemierkenswäert och d'Erhéijung vun de Kreditter vum Wunnengsbauministère, eng Progressioun vu knapp 11%. En uerdentleche Plus gétt et och am Environnement, eng ronn 9% méi wéi 2014.

En ausseruerdentlechen Ausgabepunkt ass d'Présidentschaft vun der Europäescher Union, mat 51 Milliounen Euro. Mä bemierkenswäert bleift fir eis Partei, a wichteg och, dee weltwäit héije Bäitrag, dee mer hei leeschten zu Lëtzebuerg, och an Zukunft, wat d'Entwécklungshëllef ugeet, mat 323 Milliounen, 1% vum Revenu national brut!

An deem Budget feelt et also net u wichtige Akzenter a Prioritéiten.

Am wichtigsten awer schéngt eiser Fraktioun, dass des Koalitioun 2015 - si huet eng aner Politik och nach 2014 gemaach, mä eng Kéier muss een deen doten Émschwong maachen! - mat dem Bremsen, dem Reduzéieren an dem Verréckele vun den effentlechen Investissementer brécht an elo kloer ab nächstem Joer, an dat geet déi nächst Joren esou weider, op eng budgetär Relance iwwer och staatlech Investissementer setzt.

Am éischte Konsolidéierungspak 2010 waren déi Investissementer ëm 361 Milliounen Euro erofgesat ginn. Am zweete Konsolidéierungspak ëm 285 Milliounen Euro. Och dës Regierung huet fir 2014 och nach eng Kéier eng gutt 100 Milliounen zréckgefuert. Dat kënne mer net esou weiderschreiven, well dat jo oft net verbonne war mat engem Opgi vu Projeten. Där waren der e puer derbäi, mä de Gros war eigentlech nëmmen en Opschuppe vu Projeten. Projeten, déi mer awer brauchen!

Mir mussen investéieren an den effentlechen Transport. Mir mussen an effentlech Infrastrukturen, modern Infrastrukturen investéieren, fir dass mer och wirtschaftlech kënnen Opschwung kréien an nei Aarbechtsplaze schafen. Mir mussen a sozial Institutionen investéieren. Do kënne mer net bremsen. Dat bréngt Opträg, och fir eis Betriber; net nëmmen, mä et bréngt Opträg fir eis Betriber, et bréngt Opträg fir den Handel an all déi Déngschtleeschtungsbetriber, déi ronderëm opgebaut sinn. Dat ass also e kloren Impuls, dee mer eiser Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg ginn, agebett, wéi scho gesot, an eng europäesch Strategie vu Wuesstum a Beschäftigung.

Am Total ass virgesinn, dass d'nächst Joer sollen d'direkt an d'indirekt Investissementer op knapp 2 Milliarden Euro, also 15%, eropgoe par rapport zu deem Joer. Et mag sinn, dass déi Zuelen - mat Sécherheet! - net honnertprozenteg wäerte kënnen agehale ginn. Besonnesch och de fréiere Bauteminister an Infrastrukturminister weess, dass jo souwéi esou an deenen Tableauen och eng Décote agebaut ass vu 15%, 20%, fir eben dem Pourcentage vun Netexekutioun vu grousser Projete Rechnung ze droen. Et bleift awer, dass d'Direktioun muss déi dote sinn. D'Direktioun kann net e Status quo sinn. D'Direktioun an der Investitiounspolitik muss ganz kloer no uewe weisen. Dat ass fir eis immens wichteg.

(**M. Henri Kox prend la présidence.**)

An dëse Budget ass also alles anescht wéi e Spigelbild vun engem Land, dat géif stoe bliewen, dat net géif wëssen, wou et higeeet. Dëse Budget, dee setzt weiderhin op qualitativ héichwäerteg Déngschtleeschungen a modern Infrastrukturen. Dëse Budget ass kee Budget vum Defätismus, vum Fatalismus, mä vun engem virsichtegen Optimismus an e Beispill vun

enger Upassungsfäegkeet, déi mer als Lëtzeburger Land an deenen nächste Jore verstäerkt musse bewiesen.

Ech wëll Merci soen, nieft dem Franz Fayot och dem Viviane Loschetter, dat net de populärste Part dëst Joer iwwerholl huet, mä dat wäert, déi Rolle wäerten e bësse changéieren am Laf vun den nächste Joren, well hatt Rapportrice war vun de Lois de mise en oeuvre vun dem Zukunftspak, wou och op där enger Säit méi Einnahmen, op där anerer Säit awer och eng ganz Rei vu Kierzunge vun Ausgabe virgesi ginn. An och hatt, mengen ech, huet dat bravouréis gemaach, mat vill Engagement. An effektiv, den Zäitdrock, deen huet sécherlech och fir keen déi Aarbecht méi einfach gemaach, déi mer dëst Joer haten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Gesetz iwwert d'Finanzplanung 2014-2018 ass eng Neuerung. Si gétt eis imposéiert vu Bréissel. Mir hu se iwwerholl an eis Gesetzgebung. A si mécht dat méiglech, wat eis soss sécherlech e bësse gefeelt huet. Bis elo hu mer dat do jo nëmme fir d'Fongéie kennt. Elo géllt et eigentlech och fir déi ordinär Kreditter vum Budget, dass mer iwwert den Tellerrand vun lafende Joer erauskucken an eng Projektioun maachen op déi nächst Joren.

Dass do bei deem éischten Essai déi eng oder déi aner Imperfektion geschitt ass, et wär e Wonner, wann et net esou wär! Dofir, wann ech gelift, sidd do net esou kriddelech! Ech weess och, wéi déi Tableauen an der Vergaangenheet opgestallt si ginn, wann et ëm d'Aschätzung vun eenzelen Moosname gaangen ass. Hei ass net anescht an net méi schlecht verfuert gi wéi an der Vergaangenheet.

Et ass de Versuch do, dat awer méi komplett ze maachen. An ech si sécher, dass, wa mer emol d'Routine hu vun deem Ganzen, mer dann och anescht mat deem Instrument do nach kënnen emgoen a vill méi fein och kënnen eigentlech virausgesinn, wat d'Répercussione vun där enger oder anerer Moosnam sinn. Dorunner schaffe mer; wou mer och mussen onbedéngt - ech widderhuele mech hei, an ech wäert elo tatsächlech an deenen nächste Wochen do eng Initiativ huelen - eis Budgetsprojert hei an der Chamber komplett émschreiven.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - D'Budgetsprojert klappt hannen a vir net méi mam Semestre europäen vun der EU, plus all déi aner Regeln, déi mer eis ginn hunn, iwwereneen. Mir hunn nei Gremien, déi awierken: de Comité de prévision, de Conseil national des finances publiques. Och do musse mer kucken, wéi deenen hir Aweise sech kënnen aschreiven an eis gesamt Projert.

Wat maache mer mat der Debatte ronderëm d'Lag vun der Natioun am Fréijer? Och do musse mer kucken, wéi mer dat ronkréien, dass mer dat méi effikass kënnen an richtige Moment asetzen. A wéi bréngt mer et fäerdeg, och déi Budgetdiskussione mat eisen Debatte ronderëm eise Plan national de réforme vun der Strategie „Europa 2020“ beieneenzebréngen? Well eigentlech sinn dat jo zwou Facette vun deemselwechten.

An dofir: Loosse mer eis zesummesetzen, dat huet hei awer näischt mat Parteipolitik ze dinn, an endlech do zerguttst dat maachen, wat emol undiskutéiert ginn ass a wou mer selwer - et ass um Parlament, dat do ze preparéieren - bis elo et net fäerdegbruecht hunn, dat op en Enn ze féieren! Dat ass op jidde Fall e Wonsch, dee mir als LSAP-Fraktioun ganz staark hei wëllen an de Vierdergrond stellen.

Et waren an der Vergaangenheet besonnesch déi sozialistesche Budgetsrapporteuren, an de Roger Negri war den éischten, well ier e seng Propositionen de loi gemaach huet, war en emol Budgetsrapporteur, an dunn huet e schonn op d'Noutwendegkeet higewisen, fir eng nei Budgetsphilosophie eigentlech anzusetzen, déi méi resultat- an objektivorientéiert wär. An do ass sécherlech munch Zäit verluer gaangen.

Ech weess, dass déi viregt Finanzministeren net onbedéngt begeeschtert waren direkt vun där doter Iddi. Et ass awer Preparatiounsaarbecht geleescht ginn. Et gétt e Bericht vun der OCDE. Et gétt och en éischten Entworf aus der Verwaltung. Dat ass also eng Grondlag, op där ee ka schaffen. An et ass wichteg, dass mer besonnesch als Chamber och fréi eis associéieren an déi doten Aarbechten, wéi mer u sech déi Budgetpolitik wëllen nei orientéieren an deenen nächste Joren.

Ech soen awer och hei: Et geet net duer, dass mer eis ambitiéis Texter ginn, mir hunn och hei als Parlament eng Responsabilitéit, dat ass d'Kontrollfonctioun an och wat eis Orientierungsfonctioun ugeet, wat d'Finanz- an d'Budgetpolitik zu Lëtzebuerg ubelaangt. An dat do heescht och, dass mer eis selwer musse méi staark implizéieren och an déi europäesch

Finanzaktualitéit au jour le jour. Ech soen, dass dat net ëmmer esou de Fall war an der Vergaangenheet, wéi dat hätt misse sinn. Also, mir hunn och selwer eng Hausaufgab ze erleedegen, wa mer wierklech och wëllen net nëmmen informéiert ginn, wat d'Regierung wëll esou huet, mä och wëlle mat orientéieren, a wat fir eng Richtung dass d'Choix vu Lëtzebuerg ginn.

D'Finanzplanung bis 2018 fousst op den Donnéeën vum Summer. Verschidden Avisen an och d'Vertreider vun der CSV fannen déi dote Prognosen ze optimistesche. Dat mag sinn. Vun haut aus gekuckt schéngt se eis ze optimistesche. Wa mer sechs Méint eis zréckversetzen, dann hätte mer se eigentlech realistesch fonnt.

Wat ass a sechs Méint de Fall? Dat ka fir de Moment kee soen. Et si jo och nëmme Prognosen. Et si Projektiounen an d'Zukunft. A selbstverständlech wäert all Joers missen dee Plan pluriannuel ugepasst ginn opgrond vun deene leschte makroekonomeschen Donnéeën, déi da virleien, fir esou no wéi méiglech un der Realitéit ze sinn.

Sécherlech wäerte kee Joer déi Zuelen esou stëmmen eent zu eent, wéi se elo an deem Programm drastinn, mä et gétt awer eng Orientierung. A mir mussen also wëssen, dass mer haut éischter d'Gefill hunn, dass mer, fir eis Ziler ze errechen, vläicht e bësse méi nach musse maache wéi dat, wat elo geplangt ass, wéi dass mer e bësse manner misste maache wéi dat, wat elo geplangt ass. Mä et muss een ofwaarden, wéi sech déi doten Entwécklung och elo mécht.

Fir 2015 mengen ech schonn, dass graff awer dat Grondemfeld sech net fundamental changéiert huet an deene leschte Méint. Och mat engem PIB vu gutt 2%, mat enger Inflation vu manner wéi 1,5%, engem Emploi vu plus 2%, mengen ech, dass déi Prognosen, déi elo am Budget 2015 stinn, kënnen realiséiert ginn. Se sinn op jidde Fall net falsch.

Mä déi mëttelfristeg Auswierkung vun der LuxLeaks-Affär an d'Efforte vun der Steuerharmonisierung op EU-Niveau, d'Steuerfluchtbeekämpfung international, d'Campagne géint d'Steiererosioun, déi kënnen natierlech net direkt en Nidderschlag fannen an deene Prognose fir déi nächst véier Joer. Mä dat wäert awer sécherlech an engem gewëssene Moment eng Répercussione och op déi Lëtzeburger Wirtschaft hunn.

Op jidde Fall muss ee sech d'Fro stellen, ob et realistesch ass, dass ee kann dovunner ausgeen, dass Lëtzebuerg quasi automatesch géif duebel esou staark wuesse wéi de Rescht an der Europäescher Union a souguer duebel esou staark wuesse wéi Däitschland, dat ëmmer als Lokomotiv vun der Relance an Europa betruucht gétt. Ech féierten, dass mer et do net mat engem Automatismus ze dinn hunn, mä dass dat eng glécklech Situatioun war, déi mer iwwer laang Joren hei zu Lëtzebuerg am Verglach zum Ausland kann hunn.

Et ass op jidde Fall näischt méi geféierlech, wéi Tendenzen, déi ee kann huet aus der Vergaangenheet, einfach linear wëlle weidereschreiven an déi nächst Joren. Et ass also wichtig, dass mer eis mat de Froe vu Kompetitivitéit, de Froe vun Neiausrichtung vun eise Wirtschaftmodell intensiv an der Politik an deenen nächste Jore beschäftegen.

E puer Wuert och nach iwwert d'Steierreform aus der Sicht vun der LSAP, déi, wéi d'Regierung gesot huet, am Pluriannuel, iwwert dee mer wäerten ofstëmmen, keng Répercussione direkt huet, well jo net kloer ass, a wat fir eng Richtung dat Ganzt sech entwéckelt. Awer, an dat ass fir eis wichteg, et muss ee kënnen doriwwer eng sachlech, eng breet Debatte ouni A-priori, wat d'Iddien ugeet, féieren, ouni exzessiven Zäitdrock och, virun allem awer net opgrond vu Sloganen, mä opgrond vu Fakten, enger méiglechst kompletter Bestandsopnahm vum Besët a vum Akommes hei zu Lëtzebuerg. Dat ass d'Viraussetzung, fir kënnen eng zillührend Diskussione ronderëm eng grouss Steuerreform ze féieren.

Steierreforme brauchen Zäit! Si mussen och technesch propper virbereet sinn. An do sinn ech mer schonn elo sécher, dass et gutt wär, wa mer dat eent oder anert, wou mer eis vläicht eens sinn, elo scho géifen ufänken. An ech huele gären..., fir d'CSV Ligen ze strofen, déi seet, mir géife keng Iddie vun hinnen hei ophuelen, déi kräische kommen! Neen, ech wëll dat net hunn! Ech wëll virun dem Réveillon net hunn, dass Der esou heem gitt...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Esou schnell kräische mer och net!

(**Hilarité**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...bei Äre Chrëschtbeemchen, bei d'Krëpp. Neen, ech sinn der Meinung, dass mer déi Iddi vun der Grondsteuer sollte vläicht direkt opgräifen. Mir sinn eis all eens, dass déi Grondsteuer muss reforméiert ginn.

Reforméiert heescht, dass mer d'Valeur unitaire mussen nei definéieren. Dat ass näischt, wat ee ka mat engem Fiederstréch maachen, well mer all wëssen, dass déi während 60, 70 Joer net adaptéiert ginn ass an dass een do muss iwvert d'ganz Land eng komplett nei Berechnung maachen.

Well dat esou laang dauert a well dat wahrscheinlech bedeit, dass ee muss eng hallef Dose Leit während Joren op déi dote Punkte setzen, fir eng uerdentlech, akzeptabel, akzeptéiert Berechnung ze maache vum Eenheitswäert vum Propriétéiten hei zu Lëtzebuerg, sollt ee vläicht decidéieren, dat do vir ze huelen, fir dass zumindest déi Virbereedungsarbecht do gemaach gëtt. Well soss geet et dëser Regierung, wéi et schonn zwou Regierungen virdru gaangen ass! Wou hei scho sëlliche Motiounen zu deem Thema hei - eestëmmege meeschtens - gestëmmt si ginn a wou awer näischt erfollegt ass, well notamment d'Verwaltung virun engem Bierg vun Aarbecht stoung an net richtig wouss, op wat fir engem Enn se déi dote Reform sollt upaken.

Dofir: Firwat net? Wa mer eis eens sinn iwvert de Prinzip, firwat net elo schonn esou e Punkt an der Virbereedungsarbecht virzéien an déi néideg Manpower och drop setzen, dass déi dote Grondarbecht emol ka gemaach ginn? Well soss kënne mer esou laang hei driwwer diskutéieren, an dräi Joer si mer eigentlech nach net wäit komm op deem dote Punkt.

Ech wëll nach zur Steuerreform awer Folgendes bäifügen: Déi Steuerreform wäert ganz schnell allmëglech Interesekonflikter klöermaachen, an och Zilkonflikter si virprogramméiert. Geet et drëm, eng Emverdeelungspolitik ze maachen an déi sozial Kohäsion ze stäerken oder soll de lëtzebuergesche Steiersystem fir d'Unzëie vun neien Aktivitéiten agesat ginn? Béides ënnert een Hutt ze bréngen, gëtt onheemlech komplizéiert! An dofir schéngt mir - ech sinn do e bësse pessimistes, vläicht sinn ech och schonn ze laang hei derbäi - ...

► **Plusieurs voix.** - Jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...déi grouss Steuerreform,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Méi wéi zéng Joer!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...déi all Felder mat sollt implizéieren, eppes onheemlech Komplexes a Schwieeres ze sinn. Déi ass alles anescht wéi an dréchenen Dicher. Zumools jo och, well d'Erwaardunge vun allen Akteure komplett a verschidde Richtunge ginn. Bon, iwver eent si se sech eens, op engem Punkt si se sech eens: Jiddweree mengt, e géif duerch déi Steuerreform manner Steiere bezuelen. Dat wäert awer sécherlech net d'Resultat vun där globaler Steuerreform sinn!

Et ass éischer eng Emverdeelung zum Deel vun der Steuerlaascht, déi wäert kommen, wéi dass jiddweree eent zu eent kann domadder rechnen, dass e manner Steiere bezilt oder am gönschtgste Fall just esou vill Steiere bezilt, wéi et elo ass. Soubal een do un ee Riedchen dréie geet, da kommen aner Riedercher ganz gären a Bewegung.

An et muss ee jo och schliisslech wëssen, dass mer nach guer net sécher sinn, wat fir eng Budgetmargé mer eigentlech fir eng Steuerreform hunn. Muss déi akommesneutral sinn herno? Oder den Output, kann dee positiv oder muss en negativ sinn? Alles dat si Froen, déi nach net gekläert sinn an déi ganz Diskussioun schwéier maachen.

Ech huelen och e Beispill aus dem Ausland. A Frankräich ass et viru Kuerzem e Premierminister ginn, den dat emol eng Kéier lancéiert huet. No zwee Méint war d'Diskussioun eriwuer! An Eisträich si se an der Regierung amgang, sech ze zerbälge während laange Méint op där Fro vun enger grousser Steuerreform.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et si scho Ministeren ausgetosch ginn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ministere sinn ausgetosch, schrecklech! Alles dat, mengen ech, alles dat, fir lech ze soen: Selbstverständlech stinn ech, steet meng Partei zu där Iddi vun där Steuerreform, zu enger objektiver Diskussioun iwver all déi dote Froen, mä et sollt een, mengen ech, net riseg Erwaardunge schüeren elo schonn, wann ee weess, wat fir eng Barrieren, wat fir eng Hürden nach ze huele sinn, bis mer eigentlech um Enn vun der Diskussioun do wäerten ukomm sinn.

Mir wäerten op jidde Fall als LSAP eis eege Konzepter an déi Debatt erabrénge, ouni eis - dat soen ech hei - vun anere verbidden ze loosse, nozedenken iwver eng méi gerecht Besteuerung an eng Besteuerung virun allem, déi méi eng breet Akzeptanz an der Bevëlkerung huet. Well all Steuerreform, déi net vun der Bevëlkerung akzeptéiert gëtt, déi wäert net stattfannen!

D'CSV huet, zumindest no deem, wat se bis elo zu deem dote Punkt gesot huet, hir eege Logik. Et ass och vläicht nëmme den Här Mosar, ech weess et net! Op jidde Fall huet hie schonn hei gesot, wat en net wëllt. Bon, dat ass iwverhaapt eppes, wat déi Partei gäre seet: wat se net wëllt. Si ass e bësse méi knausereg, fir ze soen, wat se dann esou wëllt.

Mä wat hien net wëllt, ass eng Erhéijung, pardon, eng Besteuerung vum Verméigen. Op kee Fall, dat dierf et hei zu Lëtzebuerg net ginn! D'Erhéijung vum Spätzesteiersaz, dat ass och Géif anscheinend fir d'Lëtzebuerg Land. An e mécht een eenzege Virschlag, een eenzege konkrete Virschlag, an dee gëtt awer ganz konkret! Se soen: Betriebsbesteuerung an Zukunft 15%! Ouni konkret Berechnungen, ouni iergendwellech Virschléi bei der Berechnungsbasis, ouni gepréift ze hunn, wéi sech esou eng Neierung da konsequent an deenen eenzelne Betriber géif erëmispigelen, wat fir eng Konsequenz dat Ganzt och op d'Statskeess hätt!

Ech mengen, dat ass net seriö! Mir kënnen net Prozentsätz elo an d'Welt setzen, ouni gepréift ze hunn, wat dat do an der Praxis heescht. Esou dierfe mer déi Diskussioun op kee Fall weiterféieren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - A wann...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wollt just soen, datt hei...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...déiselwecht CSV...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...eng Reform ugekënnegt ginn ass vun der Regierung, ouni datt do iwverhaapt eng Richtung ugi gëtt. An Dir hutt dat elo just selwer gesot.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Neen, dat ass net richtig. Et sinn Elementer...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Do ass iwverhaapt keng Richtung...

(*Interruption*)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et sinn Elementer am Regierungsprogramm mat dran,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Zu engem Deel hu mer déi Elementer jo hannerfrot, ob se nach ëmmer géife stoen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...déi wäerten déi ganz Komplexitéit vun där Fro...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An do si vill Fragezeichen hannendrun!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Wann ech gelift!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Dir kommt vläicht elo nach... Dir hutt och bei lech am CSV-Wahlprogramm stoen, Dir géift „ins Auge fassen“ - d'CSV ass jo ëmmer ganz nuancéiert a ganz virsiichteg: „ins Auge fassen“ - déi Reform.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt jo gesot, et wär eng schwéier Reform. Dofir si mer virsiichteg.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Loosst den Här Bodry wann ech gelift schwätzen!

(*Interruptions diverses*)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Mä och wann een eppes „ins Auge fass“, kann ee jo och selwer konkret Iddien hunn.

(*Interruption par M. Gast Gibéryen*)

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här Gibéryen, wat verstitt Der dann ënner Verméigenssteuer?

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Et ass just een, dee schwätzt, wann ech gelift, den Här Bodry!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat mat der Verméigenssteuer, dann erkläert eis dat!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Op jidde Fall, den Här...

(*Interruptions diverses*)

...den Här Mosar, den huet eng konkret Iddi, dat ass d'Betriebsbesteuerung emol schonn op 15% erofzesetzen. Ech hoffen, dass d'Vollekspartei CSV och nach aner Iddien huet wéi déi 15% Betriebsbesteuerung.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also mir hunn...

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Här Wiseler, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir hunn der Regierung proposéiert, datt, wa se wëllt déi Betriebsbesteuerung aus deene Grënn virzéien, fir d'Attraktivitéit vun eisem Standuert ze behalen, datt mer bereet wäeren, dat Virzéie mat lech ze diskutéieren. Dat ass dat Haaptsächlech vun der Proposition.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, mä den Här Finanzminister huet...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech fannen dat eng korrekt Proposition.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Den Här Finanzminister, den deen Dossier studéiert huet, huet och ganz kloer op d'Komplexitéit higewisen, déi déi dote Fro huet, an dass een net kann...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Däers si mer eis och bewosst.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...aus der Héft schéissen a Sozentsätz an d'Welt setzen, zu anere Leit soen: „Dir dierf d'Leit net beonroegen duerch Aussoen, déi Der maacht“, a gläichzäiteg awer eigentlech schonn elo Reforme prezis nennen, wou kee Mënsch weess, wou mer schlussendlech wäerten op deem dote Punkt landen. Dofir soll, mengen ech, jiddweree hei zrëckkommen zu de Fakten - d'Bestandsopnahm - an dann eng breet Diskussioun féieren iwvert déi eenzel Méiglechkeeten, déi hei bestinn. Et wäerten op jidde Fall nach passionnant Diskussiounen ginn, déi mer, vläicht och queesch an de Parteien, an där dote Fro wäerten deemächst kréien!

(*Mme Simone Beissel prend la présidence.*)

Eng Reform am Finanzberäich ass an der Diskussioun, erëm an der Diskussioun, erëm erëm an der Diskussioun, well iwvert déi gëtt och scho während dräi, véier Mandatsperioden diskutéiert, ouni dass een direkt bis elo konnt konkret spieren, wat dobäi géif erauskommen, dat ass d'Reform vun de Gemegefinanzen. D'Reform vun de Gemegefinanzen kann net méi weider opgeschuppt ginn. Dee Luxus, dee sech an der Vergaangenheet erlaabt ginn ass, dee kann een net méi an Zukunft maachen, och opgrond vun deem neie budgetäre Kader, an deem sech och d'Gemengen an deenen nächste Jore wäerte bewegen.

Och do e puer Zuele vläicht. Ech sinn nach wie vor der Meenung, dass de Gemengesector, insgesamt gekuckt, gutt dosteet. E steet gutt am historesche Vergläich, wann ee kuckt, wéi d'Gemengen hei zu Lëtzebuerg virun 20 Joer dostoungen. Et dierf een och heiansdo e bësse méi wäit zrëckkucken. An och am internationale Vergläich: De Lëtzebuerg Gemengesector ass dee Gemengesector a ganz Europa, den am mannste verschëllt ass. Dat geet ganz kloer aus allen internationale Statistiken ervir. Dat ass emol einfach e Fait, den ee soll soen.

Hannert deenen Totaler verstoppe sech natierlech eenzel Situatiounen. An et ass do, wou an eisen Ae fir de Moment ee vun de grousser Problemer läit, dat ass awer déi Diskrepanz an der Finanzsituatioun vun enger Gemeng op déi aner, ouni dass ee ka soen, dass déi Situatioun zrëckféiere wär dorop, dass déi eng Gemeng besonnesch dichteg gewiescht wär an an där anerer Gemeng eng besonnesch schlecht Gestuatioun vun de Finanzen gewiescht wär.

Den Ennerscheid kënn haaptsächlech iwvert d'Gewerbesteier an d'Verdeelung vun der Gewerbesteier tëschent de Gemengen, wou ech schonn der Meenung sinn, dass ee muss e Lien halen tëschent der wirtschaftlecher Aktivitéit an enger Steiereinnahm och vun de Gemengen, wou een awer muss kucken, zu wat fir enger Situatioun eigentlech dat do gefouert huet.

Dofir vläicht eng Zuel: Dir wësst, dass viru Joren eng Kéier d'Gemengen opgefuerdert gi sinn, fir Reservafongen unzeleeën. D'Gemengen hunn dat och gemaach. An deem Reservafong, an deem vill Geld läit, sinn et véier Gemengen, déi 70% vun deenen Avoiren do hunn. Véier Gemengen hu 70% vun deenen Avoiren! An dat sinn och déi véier Gemengen, déi an deene leschten - ech weess net wéi vill Joren ni en Emprunt getäget hunn, well se ni hu brauchen en Emprunt ze tätegen.

(*Interruption*)

Iwwer 100 aner Gemenge sinn an enger anerer Situatioun!

Mir mussen also dat doten eng Kéier seriö kucken, wéi mer dee Kuch do liicht anescht kënnen emverdeelen. Selbstverständlech, wa Gemenge gewëssen Aufgaben hunn, muss se déi néideg Gelder kréien, fir déi Aufgaben ze maachen. All Gemeng huet net déiselwecht Aufgaben. Mä dat rechtfertegt net, dass eenzel Gemengen 2-mol, 2,5-mol, 3-mol méi Pro-Kapp-Akommus u Gewerbesteier kréie wéi aner Gemengen. Dat féiert souguer dozou, dass eng Gemeng esou vill Suen eleng op deem Fonds de réserve do huet - se huet wahrscheinlech nach aner Reserven -, dass et géif duergoen, fir annerhalleft Joer sämtlech ordinär Ausgabe vun där Gemeng ze tätegen. Ordinär Ausgabe vun där Gemeng!

(*Interruptions*)

An déi Gemengen do ginn och no eisem System alleguerten d'selwecht subventionéiert a ganz ville Beräicher. Dat geet net! Dat geet net, zumools well dës Regierung, an do ass se an der Linn vun der viregter Regierung, och eng

Rei Moosname geholl huet, fir och Aspierungen ze maachen, wat d'Transferten un d'Gemengen ugeet. Wéi gesot, et ass net déi éischt Regierung, déi dat dote mécht, mä et ass... Si mécht et och, loosse mer et esou soen. An all Regierungen am Ausland, wann een dat kuckt, hunn a Krisesituatiounen och probéiert, eng Rei vun Transferten a Richtung Gemengen ze bremsen. Mä dës Regierung mécht et awer, an eisen Aen, op eng verstänneg Aart a Weis.

A wann een elo e bësse kuckt, et ass jo d'Zäit vun de Publikatiounen vun de Gemengebudgeten, et gëtt gemurt, mä wann een awer d'Zuele kuckt, gesäit een awer, dass d'Gemenge momentan nach eens gi mat där doter Situatioun. Et ass awer och kloer, dass, wa sech dat dote verschäerfe géif déi nächst Joren oder sech an enger méi enker, gesamtwirtschaftlech méi schlechter Situatioun weiterféiere géif déi nächst Joren, ech muss soen, dass d'Prognosen, wat d'Regierung mengt, wat d'Gemenge géife vu Steieropkommes d'nächst Joer kréien, mer relativ optimistes schéngen ze sinn. Well mir haten déi lescht Joren eng Moyenne vun eppes knapp 4%, elo géife mer gutt 6% déi nächst Jore kréien - dat schéngt mir e bësse optimistes ze sinn. Mä et sief, mir gesinn, wéi et dann ass.

Dat bedeit also an et ënnerträicht fir mech nëmme, dass mer do mussen also handelen an dass déi Gemegefinanzreform kënn. An ech hu Vertrauen an deenen Innenminister, deem säin Duerchsetzungsverméigen ech och kennen an an der Regel schätzen, dass och effektiv dat och dës Kéier emgesat gëtt.

Wichtig ass, dat wëll ech awer dierfe betounen: Ech wär frou, wann d'Regierung awer eppes géif behäerzen, well dat am gemeinsame Koalitionsprogramm, am Regierungsprogramm drasteet. Do steet dran, dass, wann d'Gemenge sollen zousätzlech Aufgabe vum Stat kréien, dass se dann och mussen déi néideg Mëttele kréien, fir déi zousätzlech Aufgaben ze maachen. Dat muss an eisen Ae respektéiert ginn, well soss komme mer echt an Noutsituatiounen bei eenzelne Gemengen eran! Verschiddener wäerten nach ëmmer net mieren, dass iwverhaapt eng Kris war! Dat ass nun eben esou.

Fir vill Diskussiounen am Virfeld vun där Debatt huet och d'Afféierung vun enger Kontributioun, elo enger Steuer vun 0,5% op de Revenue gesuergt. De facto ass dat eng progressiv Steuer, ech wëll dat nach eng Kéier hei betounen, well ech si mer net sécher, ob dee schrecklechen Ausdrock vun der „Immuniséierung“ vum Mindestloun, ob jiddweree dobaussen dat esou versteet.

Dat heescht also net nëmme, dass déi Leit, déi e Revenu bis zum Mindestloun hunn, déi dote Steuer net brauchen ze bezuelen, mä et heescht och, dass all déi aner, déi driwwer leien, bis zu engem gewëssene Montant, zu deem Montant vum Mindestloun, net besteiert ginn.

Dat heescht also de facto, dass, wann een en duebele Mindestloun zum Beispill verdéngt, dass een dann 0,5% bezilt. A wann ee ganz, ganz vill verdéngt, da läit ee knapp ënner 0,5%. 0,5% wäert souguer keen erreche mat deem dote System, well ëmmer e ganz klengen Deel vum Revenu exonéiert bleift.

Dës Steuer, déi soll 2017 an déi allgemeng Steuerreform opgoen. Si hëlleft, de Statsbudget an d'Gläichgewicht ze bréngen, an erméiglecht, ënner anerem, eng ambitiéis Familien- a Kannerpolitik, wou ech jo och gesot hunn, dass do méi Gelder an deenen nächste Jore wäerten investéiert ginn.

(*M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.*)

Op dës Einnahm verzichten, op all zousätzlech Steuer verzichten, heescht, méi déif Aschnëtter bei den Ausgaben ze tätegen, also regelrecht Austeritéitspolitik ze maachen. Wat dës Regierung mam 2015er Budget net mécht! Wien dat wëllt, wien also déi doten zousätzlech Einnahme refuséiert, dee muss gläichzäiteg, am selwechten Otemzuch soen, wéi an duerch wat fir eng Aspierungen en dat da wëllt ersetzen. Wann en dat net mécht, dann hält en a Kaf, dass mer eis weider muss verschëlden. Dat wëllt jo, anscheinend, keen hei an deem Haus.

An all deenen, déi mengen, si géifen en där Steuerlaascht elo do zerbréchen, un deenen 0,5%, déi keng 0,5% sinn, wëll ech nach eng Kéier hei an Erënnung ruffen, dass mer hei an deem schéine Land Lëtzebuerg bis an d'Méit vun den 80er Joren eng Akommbesteuerung haten - dat war nach zu Zäite vum Pierre Werner -, eng Akommbesteuerung haten, wou de

marginalen Taux, also den Héchststeiersaz, bei iwwer 50% louch! Wou sech drop greffiert huet eng Solidaritätssteier vun 10%, op der Steier, wou mer also un déi 60% marginal Besteuerung hei zu Lëtzebuerg haten! Dat war Métt den 80er Joren.

Mir sinn der Meenung, dass d'Steierlaascht hei zu Lëtzebuerg akzeptabel bleift, ouni der Iwwerzeugung ze sinn, dass eise Steiersystem u sech absolut gerecht ass. Mir wëllen e perfektionéieren. A grad bei der TVA - do därf e en awer och nach eng Kéier drun erënneren - bleift Lëtzebuerg dat Land an Europa mat dem niddregste Regelsteiersaz an och mat där gréisster, där breetster Assiette eigentlech, wat den niddregste Steiersaz ugeet, bei eis hei vun 3%.

Eng interessant Neuerung am Budget respektiv am Budgetspak ass d'Aféierung vun engem Statsfong, vun engem Fonds souverain. Och dat ass eng Iddi, déi net nei ass, déi ëmmer erëm, ënner anerem och emol vun deem engen oder deem anere Rapporteur, och sozialistesche Rapporteur, hei virbruecht ginn ass an déi awer op wéineg Géigeléift ëmmer gestouss ass an de vieregte Regierungen, fir esou eng net affektiert Reserv ze schafen.

Et ass jo eigentlech dat: eng net direkt affektiert Reserv ze schafen, déi hei déi Partikularitéit huet, dass se och nach während enger Rei vu Jore soll blockéiert sinn. Wa sech déi sukzessiv Majoritéiten hei an der Chamber dorunner halen! Well e Gesetz kann een natierlech erëm eng Kéier duerch en zweet Gesetz réckwierkend maachen (veuillez lire: réckgängig maachen). Mä d'Iddi ass et schon, an dësen Zäiten emol eppes lues a lues ewechzeleeë fir déi nächst Generatiounen! Dat ka kee Feeler sinn! Dat ka kee Feeler sinn, dass mer net alles hei verboden, mä emol vu virera soen: „Ma neen, dat dote leeë mer a priori direkt emol op d'Säit“, wa mer de Budget opstellen, an dass mer kucken, dass do esou eppes entsteet, wat emol och een hei genannt huet „en Apel fir den Dusch““. Well den hu mer net méi!

Déi Äppel fir den Dusch, déi hate mer. Déi hate mer Ufank 2000 nach, mat de Réckstänn, risege Réckstänn bei der Besteuerung vun de Betreiber a bei och risege Reserven, déi deemools nach an den einzelnen Investitiounsfonge vum Stat waren. An déi sinn opgebraucht. Déi hu mer all gemeinsam mat opgebraucht.

Fir d'Éischt mat de Steieren ass et lassgaangen. Dat huet emol enger Majoritéit - deemools ware mer emol net derbäi - erméiglecht, fir iwwert d'Ronnen ze komme vun 2004. Dir wësst jo, dass 2004 nach ëmmer an der Budgetgeschichte vu Lëtzebuerg dee Budget oder dee Kont ass, wou de Stat dee gréissten Defizit hat. Net an den absolute Krisejoren 2009, 2010. Neen, et war den 2004er Budget, wou och nach esou munch Kaddoen an deem Wahljoer nach komm sinn, wou et lafe gelooss ginn ass a wou mer eigentlech dee gréissten Defizit hei zu Lëtzebuerg haten.

Mir waren net derbäi, mä et hätt eis och kënne geschéien. Et bleift...

(Interruptions et hilarité)

Et bleift also, dass et richtig ass, dat doten op d'Säit ze leeën. Wann ee kuckt, wéi dee Fonds de compensation gériert gëtt, wat do awer vu Rendit eigentlech ausfällt, mengen ech, dass souguer, wann ee kuckt, wat awer haut d'Emprunte fir Staten, déi an engem Triple-A sinn, a souguer drënner, op fënnf Joer ausmaachen, mengen ech, misst ee kënne souguer errechen, dass mer effektiv manner missten eigentlech Zënse bezuelt beim Emprunt wéi dat, wat mer schlussendlech awer als Rendement eis kënne mëttelfristeg erwaarden an esou engem Fong, den no 20 Joer dann, wann iergendwéi eng kleng Rendit entsteet, kéint bei mindestens 1,5 Milliarden Euro landen.

Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee gären dëser Regierung virwerfen, heiansdo hektesch an erratesch ze agéieren. Haut gesi mer, dass dat och der Opposition virkëent. Dat weist awer an eisen Aen, dass se...

(Interruption)

Neen, net einfach wëllt stoe bleiwen!

...dass se emol och u Lëtzebuerg an de Lëtzebuurger e bësse rëselt. An e bësse rëselen, dat ass schon net schlecht. Mir mussen just oppassen, dass se et net ze hefteg mécht.

► **Une voix.** - Dir rëselt déi Falsch!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - An ech menge schon, dass et wichteg ass, dass een eng Rei vun Dépensë kritesch a Fro stellt, fir ze decidéieren, munches erëm weiderzeféieren, mä eenzel Saachen anescht ze maachen, e puer

Stéck falen ze loosse. Et ass den Exercice, den ech mer gewünscht hätt, dass mer en hätte kënnen zesumme maachen, mä den elo des Majoritéit muss eleng maachen, well d'Opposition, well se déi nächst Wahlen am Viséier huet, dat Spill do net wëllt matmaachen a léiwer motzt a léiwer kritiséiert, Neen seet zu allem, wat kënnt, an net richtig dat do mécht.

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Hat Der eis gefrot, Här Bodry, ob mer et wëlle matmaachen?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hunn lech virun zwee Méint...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ah!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...gefrot, an den Här Wiseler hat souguer nach gutt Absichten, well en ugekënnegt huet, déi lescht Woche géifen eng Rei vu Virschléi kommen. Mä déi gutt Absichte si lettre morte bliwwen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...wéi de Budget déposéiert war.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech mengen, d'Diskussion geet jo vill weider. Et ass jo net esou, dass all Décisionen elo gefall sinn an deene leschten Deeg oder mat deem Vote hei vum Budget géife falen. Ech mengen, d'Diskussionen gi weider an da gesäit ee jo, ob déi eenzel Parteien...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Mir huelen Är Offer un, Här Bodry, mir huelen d'Offer un!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...ob déi eenzel Parteien do bougéieren oder ob se dat net maachen.

Dese Budget ass also an eisen Aen den Ausdrock vun enger neier Politik, enger Politik, déi net fäert, Gewunnechten ze stéieren, déi Traditionelles kritesch a Fro stellt, fir Neies opzebauen. Dat ass ongewinnt zu Lëtzebuerg. Mir sinn awer der Meenung, dass den Eeschtsch vum der Situatioun - den huet net geännert -, dass den e behierzt Handele verlaangt, och wann dat momentan zu Onrou féiert. Mir si sécher, dass op laang Weil dat doten och wäert zu Versteesdemech an der öffentlecher Meenung féieren.

D'Regierung huet och bewisen - wann och vläicht e bësse spéit, mä en fait ass et jo nëmmen d'Resultat, wat zielt -, dass se de Sozialdialog net scheid an dass se virun allem et fäerdegbruecht huet, duerch déi néideg Flexibilitéit, och bereet ze sinn, iwwert den eegene Schiet ze sprangen an deem engen oder anere Punkt, dass se et fäerdegbruecht huet, engem haarde Sozialkonflikt aus dem Wee ze goen. Lëtzebuerg ass net d'Belsch! Weder wat den Inhalt nach wat d'Ausrichtung vun der Politik ugeet, och net, wat d'Zusammensetzung vun der Majoritéit ugeet, an och net, wat den Zoustand vum Sozialdialog ugeet.

An ech si frou an dësem Fall, dass mer net d'Belsch sinn, mä dass mer hei zu Lëtzebuerg sinn, wou et nach ëmmer méiglech ass, sech zesummesetzen an Accorden ze fannen! An dofir: Ee vun deene raren Atouten, déi mer hunn, och wat d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert ugeet, dat ass de soziale Fridden. Deen Atout ass heimadde net op d'Spill gesat ginn! Deen Atout ass intakt no deenen Diskussionen, déi mer ronderëm de Budget 2015 haten. Et ass eigentlech erstaunlech...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Deen ass wichteg.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass wichteg.

Mä et ass awer erstaunlech, dass ech e bëssen esou den Androck kréien, dass déi Leit, déi net midd si ginn, déi lescht Wochen ze soen: „D'Regierung, de Sozialdialog!“ - de Sozialdialog, quitte dass dee futtigaangen ass ënnert der vieregter Regierung, an ech si gar bereet, eng Kéier driwwer ze schwätzen, firwat; ech hunn och do meng Meenung dozou! - mä dass dee Sozialdialog schlussendlech eppes ginn ass, dat schéng se iergendwéi ze bedauern. Dat passt net méi esou richtig an dat Bild eran, wat se wollten zeechne vu Konfrontatioun vun dëser Regierung an dëser Majoritéit mat der öffentlecher Meenung hei zu Lëtzebuerg. Deem ass net esou! De soziale Fridden ass fir d'Éischt gerett! Dat ass e ganz wichtige Punkt.

Virun allem awer, an do wëll ech schléissen, ass an eisen Aen dese Budget - dat ergëtt sech aus senger politeschen Akzenter, aus enger gewëssener Visioun, déi hannert deem Dokument hei stécht - net d'Resultat vun enger renger buchhaltercher Logik. Et ass e politescht Dokument! E setzt politesche Prioritéiten, e setzt och d'gesellschaftlech Akzenter vun dëser Koalition. Et ass e klore Beitrag zu méi nohaltegem Wuesstum, zu méi Beschäftegung an zur Öfsécherung vun eisem Sozialsystem.

D'LSAP wäert déi zwee Projekte stëmmen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bodry. Den nächsten ageschriwene Riedner ass den Henri Kox fir déi gréng. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här Präsident, Dir Dammen an Hären, Budgetsrieder ginn net nëmme gehalen, fir plakeg Zuelen ze kommentéieren. Si gi virun allem gehalen, fir d'Politik vun der Vergaangeneheet, der Géigewaart a virun allem der Zukunft ze beschreiben an ze deiten. D'Deutungshoheit an d'Gewichtung vun dësen Zuele läit dann natierlech ëmmer beim jeeweilege Riedner, fir zu senger eegener Interpretatioun ze kommen.

Dobäi gëtt gären iwwersinn, dass een op Basis vum selwechten Zuelematerial duerch verschidden Interpretatiounen a Meenunge vertriee kann. Dat hu mer jo elo scho vidrun héieren.

Als geléierte Maschinnebauingenieur hu mech Zuele schonns ëmmer fasziniert. Zuele beschreiben am Ingenieurskontext keng Suen, mä iwwert de Wee vun enger Abberzuel vu wëssenschaftleche Formelen de Fonctionnement vun enger Maschinn. Et ass dank dësen Zuelen e Fonctionnement, dee Schratt fir Schratt novollzéierbar an iwwerprüfbar ass. Ouni dës wëssenschaftlech Approche géif keen Auto kënnen fueren, kee modernt Gebai kënnen stoe bleiwen. Fir dës zolidd Approche brauch een am Virfeld eng genee Analys.

Finanzzuele sinn ähnlech, an dach si se ganz anescht! Bilanzzuele si prezis, novollzéierbar a sti fest. Hir Interpretatioun ass deemno méi einfach. An dofir, ech schléisse mech och nach eng Kéier dem Virriedner, dem Här Bodry, un, fir dem Finanzminister nämelech fir d'Gestioun vum Kont, déi mer elo kennegeléiert hunn, och vu menger Säit oder vun der grénger Fraktioun e Merci ze soen, fir déi gutt Gestioun vum leschte Joer.

Budgetszuele vun engem Joer ze deiten, ass scho méi komplizéiert. Pluriannuel Budgetszuelen opstellen an ze deiten, ass dogéint vill méi schwéier an definitiv guet net méi mat mengem uganks erwähnte Bild vun enger Maschinn ze vergläichen. Bei pluriannuellen Zuele ginn et eng Abberzuel vun deelweis berechenbaren an deelweis onberechenbare Facteuren, déi sech op d'Resultat auswirke kënnen. An dësem Sënn hänken d'Zuele vum Budget a speziell vum pluriannuelle Budget, dee mir dëst Joer fir d'Éischte Kéier hei an der Chamber diskutéieren, och ëmmer vun de Wuesstumsprognosen of.

Wien Upassung vun de Wuesstumszuele seet, seet och Upassung vun de Budgetszuelen. Dat wäert sech och an der Zukunft net änneren. Déi vill verschide Facteuren a Stellschrauwe wäerten an der noer Zukunft net fix bleiwen, well dofir de Moment d'Spannungen op der Welt einfach ze grouss sinn.

Wie weess schon, wéi eis Weltwirtschaft an dräi oder véier oder fënnf Joer ausgesäit? Wie weess schon, wéi déi international Konflikt an der Welt wäerte weidergoen? Wie weess schon, wéi genee d'Rohstoffpräisser an dem Energiesektor sech an der Zukunft wäerten entwéckelen, speziell och den Uelechpräis, dee jo de leschte Freiden, wéi mer schon allegueren hei matgedeelt kruten, op 60 Dollar de Barrel gefall ass? A wie weess schon - an do si mer jo schon des Laangen an der Budgets- a Finanzkommissioun amgang driwwer ze diskutéieren -, wie weess scho, wéi et am Dossier LuxLeaks weidergeet?

Neen, op all déi Froe ka kee genau äntwerten. D'Konklusion doraus ass ganz kloer: Well d'Rahmbedingung fir dese Budget a fir eis Lëtzebuurger Situatioun... An do kënnt derbäi, dass mer déi 600 oder 700 Milliounen dëst Joer manner am E-Commerce hunn - an do muss een awer och drun erënneren, dass säit 2006 oder besser gesot 2007 bekannt war, dass déi 700 Milliounen eis haut géife feelen -, soudatt mer dëst Joer eis mat där Situatioun hu missen ausanersetzen. Et ass also soss keng aner Konklusion iwwreg bliwwen, wéi fir sech virsichteg an dese Budget vun 2015 ze bewegen an natierlech doriwuer eraus an d'Budgete vun den nächste Joren.

Well dat esou ass, ass et wichteg, de Kanner hir Zukunft net wëllen ze hypothéquieren an hinne just Scholden ze hannerloossen. Déi heiteg Kanner, mä och déi zukünfteg Kannergeneratiounen dierfen net Affer vun Egoismus vun der aktueller Generatioun ginn.

Well dat esou ass, hate mer elo etlech Joren, wou de Stat vill Suen hat. Vill Suen, déi alledéngs och direkt nees ausgi gi sinn.

Well dat esou ass, wär et onverantwortlech, d'Suen och weiderhin ondifferenziert mat der Geisskan auszuschëdden.

Well dat esou ass, kann een net dat eent a säi Géigendeel féieren, ouni Rücksicht op Verloschter.

Well dat esou ass, muss mer eis elo ganz genee iwwerleeën, firwat a fir wien de Stat seng Sue soll ausginn.

Well dat esou ass, brauche mer en neien Zukunftspojer fir Lëtzebuerg. Mir mussen iwwer eist Land an eis zukünfteg Entwécklung nodenken. A well dat kee Bluff ass, geet et mat engem Apel fir den Dusch bái Wäitem net duer.

D'Budgetsgesetz mussen deemno der Ongewëssheet Rechnung droen. Alles anescht ass, wéi gesot, onverantwortlech. Dës dräi Gesetzesprojeten, déi hei zur Diskussion stinn an och deemnächst wäerte gestëmmt ginn, gi fir déi gréng déi richtig Äntwert op dës Ongewëssheet. Dofir wëll ech am Virfeld gläich am Ufank vu menger Ried d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zum Budget 2015, zum Budget pluriannuel 2015-2018 an zum éischten Deel vum Zukunftspak ginn.

De Budgetsrapporteur huet vun engem „roude Fuedem“ geschwat. Ech géif haut derbäisoen: Et ass net nëmme e roude Fuedem, et ass e blo-rout-gréng Fuedem, dee mer an dësem Budget zréckfannen.

D'Zil fir eis ass kloer: Och fir déi gréng heescht et, eng nohaltig Budgets- a Finanzpolitik opzebauen, ouni, wéi schonns gesot, eise Kanner a Kanneskanner duerch ze vill Scholden hir Zukunft ze hypothéquieren. Déi Zukunft, déi aus grénger Siicht duerch den ëmmer méi däitleche Klimawandel schonns méi wéi genuch hypothéquiert ass!

D'Trajectoire, déi duerch den europäesche Stabilitéitspakt virgezechent ass, gesäit vir, dass eis Budgetkonsolidéierung bis 2018 praktesch erëm am Gläichgewicht ass, am Équiliber. An dat hu mer jo och domadder erreecht, well d'Konsolidéierung ass mat dem Defizit, dee mer 2018 an der Administration centrale hunn, mat minus dräi (veuillez lire: minus 0,3%) praktesch am Équiliber. An et ass scho virun och hei nach eng Kéier vum Här Bodry widderholt ginn: Mir hunn eng gutt Zensur vu Bréssel kritt. A mir wëllen als Gréng net, dass dat nëmmen eng Doktrin ass, mä domadder léisst sech awer an der Zukunft déi nächst Jore ganz gutt opbauen.

Iwwert de Wee an d'Zil ass schonns munches gesot a wäert och nach vill debattéiert ginn. Mir Gréng stinn awer ganz kloer zu dësem Zil. D'Erwaardungen un dës dräi Gesetzesprojete waren, souwuel wat d'Form wéi och den Inhalt ugeet, immens grouss. Dës grouss Erwaardungen sinn deels vu bannen, awer och vu bussen erugedroe ginn, soudatt et a sech schonns bal an der Logik louch, dass all déi Erwaardungen net konnt erfüllt ginn.

Erlaabt mer, hei e puer Bemierkungen zu der Form vun der Opstellung ze soen. Dës Koalition huet eng Rei nei Approchë bei der Opstellung vun de Budgetsprojeten agefouert. Dohier och d'Expression vun enger Budgetsopstellung „vun der neier Generatioun“. Dass et sech u sech hei em e längerfristige Projet handelt, den net kann an engem Joer ofgeschloss sinn, misst u sech jiddwerengem alicheten. Wichteg aus grénger Siicht ass, dass endlich mat esou enger Démarche ugefaange gouf. Eleng de Fait, dass a ganz ville ministeriellen an interministeriellen Aarbechtsgruppe Budgetanalysen an och Budgetspropesen ausgeschafft goufen, weist, dass et sech hei em eng richtig Démarche handelt.

Dass net alles perfekt war, gouf och schonns vu menge Virriedner erwähnt. Jo, d'Netabezierung vun de Sozialpartner un Ufank war vläicht net esou glécklech, konnt awer, an dat ass och scho vu menge Virriedner hei betount ginn, nach an der leschter Ligne droite duerchgezu ginn.

D'Regierung huet dës Feelentwécklung nach zurzäit erkannt an huet och déi néideg Démarchen a Verhandlungen gemaach. Dass en Accord tëschent der Gewerkschaft an der Regierung fonnt gouf, huet jo och bewisen, dass dës Regierung op Kriticke ka reagieren an och deementsprechend e Sozialdialog nei an d'Liewe ruffen, wat jo och ganz richtig ass. An dee Korrektiv huet sech jo och schlussendlech an de Konsolidéierungszuelen zréckgespigelt.

Dëst huet alledéngs zu méi oder manner Komplikatiounen bei der Finaliséierung vun den entspreche Rapporte gefouert. Ech mengen, meng Kollegin Viviane Loschetter kann e Liddchen dovou sängen. Trotzdem, mengen ech, sinn d'Rapporten awer duerch déi ganz gutt Aarbecht och an der Finanzkommissioun, an der Budgetskommissioun zu engem ganz gudden Ofschluss komm. E spezielle Merci fir déi zwee Rapportere, awer och fir d'Memberen aus der Kommissioun an och fir d'Sekretariat wëll ech hei emol aussprechen. Ech kommen awer méi spéit nach eng Kéier dorobber zréck.

Ier ech awer elo zu der Deitung aus grénger Siicht kommen, muss ech awer nach eng Kritik trotzdem lassloossen.

Ech sinn an éischer Linn méi wéi erstaunt driwwer, wéi dës Budget an déi dorobber baséierend Politicke vun der blo-rout-grénger Regierung vum Fraktiounspresident vun der CSV hei beschriwwen goufen. Eng Beschriewung, wéi wann déi Dammen an Häre vun der CSV nach ni eppes mat deenen Zuelen ze di gehat hätten!

E Gesamtbudget vum Zentralstat, deem haut 12.370 Milliounen Euro, sprécht 13,3 Milliarden (veuillez lire: 12,3 Milliarden) Recetten opweist a bal 13.000 Milliounen Euro respektiv 13 Milliarden Ausgaben opweist, woubäi sech den Defizit am Zentralstat am Budgetsjoer 2015 nach ëmmerhin op bal 600 Milliounen wäert belafen.

95% bis 96% vun deenen Zuelen aus dem Budget sinn haut d'Resultat vu 34 Joer CSV-gefuert Regierung. Well, streide maache mer haut u sech just iwwer déi sprécht 501 Milliounen, déi an de Verhandlungen als Restrukturatiounsbetrag mat de Gewerkschaften ausgehandelt goufen. Dat heescht also: D'CSV streit haut iwwer Zuelen, déi 4% vum ganze Budget ausmaachen, wou awer haut - an dat hunn d'Virriedner och nach eng Kéier betount - keng eenzeg Alternativ komm ass. Mir hunn e ganze Pak vun Zuelen iwwerholl, déi mer ganz kloer weider an enger gesondender Konsolidéierung an deenen nächste Jore wäerten huelen (veuillez lire: Mir hunn e ganze Pak vun Zuelen iwwerholl, déi awer och an den nächste Jore enger gesonder Konsolidéierung ënnerzu ginn).

Trotz dës Spuermoosnamen, trotz dës Moosnamen, déi gezu gi sinn, bleift awer nach am Zentralstat d'nächst Joer eng Schold iwwereng vun 1,7%. Dofir hätt een a sech fir d'Éischt emol e kleng Mea culpa missen hei vun der CSV erwaarden, ier mer eis an zukünfteg Debatten eragestierzt hätten.

Ech kommen nach op en anere Punkt ze schwätzen, deen och ganz grouss hypothéqueiert: Dat ass eis Statsverschuldung. Déi ass säit 2001 kontinuierlech an d'Luucht gaangen, fir schlussendlech 2014 bei bal eelef Milliarden ze leien. Eng Pro-Kapp-Verschuldung vu sage und schreibe 20.000 Euro fir jiddwer Lëtzeburger!

Dës ass net d'Resultat vun der neier blo-rout-grénger Regierung, mä eng schweier Hypothék, déi Dir eis hannerlooss hutt! A wa mer déi Restrukturatiounsmoosnamen net gefouert hätten, wär d'Schold nach weider geklommen. Esou bréngt mer et zumindest färdig, wann ech mer d'Trajectoire hei ukucken, dass mer 2018 bei nach 12,7 Milliarden trotzdem nach wäerte bleiwen.

A wat nach vill méi schlëmm ass: Mir hu wuel déi héich Scholden, derbäi kënn, dass mer all Joers haut schon 200 Milliounen un Zënse muss bezuelen. Dat sinn am Schnatt bal eng hallef Milliard den Dag. En Apel fir den Duescht, huet et ëmmer geheescht, wär zréckgeluecht ginn. Dee war ganz séier opgiess. Méi wéi eng Dréps op de waarme Stee war dat net.

Et hätt ee missen net nëmmen een Apel, mä eng ganz Récolte vun Appel zréckleeën, esou wéi den Här Bodry dat och gesot huet. An déi waren och do, mam Ennerscheid, dass mir zumindest haut nach kënnen soen: Deemoos ware mer net derbäi gewiescht, fir deen Accord ze ginn. Ech erkläre mech. Am Joer 2001, wou mer praktesch keng Statsschold haten, war e Wirtschaftswuesstum vu bal 9% do. D'Keese ware voll an en Apel fir den Duescht ass net zréckgeluecht ginn.

Schlëmm nach: Mir hunn deen Apel, déi ganz Récolte un Appel verdeelt. Nämlech, mer hunn eng Steierreform gemach, wou mer eng Milliard deemoos un d'Biergerinnen an d'Bierger verdeelt hunn. An déi Milliard, hu mir deemoos gesot: Wann ech gelift haalt se zréck an deelt se net direkt einfach esou aus, a maacht domadder en neie Fong op.

Deemoos ware mir déi eenzeg, déi dozou Stellung geholl hunn an och deem net zougestëmmt hunn. Deemoos wär de richtige Moment gewiescht, fir dann deen intergeneratiounelle Pak oder Zukunftsfong an d'Liewen ze ruffen. Dat ass deemoos verpasst ginn. Mä nichtsdestotrotz, haut ass et endlech esou wäit, dass mer dat op de Wee kënnen ginn.

Mä et sinn net nëmmen déi Scholden, déi eis d'CSV un hirer laanger Regierungszäit hannerléisst, et sinn och an enger ganzer Rei vun anere Beräicher, wou Defiziter haut zréckbleiwen.

Ech wëll der e puer opzielen: Defizit an der Steierpolitik. Souger de fréiere Staatsminister huet nach viru Kuerzem gesot, dass en éischer mat verschiddeenen Aktiounen op dat, wat mer elo amgaang sinn ze erliewen, hätt missen handelen (veuillez lire: reagieren). Defiziter beim Logement, speziell beim soziale Logement. Defizit an der Mobilitéitspolitik, och do insbesondere wat d'effentlech Mobilitéitsinfrastrukturen ubelaangt. Defizit an der Emweltpolitik, Waasserpolitik, Biodiversitéit an zum Schluss en Defizit och an de Klimaschutzengementer, déi

mer nach mussen iwwerhuelen. Déi Lëscht kann ee roueg nach esou weiderfuere.

Här President, Dir Dammen an Hären, ier ech awer zu der eigentlecher Stellungnahm vun der grénger Fraktioun zum Budget an zum Plurianuelle wëll kommen, an zum Zukunftspak, wëll ech awer fir d'Éischt nach de Rapporturen en décke Merci ausschwätzen. Merci souwuel dem exzellente Rapporteur hei fir de mëndleche Rapport an der Chamber, mä och fir déi zwee Rapporten, déi d'Spiegelbild vun den Diskussionen zréckginn.

Dem Budgetsrapporteur Franz Fayot ass et gutt gelongen, déi finanziell Situatioun vum Lëtzeburger Land a sengem schrëftleche Rapport duerzeleeën. Budgetszuelen, déi eng däitlech Sprooch schwätzen. D'Zuelen aus der Vergaangenheet weisen e Bild vu Lëtzebuerg, wat net méi esou ka weiderfuere. Et ass net méi esou, wéi et emol war. Lëtzebuerg muss sech nei opstellen. E Weider-esou ass alles aneschters wéi responsabel.

Besonesch déi sozial Analys vum Budgetsrapporteur weist op e groussen Handlungsbedarf hin. Ville vun eis hei am Land geet et gutt a wäert et och nach an den nächste Jore ëmmer weider gutt goen. Vill aner Matbierger liewe gläichzäiteg awer an enger ganz prekärer Situatioun. Den Här Fayot huet déi wichtegst Zuelen a senger Interventioun genannt an ech wëll se just ganz kuerz rappelléieren.

Och wann tëscht '96 an 2013 den Niveau de vie vun de Stéit generell an d'Luucht gaangen ass, esou ginn d'Ongläichheeten tëscht Aarm a Räich dach awer ëmmer méi grouss. Den Taux de risque de pauvreté läit 2014 bei 15,9%, 2012 waren et der nach 15,1%. Bei de Lëtzeburger ass den Taux de risque de pauvreté 14,2%, a bei den Netlëtzeburger ass de Risque bei 24,4%. Wat awer nach méi wichtig ass: Jonker vun null bis 17 Joer si besonesch betraff. Bei hinne läit den Aarmutsrisiko bei 26%. Och monoparental Stéit, dat haapt-sächlech elengerzéiend Mammen, si ganz besonesch verletzlech. A bei hinne läit den Taux de risque de pauvreté bei dramatesche 46,1%.

Am Résumé kann ee soen: Wat ee méi jonk ass oder méi Kanner huet, wat den Aarmutsrisiko méi an d'Luucht geet. Mir kënnen hei ebenfalls nëmmen ënnersträichen, dass ganz groussen Handlungsbedarf an dem Beräich besteet an eis Gesellschaft déi Realitéit endlech muss wouerhuelen, an dofir och d'Politicken entspreche muss uppassen. Ouni sozial Emverdeelung gëtt et keng Aarmutsbekämpfung. An ouni sozial Transferte wiere 45,3% vun der Populatioun vum Aarmutsrisiko betraff.

Och den Zoustand an der Wunnengsbaupolitik ass am Rapport vum Franz Fayot ganz gutt beschriwwen ginn a weist an deem Beräich op eng alarmant Situatioun hin. Och déi Situatioun ass net vun dieser Regierung verschëllt ginn. Och des Regierung huet do eng schweier lërfschaft missen iwwerhuelen. De fréiere Premierminister huet net fir näischt scho viru Jore vun enger Failliteerklärung an der Wunnengspolitik geschwat.

Ech weisen dofir oder besser gesot virdrun... Ech muss lech jo och net hei elo nach eng Kéier soen, wien dann all déi Jorzéngte virdu verantwortlech war fir d'Wunnengsbaupolitik. Ech weisen dofir elo net weider mam Fanger op een...

(Interruption)

...a wullen net onbedéngt an der Vergaangenheet, mä appelléieren un d'Verantwortung vun eis all. D'Wunnengspolitik ass eng Verantwortung, där mir eis all muss stellen. Dës Regierung ass sech däreer och bewusst a wäert och konsequent an déi Richtung weiderschaffen. Als Gemengeresponsabel muss mer hei awer och op lokalem Niveau eis Responsabilitéit iwwerhuelen a mathëllefen, des national Politik ëmzesetzen.

De Logement stellt zu Lëtzebuerg eng grouss Roll beim Aarmutsrisiko duer. Wa mer zu Lëtzebuerg 70% Propriétaires hunn, wat iwwereng an der EU-Moyenne ass, da sinn et bei deene Leit, déi vum Risque de pauvreté betraff sinn, just 42,8%. Den Defizit, besonesch am soziale Wunnengsbau, ass enorm. A mir mussen dowéinst grad do investéieren.

De Pacte Logement hätt do missen de richtigen Impuls ginn, andeem de Stat zesumme mat de Gemenge fir déi néideg Relance vun der Politik hätt misse suergen. Deem ass awer net esou, well eng Rei Instrumenter an deem Pakt feelen.

Dat méi rezent Beispill vum Klimapakt mat de Gemenge weist, dass et och anescht geet. Ech wëll dofir kuerz op dräi Kritäre vun dem Pakt agoen.

Dat Éischt ass d'kloer definéiert Zil, dat sech all Gemeng no enger participativer Approche aus engem virgeschriwwene Katalog ginn huet. Dat Zweet: eng finanziell an, wat ganz wichtig

ass, eng logistesche Hëllefstellung vum Stat. An drëtten, wat gradesoer wichtig ass: d'systematesch extern Evaluatioun, fir déi néideg Kurskorrektur kënnen duerchzuführen.

deéi gréng ënnerstëtzen dofir d'Regierung an hirer Beméiung, fir de Pacte Logement esou ze reforméieren, dass een niewent der finanzieller och méi eng logistesche Hëllefstellung kritt. Och déi systematesch Iwwerprüfung vun de Logementspoliticken spillen eng wichteg Roll a sollen net als Kontroll betruecht ginn, mä als néideg Hëllefstellung, fir d'Feelentwécklung matzäiten ze erkennen a Kurskorrektur kënnen duerchzuführen. Déi Erhéijung vun der Subventioun fir d'Gemengen, wa se an de soziale Wunnengsbau investéieren, vu 70 op 75% ass eng vun de Moosnamen, déi an déi richteg a gutt Richtung féieren.

Dem Viviane Loschetter, Rapportrice vum Zukunftspak, wëll ech e spezielle Merci am Numm vun der grénger Fraktioun ausschwätzen. Besonesch d'Aart a Weis, wéi dës ganz wichteg Projéit konnt an de leschte Wochen iwwerschafft an och an der richteger Form duerch d'Instanz bruecht ginn, huet e spezielle Luuf verdéngt. Ech wëll dofir kuerz nach eng Kéier déi wichtegst Zilsetzung vum Projéit hei ernimmen, esou wéi d'Rapportrice dat och hei ausféierlech an hirem mëndleche Rapport geschter duergeluecht huet.

Hei nach eng Kéier déi véier wichtegst Aussoen: den Zukunftspak als Instrument vun engem équilibréiert Budget; den Zukunftspak als Instrument vun der Promotioun an der Participatioun; den Zukunftspak als Instrument vun der Hëllefstellung fir déi nächst Jore; den Zukunftspak als Instrument vun der europäescher Gouvernance.

Jo, desén Zukunftspak, desén Zukunftsprojéit ass net nëmmen op ee Budgetsjoer ausgerichtet, mä en ass op méi Jore ausgerichtet. Eng längerfristeg Ausriichtung, fir eis Statsfinanzen nämlech erëm op gesond Féiss ze stellen, ouni déi dräi Piliere vun enger nohalteger Politik a Fro ze stellen. Kee vun deenen dräi Piliere vun der Nohaltegkeet dierf bei der Sanéierung vun de Statsfinanzen a Fro gestallt ginn, weder de sozialen nach den ekonomeschen an och net den ekologesche Piliere.

Als Gréng kënnen mer nëmmen d'Rapportrice derbäi ënnerstëtzen, fir hir virgeschloen Prozedur vun der Mise en œuvre vun den zukünftigen Zukunftspäck entsprecheend ëmzesetzen, fir eng optimal Integratioun vun den entsprecheenden Politicken, souwuel an dem europäesche Kader wéi och an dem lëtzeburgeresche Budgetskader färdigzekeieren.

A virdrun ass mä Virriedner, den Här Bodry, dro zréckkomm, dass et ganz wichtig ass, fir dass mer och déi Politicken esou gutt wéi méiglech an d'Budgetpolitik erakreien. An dofir kënnen mer dat nëmmen ënnerstëtzen. A mir wäerte gemeinsam do mathëllefen, fir kënnen an déi Richtung ze goen. An dann ass och do d'CSV ëmmer gäre wëllkomm, fir matzeschaffen an deene weideren 258 Moosnamen an da kënnen hir konkret Proposen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech probéieren dann, a véier kleng Kapitelchen nach eng Kéier méi konkret op d'Budgeten anzegeen. Ech wëll dofir fir d'Éischt d'Kris an Europa eng Kéier belichten nach, dann natierlech och d'Auswierkungen op Lëtzebuerg, dann zum Budget, an zum Schluss nach déi eng oder déi aner Konklusioon.

D'Kris an Europa. D'Kris, déi 2008 duerch de weltwäite Crash op der Finanzwelt ugefaangen huet, ass nach net eriwwer. Och Europa huet seng Problemer nach bäi Wäitem net geléist. An och no méi wéi fennef Joer sinn déi wesentleche Punkten nach net iwwerwonnen, dës virun allem bei der Bewältigung vun der ganz héijer Aarbechtslosegkeet.

D'Austeritéitspolitik vun de leschte Jore huet d'Europäesch Union un de Rand vun der Inflation gefouert an de sozialen Ennerscheid nach méi grouss gi gelooss. Besonesch an de südleche Länner huet des Politik zu ganz vill Misär gefouert an deelweis zu ganz explosive Situatiounen. Eng dramatesch Zounahm vun der Aarbechtslosegkeet ass säitdem ze verzechnen, an hei virun allem vun der Jugendaarbechtslosegkeet. D'Perspektivlosegkeet bei der Jugend ass dat Schlëmmst, wat een enger Gesellschaft kann udoen.

Vläicht just zur Vollstännegkeet eng Rei offiziell Eurostat-Zuelen: D'Jugendaarbechtslosegkeet louch 2014 bei deene vu 15 bis 24 Joer bei enger Moyenne vun 21,6%. Spëttereider, besser gesot, traurege Spëttereider, ass dobäi Spuenien mat 54%. An zu Lëtzebuerg hu mir do och en traurege Rekord: 15,6%.

D'Ursache vun der Jugendaarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg sinn u sech bekannt: E Manktum u professioneller Experienz; Capacitéiten, déi d'Erwaardunge vum Aarbechtsmarché net erfüllen; d'Ausbildungsmodeller an ei-

sem Schoulsystem, déi net dem reelle Besoin um Aarbechtsmarché ugepasst sinn; an natierlech och d'Verseue vun der Schoul an hirer Funktioun als soziale Lift. Kanner aus benodeelege Famillje lande mat enger vill méi héijer Wahrscheinlechkeet am Chômage wéi d'Moyenne vun eiser Kanner.

An hei setzt dann och déi nei - just eng kleng Klammer zu der Familjepolitik - Regierung un. D'Kannerbetreuer an d'Förderung schonn a jonke Jore sinn de Schlëselfacteur fir déi spéider schoulesch a beruflech Erfolger.

Zousätzlech zu der héijer Aarbechtslosegkeet ass awer och nach en zweete geféierleche Phenomeen bei deene Leit ze gesinn, déi eng Aarbecht hunn, nämlech d'Zounahm vum „working poor“-Phenomeen. Och hei zu Lëtzebuerg ginn et Leit, déi net nëmmen een Job mussen ausüben, fir iwwer d'Ronnen ze kommen, mä zwou Aarbechtsplaze mussen hunn, an dobäi nach ofhängeg si vun de Sozialhëllef.

Ech wëll dann nach e puer Wuert zu den europäeschen Investitiounen soen, well mer, mengen ech, ouni déi net aus där Austeritéitspolitik an der Deflatioun wäerte kommen. D'Politik vun der EZB huet zwar den Euro gerett, awer déi immens grouss Geldmeng, déi dobäi produzéiert gouf, gëtt net oder kaum produktiv agesat.

Et gouf an et gëtt nach ëmmer net genuch an d'Realeconomie investéiert. D'Investitiounspolitik ass an Europa nach ëmmer op engem vill ze vill niddregen Niveau. D'Investitiounspolitik bedeit, aus grénger Siicht, besonesch déi Beräicher ze stäerken, déi eis nofolgend Generatiounen net hypothéqueieren, mä virun allem entlaaschten. Als Beispill sinn et eng modern effentlech Mobilitéit oder eng nohalteger Energiewirtschaft, fir nëmmen déi zwee emol nach eng Kéier genannt ze hunn.

Dofir ass et awer och ze begrëissen, dass den neie Kommissiounspresident en europäeschen Investitiounspak vun 300 Milliarde wëllt lancéieren, fir op deem Wee d'europäesch Wirtschaft erëm op Trab ze kreien. Géint wat mer eis awer mat aller Däitlechkeet ausschwätze wäerten, ass, wann e groussen Investitiounsteil an déi falsch Energiepolitik investéiert gëtt.

D'Atompolitik domat wëllen ze féieren an domadder eise Kanner eng zousätzlech schweier Hypothék ze hannerloosen, kann net Sënn an Zweck vun dem Investitiounspak sinn. Och d'Kippe vu wichtegen Emweltschutzinitiatiiven dierf net geschéien, esou zum Beispill wéi geschlechter an der internationaler Press ze liese war, dee ganz wichteg Projéit zu der Kreeslafwirtschaft. D'Réckféierung nämlech vu ganz wäertvolle Ressourcen an eis Produktioun zréck ass net nëmmen wéinst der Ressourcenschonung a wéinst dem Emweltschutz wichteg, mä virun allem wichteg och, fir zukünfteg nohalteger Aarbechtsplazen ze kreieren. Et mengt ee wierklech, zu Bréssel hätte se nach ni eppes héiere vu Plastik am Bier.

E puer Wuert nach zu der aktueller Situatioun um Energiemaart respektiv der Klimapolitik. Datt d'OPEC-Länner den Uelechpräis niddreg wëllen halen, ass grad aus eiser Siicht fir d'Energiepolitik dat falscht Signal, fir nämlech en Embau vun den Energieinfrastrukturen hinzekeieren. Datt mer vläicht kuerzfristeg eng Relance vun eiser Wirtschaft kënnen erwaarden, wann de Präis vum Uelech am Keller ass, ass vläicht elo richteg, mä längerfristeg bréngt dat eis weder wirtschaftlech nach klimatesch Virdeeler.

Eis Wirtschaftspolitik muss et endlech färdigbréngen, eng nohalteger Entkopplung vun wirtschaftleche Wuesstum an dem Energieverbrauch hinzekeieren. All Investitiounen an Energieeffizienz wäerten ënner esou enger Uelechpräispolitik kaum nach getäteg ginn. An dobäi ass déi Investitiounspolitik méi wéi noutwendeg.

De massive Gebrauch vu fossilen Energie wäert zu weidere Verschlechterung vun eisem Klima op der Welt féieren. E Klimawandel, deen haut schonns dramatesch Situatiounen op ville Plazen op der Welt hannerléisst. Nokucken ass keng Optioun, mä mir mussen schnellstméiglech handelen.

Esou schlëmm d'Situatioun a puncto Krichsflüchtlingen haut och ass, esou ass dat, wat eis a puncto Klimaflüchtlingen erwaart, nach net auszedenken. Wéi sot den UNO-Generalsekretär op der Klimakonferenz zu New York viru e puer Méint: „Et gëtt kee Plang B, well et och kee Planéit B gëtt.“

Ech hat d'Chance, d'lescht Woch op der UNO-Klimakonferenz zu Lima derbäi ze sinn a konnt mech bei ville Virtrag an Témoignagen iwwer

de Klimawandel informéieren. E Klimawandel, an dat ass Fakt, dee vu Mënschenhand provoziert gouf.

Och wann zu Lima net dee ganz grouse Worf erauskoum, esou sinn awer e puer wichteg Konklusiounen en préparation, géif ech soen, vun enger verbindlecher Klimakonferenz d'nächst Joer zu Paräis gezu ginn.

Wat mir d'nächst Joer zu Paräis wëllen, ass en ambitiöus Ofkommen, dat déi ënnerschiddlech Capacitéiten an déi verschiddearten Responabilitéite vum all eenzelen Stat reflektéiert. Besonnesch d'Témoignagen aus den Anden, aus dem Gastgeberland Peru, hunn d'Dramatik vum Klimawandel beschtens beschriwwen. Esou sinn d'Anden-Gletscher an domat d'Séisswasserreserven, grad a besonnesch déi vu Lima, an de leschten 30 Joer ëm 40% zrëckgaangen. An e Stoppe vun deem Réckgang ass leider net a Siicht.

Et ass mer nach eng Kéier méi bewosst ginn, dass besonnesch d'Industrielänner, an domat Europa an och Lëtzebuerg, eng ganz héich Verantwortung bei der Bewältigung an der Upassung vum Klimawandel hunn. Sozial Gerechtegkeet am eegene Land ass wichteg an och ganz richtig. Sozial Gerechtegkeet tëschent de räichen an den arme Länner ass dogéint op ville Plazen existenziell!

Eppes, wat Lima awer och huet kënne vermëttelen, an net nëmmen durch en exzellente Virtrag vun engem Al Gore, ass, dass déi erneierbar Energie vill méi schnell méi bëleg gi sinn, wéi dat nach bei de gescheiterte Verhandlungen zu Kopenhagen geduecht gi war. Europa a Lëtzebuerg mussen mat op där erneierbarer Schinn bleiwen. Länner wéi China an Amerika si schonns op der Iwwerhuelpspur. De Marché ass enorm. Bei der Entwécklung zum Beispill vun der Elektrifizéierung vun Afrika ass immens vill och fir déi lëtzebuergesch an och fir déi europäesch Wirtschaft dran. Et sinn d'erneierbar Energien, déi dës Elektrifizéierung wäerten duerchféieren, ouni mussen iwwert de Wee vun deieren Infrastrukturen ze goen.

Europa muss deemno seng Politik nei iwwerdenken an och entsprechend upassen. Fir déi Politicken awer richtig kënne unzepasen, sinn eng Rei vu Reflektiounen am Virfeld u sech duerchzuführen. Eng éischt noutwendeg Reflektioun betrëfft d'Roll vum Stat oder vun de Staten, respektiv och d'Roll vum Lëtzebuerg Stat. Wéi eng Roll huet en am Beräich vun der sozialer Sécherheet? Wéi eng Roll huet de Stat bei der Innovatioun ze iwwerhuelen? Wéi eng Roll muss bei den Infrastrukture vum Stat iwwer wéi eng Moosnam iwwerholl ginn? D'Roll vum Stat bei der sozialer Ëmverdeelung. D'Roll vum Stat bei der Gesondheetspolitik. D'Roll vum Stat bei de Schoulinfrastrukturen. D'Roll vum Stat bei den Altersheimer, der Telekommunikatioun, de Verkéiersinfrastrukturen.

Fir d'ës alles kënne ze bewältigen, brauch de Stat Moyenen, brauch de Stat Suen, ouni déi dës Politicken net kënne ëmgesat ginn. Laut der OECD sinn dat am Schnëtt ëm 35% Steiereinnahmen, déi de Stat dann och brauch. Dës Reflektioun solle mer benotzen, fir en nei Bewosstsäin an eiser Gesellschaft ervirzebréngen. ouni d'ës Bewosstsäin iwwert d'Roll vum Stat ka sech och eng Gesellschaft net weiterentwëckelen.

Dese moderne Sozialstat gëtt et natierlech net zum Nulltarif. Deemno mussen mer eis dann och Steierfroen an d'Froen zur Steiergerechtegkeet stellen, esou d'Fro iwwert d'Relevanz vu Steierrecetten, iwwert déi iwwerdrifwe Steierkonkurrenz an der Europäescher Union oder och nach weltwäit, iwwert d'Legitimitéit oder d'Illegitimitéit vu Steieraktivitéite vu Lëtzebuerg, déi derzou bäidroen, deels d'Steierrecetté vun eisen Noperen ze ënnergrouwen.

Et ass net fir näischt, dass eng weltwäit grouss Diskussioun iwwer gerecht Besteuerung entstanden ass. Mir wëssen, dass et och hei zu Lëtzebuerg erschreckend vill Leit gëtt, déi riskéieren, an d'Aarmut ze rutschen. D'Zuelen hunn och virdu genannt. A mir wëssen och, dass déi Situatioun nach vill méi dramatesch wär, wa mer net déi vill a gutt Sozialtransferten hätten. A mir wëssen och, dass mer eis e Sozialstat just kënne leeschten, wa mer als Stat genuch Steierrecetten erakriegen.

Et ass och richtig, dass déi Räich ëmmer méi räich ginn, an et ass och richtig, dass ëmmer e méi groussen Deel vun de Steiergelder iwwert d'Lounsteier erakënt a manner iwwert d'Beitribsteier.

Duerfir ass et wichteg, dass mer eis an Europa an doriwwer eraus, durch eng LuxLeaks-Affär natierlech beschleunegt, endlech mat der

Steiergerechtegkeet och befaassen. Fir dohinnezerkommen, brauche mer awer e gemeinsamen europäeschen Effort, bei deem all Memberstate matzëie mussen. Déi europäesch Steierpolitik gëtt nämlech net eleng hei zu Lëtzebuerg gemaach, mä zu Bréssel an an de groussen Haaptstied. Lëtzebuerg huet wuel an de leschte Méint e groussen Effort gemaach, fir sech mat EU-Regelen an OECD-Standarden konform ze setzen, mir sinn awer leider nach laang net aus dem Fokus eraus.

déi gréng kënne d'Démarche vum Finanzminister hin zu internationale Standarden nëmmen ënnerstëtzen! Et ass och am Intérêt vun eiser Finanzplaz, wou qualitativ eng ganz gutt Aarbecht geleescht gëtt, dass mir net weider international negativ um Pranger stinn. An duerfir stinn och déi gréng ganz kloer hannert den Initiativen, fir weider an déi Démarchen ze goen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen dann zur Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Och Lëtzebuerg huet d'Kris nach net iwwerwonnen an ass och nach laang net aus dem Lach eraus. Meng Virriedner si schonns ausféierlech op d'Analys iwwert déi finanziell Situatioun agaan. Besonnesch d'Rapporteuren hunn an hire jeeeweilege mëndleche Rapporte d'Situatioun ganz gutt beschriwwen, soudass ech dat elo net nach eng Kéier hei muss widderhuelen.

Dass Lëtzebuerg durch eng ganz oppen Ökonomie charakteriséiert ass, ass och net nei! Sait jeehier ware mer vun auslänneschem Geld an Humankapital ofhängeg. De Wuulstand hat laang Zäit op eiser Eisenindustrie berout a mir haten et fäerdegbruecht, dass mer dese Réckgang vun der Eisenindustrie durch den Op- an Ausbau vun engem haut ganz staarken Finanzsektor konnte méi wéi opfänken.

Net eréischt zënter LuxLeaks wësse mer, dass d'Zäite vun de raffinéierte Finanznischepoliticken hirem Enn entgéintginn. Ech mengen, mir haten Zäit genuch, aus den Nischevirdeeler Kompetenzvirdeeler ze maachen. Jo, Lëtzebuerg huet et an der Vergaangenheet ëmmer fäerdegbruecht, Nischen ze besetzen an auszubauen. Dës Nischepolitik huet och besonnesch an de leschten 20 Joer zu enger starker Zounahm vun Aarbechtsplazen gefouert. Aarbechtsplazen, déi zu engem ganz groussen Deel durch d'Migratioun respektiv d'Grenzpendler besat konnte ginn.

Och an der Zukunft wäert dat esou sinn. D'Prognose vum Aarbechtsmarché ginn nach ëmmer vu folgenden Hypotheesen aus: 2015 sinn et ëm 2%, an doriwwer eraus wäerte mer eis an deeneselweche Prozentsatz weiterentwëckelen. Dass mer do erëm op auslännesch Aarbechtskräfte mussen setzen, liicht jiddwerengem an. Leider ass awer parallel zu dëser Zounahm vun Aarbechtsplazen de Chômage hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen. D'Zuel, déi ech virdu genannt hunn, ass schonns erschreckend. Mat 15,6% Jugendarbeitslosigkeit leie mer nach relativ gutt am europäesche Verglach, mä fir all eenzelen Fall ass dat eng Katastroph!

Jo, eise Bildungssystem bréngt et net méi fäerdeg, all eise Kanner déi néideg Formatioun unzebidden, fir um Aarbechtsmarché kënne ze réusséieren. Mir hu sät Laangem en Décalage tëschent den ugebuedenen Aarbechtsplazen an de Chômagezuelen. Vill vun eise Jugendlechen hu leider net déi richtig Ausbildung, fir déi sëllegen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg kënne ze besetzen. Am schlëmmste Fall, all d'ës leider mat steigender Zuel, falen dës Jugendlechen durch eise Schoulsystem an hunn iwwerhaupt keen Ofschluss.

Mat dëser Evolusioun um Aarbechtsmarché, dat heescht mat der héijer Zounahm vun Aarbechtsplazen an der dorun hänkender héijer Migratioun, huet eise Schoulsystem net méi Schrott gehalen. D'Schoul vun haut passt deemno net méi op déi ekonomesch Realitéit. Folgerichtig ginn déi Aarbechtsplazen net méi vun eisen Awunner besat, mä mat Awunner aus der noer bis mëttelnoer Grenzregioun.

ouni de Lëtzebuerg Schoulsystem a senger Ganzheet wëllen ze analyséieren, wéilt ech just een Aspekt eraushuelen, deen ech selwer als Jugendlechen, deen den zweete Bildungswee ageschloen hat, a spéider als Prof an engem technesche Lycée, dem Arts et Métiers, konnt erliwen, nämlech déi gesellschaftlech Unerkennung vun den handwierkleche Beruffer.

Sait der Reform vun 1979 iwwert d'Aféierung vum Lycée technique ass de Stellwäert vun der Berufsausbildung net vill weiderkomm. D'Berufsausbildung ass net eng Ausbildung vun zweete Choix!

De Respekt an d'Unerkennung vun engem handwierkleche Beruff muss gradesou e grouse Stellwäert an eiser Gesellschaft hunn a kriegen, wéi d'Redakteschcarrière an enger Verwaltung. Dobäi si besonnesch an deene Beruffer vill Aarbechtsplazen an de leschte Joren, och hei zu Lëtzebuerg, geschafe ginn.

D'Reform an der Berufsausbildung muss dofir mat aller zilorientierter Konsequenz weidergemat ginn. Mä net eleng déi! Eng Campagne nom Motto: „De Lycée technique, deen anere Lycée“ aus dem Ufank vun den 90er Jore muss dofir erëm an d'Wee geleet ginn. Déi däerf awer net erëm no e puer Joer ofgebrach ginn, soudass dat erëm no e puer Joer eriwwer ass. ouni längerfristeg ugeluechte Campagné kriegen mer de Mentalitéitswandel an eiser Gesellschaft net hin.

Här President, Dir Dammen an Hären, lieft Lëtzebuerg iwwer seng Verhältnisse? Muss sech Lëtzebuerg net nëmmen an der Finanzpolitik un déi nei Gegebenheiten upassen? Deen een oder anere Riedner huet schonn erwähnt, dass mir eisen héije Wuulstand vläicht net méi kënne an deem Mooss oprechterhalen. D'Analysen, déi an deenen zwee Rapporte gemaach goufen, schwätzen do eng ganz kloer Sprooch. Och wann et ganz schweier ass, wäit an d'Zukunft wëllen ze kucken, mussen mer eis grondleeënd Gedanken doriwwer maachen, wéi mer d'Zukunft vun eisem Land wëlle gestalten.

Finanziell hu mer als Land an als Gesellschaft iwwer eis Verhältnisse geliefert an hunn d'ës nach deals op d'Käschten net nëmmen vun anere Länner gemaach, mä och vun der zukünftiger Generatioun gemaach. Dobäi hu mer dann och nach nogekuckt, wéi ëmmer méi vu Matbierger kee Stéck vum Kuch matkruten an an d'Aarmut ofgerutscht sinn.

Dat alles an enger moderner Demokratie, an enger solidarescher Gesellschaft, ass onwierdeg. En Emdenke wär méi wéi ubruucht a géif eis och gutt zu Gesiicht stoen.

Mir hunn an de leschte Joren eis finanziell Ofsecherung op e puer ganz prekär Nischen opgebaut, déi haut zesumme bal 45% vun eisem Gesamtbudget ausmaachen. Recetten, déi op wacklege Féiss stinn. D'ës Verhältnis wäert an der Zukunft net méi esou bleiwen.

déi gréng sinn der Iwwerzeugung, net eréischt zënter der LuxLeaks-Affär, dass de Lëtzebuerg Modell net méi esou kann oprechterhale ginn. Mir brauchen eng Kurskorrektur. Eischt Elementer vun der Kurskorrektur liwwert den Zukunftspak. Och wann dat lescht Wuert nach net geschwat ass, esou ginn d'Iwwerleungen an dësem Zukunftspak awer an déi richtig Richtung. 258 Mesurë goufe vun der Regierung identifizéiert. Et wäerten der sécherlech nach e puer derbäikommen an et wäerten der och sécherlech e puer ewechfalen.

Wichtig aus grénger Siicht ass, dass mer dës Strategie bäibehalen a konsequent am Sozialdialog, mat all de Partner, déi grouss Erausforderungen hei ugin.

Mä Lëtzebuerg lieft net nëmmen an de Finanzen schonns laang iwwer seng Verhältnisse, mä och an anere Beräicher. An dat si besonnesch déi Beräicher, déi eppes mat der Ëmwelt an Natur ze dinn hunn: Loft, Waasser a Buedem. Mat deenen Elementer gi mer net grad zimperlech ëm! Den ökologesche Fousofdruck vun eisem klengen Land ass dofir och enorm. Haut verbrauche mer fénnef- bis sechsmol méi Ressourcen, wéi Lëtzebuerg sech selwer kann op sengem Territoire liwweren.

Wa jiddwereen op der Äerd esou géif liewen, da bräichte mer fénnef, sechs Planéiten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Mir müssen eis deemno och méi verstärkt mat deene Politikfelder ausenanersetzen.

Éischt Usätz sinn do, mä d'Defiziter sinn enorm. Den allgemengen Zoustand vun der Ëmwelt huet sech an de leschte Jore leider verschlechtert, och wann et an eenzelen Beräicher liicht Verbesserung goufen. D'Waasserproblematik ass dobäi just d'Spëtz vum Aisberg! Den Accident mam Metazachlor huet dat leider androcksvoll bewisen.

Dofir gouf et héich Zäit, dass mer net méi iwwert de Präis vun Waasser schwätzen, mä endlech iwwert d'Qualitéit. D'Ëmweltministesch ass do mat hirem Staatssekretär un richtege Wee. Et geet nämlech just iwwert d'Zesummenaarbecht mat anere Ministeren a Servicer.

A vill Rapporte gëtt den Zoustand vun eiser Ëmwelt beschriwwen. Ech wëll dofir just op e puer Zuelen aus dem Rapport vum Observatoire de l'Environnement hiweisen: 50% vun de Mammendéieren a 60% vun den Amphibien a Fëschaarten zu Lëtzebuerg si bedrot, virun allem, well hir Liewensraum zerstéiert oder staark entwäert gi sinn.

Et bleift nach vill ze dinn an d'Auer tickt. Lëtzebuerg wäert d'nächst Joer besonnesch am Klimaschutzberäich am Fokus stoen. Dann nämlech, wann zu Paräis en neie Kyoto-Protokoll ënnerschriwwen soll ginn, huet Lëtzebuerg d'EU-Présidence. Net nëmmen muss et do endlech zu engem neien Accord kommen, deen all d'Länner wäert mat an d'Boot huelen, mä Lëtzebuerg wäert och do am Fokus stoen a mir wäerten no eise Klimahausaufgabe gefrot ginn.

Dofir waren d'Verhandlungen zu Lima deementsprechend schweier, well drop higeschafft gouf, all Länner mat an d'Boot ze huelen.

Eis Ziler, déi mir eis ginn hunn, si besonnesch am CO₂-Beräich nach ëmmer ganz schweier ze erreechen. An dobäi ware mer bei der Ënnerzechnung vum Kyoto-Protokoll 1997 ënner dem Reduktiounszil vun 28% CO₂-Reduktioun bis 2020, nämlech bei minus 30%. Och do léisst sech de Verglach erëm mat de Scholde vu Lëtzebuerg maachen. Statt eng wäitsiichteg Politik schonn deemools an d'Wee ze leeden, ass alles lafe gelooss ginn, mam Resultat, dass den Transportsektor mat 50% de gréissten Emittent vun CO₂ hei am Land ass an eist CO₂-Reduktiounszil bis 2020 nëmmen ganz schweier kann erreecht ginn.

E leschte Punkt, deen ech nach wollt uschwätzen, ass dee vun der Mobilitéit an der Landesplanung. An der Mobilitéit mécht déi heite Regierung endlech Neel mat Käpp a setzt kloer Prioritéiten. An dat ënnerscheet eis vun der viregter Regierung, wou zwar schonns munneches ausgeschafft gouf, mä wou keng kloer Linn ze erkenne war.

(Interruptions diverses)

De Minister François Bausch huet eng kloer Linn. An dat heescht, ëffentlechen Transport! An do leien déi grouss Investissementen an den nächste Joren. Zum Beispill bei ronn 1,5 Milliarden, déi iwwert déi nächste Joren an d'Schinn wäerten investéiert ginn. Ech komme méi spéit nach eng Kéier dorop zrëck.

Ech wollt fir d'Éischt nach eng Kéier vun den Defiziter vun der bishereger Landesplanung a Mobilitéitspolitik schwätzen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An déi huet net eng Regierung eleng verschëllt, mä ëmmer war d'CSV ganz no derbäi! Wat sinn déi Defiziter? Ech zielen der nach eng Kéier véier dovun op.

Durch eng net existéierend Landesplanung kumt et zu der Zersiedlung vun der Landschaft, déi nach laang effizient ëffentlech Transporter schwierg wäert maachen an d'Leit op de Privatauto festneelt. Dat politesch verschëllt Ausenanerrappe vun de Beräicher Wunnen, Schaffen a Fräizäit huet net nëmmen een, mä oft der zwee, och nach den drëtten Auto haut zur Noutwendegkeet gemaach.

Dat bewosst Netinvestéieren an Eisebunnsstrecken an Eisebunnsinfrastrukturen, an ech wëll dorun erënneren, dass d'Ausgaben iwwert de Fonds des routes bis viru Kuerzem ëmmer wesentlech méi héich waren, wéi déi aus dem Fonds du rail. Et sinn an et ginn nach ëmmer massiv steierlech Ureizer fir de privaten an de kommerziellen Individualtransport. Och dat Signal huet kloer a Richtung Zersiedlung a privaten Auto higewisen. Kee Wonner also, wann d'Leit sech deemno orientéiert hunn.

Et ass dofir richtig an héich Zäit, dass mir endlech eng Diskussioun doriwwer féieren, wéi Lëtzebuerg muer soll ausgesinn, a mir eis déi Fro stellen: Wéi e Lëtzebuerg fir muer? Déi Diskussioun ass vum Minister François Bausch am Kader vum sektorielle Plang proposéiert ginn. A mir Gréng kënne dat nëmmen ënnerstëtzen.

Déi Debatt ass gradesou noutwendeg, wéi déi Debatt iwwert d'Finanzplaz. Am Kader vun esou enger Debatt kann een och méi déif gräifend Froe behandeln: Wéi e Lëtzebuerg fir muer? Wéi a wou solle mer wuessen? Kënne mer eis ökologesche weiderhin en ongebrumste Wuesstum leeschten? Wou muss een eventuell bremsen? Wéi kënne d'Sozialsystemer dauerhaft stabiliséiert ginn? Wat, wéi a wou wëlle mer schützen? Wou a wéi wëlle mer schaffen? Wou a wéi wëlle mer eis bewegen? A wou a wéi wëlle mer wunnen?

Här President, Dir Dammen an Hären, ech wëll elo just zum Schluss am Numm vun deene Gréngen nach zu e puer ausgewählte Politikfelder Stellung huelen.

Zu de Recetten. Wa mer eis Recettésait ukuken, si mer, wéi schonns virdu gesot, ganz staark ofhängeg vun nëmmen e puer Secteuren: nämlech der Finanzplaz, dem Tanktourismus, dem Tubak a virleefeg nach e ganz Stéck vum E-Commerce, deen d'ës Joer nach awer mat engem Batz Geld an de Statskeesen do ass. Awer net méi laang! Dat sinn haut 45%.

Awer wéi wackleg dës Beräicher sinn, mat Ausnahm vum E-Commerce, wësse mer eigentlech net genau. Dofir bräichte mer vläicht och am Virfeld vun enger Steierreform méi finanzpolitesch Kompetenzen, och hei an der Chamber.

Firwat net och der Chamber méi Kompetenzen an deem Beräich ginn? A firwat net och do an dësem Beräich eng Allianz oder op jidde Fall eng Zesummenaarbecht mat enger Uni vu Lëtzebuerg opmaachen, fir kënne sech an deene Beräicher besser opstellen?



Datselwecht gëllt fir d'LuxLeaks-Affär. Hir Kon-sequenzen op eis Recetté sinn haut nach net ofgeschätzt. Och do misste mer eis kënnen e gewësse Soutien oder eng gewësse Hëllefstellung vu baussen eranhuelen.

Zu den ëffentlechen Investitiounen: Dëse Budget ass kohärent mam ambitiöse Regierungsprogramm an erméiglecht notament e breeden Investitiounsprogramm mat klorer Visioun a Konzept. Besonnesch d'ëffentlech Mobilitéit steet do am Fokus, awer net nëmmen déi! Deemo ass en alles aneschters wéi eng Austeritéitspolitik. De Budgetsrapporteur hat dat gëschter nach eng Kéier ganz ausdrécklech a sengem mëndleche Rapport duergestallt (veuillez lire: den Ennerscheid duergestallt) tëschent Austeritéits- an Investitiounspolitik an deenen nächste Joren.

An den nächste Jore ginn, sage und schreibe, all Joers 10% méi investéiert an d'ëffentlech Infrastrukture wéi Schoulen, Betreibungsstrukturen, Administratiounen, Verwaltungen an nach vill anerer.

Dofir ass et och onverständlech, an ech kann dat nëmmen hei mat ënnerstëtzen, wat den Här Bodry virdu gesot huet, fir iwwert den Investitiounsprogramm wëllen Aspierungen ze maachen.

Dat ass just en Erausschiebe vun Investitiounen, mä dat ass kee Spuereffekt a bréngt just de Géigendeel, nämlech dat, wat mer haut bréngen, dass mer nach mander Aarbechten dobaussen zur Verfügung stellen. An et ass jo just grad dat, wat mer dobausse brauchen. Kleng a mëttelständesch Betriber brauchen Optrag, fir kënnen weider ze wuesse respektiv a weider Aarbeitsplazen an hire Beräicher kënnen ze investéieren.

Wéi scho gesot, Rekordinvestitiounen am Zuch, an der Schinn. D'Zuchstreck Beetebuerg-Lëtzebuerg, d'Gare Ettelbréck, d'Gare Lëtzebuerg, d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Sandweiler, Schutz vum Kaméidi a villes méi.

Et wäerten awer och nach Stroosse gebaut ginn. Awer net op d'Strooss, mä méi op d'Sécherheet gëtt Wäert geluecht: Sécherheet op der A3 an och op der A6, sief hei just kurz er-nimmt. An da kënn den endlech länger fällege Vëlospisteréseau mat iwwer 600 Kilometer, deen erweidert gëtt op 1.100 km bis d'Joer '20 a '35.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox** (déi gréng). - Paradigmewiesel an der Familljepolitik. D'Familljepolitik vun der neier blo-rout-grénger Regierung ass keng Antifamilljepolitik, mä endlech d'Familljepolitik op d'Realitéit vun haut upassen. Ewech vun der Geldreichtung hin zu der Sachreichtung. Et kann een net dat eent finanzéieren an och net grad just de Contraire.

Och d'Famill ass fir déi gréng ganz wichteg a si gehéiert och vum Stat geféiert. De Stat muss awer d'Rahmbedingungen esou stellen, dass jiddwereen déiselwecht Chance kritt, dovun ze profitéieren, d'Kanner, d'Fraen, d'Männer, an dëst fir all sozial Schichten an all Nationalitéiten.

Just vläicht eng ganz perséinlech Note zu der Familljepolitik: Ech komme jo aus enger ganz kannerräicher Famill, an d'Famill steet op enger ganz héijer Wäerteskala bei eis doheem! Hunn zwee Meedercher och, déi studéieren. Déi wäerte sécherlech hir Fra spéider um Aarbeitsmarkt stellen, souguer dat eent an engem reng männlechen, vläicht männleche Beruff, mä haut net méi esou, nämlech als Wäibau-Ingenieur.

Vun de 27 Enkelkanner sinn 20 Fraen, déi bal haut all mat zwee Féiss an der Beruffswelt stinn a gäre stinn. An eppes wëlle se all net: Dat sinn nämlech Almosen. Mä si wëlle Gläichberechtigung, eng éierlech Gläichberechtigung an eng éierlech Chancéglichheit. Dat ass des Familljepolitik, déi dat ausgemaach huet. Net eng Selektivitéit, mä eng Chancéglichheit fir jiddwereen. An dat wäert domadder hei, mengen ech, vun dëser rout-blo-grénger Koalitioun - sinn ech iwwerzeegt - an Zukunft dee richtege Wee sinn.

Zum Fonds souverain: D'Schafung vum Fonds souverain ass definitiv ze begrëssen. Och wa mer elo vläicht a méi enger prekärer Situatioun sinn, mä léiwer elo wéi ni. Et gëtt héich Zäit. An ech kann lech nëmme félicitéieren, dass Der dee Choix getraff hutt, fir kënnen an déi Richtung ze goen! Et si vill Länner, déi op dee Wee gaange sinn. An och mir hätte leider scho vill éischer missen domat ufänken. Mä et ass ni ze spéit. Dofir kënnen mir als Gréng nëmme ënnerstëtzen, dass mer weiderhin zukünfteg doranner investéieren an déi Generatione-ge-rechtgeek do am Fong wëllen opbauen.

E puer Wuert zu de Gemengefinanzen: Dës Regierung steet zu de Gemengen an hiren Aufgaben. Mä genau wéi d'Regierung gëtt och de Gemengesecteur un de Spuermoosname bedeelegt. D'Regierung huet dobäi versicht, d'Laascht esou ze verdeelen, dass breet Schelle-

ren, elo emol, e bësse méi kënnen droen an ausgläiche wéi anerer. Ausserdeem, wann een d'Steiere vun deenen eenzelne Gemenge kuckt, esou hätte vill Gemengen nach Méiglechkeeten, wa se sech endlech un der richtege Waasser- an Offallpolitik géife bedeelegen, nämlech um käschtedeckende Waasserpräis respektiv dem käschtedeckenden Offallpräis.

Ech wëll drun erënneren, dass ënner enger CSV-Regierung den Taux vum Impôt commercial vu 4 op 3% reduzéiert ginn ass an dass jorelaang eng Reform, an dat ass virdu den Laangen an des Breeden nach eng Kéier hei gesot ginn, vun de Gemengefinanzen... (veuillez lire: vun de Gemengefinanze versprach ginn ass, ouni dass eppes geschitt ass.) Mir brauchen endlech deen Ausgläich tëschent räichen, mat och deenen néidegen Aufgaben, déi do ze bewältege sinn, an deene méi aarme Gemengen.

D'Zuelen, déi si virdu genannt ginn, vun der längerfristeger Perspektiv vun de Gemengen, gesinn effektiv guer net esou schlecht aus. Esou an der Vergaangenheet, esou och an der Zukunft. Gëschter hu mer jo nach den Tableau geschéck kritt. A wann een den Tableau gesäit, geet et effektiv mat enger Evolutioun vu 6% weider, wat, wéi ech a mengem Virspann gesot hunn, net gradesou optimistes awer wäert goen, mä zumindest wäerte mer och an der Zukunft mat engem Wuesstum vu 4 bis 5% kënnen rechnen.

Och mir si frou, dass mer endlech d'Debatt iwwert d'Grundsteuer kënnen féieren. Et schéngt jo elo endlech esou wäit ze sinn, dass se alle-guerten, zumindest déi, déi ech haut héieren hunn, do kënnen mat op dee Wee goen. Vläicht kéint een och do direkt och um Ufank e puer ökologesch Komponente mat eraféieren. Zum Beispill d'Steigerung vun der Grundsteuer koppele mat engem Energiepass. Wann den Energiepass gemaach gëtt, bräicht mander Steigerung an der Grundsteuer ze sinn.

Et kéint een och nach aner Energiespuermoosnamen, méi effizient Spuermoosnamen er-bréngen, soudass do e Lien, och eng ökologesch Komponent an der Grundsteuer mat erakënn. An zousätzlech kéinte mer e wichtige Investitiounsschub an d'Energieeffizienz erakréien. An zousätzlech och, wéi virdu scho gesot, Aarbeitsplaze weider an deem Beräich kreéieren.

Nach e puer Iwwerleeungen zu den Dépenses fiscales. Och déi goufe schonn vun e puer Vir-riedner hei opgeworf. Eng Dépense fiscale ass jo eng Remise fir bestëmmte Leit a bestëmmte Situatiounen op enger Steuer oder enger Cotisatioun, déi eigentlech ze bezuele wier. Et ass keng wierklech Dépense. Et ass éischer eng verhënnert Recette, heescht awer nun emol „Dépense fiscale“.

Fir d'Steierpolitik an de Rôle vum Parlament ass et awer e wichteg Thema, well iwwert d'Dépense bestëmt d'Parlament, iwwert d'Steieren och. A béide Beräicher gëtt d'Décision opgrond vun engem Budget, also Zuelen, geholl. Bei den Dépenses fiscales ass et awer aneschters. Et gëtt keng Enveloppe. Kee weess direkt, wat genau ofleef.

Folglech huet eng Regierung och Intérêt, heiansdo mat deenen Instrumenter ze schaffen. Trotzdeem sinn déi Dépenses fiscales wichteg an et ass och richtege, vu Fall zu Fall ëmmer nach ze ënnerscheeden.

Allerdéngs - an dat huet de Rapporteur gëschter gesot an dat steet och an deem en-gen oder anerem Avis, insbesondere vum Statsrot - soll d'Parlament wëssen, wat do déci-déiert gëtt, weivill et also kascht, wien dovun-ner profitéiert a wat et bréngt.

Dofir brauche mer och zu Lëtzebuerg eng jäh-erlech Opstellung - en éischen Effort ass ge-maach ginn an deem neie Budget - an och eng Diskussioun iwwert d'Dépense fiscale. D'Belsch a Frankräich, fir nëmme déi zwee ze nennen, maachen dëst säit Joren. Grad am Hibleck op d'Steierreform ass dat wichteg, well et erlaabt, eng Rei Ajustementer kënnen ze maachen.

Et ass och dofir ganz richtege a wichteg, sech e bëssen Zäit heifir ze huelen. Elo eng Steuerreform Hals iwwer Kapp just fir d'Betriber wëlle virzeéien, wéi vun der CSV proposéiert, ass alles aneschters wéi produktiv. Hei heescht et elo, d'Waasser ze halen an net ze fréi aus der Héift ze schéissen, soss kann op eemol nees dat eent geféiert ginn a gläichzäitig och sai Contraire. Mä esou gouf jo an der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg leider allze dacks Politik bedriwwen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Mir sinn aus deene beschriwwenen Iwwerleeungen eraus gezwongen, ze handelen. Stëllstand wär alles aneschters wéi ubuecht. Dofir hei e kloert Bekenntnis zu der Virgehensweis vun der blo-rout-grénger Regierung.

A wann d'CSV elo op eemol mécht, wéi wa si dat schonns alles gewosst hätt, dann därer ee si

awer froen: Firwat hutt Dir dann net gehandelt, wéi Der konnt a wéi et un der Zäit war? Well genau dat ass et, wat lech zum Verhängnis ginn ass: D'Finanzsituatioun ze kennen, mä ouni entsprechend ze handelen. Wou war de séchere Wee? Léiwer sech duerchwurschtele wéi Reformen ze maachen. Léiwer verstoppe wéi Verantwortung ze iwwerhuelen. Ech kann lech an deem Zesammenhang just en Zitat vum La Rochefoucauld mat op de Wee ginn: „Il est souvent plus grand d'avouer ses fautes que de n'en pas commettre.“

D'Viviane Loschetter huet zum Schluss vun hirem mëndlechen Exposé net méi vum Zukunftspak geschwat, mä vum Zukunftsprojekt. Deem kënnen sech déi gréng nëmme un-schléissen. Mir wënschen eis nämlech, dass mer dat Land, op dat mer jo all wëllen houfreg sinn, erëm fit fir d'Zukunft maachen. Jo fir en Zukunftsprojekt, dee mer just zesumme kënnen a mussen ugoen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Kox. Nächste Riedner ass de Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zur spéider Stonn wëll ech awer och ufänken, andeem datt och deenen zwee Rapporteur, dem Kolleeg Fränz Fayot an der Kolleegin Viviane Loschetter, Merci soe fir hir Rapporten.

Et ass eng Traditioun bei Projeten, dass mer de Rapporteur Merci soen, mä bei de Budgeten, mengen ech, ass et méi wéi e Merci, well mer aus der Vergaangenheet wëssen, wéivill Aar-becht dass d'Rapporteur sech mussen mat engem Budget maachen. Ennert den Emstänn, wéi se dëst Joer waren, war et deemtspreichend nach méi schwéier, well vill ënnert Drock geschafft ginn ass. An esou muss ech och soen, dass déi Dokumenter, wat d'Rapporten ubelaangt, ëmmer gutt Dokumenter an Dokumentatiounen sinn, wou ee kann zréck-kucke goen, wou ee flott Initiativen, Iddien dran huet, wann een eppes muss recherchieren. An dofir mäi Merci un déi zwee, och wa mer, wéi dat verständlech ass, mat de Konklusiounen vum Rapport net kënnen averstane sinn.

Här President, dat hei ass am Fong deen éische richtege Budget vun der Gambia-Regie-ru, nodeem mer d'lescht Joer fir d'Éischt een amputéierte Budget hei gestëmmt hunn! An dofir, mengen ech, kënnen mer och elo eng Dis-kussioun féieren, déi kloer ënnersträicht, wat fir eng Politik déi nei Regierung wëllt maachen oder amgaangen ass ze maachen.

Ech wëll mech haut méi op de finanzpoli-teschen Deel vum Budget limitéieren, a meng zwee Parteikollege Fernand Kartheiser a Roy Reding wäerte muer an der Debat méi op punktuell Punkten agoen an och Propositiou-nen a Spuerpropositiounen vun eiser Säit mat an d'Debatt erabrénge.

Ech mengen, dat ekonomesch Émfeld, an deem mer eis befannen an op deem de Budget opgesat ass, ass an engem permanente Wandel a leider an engem Negativtrend. Dass d'Regie-ru e Budget opsetzt mat enger gewësser Wuesstumsprognos, déi zu deem Zäitpunkt ebe vun deenen zoustännegen Organer virge-luecht ginn ass, ass eng normal Saach. Mä mir wëssen aus deene leschte Joren, dass déi Pro-gnose vun där éischer Kéier, wou se fir e Joer genannt gi sinn, bis herno, wa se definitiv gi sinn, an der Regel zréckgaange sinn.

An esou hu mer, mengen ech, elo schonn, an deem Zäitraum, wou de Budget opgestallt ginn ass a wou mer elo hei diskutieren, aner Chiffere mat engem negativen Trend kritt. Dofir wäert dës Budget och a sengem Grund-wäert, wat einfach de Wirtschaftswuesstum ubelaangt, net kënnen déi Resultater kréien, déi an dësem Budget stinn. An et muss een och wëssen, dass dat internationaalt Émfeld a virun allem eis direkt Noperen, déi jo eis gréissten Handelspartner sinn, en Negativtrend hunn, wat sécherlech och en negativen Afloss op eisen Aussecommerce wäert mat sech bréngen.

Ech wëll mech och haut méi spezifesch, wéi gesot, mat der Finanzsituatioun vum Stat beschäftegen a méi mat där sougenannter „Nischepolitik“; déi wëll ech méi an de Kontext vun der Finanzsituatioun setzen. Mir hunn eng Rei vun Nischepoliticken an de leschte Joren hei am Land gemaach. Mä net nëmme mir Lëtzebuenger hunn Nischepolitik gemaach, all Land mécht Nischepolitik. An et kann een och souguer soen: All international aktive Betrib mécht Nischepolitik an och all nationale Betrib mécht Nischepolitik. Jiddweree sicht, wou e sai Produit am beschte verkaaft ka kréien a wou en dee gréisste Rendement kritt. Et ass also eng ganz normal Saach.

Mir hunn awer hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei vun Nischen. Eng éischt Nisch, déi elo den 1. Januar 2015 ophéiert, dat ass am Fong d'Bank-

geheimnis. Dat ass deemools zu Feira disku-téiert ginn. An ech kann lech noliesen (veuillez lire: An Dir kënn noliesen), dass mer deemools als ADR gesot hunn, dass no Feira den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis wier. Et huet elo 14 Joer gedauert, an dat Bankgeheimnis gehéiert dann elo den 1. Januar 2015 der Ver-gaangenheet un.

Et ass sécherlech esou, dass d'Répercussioune vun dem Opgi vum Bankgeheimnis op de Bud-get 2015 nach vläicht eng kleng Recette wäerte bedeeiten, mä duerno huet dat keen Afloss méi op de Budget. Dat heescht, et ass schonn an deene leschte Jore geschitt, dass d'Banken do ëmstrukturéiert hunn, an dat huet och seng Répercussioune op d'Steieren - an ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck -, déi de Finanzsecteur an de Statssecteur bezilt. Mir wäerten also d'nächst Joer eng Perte kréien, déi nach relativ kleng ass, vun den Aus-leefen vum Bankgeheimnis respektiv der Quel-lesteier, déi mer bei den Non-résidenten opge-huewen hunn, wou mer een Deel dervu konnte behalen, dee mer d'nächst Joer verléieren. Also déi Nisch Bankgeheimnis, déi ass fort.

Eng zweet Nisch, déi mer haten, dat war den E-Commerce. Do huet Lëtzebuerg 2008 (veuillez lire: 2014) eng Direktiv ugeholl, duerch déi eben elo vum 2015 u progressiv déi Steuer op dem E-Commerce bis 2018 - den 1.1.2019 - definitiv zu honnert Prozent erofgeet. Et muss ee wëssen, dass dës Steuer eng enorm Progres-sioun hat. Well, wéi mer ugefaangen hunn, ware mer knapps iwwer 100 Milliounen an elo si mer iwwer enger Milliard, déi mer beim E-Commerce opgehuewen hunn. An ech mengen, et muss ee se ëmmer an de Kontext vum Gesamtbudget stellen. Eng Milliard an engem däitschen, franséische Stat ass prak-tesch näischt, mä eng Milliard beim Budget vu Lëtzebuerg, mat 12 Milliarde Recetten, dat ass en enorme Bäitrag, dee mer do iwwer eng een-zeg Nisch kruten an deen eis dann och elo iwwer véier Joer wäert verluer goen.

D'LuxLeaks-Affär, déi elo kierzlech opgetratt ass an déi eise Land sécherlech e Schued wäert maachen: Do hu mer versicht als Lëtzebuenger Politik zesumme mat der Regierung, eng gewësse parteiwwergräifend Solidaritéit ze weisen; déi war net falsch. Et war aus eiser Sicht eng richtig Politik, déi mer och als Lëtze-buerg gemaach hunn, well mer se jo och net eleng gemaach hunn. Ech mengen, praktesch all europäesch Staten a vill aner Länner op der Welt bedriewen déi Rulingspolitik. A mir sollen dofir kee schlecht Gewëssen hunn, mä mir sol-len do eiser Meinung no éischer eng offensiv Politik maachen.

D'Gefor ass awer kloer an d'Resultat vun där ganzer Diskussioun, déi elo awer op en interna-tionalen Niveau komm ass, wäert zur Kon-sequenz hunn, dass mer och als Lëtzebuenger Stat do wäerten eng Rei vu Milliounen - de Chiffer ass eis nach net esou genau bekannt - an Aarbeitsplazen an deenen nächste Jore verléieren.

An ech mengen, mir sollten och... Eise fréiere Statsminister Jean-Claude Juncker huet an deem Kader, well e jo och mat an d'Kritik ge-rodan ass, ëmmer gesot, hien hätt am Fong domadder näischt ze dinn; dat wär d'Verwal-tung gewiescht. Dat ass dat eenzegt Argu-ment, wat mir als ADR net ziele loosse. Ech mengen, eng Verwaltung schafft ëmmer nëm-men am Kader vun deene Gesetzer, déi d'Politi-k mécht. Eng Verwaltung schafft net an engem lofftfräie Raum. An déi Politik, déi ge-maach gouf, do waren natierlech un éischer Stell ëmmer de Finanzminister an un zweeter Stell d'Regierung an d'Parlament responsabel. Dofir sollte mer eis och do net där Responsabi-litéit entzéien. De Jean-Claude Juncker hätt zu-mindest misse soen, hie wär politesch responsa-bel. An dass d'Verwaltung d'Exekutioun mécht, dat schéngt mer eng normal Saach ze sinn.

Bei deenen dräi Punkten - Bankgeheimnis, Ru-lingen an E-Commerce - ass eiser Meinung no an der Vergaangenheet eis Regierung vill ze vill oft an eng negativ Positioun eragaangen. Mir hunn eis ëmmer an d'Defensiv dreuwe gelooss, amplaz datt mer méi offensiv un d'Dossieren erugaange wäeren an dass mer méi mat Iwwerzeugung gesot hätten: „Ma dat ass e Recht. Mir maachen näischt falsch.“ A mer hätte vläicht méi missen op déi aner Länner weisen, déi genau datselwecht maachen an aner Nische maachen an an engem vill méi héije Mooss dat maachen, amplaz datt mer eis ëmmer zréckgezunn hunn an am Fong eis do-madder international als schëlleg dohinnerge-stallt hunn.

Mä et gëtt nach Nischen, déi elo nach net zur Diskussioun stinn. Ech denken awer do zum



Beispill un den Tanktourismus, zesumme mam Tubak a mam Alkohol. Ech mengen, eleng duerch déi technologesch Entwécklung, déi mer an deene leschte Jore matgemaach hunn, gëtt manner Pétrol verbraucht. An da gëtt am Fong gesot, datt tëschent 2012 an 2014 11% eleng op déi Entwécklung zrëckzeféiere sinn, wou manner Pétrol gebraucht ginn ass. Mä et muss een och kucken, wat den Tanktourismus, wéi mer en nennen, an d'Statskeess erabruucht huet: 744 Milliounen Akzisen an 123 Milliounen TVA, also 867 Milliounen vum 1,040 Milliarden, wat dee ganze Chiffer ass. Also 83% vun deem Chiffer sinn op den Tanktourismus zrëckzeféieren.

A wa virun hei geschwat ginn ass vu Kyoto a vun eisen Engagementer an eise Responsabilitéiten, da muss mer eis och erëm hei bewosst ginn, datt mer där Milliarden net kënnen all zwee Joer erëm eng weider verléieren. Well mer kréien déi, bei engem Budget vun 12 Milliarden, net kompenséiert, wa mer net wëllen, datt mer muer mussen immens drastesch Moosnamen huelen. Dofir warne mer, datt een do net soll ze vill helleg sinn. An och den Tanktourismus ass eng Nischepolitik. A wa mer dann nach géifen derbärechnen, wat mer iwwert den Alkohol an d'Akzisen erakréien, da geséiche mer eréischt, wéi grouss datt déi Chifferen do sinn.

Et gëtt och Leit, déi soen, eis Fongindustrie wär an engem gewëssene Sënn eng Nischepolitik. Mir wëssen awer och, datt mer eng vun deene gréisste Finanzplazze vun der Welt sinn, wat d'Fongen ubelaangt. A mer sinn och der Meenung, datt dat awer alles an engem geuerdneten a legale Kader ass. An och do muss mer oppassen, datt net eng nächst Attack op eis zoukënn.

Eng aner Nisch, déi mer vläicht hunn, ass, wéi gesot, de Pavillon maritime.

Wann een da kuckt, wat fir en Afloss datt déi Nischepolitik op eis Statsfinanzen huet, sou gëtt am Fong ausgerechent, datt eleng d'Finanzplaz am Joer 2013 2.197.000.000 an d'Statskeess bruecht huet. Eleng op dem IRC, de Steieren op dem RTS, dem Kapital an op der Verméigenssteuer si vun dem globale Chiffer 43% vum Finanzsektor bezuelt ginn. D'Kollektivitéitssteuer: Do huet de Finanzsektor 72% dervu bezuelt; vun der gesamter Lounsteuer komme 24% vun der Finanzplaz; d'Kapitalsteuer: 43% vun der Finanzplaz, an op der Fortune 81%. Also op der gesamter Steuer, déi de Stat erakritt, ass ee Véirel, 25%, wat direkt vun der Finanzplaz d'Steiere sinn, déi mer do kruten.

Wa mer dann haut also elo soen... Ouni déi Steieren, déi dann nach derbäikommen, déi direkt oder indirekt un der Finanzplaz hänken.

Mä och den Impôt commercial, deen ongeféier 600 Milliounen d'Joer fir d'Gemengen ausmécht an een Drëttel vun de Gemengefinanzen ausmécht: 68% vum Impôt commercial komme vun der Finanzplaz. An dofir - ech kommen herno nach méi op d'Chifferen am Detail zrëck - froen ech mech, wéi sou den Innenminister an och den Här Finanzminister de Moien de Gemenge méi Recetté fir déi nächst Joren an Aussicht gestallt hunn, wa mer d'Entwécklung vu grad deene Steieren an deene leschte Jore kucken. Ech kommen nach dorobber zrëck.

Mä firwat wëll ech dat am Fong hei soen? Datt (veuillez lire: Well) mer déi Nischepolitik hunn, kommen déi 50% vun eise Recetten, déi mer beim Stat hunn - oder 45 bis 50% -, aus deene verschidde Nischen eraus.

Mir sollen eis dofir net hei zu Lëtzebuerg e schlecht Gewësse maachen. Virun allem wëll ech hei eng Warnung aussprechen an alleguer déi Leit, déi elo wëlle Moralapostel spillen an déi mengen, se misste sech aus där Solidaritéit, déi mer awer versiche politesch hei vis-à-vis vun Ausland ze dokumentéieren, ausschléissen a se misste Stuerme lafe géint d'Rulingen, zum Beispill, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Ech wëll deene Leit soen, datt opgrond vun där Nischepolitik jiddwereen hei am Land profitéiert! Et gëtt keen hei am Land, deen net vun där gudder Situatioun vun de Finanzen profitéiert, weder heibannen nach dobaussen, weder physisch Persounen nach Betriber, weder am öffentlechen nach am Privatsektor. Jiddwereen huet dovunner profitéiert!

A Leit, déi elo wëllen do Moralapostel spillen a soen, mir missten onbedéngt do mathalen, dat si vläicht déi, déi da muer am haartste jäizen, wa mer déi Recetté manner hunn a wann d'Politik dann net derlaanschtkennt, fir Décisionen ze huelen, well se ëmmer muss kucken, datt se beim Budget déi zwee Enner zesummekritt. An

ech hu virun allem elo op eis lénk Kollege gekuckt, déi jo do esou maachen, wéi wa mer misste mat deem ganze System, wéi en ass, ophéieren. Dann herno wäerte si awer och déi sinn, déi am haartste jäizen, wann dat net méi esou ass.

Ech verstinn, datt et de Leit dobausse schwéier ze erklären ass - well een de Leit net alles erkläert -, wa mer déi Nischepolitik net hätten, da kéinte mer viles an eisem Sozialsystem net maachen a kéinte mer vill Investitiounen net maachen. An et ass natierlech méi einfach, de Leit ze erklären: „Ma Dir musst bis op dee leschten Euro Är Steiere bezuelen an déi dote Betriber bezuelen eben nëmmen e kleng Prozentsaz.“ Wa mer net dee kleng Prozentsaz géife froen, hätte mer déi Betriber net hei zu Lëtzebuerg! An et ass besser, et kritt een 1% vun e puer honnert Milliounen wéi 5% vun néischt! Well et ass also net, datt mer déi dote Betriber dann awer hei hätten. Mä dann hätte mer se net an dann hätte mer esou vill manner Recetten an eisem Land. An dann hätte mer och manner Méiglechkeeten, fir kënnen ze investéieren oder Sozialpolitik ze maachen.

Dofir muss mer de Leit dat erklären, wéi dee System do fonctionnéiert. An dorënner fale jo och net ons Betriber; och dat muss een emol eng Kéier hei soen. Well elo an der öffentlecher Meenung, wann een dobausse mat de Leit schwätzt, gëtt generell einfach gesot: „Ma d'Betriber bezuele keng Steieren.“ Nee, d'Rulingen, dat sinn net eise Bäcker, eise Garagist, eise Metzler, eise Mëtzelständler, eise Fräiberuffler hei am Land; dat si multinational Konzern, déi mer iwwer eben eng Steierkonstruktioun hei op Lëtzebuerg kritt hunn an déi eis dann eben hei Recetté bréngen, déi mer soss net hätten. Mä ons Betriber bezuelen am Prinzip hir normal Steieren, an dat muss mer de Leit erklären, fir datt se de System verstinn an och verstinn, datt mer dovunner alleguer wäerte profitéieren. Quitte datt et an deenen nächste Méint a Jore wäert méi schwéier ginn, fir déi Suen eranzekréien, wat dann och wäert zur Konsequenz nei politesch Diskussiounen hunn, wéi mer dat da kompenséiert kréien.

E Wuert iwwert d'Statscholden. Ech mengen, ech brauch d'Chifferen net méi ze nennen, wéi d'Statscholden an deene leschte Joren explodéiert sinn. Dës Regierung gesäit vir, an deem Budget 1,5 Milliarden ze léinen. Mir wëssen awer, datt mer nach 1 Milliard - mengen ech - 750 Milliounen aus fréiere Budgeten autoriséiert hunn, déi awer net bis elo opgeholl gi sinn. An do muss mer eis eng Kéier an der Comexbu an an der Cofibu mat der Regierung eens ginn, ob Emprunten, déi mat engem Budget gestëmmt si ginn an net opgeholl si ginn, ob déi verfallen oder ob déi och an Zukunft hir Gültgkeet behalen.

Mä dee grouse Problem - an ech hunn dat e puermol schon heibanne gesot, ech wëll dat och des Kéier erëm heibanne soen -, deen d'Staten hunn, net nëmmen de Lëtzeburger, mä all Staten, a wat d'Ursach ass vun där Scholdekris, wou d'Staten eragerode sinn, dat ass, datt d'Staten hiert Kapital, hir Scholden net zrëckbezuelen.

E Privatmann, deen eng Schold mécht, bezilt Kapital an Zënsen, e Betrib bezilt Kapital an Zënsen, och eng Gemeng bezilt Kapital an Zënsen zrëck. An de Stat bezilt am Prinzip nëmmen Zënsen zrëck an um Enn vun der Échéance misst en d'Kapital an enger Kéier ganz zrëckbezuelen. Mä dann ass dat Geld net do! An an där Situatioun si mer elo. Also gi mer e Refinanzement vun deem alen Emprunt maachen a loossen en dann erëm op 20 Joer lafen. An esou komme mer an déi Scholdespiral eran, wou mer ëmmer méi Scholde kréien an aus där et ëmmer méi schwéier gëtt, fir erauszekommen.

Wann de Stat, mat eiser Schold, déi mer haut hunn, géif higoen an e géif all Joer d'Kapital zrëckbezuelen iwwer 20 Joer, da wier de Statsbudget am Abléck mat 350 Milliounen d'Joer weider belaauscht, eleng wat mer missten u Kapital zrëckbezuelen. Mir bezuelen dat net zrëck. An dat ass am Fong déi gréissten Hypothék, déi mer deene kommende Generatiounen operleëen, datt mer Schold maachen a mir bezuelen d'Kapital net zrëck.

An an där ganzer finanzpolitescher Diskussioun dierfe mer och déi Engagementer net vergiesse, déi mer op europäeschem an internationalem Plang geholl hunn am Kader vun der Kris a vun der Euro-Rettung, souwuel um europäesche Plang, wat den EFSF wéi den ESM respektiv beim Internationale Währungsfond betrëfft, déi mer geholl hunn, wou och nach... A mir wëssen alleguer, datt déi Krisen net iwwerstane sinn, datt do kënnen, mir hoffen et net, mä do kënnen och nach zousätzlech Dépensen op de Lëtzeburger Stat zoukommen.

Ech géif da kuerz e bëssen d'Entwécklung vun zwou Steiere kucken. Déi eng ass d'Kierperschafts-, d'Kollektivitéits- oder d'Betribsteier,

wéi mer se nennen. Wa mer de Kont kucke vun 2010, hate mer 1.459.000.000 erakritt, 2011 1.573.000.000, 2012 1.536.000.000, 2013 1.500.000.000 (veuillez lire: 1.496.000.000) an 2014 stoungen am Budget 1.520.000.000. Der Estimatioun vun der Steierverwaltung an der Cour des Comptes no géifen awer 2014 nëmmen 1.400.000.000 (veuillez lire: 1.412.000.000) erakommen, dat heescht, et géife praktesch 100 Milliounen manner erakommen, wéi mer am Budget stoen haten.

Mir stellen also fest, datt déi Steier iwwer fënnef Joer op engem Niveau vun 1,5 Milliarde konstant war an déi elo am Prinzip zrëckgeet. Mir sinn elo, 2014, souguer ënnert dem Niveau, wat déi Steier 2010 uitgemaach huet! An awer huet d'Regierung, an dat ass eng Fro un de Minister, Här President, d'Regierung am Budget praktesch 1,6 Milliarde fir d'nächst Joer agesat. Dat heescht, nodeems datt se dës Joer 100 Milliounen erof géif goen, géif se d'nächst Joer 200 Milliounen an d'Luucht goen. Wou ee sech d'Fro muss stellen, opgrond u wat fir enge Chifferen dat kënn, well mer jo och wëssen, datt d'Dekonte vun de Betriber, esou ass et eis an der Finanzkommissioun gesot ginn, wou mer am Fong nach eng Mouk an de Betriber leien haten, datt déi iwwert d'Joren awer elo relativ bäikomm ass.

Mir wëssen also, datt d'Betriber net méi esou vill Steiere bezuelen. Dat huet och mat Konstruktiounen ze dinn, et huet natierlech och mat der ekonomescher Entwécklung ze dinn an et huet virun allem och op der Finanzplaz, géif ech mengen kënnen hei ze soen, mat der Ofschafung vum Bankgeheimnis ze dinn, datt an deem Secteur net méi esou vill Steiere bezuelt ginn, wéi dat war.

Dann huele mer d'Lounsteuer. D'Lounsteuer ass am Fong vun 2012 un explosiounsarteg an d'Luucht gaangen, do hate mer 2,5 an 2015 hu mer 3,3 Milliarden am Budget. Op siwe Joer gekuckt ass d'Lounsteuer eng Milliard an d'Luucht gaangen. Mä et muss een awer kucken, datt mer an all deene Joren d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst hunn. Et ass eis an der Finanzkommissioun virun e puer Joer gesot ginn, datt eng 2%eg Inflatioun, wa mer déi hätten, a mir géifen d'Steiertabell un déi 2% net uppasse, da géif dat dem Stat am Fong 100 Milliounen d'Joer weider u Lounsteuer erabréngen.

Wa mer kucken, déi Progressioun, déi mer hu bis 2014, vu 700.000 Euro op siwe Joer, a mir huelen dann do d'Inflatiounsberengung eraus, dann ass am Fong och net vill weider u Steierrecetté komm. Mä de Gros vun der Progressioun läit an der Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, trotzdem mer an deene leschte siwe Joer och 70.000 nei Aarbechtsplaz geschaf hunn.

Ech hu virun enger Woch hei, wéi mer d'Diskussioun haten iwwert d'Croissance, hunn ech driwwer geschwat, datt mer missten onbedéngt, vu datt jo d'Prozedur vun de Plans sectoriels gestoppt ginn ass, datt een do vun der Geleeënheet misst profitéieren - ech si frou, datt déi gréng Kollegen och erëm haut op hire fréiere Wee wëllen, well si sinn ëmmer Demandeur fir en Zukunftsdësch, datt se elo erëm domadder zrëckkommen -, datt mer déi Diskussioun sollen heibanne féieren an déi dote Froe mussen doranner lafen.

An ech géif och mengen, wann hei vun enger Steierreform geschwat gëtt, da muss mer, mengen ech och, vun der Regierung déi Dokumentatiounen doriwwer kréien, wou d'Steieren effektiv hierkommen. Well, wann 1,5 Milliarde Kierperschaftsteier erauskënnt, da muss mer wëssen: Wat kënn direkt vun der Finanzplaz, aus deene verschidde Steieren, déi de Finanzsektor bezilt? Wat kënn aus de Rulingen a wat kënn aus der Industrie, wat kënn aus dem Commerce, wat kënn aus dem Handwerk aus all deenen eenzelne Secteuren? Fir datt een emol wierklech kann eng Analys maachen, wou d'Steieren hierkommen, a firwat se hierkomme respektiv firwat se net do hierkommen, ier een, mengen ech, kann higoen, fir eben do eng Décisioun kënnen ze huelen.

Och muss mer an där Dëngen d'Diskussioun féieren, an ech wëll elo driwwer ewechgoen, fir datt meng Zäit mer net ze vill fortleeft, wat d'Croissance mat sech bréngt, wat fir enge Betriber mer en Intérêt hunn, fir se ze huelen, wat se vu Steiere bezuelen oder net bezuelen, respektiv wat fir enge Aarbechtsplazen, déi mer schafen, wat eng Aarbechtsplaz iwwerhaupt de Stat kascht - dat misst d'Regierung eis emol ausrechnen -, eng Aarbechtsplaz, déi mer hei schafen.

Wat geet un d'Kannergeld, d'Pensiounscotisations-, d'Pensiounskeess, d'Krankekeess, d'Fleegeversécherung an esou virun? Spéiderhi muss mer och nach Chômage vläicht fir déi Leit bezuelen. Wann et Frontaliere sinn, déi entlooss ginn, muss mer neiderdëngs och um Chômage participéieren, un Infrastrukturen, déi

mer muss maachen. Datt een am Fong seet: Wéini fänkt eng Plaz un, rentabel ze ginn, a wéini fänkt se net un, rentabel ze gi fir de Stat?

Well mir muss jo awer bedenken, datt mat deem Wuesstum, dee mer an deene leschte Joren..., an och dës Joer hu mer erëm relativ héich Zuele vun iwwer 8.000 netto Aarbechtsplazen, déi mer gréisstendeels jo mat Frontaliere besetzen, da muss mer, ënnert dem Stréch, och d'Rechnung maachen: Ass dat national ekonomesch fir eis als Land ee Virdeel oder net? Ech kann d'Antwort net ginn. Mä ech mengen, mir mussen eis déi Antwort sichen. Mir mussen dat berechnen.

Wa mer also d'Analys vun de Statsfinanzen maachen, Här President, da wëll ech kloer hei soen, datt mir als ADR, mir hunn déi Analys do haut net fir d'Eischt gemaach, mä datt mir scho während Joren op déi doten Entwécklung hiweisen. Also, mir deele ganz kloer d'Analys, datt d'Finanzsituatioun vum Stat net gutt ass, datt se an deenen nächste Joren net méi einfach gëtt, fir net ze soen, datt se nach méi schlecht gëtt, an datt mer dofir muss politesch agéieren, fir de Statsbudget an den Equiliber ze kréien a fir deenen nächste Generatiounen net déi Hypothéiken opzedroen, déi mer géife maachen, wa mer net géife reagieren.

D'Differenze leien also net an der Analys vun der Finanzsituatioun, mä d'Differenze leien zum Deel an de Reaktiounen, an de Propositionen, déi d'Regierung géif maachen, déi mir géife gutt fannen oder net géife gutt fannen a wou mir géifen aner Signaler setzen.

Ech wëll e puer Punkten eraushuelen. Als e falscht Signal setze (veuillez lire: gesinn) mer zu deem Zäitpunkt de Fonds souverain, dee gesat (veuillez lire: geschafe) gëtt. Ech mengen, datt mer eppes wëlle fir déi kommend Generatiounen maachen, d'accord, wa mer dat zur Zäit gemaach hätten, wéi de Stat Milliarden lwwerschëss hat u Frangen, du hätte mer et sollte maachen. Du hätte mer et souguer misse maachen! A mir hätten net, wéi mer et déi Zäit gemaach hunn heibannen, dann eng Motioun stëmmen, wou mer gesot hunn: „Ma da kritt dee Fong 100 Milliounen an dee kritt 100 Milliounen.“ An d'Sue sinn awer an d'Trésorerie eragaangen, a mer hu se ausginn.

An ech war frou - ech hunn dat ëmmer hei gesot, datt an de Fongen dat Geld net méi do ass -, datt de Kolleg Bodry dat de Mëtteg och elo hei emol confirméiert huet, datt mer keng Sue méi hunn. Mir hunn awer nach ëmmer an eisen Dokumenter, wat d'Fongen ubelaangt, 1,2 Milliarde stoen.

Mä wann den Här Finanzminister, Här President, eis misst déi 1,2 Milliarde weisen, da wier e schlecht drun, well se sinn net do! An ech mengen, och do hätt ee missen éierlech sinn. Mir hunn ëmmer um Pabeier eng Note gemaach, elo huet dee Fong erëm weider, mä déi Sue sinn net op e Fong gesat ginn. Dee Fong, deen hei soll geschafe ginn, huet zumindest de Mérite, datt dat e Fong ass, deen d'Suen aus dem Circuit eraushëlt, soudatt kee se méi kann ausginn! Mä fréier hu mer se net aus dem Circuit erausgeholl, mir hu se am Dëppe gelooss a mir hu just um Pabeier opgeschriwwen. Dat war e Feeler, dee mer sengerzäit gemaach hunn!

Mä haut e Fong ze maachen, wou kee Geld do ass, wou mer d'Sue muss léine goen, dat ass natierlech e falsche Wee. A fir dann ze soen, et wier fir déi kommend Generatiounen, dat ass nach méi falsch!

Well, wa mir higoen a mir leeën all Joers 50 Milliounen an e Fong a mir soen dann zu deenen an 20 Joer: „Gesitt Der, elo hutt Der eng Milliard.“, jo, dann hu mer hinnen eng Milliard Schold dohinner geluecht. Se hu wuel eng Milliard, mä et ass eng Milliard Schold, fir déi mer schon 20 Joer virun progressiv all Joers Zëns bezuelt hunn an déi si awer mussen no 20 Joer zrëckbezuelen. Dat heescht an anere Wieder, wa se gären an 20 Joer eng Milliard hätten, hätte se besser, se géifen dann eng léine goen, wéi datt mir elo schon 20 Joer virun Zëns bezuelen a si mussen déi Milliard awer herno zrëckbezuelen!

Et ass also, mengen ech, eng Iddi, vun där ech och géif mengen, datt se net aus dem Finanzministère géif kommen. Well ech dovun ausginn, datt do awer Leit drasätzen, inklusiv dem Minister, déi eppes vu Finanzen kennen, an ech mer net ka virstellen, datt déi esou eng Iddi lancéieren. Ech géif éischer mengen, datt de Finanzminister hei en Affer vun de Koalitionsverhandlung ginn ass, wou en zum Schän he muss eng Iddi mat verkafen, déi ënnert dem Strich finanzpolitesch awer negativ ass. An duerfir huet och d'Cour des Comptes an hirem Avis geschriwwen: «La création d'un tel instrument serait un non-sens.» An net méi an net manner ass et och!

Een anere Punkt, wou eiser Meenung no kéint Geld gespuert ginn, dat ass den Tram. Ech

brauch do net méi weider drop anzegoen, well ech mengen, den Tram ass en iwwerflësseg, deieren Objet, dee mer eis kéinte spueren an deen de Problem net wäert léisen.

Mä och an deem Zukunftspak, deen een och kann anescht nennen, et kann een en och Moggelpak nennen oder Ofzockpak oder lénksideologesche Pak, egal, et kann een en nennen, wéi ee wëllt, d'Haaptsaach ass, et ass e Pak. An duerfir géif ech mengen, d'Regierung hat an hirer Regierungserklärung geschriwwen, datt se d'Konsolidatioun vun de Statsfinanzen d'abord, éischters, op der Dépensésäit an, zweetens, op der Recettésäit géif kucken, fir do d'Croissance unzekuerbelen.

Elo wësse mer awer alleguer, datt op der Croissance säit näischt ze maachen ass. D'Croissance vun eiser Ekonomie, déi geet erof. An d'Dépensésäit, ech wëll net méi elo dorobber agoen op all déi vill Punkten, de Kollege Claude Wiseler huet der de Mëtteg hei eng ganz Partie opgezitt, déi an deem Pak do dra sinn, déi net a Kraaft tueden oder wat an der Realitéit keng Erspuernessinn sinn, mä wou et souguer heiansdo e bësse lachhaft ass, datt se als Spuermoosnamen opgefouert si ginn.

Datt mer keng Croissance hunn, net esou staark hunn, wéi et programméiert ass, an dann duerfir dat, wat op der Regierungssäit steet, datt d'Recettésäit géif iwwer eng Croissance versicht ginn ze verbesseren, dat trëtt jo net mat där Entwécklung vun eiser Ekonomie a Kraaft.

Mä wat mécht d'Regierung? Si huet a priori d'Recettésäit iwwer de Wee vun de Steiere gemaach, an dat iwwer eng Rei vu Steieren. Dat ass net nëmmen, datt mer eng TVA-Erhéijung hunn, déi soll 250 Milliounen erabréngen, mä och déi 0,5% Steier bréngt 119 Milliounen eran. Den neie Chiffer, mengen ech, ass e bësse manner. Mä d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun bréngt och 100 Milliounen eran. Déi dräi Steieren zesummen, déi bréngen dem Stat am Fong 450 Milliounen d'nächst Joer weider an d'Keess. Ech mengen, datt däréi een net vergiessen. An déi gi gréisstendeels vun de physesche Persoune gedroen.

A wa mer dann hei schwätze virdru vun der Aarmut, déi hei am Land ass, datt déi eng relativ staark Progressioun an deene leschte Joren huet, dann treffe mer jo déi Leit a priori och domadder, well TVA-Erhéijung mussen och déi kleng Leit bezuelen, déi all Dag mussen an de Buttke goen, fir eppes fir ze liewen ze hunn. Also d'Kafkraaft vun de Leit geet och duerch déi Moosnamen do ëm 450 Milliounen d'nächst Joer erof an domadder treffe mer och déi Leit mat klengen a bescheidene Revenuen.

An dat ass net wéineg, well do derbäi komme jo och nach déi Taxen, déi souwuel beim Stat punktuell agefouert gi sinn an d'Konsequenzen op d'Gemengen, déi jo dann och wäerten d'Taxen erhéien, Waasser, Offall, et si jo hei verschidden Iddie lancéiert ginn. Et gëtt vun der Grondsteiererhéijung geschwat. Mä dat ass och erëm eng Steiererhéijung.

A wien treëft et erëm? Ma et treëft erëm déi Leit, déi an de Wunnenge sinn an déi loune ginn, déi mussen och erëm do weider bezuelen. Dat heescht, et gëtt alles op de physesche Persoune, op de Leit ofgewéckelt.

An da verstinn ech net, datt den Här Bodry heihinner kënnt - wou awer seng Partei ëmmer vun der Verméigenssteuer, vun der Räichsteier schwätzt a vun neien Tabellen, déi mer missten an der Steiertabell uewendriwwer setzen, Spätzesteiersaz -, mä dat Eischt, wat Der maacht, Dir Kollege Sozialisten, Dir gitt elo emol bei déi kleng Leit d'Steiererhéijung maachen a massiv. An ob Är Steiererhéijung eng Kéier kënnt a wéi Der Are Mëttelstandsbockel ofschaaft, dat ass nach alles ze gesinn.

Den Här Berger huet geschwat, oh, dat wier eng Pizza, déi d'Leit sech net méi kéinte leeschten. Ech mengen, den Här Berger weess net esou genau, wéi vill dann eng Pizza kascht, oder den Här Berger keeft keng Pizza vun zéng Euro. Well dat doten ass dann awer schonn eng Pizza, déi ee kann an engem ganz luxuriöse Restaurant kafen, déi eng Famill e puer Honnert Euro kascht! An duerfir kann een net heihinner goen, de Leit 450 Milliounen, ouni all déi aner Erhéijungen, dat ass méi wéi eng Pizza, déi d'Leit d'nächst Joer mussen weider bezuelen.

Duerfir soll eis Regierung elo net esou maachen, wéi wa se géif eng Steierreform... Dat hei ass eng grouss Steierreform, déi hei gemaach gëtt. 450 Milliounen d'Joer méi Steiere bezuelen, an da soen: „D'Steierreform maache mer eng aner Kéier.“ Dat hei ass eng Steierreform fir déi physesche Persoune. Déi ginn hei zur Keess gelooss, wéi se nach ni bei engem Budget an enger Kéier zur Keess gelooss gi sinn. Dës Kéier ass dat mat deem Programm hei geschitt.

An, Här President, et ass nach net fäerdeg, well déi Regierung hei hat jo 500 Propositionen an

hire Ministère gemaach kritt a se huet der 258 zréckbehalen. Domadder huet se awer net gesot, se géif déi 250 aner net applizéieren. An et ass jo de Mëtteg vu verschiddene Virriedner hei ugedéit ginn, datt ee muss kucken, do kënnt nach vläicht dat eent oder dat anert no.

An et huet eng Kéier ee vun der Regierung gesot: „Mir hunn elo déi 250 einfachst geholl, déi grausam hu mer net geholl.“ Dat heescht, déi wäerten nach nokommen an deenen nächste Joren. An duerfir muss een hei gespaant sinn, wat dës Regierung mécht.

Op jidde Fall, hei ass et kloer, hei gëtt op d'Mass vun de Leit, op déi kleng Leit, op déi physesche Persoune gëtt déi ganz Politik ofgewälzt an all dat anert si schéi Sonndesrieden, déi do gehale ginn, virun allem bei de sozialistesche Kollegen, déi no bausse maachen, wéi wa se géifen un déi Déck goen, un déi Räich goen. An a Wierklechkeet gi se hei un d'Normalbierger an un déi kleng Leit.

Här President, den Här Finanzminister huet gëschter oder vill méi de Moien hei gesot, ech mengen, zum Schluss vu senger Interventioun: „Mir wollt méi Gerechtegkeet, mir wollt méi Dialog a mir wollt méi eng responsabel Politik maachen.“ Dir wollt. Dat stëmmt. Mä Dir hutt et net gemaach!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Hie war scho besser.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. Leschte Riedner fir den Owend ass den Här Justin Turpel fir déi Lénk. Här Turpel!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gëschter schonn op enger anerer Plaz gesot, datt de Rapporteur Franz Fayot eng ganz Rei Elementer a Virschléi a senger Ried zum Budget, a sengem Rapport agebaut huet un lénker a sozialistescher Politik, déi weder am Budget nach am Regierungsprogramm virgesi sinn.

Och wann hien d'Grondausrichtung vun der Spuerpolitik vun der Regierung net a Fro stellt, esou weisen déi Elementer a Virschléi, déi hien an och aner Sozialisten an der LSAP (veuillez lire: gemaach hunn), drop hin, datt si mat der Regierung an hirer Politik net ganz zefridde sinn, respektiv datt se bei deenen nächste Wahlen net nach méi bezuele wëlle fir eng salariatsfeindlech Politik vun enger Regierung, fir déi si mat verantwortlech sinn.

(**Brouhaha général**)

► **Une voix.** - Wou kommt Der dorobber?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Gitt an d'Belsch.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Wat ass dann do?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Fifty-fifty ass do. Austeritéit.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Déi Virschléi an Elementer, op déi ech nach am Detail wäert zréckkommen, sinn en Ausdruck vun der Kritik an der Onzefriddenheet vun de Gewerkschaften, Konsumenteschutzorganisatiounen an aneren Organisatiounen an der ziviler Gesellschaft zu Lëtzebuerg - net nëmmen an der Belsch - mat enger Budgetpolitik am Interessi vun deene Räichen, op d'Käschte vun der Majoritéit vun de Bierger a Steit.

Mä dee Spagat, engersäits d'accord ze si mat der Wirtschafts- a Finanzpolitik vun der Regierung, anersäits awer net d'accord ze si mat der weiderer Emverdeelung vun ennen no uewen, ass onméiglech! Fréier oder spéider muss ee sech decidéieren, wou den Zuch soll hifueren: Emmer méi Räichtum fir déi Räich oder eng wierklech sozial Gerechtegkeet?

Et ass, wéi wann een an engem Zuch géif sätzen, deen an déi falsch Richtung fiert, wou et kee Sënn huet, fir hin an hier ze lafen an an dee leschte Wagon ze rennen, an der Meenung, elo géif et an eng aner Richtung goen. Neen, dat ännert guer näischt, datt den Zuch an déi falsch Richtung geet.

De Rapporteur Franz Fayot freet: Wéi ee Wirtschaftsmodell wëlle mir muer?, wat eng wichteg Fro ass. Hie stellt domadder d'Fro no der Wirtschafts-, Finanz- a Sozialpolitik, déi mir zu Lëtzebuerg wëllen. Zur Wirtschaftspolitik seet hien: Lëtzebuerg huet ëmmer duerch eng Nischepolitik gelieft. An hie gëtt als Beispill d'Stolindustrie.

D'Stolindustrie ass eiser Meenung no keng Nischepolitik. Den Opbau, den Ausbau vun der Stolindustrie hat ëmmer Substanz. Eisenäerz, Héichwäsen, Walzstroossen, weiderveraarbechtend Industrie haten ëmmer eng Substanz zu Lëtzebuerg. Gradesou wéi de Schweess vun de Leit, déi an deene Betriber geschafft hunn, gelidden hunn an och dacks do leie bliwwen sinn. Dat ass keng Nischepolitik.

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Här President!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Wann dat Nischepolitik ass, jo, déi wëlle mer! An déi ass net verwerflech. Auer Nische schonn, wéi eng Rei Steiernischen a Rulingen.

Ech wëll dozou zréckgräifen op...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegt, Här Turpel, erlaabt Der, dass de Rapporteur, den Här Franz Fayot, lech eng Fro stellt?

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Jo, gären.

► **M. Franz Fayot (LSAP), rapporteur.** - Däerf ech eppes soen? D'Stolindustrie ass an deem Sënn eng Nischepolitik gewiescht, well am 19. Jorhonnert d'Land decidéiert huet, d'Verschaffe vum Eisenäerz, dass et just zu Lëtzebuerg kéint gemaach ginn. An deem Sënn ass et eng Niche de souveraineté. Et ass dohier, wou d'Stäerkt vun eiser Stolindustrie kënnt.

Ech hunn ni gesot, dass Nische keng Substanz hätten. Mir hunn ëmmer et fäerdegbruecht, op deenen Nischen e Savaoir-faire opzebauen an och eng richtig Industrie. Dat war de Fall mat der Stolindustrie. Dat ass och de Fall mat enger Rei aneren Nischen. SES ass och eng Nisch. D'Bourse ass eng Nisch. Dat huet och Substanz. Mir hunn eng ganz Rei Nische mat ganz vill Substanz, mä wat à l'origine eng Niche de souveraineté war. Dat ass alles, wat ech gesot hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - D'Stolindustrie zu Lëtzebuerg huet baséiert op engem Know-how an och op Recherche. D'Thomasmiel, wat e Produit dovunner war, ass entstanen duerch den Know-how an duerch d'Wëssen...

(**Interruption**)

...duerch d'Wëssen, datt een de Kallek aus dem Äerz nëmmen erauskritt mat Phosphor, an de Phosphor aus dem Äerz nëmmen erauskritt mat dem Kallek, deen dann och benotzt ginn ass fir d'Landwirtschaft. An dat hat alles Substanz.

Wat ech wëll soen, ass, datt mer net eng Verwiesslung solle maache vun Nischen, esou wéi mir haut schwätze vun Nischen, wat Steiernische sinn, déi keng Substanz hunn. An ech wiere mech dergéint, datt een Ist-gleich-Zeichen gesat gëtt téschent deenen Nischen, déi wierklech eppes ze dinn hu mat Know-how, an deenen Nischen, wou iwwerhaupt näischt hannendrusteet, ausser datt ee vun deem anere profitéiert.

A wat dat heescht, dat weist sech ganz gutt an engem Communiqué de presse, deen d'Union vum Finanzpersonal an Europa erausginn huet, wat déi aner Nischen heeschen. Net déi, déi mer positiv beuerteelen, wa mer déi iwwerhaupt wëllen „Nischen“ nennen. Fir mech sinn dat keng Nischen. Dat si wirtschaftlech Aktivitéiten, déi duerchweegs hir Daseinsberechtigung hunn.

Mä déi aner Nischen, wéi Ruling a Steieroptimierung vun engem Land op d'Käschte vun deem aneren, do seet d'Union vun de Finanzbeamten an Europa: «L'UFE se doit de rappeler que chaque „ruling“ accordé dans un pays provoque un manque à gagner d'impôts dans un autre pays. Le vrai problème est le fait qu'il ne s'agit pas de millions, mais de milliards d'impôts manquant dans les budgets des États concernés.» Déi Staten, déi esou eng Nischepolitik maachen, klauen anere Staten déi Suen, déi all Stat brauch, fir kënnen ze investéieren a fir kënnen eng korrekt Politik ze maachen. «La conséquence en est qu'en fin de compte tous les États sont obligés de mener une politique d'austérité avec toutes les conséquences sur la croissance, le chômage et les budgets sociaux.»

Dat sot net ech elo. Dat seet d'Union vun dem Finanzpersonal aus Europa, där hire Vizepräsident de President ass vum Finanzpersonal vun der Steierverwaltung zu Lëtzebuerg. An ech mengen, datt ass de Fong vun der Fro, wou een den Ennerscheid muss maachen téschent där enger Politik mat Substanz an där reeller Nischepolitik, déi dorobber baséiert, datt een deem aneren eppes eweckklaut.

An do brauche mir eis och keng Moralpriedeg halen ze loosse vun der ADR. Dat ass deemools scho gesot ginn, wéi mer gesot hunn, d'Steiergeheimnis, wou zu Lëtzebuerg reell Leit Steierflucht gemaach hunn, Kapitalflucht gemaach hunn aus anere Länner, wier net korrekt. An et ass ëmmer gesot ginn: Dat muss ee bäibehalen, datt ass net ofzeschaffen. Haut ass et ofgeschafft! Der ADR hir Moral an där Hisiicht ass sécherlech eng aner wéi eis.

An dobäi muss ee sech d'Fro stellen, an ech kommen op déi zréck: Wéi vill profitéiert eigentlech wierklech nach Lëtzebuerg vun där Politik do, déi aner Länner vill Sue kascht? An ech muss drun erënneren, datt an Europa eng Milliard Euro, pardon, 1.000 Milliarden Euro, eng Billioun verluer geet all Joers duerch déi dote Politik deene souveräne Staten, déi déi Sue brauchen. Mä ech kommen nach op d'Rulingen zréck.

Stol a realwirtschaftlech Aktivitéiten, wa mer eis dann doriwwe kënnen eens sinn, bréngen Räichtum. Steiernische loosse Räichtum verschwannen. Dat heescht net, datt mir kee Finanzsektor zu Lëtzebuerg kënnen hunn oder bräichten ze hunn. An de Chiffer vu 25% vun de Recetten iwwer de Finanzsektor stëmmt.

Mä et kann een awer och net soen, datt dee ganze Finanzsektor, datt deen op Steiernische baséiert! Mir hunn och am Finanzsektor e groussen Deel, deen eng reell Substanz huet an deen eng reell Aktivitéit huet an net iwwer esou eng Nischepolitik fonctionnéiert. Mä niift dem Finanzsektor - an do läit vläicht d'Drénglechkeet dran an eiser Diskussioun, an ech hoffen, datt mer eis doriwwe vläicht och mam Här Rapporteur eens sinn - brauche mir eng Wirtschaftspolitik, déi diversifizéiert ass an déi Substanz huet. An dorobber mussen mer baue vun elo un.

An ech wëll e puer Beispiller uginn. Éischt Beispill ass d'Klimapolitik. D'Klimapolitik grad no Lima, wou all Stat soll deemnächst festleeën, wat seng Ziler sinn am Ofbau vun dem CO₂. Mir brauchen dréngend en Aktionsplang, fir de Klimaverännerungen entgéintzewirken. An ech stelle mer d'Fro, ob mer net amgang sinn, Zäit ze verléieren, zum Beispill an där Sous-commission, déi mer gemaach hu grad zu deem doten Zweck.

Ech hat viru sechs Méint proposéiert, en Heering ze maachen an där Chamber hei, wou mer eis géife mat den ONGen, mat der ziviller Gesellschaft auserneeetzen doriwwe, wéi eng Moosname mer kéinten ergräifen, fir eise Klimaziler méi no ze kommen a fir e wesentleche Bäitrag ze leeschten.

Deemools ass vun der Majoritéit decidéiert ginn, fir en Aarbechtsgrupp anzusetzen, dee bis elo op der Plaz...

(**Interruption**)

...dee bis elo op der Plaz trëppelt. Leider! Ech fäerten, datt d'Zäit eis immens enk gëtt, fir relativ schnell ambitiéis Ziler dohinnerzesetzen. An ech wëll net héieren herno, mir hätten eis missen op déi Ziler, déi d'Regierung vu vira festgeluecht hat, beschränken, well keng Zäit gewiescht wier, fir am Fong geholl d'Saach am Fong ze analyséieren!

Wat d'Energiepolitik ugeet. Erneierbar Energien, energetesch Sanéierung, wou een - an ech mengen, doriwwe si mer eis och eens mat deene Gréngen; et misst just eppes geschéien -, wou ee ganz vill Aarbechtsplaze kéint schaffen, d'Handwerk ganz vill Aktivitéite kéint fannen, Mëttel- a Klengbetriber kéinte schaffen.

Mir hate proposéiert, fir eis ze orientéieren un deem, wat d'Region Tréier mécht. An der Region Tréier sinn 30% vun hirer Energie erneierbar Energien. Mir si bei Peanuts vun deenen! Firwat brauche mir esou laang, fir eis mat engem Beräich, deen ähnlech strukturéiert ass wéi Lëtzebuerg, zesummesetzen an, wéi dat ëmmer esou schéin heescht, Best Practices ze kucken a schnell lasszefueren, wéi een och zu Lëtzebuerg mat erneierbaren Energie wesentlech méi schnell weiderkéim, wéi dat de Moment de Fall ass?

Mir bräichten Investitiounen am Beräich vun der Émwelt, an der Oprechterhaltung an an der Erëmherstellung vun der Biodiversitéit. Mir bräichten Investitiounen am Besuege vun der Ernährung, vun der Landwirtschaft. Eng Landwirtschaft, déi ouni Vergëftung vu Buedem, Grundwaasser a Fless funktionéiere kann. Well d'Landwirtschaft brauch eng Zukunft! Och do gëtt et vill Aarbechtsplazen an och do gëtt et grouss Besoinen. An och dat kënne mer zu Lëtzebuerg maachen, wa mer et gemeinsam upaken.

Een anere Beräich, wou et dréngend ass, datt mer investéieren, dat ass de Wunnengsbau. De Wunnengsbau ass eng Katastroph! Jiddweree weess et, jiddweree seet et an der Zwëschenzäit. Mä et geet net duer, fir dat feststellen. Zu Lëtzebuerg feelen all Joers 5.000 Wunnengen, déi mer bräichten, fir de Besoinen nozekommen. Wa mer de Retard kucken, dee mer hunn, misste mer an deenen nächsten zéng Joer, an déi Chiffere si kloer, all Joers 8.000 Wunnengen, nei Wunnenge bauen, fir nëmmen annähernd bäizekommen. Dat sinn op zéng Joer 80.000 zousätzlech Wunnengen.

An ech sinn iwwerzeegt, datt de Privatsektor, am Géigesaz zu deem, wat d'DP nach ëmmer menegt, dat net wäert stämmen. Mir brauchen d'Hëllef vun der éffentlecher Hand. Mir brauche Sue vun der éffentlecher Hand. Mir brauchen Initiative vun der éffentlecher Hand, fir selwer inklusiv mat Wunnengsbaugesellschaften dozou bäizedoen, datt déi Wunnen-

gen do gebaut ginn. Och do geet et ëm vill Aarbechtsplazen, och do geet et ëm Formation, och do geet et ëm Beschäftigung an et geet a leschter Instanz dodrëm, datt mer zu Lëtzebuerg de Leit, déi wunne wëllen, déi Wunnengen zur Verfügung stellen, déi se kënnen fir en abordable Präis kréien.

Positiv ass och, datt de Franz Fayot virgeschloen huet, déi laangjäreg Forderung vun déi Lénk opzegräifen, fir op de Fonds de compensation, also dat heescht de Pensionsfond, zréckzegräifen, fir am Wunnengsbau aktiv ze sinn. Ech géif et ganz wichteg fannen, wann endlech effektiv an déi Richtung eppes géif geschéien. Do si vill Suen, déi besser placéiert sinn am Wunnengsbau zu Lëtzebuerg, sief et duerch Prëten, sief et duerch Wunnengsbau-gesellschaften an öffentlecher Hand, wéi wann déi um Finanzmarkt an der Welt zirkuléieren.

Fir déi Investitiounen an der Wirtschaft, déi mer brauchen, fir se ze diversifizéieren... Iwwregens gehéiert zur Diversifikatioun vun der Wirtschaft och eng Diversifikatioun am Raum. Et ass och falsch, fir alles op Lëtzebuerg ze konzentréieren an net eng wirtschaftlech Diversifikatioun ze maachen an der Groussregioun, wou dann all d'Leit mussen op Lëtzebuerg schaffe kommen. Och do misst ee vill méi kooperativ an interaktiv mat deenen anere Länner zesummeschaffen.

Fir déi Investitiounen do ze garantéieren, gëtt et zwou Viraussetzungen. Déi éischt Viraussetzung ass déi, datt de Méiwäert, deen an de Betriber geschafte gëtt, muss reinvestéiert ginn. Dat ass awer leider ëmmer manner de Fall. De Reinvest ass net garantéiert, stëmmt an engem ëmmer manner grouse Mooss. An dat ass jo och net nëmme ee Problem zu Lëtzebuerg, et ass ee Problem an der ganzer EU.

Dat ass jo eng vun den Ursachen, firwat datt d'Kommissioun ënner dem Jean-Claude Juncker higaangen ass, een Investitionsplang gemaach huet, wou se soen: Mir mussen e Minimum vun öffentleche Mëttelen deblockéieren, fir mat engem Multiplikationsfacteur, mat engem Hiewel, fir dann do Privatsecteuren dozou ze bewegen, fir erëm ze investéieren. Mä et ass eng Drëps op de waarme Steen, wat do proposéiert gëtt, vis-à-vis vun deene Suen, déi et gëtt, déi zirkuléieren an déi net méi an d'Betriber investéiert ginn.

Leider ass et awer esou, datt déi Sue reinvestéiert ginn a Spekulation, wat een anere Problem opwerft, deen ech just um Rand hei wëll betruechten, mä deen iergendwann, vläicht méi schnell, vläicht manner schnell, zu engem grouse Problem gëtt, nämlech wann déi Blos, déi do opgebaut gëtt an der Spekulation, wann déi wäert platzen a wann et wäert kraachen an d'Stëit an d'Salariat forcéiert ginn, d'Käschten erëm eng Kéier aus dem Feier ze huelen.

Wéi gesot, déi éischt Viraussetzung ass déi, datt deen an de Betriber geschafene Méiwäert reinvestéiert gëtt. An déi zweet Viraussetzung ass déi, datt de Stat ee gerechten Undeel un de Benefisser kritt, fir Investitiounen an Infrastrukturen, an öffentlech Bedierfnesser kënnen ze maachen.

Zur Finanzpolitik: De Finanzminister gëtt net midd, ze soen, wéi wichteg den Triple-A fir Lëtzebuerg ass. De Franz Fayot sot, d'Kritäre vun Europäesche Semester a vum Stabilitéitspakt wieren ze streng. Mir wëssen, datt déi Kritäre vun Triple-A vu Ratingagence wéi Standard & Poor's opgestallt ginn, déi a Griichenland, Portugal, Spuenien Millioune vu Leit an d'Aarmut driewen. Déi Ratingagence sinn net onofhängeg, mä se schaffen am Intérêt vun de grouse Finanzgesellschaften. Et brauch een nëmme d'Zesummesetzung vun hire Verwaltungsréit ze kucken.

Et sinn déiselwecht Ratingagenturen, déi Lehman Brothers nach kuerz virun der Faillite eng gutt Bonitéit ginn hunn, eng Faillite, déi den Ufank war vun där gréisster Finanzkris, déi mer kann hunn, ouni datt iergendeng Ratingagentur dat virausgesi gehat hätt. Eng Lehman Brothers, déi e puer Méint virun der folgeschwéierer Faillite zu Lëtzebuerg Rulinge gemaach huet. Ouni datt ech elo hei wëll drop agoen, wéi eng Étuden a Consultanten zu Lëtzebuerg un deene Montagé bedeelegt waren, mä interessant ass et och.

Ech wëll dem Här Fayot soen, datt et beim Europäesche Semester an dem Wuesstums- a Stabilitéitspakt net nëmme Excès gëtt, mä et ass d'Logik dovunner, déi eis Gesellschaft wäert ruinéieren.

De Franz Fayot, an och dat ass ze begrëissen, huet och drop higewisen, datt mer eigentlech keng strukturell Schold hätten, wann een d'Avoiren an d'Scholde matenee korrekt géif

oprechnen. Hie bedauert awer, wéi mir och, datt Bréssel dat net considéiert an anescht rechen. Ob een et beim Bedauere soll loosse, doriwwer sollt een eng Kéier méi seriö diskutéieren.

Wat d'Sozialpolitik ugeet, kréie mer gesot, ouni Wuesstum, ouni Gewënner wier keng Sozialpolitik méiglech. An de Franz Fayot huet selwer op d'Wichtigkeet vun de Sozialtransferten zu Lëtzebuerg higewisen, doduerjer, wéi e gesot huet, datt mer duerch Sozialtransferten d'Leit, d'Zuel vun de Leit, déi un der Armutsgrenz leien, vu 45% op 16% erof géife setzen. Wëssend, an dat wësse mer allegueren, datt den Armutsrisko awer trotzdeem zouhëlt, also net ka gespuert ginn dorobber, well mer soss nach méi grouss Problemer do kréien.

Mä d'Gläichung „Gewënner ass gläich Sozialpolitik“ ass falsch. Ech hunn et schon eng Kéier gesot. Ech wëll et nach eng Kéier soen. De Keynes huet schon 1930 gemengt, datt d'Produktivitéit an honnert Joer géif erlaben, datt jiddweree just nach 15 Stonnen d'Woch misst schaffen. Mä de Keynes huet sech geiert! En huet sech dowéinst geiert, well de Räichum sech net automatesch verdeelt op jiddweree. D'Naturgesetzter vum Kapital oder, wéi de Marx sot, d'Gesetz vun der kapitaler Cumulation ass méi staark, wéi de Wonsch, datt dat sech gerecht verdeelt, soudatt ëmmer manner vu Benefisser an d'Sozialpolitik fléissen.

D'Resultat ass dat, wat Der kënt noliese beim Thomas Piketty an aneren Etüden, déi och hei zitéiert gi sinn. Annerungen un där Situatioun, datt effektiv d'Benefisser net méi kënnen genotzt ginn, fir eng korrekt Emverdeelung ze maachen, ergi sech nëmme dann, wann d'Politik erëm d'Primat iwwer d'Wirtschaft iwwerhëlt. De Serge wäert muer méi op déi Debatt do agoen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Här Turpel, ech hunn nach eng Kéier den Här Fayot, wann Der géift erlaben.

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*. - Ech wollt dem Här Turpel just soen, well en huet dat do schon, en ass schon eng Kéier mam Thomas Piketty komm. Den Thomas Piketty, Här Turpel, ass e Sozialdemokrat.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*). - Jo.

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*. - Et ass kee Kommunist. Et ass keen... Mä wat Dir elo amgang sidd, hei ze soen, dat geet an d'Richtung vun engem einfachen, pure Kommunismus, wou een einfach d'Produktivitéit communautariséiert an de Profit verdeelt. Mir sinn an engem..., à moins dass Der eng Systemwäandlung wëllt, an da musst Der dat soen, si mer net, an den Thomas Piketty ass och net an där Logik.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*). - Den Thomas Piketty, hunn ech gesot, den Thomas Piketty huet keen alternative Wirtschaftssystem virgeschloen. Den Thomas Piketty huet e Constat gemaach iwwer déi zouhuelend Ongläichheeten! An ech mengen, dat ass e Constat, dee gëtt iwwerall gedeelt! Dee gëtt iwwerall gedeelt. An et ass net méiglech, fir ze soen, datt dat net géif stëmmen.

Den Thomas Piketty huet souguer eng Formel ugin, mat där e berechent, firwat datt dat esou ass! Well e seet, d'Revenue vum Kapital op Weltebene ginn iwwer d'Wuesstumsraten eraus. D'Rendite ginn iwwer d'Wuesstumsraten, si méi grouss wéi d'Wuesstumsraten. Ob een déi Formel elo deelt, wéi eng Gesellschaftsmodellere e wëllt, dat ännert guer näischt un der Feststellung, déi ee muss maachen.

An dat ass sécherlech ee flotten Exercice, dee mer eng Kéier kéinte maachen, wéi eng Konsequenzen datt ee muss zéien, fir kënnen méi eng gerecht Gesellschaft ze maachen. Ass dat eng Systemännerung? Sinn do Saache méiglech duerch eng politesch aner Orientéierung? Doriwwer kënnen mer gären eng Kéier diskutéieren.

Mä ech hunn de Piketty net zitéiert als Kand vu Leit, déi an der LO (veuillez lire: Lutte ouvrière) waren oder als Enkel vu Grousselteren, déi déck Bourgeoisé waren. Ech hunn en zitéiert wéinst deem, wat e geschriwwen huet.

(*Interruption*)

Jo, dat ass esou, dat ass esou! Ech mengen, liest Är eege Kritiken iwwer de Piketty, do steet dat dran!

Wat d'Steierpolitik ugeet, wëll ech nach eng Kéier erënneren un dat, wat ech hei gesot hunn op dëser Plaz, wéi mer iwwer de Kont 2013 diskutéiert hunn a wat duerno och anerer opgegraff hunn, an ech sinn och frou dodriwwer. Ech gi just zwee Chifferen, mä ech mengen, datt déi zwee Chifferen et awer a sech hunn.

Deen een Chiffer ass deen, datt vun 2000 bis 2013 d'Lounsteier ëm 20% méi zougeholl huet wéi d'Lounmass. Et geet also net duer, fir ze soen, d'Lounsteier ass gestiegen, well d'Lounmass gestiegen ass, wéi dat d'UEL mécht, mä

d'Lounsteier ass ëm 20% méi gestiege wéi d'Lounmass. Dat ass deen ee Chiffer.

An deen anere Chiffer ass deen, datt d'Benefisser ëm 57% méi gestiege sinn, wéi d'Steieren op de Kollektivitéiten. Also just deen ëmgedreite Prozess. 20% méi Lounsteier wéi Lounmass, a 57% méi Benefisser, wéi d'Steiere gewuess sinn.

An dat féiert zu deem Ongläichgewicht, deen hei schon e puermol opgeworf ginn ass tëschent de Steieren um Kapital an de Steieren op der Aarbecht. Wou mer Ausgang si virun engem gewëssener Zäit vun engem Verhältnis vu 50:50, wou mer an Zwëschenzäit bei 30:70 ukomm sinn a schnurstracks op 25:75 zousteieren. Och dat ass ee Fait, wou jiddweree seng Konsequenze muss doraus zéien. Ech kommen herno nach dorobber zréck.

Ech wëll just soen, datt et Alternative gëtt. Déi stelle vläicht d'Muecht vun deenen Herrschenden a Fro, fir ze bestëmmen iwwer alles, wou si wëllen.

► **Plusieurs voix**. - Ohh!

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*). - Dat ass vläicht deenen hire Problem, déi hei vu Systemwäandlung schwätzen. Mä et brauch een net een anere System, fir déi Muecht a Fro ze stellen a fir Propositionen ze maachen, déi an eng aner Richtung ginn. An d'CSL, där ee jo bestëmmt net ka virwerfen, fir hei kommunistesch Iddien ze verdeidegen, huet der eng Rei virbruecht. Ech wëll se opzielen: d'Besteuerung vum Patrimoine, „où le prélèvement aurait été davantage progressif“, fir méi eng progressiv Steuer um Patrimoine.

Aner Pisten, soe se, bon: «adaptation du barème d'imposition des personnes physiques, réintroduction de l'impôt sur la fortune des personnes physiques, réforme de l'impôt foncier ou des droits de succession, imposition plus conséquente des revenus du capital, élargissement de l'assiette d'imposition du revenu des collectivités, et cetera.»

D'Zitat vun deem, wat d'CSL, d'Representatioun vun de Salariéen zu Lëtzebuerg, seet. An ech sinn der Meenung, datt dat eng demokratéisch gewielten a representativ Delegatioun ass, déi se iwwer d'Salariéen zu Lëtzebuerg duerstellen.

Wat ech bedauern - wat ech bedauern! -, dat ass, datt den Avis vun der Chambre des Salariés vun iwwer honnert Säiten, mat ganz ville Fakten, mat ganz villen Argumenten a mat Alternativen, datt deen an der Kommissioun emol net diskutéiert ginn ass. Wéi iwwregens déi aner Avisen och net, ausser deem vum Statsrot, wat d'Oppositionen formelles ugeet.

Mir hunn eng ganz Rei Institutionen invitéiert, staatlech Institutionen, fir Donnéeën ze ginn iwwer d'Statsfinanzen an d'Situatioun vun der Trésorerie. A menger Meenung no ass et wichtig, datt een déi Avisen, déi mat ganz vill Méi a ganz vill Seriö ausgeschaft gi vun de Beruffskummeren, datt ee sech déi nämlechte Zäit hëlt, fir déi an de Kommissiounen ze diskutéieren. An ech begrëssen et, datt mindestens de Rapporteur et fäerdegbruecht huet, fir se ze resuméieren a sengem Avis (veuillez lire: Rapport), wat och net ëmmer jiddweree bis elo gemaach huet.

Mä net nëmme d'Chambre des Salariés, och déi Lénk hu ganz konkret Virschléi gemaach, wéi Alternative kënnen ausgesinn. Ech zielen der einfach emol fënnep op, déi mer virbruecht hunn.

Eng éischt ass déi, fir, wat d'Steierprogressivitéit ugeet, fënnep Tranchen iwwer déi 40%, also iwwer déi 200.000, iwwer déi 100.000 Euro eraus derbäizesetzen. Dat géif, laut Berechnunge vum viregten Finanzminister als Antwort op eng Fro vum André Hoffmann, 500 Millioune zousätzlech Recetté bréngen.

Mir kënnen d'Exonéeratioun vun den Hedgefongen, wa mer déi géifen ofschaffen, géif dat eis 75 Millioune bréngen.

Wa mer den Abatement op der Halschent vun den Dividenden ofschaffen, géif dat 100 Millioune bréngen - an datt d'Halschent vun den Dividende steierfräi ass, ass wierklech eppes, wat net méi gerecht ass -, wat kengem vun deene géif wéidinn.

Wa mer eleng den Abatement op de Betribs-, op den Déngschtween géifen ofschaffen, op deenen décken Déngschtween, géif dat 100 Millioune ausmaachen.

Wa mer géifen den Impôt commercial, iwwer dee jo och muss diskutéiert ginn, generell vun 3 op 4%, e war scho méi héich, refixéieren, hätt mer e Plus vun 180 Millioune. Och wann d'Upassung vun der Steiertabell un den Index eis géif parallel 100 Millioune kaschten.

An dann, an dann, Dir Dammen an Dir Hären, fannen ech et eng Frechheet, wann e gesot kritt, et géif ee keng Alternative bidden! D'Regierungsparteien hunn d'lescht Woch ee Communiqué erausginn, wou se gesot hunn, d'CSV

hätt keng Amendementer eraginn an och d'ADR an déi Lénk géife keng Alternativen ubidden.

Mir stinn zu deenen Alternative vun der CSL an och zu deenen, déi mir gesot hunn! Och wann d'CSV se vläicht net deelt an d'ADR, mir stinn do derzou! An ech fannen et wierklech eng Frechheet, fir ze soen, datt keng Alternativen ugebuede gi wieren, well wann een déi Alternativen nämlech wouergeholl hätt, eleng déi, déi d'CSL gesot huet, dann hätt ee sech dee ganze Spuerpak kënnen spueren! Dann hätt dee sech eriwweert.

An dowéinst geet et eis net drëm, fir elo hei Amendementer ze maachen zu eenzelne Mesuren, mä dee ganze Pak gehéiert an d'Poubelle a soll ersat ginn duerch eng seriö Debatt iwwer Alternativen, déi d'CSL lech offréiert huet, déi d'Gewerkschaften lech offréiert hunn, an déi Debatt soll zesumme mat deene Betraffenen diskutéiert a gefouert ginn.

Zum Sozialdialog: De Franz Fayot huet kritiséiert, datt en ze spët komm wier. De Pierre Gramegna huet sech gefreut, „dass e lieft an dass en erëm fonctionnéiert“ - en Zitat. E funktionéiert erëm, ass de Moie gesot ginn.

Ech wëll drop hiweisen, datt ech virun eng ganz Rei, virun engem gewëssener Zäit eng Question parlementaire gemaach hat un de Premierminister, wou ech e gefrot hunn, firwat datt de Sozialdialog net géif funktionéieren, firwat datt d'Gewerkschaften sech missten opreegen, datt en net géif funktionéieren, firwat datt se d'Mesur just virgestallt kritt hunn, déi de Regierungrot guttgeheescht hat, a firwat datt do wierklech net ee strukturéierte Sozialdialog géif gefouert ginn.

Doropshin huet de Premier mer geäntwert, datt d'Regierung fir de Sozialdialog wier: «... appelle de ses vœux un dialogue franc...», datt d'Regierung «a rencontré les partenaires sociaux pour leur exposer les mesures projetées et le contexte plus global dans lequel ces mesures sont à voir. Ceci dit, et compte tenu de l'urgence qu'il y a et du calendrier qui lui est imparti, le Gouvernement a dû prendre ses responsabilités et initier les mesures qui s'imposent dans l'intérêt du pays.» Am Resümee: Mir hate keng Zäit fir esou eppes.

An et ass eréischt, nodeems d'Gewerkschaften sech mobiliséiert hunn a se eng gréisser Mobilisatioun nach ugekënnegt hunn a gewisen hunn, datt d'Leit hanner hinne stinn zu Dummeldeng, datt d'Regierung, de Premier deen aneren Dag hinnen ugeruff huet a gesot huet: Kënnen mer eis dann net awer zesummesetzen?

An op déi zweet Fro, déi ech gestallt hat, wéi d'Regierung de Sozialdialog an nächster Zäit wëllt strukturéieren - an ech hunn eng ganz Rei Propositionen gemaach -, krut ech iwwerhaupt keng Äntwert! Dat heescht, d'Regierung hat entweder keng Zäit, fir sech Gedanken doriwwer ze maachen, oder si hat keng Virstellungen, wéi een de Sozialdialog kéint strukturéieren. A si ass eréischt zu Konklusione komm, wéi d'Gewerkschaften gedrot hunn, fir d'nächst Joer, esou vill Joren, nodeem datt se géint d'CSV/LSAP an der Strooss waren, erëm an der Strooss ze si géint déi nei Regierung.

Ech wëll awer och drop hiweisen, wien de Sozialdialog futtigemaach huet! An den OGB-L seet ganz kloer: „D'CSV an de Juncker hunn de Sozialdialog futtigemaach...“

(*Brouhaha*)

...deen elo erëm ënner hirem Drock ugekuerbelt ginn ass.“

Den Här Berger sot, an dat mécht mech och e bësse béis, ech muss et awer hei soen,...

(*Brouhaha général*)

Jo!

(*Interruptions diverses*)

Den Här Berger sot, hie wier frou, datt d'Gewerkschaften déi 258 Moosname vun Zukunftspak ënnerschriwwen hätten. E sot et zweemol um Fernseh an e sot et virun nach eng Kéier hei. An dat ass einfach net richtig! Dat ass net d'Wourecht.

Ech zitieren einfach den André Roeltgen, de President vum OGB-L, wat en um Kongress gesot huet. Zitat: „Den OGB-L huet keen Accord mat der Regierung ënnerschriwwen, an deem steet, datt den OGB-L der Regierung hir Usiichten iwwer den Zoustand vun den öffentleche Finanzen deelt. An en huet och net mat der Regierung en Accord ënnerschriwwen, deen hir Spuerpolitik vun den 258 Mesur guttheescht. Datt dat emol kloer ass.“ Zitat eriwwer.

Ech hoffen, datt et elo kloer ass, an datt net nach eng Kéier gesot gëtt, d'Gewerkschaften hätten dat ënnerschriwwen, well et ass net richtig.

A wann den Här Gramegna seet de Moien, den Accord ma de Gewerkschaften wier méiglech gewiescht ënner anerem, well mer Finanzpillraum duerch 90 Millioune an der EU kritt hunn, da stellen ech mir d'Fro: Wa mer déi



Suen net kritt hätten, wier da kee Spillraum do gewiescht? Wier de Sozialdialog dann net méiglech gewiescht oder wier et dann erëm een Dialogue de sourds ginn? Wier da kee Spillraum do gewiescht, fir de Gewerkschaften entgéintzekommen an ee Kompromëss ze maachen? Dat ass trotzdeem eng Fro, déi ee sech muss stellen.

An da gëtt ëmmer gesot: „Mä d'Patronat war net derbäi!“ Mä kommt, mir bleiwen awer mat de Féiss um Buedem! D'Patronat setzt mat an der Regierung. D'Patronat souz bei de Koalitionsverhandlungen derbäi...

(Brouhaha)

...an d'ABBL ass dee beschten, an d'ABBL...

(Brouhaha et interruptions diverses)

Mä da verëffentlecht emol Är Zesummesetzung vun Ären Aarbechtsgruppen! D'Patronat souz bei de Koalitionsverhandlungen derbäi! An de Vizepremierminister sot: „D'ABBL ass eisen eischte Conseiller de Gouvernement.“, op enger Versammlung vun der ABBL, déi d'ABBL genotzt huet, fir ze filmen an dorauer e Clip ze maachen, mat deem se sech haut nach brettzt. Also kann een net soen, d'Patronat hätt näischt ze soe gehat.

Dir hutt gesot, an d'Gewerkschaften hunn och gesot, Dir hätt elo een Accord. An dat steet jo och am Accord dra vun deenen 13 Punkten, net vun deenen 258, mä vun deenen 13 Punkten, iwwert déi en Accord getraff ginn ass. Et wier en Accord do mat de Sozialpartner, fir iwwert d'Steierreform ze diskutéieren oder se zesummen auszeschaffen. Ech wëll elo net op d'Wierder do zrëckkommen.

Déi nämlecht Fro stellt sech fir d'Chamber, an ech mengen, mir krute jo och zougesot als Chamber, datt mer effektiv an d'Ausarbeitung vun der Steierreform abezu ginn. Ier een dat ka maachen, stelle sech awer dräi wesentlech Froen.

Déi éischt Fro ass déi: Hu mer déi Basisdonnéeën, déi ee brauch, fir ze wëssen, wou mer dru sinn a wéi eng Steierreform soll ausgesinn? Mindestens de President vun der Pensionskeess an och den Direkter vum Statec seet: „Mir hunn déi Daten, déi Donnéeën, haapt-sächlech iwwert de Patrimoine, net zur Verfügung.“ Den Direkter vum Statec sot: „Se existéieren zwar, mä et muss ee se emol zesumme-féieren.“

Duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéi soll dat geschéien? Ass d'Bereitschaft do, fir mat den Experte vum Terrain effektiv déi Donnéeën iwwert d'Revenuen an de Patrimoine zesumme-féieren? Esou wéi iwwregens och de Franz Fayot dat a sengem Rapport de Moien ervirgestrach huet.

Déi zweet Viraussetzung ass effektiv déi, datt mer emol eng Lëscht hu vun den Nischen. A wann ech Nische soen, da mengen ech déi real Nischen. A Frankräich gëtt et 400 Steiernischen - 400! -, déi si opgeléicht hunn. Dovuinner sinn der eng Rei derbäi, wou ee seet: Déi maache Sënn. An der Belsch gëtt all Joer e Relevé mat de Steiernische festgehalten.

Ech hat an der Finanzkommissioun dorobber higewisen, well jo och de Statsrot dat gesot huet, ech hu geduecht, mir hätten des Kéier och esou e Relevé vun den Dépenses fiscales vun de Steiernischen, wéi virdu schonn hei drop higewise ginn ass. Et stellt sech awer eraus, datt dat just déi si vun der Lounsteuer an net vun der Betriebssteuer.

An ech mengen, dat ass eppes, wat souguer d'Zentralbank kritiséiert huet, datt een net kann en connaissance de cause schwätzen a schaffen, wann een net eng komplett Lëscht huet vun all deenen Nischen. A mir hoffen, datt dat deemnächst och zu Lëtzebuerg méiglech ass, net eréischt beim nächste Budget, wann ech gelift, mä elo, fir effektiv esou eng Lëscht ze maache vun de Steiernischen zu Lëtzebuerg.

Wëssend, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi Steiernischen hunn, mä dat brauche mer net ze diskutéieren. Déi ganz europäesch Steierpolitik baséiert dorobber, datt jiddwereen Nische mécht an een deem anere Steieren ofluchst an domadder Recetté klaut.

Drëtt Viraussetzung, fir d'Steierreform kënnen ze maachen, ass déi, datt ee sech muss eens ginn iwwert d'Ausrichtung vun der Steierreform. An ech mengen, dat ass wahrscheinlech dee schwierigsten Deel. Den Enjeu vun enger Steierreform misst eigentlech dee sinn, fir d'Rudder erëmzuerwerfen, fir d'Verdeelung vun der Steierlaascht tëschent Aarbecht a Kapital, wat an déi total falsch Richtung geet, fir dat erëm op gläich Féiss ze setzen.

Domadder hu mer de Kapitalismus net ofgeschafft, ausser wann d'Kapitaliste mengen, si kéinten dann net méi liewen! Fir déi erëm op gläich Féiss ze stellen, fir och d'Verhältnis vun den direkten an den indirekte Steieren erëm ze

équilibréieren. An ech mengen, datt déi Diskussioun seriö muss gefouert ginn.

De Franz Fayot huet de Moien effektiv een Einstieg an d'Komplikatioun dovunner geliwwert, wéi e gesot huet, datt hie beanstant, datt d'Aarbecht ze vill belaascht gëtt, ëmmer méi belaascht ginn ass, d'Betriber ëmmer manner, mä datt een déi net kéint méi belaaschten. Esou wäert et net opgoen. A mir mussen seriö driwwer diskutéieren, wéi d'Ausrichtung ass, fir datt de Stat an d'Gemengen erëm déi Recetté kréien, fir kënnen esou ze fonctionnéieren, wéi d'Bierger sech dat vun hinne kënnen erwaarden.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Madame Loschetter, Dir braucht lech keng Suergen ze maachen em eis Organisatioun, déi klappt tipptopp.

Ech ginn elo net weider an op déi Zwéckmillchen, an där verschidde Leit do dra sinn, mä ech mengen, et ass eng seriö Debatt, datt mer iwwert d'Ausrichtung vun der Steierreform eis mussen eens ginn. An datt een do soll och iwwert d'Alternativen an d'Aussoe vun de Gewerkschaften diskutéieren.

Virun allem ass awer nach ee Punkt wichteg bei der Reform. Ech kommen herno bei de Gemengen och nach eng Kéier dorobber zréck, wat d'Gemengefinanzen ugeet. Mä bei der Steierreform läit d'Propositioun um Dësch vun der CSV a vun der DP, wann ech dat richtig verstinn, fir d'Reform vun der Betriebssteuer virzezéien, mam But, fir den Taux affiché erofzesetzen.

Ech mengen, datt dat eng ganz geféierlech Operatioun wier, well déi leeft dorobber eraus, datt elo eng Rei Nischen net méi existéieren kënnen, datt den Taux affiché erofgesat gëtt, an datt awer d'Nischepolitik weidergefouert gëtt, fir datt d'Betriebssteuer insgesamt weider erofgeet. D'CSV ass an hirem Rôle, wa se dat mécht. Ech hoffe just, datt d'Regierung an hire Majoritéit capabel ass, fir sech deem entgéintzesetzen.

Wat den Zukunftspak ugeet, Spuerpak oder egal wéi mer et wëllen nennen...

(Interruption)

Oh, dat ass eng aner Diskussioun. Iwwert d'Austeritéit kann een och diskutéieren. Ech mengen, mir sollte wierklech eng Kéier driwwer diskutéieren, datt Der emol wësst, wat Austeritéit ass!

Wat de Spuerpak ugeet - dat heescht, d'Bierger an d'Stéit bezuelen dat, wat anerer net bezuelen -, wëll ech op e puer Punkten agoen. Dat Eischt ass déi TVA-Erhéijung. Ech wëll emol fir d'Éischt d'Feststellung maachen, datt déi Eenzeg, déi eng TVA-Erhéijung fir d'Kompensatioun, fir den Ausfall vum elektronische Commerce, déi Eenzeg, déi eng TVA-Erhéijung an hirem Wahlprogramm haten, datt dat d'CSV war a soss keng Partei.

Dann ass et e bësse komesch, wann d'CSV hei mécht, wéi wann dat elo ee grouse Problem fir si wier, d'TVA-Erhéijung. Si sollen offe soen, datt se derfir waren an datt se derfir sinn!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat soe mer offen. A mir répétéieren et nach eng Kéier, mir hunn et all Kéiers d'selwecht gesot, Här Turpel!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Okay. Da si mer eis zumindest eens, datt d'CSV virun de Wahlen an d'Regierung no de Wahlen déi ongerechtste Steier, déi et iwwerhaupt gëtt, wëllen ausbauen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat sot Dir.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - 2%... Jo, dat soen net nëmmen ech, dat seet d'Caritas. D'Caritas seet, et ass déi ongerechtste Steier, déi Der lech iwwerhaupt kennt virstellen! Dir hutt lech d'lescht Kéier op d'Caritas beruff, da wëll ech lech dat och elo soen. A si mengen et seriö a si kënnen et och argumentéieren.

Ausser beim superreduzierte Steiersaz soll se em 2% an d'Luucht goen. An et ass beileiwen net nëmmen esou, datt alles, wat eng normal Famill brauch, am reduzierte Steiersaz dran ass. Am reduzierte Steiersaz, dee vu 6 op 8 geet, ass d'Energie dran, Gas, Stroum an eng ganz Rei aner Saache fir normal Bierger. An am normale Steiersaz vu 15 op 17% sinn all d'Produkte dran, dat geet vun Autoen iwwert den Électroménager bis alles, wat iergendwéi Manufacture ass, sinn do dran.

An d'Präisser zu Lëtzebuerg leien iwwert deene vun anere Länner, wat méiglecherweis och e Problem ass fir de Commerce oder de Problem vum Commerce wäert verschlëmmeren. Wéi wäit wierkt d'TVA-Erhéijung sech op den Endpräis aus? Dat ass jo déi grouss Diskussioun. Dat ass jo d'Gretchenfrage.

D'CSL, fir se nach eng Kéier ze zitieren, well se ebe seriö schafft an och seriö Etüde mécht, huet mat dem Deutschen Institut für Wirt-

schaftspolitik zesummen eng Etüd gemaach, déi Der hoffentlech kennt, déi seet, datt d'TVA-Belaaschtung vun de Stéit vun 9,59 op 10,82%, dat heescht em 1,16% an d'Luucht geet. Dat sinn an der Moyenne 480 Euro, déi ee Stot méi muss bezuelen duerch d'TVA-Erhéijung. Ënner Berücksichtigung, datt de superreduzierte Saz net an d'Luucht geet. A si soen, dat ass zwëschen 290 a 790 Frang, Euro, jee no Akommeslag.

Woubäi et awer esou ass, datt fir déi ënnescht Akommeslag d'Belaaschtung méi grouss ass wéi fir déi iewescht Akommeslag. Fir déi ënnescht Akommeslag sinn dat 0,9%, zum Beispill, déi, déi de soziale Mindestloun kréien. A fir déi iewescht Akommeslag sinn et 0,6%. An elo soll emol nach ee mir soen, wéi déi 0,1% soziale Mindestloun, déi se bäikréien, wéi déi déi 0,9% do sollen ophiewen. Also gëtt hei eng Politik gemaach och op...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Duerch den Index.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Jo, den Index, dee weit awer just dat op, wat d'Liewensdeierecht... Jo, mä mat där Verschiebung, déi de Moie gesot ginn ass, wou de Finanzminister gesot huet, hie wier frou, datt dat esou spéit kéim, datt...

(Interruption)

Jo. Solle mer emol d'Verschiebung ausrechnen? Wësst Dir, wat Dir mat der Index-Manipulation bis elo gemaach hutt vun 2006 un?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Oh! Oh!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - 1,5 Milliarden hutt Dir de Stéit virethalen, inklusiv deene mam soziale Mindestloun. Inklusiv deene mam soziale Mindestloun! An och, Här Bodry, dat kéint Dir net ofstreiden, dat ass eng Politik, wou jiddwereen iwwert dee gläiche Leescht gezu gëtt. An dat ass de Géigendeel vun där Politik, déi Dir eigentlech verteidegt hutt. An Dir fuert riicht duerch domadder weider. Wat Der vun Dommheeten ënnert där leschter Regierung gemaach hutt, maacht Der elo an där Hisiicht do weider!

Iwwert d'Diskussioun vun der UEL, fir ze soen, d'Betriber géifen et zu 75% droen, ech mengen, do brauche mer net laang ze diskutéieren. Souguer d'Chiffere vun der Regierung, déi awer d'CSL a Fro stellt, soen: 50% fir d'Stéit, 50% fir d'Betriber, de Stat an d'Gemengen. Woubäi een dann och muss wëssen, datt bei de Betriber dat nach laang net all Betriber betrëfft, mä nëmmen déi, déi se net herno kënnen ofsetzen. D'CSL huet iwwregens gefrot, datt d'Regierung géif déi Chiffieren, datt dat 50:50 wier, emol eng Kéier géif beleeeën. Dat ass leider, souwäit wéi ech dat matkritt hunn, och net geschitt.

Ech ginn och net weider op d'Akzisen an. Ech mengen, datt awer och d'Akzise just als finanzpolitesche Problem gesi gi sinn, an net als Chance, fir eng aner Gesondheetspolitik ze maachen.

Wat d'TVA um Logement ugeet, wat d'Zweetwunnengen ugeet, bedauere mer nach eng Kéier, datt keng Etüd gemaach ginn ass, fir d'Konsequenzen ze kucke fir d'Loyereren. D'Regierung hofft a biet vläicht och, ech weess et net, datt d'Gewënnmargé vun den...

(Interruption)

Net all, net all.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat war déi viereg Regierung.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Okay, okay. Ech si mer awer net esou sécher, ob do net heiansdo gebiet gëtt, well ganz op objektiven Donnéeë baséiert dat net. D'Hoffnung, datt d'Promoteuren hir Gewënnmargé fräiwëlleg reduziéieren, bleift fir mech ee fromme Wunsch, fir deen een da biet oder net biet, mä dat wäert keng Realitéit ginn, soudatt awer dat wäert op d'Stéit, déi mussen loune goen, emgeluecht gëtt.

En plus ass et esou, datt déi Steierreduktioun, déi ee konnt kréien, op 50.000 Euro beim Invest, engem erlaabt huet, fir 416.000 Euro ze investéieren, an datt et an Zukunft nëmme méi erlaabt, fir 375.000 Euro ze investéieren, well Der net bereet waart, fir déi Steierreduktioun an d'Luucht ze setzen. Dat mécht fir een, deen dat nämlecht investéiert wéi virun, ee Verloscht vu 7.246 Euro!

An zum Schluss bei dem Logement wëll ech nach drop hiweisen, datt déi TVA-Erhéijung och stëmmt (veuillez lire: géllt) fir d'Gemengen, fir d'Communauteiten, fir déi, déi Gemeinschaftswunnenge bauen, an dann och fir all d'Asblen, an och dat ass net ganz seriö.

Déi nei Steier, op déi de Serge Urbany muer méi wäert agoen, vun 0,5%. Also, éischten muss ee sech froen, dee ganzen Duergerneen: Wat ass et? Ass et eng Steier? Ass et eng Sozialofgab? War dat néideg? Neen, et war net

néideg, well et ass vun Ufank un drop higewise ginn, datt et net dat kéint sinn.

Elo ass et eng Steier, eng speziell Steier, wou de Premier de Moien dem Finanzminister félicitéiert huet, datt elo dee ganze Salaire social minimum géif immuniséiert ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt ech genee dat nämlecht hei gesot hat, wéi se hei virgestallt ginn ass, an de Premier gesot huet, dat kéim net a Fro. Also ass dat och net ee Resultat nëmme vum gudde Wëlle vun deem engen oder anere Minister, mä et ass e Resultat vun der Mobiliséierung vun de Gewerkschaften.

De Serge wäert muer méi op d'Sozialpolitik, d'Familljepolitik, Aarbecht, Chômage a sozial Sécherheet...

(Brouhaha)

...agoen.

(Brouhaha)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Hien huet nach zéng Minutten. Esou geet dat net...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Macht lech do keng Suergen. Macht lech do keng Suergen, mir wëssen, mir deelen net ënnerteneen wéi Dir mat de Leit dobaussen...

► **Plusieurs voix.** - Ooh! Aah!

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Dat do ass gutt gedeelt. Esou rechne mer...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Denkt un Är Stonn! Dir hutt just nach eng Véirelstonn.

(Interruptions diverses)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Här President, ech ginn awer dovun aus, datt déi Zäit, wou ech ënnerbrach gi sinn a Froe gestallt kritt hunn, datt Der mer déi awer bäisetzt.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Wéi war dat mam Zuch?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Loost lech net provozéieren!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Dat ass deen Zuch, deen no vir fiert a wou een och no hannen...

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - An dee géif no hanne lafen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dem Här Urbany seng Zäit leeft of!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Wichteg fir mech ass et nach, zwee Wuert ze soen zu de Rulingen, déi elo eng legal Basis hei solle kréien. Dat ännert näischt an der Problematik, déi domadder opgeworf ass. Et ännert och näischt drun, datt mer iwwerhaupt net wëssen, wou mer dru sinn, datt een onbedéngt eng Bestandsopnahm bräicht, datt déi Froen, déi mer gestallt hunn, em wéi vill datt et iwwerhaupt geet, wat iwwerhaupt do nach erakënn, datt déi Froen net beäntwert sinn. Ech bedauern, datt dat eréischt d'nächst Joer geschitt.

Mir bedauern d'Feele vun Transparenz. Sécherlech hätt eng Enquêtekommissioun do méi schnell Kloerheet bruecht. An och fir d'Zukunft, menge mer, datt déi Transparenz misst garantiert sinn, datt ee sech muss eens ginn iwwert d'Besteuerungsbasis an Europa an datt ee sech och misst eens ginn iwwer ee Mindeststeiersaz.

Ech wëll do nach eng Kéier d'Union vun de Finanzbeamten zitieren, déi soen: «...introduire une part incompressible et inconditionnelle d'impôt sur les bénéfices partout en Europe.» Dat heescht, es Sockel festleeën als Minimum, dee fir jiddwereen méi bréngt.

An d'Fro, déi sech stellt, ass, ob mer mat enger korrekter Besteuerung, déi wierklech erëm Steiergerechtkeet an Europa géif schafen zwëschen der Aarbecht an dem Kapital, fir dann déi béis Wierder ze gebrauchen, wa mer dat géife maachen, ob net all Stat dovunner méi hätt.

An ech hätt mer gewënscht, mir hätten an enger effentlecher Debatt hei kënnen offen a seriö iwwert d'Rulingen diskutéieren, statt datt mer elo hei just ee Saz an engem Gesetz hunn, deen am Fong geholl eng Praxis, déi net gutt ass, soll legaliséieren. Mir stellen eis och weider Froen iwwert d'Legalitéit. Mä fir déi effentlech Debatt, do waart Der net d'accord. An dat ass ze bedauern. D'ganz Welt diskutéiert driwwer, just mir net!

Wat de Fonds souverain ugeet, mengen ech, stellt d'Fro sech, ob ee wierklech soll ee Fong maache mat Suen, déi ee muss léine goen. An



d'Fro, déi mir eis stellen, ass: Wou ginn déi Suen ugeluecht? Wat geschitt domat? Ginn déi erëm op internationale Finanzmäert investéiert oder hëllef se der realer Lëtzebuurger Wirtschaft? Ech gräfen awer d'Iddi op, déi de Franz Fayot gesot huet, vun engem Emprunt populaire, wat fir eis eng wichteg Saach ass.

Wat d'Gemengen ugeet, d'Méibelaaschtung vun de Gemengen, do gëtt jiddwereen aner Zuelen. D'CSV schwätzt vun 139 Milliounen, den Innenminister schwätzt vu 60 Milliounen, de Syvicol vun 100 Milliounen. Ech ginn emol dovun aus, dass déi vum Innenminister emol wäit ennerdriwwer sinn, well d'Gemeng Lëtzebuerg effektiv eleng scho 27 Milliounen Décheuten huet. Mä d'Resultat ass, dass gespuert gëtt op d'Käschte vun de Gemengen. Dat ass ee Fait! An trotz verschiddene Kompensatiounen, beispillsweis beim soziale Wunnengsbau, wou vu 70 op 75% den Taux erëm eropgeet, dat gëtt erëm opgefriess duerch dat, wat ee méi un TVA muss bezuelen.

Ënnert dem Stréch kréien d'Gemenge manner. D'Bierger wäerten dofir mussen bezuelen. A mir wäerten hoffentlech geschwënn diskutieren iwwer eng Gemengefinanzreform. Woubäi ech awer hoffen, dass opgepasst gëtt, dass wa mer eng Reform maache vun der Grondsteier, fir déi mer alleguerte sinn, mengen ech, an do d'Base d'assiette emol nei definéiert gëtt, dass mer awer dat immuniséieren, wat een normale Stot brauch fir eng Wunneng. Well et kann net erëm sinn, dass dorobber elo Sue méi sollen agezu ginn. Dat schéngt eis ee wichtege Punkt ze sinn.

An ech hoffen, dass dat net stëmmt, wat am „Lëtzebuurger Land“ an engem Artikel ugedeit

gi war vun engem vun de Beroder vun der Regierung oder vun engem vun de Parteie vun der Regierung, dass nämlech eng nei Biergersteuer op Gemengenebene soll agefouert ginn, well ee jo bei de Betriber näischt méi kéint huelen, an da misst een et bei de Bierger huelen. Mä ech mengen, dass sinn Diskussiounen, op déi mer zrëckkommen.

Wat d'Schoulen ugeet, bedauern ech, dass de Minister Meisch, deen eng ganz Rei Saache richtgebéit huet am Schoulberäich, wat d'Bilannen ugeet, d'Formation professionnelle ugeet, dass elo de Spuerwahn do mat him duerchgaangen ass, fir fir d'Éischt d'Täche wellen erfzesetzen, dunn d'Stonnen um Enn vum Joer, dunn d'Grille horaire fir d'Schüler, an esou een Duerjernee gebaut huet, dass mer net wëssen, ob déi nächst Examen iwwerhaapt nach kënnen stattfannen. D'Schoul ass ee Secteur, an dee mer mussen investéieren. Et gëtt jo och méi dran investéiert. An dee Spuerwahn, deen do proposéiert gëtt, dee baséiert op näischt. A scho guer net op engem Sozialdialog!

Wat d'Pressehällef ugeet, mengen ech, ass et gutt, dass dee Moratoire geschwat ginn ass. Mä besser wéi ee Moratoire wier, dass een dat definitiv kéint vergiessen, well och do stinn Aarbechtsplazen um Spill. A mir mussen dorivver diskutieren.

D'Immuniséierung vun deem, wat een un de Fonds national de solidarité muss zrëckbezuelen, ass erëm op iwwer 230.000 eropgesat ginn. Et war virgesinn, op 50.000 erfzesetzen. Och dat ass geschitt ënnert dem Drock vun de Gewerkschaften.

An ee leschte Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass dee vum Personal beim Stat. Mir ginn an...

(Interruption par M. Alex Bodry)

An enger ganzer Rei Verwaltunge gi mer domat konfrontéiert, dass mer gesot kréien: Déi Verwaltung huet net genuch Personal, fir dat an dat ze maachen. Sief dat eng Bibliothék, Pardon, een Nationalarchiv op Belval ze plangen oder x aner Saachen. De Stat huet e Besoin un zousätzlech Personal. En ass net chiffréiert. Et miss een e chiffréieren, fir dass mer och do weiderkommen. An de Minister vun der Fonction publique huet dat och gesot, dass dat ee Problem wier.

Et gëtt gesot vum Finanzminister de Moien, et léich elo alles um Dësch. Et wier alles um Dësch fir déi nächst véier, fënnef Joer. Mir bezweifelen dat. Mir bezweifelen dat! „Alles um Dësch“ géif jo heeschen: Et läit alles vir. Verschidde Saache sinn nach net berechent. A verschidde Saache sinn nach net am Detail gekuckt, mä d'Mesuré leien alleguerte vir. Dat géif heeschen, dass niest deenen 258 Mesuré keng aner dobäikéim bis zu deene 500.

Mir zweifelen awer dorunner, well déi Politik, déi Der hei maacht, d'Fortsetzung ass vun der Politik, déi Der mat der CSV gemaach hutt. An et wäert ëmmer eng Ursach fonnt ginn, fir d'Emverdeelung weiderzedriwwen (veuillez lire: fir d'Emverdeelung vun ennen no uewen weiderzedriwwen), fir d'Spuermoossname weiderzedriwwen. A spéitstens déi nächst Kris, iwwert déi kee schwätzt, wäert dat mat sech bréngen, wat ech virdu gesot hunn.

Schlussfolgernd soen ech, dass dat heite keng kopernikanesch Revolutioun ass. Ech hu schonn eng Kéier gesot: Ech mengen, d'Regierung versteet näischt vu Revolutioun. Bezuelen dinn d'Stéit an d'Leit, déi schaffe ginn. Et kascht

Aarbechtsplazen. D'CSV ass keng Alternativ. Si mécht datselwecht, och wa se e puer aner Akzenter setze wëllt mat méi Aspierungen.

Dat, trotz Alternativen, déi esou laang net berücksichtegt ginn, wéi den Drock vun der Strooss a vun dobaussen an d'Mobiliséierung vun de Gewerkschaften et net imposéiert, mengen ech, ass een Zeechen, fir ze wëssen, dass ee genee an déi Richtung muss goen an nëmme sech dann eppes ännert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Neen, plus...

(Interruption par M. Marc Angel)

Plus déi Zäit vun de Froen, wou d'Auer weidergelaft ass.

(Interruptions)

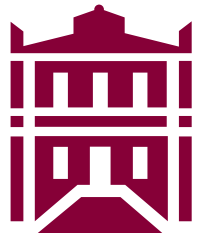
Neen, Här Angel, d'Auer war net stoe bliwwen. Ech hu se gesinn. An Dir hutt net gekuckt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen, ech mengen, den Här Urbany brauch net esou laang, well e konnt sech de Luxus vun engem Pressespriecher leeschten!

Domat si mer um Enn vun der Réunioun vun den Owend ukomm. Eng laang Réunioun. Rendez-vous muer de Moien ëm néng Auer fir déi nächst Riedner zum Budget an deenen anere Gesetzer. Domat si mer um Enn.

Ech hiewen d'Sézung op, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.44 heures)



SÉANCE 18

JEUDI, 18 DÉCEMBRE 2014

Présidence: **M. Mars Di Bartolomeo**, Président • **M. Henri Kox**, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo*, Président

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Gilles Roth, Mme Joëlle Elvinger, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (suite) (dépôt de deux amendements), M. Serge Urbany, M. Marc Spautz (interventions de M. Alex Bodry, M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Claude Wiseler, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Loschetter) (dépôt d'un amendement et d'une motion), M. Gusty Graas (interventions de Mme Octavie Modert), M. Roy Reding (interventions de M. Claude Haagen), (dépôt d'une motion), Mme Françoise Hetto-Gaasch (dépôt de deux amendements et d'une motion)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- E schéine gudd Moien. Ech maachen d'Sézung heimat op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci, Här Finanzminister. Da gi mer zu eisem Ordre du jour iwwer, eis Diskussioun iwwert de Statsbudget 2015, d'pluriannuel Finanzplanung an de sougenannten „Zukunftspak“.

Éischtens ageschriwwene Riedner ass fir d'CSV den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

2. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur vum Budget 2015, dem Kolleeg Franz Fayot, Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Bericht. Ech muss soen, wann een eng Kéier d'Chance hat oder d'Éier hat, selwer Budgetsrapporteur ze sinn, da weess een, mat wéi vill Aarbecht de Rapport vun engem Budget verbonnen ass. Et ass eng nobel Aufgab. An duerfir géllt dem Franz Fayot haut all eise Luef. Ech soen och der Madame Viviane Loschetter Merci fir hire Rapport zu dem Zukunftspak, dee fir eis CSV - opposition oblige - ee Bezuelpak ass.

Här President, elo zur Saach: Ronn 98% vun eise Budgetsrecetten, déi komme vun de Steiereinnahmen. D'Fro, déi ee sech eigentlech bei de Steierrecettë regelméisseg muss stellen, ass déi: Ass eis Steierlandschaft hei zu Lëtzebuerg allgemeng gutt gestréckt? Ass se kompetitiv am Verglach zu dem Ausland? An ass se virun allem a puncto Verdeeelung vun der Steierlaascht heiheem richtig ausgeglaach?

Éischtens zu de Steiere vun de Léin an de Gehälter: D'Steieren op de Léin an de Gehälter, déi si vun 2010 bis 2015 vun 2,1 op 3,3 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen. Dat ass eng Steigerung vu 57%.

Et ass esou, dass de sougenannten „ouvrier moyen“, dat ass eng international Norm fir d'Steierlaascht ze préiwen, mat engem Joresverdéngscht zu Lëtzebuerg vun 52.000 US-Dollar, dat sinn ongeféier 40.000, 41.000 Euro, bestuet, zwee Kanner, dee behält no Steieren a Sozialtransferten, wéi Kannergeld, Steierbonnen a Familienzouwendungen, ronn 99% vu sengem Bruttoloun als Nettoloun. Den duerchschnëttlechen OCDE-Wäert, dee läit hei bei 85% an an der Europäescher Unioun läit e bei ronn 83%.

Mat engem Duerchschnittsloun vu 4.300 Euro de Mount ass een zu Lëtzebuerg schonn als Jonggesell um virleschte Steiersaz mat 39%, bei enger Famil an der Steierklass 2 bei 8.600 Euro. Derzou kënt dann nach d'Solidaritéitssteuer vu 7% op deenen 39% verrechent an dann och nach zousätzlech integral déi 0,5% nei Steier aus dem Bezuelpak. Rechent een dann och nach d'sozial Laaschten derbäi, wéi d'Pension respktiv d'Assurancen, da kritt de Stat eigentlech bei deene betraffene Persounen fir all 100 Euro méi wéi d'Halschent zrëck.

Här President, des zwee Beispiller, déi verdäitlechen den eigentleche Problem vun eise aktueller Steiertariff fir Privatpersounen. Ee relativ niddrege Revenu gëtt insgesamt net staark besteiert, mä et kënt een duerch den Tarif séier op déi héich Spätzsteiersätz erun, an duerfir fällt d'Steierlaascht och zum groussen Deel op de sougenannten „Mittelstandsböckel“.

Wat sinn dann elo fir d'CSV d'Elementer vun enger Steierreform fir Privatpersounen?

D'CSV ass der Meenung, dass eng Adaptatioun vun dem Steiertariff sech opdrängt, fir de Mëttelstandsböckel ofzeflaachen. Do hätt ee fir 2015, eiser Meenung no, scho kënnen en éischte Schrëtt maachen. De Steiertariff sollt ee strecken, dass ee méi spéit op de Spätzsteiersaz kënt. Mir hätten déi 0,5% Steier an en ofgeflaachte Steiertariff agebonnen. Dat wier och méi sozial gerecht gewiescht. Well een, deen e manner héicht Steierakkommess huet, fir dee sinn déi 0,5% proportional eng méi staark Belaaschtung.

D'CSV versteet duerfir net, firwat déi ugekënnegt Steierreform, wa se da wierklech sollt kommen - wat mer hoffen -, eréischt fir d'Enn vun der Legislaturperiod virgesinn ass. Well eng Netupassung vun der Steiertabell, déi bréngt dem Stat um Niveau vun der Loun- a Gehaltssteuer zousätzlech 300 Milliounen Euro pro Joer.

D'CSV ass och der Meenung, dass een déi sougenannt Steierabatementen, d'Sonderausgaben, also d'Dépenses spéciales, wéi d'Ofsetze vu Scholdzënsen, d'Assurancen, d'Bausparvertrag, misst iwwerkucken. Vun deenen Abatementer profitéiert eigentlech just deen, dee wierklech Steiere bezilt. Ass dat versteierlecht Akommess méi héich, dann ass den „Steiergewënn“ - entre guillemets - och méi héich iwwert de Wee vun dese Steierabatemente respktiv den Dépenses spéciales.

E Stot zum Beispill mat zwee Kanner an engem Bruttoakkommess vu ronn 50.000 Euro pro Joer profitéiert vun der steierlecher Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen, Assurancen a Bausparvertrag zesummen ëm ronn 2.000 Euro. De Steierbenefit fir e Stot dergéint mat engem Bruttoakkommess vun 125.000 Euro oder méi, mä dee profitéiert vun deenen Ofsetzbarkeeten, Steierabatementen an Dépenses spéciales ëm ronn 5.500 Euro. Een, dee keng Steiere bezilt, huet näischt vun deenen Abatementen.

Mä hir dee Mann an déi Fra mussen zum Beispill hir Autoshaftpflicht bezuelen, déi fir jiddwereen hei am Land gesetzlech obligatoresch ass. D'Fro: Ass dat sozial gerecht? Mä et schéngt, muss ee soen, well et si jo och iwwert déi vergaange Joren do net vill Ännerunge komm,...

(Interruption)

...net esou einfach ze sinn, fir eenzel Abattemen-ten ofzeschaffen, well, wéi den Här Bodry, mengen ech, dat och weess, ass dat een deli-kate politeschen Akt.

Et muss een och soen, dass eenzel Wirtschaftszweiger, dass déi natierlech profi-téieren dervun, fir d'Produktur an de Mann an un d'Fra ze bréngen. An, ech mengen, beson-nesch déi Reklammen um Enn vum Joer, déi weisen och dorop hin.

Nach ass et esou, ass et richtig, dass een zum Beispill eng RC Chasse, also eng obligatoresch Juegdversécherung - an dobäi hunn ech näischt géint déi Leit -, dass een déi ka steier-lech geltend maachen an esou bei engem gudder Verdénger eigentlech erëm 40% vun där obligatorescher Juegdversécherung iwwer en anere Wee vun dem Stat als Prime zréckkritt. Jiddwereen, dee mécht do seng Analys.

Et muss een och soen, Här Bodry, dass enner sukzessive Regierungen de Montant vun den Abattemen-ter méierendeels zanter 1990 net méi ugepasst ginn ass. Mat Ausnahm vun 2011-2012, wou mer deen op de Scholdzën-sen halbéiert haten.

De finanziellen Impakt fir de Stat ass doduerch natierlech manner grouss ginn. D'CSV plädéiert an der Konkusioun duerfir éischer fir manner Abattemen-ten, mä duerfir e manner séier steigende Steiertariff.

Eng aner Remarque: De Facteur „Kanner“ muss een an der versprachener Steierreform och berücksichtegen. Bis elo ass eise Steiersystem eigentlech op e Familljemodell opgebaut aus dem Joer 1967, wéi deemools déi grouss Steierreform gemaach ginn ass. Mä zanterhier huet d'Gesellschaft evoluéiert. An ech mengen, an enger Steierreform muss een eiser Meenung no als CSV och deem neie Gesellschaftsbild Rechnung droen.

(Interruption)

Fir d'CSV muss een an deem Kontext der Situa-tioun vun der Scheedung, de Familles monopar-entales, net bestuetene Koppelen, och am Kontext vun enger globaler Steierreform, méi selektiv Rechnung droen. A mir soen dat och kloer an d'äitlech.

Technesch drängt natierlech, de Rapporteur huet dat schonns gesot, sech och eng Individu-albesteuerung op. Dat ass iwwregens och net esou einfach ze realiséieren, wéi dat gesot ass, um administrative Wee. An doriwwer eraus si mir als CSV der Meenung, dass een och muss Korrektur maachen um Niveau vun der Steier-klass 1A an dem Tariff, well duerch déi schnell Progressioun sinn déi Leit zum Deel elo beno-deelegt.

Här President, wéi steet dann d'CSV zur Ver-méigenssteuer?

An ugespaanten Zäiten, do gëtt regelméisseg gefuerdert, et sollt een d'Verméigenssteuer fir Privatpersounen erëm aféieren. D'Verméigens-steuer, déi war 2006, iwwregens an der Konter-partie vun der Quellesteier fir d'Résidenten op de Spuerzënsen, fir Privatleit hei zu Lëtzebuerg ofgeschaaft ginn. D'Verméigenssteuer vun de Betriber, an dat gëtt oft vergiess, déi ass awer weider bestoe bliwwen an déi bréngt dem Stat dést Joer, respektiv 2015, geschaten 280 Milliounen Euro pro Joer.

D'Neesaféierung vun der Verméigenssteuer fir Privatleit, bon, dat ass am Endeffekt ee poli-tesche Choix. Mä et soll ee sech awer och bewosst sinn, dass dat e rechtlech delikaten Exercice ass. Well d'Bewäertunge vun den Im-mobilien, wéi se elo sinn, déi ginn op d'Joer 1941 zréck, eng däischer Zäit vun der Ge-schicht vun eise Land. An do stelle sech nawell eng etlech Froen, mengen ech, och ver-fassungsrechtlicher Natur.

Firwat? Mä d'Relatioun vun den Immo-biliewäerter, wéi se an der Krichszäit festgeluecht waren, zum Beispill een Terrain um Lamperts-bierg oder een zu Bartreng, déi reell Wäerter, wéi se deemools haten, haut ass d'Proportioun zwëschen deene Wäerter eng ganz aner an dat stëmmt och net méi iwwereneen.

D'CSV, an dat soe mir och kloer, ass géint d'Neesaféierung vun der Verméigenssteuer fir Privatpersounen.

Här President, mir soen och gradesou d'äitlech, dass mer zu der Erhéijung vun enger Grund-steier stinn. Dat ass eigentlech eng total ridi-cule Recette fir d'Gemenge vu ronn 35 Milliounen Euro d'Joer. D'Grundsteuer hei zu Lëtzebuerg ass d'Halschent vun der Autossteuer.

An an der Grundsteuer fir d'ganz Land, also déi 2.586 oder 2.587 Kilometer carré, do sinn aber-graff all Immobilien vun de Liegenschaften, den Haiser, de Bürosgebaier, bis zu den Hotellen, bis zu de Grande-surfacen an esou weider.

Wëllt ee mat dem aktuelle System weiderfue-ren an enger éischer Phas, kann ee sécherlech de staatlechen Hebesaz an d'Luucht setzen. D'Chambre de Commerce zum Beispill, déi proposéiert, mengen ech, eng Verdräifachung dovunner.

Mëttelfristeg kënn en, eiser Meenung no, awer net laanscht eng Neibewäertung vun den Immobilien. Politesch ass eng nei Definéierung vun der Grundsteuer, menge mir, ee Choix vu méi sozialer Gerechtheet. Fir d'Gemenge be-deit et eng zousätzlech Einnahmequell an eng Kompensatioun vu verschidde Moosnamen aus dem Bezuelpak, déi d'Gemenge méi staark finanziell belastschen.

Fënneftens, e Wuert zur Betriebssteuer. Et gëtt behaupt, d'Betriber zu Lëtzebuerg, déi géifen net vill Steiere bezuelen. Abee, de Stat kritt awer vun de Betriber eleng iwwert d'Kierper-schaftssteuer 1,6 Milliarden Euro. Et gëtt oft ver-giess, dass d'Betriber zousätzlech nach Gewer-besteuer bezuelen, dass se zousätzlech nach d'Verméigenssteuer bezuelen an dass se och zousätzlech nach e groussen Deel vun der Ka-pitalsteuer bezuelen, zum Beispill op den Divi-denden.

De Montant vun der Kierperschaftssteuer eleng, deen ass, wéi de Gast Gibéryen dat gëscher gesot huet, an der Gréisstenuerdung relativ konstant bliwwen.

Et ass och esou, dass net ganz vill Betriber zu Lëtzebuerg Steiere bezuelen, mä e puer Betri-ber, dorënner eng Rei Finanzinstituter, déi bezuelen am Volume richtig vill Steieren. De Finanzsecteur zum Beispill, dee bezilt dräi Véirel vun der Betriebssteuer, 1,1 Milliard Euro pro Joer. 300 Milliounen kommen eleng vun de souge-nannte SOPARFlen.

Net ëmmer ass et awer esou, dass méi héich Steiersätz och méi Steiersue bedeuten. Als klengt Land, wat vum Finanzsecteur leeft, muss mir gutt oppassen, wa mir un der Steier-schrauf fir d'Betriber dréie ginn. Mir dierfen eis Kompetitivitéit net op d'Spill setzen. Well am Ausland, do schlofe se och net.

An de Krisenzäite konnte mir sécherlech d'Be-triibssteuer net erfsetzen. Mä d'Europäesch Kommissioun, ech mengen, dat ass schonns des Éfteren ugeklongen, déi ass de Moment am-gaangen, d'Bemessungsgrundlag vun der Be-triibssteuer EU-wäit ze harmoniséieren.

D'CSV ass duerfir der Meenung, dass mir där Tatsaach sollte virgräifen, nom sougenannten „first mover“-Prinzip. Well hei geet et ëm d'Erhale vun der Kompetitivitéit vun eise-m Wirtschafts- an Investitionsstanduert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'CSV ass der Usicht, et sollt een...

(Interruption et hilarité)

Här Bodry, zur CSV. Si ass der Usicht, dass ee sollt d'Bemessungsgrundlag vun de Betriber erweidern, mä am Géigendeel de Steiertaux erfsetzen, idealerweis zwëschen 15 an 18%. Mir mussen eis an deem Kontext nämlech vun der internationaler Kompetitivitéit mat eise-m affichéierte Steiertaux deem vun eisen direkte Konkurrenten, dat ass besonnesch Irland mat 12,5%, Zypern mat 12,5%, England 21% an der Schwäiz 21%, upassen.

Domadder - ech soen dat och - gëtt et net en direkte Steieraussfall, mä et féiert een en affi-chéierten Taux an, deen där effektiver Steier-lascht Rechnung dréit, déi d'Betriber elo zum groussen Deel bezuelen. Sécherlech, dat soll een och soen, ass net all Lëtzebuerg Betriber op en Erfsetze vun dem Steiertaux ugewisen. Well besonnesch industriell Betriber kënnen iwwert de Wee vun Amortissementer eng Rei vu steierbegünstegten Ofschreibung profi-téieren.

Fir d'CSV ass et och duerfir kloer, dass ee muss iwwert de Regime vun der sougenannter Steierbonifikatioun fir Investissementer vom Artikel 152bis aus eise-m Steiergesetz nodenken. An d'Banque centrale huet dat an hirem schréffleche wéi och an dem mündleche Be-richt vun hirem President an der Finanzkom-missioun gesot. Well, loosse mer dach éierlech soen, ech mengen, d'Finalitéit vun där Disposi-tioun, déi war net onbedéngt déi, fir steierbe-günstegte Fliegeren oder Yachten, fir dat emol esou krass ze soen, ze finanzéieren!

Zur TVA: D'CSV steet zu der Erhéijung vun dem Regelsaz vun der TVA vu 15 op 17%. Mä mir hunn de Leit dat virun de Wahle gesot! A bei dem État de la nation gouf vun der Regierung eigentlech eréischt d'Kaz aus dem Sak gelooss, an du koum et direkt mat dem decken Hum-mer.

Net nëmme de Regelsaz vun der TVA ass vu 15 op 17% an d'Luucht gaangen, mä et kippt een och eng Moosnam, déi iwwregens zanter 1991, also méi wéi 25 Joer, elo schonns Be-stand hat.

D'TVA um Logement locatif, also op de Mietwunnengen, déi geet vun 3 op 17% an d'Luucht. Dat ass wuel eng Mesure, wou een dach fir d'Statskeess séier u Sue kënn. Well zanter 1992 bis 2014, dat soll een och eng Kéier kloer an d'äitlech soen, huet de Stat iwwert de Wee vun steierbegünstegten Tariff mat der TVA Logement op insgesamt 5 Milliar-den Euro verzicht. Net alles fällt dovunner sé-cherlech ënnert de Mietwohnungsbau, mä den Haaptgrond, fir op dem superreduzierten TVA-Saz vun 3% bei dem Wunnengsbau ze bleiwen, war d'Schafe vu Wunnechten, an dat och fir Mietwunnengen, well där ginn der och gebraucht, an de Stat kann déi net alleguerten eleng bauen.

Als CSV si mer duerfir der Meenung, dass des Moosnam kontraproduktiv ass. Et ass och keng Étude d'impact gemaach ginn, fir ze ku-cken, wat dann d'Auswirkung vun der Erhéi-jung vun der TVA ëm 14% op dem Wunnengs-bau an op de Wunnengspräisser ausmécht.

Dann, Här President, huet d'Regierung ëmmer gesot, fir déi Leit, déi eng eege Wunneng sech géife bauen, géif sech näischt annere mat der Erhéijung vun der TVA op dem Logement. Mä dat ass net ganz richtig. Well d'Baukäschten, op deenen een den Tariff vun 3% applizéiert, déi leien elo, dem heitegen Dag, nach bei 416.000 Euro. Ab dem 1. Januar, da gëtt deen niddregen Tariff vun 3% TVA nach just op 357.000 Euro applizéiert. An och dat ass eng zousätzlech Belastschung fir Leit, déi sech en Eegenheim bauen.

Siwente Punkt: Steiergerechtheet heescht fir d'CSV och een ugepasstent Andriewe vun der Steierschuld. Dat zielt ëmsou méi an ugespaan-ten Zäiten. Et wier eiser Meenung no duerfir och ubruecht, dass eis Steierverwaltung géife personalméisseg kënnen opgestockt ginn, fir méi selektiv steierlech Kontrollen ze maachen. An d'CSV, dat soe mer och do gradesou d'äit-lech, ënnerstëtz duerfir déi néideg budgetär Mëttele, fir dat ze erreechen.

An deem Kontext wëlle mir nach eng Kéier drun erënneren, fir dass ee sollt a Rou ëmset-zen déi exzellente Recommendationen, déi 1997 de Jannot Kreké a sengem Bericht iwwert d'Fraude fiscale zu Lëtzebuerg gemaach huet. Well manner Steierbedruch, dat ass och méi Steiergerechtheet.

Aachten a leschte Punkt: d'Statsschuld. A sen-ger Ried zu dem Budget Métt Oktober 2014 dést Joer huet de Statsminister monéiert, dass mir all Joers géifen 200 Milliounen Euro Zënsse musse bezuelen an der Schuld, déi de Stat huet. Dat ass wuel faktuell richtig. Mä et ass eng eesäitig Duerstellung vun enger Finanzsi-tuatioun, déi déi viregt Regierung hannerlooss huet.

Well praktesch all Avise vun de Berufschambe-ren an och den Avis vun der Cour des Comptes ginn op de Géigewäert vun de staatleche Parti-cipatiounen an. An ech wëll hei ënnersträichen, dass eleng de Wäert vun de boursecotéierte Bedeelegunge vum Stat an der ArcelorMittal, an der Aperam, an der BNP Paribas, an der SES an an der SEO vu September 2013 bis op Sep-tember 2014, also iwwert dat lescht Joer, vun 1,7 Milliarden op iwwer 2 Milliarden Euro an d'Luucht gaangen ass. Dat si ganzer 281 Milliounen Euro, also bal 50% méi wéi d'Zëns-lascht op der ganzer Statsschuld.

Bis elo ginn déi staatlech Participatiounen vun de jeeweilige Ministères de tutelle géréiert. D'CSV wëllt eng méi optimiséierend a gebün-delt Gestiou vun de staatleche Bedeelegun-gen. Si sollten duerfir an engem sougenannte Fonds stratégique zesummegefuert ginn an och doriwwer géréiert ginn.

Här President, gëscht huet eis d'Majoritéit vir-gehait, mir hätte keng konkret Alternativen. Eis CSV-Vuen zur Steierpolitik schéngen haut dach vläicht e bësse méi prezis ze si wéi déi koaliti-ionsintern Diskussiounen iwwert d'Räiche-steier, d'Verméigenssteuer, lerschaftssteuer, Spätzsteiersaz an esou weider. Hei ass de Gambia-Leitsproch: „Mir maache mat manner méi. Mir soen de Leit, wat mir wëllen a wat op si duerkënn.“ nach net esou richtig eriwuer-komm.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Roth. Nächst Riednerin ass d'Madame Joëlle Elvinger fir d'DP.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, vir-ewech wëll ech dem Budgetsrapporteur Franz Fayot an der Rapportrice vun éischer Gesetz iwwert den Zukunftspak Merci soe fir hir gutt

mündlech wéi och schréfflech Rapporten. D'Rieden an den zwee leschten Deeg waren immens komplett. Duerfir erlaabt mir, dass ech a menger Ried op méi spezifesch Punkte wëll agoen.

Ech wëll op dëser Plaz profitéieren, fir méi ee geneeë Bléck op eis Budgetsrecetten ze geheien. D'Finanzplaz zu Lëtzebuerg mécht ronn 36% vum PIB aus. 36%, dat heescht, dass méi wéi all drëtten Euro hei am Land duerch eng Aktivitéit vun eiser Finanzplaz erwirtschaft gëtt. Zum Statsbudget dréit d'Finanzplaz deemno bal een Drëttel bäi. Des Recetté besti beispillsweis aus der Taxe d'abonnement, déi op Lëtzebuerg Investmentfonge bezuelt gëtt. Knapp 800 Milliounen wäerte fir 2015 iwwert des Tax erakommen.

Just fir d'Gréisstenuerdung: Dat ass nach e gutt Stéck méi, wéi de Stat all Joers an de Fonds pour l'Emploi gëtt. Deemno dierf et keen Zweifel iwwert d'ekonomesch Bedeutung vun eiser Fi-nanzplaz ginn. Geet et der Finanzplaz gutt, geet et och eise Statsrecetté gutt. A geet et eise Statsrecetté gutt, kënnen mir déi Sozialpolitik hei zu Lëtzebuerg maachen, déi esou exceptionell ass an déi mir wëllen oprechterhalen.

Mir sinn eent vun deene klengste Länner weltwäit, mä eis Finanzplaz ass eng vun deene gréissten. International gëtt vill Kritik dorunner geübt. Kritik, bei där vergiess gëtt, dass et des internationaler Kompetitivitéit ass, déi vill zum Wuelstand a ville Länner an deene leschte Jore bäigedroen huet.

Déi Kritik u Lëtzebuerg, dass seng Finanzplaz ze grouss wier, kéint een iwwregens och op eis Nopeschlänner iwwerdroen. Wann Däitschland seng Autoen nëmme géif fir seng Bierger pro-duzéieren, dann hätt hir Autosindustrie e ferme Problem, well knapp 70% vun hiren Autoen ginn an d'Ausland verkaaft. A wa Frankräich seng Lofffahrtindustrie nëmme fir sech géif schaffe loossen, da misst och déi geschwënn d'Segelen, oder an dësem Fall d'Fligelen, sträichen.

Lëtzebuerg exportéiert keng Autoen, Lëtze-buerg baut och keng Fliegeren, mä Lëtzebuerg exportéiert finanziell Dénsgschleeschtungen. A jo, dést mat engem ganz exzeptionelle Succès. E Succès, deen awer net vun näischt kënn.

Här President, ech erënnere mech nach gutt dorunner, wéi d'Enn vun der Finanzplaz erop-beschwuer ginn ass, well d'Bankgeheimnis elo ab dem 1. Januar wäert fort sinn. Abee, elo weist sech, dass d'Finanzplaz méi robust ass, wéi all Kritiker gemengt hunn.

An dat läit eben dorunner, dass et vill Elemen-ter ginn, déi de Succès vu Lëtzebuerg ausmaachen: Stabilitéit, Prévisibilitéit, eng schnell Èm-setzung vun den europäeschen Direktiven an och, wéi déi renomméiert englesch Wochenzei-tung „The Economist“ elo kierzlech ervirge-huewen huet: „Eng exzellente Kenntnis vun ane-ren europäesche Gesetzgebunge mécht Lëtze-buerg zu enger Porte d'entrée fir d'gesamt Eu-ropäesch Unioun.“

An der Administratioun vun Investmentfongen huet Lëtzebuerg eng Expertise an e Centre d'excellence opgebaut, dee vill mat den urlët-zebuergesche Stärken zesammenhängt: e multikulturellen a multilingualen Environne-ment souwéi e gutt Verständnis vun den ane-ren europäesche Länner. Lëtzebuerg ass en Zentrum vun Europa. An, ech mengen, a ken-gem anere Land gëtt Lëtzebuerg (veuillez lire: Europa) esou gelieft wéi bei eis.

Gläichzäitig ass et awer och wichteg, dass Lët-zebuerg sech deenen ëmmer méi strengen in-ternationale Standarden upasst. Ech begrëssen do staark dem Finanzminister seng Beméiunge vun de leschte Méint.

Här President, well d'Finanzplaz esou zentral fir eis Economie ass, well eise Budget esou staark vun hir definéiert gëtt a well mir eng Exzellenz doranner opgebaut hunn, déi een net liichtfan-keg dierf op d'Spill setzen, muss mir weider doranner investéieren.

Duerfir stëmme mir an den nächste Méint d'Gesetzgebung iwwert d'Fondation patrimon-iale. Dëst Gesetz wäert et enner anerem erla-ben, iwwer eng privat Fondatioun e Verméigen am Fall vun enger lerschaft zesummenzebehal-len. Dat ka bei engem Familljebetrib de Fall sinn, wou de Chef de famille a Patron beispills-weis wëllt derfir suergen, dass de Betriber net an eenzel Dealer zerbréckelt, well et entweder keen direkten lerve gëtt oder keen lerven de Betriber iwwerhuele wëllt oder well et méi wéi een lerve gëtt an déi sech och nach net onbe-déngt all ënnereneen eens sinn.

Dëst ass en interessante Produit, nieft enger Rei aneren Atouten, déi ee wuelseitig Privatper-

soune soll ubidden, fir de Standuert Lëtzebuerg fir dës Zilgrupp méi interessant ze maachen.

Eng Räichesteier wier och an deem Kontext kontraproduktiv, well ee méi héije Steiertaux heescht net automatesch méi Recetten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Ech hu virdrun och vu Stabilitéit als Atout vu Lëtzebuerg geschwat. Mam Triple-A ka sech zwar de Bierger net direkt eppes kafen, mä an engem schwieren ekonomesche Kontext ass den Triple-A e Kompetitivitéitsvirdeel fir d'Finanzplaz. Dese Virdeel muss mir duerch eng verantwortungsvoll Budgetpolitik oprechterhalen.

Ech sinn duerfir houfreg, dass de Budget pluriannuel, deen de Finanzminister virgeluecht huet, vun der Europäescher Kommission esou positiv bewäert ginn ass. Mat eiser Finanzplaz hu mer e Wirtschaftszweig geschaf, em dee mir weltwäit beneit ginn. Ma mir mussen weider an dëst Standbeen investéieren, och wann aner Piliere, wéi Logistik a Biomedezin, weider gestärkt mussen ginn.

Ee Beräich vun der Finanzplaz, deen d'Zukunft wäert prägen, ass dee sougenannten „Fin-Tech“. FinTech ëmfaasst beispillsweis d'Servicer wéi virtuell Währungen, elektronesch Paiementen an aner technesch innovativ Servicer. Fin-Tech ass de Lien tëschent den neien Technologien a Finanzen.

Et ass duerfir wichteg, weider massiv an d'Infrastrukturen am ICT-Beräich ze investéieren. De Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikationtechnologien ass een, deen en enormen Impakt op vill aner Beräicher huet. Beispillsweis wäert an Zukunft d'Erméigleche vu Archivage électronique en immensen Impakt hu fir d'Entreprises, déi bis ewell vill Geld an d'Gestaltung vun hiren Archiven op Pabeier gestach hunn. D'Initiativ „Digital Lëtzebuerg“, déi de Statsminister kierzlech virgestallt huet, ass duerfir eng ganz wichteg nei Investitioun, déi an den nächste Joren hir Früchte wäert droen.

Här President, e weidert Element, dat d'Statsrecetten onmëttelbar touchéiert, ass d'Steierpolitik. D'Steierpolitik ass eng héich komplex Matière, well kleng Ännerungen um Taux e ganz groussen Impakt op de Statsbudget kënnen hunn.

D'Regierung huet anonncéiert, fir deemnächst eng grouss Steuerreform ze maachen. Esou eng Reform kann een net iwwert de Knéi brieden an duerfir muss ee sech déi néideg Zäit huelen.

Mir stinn an der Steierpolitik virun zwou groussen Erausforderungen. Engersäits setzt d'DP sech säit Joren an, fir de Mëttelstandsbockel ofzebauen. Anersäits muss d'Steierreform ënnert dem Bléck vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber gekuckt ginn. Well och wann dat sech fir verschidde Leit op den éischte Bléck räsonabel unhéiert, muss ee wëssen, dass eng Erhéijung vun der Betribssteuer net noutwendegerweis zu méi Recetten am Statsbudget féiere géif.

D'DP steet fir eng Steierpolitik, déi de Wuessstum férdert, andeem si Raum fir Investitiounen a fir d'Schafe vun Aarbechtsplaze bitt. An deem Sënn muss ee kucken, ob déi aktuell Betribsbesteuerung nach zäitgeméis ass.

Do dernieft soll awer och d'Steierpolitik net e bestëmmte Familljemodell bezüelen. Duerfir ass de Wee vun engem Individualbesteuerung fir d'DP dee richtegen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier kuerz op déi international vill diskutéiert Steierharmoniséierung agoen. Ech soen et hei ganz kloer: D'DP ass géint all Form vu Steierdumping an et muss een um internationale Plang zesummeschaffen, fir dass de Steiersaz vu Multinationalen net géint null tendéiert.

Mä d'DP steet awer och fir e Modell vu gesonder Steierkonkurrenz. D'Feele vun enger gesonder Steierkonkurrenz behënnert net nëmme d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Innovatiounskraaft vu Betriber, ma et riskéiert een domadder och, dass d'Steieren ëmmer weider no uewe geschrauft ginn. Dëst ass weder an Intéret vu Privatleit nach am Intéret vun de Betriber.

Här President, dëst waren e puer Considérations zum Budget, déi ech ganz bewusst thematesch begrenzt hunn. Och fir ze weisen, dass et bei der Budgetopstellung net nëmme dorobber ukënn, fir Sue beschtméiglech ze alouéieren. Et geet och dorëmmer, eng laangfristeg Ofsécherung vu Recetten ze garantéieren, déi de Fundament vun eise Sozialsystem zu Lëtzebuerg sinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Elvinger. Nächste Riedner ass den Här Claude Haagen fir d'LSAP. Här Haagen!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee Budget determinéiert ëmmer, ob dat bei den Entreprises, Associatiounen, Gemengen oder Länner ass, zwee verschidde Voleten: dee finanzielle Volet a Richtung, an déi et soll goen, an déi politesch Richtung, wouhin et soll goen.

Dëst ass och fir eist Land de Fall a betrëfft och de Budget pluriannuel. D'Analys vun dësen Dokumenter gëtt vun de politesche Parteien, vun de Medien, de Bierger, vu Brëssel gemaach a beuerteelt. De Budget pluriannuel, en neit Instrument, ass wichteg, well en am Ufank vun enger Legislaturperiod déi ganz politesch a finanziell Orientéierung ugëtt; mä wat et méi zum Schluss vun där Period geet, esou wäerten dës Previsiounen zum Budget pluriannuel an deenen nächste Joren an déi nächst Legislaturperiod agräifen.

Et wäert also een Outil prévisionnel sinn, wat sech no enger gewëssener Zäit, vu datt mer ëmmer méi no da kommen op déi nächst Legislaturperiod, mat Décisiounen vun dëser Regierung op déi nächst Regierung wäert répercutéieren. Do wäert d'Politik, a mengen Aen, an eisen Aen, also och an d'Finanzen nach méi staark agräifen, wat d'Décisiounen fir déi nächst Joren, Jorzéngten eraus wäert mat sech bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Budget, deen oft als Austeritéitsbudget vu verschiddene Parteien bezeechent gëtt, ass awer an der Realität en Investissementsbudget, an dat huet besonnesch den Alex Bodry am Numm vun der LSAP-Fraktioun ervirgestrach.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Et ass also ee Budget, deen eis Économie elo brauch. Mir fueren also weider wéi 2014, wou déi öffentlech Investissementer 3,5% vum PIB ausgemach hunn.

De Fraktiounspresident vun der CSV huet gesot, datt d'Investissementer esou héich sinn, datt se riskéieren, net vun den zoustännege Verwaltungen, faute de personnel, kënnen realiséiert ginn. Mir brauchen awer en realistesch Astellungspolitik beim Stat, och wann dëst am Ufank Dépense bedeit, ewéi zum Beispill Personal anzustellen, fir dann dem Stat d'Méiglecheit ze ginn, supplémentaire Recetten ze kréien.

E puer Wuert zum Defizit vum Zentralstat. 2014 sinn dat 623 Milliounen Euro. Mir investéieren awer och 1,7 Milliarden. Mir subventionéieren d'Entreprise mat 953 Milliounen Euro an 3,8 Milliarde ginn an d'Sécurité sociale, fir d'Lounniewekäschte kompetitiv ze halen. Och dëst soll een emol ernimmen. Ech hoffen, heibannen ernënnert nach jiddweree sech un déi Kompetitivitéitsdebat, déi mer virun enger Woch, zwou Wochen hei am Plenum haten.

Dobausse gëtt ëmmer behaupt, beim Zukunftspak géife just d'Ménagen, also déi sozial Schwach, finanziell Aschnëtter kréien. Dëst stëmmt net. Wa mer zum Beispill déi nei 0,5% Steuer, also den Impôt d'équilibre budgétaire temporaire huelen, esou ass dës nei Steuer och duerch de Montant vum Mindestloun immuniiséiert ginn. Dat heescht, datt eben déi Leit, déi um finanzielle Minimum sinn, hei keng Steieren ze bezuelen hunn.

Datt dës Steuer herno iwwert de Statsbudget, an dat ass bei verschiddene Riedner ugeklongen, fir d'Kannerbetreuung soll benotzt ginn, ass eng gutt a richtig Entscheedung. Mä et ass keen neie Paradigmewissel. Dese Paradigmewissel ass 2006 mam Accord vun der Tripartite, fir d'Kannergeld net méi ze indexéieren, an duerch dës Mesure, eben an d'Betreiungsinfrastrukturen ze investéieren, agefouert ginn. Dëst sollt een och net vergiessen. Et ass also eng Zort Weiderféierung vun der Politik an deem Secteur. Natierlech, an dat soll een och betruachten, an engem anere finanziellen Émfeld.

Dir Dammen an Dir Hären, an där leschter Regierung sinn och Mesurë geholl ginn, fir d'Finanze Richtung Équiliber ze schalten, sinn och Spuermoosnamen, verschidde Spuermoosname geholl ginn. Dat soll een och net vergiessen, och wann eiser Meenung no am Dossier E-Commerce vill ze spéit gehandelt gouf.

Och an där leschter Regierung si Reforme gemaach ginn, an ech wëll do nëmme d'Resorte vun LSAP-Minister, Här Spautz, ernimmen, wéi Rentereform,...

(**Interruption**)

...Krankekeessreform, Reform vun der ADEM a Reformen am Enseignement. Dëst soll een net vergiessen, well dëst och schwieren Reforme waren, déi zu villen Diskussiounen heibannen an och bei de Bierger dobause gefouert hunn.

(**Interruption**)

Ech wëll hei awer och vun der Geleeënheet profitéieren - an de Rapporteur, den Här Fayot, huet dat deelweis schonn a sengem Rapport ugeschwat -, fir de Sozialdialog unzeschwätzen. D'Regierung soll eng Léier zéien, wat den Dialog mat de Sozialpartner ugeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Si soll net méi bis zum Schluss waarden, fir den Dialog mat de Sozialpartner an de Patronen ze fannen. Si soll eng Method fannen, fir mat dese Partner zum Beispill iwwert den Aarbechtsmaart, d'Kompetitivitéit, d'Steierreform an esou weider ze schwätzen. De Sozialdialog ass elo erëm do. E muss awer gefleegt ginn, an zwar vun alle Säiten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här President, ech wëll op e puer Themaen vum Budget agoen, an dëst ënnert dem Point de vue Participatioun vun den Entreprises a Ménagen am Zukunftspak. D'Erhéijung vum Taux vun der TVA, d'Kontributioun vun de Ménagen an den Entreprises, de Gemengen an dem Stat duerch TVA-Erhéijung vun 2% bei den Taxe vu 6, 12 a 15% ass kontrovers dobaussen diskutéiert ginn.

Et gëtt ëmmer behaupt, datt d'Erhéijung vun der TVA haaptsächlech vun de Ménagë gedroe gëtt. Dëst ass net de Fall. De Finanzminister huet dat a senger Ried gesot, datt et ongeféier fifty-fifty tëschent den Entreprises an de Ménagen ass.

D'TVA bleift beim Taux vun 3% onverännert, an déi Bienen, déi Gidder, wou den Taux 3% ass, maachen dee gréissten Undeel am Wuerekerf aus, an doduerch trëfft dës TVA-Erhéijung d'Ménagen, zum Beispill bei de Biens de première nécessité, net.

D'TVA-Erhéijung gëtt och vum Indexmechanismus absorbiert. Derbäi kënn, datt momentan d'Energiepräisser gefall sinn an op engem niddrege Stand sinn an och nach weider d'Tendenz hunn, ze falen. Wann ech dës Donnéeën abezéien, da wäert d'Kafkraaft momentan net ënnert der TVA-Erhéijung leiden. A puncto Recettë vun der TVA-Erhéijung kommen zum Beispill ronn 40 Milliounen vum Finanzsektor, deen als Consommateur final dës TVA bezilt.

E puer Remarques zur TVA Logement beim Neibau vu Mietwunnengen. Och do muss ee soen, datt dës Hausse vun 3 op 17% op d'Margë vun de Promoteure respektiv den Investisseure geet. Mir konnten op jidde Fall net feststellen, datt et zu enger Berouegung oder enger Baisse komm ass vun de Loyerer, wéi den TVA-Taux vun 12 op 3% erofgaangen ass. Dëst Kapital ass also an d'Margen eragefloss.

Dësen, ech ginn et zou, ass en onbekannte Chiffer, deen d'Betriber op hir Margen huele mussen. Dat seet net nëmme d'Patronat, dat soen och de Statec an d'Zentralbank, op Basis vun Erfahrungswärter aus der Vergaangenheet respektiv op Basis vun Etüden, déi no TVA-Erhéijungen am Ausland gemaach gi sinn.

Dat erkläert iwwregens och, firwat net mat engem ganz staarken Ustieg vun der Inflation gerechent gëtt, well d'TVA-Erhéijung eben net eent zu eent un de Consommateur weidergereicht gëtt. Et wäerten also net all d'Entreprises dës TVA-Erhéijung op hir Präisser répercutéieren. D'Post zum Beispill wäert d'TVA-Majoratioun net op hir Telefonspräisser upassen.

An der heiteger finanzieller Situatioun, mat Zënsen, déi niddreg sinn, wäerten och déi staatlech Instanze souwéi d'Promoteure weider an de soziale Wunnengsbau an an de Wunnengsbau am Ganzen investéieren. Mir wäerten de Logement am A behalen a mussen och an Zukunft, och wann d'Plan-sectoriellen elo net operationell sinn, den Dossier, ech nennen en emol „verfügbart Bauland“, weiderdreiwen. Och d'Upassung vun de staatleche Participatiounen beim soziale Logement vu 70 op 75% ass dee richtege Wee.

Dir Dammen an Dir Hären, bei den Entreprisë kuerz ee Saz nach zu der Mutualitéit, wou d'Participatioun vum Stat op 0,45% fixéiert gëtt. D'Betriber mussen och hei een zousätzlechen Effort leeschten, fir den Defizit vun der Mutualitéit 2015 un opzefänken.

Bei der Mesure N°124, déi d'Formation continue concernéiert, spuert de Stat tëschent 26 an 29 Milliounen Euro pro Joer an. Hei hunn zu engem ganz groussen Deel grouss Entreprisë profitéiert, déi dës Formatioun selwer gutt kënnen finanzéieren. Déi grouss Entreprisë brauchen an deenen techneschen Domäne gutt ausgebild Personal, wat sech awer ëmmer weider souguer muss a soll ausbilden, weiderbilden, an dëst ass jo am Intéret ebe vun dësen Entreprises.

Eng aner Upassung betrëfft d'Aide au réemploi. Bei dëser Mesure geet et hei net drëms, fir

engem Chômeur, deen erëm eng Aarbecht kéint kréien, dës Perspektiv ze verbauen oder säi Revenu ze kieren. Et geet hei eenzeg an eleng drëms, datt eng Rëtsch Betriber mat dëser Mesure Abuse bedriwwen hunn an et geet drëms eben, fir dës Abusen anzustellen. Dat ass bestëmmt net d'Schold vun deene Leit, déi an dëser Mesure dra waren, mä si sinn oft genuch déi leidtragend gewiescht, wa si erëm hir Plaz verluer hunn, wann d'Mesure eriwwer war, well zum Beispill de Patron se dann net méi gehalen huet.

Dat kann net de Sënn, jo, och net den Zweck vun der Aide au réemploi sinn. Mat der Mesure, esou wéi se elo am Accord mat de Gewerkschaften zréckbehalte gouf, ass garantéiert, datt d'Betriber ee fairen oder appropriéierten Deel vum Loun bezuelen an d'Aide au réemploi dann och hiert eigentlecht Zil erreicht huet, fir ee Chômeur dauerhaft erëm an d'Aarbechtswelt anzeféieren.

Am Allgemenge wëlle mir als LSAP, an dat ass eis Meenung bei all deene Mesurë bei der Lutte géint de Chômage, datt mer d'Leit solle férdere, awer och fuerderen. Dat géllt fir all sozial Mesuren, déi solle geholl ginn.

D'Aides aux entreprises vum Wirtschaftsministère maachen tëschent 7 an 8 Milliounen pro Joer aus, déi do agespuert ginn. Dat ass d'Mesure 67. Derbäi kommen nach eng Kéier 1,5 bis 2 Milliounen pro Joer bei den Aides en matière de développement et de diversification économiques.

Den Index spillt erëm normal an de Mindestloun geet wahrscheinlech och liicht an d'Luucht. Och dëst ass am Sënn vun der Kafkraaft.

D'UEL rechent vir, datt d'Entreprisë mat 200 bis 250 Milliounen zousätzlech wäerte beblaascht ginn.

Et sinn also net nëmme d'Ménagen, déi eleng zum Équiliber vum Statsbudget trajectoire 2018 bäidroen, mä och d'Entreprises.

Här President, fir d'LSAP stellt de Fonds souverain eng laang Fuerderung an Iddi duer. Wéi den Alex Bodry scho gesot huet, ass dëst eng Mouk, eng Reserv fir déi nächst Generatioun, déi net ugetaascht dierf ginn, bis eng Milliard ugespuert ass.

Beim Speise vun deem Fonds souverain si mer der Meenung, datt d'Chamber awer muss implizéiert bleiwen. Mir mussen net nëmme all Joer iwwert de Budget ee Kredit vu 50 Milliounen matstëmme, mä och um Courant gehale ginn, zum Beispill wou de Fong investéiert, wat fir eng Strategie datt en huet, an och ee bessere Contrôle iwwert dese Fong behalen, zum Beispill mat Hëllef vun der Cour des Comptes.

Zum Thema Ruling. An deene leschte Woche war Lëtzebuerg duerch Décisions anticipées, Rulings a Prix de transfert an de Medien. Ech brauch, an dat weess heibannen och jiddwereen, nëmme d'Schlagwuert LuxLeaks ze soen.

D'LSAP begréisst, datt dës Praxis eng legal Basis krit, datt et méi transparent gëtt, datt et elo eng Kommissioun ass, déi den Dossier préift, an datt de Stat dat net méi gratis mécht. Och wann de Montant vun 10.000 Euro vläicht éischer symbolesch ass au vu vun der Envergure vun den Dossieren, déi do deelweis traiteiert ginn, mä de Stat wëllt jo hei och net een eegene Business draus maachen. Et ass jo awer ëmmer nach en administrativen Akt.

Wéi geet et weider beim Thema Ruling? Schwéier soen, soulaang wéi d'Europäesch Kommissioun respektiv d'Cour de Justice net tranchéiert huet, ob déi aktuell Praxis eng onerlaabten Aide d'État ass, a soulaang wéi um internationalen Niveau - EU, OECD - nach un neien, wahrscheinlech verschärfte Regele geschafft gëtt.

Fakt ass awer, datt et schonn erstaunlech ass, datt just Lëtzebuerg an dëser Kritik vun de Rulinge steet a stoung. Rulinge gi vu ville Länner an der Europäescher Unioun a vun der OECD gemaach. Et gi jo elo och déi 28 Länner aus der Europäescher Unioun an net nëmme Lëtzebuerg zu deem doten Thema iwwerpreift. Fakt ass awer och, datt Lëtzebuerg an deene leschte Méint hei enorm Effort gemaach huet.

Dir Dammen an Dir Hären, e puer Iwwerleeungen zur Ofschafung vun der Allocation d'éducation an der Allocation de maternité. Esou wéi d'Rapporteur, den Här Fayot an d'Madame Loschetter, hir Iwwerleeunge schonn gesot hunn, wëll ech och bemerken, datt, wat d'CSV an och d'ADR soen, datt de Choix ewechgeholl gëtt, dat ass en „faux choix“...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - ...een Zerrbild vun engem Choix.

D'CSV geet dervun aus, datt et ee fräien, well absolut gläiche Choix ass, ob ee Partner, an der Regel d'Fra, weider schaffe geet oder doheem

bei de Kanner bleift. Net wéi am Congé parental mat der Garantie, duerno erëm eng Aarbecht ze hunn, mä et heescht, datt ee seng Aarbecht ganz opgëtt, fir doheem ze bleiwen. Duerno, no esou ville Joren, wou een aus dem Aarbechtsprozess eraus ass, muss een dann erëm eng nei Aarbecht sichen an och fannen.

Da kritt een awer meeschtens d'Rechnung presentéiert an do steet ee Präis drop, an do seet d'CSV net, wien deen da soll bezuelen. Vum Fall vun enger Scheedung brauche mer guer net ze schwätzen. Op d'Problematik vun eegene Pensionsrechter ginn ech hei net an, déi spillen awer an deenen Iwwerleeunge sécher mat.

Déi Allocatiounen, déi virgenannten Allocatiounen sinn an den 80er Joren agefouert ginn. Du war d'Welt nach eng ganz aner. Haut, am Joer 2014 muss een esou Primmen och kennen a Fro stelle respektiv net méi verlängere kënnen.

Den Taux d'emploi féminin hei zu Lëtzebuerg ass 64%. An deenen aneren héich entwéckelte Länner, europäesche Länner - fir se ze nennen: Skandinavien, Holland, Däitschland, Schwäiz, Eisträich - läit den Taux iwwer 70, deelweis bis 79%.

An deem Kontext wëll ech d'Regierung awer och drun erënneren, datt de Congé parental muss reforméiert ginn. E muss opgewäert ginn an e muss och méi flexibel gehale ginn.

Wat d'Kannergeld ubelaangt, ännert sech fir d'Familljen, déi elo Kanner hunn, näischt. D'Theorie vun der CSV, datt den aktuelle System dee beschten ass, fir d'Kanneraarmut ze bekämpfen, bestätegt sech awer net an de Chiffere vum Statec. Mam aktuelle System ass eng Famill mat engem oder zwee Kanner enner der nationaler Moyenne vum Aarmutsrisiko a Famillje mat dräi a méi Kanner a Monoparentaux leien driwwer. Da misst een och emol bereet sinn, eng éierlech Analys ze maachen, wat d'Ursaachen dovunner sinn.

Vläicht ass de Problem jo grad deen, datt vill Leit ab dem drëtten Kand ganz oder deelweis ophale mat schaffen an dann op e Revenu verzichten, wat d'finanziell Situatioun vum Stot méi beleeascht, wéi 100 Euro - wat iwwregens vill Sue sinn - méi oder manner Kannergeld ze hunn.

Déi besch Ofsécherung géint d'Aarmut fir eng Famill grad wéi fir Leit ouni Kanner ass a bleift nach ëmmer e fest Aarbechtsakkomes, an net Sozialleeschungen!

D'CSV wëllt d'Leit a besonnesch d'Familljen an d'Fraen an der Ofhängegkeet vum Sozialstat halen. Mir wëllen op de Wee vun skandinavische Modell goen, wou d'Frae gutt ausgebild sinn, wou se beim Loun net oder dättelech manner benodelegt sinn, wou se en héijen Taux d'emploi hunn, wou d'Kannerbetreuung gutt ausgebaut ass an d'Veereenbarkeet tëschent Beruff a Famill garantéiert ass a wou och d'Männer iwwert de Congé parental d'Erzéungsaufgab mat iwwerhuelen. Datt dee Modell e schlechte Modell soll sinn, een, deen d'Fräiheet vum Choix aschränkt, wéi d'CSV et behaupt, ass fir eis net nozevollzéien!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - D'LSAP ass och der Meenung, datt fir Leit a Ménagen, notamtant Familles nombreuses a monoparentales, déi riskéieren, an d'Prekaritéit oder d'Aarmut ofzerutschen, d'Regierung muss geziilt Mesuren ergräifen, zum Beispill am Kader vun der Reform vum RMG. Mä dat muss geziilt sinn. D'CSV-Politik, fir mat der Strenz jiddwieren ze beglécken, och wa se sech herno als Ongléck erusstellt, ass net d'Léisung.

Kolleeginnen, Kollegen, d'Abolitioun vum Trimestre de faveur ass an eisen Ae richtig. Hei gëtt, wéi den Numm et scho seet, eng Faveur ofgeschafft, déi keng Daseinsberechtigung méi huet. Bei der Bonification d'intérêts ass et eiser Meenung no och richtig, fir déi ze plafo-néieren, an zwar op véiermol de Mindestloun. Dat ass an eisen Aen och sozial selektiv.

Zum Schluss wëll ech nach e puer Kommentaren zu menge Virriedner maachen. Ech muss soen, datt wéi ech d'Ried vum CSV-Fraktionspresident héieren hunn, dat mech un eng Aart Léierstonn erënneret huet. Ech hat gemengt, Dir wiert bal ni an der Verantwortung gewiescht. Dës Regierung huet eng aner Politik wëlls a vilen Domänen an huet souwuel am Budget wéi am Zukunftspak dës Changementer definéiert.

Déi Iwwerleeungen, déi Dir iwwert d'Optik an d'Konzeptioun vun der Budgetsopstellung, vun der Budgetsphilosophie hutt, kënnen mir deelen. Ech denken, bal jiddwieren heibannen! Mir brauchen e Budget „nouvelle génération“ mat enger Gestion par objectif, fir eng modern a realitéitsugepasst Kontabilitéit ze kréien. Fir dat ze änneren, brauch een awer nun eemol Zäit. Dës Regierung huet domadder ugefaangen a mir wäerte se dobäi ënnerstëtzen, fir domadder weiderzefueren.

D'Iwwerleeunge vun der ADR kann ech net no-vollzéien, wat awer och net schlëmm ass. D'ADR ass géint all Steiererklärung, wat hiert gutt Recht ass, seet awer net, wou se eng Milliard...

(**Interruption**)

Wat hunn ech gesot?

► **Plusieurs voix.** - Steiererhéijung!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Wat hat ech gesot?

► **Plusieurs voix.** - Steiererklärung!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Ech hoffen, datt Der déi maacht. Ech hoffen, datt Der déi maacht!

(**Hilarité**)

...Steiererhéijung, wat jo Äert gutt Recht ass. Dir sot awer net, wou Der all Joer eng Milliard Euro wëllt spueren. Dat bleift wahrscheinlech Äert Geheimnis.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här President, och wa mir eis mat Budgetskonzeptiounen, Budgetsphilosophie als Deputéiert auserneesetzen, esou si mir der Meenung, datt wéi de Budget opgestallt ass a wéi e presentéiert ass dem Bierger seng Problemer de facto net léist. De Bierger hätt gäre Léisunge vu senger Problemer, gesäit gären, wéi d'Politik sech mat gesellschaftleche Meenungen auserneesetzt an a wat fir eng Richtung sech eist Land wäert orientéieren.

Déi eng Leit si mat der Politik vun enger Regierung d'accord, an déi aner wëllen, datt sech näischt ännert. Dës Regierung, an dat ënnerstëtzt d'LSAP, ass fir Emännerungen, fir en Denkenken, fir eis Leit (veuillez lire: eist Land) weider fit ze maachen a weider fit ze halen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Claude Haagen. Dann ass et elo um Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Meng Auer seet mer hei, datt nach 67 Minutte Riedezeit do sinn. Ech maachen lech et awer net ellen, dat wäert net esou laang Zäit brauchen. Ech wëll haut nach eng Kéier op dat agoen, wat meng Kollegin Viviane Loschetter, Reporterin vum Projet de loi 6722, dem sougenannten „Zukunftspak“, wat d'Viviane Loschetter gëschter als en „schwieren, couragése politesche Choix“ vun der Regierung am Beräich vun der zukünftiger Familljepolitik bezechent huet. D'Madame Loschetter sot: „Dës Regierung innovéiert an der Gesellschaftspolitik respektiv si adaptéiert d'Organisatioun vun eiser Gesellschaft un d'est Jordausend.“

Ier ech mech awer am Numm vun der grénger Fraktioun mat deem spezielle Punkt befaassen, wollt ech nach op e puer Saachen agoen, déi den honorablen Här Wiseler gëschter am Numm vun der gréisster Oppositiounspartei hei gesot huet. E bëssen, fir mech waarm ze maachen, quoi!

Den Här Wiseler huet gemengt, d'Regierung hätt vill ugekënnegt, mä d'CSV wier hongreg bliwwen. Emmerhin huet en awer enregistriert, datt d'Regierung e Pak vun 258 sougenannten „Spuermoosnamen“ presentéiert huet. Den Här Wiseler huet och richtig bemierkt, datt 49 vun deene Mesuren net chiffréiert wieren an datt eng Rei vun de Mesurégéifen d'Sécurité sociale betreffen oder d'Gemengen. A ganz richtig huet hien och bemierkt, datt vill Mesuren ugefouert géife ginn, déi nëmme kënnen realiséiert ginn, wann och en Investment gemaach gëtt. Zum Beispill mussen mer Leit astellen, fir e bessere Contrôle fiscal ze assuréieren.

Dat ass korrekt, Här Wiseler, an duerfir nenne mir de Pak vu Mesurégéife jo och „Zukunftsmesuren“. Si sinn eben net reng Spuermesuren, si sinn e konkrete Bäitrag vu Pisten, wou an Zukunft investéiert soll ginn, fir ze spueren respektiv zu enger besserer Gestiou vun eise Finanzen ze kommen.

Här President, de Spriecher vun der gréisster Oppositiounspartei huet och gemengt, d'Regierung hätt éischtens net fréi genuch mat de Sozialpartner diskutéiert, an zweetens hätt d'Regierung net all Mesuren, déi se annonciéiert huet, och exekutéiert. Si hätt der och e puer reportéiert.

An eisen Ae widderpricht den Zweetens dem Éischtens. Mir fannen et gutt, datt d'Regierung an där kuerzer Zäit e ganze Pak vu Mesurégéife léiert huet an dann awer och schnell - deenen engen net schnell genuch, mä ëmmerhin - den Dialog mat de Sozialpartner gesicht huet an zu eiser gréisster Zefriddenheet och en Accord fonnt huet. D'Regierung huet haart a schwaarz op wäiss nogeduecht a war awer prett, op déi betrafte Leit anzegoen.

De Sozialdialog misst méi fréi, méi schnell, besser gefouert ginn. Musse mer eis dat wierklech vun der CSV soe loossen, déi de Sozialdialog selwer aschlofe gelooss huet? Dës Regierung huet de Sozialdialog erëm zum Liewe bruecht a sech engagéiert, notamtant am Kader vum CES, sech regelméisseg mat de Sozialpartner ze treffen. A well ech jo och nach vill op déi nei Familljepolitik wëll agoen, muss een och soen, datt d'Familljeministesch am permanenten Dialog mat de Sozialpartner steet.

Här President, schliisslech sot den Här Wiseler och, d'Viraussetzunge vun der wirtschaftlecher Entwécklung, vun där d'Regierung géif ausgoen, wieren ze vill positiv. Dat kann natierlech sinn. Et ass nun eemol wierklech net einfach virauszeseen, wéi d'Wirtschaft sech wäert entwéckelen.

De Wirtschaftsminister huet vu virsiichtege Schätzung geschwat. Mir kruten e positive Feedback vu Bréssel. Mä selbstverständlech mussen mer bereet sinn, dës Zuelen, vun deene mer ausginn, a Fro ze stellen, besonnesch wat de Pluriannuel ueget. An dat ass jo och par définition e flexibel Budget, deen ëmmer erëm muss ugepasst ginn. Wie weess, wéi eis Weltwirtschaft sech an dräi oder fënnf Joer wäert entwéckelen?

Mäi Kolleg, den Henri Kox, huet gëschter schnonn drop higewisen: De Barrel Pétrol ass de leschte Freideg ënner 60 Dollar gehandelt ginn. Wien hätt dat virausgesot? Et ass och schwéier anzuschätzen, ob dës momentan Entlaaschtung fir eis Wirtschaft an Zukunft unhält oder sech eventuell an de Contraire entwéckelt.

Mir sinn der Meenung, datt d'Regierung sech op déi beschtméiglech Zuele baséiert huet. Mir si frou, datt niewent de Spuermoosnamen awer och e ganz gewaltigen Investissementseffort gemaach gëtt: an nei öffentlech Gebaier, an d'Sanéierung vun bestehenden Infrastrukturen, Schoulen, Betreuungsstrukturen, a mir maache Rekordinvestitiounen an d'Schinn. A ganz positiv sinn och déi substanzuell Budgeterhéijunge fir den FNR an d'Uni Lëtzebuerg.

De Wuesstum wäert net méi deeslewechte si wéi virun der Kris. Et gëtt vill Risikofacturen, mengt den Här Wiseler, an dat bestreide mer net. Mä d'Regierung huet Verantwortung iwwerholl, d'Regierung huet hir Proposen op den Dësch geluecht. An déi gellen net just fir ee Joer an déi ginn diskutéiert hei an der Chamber a mat de Sozialpartner.

D'CSV hat och vill ugekënnegt, geliwert huet se bis elo nach guer näischt! Si verréit eis net, wou si wëllt anescht spueren an anescht investéieren. Si verweigert sech dem Dialog.

Här President, niewent deene Mesuren, déi d'Regierung hëlt, fir d'Statsfinanzen erëm an den Equiliber ze kréien, stinn och eng Rei Mesuren, déi eng aner Familljepolitik ukënnegen. Vläicht hu mer eis bis elo ze weening mat de Froen auserneesat: Wéi definéiere mer eng Familljepolitik am 21. Jorhonnert? Wéi definéiere mer Chancéglichheet? Wat muss de Stat mat Steiersuen ënnerstëtzen? Wéi gi mer de Kanner vun haut - alle Kanner! -, déi beschte Chancé fir muer mat op de Wee?

Déi Mesuren, déi d'Regierung am Beräich vun der Familljepolitik hëlt, gi vun deenen engen als Paradigmewissel bezechent, vun deenen aneren als ideologeschen Agréff an d'Wahlfräiheet vun den Elteren. déi gréng gesinn dat schonn als ee Paradigmewissel, dee sech allerdings schonn eng Zäit laang ugedeit huet. A virun allem och gesi mir dee Wiessel als eng Upassung un d'Realitéit.

Ee Paradigmewissel, dee sech scho laang ugedeit huet: Jo, scho viru Joren huet sech d'Erkenntnis duerchgesat, datt mer zu Lëtzebuerg, am Verglach zu allen anere Länner, zimlech héich Geldtransferten als Hëlfelefen un d'Elteren ausbezuelen, an datt déi Politik net ëmmer sénnvoll ass.

Déi Sue ginn net ëmmer esou agesat, wéi se geduecht sinn. An déi Sue ginn ondifferenziert ausbezuelen un déi Leit, déi se ganz batter néideg hunn, an un déi Leit, déi op déi Geldtransferten net ugewise sinn. Duerfir ass schonn zënter Joren den Trend an der Familljepolitik gewiescht, fir méi an d'Betreuungsinfrastrukturen ze investéieren. An d'Kannergeld ass scho laang net méi no uewen ugepasst ginn.

A wann am Joer 1983 nëmme ronn 43% vun de Fraen am Alter vu 25 bis 49 Joer schaffe gang sinn, esou waren et an darselwechter Alterskategorie am Joer 2012 ëmmerhi 76,5%. Esou schéngt et och logesch, datt eis Familljepolitik sech duerno riicht, Elteren ze hëlfelefen, fir Beruff a Famill besser ënner een Hutt ze kréien. Fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, gëtt et méi Méiglechkeeten. Eng ganz wichteg ass et, fir genuch a gutt Betreuungsstrukturen zur Dispositioun ze stellen. Eng aner ganz wichteg ass de Congé parental. Deen erméiglecht et, den Elteren deen zäitliche Fräiraum ze ginn, fir méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen.

Här President, d'Allocation de maternité an d'Allocation d'éducation sinn ausbezuelen ginn, wann ee seng berufleche Aktivitéit opginn huet respektiv wann ee keng berufleche Aktivitéit hat. déi gréng sinn der Meenung, datt et richtig ass, wann de Stat dës zwou Mesuren opgëtt. Mat esou enge Mesuren encouragéiert de Stat jonk Fraen, fir aus dem Aarbechtsprozess erauszeklappen. An dat ass an eisen Aen net responsabel!

déi gréng sinn der Meenung, datt all Mënsch, ob Mann oder Fra, dee seng Ausbildung plus ou moins ofgeschloss huet - ech soe plus ou moins, well mer an Zäite vun „lifelong learning“ sinn -, all Mann oder Fra soll sech dann an een Aarbechtsverhältnis beginn. Dat ass net einfach, do soll a muss de Stat hëlfelefen, mä dat muss awer d'Zil sinn!

Mir investéiere vill Suen an d'schoulesch Ausbildung vun eise Kanner. Dat ass dee beschten Investissement, dee mer als Gesellschaft kënnen maachen. Wa mer jonk Leit encouragéieren, jorelaang vum Aarbechtsmaart ewechzebleiwen, riskéiere mer, datt deen Invest verluer geet. An ech schwätzen hei net un eischer Stell vun engem eventuelle finanzielle Verloscht vum Stat, mä ech schwätze vum Verloscht, deen deen eenzelne Betraffenen treëft. Esou schnell wéi sech d'Technologien, d'Mentalitéit, d'Aarbechtswelt veränneren, kënnen mer eise Kanner dach wierklech net verklickeren, si sollen der Aarbechtswelt jorelaang de Réck dréien!

Mir wëssen alleguer, wéi schwéier et ass, no enger laanger Paus erëm Fouss an der Aarbechtswelt ze faassen. A wann et da just drëm geet, an d'Aarbechtswelt wëllen zréckzekommen, dann ass dat net einfach. Mä wann et dann heescht, an d'Aarbechtswelt mussen zréckzegoen, da sti vill Leit um Ufank vun engem ganz beschwéierlechen an haarde Wee!

Fir datt mer eis net falsch verstinn: Mir sinn iwwerzeugt dervun, datt et eng ganz räich Erfahrung ass, Kanner ze kréien an ze hunn. Fir mech perséinlech läit vill um Sënn vun mengem Liewen doranner. Mir sinn och iwwerzeugt, datt eng gutt Kand-Eltere-Bindung eppes ganz Wichtige a Schéines ass. Mä dat soll iwwert de Wee vun engem Congé parental ënnerstëtzt ginn, gären och vun Deelzäitaarbecht, a fir déi, déi sech et kënnen leeschten, och gären duerch e Congé non payé.

Dës Politik bezechne mir net, ech bezechenen déi net als ideologesch motivéiert. Dës Politik bezechenen ech als verstänneg, nohalteg a si entsprécht och deem, wat mer an der reeller Welt untreffen. Dës Politik ass och keng Spuerpolitik. Insgesamt gëtt d'Regierung méi Suen aus fir d'Elteren an d'Kanner wéi jee virun! An dat ass och richtig esou.

Ab 1. Juni 2015 sinn d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité abrogéiert. D'Viviane Loschetter huet gëschter scho gesot, datt d'Finanzkommissioun déi Mesuren an hirer Majoritéit géif matdroen an huet och drop opmierksam gemaach, datt et eng Rei Elteren oder Mammae gëtt, déi, obwuel se weidergeschafft hunn, awer op dës finanziell Ënnerstëtzung konnten zréckgräifen, well si manner wéi de virgeschriwwene Montant verdéngt hunn.

Fir dës Familljen, ob monoparental oder net, ass dës finanziell Hëllef oft eng Ënnerstëtzung gewiescht, déi een och muss anescht a geziilt opfänken. déi gréng wëllen, datt d'Regierung all déi Reforme virundreif, déi et Pappen a Mammen erméiglechen, sech souwuel doheem an der Famill wéi op der Aarbecht ze verwickelen.

Notamtant déi skandinavesch Länner - an och de Kolleg Claude Haagen huet dorop higewisen -, notamtant déi skandinavesch Länner si schonns viru Jorzéngten op dee Wee gaangen an hunn haut an dëser Politik eng komplett Offer fir all Familljen unzibidden. Néierewou an Europa ass den Taux de natalité esou encourageant, de Gebrauch vum Temps partiel, och bei de Pappen, méi grous, an d'Offer u Betreuungsstrukturen a Ganzdagsschoulen ass exzeptionell och an hirer Qualitéit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Duerfir ënnerstëtzen déi gréng eng Familljepolitik, déi sech zum Zil setzt, kee Mënsch aus dem Beruffsliewen auszuschléissen. Eng Familljepolitik, déi Beruffsliewen a Familljeliewe besser zesummebréngt. Eng Familljepolitik, déi Steiergelder asetzt, fir gutt Betreuungsstrukturen auszubauen. Eng Familljepolitik, déi Geldtransferten do asetzt, wou se gebraucht ginn, déi jonk Elteren ënnerstëtzt, Jo zu Kanner an zu engem Beruffsliewen ze soen. Eng Familljepolitik, déi op d'Beruffswelt wëllt awierken, fir déi méi familljefrëndlech ze gestalten. Eng Familljepolitik,

déi sech duerch eng Steier finanziert, déi op alle Revenue vun all Personne physique erhuewe gëtt, also och vun deene Leit, déi keng Kanner selwer hunn.

Dat ass konsequent a solidarescht Ëmsetze vun engem Paradigmewissel, dee sech scho laang ugekënnegt huet. Dee Paradigmewissel ass transparent an no vir gerichtet. An duerfir ass et och eréischt vum 1. Juni un, wou e funktionéiert. Dat heescht, fir all déi Leit, déi elo Kanner hunn, changéiert sech näischt.

An deem Sënn wëll ech och an deemem Punkt nach eng Keier ausdrécklech eis Ënnerstützung fir d'Politik vun dëser Regierung hei bréngen an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR. An ech géif d'Kolleege bieten, Plaz ze huelen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och deenen zwee Rapportere Merci fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn, fir eis hei déi komplizéiert Projete virzestellen.

An ech wollt vläicht ufänken, fir ze soen, dass deen Zukunftspak, deen eis virgestallt ginn ass, grouss Ambitiounen huet. En ass eis och virgestallt gi mat grousser Wieder. Et ass vun Alternativlosegkeet vun den Ziler geschwat ginn. Et ass gesot ginn, mir bräichten e Mentalitéitswandel an der Gesellschaft.

Mä u sech ass dat hei guer kee grousser Worf! Mir hunn hei 258 méi oder manner kleng Messuren. Eenzelner sinn och méi grouss. Mä u sech, dee groussen Design an deem Ganzen, dee kann een net erkennen. Et ass einfach geschäert gi léns a riets, wou een hei oder do eppes ka spueren.

Wat eis awer Suerge mécht, dat ass, dass et en duerch an duerch och onsoziale Worf ass. Ech mengen, gëschter hate mer jo scho geschwat iwwert d'TVA, déi jo och virun allem déi kleng Leit trifft. Haut muss mer feststellen, dass och iwwert d'Waassertaxen an aner Taxen erëm geschwat ginn ass: alles onsozial Moosnamen, déi virun allem och déi kleng Leit treffen!

An da muss ee soen, dass deen Numm „Zukunftspak“ einfach net ze justifiéieren ass. En Zukunftspak, dee sech doduerch auszeechent, dass familiéipolitesch Moosnamen eigentlech déi Haaptmoosname sinn, dass d'Allocation d'éducation an d'Allocation de maternité verschwannen, dass ass keen Zukunftspak, mä dat ass e Pak, dee riskéiert, d'Zukunft vum Land a Gefor ze bréngen, deen engem d'Zukunft hëlt. Wéi sollen dann d'Familien an Zukunft sech finanziéieren?

Et kënt jo nach derbäi, d'Kannergeld gëtt och nach plafonéiert. „D'Regierung wëllt keng natalistesche Politik maachen“, esou dréckt se sech aus. Wéi wëlle mer dann déi Kanner hei an d'Land kréien, déi mer awer brauchen? Wéi wëlle mer d'Familien ënnerstëtzen? Well d'Kanner si jo awer eis Zukunft! Soll dat alles mat enger Croissance iwwert d'Immigratioun geléist ginn? Wat jo och erëm Problemer mat sech bréngt. Dat heescht, deen Zukunftspak, dat ass u sech eppes, wat eis Zukunft hypothekéiert, op jidde Fall nei Gefore bréngt!

Mä d'Madame Loschetter hat an hirer Ried gesot, et wär eng Alternativlosegkeet do. Dat ass net wouer, et gëtt eng Alternativ! D'Leit, d'Wierler hunn d'Alternativ téschent engem Modell vun deenen dräi Regierungsparteien oder engem, dat de Leit d'Fräiheet gëtt, de Choix am Liewen. Deen awer hei kloer a Fro gestallt ass! Et ass de Choix téschent engem fräie Liewensmodell, wou d'Leit kënnen hir eegen Décisionen huelen, oder engem Modell, wéi d'Regierungsparteien e proposéieren, wou u sech de Stat decidéiert, wat besser fir d'Leit ass.

Ech soen lech, dat, wat hei proposéiert gëtt an der Familiéipolitik, dat ass och fraeifeindlech! Well hei hëlt sech de Stat jo eraus, besser ze wësse wéi d'Fraen, wat si fir e Liewe wëllen huelen. Dir instauréiert e staateleche Patriarchat hei! Dir sot, wat fir d'Frae besser ass.

An et ass fraeifeindlech nach derbäi, well Dir huet d'Fraen ewell als e Potentiel économique. Dir rechent den „return on investment“. Wann ech deene Gréngen hir Riede lauschten, da muss ech soen, dass do esou Terme si wéi „Mir hunn esou vill an d'Schoulbildung investéiert a mir hätten als Gesellschaft gären esou vill zréck“. Dat ass en Discours, dee wierklech just de Mënsch op säin ekonomesche Wäert reduzéiert, op en ekonomesche Facteur.

An en ass fraeifeindlech, well mer guer net méi den Discours hei hunn iwwert d'Schëinheet an

d'Wichtigkeet vun deem, wat dat heescht, eng Mamm sinn an d'Kanner erzieien! Dat verschwënt an engem Discours vun enger Regierung, déi nëmme nach an „parent un“ an „parent deux“ rasonéiert a seet, jiddweree muss schaffe goen, well dat ass dat Eenzegt, wat de Wäert vun engem Mënsch ausmécht.

Mir ginn net op dee Wee. Mir ginn net op dee Wee! Mir schützen d'Familien a mir soen, mir sinn do, fir deene Leit, wann déi decidéieren, wëllen doheem ze bleiwen, mä déi Méiglechkeet muss se hunn, an och materiell hunn, och fir dee Modell ze ënnerstëtzen. An ech kommen herno op eis Familiéipolitik zréck.

An, Är Politik ass och kannerfeindlech! Well den Hannergedanken ass jo awer och, fir kënnen d'Kanner ze huelen an eng kollektivistesche Erziehung. Dat ass jo de Familien d'Méiglechkeet vun der Kannererziehung ewechhuelen an dem Stat d'Autoritéit iwwert d'Kannererziehung ginn. Dat ass jo den Hannergedanken!

A wann Der wierklech de Congé parental als familiéipolitesch Moosnam wëllt akzeptéieren, wéi dat jo haut ass, ma da schaaft déi Division téschent den Elteren of a loosst d'Familien decidéieren, fräi decidéieren, wien de Congé parental soll huelen a fir wéi laang. Well et ass em dat, wourëms et geet. Et soll jo esou laang wéi méiglech een Elterendeel bei de Kanner sinn. Da loosst d'Elterendeeler och fräi decidéieren, wien dat soll maachen!

Et héiert een och a verschiddene Rieden a leschter Zäit, dass dat e Luxus wär, dass d'Leit géifen doheem bleiwen, déi kéinte sech dat jo leeschten, fir hir Kanner ze erzieien an esou weider. Dat ass e schockanten Discours! Well wéi vill Leit verzichten op esou vill, och materiell, fir kënnen doheem ze bleiwe bei hire Kanner an hinnen dat Elterehaus ze ginn, wat si hinne wëlle ginn. Dee Verzicht, dee muss dach respektéiert ginn!

A wéi vill Leit wëllt bei hire Kanner bleiwen an hinnen dee Modell offréieren, wa se et dach nëmme kéinten! A se ginn awer elo, an ëmmer méi, forcéiert duerch d'Politik vun dëser Regierung, fir schaffen ze goen. Dat op jidde Fall ass net dat, wat mir gesinn als Familiéipolitik.

Dann, ech wëll vun Ufank un, ier mer elo ze eise Propositionen kommen, well mir maachen lech elo als ADR konkret Spuerpropositionen, mir bleiwen do net hanner eisem Wuert zréck. Mä direkt, fir ze dokumentéieren, dass mir net domat d'accord sinn, dass eng Allocation d'éducation oder eng Allocation de maternité gestrach gëtt, wëll ech hei dem Här Chambers-president eis Amendementer iwwerrechen, déi ebe soen, mir hätte gär, dass déi zwou Allocationen bestoe bleiwen. Wann ech gelift, Här Chambers-president!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Amendement 1

Concerne: Art. 2. - Le Code de la sécurité sociale est modifié comme suit (page 91):

Rayer le point 8° concernant l'abrogation de l'allocation de maternité qui s'intitule: «Les articles 294 à 298 sous l'intitulé «Chapitre IV - Allocation de maternité» sont abrogés.»

De ce fait, le paragraphe (1) de l'Art. 40. (dispositions transitoires) devient superflète et est également à rayer.

Exposé des motifs:

Maintenir les dispositions de l'allocation de maternité.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding.

Amendement 2

Concerne: Art. 2. - Le Code de la sécurité sociale est modifié comme suit (page 91):

Rayer le point 9° concernant l'abrogation de l'allocation d'éducation qui s'intitule: «Les articles 299 à 305 sous l'intitulé «Chapitre V - Allocation d'éducation» sont abrogés.»

De ce fait, le paragraphe (2) de l'Art. 40. (dispositions transitoires) devient superflète et est également à rayer.

Exposé des motifs:

Maintenir les dispositions de l'allocation d'éducation.

(s.) Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An elo ass et vläicht interessant, fir emol an den Detail eranzegoen. Mir hunn als ADR effektiv gesot, dass mir géint Steiererhéijunge sinn, well dat der Economie schuet. Mir wëllen d'Kafkraaft vun de Stéit erhalen. A mir wëllen, dass de Stat keng Suen zur Fënster erausgehät. Mir wëllen, dass de Stat bei sech selwer spuert. Mä dofir brauch ee politesche Courage! A mir stinn och zu deem, wat mir an eisem Wahlprogramm versprach hunn, wat mer ugekënnegt hunn.

De Spuereffekt vum Zukunftspak vun der Regierung, Dir nennt e jo esou, mä, wéi gesot, mir zweifelen drun, deen ass am Ganzen iwwert d'Joren 302, bal 303 Milliounen, cumuléiert, dat ass op jidde Fall dat, wat an Är Fiche financière do ugekënnegt ass.

Mir wëllen lech hei soen, wéi ee liicht ka 430 Milliounen spueren, net ausginn. A 430 Milliounen par rapport zum aktuellen Zoustand, géife mer um nationale Plang kengem eppes ewechhuelen - national, par rapport zum aktuellen Zoustand -, eis international Verpflichtunge respektéieren a keng Steieren héijen!

Déi éischt Moosnam ass selbstverständlech evident: op den Tram verzichten! Dat ass e Verkéierskonzept, wat de Verkéier hei am Land méi schlëmm mécht, de Verkéiersproblem net léist, de Stau op den Autobunnen net ewechhëlt, den Haaptproblem vun de Frontalieren net léist, verkéiersméisseg, en enormen Investissement ass, wat an där Zäit och duerch Busse ka gemaach ginn. E komplett onsennege Plang! An dee kascht, eleng an deem Gesetz, wat mer elo hei gestëmmt haten den 29. Juli, an enger éischter Phas bal 231 Milliounen Euro, ouni dat ze rechnen, wat d'Gemeng Lëtzebuerg an aner Gemengen eventuell och nach mussen schëlleren!

Dee kënnen mer komplett strächen! Mir ersetzen dat duerch eppes, wat vill méi bëlleg ass. Mir loosse Bussen op de Kriechspuren op den Autobunne fueren, fir d'Frontalieren op déi Manéier séier an ouni Auto, ouni Privatauto an d'Stad ze bréngen. Eng enorm Economie, e Plus fir d'Verkéierssituatioun am Land an direkt - direkt! - 231 Milliounen gespuert, ouni all déi Suen, déi an den nächste Joren nach missten an deen irrsinnege Projet Tram investéiert ginn!

Zweet Moosnam, an dat hu mer ëmmer erëm gesot als ADR, mir stinn zu eiser internationaler Verpflichtung, dat hu mer versprach, 0,7% vum Bruttonationalakommes an d'Entwécklungshëllef ze ginn. Hu mer gesot: Mir stinn dozou!

Mir sinn awer dergéint, dass mer méi ausginn! An des Regierung, déi huet 323 Milliounen, Mindestzomm, ausginn, dat huet se festgeloet. Dat ass net nëmme 1% vum Bruttonationalakommes, dat ass méi wéi 1%.

Eleng dëst Joer gi mer 23 Milliounen Euro méi aus wéi deen 1%. Dat ass enorm! Wann ee bedenkt, dass verschidde vun deene familiéipolitesche Moosnamen dëst Joer mat véier Milliounen, déi Der sträicht, zu Buch schloen. An hei gi mer wäit iwwer 1% vum Bruttonationalakommes an d'Entwécklungshëllef, woubäi mer international versprach 0,7% hunn.

Mir wëllen och, dass bei der Entwécklungshëllef alles ugerechent gëtt, wat kann no den internationalen Regeln ugerechent ginn a wat aner Länner och urrechnen: wéi zum Beispill verschidde Moosnamen fir Demandeurs d'asile aus deene Länner, wéi Studiegelder, wéi Opérations pour le maintien de la paix an deene Länner, wéi verschidde klimapolitesche Moosnamen an diäers méi, wat alles vun der OECD ugesi gëtt als fir d'Entwécklungshëllef relevant Dépenses an déi mir hei net arechnen.

A mir hätte gär, dass eis Lëtzebuurger Economie kann e Retour op d'Entwécklungshëllef hunn, dass och eis Entreprisë kënnen dovun profitéieren, wéi dat elo am Verdeegeungsberäich jo gemaach gëtt, wou mer jo och den Effort an d'Luucht gesat hunn.

Dat alles, wann een dat zesummerechent, dat heescht, déi Facteuren, déi ech elo gesot hunn, alles urrechnen a reduzéieren op 0,7% vum Bruttonationalakommes, dat sinn 100 Milliounen Euro. Da si mer, mat dem Tram, 230, an d'Entwécklungshëllef upassen u eis international Verspriechen, da si mer schonn op 330 Milliounen Euro!

Nächst Moosnam: de Klimaschutz. Dat ass jo e bëssen eng helleg Kou vu verschiddene Regierungsparteien. D'ADR geet elo net op d'Diskussioun an, ob déi Moosnam, dat ass eng spannend Diskussioun, ob dat elo justifiéiert ass oder net. Mä deen „Green Climate Fund“, an deen d'Regierung fënnf Milliounen Euro elo abezuelt huet - fënnf Milliounen Euro -, do muss ee wëssen, dass et do keng richteg Verdeeungsstrukture gëtt. Do sollen emol esou Agenturen an deenen eenzelne Länner gegrennt ginn, déi dat dann do solle verdeelen. An da soll do diskutéiert ginn, wéi déi Sue verdeelt ginn. Dat ass alles guer net kloer. Wahrscheinlech kënt et do zu immens vill Korruptioun a Mësswirtschaft, esou wéi et ausgesäit. Mä mir ginn emol fënnf Milliounen Euro!

Wéi gesot, ech ginn net op de Klimafong an. Mä wat mir kritiséieren a wat mer ëmmer erëm gesot hunn, ass, dass Lëtzebuerg net soll méi ginn, proportional, wéi all déi aner Länner. Mä wa mir kucken, Lëtzebuerg huet ëmgerechent 6,3 Milliounen Dollar ginn, a Länner wéi Spuenien gi 16 Milliounen Dollar. Ech mengen, déi Disproportionne muss ee sech emol virstellen! D'Belsch huet 50 Milliounen Dollar ginn. Si hunn awer 11 Milliounen Awunner! Norwegen

33 Milliounen Dollar. Also mir gesinn... Neiséland 3 Milliounen Dollar. Neiséland, 3 Milliounen Dollar!

Mä wann een dat da kuckt, da soe mir als ADR näischt dergéint, dass een och international seng Kontributioun bezilt, mä mir mussen ophale mat deem méi proportionell bezuele wéi anerer! Wa mir dat géife maachen, kéinte mer hei direkt zwou Milliounen Euro spueren. Eleng nëmme, dass mer eis géifen ugewinnen ze kucken, wat den Duerchschnitt vun deenen anere Länner gëtt an eis dann deem upassen.

Mir sinn also mat deene Moosnamen, déi ech bis elo proposéiert hunn, schonn op 333, op 332 Milliounen Euro gespuert, ouni engem eppes ewechgeholl ze hunn an ouni en international Verspriechen hannergaangen ze hunn!

Véiertens, den Accord salarial mat der Fonction publique. Ech erënnere emol drun, dass d'DP an hirem Wahlprogramm, et ass jo ëmmer interessant, deen ze liesen... D'DP hat versprach: «Le DP réitère qu'un accord salarial ne peut être justifié dans le contexte de la situation financière désastreuse de l'État.» A weider: «Nous ne voulons pas d'un côté augmenter les traitements et de l'autre côté, pour financer cette décision, réduire les dépenses ou augmenter les impôts.» Mä do kann een nëmme soen, den DP-Wahlslogan, well elo maache se et jo, dass ass onverännert, wéi e schonn esou dacks war: „Wéi versprach esou gebrach!“ An dat ass dat, wat d'DP och elo gemaach huet: Si huet versprach, deen Accord salarial net ëmzesetzen, a si mécht et elo.

Mir als ADR, mir wëllen och, dass d'Beamte korrekt bezuelt ginn. Mir wëllen och, dass et jiddweregem gutt hei am Land geet a mir bekennen eis och zum Prinzip vun engem Accord salarial mat der Fonction publique, awer net, wa mer dat mussen op d'Käschte vu Scholde finanziéieren, déi d'Generatiounen no eis mussen bezuelen. Dat wëlle mir net verantweren!

Dofir soe mir: Soulaang den Zentralbudget, de Budget vum Zentralstat am Defizit ass, kënnen mir dat net verantweren! Economie, eiser Meinung no, no der Fiche financière vum Projet de loi 6458: ronn 80 Milliounen Euro. Mir sinn also elo op 412 Milliounen Euro, par rapport zum Istzoustand, wéi ech et gesot hat, ouni iergendengem eppes ewechgeholl ze hunn, ouni d'Steiere gehéicht ze hunn, ouni eng international Verpflichtung vum Lëtzebuurger Land net respektéiert ze hunn.

Dann eis Propositionen am Kulturberäich. Do hate mer gesot, mir hätte gär d'Fusion vum Casino d'art contemporain a vun dem Mudam. Mir denken, dass dat eng liicht Economie vu ronn 1 Millioun Euro ka sinn. An do si mer bei 413 Milliounen.

Mir denken och, dass d'Regierung soll emol hir Propagandacampagnen an de Ministère daitlech aschränken. Wat hu mer dann do missen erliden a leschter Zäit! Kuckt lech emol déi Campagne vun Ministère de l'Égalité des chances un iwwert d'Quoten, wou Leit...

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, jo. ... wou Leit do... Also, do kann een nach laang driwwer rasonéieren a philosophéieren, mä ech maachen et kuerz. Wou awer iwwert deen Af, dee gewise gëtt, hein, egal wéi e Geschlecht deen Af huet, ech ginn net drop an,...

► **Une voix.** - Keng Nimm.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...mä wou einfach de Géigner vun enger Politik, déi des Regierung wëllt verrieden, dénigréiert mat engem Déier gläichgesat gëtt u sech, deen einfach ze domm wär, dee Mënsch, deen dann als Déier gewise gëtt oder deen een da géif diskriminéieren. Dat sinn dach primitiv, onverantwortlech Campagnen! Ma spuert Suen do-robber! Eng Millioun, zwou Milliounen manner an dat ass och schonn dem Land e grousser Gefale gemaach!

Mir sinn op 414 Milliounen, ouni engem eppes ewechgeholl ze hunn, an Dir verschout eis och nach mat idiotische Propagandacampagnen.

Dann, awer wat elo ganz wichteg ass, dass sinn eis Propositionen am Familieberäich. Dir gitt hin an Dir diktiert de Leit, wéi se solle liewen. Mir net! Mir als ADR, mir soen net nëmme, dass d'Leit sollen déi fräi Wiel hunn, ob se wëlle schaffe goen an d'Kanner a Crèche ginn, a Strukture ginn, wat hiert gutt Recht ass, oder doheem bleiwen, wou mir soen: Dat ass gradesou gutt hiert Recht. Mä mir erméiglechen dat materiell. An zwar spuer mer och nach fir de Stat Geld domadder. Well all déi Crècheplazen, déi Dir wëllt schafen, déi kaschte Geld, fir eng Crècheplaz ze maachen, a se kaschte Fonctionnementskäschten. Eng Crècheplaz ass net gratis!

Vläicht wësst Dir als Regierung elo genau de Präis vun enger Crècheplaz. Mir hu se geschat, opgrond vun deenen Informatiounen, déi eis

zur Verfügung stinn, op ronn 1.700 Euro de Mount. Dat ass dat, wat de Stat funktionnementsméisseg an eng Crèche muss investéieren, fir e Kand do ze versueren. An dat wëllt Der ebe maachen an deenen zéng Méint am Joer, ausser an der Vakanzzeit. Dat ass vill Geld.

Mir soen als ADR: Eng Mamm oder e Papp, dee wëllt doheim bleiwen, fir seng Kanner selwer ze erzieen, deen dat Recht muss dozou hunn, muss och déi materiell Méiglechkeet hunn. An dofir soe mer, amplaz déi 1.700 Euro an eng Crèche ze investéieren, gi mir de Leit d'Suen an d'Hand! Mir wëllen net nëmmen d'Kannergeld op deem Niveau loossen, wéi et war, ier Dir et wollt plafo-néieren. Mir loossen d'Kannergeld onverännert mat enger Progressioun do: desto méi Kanner, desto méi Kannergeld. Dat respektéiere mir.

Mä et kënnt derbäi, dass mir deem Elterendeel, deen doheim bleift, och Sue ginn dofir, eng Unerkennung, eng materiell Unerkennung, eng Pai, déi och der Sozialversicherung dann ënnerläit. An dat ass och gestaffelt un der Zuel vun de Kanner.

Eng Mamm oder e Papp, deen doheim bleift an ee Kand versuergt, dee kritt an eise Modell 1.000 Euro de Mount dofir, bei zwee Kanner 1.750 Euro, bei dräi 2.250 a bei véier 2.500. Wann Der dat vergläicht mat deem, wat d'Crècheplaze kaschten, kuckt emol: Fir véier Kanner an enger Crèche ze versueren, bezitt de Stat 6.800 Euro. No eise Modell kritt en Elterendeel, deen déi Kanner doheim versuergt, 2.500 Euro. Et ass eng grouss Economie fir de Stat. Et ass eng Hëllef fir deen Elterendeel doheim an et ass de Respekt virun enger Décisioun, fir säi Liewe selwer ze gestalten.

Doduerch, dass déi Pai, déi mir do deem Elterendeel bezuelen, doduerch och der Sozialversicherung ënnerläit, ass och automatesch de Problem zu engem groussen Deel geléist, op deen Dir ëmmer opmierksam macht: Wat geschitt am Fall vun enger Scheedung? Ma am Fall vun enger Scheedung ass och deen Elterendeel, deen doheim bleift, sozialversichert an e fällt deen Abléck net an d'Aarmut oder net an d'Näischt. An dat ass eisen alternative Modell.

Doduerch, dass mer ebe soen, mir brauchen d'Leit net ze forcéieren, schaffen ze goen, fir se sozialversichern a fir se ofzesichern am Fall vun enger Scheedung. Eise Modell ass fir de Stat méi bëlleg, e respektéiert d'Leit an hir souverän Décisiounen an en ënnerstëtzt d'Familljeliwwen, esou wéi d'Leit et gär hätten. An en ass domadder wesentlech besser! An e spuert Geld.

An domadder si mer erëm bei eise Modell bei dem Ärem Zukunftspak, wou mir en aneren Zukunftspak hunn, nämlech e richtegen. Wa mir eben den Elterendeel, déi doheim bleiwen, déi Sue ginn, vun deene mir schwätzen, mir spuere Sue bei de Funktionementskäschte vum Stat. An an engem Rechemodell: Einfach emol ugeholl, 10.000 Crècheplazen, wou och nëmme 40% vun de Kanner vun engem Elterendeel doheim géifen erzu gi während zéng Méint am Joer, dat eleng war schonn eng Economie vu 16 Milliounen am Joer. A mir wären, also eleng mat enger déif ugesatener Schätzung, elo scho bei enger Gesamteconomie vu 430 Milliounen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ouni d'Investitiounen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An d'Investitiounen an d'Crèchen emol nach net matgerech.

Mä Dir gesitt jo, mat deem ADR-Modell hei, dass mir, wéi gesot, mat eisen dräi Konditiounen: ouni Steiererhéijungen, ouni eng international Verflechtung vu Lëtzebuerg ze briechen an ouni par rapport zum Istzustand iergendengem eppes ewechzehuelen an och nach derbäi d'Familljen ënnerstëtzen, net wéi Dir, dass mer op eng Economie, eng ganz licht Economie vun op d'mannst 430 Milliounen Euro kommen.

Dann erzielt eis dach net, mir missten d'Steieren erhéijen an dësem Land, wéi et permanent vun dëser Regierung gemaach gëtt, oder Är Modeller wären alternativlos! Mir hunn lech d'Alternativen op den Dësch geluecht a mir stinn derzou!

Da gëtt et nach ganz vill aner Pisten, déi mer kënnen exploréieren. Mir hunn et jo gesot beim Klimafong, mir sollen eis un déi Bäitrag halen, déi Lëtzebuerg soll ginn, a proportional. Dat kënne mer och beim SME am europäesche Budget maachen an op villen anere Plazen, wou mer wäit iwwerproportional méi bezuelen. Mir brauche kee Recours méi op Consulting vu Firmen. Mir kënnen de Beamte vertrauen an de Ministären, dass déi selwer kënnen e Budget kompetent opstellen, ouni mussen vill Suen un iergendwellech extern Firmen ze bezuelen!

Här President, de Mëtze geet den Här Roy Reding nach weider op eis Propositionen an, dofir wëll ech elo hei Merci soe fir d'Nolauschteren. Voilà, Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Nächste Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President.

(**Interruption**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - A just den Här Urbany huet d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wëll op een Aspekt agoe vun der Budgetpolitik, dat sinn déi strukturell Reforme beim Sozialstat. D'Europäesch Kommissioun stellt hei Fortschritter fest a si freet no méi esou Fortschritter. Fortschritter, déi jo fir d'Leit awer normalerweis Réckschritter bedeiten. D'Europäesch Kommissioun fënnit och eise Budgets- an eise Spuerpak konform mam Europäesche Stabilitéitspakt. Mir si souguer iwwerkonform a mir maachen e strukturelle Boni vun 0,5%! 0,4 sinn et der nach nom Accord mat de Gewerkschaften.

D'Finanzkommissioun an hirem Bericht freet sech iwwer dat positivt Uerteel vu Bréssel. «Se réjouit», steet dodran. Mir fannen, se géif sech besser Suerge maachen doriwwer, iwwer déi desastréis Politik, déi an der Europäescher Union gemaach gëtt, déi d'Wirtschaft an de Sozialstat, op d'mannst längerfristeg gesinn, wann et esou weidergeet, futtimécht, amplaz hir entgéintzewierken, där Politik. A si mécht zéle an där Politik nach, amplaz hir entgéintzewierken.

Ech mengen, si hätt sech emol kënnen d'Fro stellen, d'Finanzkommissioun, firwat mer dann esou gutt Notte vu Bréssel kréien, déi jo esou eng schlëm Austeritéitspolitik maachen, déi jo hei ëmmer a Rieden och kritiséiert gëtt. Mä hei zu Lëtzebuerg natierlech maache mer keng Austeritéitspolitik. An den OGB-L erzielt Märcher, wann en an enger Broschür schreift: «Le Gouvernement annonce une politique d'austérité», oder wann en déi Politik esou beschreift, dass se wier «dans la lignée des politiques d'austérité menées partout en Europe». Déi Broschür zielt och op, «ce que la population a déjà subi depuis 2006».

Eng kleng Kostprobe dorauer - net chronologesch -:

- fënnel Indexmanipulatiounen;
- nei Belaaschtungen bei der Krankekeess;
- Desindexéierung vun de Familljenzoulagen;
- Kierzung bei de Studentenzoulagen;
- Verschlechterung vum Rentesystem, dorënner strukturell Verschlechterungen op déi nächst 40 Joer eraus;
- Proportionaliséierung beim Chômage;
- käschtendeckende Waasserpräis;
- Präiserhéijungen am öffentlechen Transport an esou weider an esou weider.

An déi Austeritéitspolitik vun deene leschte Jore cumuléiert sech jo a successive Päck. Et gëtt jo näischt vun där cumuléierter Wierkung hei ewechgeholl - et kënnt just nach derbäi!

A wann een dann nach weess, dass während där Zäit d'Léin reell stagnéiert hunn, wann ee weess, dass während där Zäit d'Gewënner an d'Privatverméige weider gewuess sinn, wann ee weess, dass d'Steierlaascht vum Stat haut a Wierklechkeet majoritär bei de Salariéer läit, vun de Salariéer gedroe gëtt, da brauch ee sech net esou ze wonneren, wann d'Gewerkschaften déi Politik eng Austeritéits- an Emverdeelungspolitik nennen.

An - et ass jo en Zukunftsprojekt, hu mer héieren - aus deem Zukunftspak hei ergëtt sech och an Zukunft e Potenzial vu weidere strukturelle Reformen.

An der Sécurité sociale sinn, niewent Agrëff an d'Tariffstruktur an -autonomie, folgend Strukturmoossnamen (veuillez lire: Strukturformen) an der Maach:

- Reduzéierung vun der budgetärer Enveloppe am Gesondheessektor;
- Aféierung vu Fallpauschalen am Gesondheessektor;
- nei Leeschtungskritäre bei der Assurance dépendance, bei der Fleeg;
- méi Kontrolle beim RMG;
- Reduzéierung vun den Unfallrenten op dem Niveau vun den Invalidrenten.

Natierlech muss konkret Projeten nach kommen, déi dat do sollen ëmsetzen, mä mir gesinn dat awer elo schonn zum Beispill bei deem Projet, dee virläit, iwwer d'berufflech Klassifizéierung, wou d'Indemnité d'attente nëmme méi soll no zéng Joer Aarbecht bezuelt ginn.

Et gesäit een, wéi insgesamt onzefriddestellend dat Ganz ass, an d'Chambre des Salariés freet net fir näischt, dass de Projet vum Reclasse-

ment zrëckgezu gëtt, a leet esouguer en Alternativprojekt vir, nodeems se gesinn huet, dass a Sitzunge vun der Kommissioun de Projet nach weider verschlechtert ginn ass.

Dann, Reforme bei der Aarbecht:

- D'Flexibiliséierung vum Congé parental op der Aarbechtsplaz gëtt als Aarbechtszäitreform ugekënnegt. An natierlech stellt sech d'Fro dobäi: A wem sengem Intérêt geschitt se? Do kënnt et op d'Ëmsetzung un. Geschitt se am Intérêt vun de Salariéer, wéinst hire familiäre Verflechtungen, oder geschitt se am Intérêt vun de Patronen, vun den Employeuren? Dat ass déi grouss Fro, déi ee sech do wäert an der Praxis stelle mussen.

- Beim Chômage: D'Bezuchszäiten an d'Plafongen hätte solle fir déi eeler Aarbechtslos an Ärem Zukunftspak verréngert ginn, obscho jo gewosst ass, dass de Chômage de longue durée e grouss Problem ass an ëmmer méi e grouss Problem gëtt. An och nom Accord mat de Gewerkschaften, deen dat elo emol zäitlech verschiebt, stellt sech d'Fro ëmmer nach vun der Ausrichtung vun der Chômagepolitik. A mir wësse jo, dass, grad um Gebitt vum Chômage, d'Indemnitéiten zu Lëtzebuerg esou wéineg laang wéi a kengem aneren Nopeschland ausbezuel ginn. Et wieren also positiv Reformen do verlaangt, net zousätzlech Aschränkungen.

Datselwech gëllt bei der Reform vun der Aide au réemploi, wou et jo en Accord mat de Gewerkschaften ginn ass, wou gewësse Saache festgehale gi sinn. Mir sinn awer och gewuer ginn, dass an engem Projet de loi nach solle weider Elementer a weider Konditiounen, ënner aneren Altersbedéngungen, derbäikommen. Wéi wäert den Ersatz fir d'Prétraite solidarité an Zukunft ausgesinn? Dat wësse mer alles net.

An der Familljepolitik:

- Wéi wäert d'Upassung vun de Prestations familiales un de Lounniveau an Zukunft ausgesinn? Dat ass jo eent vun den Haaptelementer vum Accord mat de Gewerkschaften gewiescht, niewent der Upassung vum Congé parental un de Mindestloun.

- Wéi wäerten déi nei Zäitregelungen an der Wirtschaft ausgesinn? A wéi wäert generell d'Offer an de Crèchen an an de Maisons relais sinn, déi an Aussicht gestallt gëtt?

En attendant gëtt awer emol d'Kannergeld erfogusat a falen d'Allocations de maternité an d'éducation ewech, och fir déi Familljen, wou d'Elteren allen zwee schaffe ginn - an där sinn et der ëmmerhin nach iwwer 2.000 de Moment, Famillje mat Klengen a mëttlere Paien.

Och wa mir d'Regierung als déi Lénk bei weideren Efforten a Richtung Kannerbetreuung ënnerstëtzen, sou dierf een awer net vergiessen, dass och déi Efforten net mander Finanzmittel verlaangen, mä méi Finanzmittel. Et dierf een net vergiessen, dass budgetär Grenzen déi eigentlech Ursach si vun deene Mesuren, déi haut getraff ginn an der Familljepolitik, och beim Kannergeld, och bei de Studentenhëlfe iwwerregens virun enger Partie Méint.

A budgetär Grenze wäerten och de gratis Crèchen a Maison-relais - déi jo och versprach ginn - am Wee stoen.

Grad wéi och budgetär Grenzen an och d'Netkooperation vum Patronat bei neien Aarbechtszäitmodeller wäerten am Wee stoen. Well nei Aarbechtszäitmodeller kënnen nëmmen eppes bréngen, wa se zu Aarbechtszäitreduzéierung féieren, net zu onsënnegem Flexibiliséieren an Auserneerappe vun den Aarbechtszäiten.

Mir stellen eis och d'Fro, wéi dës Regierung de Begrëff vun der „selektiver Sozialpolitik“ versteet. Mir héieren deen ëmmer erëm. Mir héieren en an de Riede vun de Rapporteurten hei.

Eng weider Kärfro ass déi vun der Generationengerechtkeet. Dat ass zum Beispill e Begrëff, deen eng wichteg Roll spillt am LSAP-Positionspabeier. Generationengerechtkeet, dorënner ass d'Pensionsreform gelaf virun enger Zäit.

Béid Begrëffer, menge mir, selektiv Sozialpolitik a Generationengerechtkeet, déngen haapt-sächlech dozou, Suen ze spueren.

Sozialsystemer, déi universal sinn, Sozialsystemer, déi aus deem geschafene Rächtum finanzéiert ginn, Sozialsystemer, déi solidaresch ëmverdeelen, sollen no deene Modeller ëmgebaut ginn, an zwar esou, dass de Rächtum, do, wou en haut ass, do, wou e sech haut accumuliert a wou en net genuch besteiert gëtt - dat hu mer jo och an der Debatt hei héieren -, net méi erugezu gëtt fir d'Finanzéierung vun de Sozialsystemer, mä manner wäert erugezu ginn. An dat ass déi eigentlech Ursach vun deene Reformen, déi ënner deenen dote Konzepter, déi zum Deel irreführend sinn, lafen.

Mir mengen, dass de Sozialstat, deen an der Geschicht opgebaut ginn ass - a mir kënnen stolz sinn op déi Geschicht vum Sozialstat an

de leschten honnert Joer, wou vill Leit mat dru gewierkt hunn -, méi wéi jee an Zukunft mat där Politik vun Triple-A, déi hei an de Raum gestallt gëtt, a ganz grousser Gefor wäert sinn, dass et wäert drëm goen, ëm d'zukünfteg Ausrichtung vum Sozialstat, dass dat wäert Géigestand si vun heftege sozialen Auseinandersetzungen, niht Auseinandersetzungen, déi sech tëschent deeneselwechte soziale Kräfte maachen an der Steierpolitik an an der Wirtschaftspolitik.

A mir mengen, Här President, dass et hei kee Schulterchluss gëtt an deene Froen. Hei geet en déiwe Rass duerch d'Gesellschaft an hei geet en déiwe Rass och duerch dat Parlament hei.

Et brauch een iwwerregens nëmmen nozeliesen, wat d'UEL - d'Union des Entreprises Luxembourgeoises - an deene leschte Joren a Jorzéngte geschriwwen huet, da weess een, wat Klassekampf vun uewe bedeit; an dat ass net ewechzerieden hei.

An déi Divergenze ginn och duerch d'Parteien, duerch d'Regierungsparteien, tëschent de Regierungsparteien an an de Regierungsparteien, vu Leit, déi verschidden Interesse verrieden.

Wann ech héieren, dass Leit hei antriede fir déi ganz räich Leit a fir déi ultraräich Leit, fir déi eng Politik misst gemaach ginn an eng Steierpolitik gemaach ginn, da weess een, em wat et gëtt. An dat sinn déi Froen, déi eigentlech hei am Mëttelpunkt sti vun eiser Budgetsdebatt, an déi och an Zukunft wäerten am Mëttelpunkt stoe vun nach ganz villen Debatten heibannen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Alleréisch wollt ech e Merci soen, och wann ech inhaltlech net mat hire Rapporten d'accord sinn, awer dem Franz Fayot fir säi Budgetsrapport, deen et och dëst Joer net ganz einfach hat, well ëmmer erëm a leschter Minutt nach verschidden Annerunge komm sinn. Dofir him e grouss Merci fir säi Bericht.

An datselwech och un d'Viviane Loschetter fir säi Rapport zum Zukunftspak, op alle Fall den éischten Deel vum Zukunftspak, wou nach net d'Mesuren all dra sinn. Och him villmools Merci fir dee Rapport.

An och e Merci un de Finanzminister - och wa mer mat deem sengen Aussoen net ëmmer d'accord sinn -, dass en trotzdem all kéieren an der Kommissioun präsent war, wa mer Froen haten. Och dofir him e Merci.

Wann ech awer elo déi lescht Deeg, Stonnen heibannen nogelauschert hunn, hat ech heiansdo d'Gefill, wéi wann hei verschidde Leit et esou géifen duerstellen, wéi wann d'CSV déi lescht Jorzéngte ganz eleng hei zu Lëtzebuerg d'Soe gehat hätt. A wann ech d'Rieden héieren hu vun deenen dräi Fraktionsscheffen, hunn ech festgestallt, dass alles, wat déi lescht Joren, Jorzéngten, ech wëll elo net nach méi héich goen, geschitt ass, dass et dann ëmmer d'CSV war, déi soll responsabel gewiescht si fir déi Saachen, déi geschitt sinn.

Ech war dofir...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Responsabel, mä net coupabel!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech war dofir esou e Buch sichen, an ech wollt deenen dräi Fraktionsscheffen dat iwwerrechen. Et ass vum SIP an et heescht «Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg» vun 1948 bis haut.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hu siwe Versiounen a menger Bibliothék.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ah, majo, Här Bodry...

(**Hilarité**)

Firwat hutt Der da gëschter gemaach, wéi wa mir all déi Joren eleng gewiescht wieren?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - All véier, fënnel Joer kënnt et eraus.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Mä ech wollt lech dat awer, Här President, ginn, fir deenen dräi Fraktionsscheffen...

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Ech hunn et nach net. Kann ech eent kréien?

► **Plusieurs voix.** - Ech wëll och eent.

(**Interruptions diverses**)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - An dann...

(**Brouhaha**)



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech wär gradesou frou, wann Dir dat selwer géift maachen.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Da ginn ech hinnen et duerno.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An dëser Chrëschtzäit ass et ëmmer schéin, wann een e Cadeau fir een aneren huet!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Merci. An dann hunn ech aver matbruecht fir d'Bibliothék vun der Chamber...

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...e Buch iwwert d'Geschicht vun der CSV.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Da brauch den Här Berger d'nächst Kéier net all Kéiers alles eenzel noliesen ze goen. Hei ass alles gesammelt! Da kann hien dat huelen, fir d'CSV fir alles responsabel ze maachen an déi Jore vun der DP komplett ze strächen. Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat kennt Der mer ginn.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wann ech gelift, Här President.

(M. Marc Spautz remet à M. le Président un livre sur l'histoire du parti chrétien-social.)

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Kuckt net nëmmen zréck!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, Dir hutt recht, mir mussen och no vir kucken.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Awer mir mussen och nach bei verschiddene Saachen eng Kéier no hanne kucken.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Do ginn et nach keng Bicher driwwer!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Jo, dat ass richtig. Mä ech wollt awer just mat engem Saz soen, an dat virun allem, well den Här Bodry et och elo war, deen déi Remarque gemaach huet, wollt ech och nach eng Kéier soen, dass mer awer elo frou sinn, wat mer elo déi lescht Deeg gelies hu vun der Fondation Robert Krieps, wou drasteet, d'LSAP hätt am Fong d'Koalitioun just opgekënnegt mat der CSV, fir déi lescht Miwwelen ze retten.

An dofir si mer frou, well mir hate geduecht, et wieren aner Ursaache gewiescht. Mä elo si mer awer frou, dass mer, opgrond vun deem Rapport, wourun den Här Fayot jo och matgeschafft huet, elo wëssen, dass dat net d'Ursaach war, mä dass et just war, dass d'LSAP konnt d'Miwwelen am eegene Betrib handelen (veuillez lire: behalen). Dofir Merci. Elo wësse mer dann endlech, firwat mer d'Koalitioun opgekënnegt kritt hunn, an dass et zu virgezunnene Neiwahle komm ass.

► **Une voix.**- Et war näischt ze retten.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, de Budget vun deene leschte Joren, do sinn och Konsolidéierungs-moosname gemaach ginn. Et hu scho verschidde Riedner et nach eng Kéier ënnerstrach. De Budget 2010 si 700 Milliounen gespuert ginn. De Budget 2013 waren et 952 Milliounen, déi do dra waren. Do waren 251 Milliounen, déi op der Dépensésäit gespuert gi sinn an do ware 414 Milliounen, déi bei der Recettésäit komm sinn.

A wann ee vun der Recettésäit schwätzt, muss een dorun denken, un déi minimal Besteuerung, déi agefouert ginn ass bei de Betriber, un d'SOPARFen, fir nëmmen déi ze nennen. Et sinn och nach aner geschitt. An 287 Milliounen bei den Investissementer.

D'Opposition vun deemools huet deemools gesot, dat wier dee falsche Wee, et misst ee méi spueren. „Mat manner méi maachen“ huet do de Slogan geheescht. A wann ech awer elo kucken, wat um Dësch läit, fannen ech dat net, dass méi géif gespuert ginn an dass géif un de Spuermoosname gedréit ginn. Well vill vun deene Spuermoosnamen, an de Claude Wiseler huet et ënnerstrach, sinn nach iwwerhaapt net chiffriert! A bei villen aneren ass just e Pseudomontant agesat ginn, wou een awer weess, dass dat vill méi deier wäert gi wéi

déi 100, déi elo do drastinn oder de PM, deen am Budget mat drasteet.

A gëschter huet och hei de Fraktiounschef vun der liberaler Fraktioun esou gejubelt, wat de Sozialdialog ubelaangt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech huelen un, e kennt d'Geschicht net. An e kennt net nëmmen d'Geschicht net vum Land, mä och d'Geschicht net vu senger Partei! Well 1977, wéi d'Gesetz vun der Tripartite komm ass - dat war en DP-Statsminister, deen dat gemaach huet -, a bei der Tripartite, do sinn dräi Partner! An do gëtt et och eng Broschür beim SIP; ech hat no gefrot, mä déi ass vergraff!

► **Plusieurs voix.**- Aah! Ooh!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Well et wier och gutt gewiescht, Här Berger, wann Der déi eng Kéier géift liesen, well do steet dran, dass e Sozialdialog besteet aus der Regierung, de Gewerkschaften an dem Patronat. An dee ganze Problem, deen ass, d'Regierung huet en Accord fonnt mat de Gewerkschaften, wou een hinne ka félicitéieren.

Mä beim Patronat, wëll ech awer soen, an dat hunn net ech gesot, mä dat hu se elo viru Kuerzem, viru e puer Deeg an der Press gesot: „Mir kréie Mäercher gezielt.“ Dat waren d'Aussoen, déi gemaach gi si vum Patronat! An da fannen ech et komesch, wann hei gesot gëtt, hei wier eng Eenegung gewiescht am Sozialdialog, wou se am Draiergrupp zesummesies hätten, déi wiere sech eens ginn.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här Spautz, wou war de Sozialdialog an deene leschte Joren?

► **M. Marc Spautz (CSV).**- En aneren... Ma ech komme jo drop, Här Berger, gitt mer eng Chance! Gitt mer eng Chance, Här Berger! Dir kommt nach, Här Berger...

An dann hutt Der geschwat gëschter, hei wiere Streike gewiescht déi lescht Joren, fir déi Mesuren do nozhuelen. Här Berger, et gëtt en Ënnerscheid tëschent engem Streik an enger Manifestatioun! Wat ee muss wëssen, e Streik, dat ass, wann d'Leit d'Aarbecht nidderleeën. Et si jo och scho Streike ginn, jo, hei zu Lëtzebuerg, och an deene leschte Jore sinn et Betriebsstreike ginn. Mä e Streik weinst esou enger Mesure war et net!

An dat Beispill, wat Der ginn hutt, do ass et ëm d'Pensionsreform gang. An do ware vill Leit op der Strooss weinst der Pensionsreform, well déi fonnt hunn, dass dee Projet, deen déi deemoleg Regierung op de Wee ginn huet, géif relativ wäit goen. Dofir sinn déi Leit op d'Strooss gang.

Hei an der Chamber war eng Partei - an ech mengen, Här Berger, Dir souzt och deemools hei fir déi Partei -, déi huet gesot, ma dat géif nach laang net duergoen, wat do géif gemaach ginn. Also waart Dir et jo am Fong, deen d'leschte Kéier net nëmmen wollt eng Manifestatioun maachen, mä Dir hätt och nach gär gehat, dass et zum Generalstreik komm wier, mat deem, wat Dir deklaréiert hutt. Och dat, nach eng Kéier, fir dorun ze erënneren.

An dann ee Klänge Rappel. Wann Der schwätzt vun de Leit op der Strooss. Dir hat et déi Jost fäerdegbruecht, also Dir als Majoritéit - wat ech awer net schlëmm fannen, wa Manifestatiounen sinn, et muss ee sech just d'Fro stellen, firwat - d'Studente waren op der Strooss, den „Fir de Choix“ war op der Strooss...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Wiem säi Projet war dat, Här President?

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Do waren Zegausenden...

► **M. Eugène Berger (DP).**- D'Studentesubsiden: Wien huet do missen d'Zopp ausläffelen, Här President? Dat war de Projet vun lech.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- An dann eng aner Remarque. Dir sot, de Sozialdialog ass an der Rei. Ech hu leschte Méindeg - an ech weess, dass en haut de Moien op enger Aweigung ass vun enger Maison relais, dofir ginn ech och net ze vill an den Detail -, do hunn zwou Gewerkschaften gesot, si wieren iwwerrascht, dass d'Regierung mat hinnen en Accord soll gehat hunn, a si hunn allen dräi, déi dräi Gewerkschaften gesot, dat wier net richtig.

An dann dierft Der awer elo heibannen net zielen, et wier e grouse Sozialdialog an alles géif erëm klappe wéi eng Eins, Här Berger, well dat ass falsch! Well mir hunn dat nach dës Woch demonstréiert kritt, wou déi dräi Schoulmeeschtergewerkschaften gesot hunn, dass et net richtig wier, dass dat am Dialog mat hinne gemaach gi wier, wat och e Bestandteil ass vun deem Spuerpak, oder Bezuelpak, wéi dat heibannen de Fall ass.

A wa mer schwätze vum Sozialdialog, Här Berger: Et si wesentlech Ännerunge komm, jo, dat stëmmt. An den Här Gramegna huet selwer

drop higewisen. Opgrond vum Accord mat de Gewerkschaften ass de Mindestloun immuniéiert gi bei deenen 0,5%. Am Regierungsprojet, Här Berger, war keng Immunisation dran, bis de Mindestloun erop. An datselwecht géllt bei der Flexibilitéit vum Congé parental. Datselwecht géllt beim RMG, wéi et mam Zréckbezuelen ass.

Hei ass den Accord! Wann Der en net hutt, ech kann lech e ginn. Well Dir hutt gëschter esou geschwat, wéi wann Dir den Accord net géift kennen. Wat mech zwar géif wonnen, well als Fraktiounschef vun där stärkster Majoritéitspartei huelen ech jo emol un, dass Der dat géift wëssen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Op Frae schéisst Der net...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wat gelift?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Op Frae schéissen, dat mécht een net.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech hu vun der Majoritéit geschwat, Här Bodry!

(Interruption)

Ah, pardon, 13-3 (veuillez lire: 13 zu 13), jo, et ass gutt. Jo, pardon.

An da wëll ech soen, dass an deem ganze Pak...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Mir kruten 1% méi.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- An deem ganze Pak...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Déi nächste Kéier si mer ganz gläich.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- An deem ganze Pak, deen do virgestallt ginn ass, spillt d'Familljepolitik jo eng net onwesentlech Roll. Mir sinn der Meinung, dass et net géllt, fir d'Famill der Wirtschaft unzepassen, mä d'Aarbechtswelt der Famill unzepassen! Dat ass fir eis e primordiale Punkt.

A wann een do den Historique mécht vun all deem, wat elo soll geännert ginn, wat elo soll ofgeschafft gi respektiv aneschtens améngéiert ginn, nämlech d'Kannergeld, da muss een emol vläicht eng Kéier an d'Geschicht zréckgoen. 1916, scho ganz laang hier, dat ginn elo gläich 99 Joer, sinn déi éischt Kompensatiounen bei de Kanner an der Siderurgie komm. Et war e Betrib vun der Siderurgie, deen dat gemaach huet.

Dat éischt Gesetz iwwert d'Kannergeld hu mer kritt 1947. An de Régime général ass 1959 agefouert gi beim Kannergeld. Duerno sinn nach Reforme komm 1964 an 1975. Duerno ass de „Rapport Calot“ komm.

An duerno ass 2007 - an do ass haut de Moie gesot ginn, zanter 2006, ech mengen, et war den Här Haagen, deen dat gesot huet -, 2006 hate mer jo gesot, d'Indexatioun vum Kannergeld géif agefruer ginn an do wieren ënner aneren d'Chèques-services komm. Do ass och virun allem de Boni pour l'enfant komm. Well dat war och ee vun de Punkten, deen 2007 komm ass, wat eng Décisioun war - an den Här Gramegna ka sech do och nach gutt drun erënneren an ech och, well mir waren an anere Qualitéiten do derbäi -, déi an der Tripartite am Dialog tëschent deenen dräi Parteien ausgeschafft ginn ass.

Firwat ginn ech dorop an? Well do muss een nämlech dann och wëssen, wat mat der Allocation de maternité geschitt ass. D'Allocation de maternité: 1975 huet déi deemoleg liberal-sozialistesche Koalitioun decidéiert, dass de Congé de maternité net méi géif iwwert d'Krankekeess bezuelt ginn, mä iwwert de Statsbudget. 1975!

An doropshin ass direkt d'Fuerderung komm, dann ass jo d'Egalitéit net méi gewaart. Dann ass d'Egalitéit net méi gewaart tëschent deene Leit, déi schaffe ginn, an deenen, déi net schaffe ginn. Well déi, déi schaffe ginn, si jo am Krankeschäin an déi kréien de Remboursement, awer e gëtt net méi bezuelt vun der Krankekeess, mä e gëtt bezuelt vum Statsbudget.

An dofir ass 1980 - an ech wëll awer just soen, 1975 huet den CSV-Spriecher, de fréiere Familljeminiester Buchler, heibanne schon drop higewisen, dass dat eng Ongerechtegkeet wier -, an 1980 ass dunn d'Generalisatioun komm vun der Allocation de maternité, dass och déi net berufstäteg Mammen an déi Indépendants-Mammen an d'Hausfrae konnter dovun profitéieren, fir dass de Kader vun der Egalitéit erëm géif hiergestallt ginn, well et jo och de Statsbudget war, dee säit 1975 de Congé de maternité bezuelt huet.

A wann een elo schwätzt vum skandinavesche Modell - an den Här Bodry hat et schon eng Kéier tëschent den Zeile gesot virun engem Mount heibannen an enger Debatt, dass d'LSAP géif optéiere fir de skandinavesche Modell, d'Madame Loschetter huet et genannt en „choix de société“, wat d'Familljepolitik ubelaangt, an aner Leit hunn ëmmer geschwat vun der „Strenz, déi géif ausgefouert ginn“, do muss een och wëssen, bis 1996 sinn 1,7% vun

de Cotisatiounen, fir d'Kannergeld auszebezeulen, déi sinn opgehewe gi bei de Betriber, op déi Masse salariale.

An dat wieren, wann ech d'Säit 16 vum Här Gramegna sengem Rapport kucken, d'Masse salariale, an ech rechnen dat emol 1,7%, kommen ech op 484 Milliounen, déi deemools vun där Säit opbruecht gi sinn. An et stoung am Code des assurances sociales, Artikel 321, mä den Här Schneider kennt e besser wéi ech, de Code social, do steet dran, dass déi Cotisatiounen deementsprechend opgehewe ginn. An dat ass ni ofgeschafft ginn. Dat Eenzege, wat ofgeschafft ginn ass, ass, dass den Taux op null gesat ginn ass, mä en ass ni ofgeschafft ginn u sech!

A wann een déi Sue kuckt, da kann ee jo awer net ëmmer soen, mir hätten hei mat der Strenz hantéiert, mä dat war opgrond vun deem Historique, deen ech hei gemaach hunn, vun deene Reformen, vun deenen ech geschwat hunn. Well 1975, déi Reform, wann dat eng CSV-Strenzpolitik war, firwat huet dann déi deemoleg Majoritéit DP-LSAP et net ofgeschafft? Wann et deemools eng CSV-Strenzpolitik war, déi och duerno virugaangen ass.

An allegueren déi Ännerungen herno, déi Adaptatiounen? Do souze mer dach entweder mat de Kollegee vun der DP oder mat de Kollegee vun der LSAP an der Regierung. An dann, fir elo ze soen: D'Familljepolitik, do muss alles geännert ginn, well d'CSV eng Strenzpolitik gemaach huet, da muss ech lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, da verstinn ech d'Welt net méi! Well et war jo awer net eleng mat den CSV-Stimmen, ass et duergaangen, fir déi Ännerungen ze stëmmen an och net, fir déi Ännerungen ze stëmmen am Budget!

An eppes, wat ech net verstinn an där ganzer Geschicht: Et gëtt ëmmer erëm ervirgestrach, et géif drëm goen, fir déi Fraen, déi an der Scheedung sinn, fir dass déi eng besser Ofsecherung solle kréien. Wou ech awer muss soen, dass ech dat ganz ënnerstëtz. Dofir hu mer jo och virun zwee Joer, Här ehemolege Sozialminister, eng Cotisatioun agefouert, dass de kanns fir 100 Euro dech weiderverséieren. Dat ass deemools agefouert ginn, dass allegueren déi Leit, déi déi Décisioun huelen, doheem ze bleiwen, dass se kënnen fir 100 Euro sech weiderverséieren!

An eppes aneschtens, wat ech awer net verstinn - et sief dann, den Här Schneider géif haut de Moien hei den Dépôt vum Projet de loi maachen - : Elo kréie mir während 20 Joer vun deenen ënnerschiddleche Koalitionspartner virgeworf, d'CSV géif verhënnen, dass et zum Splitting vun de Pensionsrechter kéim. Dat kennt Der noliesen an all deene Rieden, déi lescht 20 Joer, och déi jëtzege Ombudsfra huet dat ëmmer hei op dëser Tribün ënnerstrach, déi jëtzege Gesondheitsministesch huet et hei op der Tribün ënnerstrach, an et waren och nach aner Leit, déi ëmmer ënnerstrach hunn, dass d'CSV et géif verhënnen, dass de Splitting kéim.

Elo hat Der zwielef Méint Zäit, e Projet de loi ze bréngen vum Splitting, fir dann endlech déi Gerechtegkeet ze maachen, wou Der gesot hutt, mir hätten ëmmer dat net gemaach! Mä da muss ech lech soen, elo hat Der zwielef Méint Zäit, dann hätt Der de Splitting solle bréngen!

► **Une voix.**- Dat doten ass awer och e bësschen einfach.

► **Une autre voix.**- Dat ass e bësschen...

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ma neen, lauschtert...

► **Une voix.**- Här President, den Här Spautz muss selwer iwwer seng Dommheete laachen.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...bleiwen elo nach véier Joer, fir et dann awer net ze maachen!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Merci, Här Gibéryen, ech mengen, do hutt Der recht.

(Interruption)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir maacht et och net. Dir maacht...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wat méi Leit jäizen, wat ee manner versteet!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mä et war wichteg, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dofir, wann ech gelift, een nom anere jäizen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et huet misse gesot ginn!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An, wa méiglech, de Fanger weisen, da versteet och jiddwereen eppes.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Oh, si hunn et verstan!



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Elo géif ech de Riedner bieden, sech net méi...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, den Här Schneider...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... sech net méi provoziéieren ze loossen an och net ze provoziéieren!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Pardon.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, den Här Schneider.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President...

(Brouhaha)

Här President, ech loosse mech net provoziéieren, op kee Fall. Ech hunn den Här Spautz och net esou gesinn. Mä ech hu just verstanen - an dofir just eng Fro -, dat heescht, wann dee Projet do, dee mer effektiv amgaang sinn auszeschaffen, an effektiv si mer eréischt zwielf Méint am Amt a mer hu missen déi Saach eng kéier opschaffen... Dir wësst, datt de Splitting keng esou eng Saach ass, déi een einfach aus dem Aarm rëselt, déi muss een opbauen. Mä ech hunn et esou verstanen, datt, wa mer de Projet presentéieren, Dir dee géift matstëmmen.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här Schneider, dat kéint duerch de Fall sinn. Mä et hänt dovun of, wat an deem Projet steet.

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- A wann Der elo amgaang sidd, Här Schneider...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Mir sinn amgaang.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här Schneider, wann Der elo amgaang sidd, géif ech lech d'Offer maachen: Mir als CSV schaffe konkret mat. Huel eis mat an d'Boot bei der Ausschaffung vun deem Projet! Mir hëllefen.

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- An dann ass et kee Problem,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...fir deen och duerno gegebenfalls matzestëmmen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- ...kënnen mer jo elo net sinn...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Très bien. Mir maachen dat.

► **Une voix.**- Unanime, unanime!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, een anere Punkt ass dee vum Congé parental. An dee mat der Allocation de rentrée scolaire, fir elo nëmmen deen als Beispill ze huelen, do war ech och e bësse paff. Mir hunn als CSV signaliséiert gehat, wou et ëmmer geheescht huet, mir wieren net bereet, op aner Weeër matzegoen an der Familljepolitik, hate mer gesot, mir kéinten eis virstellen, dass d'Allocation de rentrée scolaire vun enger Geldleeschtung an eng Saachleeschtung ëmgewandelt géif ginn.

Net méi spéit wéi beim Budget fir d'Joer hat de Budgetsrapporteur vun deemools gesot, d'CSV wier net bereet, esou eppes ze maachen. Ech war dunne hei op de Mikro komm an ech hu gesot, dass d'CSV kee Problem huet, wann dat vum Geldleeschtungen a Materialleeschtungen ëmgewandelt gétt. Wat am Primaire géif bedeuten, well d'Bicher jo do vun de Gemengen en charge sinn - net dass se gratis sinn, well Dir alleguer wësst, dass se net gratis sinn, mä dobausse gétt ëmmer gemengt, bei de Leit, déi wiere gratis, mä et sinn d'Gemengen, déi se bezuelen -, dass een do kéint mat deene Suen d'Material en charge huelen an am Secondaire dann d'Bicher huelen.

Do seet den Här Bodry, mat Recht, dat ass jo theoretesch dann datselwecht, awer nëmmen theoretesch, well och Dir wësst, dass, wann Der 40.000 Bicher kaaft vun deemselwechten, kritt Der en anere Präis, wéi wann Der 40.000-mol ee Buch kaaft. Och dat wier eng Méiglechkeet gewiescht, fir eng minimal Aspuerung ze maachen. Mä et wier virun allem, fir domadder opzehalen, wat Der eis jo ëmmer virgeworf hutt, mir géife mat der Strenz Familljepolitik maachen, fir dass d'Leit Suen an de Grapp gestach géife kréien a si wësst net, firwat.

Da wëll ech och soen, wann ee schwätzt vum Congé parental, da muss ee jo och nach eng kéier schwätze vun der Allocation. Den Här Kartheiser huet de Moie schonn driwwer geschwat. Déi Prime ass bis elo ausbezuelt gi vum 4. bis de 24. Mount vun Kand. A wann dat och nëmmen e bësse méi wéi 500 Euro waren, wann et dräi Kanner waren, ass et op 48 Méint

an d'Luucht gaangen. Déi Zomm, déi do erauskomm ass, dat war exakt de Chiffer, deen am Congé parental ausbezuelt ginn ass, well do ass nämlech dee Chiffer hierkomm. Do war e Parallelismus tëschent deem, wat déi Berufstätig an déi Netberufstätig géife kréien.

An dofir fannen ech et schonn e bësse komesch, wann et elo einfach heescht: „Dat do schafe mer elo of, mir brauchen dat net méi!“ Well ob dat am Kader vun der Egalitéit eng Gläichstellung ass, sief dohigestallt. An ech muss lech soen, ech wënschen lech op alle Fall bonne Chance, virun allem dem Här Schmit, fir dann nach fir déi 8.000 zousätzlech Leit och eng Aarbechtsplaz ze fannen, wa se net méi décidéieren, doheem ze bleiwen!

Ech sinn der Meenung, an der Familljepolitik soll een emol fir d'Alleréischts déi Aarbecht respektéieren vun de Familljen, ob dat Patchworkfamillje sinn, ob dat richtig Famillje sinn, ob et Méi-Generatioune-Famillje sinn, dass een emol fir d'Eischt deenen hir Aarbecht soll respektéieren, déi déi Leit maachen. A si brauche vun der Politik Zousproch an Hëllef, mä keng Bevürdung, wéi si sollen hiert Liewe gestalten a wéi si hiert Liewe solle féieren.

En anere Punkt, wa mer elo geschwat hu vun de Familljen, vun deene Kanner, ass, dass mir et och bedauern, ech hat dat schonn eng kéier gesot, mä ech widderhuelen et dann nach eng kéier, dass och do déi Trennung stattfonnt huet, dass d'Kannergeld u sech nach am Familljeminstère bliwwen ass an dass de Chèque-service an alles, wat do hannendrunhant, elo vun der Famille eriwwer an d'Education nationale gefouert ginn ass, well fir eis ass d'Famill e Ganzt.

Mir hätten et méi logesch fonnt, dass dat bliwwen wier, wéi et bis dohinner war. An och do hu mer geschwat vun Emännerungen, well mir hate beim Chèque-service nach e Projet de loi eraginn, wou et souwuel ëm d'Qualitéit gaangen ass wéi och ëm méi grouss Participatioune vun de Leit, deemno wat fir ee Revenu se hunn.

An ech ka mech nach erënneren an ech wëll dat och heibannen zitieren: Beim Budget 2013 ass do eng Publikatioun erauskomm vun der Caritas a vun der Stéftung déi Gréng (veuillez lire: Gréng Stéftung), wou et deemools geheescht huet, bei fënnemol de Mindestloun misst alles eriwwer sinn an da bräicht een näischt méi ausbezuelen. Dat war fir si den Titel vun de breede Schëlleren. Et waren anerer, déi haten aner Definitiounen. Dofir verstinn ech och net, dass do de Projet de loi net weidergaangen ass! Well do steet dat dran, souwuel wat d'Qualitéit ubelaangt wéi och, dass Reduktioune géife stattfannen, deemno wéi vill Der géift verdéngen, wann een dee Projet géif weiderféieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen an der Familljepolitik vu Jonken, mir schwätzen och vun eelere Leit. Mir hunn ëmmer méi Leit, déi méi al ginn. Dank der gesondheetlecher Entwécklung hu mer et fäerdegbruecht, dass de Liewensalter hei a Lëtzebuerg an d'Luucht gaangen ass. An automatesch bréngt dat jo och Diskussioune mat sech, souwuel an der Pensiounskeess, déi dem Här Chamberspräsident jo nach ëmmer, huelen ech un, um Häerz läit, mä och an deenen anere Saachen, wéi dat d'Fleegeversicherung ass, wéi dat d'Betreiung ass vun de Leit, déi an engem Fleegefall sinn.

Mir schwätzen iwwer e Programm Alzheimer, mir schwätzen iwwer aner Programmer, déi vun der Regierung hu misse gemaach ginn. An dofir ware mer e bësse paff, dass am Zukunftspak - well fir déi Leit do kënnen ze betrieen, brauch ee jo och Personal -, dass et do am Zukunftspak op eemol geheescht huet, d'Prime fir de Congé linguistique gétt ofgeschaaft. Well wann déi Leit do e gewëssenen Alter hunn, ass et awer och vläicht fir si wichteg, dass se sech kënnen an där Sprooch ausdrécken, déi se geléiert hunn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- ...gétt net ofgeschaaft!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- A wann ech dann...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Si gétt net ofgeschaaft!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Jo, Madame, loosst mech...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Si gétt net ofgeschaaft!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Madame Loschetter! Hei, d'Madame Loschetter schreift sech nach gär eng kéier an, Här President!

(Interruptions)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Si gétt net ofgeschaaft!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Spautz, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vun der Madame Loschetter?

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Jo!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Ech wollt just preziséieren, Här President, datt de Congé linguistique net ofgeschaaft gétt.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- De Congé linguistique gétt gekierzt, Här President, a mir sinn der Meenung,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Och net!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- ...dass dat e Feeler ass. An dofir déposéiere mir hei en Amendement.

An dat ass en Amendement, wou mer gären hätten, dass den Artikel 3 ofgeschaaft gétt, deen dozou féiert, dass de Sproochecongé soll reduzéiert ginn.

Wann ech gelift, Här President, dat ass den Amendement.

Amendement 3

Article 3

L'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

L'article 3 sous rubrique tend à modifier l'article L.234-75 du Code du Travail relatif au congé linguistique en faveur des salariés. Le salarié qui bénéficie d'un tel congé a droit à une indemnité compensatoire qui est prise en charge par l'employeur et qui sous l'emprise de l'actuelle législation est remboursée par l'État. L'État rembourse non seulement le montant de l'indemnité, mais également la part patronale des cotisations sociales.

Il est proposé d'introduire une participation de 50% dans le chef de l'employeur qui devra ainsi supporter la moitié de l'indemnité compensatoire. Il ne sera pas non plus remboursé totalement de la part patronale des cotisations sociales, la part remboursée étant fixée dorénavant à 50%.

Le luxembourgeois est un facteur déterminant en matière d'intégration et partant de cohésion sociale. La loi portant introduction du congé linguistique permet aux salariés et indépendants de toutes nationalités d'apprendre le luxembourgeois ou d'en perfectionner les connaissances pour faciliter ainsi leur intégration dans la société par le biais du marché de l'emploi. Il existe d'ailleurs des pans entiers du secteur privé ou semi-étatique tels que le secteur paramédical (soins à domicile) où il est important de maîtriser la langue luxembourgeoise afin de garantir une prise en charge correcte des clients ou des bénéficiaires éventuels de certaines prestations.

Or, la mesure projetée par le Gouvernement va à l'encontre de la politique de promotion de la langue luxembourgeoise auprès des non-Luxembourgeois et le nombre d'intéressés pour bénéficiaire du congé linguistique risque de diminuer.

Par conséquent, il est proposé de supprimer l'article 3 du projet de loi sous rubrique.

(s.) Marc Spautz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Well mir där Meenung sinn, dass dat de falschen Akzent ass. An no där interessanter Debatt, déi mer virun dräi Wochen hei haten iwwert d'Lëtzeburger Sprooch, fanne mer et nach méi schued, dass do déi Annerung virkomm sinn. Dofir deen do Amendement.

► **Une voix.**- Ganz richtig.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech wëll dann awer och direkt soen: Amendementen - den Här Bodry huet an de Medien an och gëschter hei an der Chamber gesot, e wier enttäuscht, dass d'CSV keng Amendement bruecht huet.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ma den Här Wiseler huet dat ugekënnegt! Ech kann net derfir...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech... Ma neen, mir si jo amgaang!

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Jo, et ass scho geschwënn eriwwer.

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- An d'Fro ass jo och gestallt ginn, firwat d'CSV déi Amendementen dann net an der Kommissioun bruecht hätt. Ma, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn Amendementen, net an deenen hei zwee Fäll, mä an deene leschten zwielf Méint bruecht. A bei eisen Amendementen ass et ëmmer gaangen: 7:6, 7:6, 8:5, 7:6, an ab ware se! An dofir hu mer gesot, mir komme léiwer...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Dir waart guer net do!

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech schwätzen net, Madame Loschetter, hei vum Budget, an ech hunn net gesot, vum Zukunftspak...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Ah, Zukunftspak!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech hunn och net vum Zukunftspak...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Do waart Dir net do! Do waart Dir net...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech hunn och net vum Zukunftspak...

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hutt Der deen dann nëmmen an enger Sitzung behandelt?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Mir hunn e ganze Moie vun 9 bis 12...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An enger Sitzung?

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et huet misse schnell goen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Vun 9 bis 12...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Annerhalles Stonn?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dräi!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- ...hu mir Artikel par Artikel analyséiert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An annerhalles Stonn 258 Mesuren!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Do war de President vun der CSV net derbäl!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...lech net bla-méieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, elo géif ech mengen, dass mer dat erëm esou maachen, wéi mer et gewinnt sinn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Mir waarde souwiesou, Här President, mir waarden op d'Amendementen, wou d'CSV wëllt Suen aspieren. Déi géife mer gär gesinn!

(Interruptions diverses)

Do freeën ech mech drop. Ech si wierklech virwëtzeg, wat do nach kënn!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, den Här Spautz war just amgaang, eis dat ze erklären.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Jo, mir lauschteren.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- A bei den Amendementen, mir haten der am Travail, do hate mer nach viru 14 Deeg ganz konstruktiv Sitzungen, d'Ofstëmmung ass net esou amgaang, wéi ech se gär gehat hätt. Mä ech mengen, den Här Schmit wa ze fridden, wéi se ausgaangen ass, wéi mer iwwert den Dialogue social geschwat hunn, wou aner Meenunge geherrscht hunn tëschent der Opposition an der Majoritéit. A mir hu gesot..., dat war ee Beispill. D'Madame Hansen hat Amendement gemaach, wat d'Studentepriimen ubelaangt, déi sinn einfach an den Eck geklaakt ginn.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, muss ech soen, ass et net grad interessant, Amendementen ze bréngen an der Kommissioun, an dofir bréngt mir d'Amendementen heibannen a mir soen och, wat eis Propose sinn.

Den Här Roth huet haut de Moien erkläert, wat mer op der Recettésait géifen änneren, dofir kann een elo net soen, mir hätten nach iwwerhaapt näischt gesot. Den Här Roth huet ganz genau am Detail erkläert, wat d'CSV géif maachen, wa se eng Steuerreform géif maachen. An Dir wäert herno nach aner Kolleegen...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...Budget 2015!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Majo wéisou? Mir schwätzen dach iwwer e Pluriannuel bis 2018! A mir stëmmen och iwwer e Pluriannuel of.

(Interruptions)

Mir schwätzen och iwwer e Pluriannuel! A mir wëllen och wëssen, wou sinn...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Majo am Pluriannuel, huet den Här Roth lech et...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...net genuch spieren.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Den Här Roth huet lech haut de Moie gesot, wéi mir et géifen an der Steuerreform maachen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...dann ass et um nächste...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir musst vläicht nolauschteren!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, den Här Spautz huet elo d'Wuert. An ech gesinn eng Wuertmeldung vum Här Berger. Erlaabt Der, Här Spautz, dass den Här Berger lech eng Fro stellt? Jo!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt den Här Spautz froen, besonnesch dat, en huet elo hei eng Rei Amendementer opgezielt, déi se erabruecht hätten, en huet och dat zitiiert vun de Studentesubsiden. Ech wëll do nëmmen einfach eng Kéier drun erënnern, ech hat dat gëschter scho gesot, datt eigentlech deen Dossier scho vun där viregter Regierung...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Wou ass d'Fro, Här Berger?

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, ech kommen zu menger Fro, ech kommen zu menger Fro!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Ah!

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...datt eigentlech do schon d'CSV och, respektiv wéi se dee responsabele Minister hat, laang Zäit hat, während Méint Zäit hat, fir Amendementen ze bréngen, an datt se herno, nodeem schon e Rapport gestëmmt gi war, datt se dunn an der leschter Sekonn...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat ass net wouer.

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...d'Amendement bruecht huet,...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat ass net wouer!

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...datt déi och an der Kommissioun diskutéiert gi sinn,...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat ass net wouer!

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...datt vläicht...

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Stellt Är Fro, Här Berger!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här Berger, wat Der elo sot, ass fälsch!

► **Une voix.**- Ma e wëllt wëssen, ob den Här Spautz dat weess.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Mir kënnen dat, Här President, mir kënnen dat jo an de Rapporte vun de Kommissiounssitzungen noliesen. Nëmme fir ze soen, datt dann...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et wier vläicht besser gewiescht, Dir hätt et nogelies, ier Der elo hei intervenéiert hätt!

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dir kënt et och noliesen, Här Gibéryen, Dir waart guer net an där Kommissioun derbail!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, ech géif den Här Berger bidden, dann elo kuerz d'Fro ze stellen!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo, ech wollt den Här Spautz froen, ob dat awer net en normalen demokratesche Prozess ass, datt, wann Amendementen an d'Kommissioun kommen, se do diskutéiert ginn an dann eben do demokratesch ofgestëmmt ginn. Ob dat eppes ass, wat net den normale Virgang war am Parlament.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Demokratesch ofgeseent!

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Demokratesch ofgelehnt!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ofgelehnt an d'Diskussionen ofgewiergt! An dofir komme mer heihinner an da presentéiere mer se heil! An, Här Berger, wat Der gesot hutt vun der Héichschoul, do wëll ech just soen, meng Kolleegin schwätzt jo och nach, dat wäert lech d'Antwort ginn. Well hatt hat schon, nach an der viregter Regierung, Propositione gemaach, fir ofzeännere bei de Studentepriemen! An da gétt et nach Procès-verballen, do gétt et awer nach Procès-verballen, déi dat schéi propper festhalen!

(Interruption)

Wa mer dann elo schwätze vun den Amendementen, dann ass dat eng vun deenen Erklärungen, firwat mer d'Amendementen hei presentéieren an net an de Kommissiounen. A wann ee gären hätt, a wann ee gären hätt...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dir kënt all Moment hei en Amendement bréngen!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- A wann Der gären hätt, dass ee konstruktiv matschwätzt, da muss een och emol vläicht aneschtens, méi konstruktiv vläicht an de Kommissiounen domat

ëmgoen an net, wann dann einfach ee bläert, wann engem d'Diskussion net gefält, dass een einfach seet, dat do doen ech mer net méi un, elo ginn ech menger Wee, wat een och a verschidde Kommissiounen erlieft huet, wou Diskussionen...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- ...fir sätzen ze bleiwen.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Neen, neen, ech schwätzen des Kéier, Madame Loschetter...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ech mengen, hei waart Dir et, déi wollt goen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, wann ech gelift, elo keng Zwiegesprécher méi, Här Spautz, wann ech gelift, loosst lech net méi oflenken an...

(Interruptions)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Mir klären dat herno, d'Madame Loschetter an ech.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Jo, mir maachen dat.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Bréngt deen nächsten Amendement!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Da wollt ech soen, den nächste Punkt, op deen ech wëll agoen, ass dee vum Aarbechtsmaart. Chômage ass kee parteipolitesche Problem, mä Chômage ass en nationale Problem. Do geet et drëm, fir zesammen am Travail, Éducation an Économie déi Reformen ze maachen, déi noutwendeg sinn. An dat geet och nëmmen, wann do och all d'Partner matmaachen.

Dofir ass et fir eis wichteg, dass, wann ee schwätzt vun dem Ofschaffen a vu Flexibilitéit vum Congé parental, een e Familljendesch mécht, fir eng aner Aarbechtszäitorganisatioun ze bréngen, wou een deene Leit och kann Hëllef ginn.

En zweete Punkt, deen een do muss maachen, den Här Minister Schmit huet ennerstrach gehat, wat fir eng Annerunge sollte komme bei der Aide de réemploi, wou mer zwar selbstverständlech deen Accord matdroen, deen d'Regierung mat de Partner fonnt huet. Mir wieren an eng aner Richtung gaangen. Mir wieren nämlech an déi Richtung gaangen... An ech soe se dofir heibannen, ech maachen awer keen Amendement, well ech dat anert mat ennerstetzen.

► **Une voix.**- A firwat net?

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Bei der Altersstruktur. Mir wieren aneschtens gefuer, wat den Alter ubelaangt. Well ongrond vun där Statistik, déi et gétt, dass och honnert Leit tëschent 0 a 25 Joer eng Aide de réemploi kréien, froe mer eis, ob een dat net hätt misse bei dem Alter kucken a bei den eelere Kolleegen, wou et méi schwierig ass, se ennerdaach ze kréien, dass déi hätt misse méi laang goen an dass déi aner Réemploien hätte manner laang gestaffelt kenne sinn. Och dat wier eng Méiglechkeet gewiescht, déi een hätt kenne goen.

Mä ech sinn op alle Fall frou, dass esou en aneren Arrangement mat de Gewerkschafte fonnt ginn ass, obwuel dat hei eis Präferenz gehat hätt, fir ze kucken, deemno wéi al d'Leit sinn, wéi laang se déi Hëllef kritt hunn. Dann hätt een och net misse verschidde Plafonnementer maachen, déi elo awer gemaach gi sinn.

Dofir géife mer och gär eng Kéier all déi Mesuren, déi et am Travail gétt, alleguerten déi Beschäftigungsmesuren, alleguerten déi Begleetsmoosnamen, déi et ginn... Do maachen ech keen Amendement, mä ech hannerleeën eng Motioun, wou mer proposéieren, dass schnellstméiglech alleguerten déi Moosnamen, déi elo gemaach gi sinn, ennersicht ginn, dass e Bilan gezu gétt, an dass mer duerno déi noutwendeg Upassunge maachen.

Well et geet net duer, e Gesetz ze maachen, mä et muss een och de Courage hunn, wann ee Gesetz net dat bruecht huet, wat ee sech erwaart huet, déi Emännerungen ze maachen, déi noutwendeg sinn, fir dass et dann och erëm attraktiv ass fir d'Leit, fir dodrop zrëckze-gräifen.

Wann ech gelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le programme gouvernemental de 2013 indique que «Face à une panoplie de mesures en faveur de l'emploi, le Gouvernement mettra en place un monitoring de l'efficacité des mesures par une évaluation systématique»,*

- *notant que l'importance et la nécessité de procéder à l'évaluation des mesures en faveur de l'emploi sont reconnues par de nombreux acteurs, dont la Cour des Comptes,*

- *notant que cette dernière a dans son rapport spécial portant sur certaines mesures prises dans*

le cadre de la lutte contre le chômage de 2011 pointé du doigt des déficiences au niveau de l'évaluation de diverses mesures en faveur de l'emploi et recommandé la mise en place au niveau de l'ADEM «d'un mécanisme d'évaluation basé sur des indicateurs permettant au bout d'un certain temps d'apprécier l'efficacité des mesures introduites», ce qui permettrait «d'éviter l'accumulation de mesures prises sans savoir si elles sont en fin de compte efficaces ou non»,

- notant que la Chambre des Députés a, en date du 15 mai 2013, invité le Gouvernement à prendre acte des conclusions et recommandations formulées par la Commission du Travail et de l'Emploi dans le chapitre final de son rapport 6434 unanimement adopté le 8 mai 2013 et à la suivre dans le cadre d'une politique active et cohérente pour l'emploi,

- qu'il résulte du chapitre final de ce rapport que (1) la commission parlementaire salue l'évaluation du CIE et CAE réalisée par le CEPS et que (2) face au constat qu'aucune évaluation spécifique n'a été faite des autres mesures et instruments pour l'emploi, elle demande au Gouvernement de faire procéder à ces évaluations et de les présenter à la Chambre avant la fin de l'année [2013], invite le Gouvernement

- à rapidement soumettre toutes les mesures en faveur de l'emploi en place à une évaluation quantitative et qualitative et à présenter lesdites études à la Chambre des Députés au plus tard au cours du premier trimestre 2015,

- à systématiquement soumettre les nouvelles mesures en faveur de l'emploi à de telles évaluations et à tenir la Chambre des Députés informé du suivi de ces mesures.

(s.) Marc Spautz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dofir des Motioun.

Wa mer da schwätze vun Dialogue social, wëll ech och just soen, an ech soen et direkt hei, da brauch ech et duerno net méi ze widerhuelen, wann dee Projet de loi bis op den Ordre du jour kënnt: De Projet de loi vun Dialogue social, deen ëmmer erëm - net de Projet de loi, mä den Dialogue social - heibannen esou grouss an de Vierdergrond gesat gétt, do géif alles erëm lafen, wéi et soll.

Also, ech kann lech soen, dee Projet vun Dialogue social fënn net d'Zoustëmmung vu sämtleche Gewerkschaften, well déi hu sech och dozou geäussert. Ech war op deenen zwee Kongresser vun deenen zwou grouse Gewerkschaften. Ech mengen, den Här Schmit och. An e weess, dass do déi eng et aneschtens gesäit wéi déi aner. A wann ee vun Dialog schwätzt, da muss een déi zwou Säite lauschteren, da muss een och mat deenen zwee schwätzen.

An dofir wëll ech och elo scho soen, dass de Projet vun Dialogue social, deen hei wäert an deenen nächste Méint, huelen ech un, wann ech de Kommissiounspresident kucken, heibanne wäert zur Diskussioun kommen, dass deen d'Zoustëmmung vun eis net ka fannen, well deen net all deene Kritäre Rechnung dréit, esou wéi déi fréier Regierung et gemaach hat. A mir hunn dee méi ausgewogen a vill méi sozial gerecht fonnt.

Villmoos Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

(Interruption par M. Alex Bodry)

► **Une voix.**- Dat ass en Amendement, Här Spautz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Spautz. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'DP.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt dese Budget vum Joer 2015 zu engem gudden Deel och am Zeeche vum Spuer steet, dat ass oui Zweifel och d'Konsequenz vun enger, kann ee scho soen, verfeeltener Finanzpolitik aus deene leschte Joren.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Zwou Zuelen, déi eis déi lescht Deeg hei méi wéi eng Kéier ennerbreet gi sinn, mengen ech, misst all vernünftege Politiker derzou animéieren, fir sech dach grondleeënd Gedanken ze maachen, wéi d'finanziell Situatioun vun diesem Land ka verbessert ginn.

Éischens, de Lëtzeburger Stat bezilt all Joers - all Joers! - 219 Milliounen un Zënzen zrëck op Emprunten. Dat sinn zwee Lycéeën!

Zweetens, an de leschte fënnf Joer ass d'Schuldelaascht vu 7 op 23% vum PIB eropgaang.

An nach vläicht eng aner Zuel, déi de Statsminister kierzlech hei ennerbreet huet: Jiddweree

vun eis an doriwwer eraus jiddwer Bierger vum Lëtzeburger Land, ob kleng, grouss, pensionéiert oder net pensionéiert, wann e moies opsteet huet nieft senger, sofern en eng huet, privater Schold och nach eng Kéier 14.000 Euro Schold, déi e muss fir de Stat matdroen.

Ech mengen, wéi gesot nach eng Kéier, wann een all déi Zuelen do héiert, an et kéint een der nach vill aner opléischen, da muss een onweigerlech zur Konsequenz kommen, datt et richtig ass, datt des Regierung sech ambitiéis Ziler gesat huet, fir dee Budget hei respektiv fir d'finanziell Situatioun an deenen nächste Joren an den Équiliber ze bréngen.

An de Franz Fayot, deem ech als Rapporteur och wëll Merci soe fir seng gutt Aarbecht... Als fréiere Rapporteur weess een dat nach vläicht besser ze schätzen, wat dat heescht, e Budgetsrapport opstellen. Dann ass ee Wochen, heiansdo Méint amgang. An dat Wierk, wat en eis presentéiert huet, léisst sech oui Zweifel weisen. Duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier mä Respekt. En huet dat mat engem ganz flotte Saz op de Punkt bruecht: „Dese Budget ass e Budget vun der Verantwortung.“ Jo, dat ass richtig. Et ass e Budget vun der Verantwortung. A wann net des Koalitioun d'Veantwortung iwwerholl hätt, fir esou ee Budget opstellen, da wiere mat Sécherheet an deenen nächste Joren nach vill méi schlëmm Zäiten op eis duerkomm.

An da muss ech awer éierlech soen, wann een dann déi lescht Deeg, a besonnesch vu gëschter un, verschidde Leit hei heieren huet, eis Lektouren ze ginn, déi Leit, déi am Fong geholl d'Haaptschold drun droen, datt mer an där Situatioun sinn, déi elo op eemol hei awer entdecken, wéi d'finanziell Situatioun vun deem Stat hei soll verbessert ginn, ech muss awer éierlech soen, da stellt ee sech munch Froen. An da freet ee sech awer: Wou ass heiansdo souguer d'intellektuell Éierlechkeet, fir unzërkennen, datt een déi lescht Jore jo awer och Feeler gemaach huet an der Finanzgestioun...

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).**- ...an datt een dat och emol soll zouginn an datt ee soll virun allem emol de Courage vun deser Majoritéit hei ennersträchen, fir eben, wéi gesot, elo méi konsequent dee Budget hei an den Équiliber ze bréngen? Well, gleeft mer es, ech gleewe kaum, datt ee vun den Dammen an den Hären doennen op der Bänk an och kee vun der Majoritéit frou ass, wa mussen Décisioune geholl ginn, déi net onbedéngt populär sinn an déi éischer natierlech deem engen an deem anere wéidoen.

Wat awer ganz wichteg ass, datt hei awer horizontal gekuckt gétt, datt jiddweree sech soll un deem Effort bedeelegen. An duerfir, léif Kollege vun der CSV virun allem, ech mengen, Dir hätt besser, emol mat lech selwer zu Kouer ze goen, ier Der heihinnerkommt an eis wëllt hei grouse Lektouren ausdeelen!

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Waart Dir '99 nach net an der Chamber, Här Graas?

► **M. Gusty Graas (DP).**- Ech kommen och nach op lech ze schwätzen, Madame Modert.

(Hilarité)

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Jo, dat ass ganz gutt.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Jo, jo, jo.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Fein.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Ech kommen nach op lech ze schwätzen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Dat freet mech.

(Hilarité)

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Wann ech gelift, et ass just een, deen hei schwätzt!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Dann hätt Der lech deen Tëscheruff do nämlech elo awer erspuert, hein. Bon.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Vun '99 bis 2004 ass relativ vill ausgi ginn. Dat war d'DP/CSV-Regierung.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Wann ech dat elo richtig hei matkritt hunn, Madame Modert, dann ass et u mir, fir de Moment hei meng kleng Interventioun ze maachen, an net fir elo hei op Froen ze äntwerten. Mä ech sinn awer gäre bereet, herno mat lech doriwwer ze diskutieren.

Ech wollt awer trotzdem hei net an eng verdéiften Analys vun de staatleche Finanzen goen, dat iwwerloossen ech léiwer vill méi kompetente Leit. Mä ech wollt virun allem op ee Secteur hei ze schwätze kommen, deen traditionell am Budget net ëmmer esou am Méttelpunkt steet, net ëmmer esou am Fokus steet, mä fir eis als Demokratesch Partei nach wie vor e ganz héije Stellwäert huet. Dat ass den



Agrarsector. Dowéinst ass et wichteg, dass et sech awer ass dem Bléckwénkel vun deem Budget och Gedanke mécht, wéi et virun allem an der Landwirtschaft an am Wäibau steet.

Ech wëll just drop hiweisen, dass zwar, wann een elo reng nummeresch d'Zuele kuckt, de Landwirtschaftsministère, ech huelen déi ordinär Dépensen, e steet do mat 54,3 Milliounen, de Logement 41,5, dann ass, wéi gesot... De Ministère vun der Landwirtschaft ass elo net dee bescheidensten, et ass och net dee gréissten, mä et geet jo net nëmmen ëm Zuelen, et geet jo virun allem och ëm dat, wat do ëmgesat gëtt, a virun allem, wat fir eng Beruffsinteressen dass do musse vertrauede ginn.

Ech mengen, et ass fir eis als Demokratesch Partei wichteg, dass d'Bauern, dass d'Wënzer, dass d'Bëschbesëtzer, dass awer och virun allem d'Gärtner an Zukunft solle gesécher Ofkommense kréien, dass se eng gesécher Zukunft viru sech hunn. Mir hunn de Moment, an ech beruffe mech hei op de Statec aus dem Joer 2012, 2.137 Betriber mat 3.783 Beschäftegten. Och dass ass awer en ekonomesch Faktor, deen ee mat Sécherheet net däerf ënnerschätzen.

Mir hunn och nach eng Kéier, wéi gesot de Stand vun 2012, 444 Betriber, déi méi wéi 100 Hektar Land hunn. Dass ass et quasi bis an d'80er Joren net ginn. An dann e ganz interessante Chiffer, deen d'Chambre de l'Agriculture an hirem ganz interessanten Avis matgedeelt hat: Et gëtt all Joers geschat, dass gutt 150 Milliounen investéiert ginn an deem Secteur eleng. An och dass ass ekonomesch gekuckt mat Sécherheet net ze ënnerschätzen.

Et ass och gewosst, dass d'Landwirtschaft natierlech keen einfache Stand huet. Dass reallt Akommen, dass konnte mer virgëschter nach noliesen, pro Aarbechtskraaft ass an der EU dëst Joer ëm 1,7% gefall; hei zu Lëtzebuerg „nëmmen“ - tëschent Guillemets - ëm 1%. Mä dass seet awer scho munches aus. An da sinn och eng Rei Maartpräisser vun deene wichtegsten Agrarprodukter leider réckleefeg. Ech denken un d'Fleesch, d'Fruucht oder d'Mëlch.

Dann, de Präis vun de Gromperen ass europawäit ëm bal 25% zrëckgaang. Och wann een de Moie konnt liesen, dass d'Setzgromperengossenschaft op en dach zerriddestellend Joer zrëckkuckt an nach ëmmer en Ertrag huet vun 30.832 Kilo op den Hektar, wat jo awer u sech trotzdeem eng gutt Leeschtung ass.

Et muss een also Verständnis opbréngen fir d'Suerge vun deene Leit, déi an deem Secteur beschäftegt sinn. An dowéinst war et jo och net ganz iwwerraschend, dass de leschten 19. November jo eng Protestmanifestatioun zu Ettelbréck war, wou ee leider net konnt drun deelhuelen, well een als Deputéierte gemengt huet, et misst een hei un der Sitzung deelhuelen. Bon, anereren haten do eng aner Meinung, dass ass awer hiert gutt Recht.

An et ass kloer, dass natierlech do eng Rei Punkten zur Diskussioun komm sinn, déi och eng gewëssen Onzefriddenheet am Landwirtschaftssektor erëmispigelen. Et geet net nëmmen ëm budgetär Zwäng, et geet natierlech och ëm Punkten, déi mussen tëschent Naturschutz a Landwirtschaft gekläert ginn, och ëm sektoriell Pläng, do wou jo zwar elo entretemps en neie Moment agegrueden ass.

Ech wëll awer dann direkt hei ënnersträchen, dass de Minister Fernand Etgen, deen awer du ganz séier reagiert huet, och seng Dialogbereitschaft ënner Bewäis gestallt huet. En hat jo elo net méi spéit wéi rezent eng Entrevue mat sämtleche Bauerenorganisatiounen, wou en dann och proposiert huet, an dass ass eng Iddi, déi mer nëmme kënnen guttheeschen, fir e sougenannt „Zukunftsdësch“ fir d'Landwirtschaft opzustellen. Dass ass zu deemem Zäitpunkt mat Sécherheet déi richteg Initiative, fir ze kucken: Wéi kënnen mer am Fong geholl déi schwierig Situatioun, an där sech den Agrarsektor befënnt, zumindest gemeinsam am beschte meeschteren?

Ech wëll dann och nach e puer Punkten zum Zukunftspak soen, an och der Rapportrice do Merci soen, déi och eng ganz grouss Flässaarbecht gemaach huet. Vun deenen 258 Moosnamen sinn der jo 21, déi dann d'Landwirtschaft betreffen. D'Moosnam 212, déi besonnesch fir Diskussioun gesuergt huet, ass natierlech d'Suppressioun vum Tarif agricole. Allerdéngs muss een och e bësselchen zrëckkucken: Wéi ass deen entstanen?

Dass ass en Tarif, deen ass an de 60er Jore geschafe ginn als Kompensatioun, well dunn Héichspannungsleitunge gezu gi sinn duerch d'Land an dowéinst natierlech eng Rei Baueren och Terraine verluer hunn. Als Kompensatioun, wéi gesot, krute se dann dee Supplément. Haut si mer natierlech an enger anerer Situatioun.

Natierlech ass et och verständlech, wann een an engem Beruffssektor emol déi eng oder aner

Saach ewechhëlt, dass dat och net onbedéngt mat oppenen Aerm dann do empfaange gëtt. Dowéinst ass dass och novollzéibar.

Et sinn eng Rei aner Moosnamen, déi an deem Budget respektiv an deenen nächste Jore virgesi sinn, zum Beispill, dass d'Ackerbauverwaltung elo keng Baupläng méi u sech opstellt op hir Käschten. Woubäi ee sech awer och da muss d'Fro stellen: Ass dat hir primär Aufgab? Ass net hir Aufgab éischer, méi berodend virzegoe vis-à-vis vun dem ganze Secteur? An och dowéinst muss een awer dann esou Décisiounen verstoen.

D'Erhéijung vun der TVA, déi ass hei scho ganz vill diskutiert ginn a wäert och nach an den nächste Stonnen hei diskutiert ginn, huet natierlech och hir Répercussioun op den Agrarsektor. An op där anerer Säit muss een allerdéngs soen, dass och de Minister Etgen elo gutt reagiert huet an dann all déi Propose gemaach huet, fir, wéi gesot, dann den TVA-Saz an der Landwirtschaft, de pauschalen TVA-Saz da vun 10 op 12 eben och ze héijen, fir dann eben déi Perte do kënnen ze kompenséieren.

Dass soll jo duerch eng, wann ech dass elo richteg matkritt hunn, zousätzlech Modifikatioun vum Gesetz stattfanne mat Wirkung op den 1. Abrëll 2015, soudatt am Fong ab dem zweete Semester d'Bauern da kéinten an de Genoss vun deem neie Saz kommen. Iwwregens ass deen TVA-Saz schonn 1979 agefouert ginn.

Da kommen natierlech d'nächst Joer nach e puer, kann ee bal soen, kleng Hiobschaften op d'Landwirtschaft zou, wat awer net onbedéngt mat der Lëtzebuurger Politik ze dinn huet. Dir wësst vläicht oder wësst Der et net, da gëtt een et elo gewuer, wat och net onwesentlech ass, dass jo d'Mëlchquoten ab dem 1. Abrëll d'nächst Joer sollen ewechfalen.

De Mëlchpräis, deen iwwregens de Moment an enger enormer Fluktuatioun ass. Et weess een ni esou richteg, wou e sech hin entwéckelt, wat dann natierlech och keng Sécherheet ka fir d'Mëlchproduktioun hei zu Lëtzebuerg mat sech bréngen. Et mierkt een och, dass d'Molkereie schonn amgaange sinn, sech och nei Mäert ze sichen, sief dat an der Tierkei, sief dat an Afrika oder sief dat am arabesche Raum.

An da wëll ech awer op ee Secteur och nach kuerz ze schwätze kommen, dass ass de Wäibau. De Wäibau, dee fir eis nach wie vor eng ganz wichteg Roll spillt. 1998 goufen nach 151.120 Hektoliter Wäin hei zu Lëtzebuerg produziert. 2013 waren dat der nach 100.883. Leider, wéi gesot, eng réckleefeg Tendenz. Datselwech gëllt och fir den Export, wou mer d'lescht Joer 71.641 Hektoliter, wéi gesot, an d'Ausland verkaaft hunn.

Et ass also evident, dass och hei de Stat muss zousätzlech Efforte maachen, fir eng gezielte Promotioun vun dem Lëtzebuurger Wäin ze maachen, dass en net nëmmen nach verstärkt hei bei eis soll konsumiert ginn, mä dass, an ech mengen, et kann een dat roueg hei soen, esou gutt Produiten och sollen am Ausland verstärkt kënnen verkaaft ginn.

An dann, Madame Modert, Dir hutt mir jo schonn eng kleng Pass ginn, erlaabt mer awer trotzdeem nach eng Kéier op lech zrëckzekommen. Dir waart de leschten Donneschen, wéi mer hei d'Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Pestiziden, jo offiziell Sprächerin vun der CSV. An da ginn ech och dervun aus, wat Der hei gesot hutt, dass Der dat am Numm vun der CSV gesot hutt.

Ech muss lech ganz éierlech soen, Dir hutt verschidden Aussoe gemaach mat der Finalitéit, kann ee soen, dass Der der Regierung quasi ënnerstallt hutt, wéi wann des Regierung elo druschold wier, wéi wa lues a lues géifen d'Luuchten op der Musel ausgoen, wéi wann et de Wäibau an 20 Joer vläicht emol net méi géif op der Musel ginn. An dat virun allem, well des Regierung et jo géif woen, d'Notze vum Helikopter anzeschränken. Ech mengen, esou wäit leien ech jo richteg?

Hei, loosst mech ee Moment ausschwätzen! Ech hunn Är Ried nämlech gëschter Owend nach eng Kéier in extenso nogelauschert.

Do hutt Der de Minister jo dann opgefuerdert, déi noutwendeg Reglementer op den Dësch ze bréngen. Dass ass jo alt schéin a gutt, mä fir elo schonn zu deemem Zäitpunkt am Fong geholl quasi en negative Message eriwwezeginn, wéi wann des Regierung ugetruede wier, fir dem Wäibau an Zukunft munches an de Wee ze leeën, dass fannen ech net grad korrekt, fir net méi ze soen.

An da wëll ech awer drun erënneren...

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Däerf ech, Här President?

► **M. Gusty Graas (DP).** - Neen, berouegt lech! Berouegt lech, loosst mech emol ausschwätzen!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Dir kritt een... Wenn lech wann ech gelift un d'Chamber!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dir hutt den Här Spautz jo och andauernd ënnerbrach virdrun.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, neen, neen. Ech wëll just...

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Mä dann hätt Der dat och beim Virriedner net solle maachen.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech wëll just op d'Fakten hiweisen.

Dass Gesetz iwwert d'Pestiziden, deen EU-Pak, wou jo dann ënner anerem drasteet, dass den Helikopter a priori net méi autorisiert ass, mä dass e jo muss eng Autorisatioun vum Minister hunn, Dir wësst dat genau esou gutt wéi ech. Ech wëll just drop hiweisen: Dass Gesetz ass den 11. Januar 2013 vum deemolege Landwirtschaftsminister Romain Schneider ënnerbreet ginn.

Ech hunn net déi allerbeschte Mémoire, mä meng Mémoire ass zumindest nach esou gutt, dass ech weess, dass d'Demokratesch Partei deemools net an der Regierung war. A meng Mémoire ass zumindest och nach esou gutt, dass ech weess, dass d'CSV an der Regierung war. A meng Mémoire ass och nach esou gutt, dass ech weess, dass eng gewësse Madame Octavie Modert deemools och um Regierungsdësch souz.

Also, duerfir fannen ech et awer gewot, wann een dann elo higeet an et mécht een dem Landwirtschaftsminister respektiv der Regierung de Prozess, well se elo géifen ufänken, hei dem Wäibau Schwierigkeeten ze maachen!

Da stellen ech awer d'Géigefro: Firwat hutt Dir dann net deemools - Dir net perséinlech, d'CSV - derfir gesuergt, an Dir hätt dat och schonn um europäesche Plang kënnen maachen, dass iwwerhaupt déi Diskussioun iwwert den Helikopter guer net op Lëtzebuerg komm wier? Well dann hätte mer jo net déi negativ Prognosen ze fäerten, déi Dir elo hei virgezeechent hutt.

(Interruption)

Dass huet ganz vill mam Budget ze dinn. Ah jo dach, dass huet ganz vill mam Budget ze dinn!

(Interruption)

Majo, da kuckt Äre Budget! Ech schwätzen hei iwwert de Secteur vum Wäibau, an dann ass et evident, wann awer gesot gëtt, dass duerch déi Regierungspolitik géif de Wäibau Problemer kréien, dann huet een awer sécher d'Recht, dass do emol richtegstellen.

Duerfir, wéi gesot, wëll ech awer nach eng Kéier hei drop hiweisen, dass an deem Zukunftspak eben och eng Rei Moosnamen virgesi sinn, fir de Wäibau u sech och ze ënnerstetzen. Et sinn natierlech och eng Rei Moosnamen dran, déi sech doraus erginn hunn, well se eben och net méi zäitgeméiss sinn. Ech denken zum Beispill un déi Analysen.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Här Graas,...

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo?

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - ...erlaabt Der eng Tëschefro vun der Madame Modert?

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, selbstverständlich erlaben ech eng Tëschefro.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Madame Modert, wann ech gelift.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Et ass bal méi Fait personnel. Ech kann awer och ofwaarden, bis den Här Graas deen dote Punkt ofgeschloss huet an alles beieene soen.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech si fäerdeg. Dir kënnt roueg eppes froen.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Stellt wann ech gelift Är Fro un d'Chamber!

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Ech wollt dem Här Graas just soen, dass et d'Sécherheetsdistanz sinn, déi der Musel wäerten déi meeschte Schwierigkeete maachen, an déi kommen an d'Ausféierungsbestëmmungen dran. Dass si Reglementer, eventuell aner Texter. Déi sinn net d'Kompetenz vun der Chamber, dass ass richteg.

Mir hunn trotzdeem gefrot, ob et méiglech wär, se eng Kéier kënnen ze gesinn. Se bestinn nach net. A genau déi Saache maache vill méi Schwierigkeeten, wéi aner Saachen, déi am Text vum Gesetz drastinn. An déi Diskussioun vun de Metere vun der Sécherheetsdistanz, déi ass anescht gefouert ginn ënner deser Regierung wéi virdrun.

Also, Här Graas, Dir hutt virdu gesot, Dir géift verschidde Saache méi kompetente Riedner iwwerloossen. Dir hätt och besser gehat, dass heibäi ze maachen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Majo, dann hutt Der mir net gutt nogelauschert.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Dach, Här Graas, ech hunn lech ganz gutt nogelauschert. Ech mengen, Dir hat mir net richteg nogelauschert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Oh dach, oh dach! Ech hu just, an dass widerhuelen ech nach eng Kéier, dee Message, deen eriwwekkoum, dass des Regierung praktesch géif d'Entwécklung vum Wäibau op der Musel ofbremsen. Et ass dee Message, ëm deen et gaangen ass. Et ass deen, deen ech wollt hei richtstellen. An deen akzeptéiere mer och net. An dorëms ass et gaangen. Selbstverständlich wësse mer jo, dass hei mussen Ausféierungsbestëmmunge kommen, mä fir am Virfeld schonn esou negativ Messagen eriwwezeginn, dass fannen ech net grad korrekt.

Bon.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Ech hat gefrot, wéi de Prozentsaz vun der Hangneigung wär,...

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - ...wéi d'Sécherheetsdistanz géife ginn, an do läit d'Kromm an der Heck.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech géif proposéieren, Dir hutt jo...

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Här Graas, wann ech gelift,...

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo. D'Madame Modert...

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - ...wennt lech un d'Chamber!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo.

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - A mir fueren dann alleguete schéi gemittlech erëm weider mam Discours vum Här Graas. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Dir hutt dass fein esou gesot an „Ihr Wort sei mir Befehl“, Här President, a selbstverständlich hale mer eis och dodrun.

Wéi gesot, ech wollt awer nach eng Kéier op déi Moosnam 214 zrëckkommen, déi natierlech och am Wäibaumilieu net onbedéngt fir Begeeschterung gesuergt huet. Engersäits, dass déi Analysen, wéi gesot, an Zukunft verdeiert ginn, mä och do sinn dass nëmmen Upassungen un den Index. Et sinn och also do Moosnamen, déi getraff ginn, déi sech am Fong geholl an deene Joren elo opgedrängt hunn.

An dann däerf een och net vergiessen, dass dass jo och zum Deel aus verschiddenen internationale Wäigéigenden ëmmer als verkannte Statshëlfelefen duergestallt gëtt. An da muss ee jo och hei ënnersträchen, dass déi grouss Wäibetriber op der Musel zum Deel och hir eege Laboratoiren hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir 2015 stelle sech natierlech ganz grouss Erausforderungen och fir de ganzen Agrarsektor. Ech denken un de PDR, de Programme de développement rural, ech denke virun allem natierlech och un dat neit Agrargesetz, wat dann och wäert d'Landwirtschaftspolitik fir déi nächste Joren - siwe Joer - definéieren. De PDR gouf jo schonn am Juli 2014 op Bréissel geschéckt. Mir waarden do nach op eng Réckmeldung. An, wéi gesot, och dass sinn awer direkt Moosnamen, déi eng Inzidenz op de Budget wäerten hunn. An dowéinst wäert och dann d'nächst Joer mussen nach ganz vill op deem Niveau geschafft ginn.

Et ass evident, dass natierlech och dese Secteur, deen - an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens - an enger gewëssener, ech wëll net soe Kris ass, mä an enger schwieriger Situatioun, dass en awer och muss säin Obolus leeschten. A wann een awer, gesamt gesinn, kuckt, wat fir eng Moosnamen elo fir den Agrarsektor geholl gi sinn, géif ech awer soen, dass dass awer gréisstendeels trotzdeem verdréiglech ass.

Et si jo eng Rei vu Kompensatiounen virgesinn. Ech wëll nëmmen op eng hiweisen, déi ab 2016 wäert dann applizéiert ginn, dass ass d'Erhéijung vum staatleche Bäitrag fir d'Primmenzuelung vun enger Mehrgefahrenversicherung.

Wat een och hei nach muss ënnersträchen, dass d'Lëtzebuurger Landwirtschaft ouni Zweifel an deene leschte Joren och grouss Efforte gemaach huet, fir méi eng nohalteg Produktioun, och méi eng ëmweltgerecht Pro-

duktion ze erlaben. An erlaabt mer vläicht an deem Kontext eng e bësse méi perséinlech Meinung nach hei. Ech bedauern ëmmer, datt virun allem de Stat an och eng Rei Gemengen, déi awer d'Méiglechkeet hunn, verstäerkt op Lëtzebuurger Produkter ze setzen, dach net ëmmer dee Reflex hunn.

D'Fro, déi och muss gestallt ginn, ass, ob net och vläicht souguer eist Soumissionsgesetz, wann dat gesetzlech méiglech ass, méi muss adaptéiert ginn, datt een eben och spezifesch Lëtzebuurger Produkte kann an Zukunft méi an den öffentleche Kantine respektiv Kiche konsuméieren.

Ech wëll dann op dëser Plaz och nach un eng Motioun hei erënneren, déi de leschten Donneschdeg zréckbehalde ginn ass, wou ee Punkt vläicht e bëssen ënnergeangen ass, mä deen och zum Beispill an der Chambre de l'Agriculture an hirem Avis zum Budget gefuerdert ginn ass, an zwar ass dat d'Kreatioun vum Centre de compétences agricoles. Déi Motioun gouf jo hei majoritär uegheoll, an ech sinn och iwwerzeegt, datt de Minister wäert an deem Sënn déi néideg Schrëtt an deenen nächste Wochen a Méint ënnerhuelen.

Ech mengen, d'Politik an Zukunft muss sinn, datt mer net Agrarfabriken ënnerstëtzen, mä datt mer modern Bauerehaff ënnerstëtzen, déi eng ëmweltgerecht Produktiounsmethod virweise kënnen, wou och streng Méiere-schutzregele gëllen. Dat soll u sech d'Zil fir d'Zukunft sinn, wéi eng modern Landwirtschaft soll ausgesinn. A wann een dee Budget hei analyséiert, da kann ee feststellen, datt jidde-falls déi éischt wichteg Jalone gesat sinn.

An deem Sënn, wéi gesot, wëll ech nach eng Kéier dem Minister a senger Equipe och félicitéiere fir dat éischt Joer Landwirtschaftspolitik, déi se hanneru sech hunn, déi net esou einfach war, a wënschen och, wéi gesot, datt mer zesumme mam Secteur an Zukunft kënnen déi néideg Schrëtt huelen, fir nach wie vor eng staark Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg kënnen ze behalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gast Gibéryen huet gëschter ganz richtig gesot, datt 450 Millioune Méieinnahmen aus dräi Mesurë resultéieren: d'Augmentatioun vum der TVA, déi zousätzlech Steuer vum 0,5% an d'Netupassung vum der Steiertabell, an datt domadder dës Regierung elo schonns eng mega Steuerreform vers le haut durchgezunn huet.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Déi Augmentatioun vum der TVA representéiert net manner wéi en hallwe Prozent vum eiselem PIB, déi nei Steuer e Véirelprozent, an déi Mesuren, déi Zukunftspak genannt ginn, 0,29%, datt heescht, 1% PIB zousätzlech, dat ass keng Klenggeheet.

Et ass schued, datt de Gilles Roth... Dach, en ass do. Ech wollt dem Gilles Roth Merci soen - déi ganz Nuecht louch ech waakreg:...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Roy Reding (ADR).** - „Denk ich an Luxemburg in der Nacht, bin ich um den Schlaf gebracht.“ -, fir eng Iddi ze fannen, wéi een dee berühmten Zukunftspak kéint nennen.

De Gast Gibéryen huet eng Kéier „Ofzockpak“ gesot, mä dat huet mer net richtig gefall. Mat Zukunft huet de Pak op jidde Fall rose weénege ze dinn, dofir awer mat neien Taxen, mat manner Ausgabe fir de Stat an dofir méi Ausgabe fir de Bierger an d'Beriber, an dofir Merci, Gilles Roth, „Bezuelpak“ ass en Titel, dee mer ganz gutt schéngt an deen ech gären iwwerhuelen.

Kucke mer elo emol den Detail vum deem Bezuelpak! Ech hunn e puer besonnesch betraffe Gruppen erausgesicht an ech si frou, datt den Här Graas elo grad iwwert d'Landwirtschaft geschwat huet.

Aspuerunge fir de Stat, dat heescht méi Ausgabe fir déi Betreffen, nei Taxe fir déi Betreffen, maache fir d'Landwirtschaft 1,5 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) 2015 aus a 4,5 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) 2018. Dat si plakeg Zuelen. Mir jongléieren hei jo mat Milliounen an Honnerte Milliounen a Milliarden.

Ech hu mer awer emol eng Kéier d'Méi gemaach, datt konkret auszerechnen. Mir hunn

1.800 Vollzäitbeschäftigter an der Landwirtschaft hei am Land. Déi verdéngen am Schnëtt 40.300 Euro d'Joer. Wann ech elo de Spuerpak, de Bezuelpak ëmrechnen, da kommen ech op en Akommesverloscht op de Kapp vum engem Vollzäitbeschäftigter vum 2.222 Euro d'Joer, oder aneschters ausgedréckt, 5% vum hirem Akommes verléieren eis Baueren.

Léif Kollegeen, wat fir eng aner Berufsgrupp hei am Land géif dat matmaachen? Wier en OGB-L, wier eng CGFP d'accord mat enger Kierzung vu 5% vum de Léin a vun de Gehälter? Mä mat de Baueren - Här Bauereminister -, do kënnen mer et maachen! Wann ech Gambianer wier, géif ech mer emol en neien Häuptling sichen an der Landwirtschaft!

No der Agrikultur, well et esou schéi passt, d'Kultur. Kommunikatiounspannen, Aktivismus - parteipolitesch kéint een iwwert de Start vun dëser Regierung laachen a lästere. Mä, wéi sot schonn den Erich Kästner esou schéin: „Die Jungen schmeißen aus Spaß mit Steinen nach Fröschen. Die Frösche sterben im Ernst.“

Konventionne mat alle méigleche Kulturträger fir d'Eischt emol ze kënnegen, éier ech weess, wou ech wëll higoen, ass ganz einfach eng Schnapsiddi. Fir déi Leit, déi an der Kultur schaffen, léist dat existenziell Ängscht aus. An déi sollte mer eescht huelen! Wéi soll e Mënsch en Haus féieren, en Theater, wann d'Programmation een, zwee Joer am Virus muss gemaach ginn an een haut nach net weess, wat fir eng Enveloppe datt en... op wat fir eng finanziell Enveloppe datt e kann zielen!

Datt ausgerechent, aus der Héft eraus, direkt am Ufank dës Regierung emol eng China-Tournee vun eiselem Philharmoneschen Orchester gestrach huet, oder d'Ausstellung iwwert den Éischte Weltkrich, beweist dat feelend Fanger-spëtzegefill, wat d'Kulturpolitik ueget, speziell och an der DP.

Ech warnen eis Kollege vum der DP: Kommt net op d'Iddi, d'Gëlle Fra anzuschmelzen, si ass net aus Gold!

Zéng Mesurë vum Bezuelpak, fir insgesamt sechs Milliarden (veuillez lire: Milliounen), trefen d'Kultur. Wann ech Gambianer wier, géif ech mer an der Kultur een neien Häuptling sichen!

Komme mer zur TVA: Et ass ganz normal, datt an enger Koalitioun all Partner muss Waasser a säi Wäi schëdden. Wat d'TVA ueget, soen eis d'Wahlprogramm vum deenen dräi Parteien:

- d'DP, Säit 23: „Mehrwertsteuerreform, nur wenn nötig.“;

- d'LSAP, Säit 25: „Begrenzte Mehrwertsteuerhöhung im Rahmen einer globalen Steuerreform, kein Tabu.“;

- an déi gréng, Säit 29: „Den regierenden Parteien fällt nichts Besseres ein als die Erhöhung der sozial ungerechten Mehrwertsteuer.“

Sou, elo maache mer doraus ee Pak: „Nur wenn nötig“ plus „im Rahmen einer globalen Steuerreform“ plus „sozial ungerechte Mehrwertsteuer“ ass gläich, fir Gambia, Mehrwertsteuerhéijung direkt op bal alles an dann och nach ausgerechent op dem Logement!

Sukzessiv Regierungen hunn et ëmmer erëm, haut seet een dozou „nohaltig“, fäerdeg-bruecht - a beschter Absicht, d'Logementspräisser, sief dat d'Kafpräisser oder sief dat d'Loyeren, erfrozesetzen, ze senken oder zumindest ze bremsen -, de Contraire ze bewierken! An och hei trieden eis daper Gambianer an d'Fußstapfe vum enger esou illustrer Fehlbesetzung wéi dem Minister Boden, an do-bäi konnt dee Mann rechnen, e war Mathés-prof!

Méi Virschreffe maache Wunnraum net méi bëlleg! Nei Virkafrecht maache Wunnraum net méi bëlleg! An eng Augmentatioun vum der TVA-Logement mécht de Wunnraum net méi bëlleg! Den direkten Effekt vun der Annonce vun der Hausse vum der TVA op de Logement war, datt de Secteur bis haut, 18.12., huet misse schaffen op Basis vum engem Gesetz, wat et nach net gouf.

Bis den 1. Juli war d'Regel einfach: Ech hu mäi Contrat de réservation gemaach, ech hu mäin Agrément gefrot fir d'TVA, ech hu mäin Akt gemaach. Ab Juli koum eng Circulaire vum Direkter vum Enregistrement - a Merci, datt et wéinstens eng Circulaire gouf! -, wou gesot ginn ass, den Agrément géif et elo nach just ginn op Basis vum Acte notarié, an zwar den Acte notarié enregistré. Wat jo och witzeg ass, well et ass jo déiselwecht Verwaltung, déi den Akt enregistréiert, wéi déi, déi den TVA-Agrément gëtt.

Elo ass et dann esou, et gëtt zwee Fäll: Entweder de Cadastre vertical ass fäerdeg, ech maache mäin Akt virum 31.12., da profitéieren ech nach vu mengen 3%, oder de Cadastre vertical

ass net fäerdeg. Da geet et duer, datt ech ee Contrat de réservation hunn an datt de Cadastre vertical uegefrot ass, an ech profitéieren och an Zukunft nach vun den 3%. Et deet mir leed, a mengen Aen ass dat doten esou absurd wéi et nëmme ka goen!

Firwat ass e Projet, dee méi wäit gediehen ass, firwat gëtt deen diskriminéiert a muss bis den 31.12. duerchgebaatscht ginn, an deen, deen nach net esou wäit gediehen ass, dee kritt méi Chance? Et ass einfach fir mech absurd! A wann ech Gambianer wier, ech géif mer en neien Häuptling an de Finanze sichen!

Mä da kommt, mir kucken elo emol d'Konsequenze vun där TVA-Erhéijung! De Franz Fayot huet ganz richtig a mat vollem Recht gesot, déi Leit hei am Land, deenen et am mannste gutt geet, dat sinn d'Locataires. Dat ass ganz richtig! Mä mengt Dir da wierklech, datt déi 14% Méikäschten, déi den Investisseur fir d'Mietwunnengen elo huet, datt déi net géifen op de Locataire iwwerdroe ginn? Ech hunn héieren: Jo, domadder gi mer un d'Margë vun de Promoteuren. Ma vill Promoteuren hunn emol keng Marge vu 14%, da kënnen se déi dach net einfach schlécken!

A souguer, wa se se hunn, se sti jo an...

(**Interruptions**)

Si sti jo a Konkurrenz mat aneren. Neen, wann ech eng Wuer akafen, an déi gëtt méi deier, da geet mä Verkafspräis an d'Luucht. Wann ech als Investisseur akafen a mäin Akafspräis geet erop, da geet mä Loyer an d'Luucht. Dir gleeft mer dat elo net. Mä Dir wäert gesinn, an engem oder an zwee Joer, wa mer d'Statistike gesinn, wäert Der gesinn, datt d'Loyeren duerch déi dote Mesure eropgaange sinn.

(**Interruption**)

An Dir wäert...

(**Interruption par M. Claude Haagen**)

Pardon?

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Dir musst de System vun der TVA och en considération huelen...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, wat ass de System vun der TVA? Wat wëllt Der domadder soen?

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - ...erkläre jo, da mengen ech, datt Der et sollt en considération gezunn...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech verstinn déi Fro do net.

Nach eppes wäert Der an der kommender Statistik gesinn, nämlech datt de Präis och vun Okkasiounsimmobiliën an d'Luucht geet. Ech war immens frou ze héieren, datt 3% TVA bleift fir d'Renovatioun vun Albaumwunnengen. Ech fannen dat immens wichtig fir eist Handwerk an ech fannen et wichtig fir d'Branche.

Mä elo sinn natierlech vill Investisseuren, déi soen, majo, ech bezuele 17% op eppes Neies oder op der Renovatioun vun eppes Alem nëmme 3%. Déi kafen elo éischer eppes Ales. An dat ass e perversen Effekt vun der Mesure, déi ech ganz richtig fannen. Mä de perversen Effekt ass, datt al Wunnengen och wäerte méi deier ginn, well den Intérêt vun den Investisseuren an ale Wunnengen eropgeet. D'Resultat vun Arer Politik: Nei Wunnenge gi méi deier, al Wunnenge gi méi deier, d'Loyere gi méi héich. An Dir wäert dat gesinn, datt dat esou ass!

Last but not least: „Mir huele kengem eppes ewech.“ Mä déi Leit, déi selwer wëlle profitéieren vun hirem Logement, och déi verléieren, an dat ass hei scho gesot ginn, duerch de Plaffong, TVA-Aspuerung vu 50.000 Euro. Deen ass jo... wann deen deeselwechte bleift bei 15% wéi bei 17% TVA-Taux, da kann ech elo baue fir 3% fir 416.666 Euro. A mat där neier TVA nëmme nach fir 357.143 Euro. Dat si bal 60.000 Euro manner! 60.000 Euro, mir hantéieren hei mat Milliounen a mat Milliarden.

Ech hunn et emol ëmgerechent, ech hunn d'VEFA-Präisser gekuckt an enger Gemeng, déi ech gutt kennen, Péiteng, den Duerch-schnëttspräis, ma dat si ganz einfach 15,8 Meter carré manner fir deen, dee keeft, fir selwer dran ze wunnen! A mat deem, wat en elo nach huet, 357.000 Euro, ech hunn och do déi offiziell Chiffere geholl, fir dem Françoise Hetto eng Freed ze maachen, Jonglënster, domadder kann ech, fir meng 360.000 Euro, nach ganz genau 71,5 m² kafen. Also, haalt op mam Mäerchen „Mir huele kengem eppes ewech“! 15,8 m² si keng Klenggeheet!

(**Motion 2**)

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 6720 prévoit une augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée de 15% à 17%;

- considérant que, sous certaines conditions, la législation prévoit l'application du taux super-réduit

de 3% pour la taxe sur la valeur ajoutée appliquée aux logements destinés à des fins d'habitation principale, pour la création ou la rénovation;

- considérant que, suivant le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002, le remboursement de la différence de 17% à 3% est limité, par logement créé et/ou rénové, au montant de cinquante mille euros;

- considérant que le montant effectivement soumis au taux super-réduit serait ainsi ramené à 357.142 euros;

invite le Gouvernement

- à relever le plafond pour le remboursement de l'application du taux super-réduit au montant de cent mille euros;

- à modifier en ce sens le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale.

(s.) *Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding.*

An nach e lescht TVA-Affer, op dat ech wollt ze schwätze kommen, d'Horesca. Nodeem dee Beräich jo scho béis gebeutelt ginn ass duerch d'Fëmmverbuert, gëtt en dann och elo nach eng Kéier gebeutelt mat der TVA. Ah jo, et ass nëmme op Alkohol. Et ass jo bekannt, déi meeschte Leit gi jo an de Bistro, fir Mëllech ze drénken! D'Horesca seet mat Recht: «Le dialogue avec le Gouvernement a tourné au monologue.»

An och hei hunn ech einfach emol déi Zuele geholl, déi d'Horesca publizéiert huet. Si rechne mat engem Akommesverloscht vun 3.600 Euro fir all Wiert, all Joer! Wéi sot d'Horesca esou schéin: «Ils n'ont qu'à ouvrir au Luxembourg un Drink and Drive», bezuelt vum Steierzueler.

En allerlescht Wuert. Et ass hei driwwer gestridde ginn oder diskutéiert ginn: Ass dat hei een Austeritétsbudget, jo oder neen? Ma et ass ganz einfach, dofir gëtt et jo déi Definitiouen.

«L'austérité désigne une politique gouvernementale consistant à prendre des mesures visant à ralentir la demande de biens ou de services afin de limiter les risques inflationnistes ou de diminuer les déficits de la dette globale de l'État. La politique d'austérité va généralement de pair avec une politique budgétaire agressive destinée à faire augmenter les recettes fiscales tout en tentant de diminuer au maximum les dépenses publiques.»

Ech mengen, wann ech déi Definitiou huelen, da kann ech mat Fug a Recht soen, dësen éischte Gambia-Budget ass e Budget vun der Austeritéit an et ass e Budget, deen déi falsch Zeeche setzt! An dofir wäerte mir en als ADR och selbstverständlech net matdroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding.

Ech géif lech proposéieren, als lescht Riednerin fir de Moien nach d'Françoise Hetto ze huelen an duerno dann d'Aarbechte fir de Moien opzehalen an em zwou Auer dann erëm weiderzefueren. Esou wéi et ausgesäit, komme mer mat deenen ageschriwwene Riedner da ganz gutt iwwert d'Ronnen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech verroden lech näischt Neies, wann ech soen, dass mir als CSV derfir antrieden, dass all Famill de Choix soll behalen, wéi se hiert Familjeliewe wëllt gestalten. An et ass definitiv net un der Politik, fir sech do anzeméschen!

Duerfir si jo och am Laf vun deene ganze Joren eng ganz Partie Mesuren an d'Liewe geruff ginn, wou wierklech all Mesure fir sech eng Antwort op eng verschidde Familjesituatioun duerstellt: d'Allocation de maternité, d'Allocation d'éducation, de Congé parental, d'Crèche, Formation fir Dagesmammen, Maisons relais an esou weider.

Wann déi zwou Allocationen elo sollen ofgeschafft ginn, da beweist dat kloer, dass an deem heite Fall fir d'Regierung wirtschaftspolitesch Iwwerleungen iwwert de familjepoliteschen Iwwerleunge stinn. An dat huet ganz grav Konsequenze fir ganz vill verschidde Familjen!

Mir penaliséieren d'Familjen en général, well mer hinnen de Choix ewechhuelen. Mir penaliséieren awer och ganz besonnesch déi Fraen, déi bis zu hirer Schwangerschaft nach net geschafft hunn. Awer net just déi! Verschiddener hu sech nämlech ganz bewusst derfir entschuedt, op en Deelakommes ze verzichten an hir Kanner selwer ze erzieien.

Fir Verschiddener ass de Congé parental, esou wéi en elo ass, ze vill rigid an doduerch natierlech och keng Alternativ. Anerer komme fir de Congé parental net a Fro, iwwerhaupt net a Fro, well se nach net geschafft hunn. Well dat ass awer d'Konditioun, fir iwwerhaupt de Congé parental ze kréien. A Verschiddener hu bis zu

deem Zäitpunkt nach keng Aarbecht fonnt, aus wéi enger Ursach och ëmmer. A fir si ass d'Allocatioun am Fall vun enger Schwangerschaft eng kleng finanziell Stäip, well se soss iwverhaapt näischt kréien! Den Här Wiseler ass gëschter am Detail drop agaangen, wat dat an deenen eenzelen Situatiounen ausmécht.

An, loosse mer déi och net vergiessen, Verschiddenerenner keng Plaz an enger Maison relais fir hir Kanner. Si hunn och keng Grousselteren doheem, déi kënnen asprangen an hunn also och keng aner Méiglechkeet, wéi sech selwer ëm d'Erzierung vun hire Kanner ze këmmere.

An, Dir Dammen an Dir Hären, mir penaliséieren awer och déi Fraen a Männer, déi mi-temps schaffe ginn, fir sech hallefdeags ëm d'Kannererzierung ze bekëmmere. Och si mussen dann dee Moment op eng hallef Allocation d'Education verzichten.

Als Chancëgläichheitsministesch - ech wollt dem Här Berger dat gär soen, en ass elo leider net heibannen - hunn ech déi Zäit, wéi ech vill duerch d'Lyceë gaange sinn, fir mat deene Jonken op de Classes terminales iwwert d'Chancëgläichheet ze schwätzen, och iwwert déi dote Froe mat hinnen diskutiert.

An Dir wäert et net gleewen, mä ganz vill vun deene jonke Meedercher, dat waren Deuziëmen, Premièrë respektiv Douziëmen an Treiziëmen, déi hunn all gesot, mir wëllen herno, wa mer eng Zäit geschafft hunn, eng Zäit doheem bleiven, fir no eise Kanner ze kucken. Mir wëllen dat awer zesumme mat eisem Partner maachen. An ech mengen, et ass dat, wat ee sollt begrëssen. Si sollen en connaissance de cause hir Décisioun treffen, an déi Décisioun, déi ass dann awer och ze respektéieren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Dann awer eppes, wat ganz wichteg ass, wat elo hei an där ganzer Diskussioun bis elo nach net ugeschwat ginn ass, dat ass d'Saach vu méi Zäit fir d'Famill hunn. Dat ass eng Revendicatioun vu ganz ville jonken Elteren. An dës Regierung, déi dréit deem Facteur iwverhaapt keng Rechnung! Au contraire, mir dreiw se an eng ganz bestëmmte Schinn, wou mer se wëllen doe schaffe goe vu moies bis owes.

Dir musst wëssen, dass de Moment eis Nopeschlänner sech ganz vill Gedanken doriwver maachen, ëm de Facteur Zäit. Frankräich an Däitschland hunn an deem Sënn Etüden an Optrag ginn, wou dobäi erauskomm ass, dass vill jonk Eltere sech wierklech wënschen, méi Zäit kënnen mat hirer Famill ze verbréngen. A Frankräich si bei deenen, déi se gefrot hunn, 25%, déi hir Kanner all Dag manner wéi eng hallef Stonn gesinn! Déi Leit wënsche sech méi Zäit fir d'Famill.

An ech géif mer wënschen, dass d'Regierung och an déi Richtung do iwverleert, wat een do ka maachen. Et ass ganz kloer, dass dat muss a Kollaboratioun mam Aarbechtsmaart gemaach ginn, an dass mer och do vill méi flexibel Aarbechtszäitmodeller brauchen. Mä ech géif mer wënschen, dass dee Facteur Zäit géif an Ären Iwwerleunge mat agebonne ginn.

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Argument, wéi sou dass déi Allocatioun sollen ofgeschafft ginn, ass jo, dass am Fong geholl sollt verhénnert ginn, dass d'Fraen, déi Concernéiert, de Wee eventuell do derduerch net méi op den Aarbechtsmaart fannen an de Risiko géifen agoen, am Fall vun enger Scheedung an d'Armut offerétschen.

Ech wëll dat Argument awer net einfach esou dostoe loossen. Well vill Fraen a Männer hu sech nämlech bewosst derfir entscheet, fir e Mi-temps unzehuelen. A wann ee mi-temps schaffe geet, da kritt een och eng hallef Allocation d'Education. Si bleiven also mat engem Fouss och am Aarbechtsliewen dran a fannen herno och de Wee sécher méi séier erëm zrëck an d'Beruffsliewen.

Ech géif mer wënschen, dass Der lech vun dohier nach géift weider Mesuren iwverleeren, wat ee kéint maachen, fir deen neien Einstieg erëm an d'Beruffsliewe fir verschidde Fraen an och Männer e bësselche méi einfach ze maachen. Also déi Leit, déi mi-temps schaffe ginn, d'eng hallef Allocation d'Education kréien, déi ginn och, an deem heite Fall, mat penaliséiert.

Fazit fir eis als CSV ass: Déi Spuermesuren, déi hei um Bockel vun deenen 8.000 concernéierte Famillje gemaach ginn, déi stinn a kengem Verhältnis zu deenen anere Spuermesuren, déi hei am Budget ugeduecht sinn. De Stat, an et ass seng Aufgab, soll d'Familljeliewe stäerken an e sollt d'Familljen net schwächen!

An duerfir déposéieren ech hei, am Numm vun der CSV, en éischten Amendement. Wann ech gelift, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- En éischten Amendement, fir d'Sträiche vun deenen zwou Allocatiounen zrëckzezéien.

Amendement 1

Article 2

Les points 8° et 9° sont à supprimer.

Commentaire de l'amendement:

Les points 8° et 9° de l'article sous rubrique viennent abroger les dispositions du Code de la sécurité sociale ayant trait à l'allocation de maternité et d'éducation.

S'il est vrai que la société, les modes de vie et d'organisation de la famille ou les situations familiales en tant que telles ont énormément changé au cours de ces dernières décennies, il n'en demeure pas moins que de nombreux parents souhaitent passer plus de temps avec leurs enfants et décident partant de s'arrêter de travailler ou de travailler à temps partiel pendant les premières années de vie de leurs enfants.

Il ne faut pas se leurrer, la conciliation de famille - vie professionnelle n'est pas toujours simple. Les parents ont besoin de temps afin de s'occuper de leurs enfants. Le congé parental constitue certes une mesure qui simplifie la vie de nombreux parents qui travaillent, et leur permet de passer du temps ou davantage de temps avec leurs enfants. Cette mesure ne prend cependant pas en compte toutes les situations familiales. Si elle est partant très importante, elle ne répond que de manière imparfaite aux besoins de certains parents et de leurs enfants. Il est donc primordial que cette mesure soit complétée. L'allocation d'éducation constitue une telle mesure complémentaire. Elle permet aux parents de se consacrer de manière plus intensive à l'éducation de leurs enfants au-delà du temps accordé dans le cadre du congé parental.

Supprimer l'allocation d'éducation revient à enlever aux parents le choix dans leur organisation et leur mode de vie familiale les forçant ainsi à adopter un certain style de vie afin de se conformer à un idéal donné. En effet, beaucoup de parents ne peuvent se permettre de rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants, s'ils ne sont pas soutenus financièrement. Si le montant de l'allocation d'éducation ne permet pas à tous les parents de s'arrêter de travailler, il n'en demeure pas moins que cette aide a permis et permet encore de nos jours à plus de 8.000 familles de choisir leur mode de vie familiale.

Au-delà du fait que la suppression de l'allocation d'éducation entrave la liberté de choix de nombreux parents, cette suppression revient surtout à enlever aux parents du temps hypothéquant ainsi la qualité de vie des familles et partant le bien-être des enfants.

Or, tant la qualité de vie des familles que le bien-être des enfants doivent être au centre des préoccupations de la politique. Celle-ci doit promouvoir les familles et non pas un modèle de famille en particulier.

À cela s'ajoute que l'allocation d'éducation a un aspect purement social. L'allocation d'éducation peut être versée à toute personne qui exerce une activité professionnelle ou qui bénéficie d'un revenu de remplacement lorsque les revenus dont elle dispose ou dispose le ménage dans lequel elle vit ne dépassent pas certains plafonds.

Le Gouvernement semble se baser sur les mêmes arguments pour supprimer l'allocation de maternité que ceux avancés pour la suppression de l'allocation d'éducation. Il est rappelé dans ce contexte que l'allocation de maternité est de nos jours versée aux femmes au foyer, mais également aux femmes dont l'indemnité pécuniaire de maternité, l'indemnité de chômage, la rémunération ou l'indemnité de maladie est inférieure au montant de l'allocation de maternité et ce jusqu'à concurrence de ce montant. Ces dernières risquent de se retrouver dans une situation financière très délicate.

Pour toutes les raisons ci-énoncées, le groupe politique CSV entend maintenir l'allocation d'éducation et de maternité.

(s.) *Françoise Hetto-Gaasch.*

An och an engems en zweeten Amendement, wou och déi Dispositiounen, déi Dispositions transitoires an deem Zesammenhang sollen zrëckgezu ginn.

Amendement 2

Article 40

Les paragraphes 1) à 3) sont à supprimer.

Commentaire:

Par parallélisme, il échet également de supprimer les paragraphes 1) à 3) qui ont trait aux dispositions transitoires relatives aux demandes d'octroi d'une allocation d'éducation ou de maternité.

(s.) *Françoise Hetto-Gaasch.*

A wann een dann elo d'Fro stellt: Jo, wou wëllt Dir da spueren? Ma dann äntwerten ech: Ma mir brauchen net esou vill ze spueren, well mer

op der Dépenssäit méi lues wäerte maachen. Fir eis kennt nämlech eng gratis Kannerbetreuung fir Kanner tëschtent engem an dräi Joer net a Fro!

Dogéint stelle sech awer eng ganz Partie Froen, net nëmmen an deem Kontext. Wann nämlech elo déi Kanner aus deenen 8.000 Familljen, vun deenen ech geschwat hunn, déi bis elo vun där Allocation d'Education profitéiert hunn, och an d'Betreiungsstrukture bäikommen, da wëll ech awer gär wëssen: Wou fanne mer Plaz fir déi? Eischt Fro. Wou gi mer dat Personal sichen, wat mer fir déi Kanner brauchen?

Mir brauche jo qualifizéiert Personal. An dann ass dat, wat ech esou e bësse pervers fannen un där ganzer Saach, do schaffe jo haapt-sächlech ganz vill jonk Fraen dran, déi selwer Kanner hunn. Déi ginn dann hir Kanner an eng Crèche, fir selwer an eng Crèche schaffen ze goen, fir deenen anere Leit hir Kanner ze versuergen. Nujee!

Wat wäert dat kaschten, wa mer fir déi 8.000 Familljen do och nach zousätzlech Personal brauchen? Oder d'Fro stellt sech awer och: Wéi vill méi kascht dat, wann déi Familljen dann elo, well se da jo keen anere Choix méi hunn, op de Congé parental mussen zrëckgräifen? An dann, Här Gramegna, wou ass dat dann am Budget chiffréiert, wat do an Zukunft nach op eis duerkënn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een also feststellt, dass dës Regierung manifestement net deenen ënnerschiddleche Realitéite vu familiäre Liewenssituatiounen Rechnung dréit, dass de Congé parental, deem seng Reform mer jo wierklech am Prinzip begrëssen, net onbedéngt fir jiddwereen eng gutt Solutioun ass, zemoos net, wou mer am Moment net wëssen, wéi déi Flexibilitatioun vun deem Congé parental soll ausgesinn, dass dës Regierung massiv wëllt an d'petite Enfance investéieren, andeems se eng gratis Betreierung fir d'Kanner tëschtent engem an dräi Joer virgesäit, gekoppelt un e bilinguale Sproochenapprentissage.

Do maachen ech nach eng kleng Klammer op: Dir musst wëssen, dass Der do en extremen Drock op d'Elteren ausüübt! Firwat? Majo, d'Eltere wëlle jo ëmmer dat Beschit fir hir Kanner. An déi soe sech natierlech: Jo, wa mäi Kand dann elo do eng Friemsprooch soll léieren, da sinn ech jo bal verpflichtet, et dohinner ze ginn, well soss huet et jo eppes verpasst. Déi Fro muss ee sech och eng kéier duerch de Kapp goe loossen!

Wann een also feststellt, dass dës Regierung bis dato net erkläert huet, wéi se à long et à moyen terme dat doten, déi gratis Betreierung wëllt finanzéieren, wann ee feststellt - an ech bedauern et wierklech -, dass weder d'Familljeminiestesch nach de Minister vun der Educatioun hei bei eis sinn, wann een also feststellt, dass zu dësem gratis Accueil an Apprentissage précoce...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ech géif den Här Kaes bidden, senger Kolleegin nozelauschteren!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Jo, dat fannen ech zwar och, Aly, dat kéins de awer elo maachen.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Wann een...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Also et deet mer leed, dass et lech elo trëfft, mä ech hu mer virgeholl, elo Ross und Reiter ze nennen.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Oh, ech fannen dat awer richteg sympathesch!

► **Une voix.** - Dir misst vläicht iwwert d'N7 schwätzen.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Jo. Also ech schwätzen net iwwert d'N7, ech schwätzen iwwer gratis Kannerbetreuung, Aly. Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ma gären.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Wann een also feststellt...

(Brouhaha)

Neen, ech wär awer frou, wann Der alleguete géift lauschteren...

(Interruptions)

...wann Der dat heite géift matkréien. Wann ee feststellt, dass eben zu dësem gratis Accueil an Apprentissage précoce bilingue null Konzept, awer null Konzept virläit, an och net gewosst ass, wéi dat sech iwverhaapt herno an de Sys-

tème scolaire wäert afügen: Wéi ass et do mat der Continuitéit?

Well Dir musst jo wëssen, dat si ganz kleng Kanner, vun deene mer hei schwätzen, déi kënnen emol nach net lafen! Déi ginn dann do berieselt mat enger friemer Sprooch, mat engem Joer héiere se déi Sprooch. Dat ass jo da fir déi lëtzebuergesch Kanner d'Franséisch. An dann, mat dräi Joer komme se an de Précoce. Do schwätze mer da Lëtzebuergesch. Da komme se an d'Spillschoul, do schwätze mer wahrenscheinlech och Lëtzebuergesch. Am éischte Schouljoer fänke mer u mat Däitsch. An iergendwann eng kéier fänke mer dann u mat Franséisch. Dann hu se dat awer erëm alles vergiess, wat se virdrun héieren hunn!

Wou ass do e Konzept? Wou ass e Gesamtkonzept fir deen Iwwergang vun deem do, wat mer wëlle maachen, 1 bis 3 gratis, mat Education, Apprentissage bilingue, bis herno an dee ganze Fondamental eran? Do läit kee Konzept vir! An ech bedauern, ech soen et wierklech nach eng kéier, dass den zoustännege Minister net hei ass, fir vläicht dann endlech dozou kënnen Explikatiounen ze ginn.

Wann een da feststellt, dass een d'Familljepolitik net soll isoléiert kucken, mä am Zesammenhang mat Logementspolitik, am Zesammenhang mat Steierpolitik, an deem Effort, deen do ze maachen ass, dass een deen net soll just op 8.000 Famillje répercutéieren, mä op 100.000 Familljen, da weess een, dass dat kengem richteg wéideet, an dass dat am Fong geholl ganz vill zur Solidaritéit wäert bäidroen.

Wann een dat do alles feststellt, da kommen ech net derlaansch, déi heite Motioun ze déposéieren. Wann ech gelift, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- constatant, d'une part, que les orientations budgétaires du Gouvernement au niveau de la politique de la famille favorisent clairement un modèle de vie familiale, à savoir celui où les deux parents exercent une profession, au détriment de tout autre modèle;

- concluant qu'à l'avenir de nombreux parents n'auront de fait plus la possibilité d'organiser leur vie de famille comment ils l'entendent;

- constatant, d'autre part, que le Gouvernement ne tient pas compte des réalités des situations familiales et des besoins très différents des familles;

- constatant que la réforme du congé parental, qui est à approuver dans son principe, n'apporte qu'une réponse incomplète aux besoins et aspirations des familles, et ce d'autant plus que très peu d'éléments de la réforme sont connus;

- constatant surtout que la suppression projetée des allocations de maternité et d'éducation et l'introduction d'un montant unique au niveau des allocations familiales vont pénaliser les familles et plus particulièrement les familles socialement défavorisées ainsi que les familles nombreuses;

- constatant dans ce contexte que les principes qui devraient guider une politique familiale responsable et cohérente sont la solidarité et l'équité sociale, afin de la rendre acceptable;

- rappelant au Gouvernement que celui-ci s'est fixé comme ligne de conduite l'équité sociale;

- constatant néanmoins que le budget 2015 ainsi que le paquet pour l'avenir, en faisant supporter le poids des mesures d'économies aux familles bénéficiaires des allocations de maternité et d'éducation ainsi qu'aux familles nombreuses, ne répondent pas auxdits principes;

- constatant encore que le Gouvernement entend effectuer des investissements importants dans le domaine de la petite enfance en mettant en place un système complexe comprenant un accueil gratuit pour les jeunes enfants âgés de 1 à 3 ans et un apprentissage précoce bilingue;

- constatant que le financement de ces investissements devait se faire principalement via la contribution de 0,5% qui n'existe plus, ayant été transformée en un impôt d'équilibrage budgétaire temporaire;

- constatant encore que le Gouvernement reste en défaut d'expliquer concrètement comment il entend financer notamment à moyen et à long terme les investissements importants projetés et qui seront opérationnels d'ici 2016;

- constatant surtout qu'au-delà de l'aspect préventif financier, le Gouvernement n'a jusqu'à présent pas été en mesure de fournir le moindre détail sur la façon comment il entend mettre en œuvre le système complexe d'accueil gratuit et



d'apprentissage précoce bilingue, ni comment ce dernier s'insérera dans le système scolaire existant;

- constatant dès lors que les investissements proposés sont tout sauf mûrement réfléchis;

- constatant in fine que la politique familiale entretient des liens très étroits avec la politique du logement ou encore la politique fiscale, de sorte qu'on ne saurait l'appréhender de manière isolée;

- rappelant dès lors que la cohérence et l'efficacité de la politique familiale commandent de prendre en considération tous les éléments pouvant l'influencer;

- constatant encore que la politique familiale doit impérativement figurer à l'ordre du jour de réunions et de négociations avec les partenaires sociaux;

invite le Gouvernement

- à abandonner son ambition d'offrir un système d'accueil gratuit pour enfants de 1 à 3 ans couplé à un système d'apprentissage des langues précoce, alors que ces projets risquent de constituer des gouffres financiers sans précédents et, faute de n'avoir pas été mûrement réfléchis, de ne pas aboutir à l'objectif escompté à savoir garantir

l'égalité des chances des enfants;

- à revoir au contraire le système des chèques-services et de l'optimiser, ainsi qu'à favoriser davantage l'égalité des chances des enfants en travaillant au niveau du système scolaire actuel que ce soit p.ex. au niveau de la place des langues, de leur apprentissage, des appuis à offrir, etc.;

- à revoir de manière générale sa politique familiale en tenant compte du fait que la politique familiale forme un tout avec notamment la politique du logement ou encore la politique fiscale et que les efforts à faire doivent se faire de façon équilibrée;

- à prévoir, au cas où le Gouvernement maintiendrait sa décision de supprimer les allocations d'éducation et de maternité, des mesures alternatives pour les familles défavorisées;

- à accompagner l'introduction d'un montant unique de la mise en place d'une allocation pour familles nombreuses soumise, le cas échéant, à des critères sociaux;

- à organiser au plus tôt une plate-forme („Familjendësch“) composée du Gouvernement et des partenaires sociaux afin de discuter avec eux des

orientations futures de la politique familiale.

(s.) *Françoise Hetto-Gaasch*.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Eng Motioun, wou mer d'Regierung géifen opfuerderen, fir d'gratis Kannerbetreuung falen ze loossen, well se net bis un d'Enn geduecht ass a well se net onbedéngt dat deklariert Zil vu Chancëgläichheet tëschen alle Kanner wäert errechen, an déi en plus e rise Coût wäert engendréieren!

Mir wëilten awer och d'Regierung opfuerderen, fir d'Chèques-services ze optimiséieren. Do läit e Projet vir, de 6410. Mir wëilten d'Regierung opfuerderen, d'Familjepolitik esou séier wéi méiglech mat de Sozialpartner ze diskutéieren. An d'Regierung opfuerderen, am Fall, wou se wierklech net bereet ass, fir d'Allocation d'éducation bäizebehalen, wéinstens alternativ Mesurë fir defavoriséiert Familje virzeleeën.

A mir wëilten d'Regierung opfuerderen, de Montant unique beim Kannergeld duerch eng Allocation spéciale pour familles nombreuses ze ergänzen. An, an domadder kommen ech

zum Schluss, esou séier wéi méiglech e Familjendësch anzeberuffen, mat de Sozialpartner a mat de Parteien.

Ech wëilt zum Schluss d'Regierung awer och nach bieden, fir sech an hire ganze finanzpoliteschen, familjepoliteschen a wirtschaftspoliteschen lwwerleeungen d'Froen ze stellen: Vun all deem, wat mer elo wëlls hunn ze maachen, wat brauch d'Kand? Wat ass kannergerecht a wat hëlleft dem Kand, fir dass et sech ka gesond entwéckelen?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

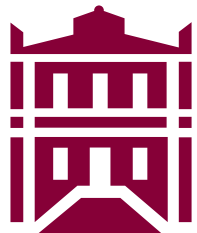
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och der Madame Hetto.

Ech géif proposéieren, dass mer eis Sëtzung elo ënnerbriechen an dass mer dann de Mëtteg ëm zwou Auer mat dem Här Alexander Krieps ufänken.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Also Dir hutt Intérêt, mat Zäit hei ze sinn!

(Fin de la séance publique à 12.02 heures)



Présidence: **M. Mars Di Bartolomeo, Président** • **Mme Simone Beissel, Vice-Présidente**

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Communication

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

3. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

- *Discussion générale (suite): M. Gilles Baum (interventions de M. Claude Wiseler), M. Marc Lies (dépôt de 2 motions et d'un amendement), M. Alexander Krieps (interventions de M. Claude Wiseler et M. Gast Gibéryen), Mme Martine Hansen (dépôt de 3 motions), M. Mars Di Bartolomeo, Président (M. Aly Kaes intervient), M. Michel Wolter (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Alex Bodry, M. Romain Schneider, Ministre des Sports, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, Mme Viviane Loschetter et M. Jean-Marie Halsdorf) (dépôt de 4 amendements), M. Alex Bodry (interventions de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Marc Lies et Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Gast Gibéryen (interventions de M. Alex Bodry et M. Henri Kox), M. Eugène Berger (M. Gast Gibéryen intervient), M. Claude Wiseler (interventions de M. Alex Bodry)*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Michel Wolter, M. Claude Wiseler et M. Roy Reding)*

- *M. Michel Wolter (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

- *M. Justin Turpel (parole après ministre), M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Justin Turpel*

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

- *Vote sur les amendements 1, 2 et 4 concernant les points 8 et 9 de l'article 2 du projet de loi 6722 (rejetés)*

- *Vote sur l'amendement 3 concernant l'article 3 du projet de loi 6722 (rejeté)*

- *Amendement 6: M. Michel Wolter et M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*

- *Vote sur l'amendement 6 concernant l'article 14 du projet de loi 6722 (rejeté)*

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Justin Turpel*

- *Vote sur l'amendement 7 concernant l'article 33 du projet de loi 6722 (rejeté)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6722 et dispense du second vote constitutionnel (adopté)*

- *Vote sur l'amendement 1 concernant le point 3 du paragraphe 4 de l'article 6 du projet de loi 6720 (rejeté)*

- *Amendement 2: M. Michel Wolter, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances*

- *Vote sur l'amendement 2 concernant le paragraphe 2 de l'article 28 du projet de loi 6720 (rejeté)*

- *Vote sur l'amendement 3 concernant l'article budgétaire 43.004 (43.22) du projet de loi 6720 (rejeté)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6720 et dispense du second vote constitutionnel (adopté)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6721 et dispense du second vote constitutionnel (adopté)*

- *Motion 1: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

- *Motion 2: M. Roy Reding, M. Claude Wiseler (priorité accordée à la motion 5 et motion 2 déclarée caduque)*

- *Vote sur la motion 5 (rejetée)*

- *Motion 3: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse, M. Fernand Kartheiser*

- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

- *Motion 4: M. Marc Lies, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Claude Wiseler*

- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*

- *Motion 6: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

- *Vote sur la motion 6 (adoptée)*

- *Motion 7: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*

- *Vote sur la motion 7 (adoptée)*

- *Motion 8: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*

- *Vote sur la motion 8 (rejetée)*

4. 6749 - Résolution concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2013

- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Marc Lies (dépôt d'une résolution)*

- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes

- *Exposé: Mme Diane Aehm (dépôt d'une résolution)*

- *Vote sur la résolution (adoptée)*

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur

- *Exposé: Mme Diane Aehm (dépôt d'une résolution)*

- *Vote sur la résolution (adoptée)*

7. 6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*

- *Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Joëlle Elvinger*

- *Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Discours de fin d'année de M. le Président

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

- *M. Claude Wiseler*

- *M. Félix Braz, Ministre de la Justice*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Eis Sétzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*. - Neen.

2. Communication

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci. Dann hunn ech dës Kéier eng Kommunikatioun ze maachen.

Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 7 Paragraph 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an den Artikelen 115 bis 126 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou operuff, eng Lëscht vun dräi Kandidaten fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des Comptes als Ersatz fir e Membre démissionnaire opzestellen.

Interessante kënnen hir Kandidatur per Bréif vun der Chamberpresident riichten, an dat spéitstens bis den 21....

(Interruption)

...den 28. - villmools Merci -, den 28. Januar 2015. Also nach eng Kéier: D'Deadline ass den 28. Januar 2015. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleeden, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn: Dat heescht, d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn, déi néideg moralesch Garantie virweise kënnen, déi néideg kierperlech Viraussetzungen hunn, am Besëtz vun engem universitären Diplom ze sinn, dee beweist, dass de Kandidat e komplette véierjähregen Zyklus gepackt huet an engem vun de folgende Fächer: *Économie, Réviseur d'entreprises, Droit* oder *Politik*.

Ech erënneren lech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeën, déi d'Äverständnis vum Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communication du Président - séance publique du 18 décembre 2014

Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 114 à 126 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 28 janvier 2015, l'estampille de la poste faisant foi.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) offrir les garanties de moralité requises;

4) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction (certificat médical);

5) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: *sciences économiques, études de réviseur d'entreprises, droit ou sciences politiques (copie des diplômes, certificats et homologations).*

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par l'Administration parlementaire.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Voilà, dat gesot, kënnen mer mat eise Ordre du jour viruieren, dat heescht, den Debatten zum Budget 2015, der Programmation pluriannuelle, wat d'Finanzen ugeet, an dem sougenannten „Zukunftspak“.

Als éischte Riedner ass ageschriwwen den Här Gilles Baum. Do ass eng kleng Rochad geschitt. Mä, Här Baum, Dir sidd hei häerzlech wëllkomm. Dir hutt d'Wuert.

3. 6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Gilles Baum** (DP). - Här President, Dir Damm an Dir Hären, gudd Mëtteg! Erlaabt mer, nach emol kuerz op déi Mesuren anzegoen, déi d'Familljenzoulage betreffen an déi mer am Zukunftspak fannen an do e puer Aussoen, déi gemaach goufen, riichtzebeien. Grad wat d'Familljepolitik betrëfft, ass riets a lénschen viles gesot ginn, wat net ganz den Tatsachen entsprécht. An dofir nach eng Kéier vu menger Säit e kuerzen Iwwerbléck.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP). - D'Allocation de maternité, déi Zoulag, déi eng Fra kritt, déi net berufstätig ass, während aacht Woche virun der Gebuert an aacht Wochen no der Gebuert, 194 Euro d'Woch, gëtt auslaffe gelooss. Dat heescht, all déi Leit, déi dës Suen ugefrot hunn, all déi Leit, déi dës Suen ageplangt hunn, wäerte se och kréien.

D'Allocation d'éducation, 485 Euro während 20 Méint, fir eng Fra, déi decidéiert, bei hirem Kand ze bleiwen, wäert och auslaffen. Hei wäerten all déi Leit, déi dës Suen ageplangt hunn an déi sech deemno organiséiert hunn, och an de Genoss vun deene Sue kommen. Ob ee sech awer kann ofséchere mat 485 Euro de Mount, an dat während 20 Méint, do sinn ech awer ganz skeptesch.

Et ass deemno net esou, dass mir den Eltere géifen de Choix ewechhuelen, ganz am Géigendeel. Besonnesch Mammen, déi eleng dosti mat hire Kanner, aus engem Grund oder engem aneren, riskéieren, ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen, an dat mat alle soziale Konsequenzen.

Dofir ass et eis wichteg, dass d'Frae mat Kanner och erëm op den Aarbechtsmaart kënnen kommen, fir dass si finanziell onofhängeg sinn an hiert Liewe fräi an onofhängeg kënnen selwer gestalten. Ass dat net deen eigentleche Choix, deen all Fra sollt zoustoen?

Den Här Wiseler huet gemengt, mir géifen de Leit de Choix ewechhuelen. Abee, ech géif lech där, Här Wiseler: Wéi ee Choix? Wat hutt Dir, wat huet d'Politik vun der CSV an de leschten 20 Joer de Frae fir e Choix gelooss?

Déi 485 Euro Allocation d'éducation waren no 20 Méint eriwuer. Dir sot, Här Wiseler, de Stat soll de Choix ënnerstëtzen. Mä Dir hutt dat a Wierklechkeet awer ni esou gemaach. Well no 20 Méint, wann d'Allocation d'éducation ausgelaf ass, ass eng Fra net méi bezuelt ginn. Si hat keng Aarbecht méi a si war awer nach responsabel fir hiert Kand, op d'mannst nach 16 Joer! Abee, Merci fir dee Choix, Här Wiseler! Merci fir dee Choix, CSV!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Här Baum, ech géif lech bieden,...

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Schwätzt mat deenen 8.000 Leit, déi déi Décisioun geholl hunn! Da soen déi lech, wat se dovun halen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - An, Här Baum, ech géif lech bieden, lech un d'Chamber ze adresséieren oder un de Chamberpresident, dass mer hei keen Zwiesgespréich kréien.

► **M. Gilles Baum** (DP). - Très bien!

(Interruption)

Oh, Dir kënnt mer gären äntwerten!

A wann Der vu Choix schwätzt, da muss mer awer och fairerweis doriwuer schwätzen, dass och en Erwuessene säi Choix muss assuméieren. Mä fir dass all Erwuessene säi Choix ka fräi assuméieren, wëlle mir keng falsch Incentive méi setzen.

Mir wëllen d'Gesellschaft net veränneren. D'Gesellschaft huet sech verännert. An d'Politik muss sech der Gesellschaft upassen an net ëmgedréit.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Iwwer 80% vun de Fraen téschent 25 a 55 Joer ginn hei zu Lëtze-

burg schaffen. Dofir muss mir d'Strukturen upassen, fir dass déi Mammen an och Papp mat rouegem Gewëssen an engem gudden Gefill kënnen schaffen goen. Et ass en plus bewisen, dass d'Nationalitéit an engem Land net vun de Geldleeschungen ofhänkt, mä vun de Rahmedéngungen.

An dofir brauche mir nach besser Rahmedéngungen. Mir brauche méi Quantitéit, mä virun allem brauche mer och an eiser Kannerbetreuer méi Qualitéit.

Laut der Etüd vum Stateg 2013 sinn an deem Joer schon 81% vun de Kanner betreit ginn. Loosse mer awer och net vergiessen, dass et vill Famillje gëtt, wou Mann a Fra muss schaffen goen, fir um Enn vum Mount déi zwee Enner zesammenzekeréien! An et ass genausou richtig, dass et vill a grad gutt ausgebildete Frae gëtt, déi wëlle schaffen goen, well se dorausser eng Satisfaktioun zéien an och wëllen e Stéckwäit onofhängeg bleiwe vun hirem Partner.

Dass Frae wëlle schaffen goen, weist och, dass den Taux un de Gebuerte grad an deene Länner besonnesch héich ass, wou eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreuer ugebuede gëtt. A Länner, wou dat Konzept nach net sech esou duerchgesat huet, sinn d'Gebuerter nach ëmmer réckleefeg.

Eent brauche mer op alle Fall alleguerten net méi ze hunn, an dat ass e schlecht Gewëssen. D'Politik an dës Regierung sinn do, fir de Leit ze hëllefen, hiert Liewe fräi ze organiséieren. A mir sinn net déi, déi iergendeng Form vun Zesummeliewen, vu Familljenorganisatioun favoriséieren. Mir wëllen, dass déi Diskussioun ophält: gutt Mamm, schlecht Mamm. Mir wëllen, dass déi Jugementer ophalen. Et ass elo héich Zäit dofir!

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP). - An dass mer d'Leit och hei am Land fräi hiert Liewe lieue loosse. Mir ginn hinnen d'Méiglechkeet, sech fräi ze organiséieren. Mir féerden iwwer e verbesserte Congé parental, dass souwuel d'Mamm wéi och de Papp eng Zäitche doheem bleiwe kënnen bei hirem Kand. Mir wëllen, dass all Kand - mir wëllen, dass all Kand! - déiselwech Chancen huet am Liewen, an net nëmme déi Kanner reell Zukunftschancen hunn, déi an engem favoriséierte Milieu op d'Welt komm sinn!

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Dofir verbessere mer d'Rahmedéngungen a mir diskutéieren elo scho mat de Sozialpartner iwwer eng Adaptatioun vun den Aarbechtszäiten, jee nom Alter vum Kand.

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Mä an Zwéschenzäit schaaft Der schon d'Allocation d'éducation of!

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Ech verstinn de Sinneswandel vun de Kollege vun der CSV awer net, huet dach de Chancéglichkeitsministère an de leschte Joren eng Rei Campagné gestart, fir Fraen ze motivéieren, zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen. An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn? Neen!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - „Zréck“ op den Aarbechtsmaart ze kommen!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Fir elo mordicus wëllen d'Mamme bei hire Kanner ze halen, ass eng politesch Dréiung vun 180 Grad, déi schwéier ze erklären ass! D'CSV seet, d'Eltere bräichte virun allem Zäit. Dat ass richtig! A firwat huet d'CSV dann net schon an deene leschte Joren de Congé parental probéiert, méi flexibel ze gestalten?

Wien huet an engem CSV-Blat geschriwwen: „Mat guddem Wëssen, mat guddem Gewësse schaffen goen, well d'Kanner gutt betreit sinn.“? Dat war d'CSV-Vizepresidentin an hirem Fonctioun als Schäffen zu Jonglënster. An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn?

D'CSV schéngt hir Politik aus der Vergaangeneheet net méi esou ganz eescht ze huelen.

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Dat ass net falsch. Et ass just, datt mer de Choix gär géife loosse!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Mir hunn den Ausbau vun Dausende Plazen a Crèche souwéi an de Maisons relais ëmmer ënnerstëtzt. An der Vergaangeneheet huet d'CSV-Familljeministesch d'Elteren encouragéiert, d'Offer vun de Crècheplazen ze notzen. An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn?

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Mir wëllen de Choix!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Mä am Géigesaz zur CSV wäert dës Regierung an de Betreuerstrukturen och Qualitéitskritäre verlangen. An déi ënnerscheede sech däitlech vun deene Kritären, déi et bis elo gouf, wéi zum Beispill, wéi

héich eng Toilett muss an enger Maison relais oder enger Crèche hänken.

Erlaabt mer awer, op eng weider Propos vun der CSV hinzewiesen. Wien huet déi gratis Kannerbetreuer an Aussicht gestallt? Dat war den Här Statsminister Juncker a senger Ried zur Lag vun der Natioun 2009.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Baum** (DP). - An dat soll elo alles falsch gewiescht sinn?

► **Une voix**. - Bestëmmt net!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Et sinn awer net déi vun engem bis dräi Joer. A mat deene Konditiounen, datt et finanziell méiglech wär.

(Interruptions diverses)

► **M. Gilles Baum** (DP). - Op kee Fall.

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Mä loosst lech net stéieren!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Här President, d'DP ass natierlech fir de fräie Choix. An an Zukunft soll jiddweree fräi entscheeden, wéi e seng Kanner versuergt.

An eiser Gesellschaft gëtt et déi ënnerschiedlechste Forme vun Zesummeliewen. An et ass un der Zäit, dass mir eis de gesellschaftleche Realitéiten upassen. Et muss ee vill méi Viraussetzunge schafen, fir déi Diversitéit vu Liewensmodeller ze ënnerstëtzen, déi et an der Gesellschaft ginn. Dat traditionell Familljebild, wou de Papp schaffen geet an d'Mamm doheem bleibt, verschwénnt lues a lues.

Beim Congé parental gëtt de Montant ëm 143 Euro de Mount eropgesat op 1.921 Euro, dat heescht, op d'Héicht vum onqualifizéierte Mindestloun. De Congé parental, esou wéi en elo besteet, dat heescht, entweder sechs Méint ganz beim Kand ze si respektiv zwielf Méint hallef, bleibt bestoen. Dernieft sinn awer eng ganz Rei vun anere Modeller méiglech, déi et béiden Elteren erlabe sollen, Zäit ze hunn, fir sech ëm hire Puppelchen ze këmmere.

E Wuert nach zum Kannergeld. D'Kannergeld gëtt net gekierzt! Ewéi ugekënnegt, gëtt de System vum Kannergeld reforméiert. E gëtt vill méi vereinfacht. Amplaz verschidde Prestatiounen ze bezuelen, wéi d'Kannergeld, de Boni an esou weider, gëtt alles zesummegeschloen, fir dass d'Elteren an Zukunft nach just ee Montant iwwerwiese kréien.

Nodeems festgestallt gouf, dass méi Kannergeld pro weidert Kand den Taux vun de Gebuerte sécher net eropsetzt, an dass en zweet Kand net méi kascht wéi en éischt, wäerten déi Kanner, déi an Zukunft op d'Welt kommen, alleguer deeselwechte Montant kréien. D'Kannergeld gëtt souguer ganz licht eropgesat. Mä duerno kritt all Kand datselwech, well schlisslelech ee Kand esou vill wäert ass wéi dat anert.

Ze ënnersträiche bleibt, dass mir weiderhi wäerten dat héchste Kannergeld an der Groussregion an an der Europäescher Unioun behalen. D'Sachleeschung sinn an de leschte Joren terribel ausgebuert ginn. A mir bezuelen eleng ronn 250 Milliounen u Chèques-services. Dës Regierung huet sech virgeholl, d'Sachleeschungen nach weider auszubauen, ënner anerem mat Gratisstonne fir Kanner téschent engem an dräi Joer a Betreuerstrukturen.

Et wäert dofir net esou sinn, dass d'Kanner manner Kannergeld kréien. Ënnert dem Stréch kréie se däitlech méi! Mir wäerten dat héchst Kannergeld behalen an et wäert keen eppes verléieren. Déi Rechnung, déi gemaach gouf hei vun der Oppositioun, ass deemno komplett eesäitig, well se seet, d'Leit géifen eppes verléieren, wat net de Fall ass. Well kee kritt eppes ewechgeholl.

An zweetens ass an där Rechnung...

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Dat hu mer och net...

► **M. Gilles Baum** (DP). - ...Rechnung vun der Oppositioun...

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Dat hu mer och net gesot. Dir musst zwar e weineg lauschteren hei, respektiv korrekt sinn!

► **M. Gilles Baum** (DP). - Am Volet (veuillez lire: an der Rechnung) vun der Oppositioun ass dee ganze Volet vun de Sachleeschungen einfach net mat agerechent ginn, wat einfach intellektuell onéierlech ass.

Mir stellen awer och fest, dass, trotz deem generéise Kannergeld an anere Geldleeschungen, finalement mir et nach ëmmer net paken, fir de Kanner hei am Land déi bescht Startchancen an d'Liewen ze ginn. De Schouléchec ass nach ëmmer reell. Mir wëssen, dass

10% vun de Schüler nach ëmmer ouni Diplom d'Schoul verloossen. 70% redoublieren op d'mannst ee Schouljoer! Si scheiterten dacks un deenen héije sproochlechen Ufuerderungen.

Dofir muss mer d'Kanner esou fréi wéi méiglech un de Multilinguisme, dee Lëtzebuerg ausmécht, erufféieren. D'Kanner solle kënnen am Alter vun engem bis dräi Joer, iwwer eng qualitativ héichwärtig Sproochföderung, souwuel mam Lëtzebuergesche wéi och mam Franséische familiariséiert ginn. Well am Alter vun engem bis dräi Joer den Zougang zu de Sprooch ganz licht ass, wëlle mer déi Chancen notzen, fir hinne besser Chancë fir de Start an d'Liewen ze ginn.

Ab der Rentrée 2016-2017 wäerten d'Kanner tëschent engem an dräi Joer während de Schoulstounne kënnen eng gratis bilingueller Kannerbetreuer profitéieren. Ech widderhuelen: Si kënnen dovun profitéieren.

Ech sinn awer och fest iwwerzeugt, dass, falls d'Kollege vun der CSV erëm eng Kéier sollten an der Responsabilitéit sinn, si net eng vun de Mesuren aus dem Zukunftspak, net eng eenzeg wäerte réckgängig maachen, och net an der Familjepolitik!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Sous condition, datt Der déi do emol hikritt!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Loosse mer, fir ofzeschlüssen, soen, dass ech frou sinn, dass dës Regierung elo endlech de Wee fënnt, deen eist Land esou dréngend gebraucht huet. D'Wuelbefanne vun de Kanner an de Mëtelpunkt ze setzen, a Sachleeschtungen ze investéieren, déi hinnen déi beschte Startchancë ginn, dat war längst iwwerfällg.

Mir maache keng Politik fir eis, mir maachen eng Politik fir déi kommend Generatiounen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wäert mech elo de Mëtten haaptsächlech op de Beräich vum Logement, deen am Kader vun dësem Budget opgestallt ginn ass, fokusséieren.

Bei der Lektür vun deenen 258 Spuermesuren an notamant deene fënnf Spuermesuren am Beräich vum Logement hunn ech mir d'Fro gestallt: Wou wëllt d'Regierung dann an dësem Beräich Aspuerung maachen? Wëssend, datt de Logement dach zu engem vun den Haaptprioritéite vun dëser Koalition gehéiert.

Vun deene fënnf Poste sinn dräi Posten, déi praktesch net zu Buch schloen, wat de Spuerfort ugeet. D'Posten 181 an 183 hunn awer meng Opmierksamkeit ervirgeruff, well do Montanten drastinn, déi dach substanziiell sinn. D'Spuermesure Nummer 181 kënnegt un, datt de Käschtepunkt pro Meter carré beim Bau vu subventionéierte Wunnenge soll plafonéiert ginn. Wunnengen, déi am Kader vun de Projets de construction d'ensembles de logements gebaut solle ginn.

Menges Wëssens sollt de Präis beim Bau vun 2.500 Euro de Meter carré op 2.300 de Meter carré erofgesat ginn. Un a fir sech och eng begréissenswärtig Mesure, an dëst nom Motto: „méi mat manner“. Eis Iwwerraschung war awer ëmsou méi grouss, wéi d'Madame Minister op Nofro vun der CSV-Fraktioun an der zoustänneger Chamberskommissioun ugekënnegt huet, datt dës Mesure géif fale gelooss ginn. Mat der Erklärung, datt d'Hausse vun der TVA dës ugekënnegt Spuermesure géif absorbéieren.

Esou wäit, esou gutt. D'Fro, déi ee sech hei awer stelle muss: Firwat gouf dës Posten 181 dann iwwerhaupt nach an de Pak vun deenen 258 Spuermesuren mat erageholt? Zanter gerauer Zäit ass dach bekannt, datt d'TVA am Beräich vum Logement, vum Locatif, vun 3 op 17% soll an d'Luucht goen. Dës Hausse géllt fir all Akteur bei Neibauten. Mir sinn awer der Meinung, datt dës Reflexioun, wat de Meter-carrés-Präis ugeet, richtig ass, wëssend, datt de Promoteur privé méi bëlleg baue kann. Wann ee mat engem private Promoteur schwätzt, do gétt regelméisseg vun engem Präis ëm déi 1.500 Euro de Meter carré geschwat respektiv souguer nach ënnendréiner.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt hei gär ee klengt Rechebeispill ginn, fir dat Ganzt besser ze verstoen. Huele mer einfach un, de Stat géif soen: De Subsid vu 70% respektiv vu 75% gétt just nach op engem Montant vu maximal 2.000 Euro de Meter carré beim Neibau ausbezuel, amplat vu méi wéi 2.500 Euro de Meter

carré, wéi dat haut de Fall ass. Beispill: Bei engem Bau vun 1.000 Wunnengen, mat engem Moyenne vun 100 Meter carré, wat 100.000 Meter carré erginn, multiplizéiert mat 500 Euro de Meter carré an dorop 70% gerechent, da kéint heiderch ee Spuerfort vu sage und schreibe 35 Milliounen entstoen.

Ech mengen dat, Här Bodry, och zu den Aussoen, wou een eventuell kéint aspieren, wann ee sech effektiv déi dote Reflexioun eng Kéier géif maachen, an och kucke mat de Promoteurs publics zesammen, fir effektiv eng Form ze fannen, wéi ee méi bëlleg kéint bauen. Ee Promoteur privé, ob dat elo deen een oder deen aner ass, ech mengen, do kéint Der mat jiddwerengem schwätzen, déi komme mat ronn 1.500 Euro de Meter carré zu Wee.

An der Mesure 181 stoung fir d'Joer 2015 1,3 Milliounen un Aspuernis. Déi Joren drop sollte jee weils knapp iwwer 2 Milliounen agespuert ginn. Mat eiser Iwwerleeung kéint an deenen nächste Joren nach vill méi agespuert ginn.

Bei der Spuermesure Nummer 183 gétt ugekënnegt, datt een Deel vum Subventionnement vum Pacte Logement geholl soll ginn, fir Projets de construction d'ensembles ze finanzéieren. Datt nach méi an de Beräich vum subventionéierte Wunnengsbau investéiert soll ginn, ass definitiv positiv ze bewäerten.

Kuckt een am Budget an am Plan pluriannuel, wéi de Betrag vum Pacte Logement sech iwwer déi kommend Joren entwéckelt, da gesäit een, datt de Budget weider an d'Luucht geet. Am Budget 2014 ginn 43 Milliounen ausbezuel. De Budget 2015: plus 2 Milliounen, op 45 Milliounen. Budget 2016: 48 Milliounen, ee Plus vun 3 Milliounen. An de Budget 2017: 48 Milliounen. Eréischt ab dem Joer 2018, mam Auslafe vum Pacte Logement, soll de Montant op 38 Milliounen erofgoen.

Hei muss eis d'Madame Minister erklären: Wéi kann een op engem Poste spieren, wann dës Budgetposten op där anerer Säit iwwert déi nächst Jore weider an d'Luucht geet?

Ënnert dem Stréch ginn d'Attributiounen un d'Gemengen an deenen nächste Joren am Kader vum Pacte Logement an d'Luucht. An Ënnert dem Stréch gétt de Stat och méi Suen aus fir de subventionéierte Wunnengsbau.

D'Spuermesure Nummer 181 gouf fräiwëlleg vun der Logementsministesch op Äis geluecht, mat der Begrënnung, datt d'TVA Logement an d'Luucht geet.

D'Spuermesure Nummer 183 ass eng Moggelgattung an entsprécht net der Realitéit.

D'Spuermesuren am Beräich vum Ministère du Logement si soss näischt wéi Bluff, genausou wéi d'Annonce vun deenen zéngtausend subventionéierte Wunnengen, déi schnellstméiglech solle gebaut ginn.

Et freet ee sech am Endeffekt: Wat bleift iwwerhaupt vun deenen 258 Spuermesuren nach rescht, wann een all eenzel Spuermesure eng Kéier genau ënnert d'Lupp hält? Am Beräich vum Logement sinn dat fir d'Joer 2015 6,3 Milliounen, déi aus deem sougenannten „Spuerfort“ ewechfalen. Tëscht de Joren 2016 bis 2018 sinn dat ëmmerhin 19,5 Milliounen!

Datt d'Regierung weider Efforten am Beräich vum subventionéierte Wunnengsbau wëllt maachen, ënnerstëtzt d'CSV-Fraktioun ausdrécklech. Wann awer Ekonomii bei der Ëmsetzung ze maache sinn, da sollt een dat och verstärkt analyséieren.

Ufanks vun dësem Joer gouf eis vun der Madame Minister gesot, datt d'Gesetz vum Mietzuschuss schnellstméiglech sollt ëmgesat ginn. An der Logementskommissioun um 26. Februar an an der Sëtzung um 23. Oktober gouf eis, op Nofro, gesot, datt dëst Gesetz bis Enn vun dësem Joer misst prett sinn. Dëst gouf vum Budgetrapporteur dësen Dënschdeg och nach eng Kéier bestätegt, datt d'Amendement um Text bis Enn vun dësem Joer sollten ofgeschloss sinn. Mir sinn elo Enn des Joers an et läit nach ëmmer keng definitiv Versioun vir!

Zu eiser gréisster Iwwerraschung steet am Budget 2015 an am Plan pluriannuel awer iwwerhaupt kee Kredit, fir dës Mietzuschuss kënnen ausbezuelen. Ech mengen, hei läit d'Fro no, well d'Madame Minister ass elo net do, ob dann iwwerhaupt de Wëllen do ass vun dëser Regierung, fir de Mietzuschuss anzeféieren.

Den Här Berger huet gëschter vun der Klimabank geschwat, datt déi schnellstméiglech soll kommen. Och hei waarde mir mat Impatience op déi jee weileg Texter, wëssend, datt de Projet de loi 6583 iwwert d'Promotion du logement et de l'habitat durables zanter annerhallwem Joer déposéiert ass.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Hausse vun der TVA Logement op d'Zweetwunnengen huet fir d'CSV-Fraktioun néfaste Niewewierkungen, wat d'Präisentwicklung ugeet a wat d'Loyerspräisser

ugeet. Vun der ganzer Regierung gétt praktesch unisono deklaréiert, datt dës TVA-Hausse keng Inzidenz op d'Präisser hätt, de Marché vun der Offer a vun der Demande géif dat scho regelen.

De Budgetrapporteur huet och a senger Interventioun d'Präisdeierecht am Beräich vum Logement nach eng Kéier ervirgehuewen. Wéi kann d'Regierung awer behaupten, datt dës Hausse keng Inzidenz op d'Präisser hätt, wann net emol usazweis eng Impaktstudie heiriwwer gemaach ginn ass?

De Wirtschafts- a Sozialrot kritiséiert dëst och a schreift a sengem Avis, datt d'Regierung just dorop fokusséiert ass, ronn 60 Milliounen weider schnellstméiglech an de Statsbeidel ze kréien. D'Handwerkerkummer monéiert, datt d'Hausse vun der TVA sécherlech och een negativen Impakt op d'Handwierk wäert hunn.

Wat d'Risiken an d'Niewewierkungen vun dëser Hausse kéinte sinn, dat gétt komplett ausgeklammert. Hei kann ee just soen: navigation à vue.

An Zäiten, wou d'Präisser nach weider an d'Luucht ginn, ass et eiser Meinung no ee falsche Message un de Marché, fir den TVA-Saz vun 3 op 17% an d'Luucht ze setzen. Och wann ee Moratoire bis Enn 2016 elo decidéiert gouf, dee mir ausdrécklech begrëssen.

Här President, ech reechen lech hei eng Motioun eran,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Marc Lies (CSV).** - ...woumat mir d'Regierung invitéieren, d'Mesure Nummer 181 bäizebehalen, wat de Meter-carrés-Präis beim Neibau ugeet - ech hunn lech d'Rechebeispill virdru ginn. Do sinn definitiv Ekonomien ze maachen. Wann een dat verstärkt mat de Promoteurs publics kuckt, mengen ech, ass et sécherlech méiglech, de Meter-carrés-Präis erofzedrécken -; d'Mesure Nummer 183 ze suppriméieren, well dëst ass a Realitéit kee Spuerfort, an drëtten d'Hausse vun der TVA net ze applizéieren, well dëst eiser Meinung no de falsche Message un de Marché ass, zu enger Verdeierung beim Bau vun Zweetwunnenge féiert a sécherlech och eng Inzidenz op d'Loyerspräisser wäert hunn.

Motion 4

(Volet Logement)

La Chambre des Députés,

- constatant que sur les 258 mesures de redressement des comptes publics 5 concernent le domaine du logement;

- constatant ainsi que la mesure 181 concerne la baisse du plafond par mètre carré pour le subventionnement de projets de construction d'ensembles de logements;

- saluant que cette mesure contribue à baisser effectivement le coût de la construction;

- prenant acte que Madame la Ministre du Logement a déclaré, lors de la réunion de la Commission du Logement du 23 octobre 2014, que cette mesure sera mise en suspens, dû à la hausse de la TVA qui absorberait l'effort de réduction prévu par la mesure 181;

- constatant qu'il y a certainement des promoteurs privés qui ont les moyens d'achever des constructions pour des prix inférieurs à 2.500 euros par mètre carré;

- constatant encore que la mesure 183 concerne l'utilisation d'une part du subventionnement «Pacte logement» pour le financement des projets de construction d'ensembles de logements subventionnés;

- constatant que les crédits destinés au financement du «Pacte logement» vont encore progresser jusqu'en 2017;

- concluant dès lors que la mesure précitée ne parviendra pas à réaliser le but escompté, à savoir une économie budgétaire;

- prenant de surcroît en considération la hausse du taux de TVA sur la construction de logements locatifs;

- constatant qu'aucune étude d'impact n'a été réalisée en vue de quantifier l'impact de cette hausse sur les prix de l'immobilier;

- constatant que cette décision est en contradiction avec l'annonce du Gouvernement de vouloir promouvoir la création de logements locatifs;

- estimant que la hausse de la TVA va engendrer une hausse des loyers et une diminution de l'activité et ainsi de l'emploi du secteur de la construction;

- saluant que le régime actuel reste, à titre transitoire, applicable jusqu'au 31 décembre 2016;

- constatant que la hausse de l'enveloppe budgétaire totale du Ministère du Logement s'élève pour 2015 à +14,8 millions d'euros, soit une augmentation de +10,9% par rapport au budget voté 2014;

- estimant que cette progression va être majoritairement absorbée par la hausse de la TVA logement;

invite le Gouvernement

- à maintenir et à exécuter la mesure 181 des mesures de redressement des comptes publics qui a pour finalité de réduire le coût de construction par mètre carré;

- à supprimer la mesure 183 des mesures de redressement des comptes publics;

- à ne pas appliquer la hausse du taux de TVA sur la construction de logements locatifs.

(s.) Marc Lies.

Datt awer nach vun eiselem Premierminister an eiselem Finanzminister behaupt gétt, datt d'Hausse vun der TVA, dat huet haut de Moien och schonn den Här Reding vun der ADR monéiert, just eng Inzidenz hätt op déi Leit mam décke Portmonni, an datt déi Leit, déi fir eegen Zwecker bauen, näischt heivu géife matkréien, dat ass eiser Meinung no awer Polemik pur! An dat beweist och déi Question parlementaire, déi den Här Gilles Roth an d'Madame Aderm am Oktober eragerecht hunn, wou dra confirméiert ass, datt den Taux super-réduit vun amplat 416.666 Euro just nach op 357.142 Euro wäert ugewannt ginn.

Aus dësem Grund, Här President, reechen ech lech déi zweet Motioun eran an invitéieren d'Regierung,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Marc Lies (CSV).** - ...de Fräibetrag vu 50.000 op 60.000 Euro eropzesetzen.

Motion 5

(Volet Logement)

La Chambre des Députés,

- constatant que la hausse annoncée du taux de TVA à 17% aura un impact en termes de coûts sur les constructions destinées à l'habitation principale;

- constatant que le coût supplémentaire à supporter au niveau des constructions destinées à l'habitation principale résulte du fait que la faveur fiscale en matière de TVA est plafonnée à 50.000 euros;

- constatant qu'on peut actuellement réaliser des constructions pour un montant de 416.666 euros pour profiter de l'intégralité de cette faveur fiscale;

- constatant qu'avec la hausse annoncée du taux de TVA le montant des constructions pouvant bénéficier de la faveur fiscale diminue à 357.142 euros;

- constatant que le Gouvernement a décidé que la faveur fiscale dans le contexte de la création de logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire est maintenue à 50.000 euros;

- constatant partant que le coût du logement va donc considérablement augmenter;

- constatant que cette décision va entre autres pénaliser les jeunes respectivement les jeunes familles désirant acquérir des constructions leur servant de résidence principale;

invite le Gouvernement

- à porter la limite de la TVA remboursable par logement créé ou rénové de 50.000 euros à 60.000 euros, afin de tenir compte de la hausse sensible de la TVA à partir du 1^{er} janvier 2015; et

- à modifier l'article 1^{er} du Règlement grand-ducal du 21 décembre 2012 modifiant le Règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives en remplaçant les termes «cinquante mille euros» par ceux de «soixante mille euros».

(s.) Marc Lies.

De Gesamtbudget 2015 fir de Beräich vum Logement gesäit eng Hausse par rapport zu 2014 vun 11% vir. Duerch den Ëmstand, datt d'TVA ëm 14% an d'Luucht geet, gétt ee groussen Deel vun der budgetärer Hausse absorbéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss a stelle fest, datt dës Spuerpak am Beräich vum Logement net duerchduecht an net transparent ass. Ech stellen och fest, datt hei eng Milchmädchenrechnung opgestallt ginn ass, déi definitiv net der Realitéit entsprécht. Hei wier vun der Regierung eng méi transparent an éierlech Approche ze begrëssen. De Sujet vum Logement ass eemol ze vill eescht, fir de Leit just wëlle Sand an d'Aen ze streeën!

► **Une voix.** - Dir musst dat grad soen!

(Interruption)

► **M. Marc Lies (CSV).** - D'Hausse vun der TVA Logement um Bau vun Zweetwunnengen ass an Zäite vu Prekaritéit de falsche Message

un de Marché an ass absolut a Kontradiktioun zu deem, wat d'Regierung propagéiert.

Aus dësem Grond, Här President, reechen ech lech een Amendement eran...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. Marc Lies (CSV).** - ...vum Artikel 6 Punkt 3 vum Paragraf 4, wat d'Applikatioun vun der TVA am Kader vum Budgetgesetz ugeet. D'Hausse vun der TVA ass a Kontradiktioun zu deem, wat d'Regierung propagéiert. Aus deem Grond invitéiere mir d'Regierung, dës Mesure ze suppriméieren.

Amendement 1

Projet de loi n°6720

Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

(Volet Logement)

Amendement concernant l'article 6 - Modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Article 6, paragraphe 4, point 3

Le paragraphe 4, point 3 de l'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

Le point 3 du paragraphe 4 a pour objet d'assurer que l'application du taux super-réduit de trois pour cent en matière de logement soit désormais réservée aux seuls logements servant d'habitation principale dans le chef du propriétaire du logement. Ne bénéficient ainsi plus de la faveur fiscale les logements mis à la disposition de tiers, à l'exception toutefois des travaux de rénovation effectués en rapport avec ces logements. Le projet de loi prévoit dans ce contexte, à titre transitoire, que le régime actuel reste applicable jusqu'au 31 décembre 2016.

La hausse du taux de TVA sur l'acquisition de logements locatifs est en contradiction avec l'annonce du Gouvernement de vouloir promouvoir la création de logements locatifs. Cette hausse risque d'engendrer une hausse de prix de loyer et une diminution de l'activité du secteur de la construction ainsi que de l'emploi du secteur de la construction. A noter encore que la hausse généralisée de la TVA va également toucher les particuliers qui construisent ou achètent des biens immobiliers pour leur propre compte car le montant maximal de la faveur fiscale de 50.000 euros ne sera pas revu à la hausse.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de supprimer le point 3 du paragraphe 4 de l'article 6 de la loi budgétaire sous rubrique.

(s.) Marc Lies.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Lies. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alexander Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Här President, Dir Dammen an Hären, ech soen lech Merci. D'Madame Hemmen huet mech grad drun erënnert, ech hu keng Bicher mat op d'Tribün bruecht, mä ech wäert lech awer e puer historesch Bicher erklären.

Wéi ech de Moien erëm iwwert den Izegeer an d'Stad gefuer sinn, ech hat och eng Kackkéissschmier giess de Moie fréi, hunn ech um Radio héieren, dass d'Oppositioun net u Kritik gespuert hätt gëschter. Dunn hunn ech mer geduecht, dass, wann d'Oppositioun, déi heiteg Oppositioun, déi 35 Joer an der Regierung souz an dominant Partei war, wa se déi 35 Joer gespuert hätten, hätte se gëschter keng Kritik brauchen auszeüben.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Mäi Frënd Gusty Graas huet gëschter Zuele genannt vun der éffentlecher...

(Interruption)

De Moien, jo! ...vun der éffentlecher Schold a vun hirer Evoloutioun. Eng hallef Milliard 2011, 4,5 Milliarden 2012, 3 Milliarden 2013, fir lafend Käschten ze decken! A glécklecherweis huet natierlech déi Haaptoppositiounspartei eppes vun de Finanze kennt, well stellt lech vir, se hätten näischt dovunner kennt! Da wär et nach vill méi schlëmm ginn!

(Hilarité)

Mä dat gesot, huet een dann och e puer Saachen héieren, dass an der Preparatioun vum Budget d'Gewerkschaften, d'Zivilgesellschaft an esou misstent agebonne ginn. 1999, an der Budgetskontrollkommission, énnert dem Virsätz vum Jeannot Krecké, ass deemools schonn dovou geschwat ginn, en hollännesche Modell - net dee schwedeschen -, en hollännesche Modell ze poursuivéieren, deen deemools schonn d'Parlament agebonnen huet an d'Regierungsbudgeten.

An ech mengen, mir sinn, 15 Joer duerno, do nach net ukomm. Well ech hätt och léiwer, dass ons Chamberskommissiounen géifen an de Budget agebonne ginn, wéi verschidden aner Organisatiounen!

Dat nämlecht gëllt och fir onsem Kolleg Roth seng Ausféierungen zu de Steieren. Déi lescht Steuerreform datéiert vun 1990! Dir kennt lech jo drun erënneren, wéi mäi Kolleg Henri Grethen gesot huet, et wier eng „kathoulesch“ Steuerreform. Dir kennt lech dat jo erënneren? An dat ass interessant.

An en huet dann natierlech och, den Här Roth, Themen opgewiermt - lerschaftssteuer, Räichesteier an nach x aner Steieren. Ech mengen, dat wär fir Är nächst Regierungsbedelegung. Dat schéngt zwar nach net fir muer ze sinn! Dat kennt Der dann aféieren.

D'Oppositioun huet den Zukunftspak vun der Regierung kritiséiert, haaptsächlech d'Schoulpolitik an d'Kannerversuergung. Ech sinn och frou, dass mäi Frënd, de Gilles Baum, elo Stellung do zu der Kannerversuergung geholl huet.

Ech kéint lech awer och e bëssen un de Vergaangenheetspak an der Schoulpolitik erënnere. Dir wësst jo, dass mer virun 20 Joer eng Schoulpolitik hatten, déi d'Integratioun vun den Auslännerkanner guer net gefërdert huet, an déi huet deemools 30 Joer laang d'Gemenge strueweile gelooss mat den Immigrantekanner, ouni hinnen ze hëlfelefen. An Dir hutt souguer et esou wäit bruecht - an ech zitieren d'Nimm, mä net gären, well se net hei sinn, fir sech ze verdeedegen -, dass Der am fënneften, sechste Schouljoer keen Däitschprogramm méi als Instruktioun un d'Schoulmeeschteren an d'Leierinne ginn hutt, an dat huet dann à terme dozou gefouert, dass den Opnameexamen huet missen ofgeschaaft ginn.

A wat huet dat alles bruecht? Guer näischt, well et sinn haut nach... Ech hat gëschter eng Patientin, déi ganz houfreg ass, Immigrantebackground. Déi huet zwee Kanner am Koléisch an déi seet dann: „Ma meng Kanner sinn an hire Klassen déi eenzeg portugisesch Immigrantekanner.“ Dunn hunn ech da gesot: „A wéi vill Chineesen an Asiate sinn do?“ - „Oh, där sinn der vill méi do.“ Firwat? Well déi Kanner Lëtzebuergesch schwätzen, ier se an d'Schoul ginn, an do si se besser vertrauden. Mä dat gesot, 30 Joer laang hutt Der se strueweile gelooss, an et waren nëmme déi räich Gemengen, déi sech konnte leeschten, fir dodran ze investéieren.

De Kolleg Haagen huet mat Recht de Mueren drun erënnert...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Vun do u si mer awer net méi am Éducatiounsministère vertrauden. Do sinn awer aner Parteien, déi dem Éducatiounsministère ugehéieren.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, mä mir waren net laang dran.

(Brouhaha)

Dir waart e Jorhonnert dran.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - 15 Joer, duerno awer net méi. Dir kennt déi Reproché gär maachen, mä maacht se dann un déi Richteg!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Dir waart e Jorhonnert dran. Da gi mer lech herno d'Lescht nach. E Jorhonnert! Also fänkt dat do elo net un, well da schwätzen ech nach eng hallef Stonn méi laang!

(Brouhaha général)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt ugefaangen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Huelt lech Zäit!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Fänkt dat do net un! Jo, ech huele mer Zäit, Här Gibéryen.

► **Une voix.** - Awer elo net mat him ofschwätzen!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Neen, neen! Also, mir solle jo am Parlament, Här President, diskutéieren hei.

(Brouhaha)

Jo, dann diskutéiere mer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Mä trotzdem adresséiert Der lech un d'Chamber.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, an un lech, Här President, an un lech.

(Brouhaha et hilarité)

Dat gesot, jo, de Kolleg Haagen huet de Moien zu Recht och gesot, dass d'Betribler eng Milliard Subventioun pro Joer kréien. Fir mäin Deel wär ech natierlech och ganz frou, wann ons Cour des Comptes, déi schéngt an de leschte Joren iergendwéi hir Zänn verluer ze hunn, wann déi sech och iwwert de konventionéierte Secteur emol géif informéiere goen,

well mir hunn eng regelrecht Explosioun vun ONGen, Asblen an aneren Organisatiounen, déi zum gréissten Deel direkt vum Stat finanziert ginn a wou 80% vum Finanzement an d'Paie geet.

Ech wär interesséiert, ze wëssen, wat an deem Secteur d'Paistruktur ass. Well ech krut e puer Zuele genannt, do ass mir d'Héngerhaut ausgaang, wéi ech dat héieren hunn! Also, ech wär ganz frou, wann dat geschwënn op d'Lescht kéim. An ech mengen och, dass d'Regierung e Feeler mécht, wa se pauschal den ONGen a verschiddenen aneren Organisatiounen d'Sue kierz. Ech mengen, et wär un der Zäit, fir déi eenzel ze analyséieren an da Mesuren ze ergreifen a Fonctioun vun hirer Leeschtung a vun hirem Déngen.

Virun dräi Woche souz ech samschdes mëttes doheem, ongeféier dräi Wochen, dann hunn ech onse fréiere Statsminister héieren, deen ass als Chefredakter do um Radio annoncéiert ginn.

(Hilarité)

Dunn hunn ech mech richteg gefreet op deen. Also, Dir kennt lech net virstellen!

(Hilarité)

An do huet en aganks gesot, e géif kee Wuert verléieren iwwert d'Innenpolitik. Jo, du war ech enttäuscht, dann hunn ech de Radio ausgedréit.

(Hilarité)

An dann hunn ech net méi spéit wéi deen nammlechten Owend héieren, en hätt sou näischt geschwat wéi iwwert d'Innenpolitik.

(Hilarité)

En hätt der CSV en haushéije Wahlerfolleg annoncéiert. Ech menge souguer, also ech kann dat hei op der Tribün zouginn, d'CSV ass frou, dass se e lass sinn. Dat soen ech lech och.

A gëschter un „Tageblatt Online“ war en Artikel, Här President: „Juncker: «Ich brauche Geld.»“ Gëschter un „Tageblatt Online“. An ech mengen, wann en europawäit elo Geld sicht: Hei, mir brauchen hei och Geld!

Hei an haut huet d'CSV behaupt, dass ons Regierung lues wär. Ons Regierung ass ee Joer am Amt! Dir souzt 35 Joer an der Regierung elo! An dann hutt...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Si ass awer lues.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo, d'Regierung ka lues sinn, mä d'CSV war nach méi lues.

(Hilarité et interruption)

Also, well wann ech lech e puer Beispiller ginn: Reform vun Arméi a Police, Reform vun der Fonction publique, dat dauert nach sechs Joer, bis dat kennt...

► **Une voix.** - Oh neen!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - ...d'Reform vun Rettungswiesen an esou virun. Dat géif jo en hallwe Mëtteg daueren, bis mer déi all duerchgaange wäeren.

De Sozialdialog, huet mäi Frënd Spautze Marc de Moie gesot, wär dout. Deen ass effektiv scho fënnf Joer dout! Ech ka mech esou ongeféier a mengem Ouer erënneren, et ass gesot ginn, d'Regierung - du war d'DP nach net dran -, déi wär onvirbereet an d'Tripartitte gaang. Dat hutt Der jo och all matkrit! Ech hoffen, dass dat geschwënn eriwirwer ass. An dat behaupt och den LCGB.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Wéi eng Tripartittent?

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Den LCGB huet natierlech näischt mat der CSV ze dinn, näischt mam Bistum, näischt mam „Lëtzeburger Wort“. Ech hunn awer hir Broschür matbruecht. Dir kritt se herno nach gewisen.

Ech wär och frou, wann d'CSV public maache géif dem Här Frieden seng Spuermoosnamen, déi hie virgesinn hat. Well ech kann lech soen, do wäeren déi heite Spuermoosname Pipifax am Verglach.

An ech hunn lech... Also, wat ech och héieren hunn, Här President, gëschter an haut ass vill rieds gewiesch vun der Steiergerechtheet, der Sozialgerechtheet. Dat ass alles schéin a gutt. Mä ech hu leider näischt héieren iwwert d'Leeschtungsgerechtheet. Dovunner schéngt kee méi wëllen ze schwätzen. D'Leeschtung, déi an der Gesellschaft gefuerdert ass. An och an onse vollekseegene Betriber, déi dem Stat gehéieren a subventionéiert ginn. Do gëtt nach 30, 32 Stonnen d'Woch geschafft, an do verstinn ech d'Welt net méi.

An ech weess, den Här Wiseler huet gëschter, Här President, gesot, d'CSV hätt e puer Alternativen. Ech hu keng héieren, keng ficeléiert Alternativen. Mä en huet e puer gutt Iddien ervirbruecht. Mä do erëm d'Fro: Firwat net éischer? Ech perséinlech gleewe mä un den Zukunftspak, wéi un de Vergaangenheetspak. Dofir loosse mer net duerhin zrëckkommen!

Meng Kollege Justin Turpel, Här President, an de Serge Urbany sinn dann natierlech am Joer 2014 nach net ganz vun der Schinn vum Front populaire erofzekeréien. 1936, esou am Stil, „demain on rasera gratis“ oder „Il n'y a qu'à...“. Ech muss zwar soen, ech muss och agestoen, dass verschidde vun hire Remarqué sympathesch kléngen. Si si jo déi zwee, déi déi Aermsten an onser Gesellschaft hei verdeedeegen! Dat wëll ech gesot hunn.

A wou se och recht hunn, dat ass, dass d'Revolutioun all Dag 24 Stonne méi no kennt. Dat ass an der Logique formelle eng Ausso, déi net ka widdlerleucht ginn.

(Hilarité)

Ech ka mech och erënneren, well de Moien ass jo vill Kritik un der DP gemaach ginn an esou. Mä ech ka mech erënneren, 1978, wou e ganz respektéierte Mensch, virun deem ech éiweg Respekt wäert behalen, um Perron vun dem Escher Stadhaus... De Kontrakt vun der Tripartite fir d'Stolindustrie ass zerrappt ginn, um Perron vun dem Escher Stadhaus, vun enger Gewerkschaft, vun engem Gewerkschaftspräsident, virun deem ech héije Respekt hunn. Mä dat huet en deemools gemaach, well seng Mammepartei héchstwahrscheinlech net an der Regierung war, well dat war e grouse Feeler.

D'Stolindustrie ass d'ailleurs bis haut net gerett. Dat wësst Der jo alleguer. An ech hunn och haut, dat war désagréabel, haut a gëschter e puer esou Téin héieren, dass d'Gewerkschaften erëm éinner sech net eens sinn. Dat ass relativ désagréabel, well se kréien eng schwéiere Zäit.

Hei hunn ech natierlech eng Revue matbruecht, déi datéiert vun ufanks Dezember, an do steet dann uewendrop: „Am Asaz fir Fairness a sozial Gerechtheet“. Domadder sinn ech integral d'accord, hunn ech jo net de Rapporteur Franz Fayot an den Haaptoppositiounspriecher Claude Wiseler héieren, mäi Favorit, de liberale Philosoph John Rawls hei ze zitieren. A seng Haaptausso war: „Fairness geet net ouni Gerechtheet.“

Dee Mann ass 2000 gestuerwen an e koum hei schonn zu Wuert an de Budgetsdebatten 2004, den 10. Dezember 2003. Ech kann lech dat herno dokumentéieren.

Genau wéi dem Här Reding säin Heinrich Heine, deen en tronquéiert zitiiert huet, koum och schonn am Dezember, den 21. Dezember 2003, hei zu Wuert.

Zum Schluss wollt ech soen, ech wëll lech hei nach e puer Blieder erspueren, well ech hunn elo laang genuch gespuert.

(Brouhaha)

Neen, neen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Huelt lech Zäit!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Op lech komme mer nach, mäi Frënd, op lech komme mer nach!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Voilà, huelt lech Zäit!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Mir hunn elo véier Joer Zäit, fir lech ze huelen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Soss sinn ech enttäuscht.

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Zum Rapporteur Franz Fayot muss ech soen, ech muss em félicitéiere fir seng gutt Aarbecht. An ech soen em dofir Merci, well et war e schwieere Budget, well d'Keesen eidel hannerlooss gi sinn. Dann ass et émmmer méi schwéier, wéi ze verdeelen. Ech soen och der Rapportrice vum Zukunftspak Merci an ech spräche mäi perséinlecht Vertrauen un d'Regierung aus a speziell dem Finanzminister.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Krieps. D'nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madame Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dëser Plaz kuerz op dräi Punkten agoen:

1. den Enseignement supérieur an d'Recherche,
2. d'Éducation nationale an
3. d'Landwirtschaft.

Ech fänke mam Enseignement supérieur an der Recherche un. Als CSV begrëisse mer et natierlech, datt an dësem Beräich keng wesentlech

Aspuerung virgesi sinn. Ech weisen hei nach eemol drop hin, datt d'Recherche eis Matière première, eis éischt Ressource ass, déi eis d'Méiglechkeet gëtt, fir eis wirtschaftlech, gesellschaftlech esou ze entwéckelen, wéi mir dat brauchen. D'Investitioun an dese Beräich, an d'Fuerschung, an d'Heichschoul an domadder och an d'Innovatioun ass also absolut noutwendeg.

Awer zu eenzelne Budgetsposte respektiv Spuermesurë stelle sech allerdéngs eng ganz Partie Froen. Ganz dacks ass kee kloert Konzept erkennbar. Ech wëll dëst just um Beispill vun der Mesure de restructuration 44 „création de l'Institut luxembourgeois de l'Histoire du Temps présent et réorganisation du Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe“ verdäitelen.

De Regierungsprogramm gesäit d'Grënnung vun deem neien Institut de l'Histoire du Temps présent vir. Laut dem Här Statssekretär Hansen muss an deem Zusammenhang analyséiert ginn, wéi eng Synergie mam CVCE kënnen genotzt ginn. An hie preziséiert, ech zitieren de Projet vum Procès-verbal vun der Commission d'Institutionnement vum 16. Oktober: „À relever au demeurant que, dans le contexte de la réorganisation susmentionnée, les dotations destinées au CVCE connaîtront une réduction progressive.“

Wat heescht dat elo konkret? Fest steet, datt den neien Institut am Regierungsprogramm virgesinn ass. Fest steet och, datt schonns beim CVCE fläisseg agespuert gëtt, an zwar 400.000 Euro fir 2015. Mä leider steet och fest, datt nach kee Konzept hannert deser Décisioun stécht.

Ech wëll hei just nach eemol drop hiweisen, datt den CVCE, souwäit ech dat weess, alleguer seng Reclamatiounen, déi e kritt hat, erfüllt an emgesat huet. Wou a firwat also elo spueren? Wat sinn d'Ziler vun deem neien, nach ze grënnenden Institut? Sinn iwwerhaupt Synergie méiglech tëschent deem Institut an dem CVCE? Opgrond vu wéi engen Donnéeën ass decidéiert ginn, fir de Budget vum CVCE erofzesetzen, fir dësen neien Institut kënnen ze grënnen?

Also ganz vill Froen, leider keng kloer Äntwerten. Wéi vill kascht zum Beispill deen neien Institut? Keng kloer Äntwert.

Da kommen ech awer erëm eemol zu engem Punkt, dee mer als CSV begrëssen, nämlech datt beim MESR en neie Budgetsposte, fir d'Recherche am Beräich vun der Landwirtschaft ze förderen, virgesinn ass. Mir begrëssen och d'Ausso vum Här Statssekretär Hansen. Ech zitieren nach eemol de Projet vum Procès-verbal vun der Sëtzung vum 16. Oktober: „A rappeler en outre que le programme gouvernemental 2013-2018 prévoit la création d'un centre de compétences agricoles sur le nouveau site du Lycée technique agricole.“

Well dës Décisioun awer a leschter Zäit net méi esou kloer confirméiert ginn ass, wéi dat den Här Statssekretär...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Soll ech waarden, bis den Här Berger sëtzt?

(Brouhaha)

Sou.

Well also dës Décisioun a leschter Zäit net méi esou kloer confirméiert ginn ass, wéi dat den Här Statssekretär Hansen an der Commission d'Institutionnement virun zwee Méint gemaach huet, déposieren ech zu deem Punkt eng Motioun, wou mer d'Regierung invitéieren, esou séier wéi méiglech dese Centre de compétences um Site vun der neier Akerbauschoul ze realiséieren.

Motion 6

(Volet Enseignement supérieur)

La Chambre des Députés,

- considérant que le programme gouvernemental prévoit la création d'un centre de compétences agricoles sur le nouveau site du Lycée technique agricole;

- prenant acte que Monsieur le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a confirmé ce dernier point lors de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 16 octobre 2014 dans le cadre de l'examen des volets budgétaires;

invite le Gouvernement

- à procéder dans les meilleurs délais à la réalisation

tion de ce centre de compétences agricoles sur le nouveau site du Lycée agricole.

(s.) Martine Hansen.

An ech wëll zum Här Graas, oder net zum Här Graas soen, mä zum Här Graas senger Motioun vun där leschter Kéier soen, datt de Centre de compétences agricoles fir eis net nëmmen ee Centre de compétences pour conseil intégré ass. Ee Centre de compétences muss méi sinn!

Hei muss et ëm d'Innovatiounen goen. Hei muss et ëm d'nei Produktiounsméiglechkeeten, ëm d'nei Alternative fir d'Landwirtschaft goen. Hei muss et drëm goen, fir Produktiounen, déi do sinn, ze optimiséieren, zum Beispill d'Mélangeproduktioun, fir méi Grondfudder ze produzéieren, fir méi Eewäisfudermittel ze produzéieren hei am Land, fir de Sojaakaf u sech kënnen ze reduzéieren. Also ass dat heiten an eisen Ae méi wéi nëmmen ee Centre de compétences u sech fir Berodung.

Op d'Spuermeasure a puncto Studentebourse wollt ech haut net méi vill agoen. Als CSV hate mer am Juli zu deemem Projet de loi eng Rei vun Amendementen preparéiert, déi d'Autonomie vun de Studente méi gefërdert hätten an trotzdeem net méi kascht hätten, wéi den deemolege Gesetzesprojet. Dir kennt also eis Virstellungen.

Erlaabt mer awer, Här President, elo nach eng Kéier kuerz op d'Bemierkung vun de Moien anzegoen.

Éischtens wëll ech zum Här Berger senger Bemierkung, datt näischt gemaach ginn ass, datt mer laang Zäit gehat hätten, fir eppes ze maachen, soen, datt mer d'lescht Joer déi kuerz Zäit am Juni, Enn Juni ass d'Urteel erauskomm, datt mer du scho reagiert haten an datt mer am Conseil de Gouvernement scho konkret Iddien haten, wat mer hätte kënnen maachen. Mä eisen deemolege Koalitionspartner wollt net, datt mer esou kuerzfristeg eppes géife maachen.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

(Interruptions diverses)

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Zweetens hu mer dëst Joer, an dat muss ech wierklech soen, well dat huet mech rose gemaach, an ech ginn net séier rosen,...

(Interruptions diverses)

...hu mer x-mol nogefrot, fir kënnen iwwert d'Studentebourssen ze schwätzen an der Commission. X-mol ass den Datum entweder verreckelt ginn oder en ass erëm ofgesot ginn. Den Här Berger sot schlussendlech, et wier net Usus, iwwer e Projet de loi ze schwätzen, ouni datt den Avis vum Conseil d'État do wär. Well ech vläicht nach net esou laang bei der Politik sinn, hunn ech gesot, dat wier mer zimlech wurscht, ob dat Usus wär oder net Usus wär, et wär dréngend a mir missten driwwer schwätzen.

► **Une voix**.- Très bien!

(Interruption)

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Mir hunn dunn eréischt driwwer geschwat. Zwou Wochen u sech hate mer dunn Zäit, an dunn hu mer och herno eis Amendementen hei an der Chamber déposiert.

Sou, ech wier och frou, wa mer relativ séier eng Evaluatioun vun deem neie System an eng detailléiert Analys vum System kéinte kréien. D'Chamber huet heizou eng Motioun gestëmmt, déi den Här Adam déposiert hat.

Gespuert soll awer elo nach eemol bei de Studente ginn. An zwar soll all Unerkennung vun engem Diplom oder engem Schouljoer payant ginn. Da sinn ech u sech och schonns beim zweeten Deel vu mengem Beräich, der Educatioun, ukomm, well bei deser Unerkennung sinn dës zwee Ministère beträff.

De Projet de loi vum Budget gesäit vir, datt all Homologatioun oder Aschreiw vum engem Héichschouldiplom an de Régistre des titres 125 Euro géif kaschten; datt all Unerkennung vun engem eenzelne Schouljoer, Septième, Huitième, Neuvième, Dixième an esou weider oder e Premièresexamen oder eng Berufsausbildung, géif 75 Euro kaschten. Datt fir d'Beruf am Santéberäich, Educateursberäich, Meeschterprüfungen, BTSen et och géif 75 Euro kaschten. Datt, wann awer substanzuell Ennerscheeder am Programm géife bestoen, een da misst ee Stage maachen oder eng Épreuve d'aptitude an datt déi géif 300 Euro kaschten. A wann dann och nach en Droit d'exercer verlaangt ass, géif dat 75 Euro kaschten.

Ech fänken emol bei deem leschte Punkt un. Dës Prozedur vun Unerkennung bestinn am Moment schonns. Ech sinn awer dovunner iwwerzeegt, datt se sécher verbesserungsfähig sinn an datt se misste méi transparent organiséiert ginn. Ech ginn lech e Beispill, fir dëst ze verdäitelen.

Dëst Joer am Fréjoer huet een Här aus Rumänien mech ugeschwat. Hie wunnt schonn eng Zäitchen hei zu Lëtzebuerg, en ass mat enger Lëtzeburger Fra bestuet an en huet a Rumänien e Bachelor gemaach gehat an der Kinésithérapie. Hie wollt also och hei zu Lëtzebuerg schaffen, vu datt en hei wunnt.

Hien ass du bei de Ministère gaangen. Hie krut vum Ministère de l'Éducation nationale gesot, et géife substanzuell Ennerscheeder bestoen an de Programmer an dofir misst en entweder ee Stage maachen oder eng Épreuve d'aptitude. Hien huet no enger Stageplaz gesicht. Dat ass awer zimlech schwierig. En huet och keng fonnt. En huet also dunn eng Épreuve d'aptitude gemaach. En huet déi awer net gepackt an dat wahrscheinlech méi aus Sproochegrënn, wéi aus fachleche Grënn.

Elo huet dee Mann awer Angscht, déi Épreuve d'aptitude nach eemol ze maachen, well dann ass en op eemol écartéiert an da kann e sécher ni méi hei zu Lëtzebuerg schaffen. Elo huet e sech iwwerluecht, wann en da géif ee Master maachen an der Kinésithérapie, ob dann déi substanzuell Ennerscheeder, déi elo bestinn, ob déi da fort wieren. An e wollt awer, ier en dee Master géif ufänken, am Virfeld Bescheid kréien. Bis elo konnt nach keen him do eng Äntwert ginn!

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass u sech net normal. Ech denken, wann de Mann herno säi Master gemaach huet, da baséiert sech d'Äntwert, ob den Diplome unerkannt gëtt oder net, jo och op déi bestehend Programmer. Also misst dat och am Virfeld méiglech sinn. Ech mengen awer net, datt do iergendee schlechte Wëlle bei iergendengem Beamte war, mä datt d'Prozedur misst nogekuckt an adaptéiert ginn.

Dat ass nëmmen ee Beispill. Leider awer net dat eenzeg. Ähnlech Beispiller oder Problemer bestinn zum Beispill bei Studenten, déi an Däitschland Logopädie oder Orthophonist léieren. Déi hu Problemer, fir hei eventuell en Droit d'exercer ze kréien.

Well dës Prozedur elo och nach am Fall vu grësseren Differenzen am Léierprogramm 300 Euro kaschte wäert, wëll ech am Numm vun der CSV och zu deemem Sujet eng Motioun déposieren, wou mir zu deser virgeschloener Spuermoosnam am Kader vun der Reconnaissance des diplômes d'Regierung invitéieren, den aktuelle System ze evaluéieren, Verbesserungen am Sënn vun der Transparenz an der Simplification administrative virzeschoen an déi noutwendeg Adaptatiounen ze maachen. Wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant que pour un certain nombre de professions (par exemple les professions de la santé, éducateurs,...) les autorités compétentes peuvent demander aux candidats de passer une épreuve d'aptitude ou d'effectuer un stage d'adaptation au cas où il existerait des différences substantielles entre la formation acquise dans le pays d'origine et celle exigée au Grand-Duché du Luxembourg;

- constatant que parmi ces professions figurent des professions du secteur de la santé;

- constatant que pour le domaine de la santé, le Luxembourg accuse d'ores et déjà un manque en personnel qualifié;

- constatant que, selon le rapport d'activité 2013 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, 1.245 demandes pour une reconnaissance d'équivalence ou une assimilation à un diplôme ont été prononcées dans le secteur d'activité «santé et soins»;

- considérant que la reconnaissance engendre le droit d'exercer au Luxembourg pour certaines professions;

invite le Gouvernement

- à évaluer la procédure de la reconnaissance des diplômes et de l'octroi du droit d'exercer;

- à aboutir, par la suite, à des propositions concrètes d'amélioration;

- à engager, le cas échéant, les démarches nécessaires pour modifier la procédure de la reconnaissance des diplômes et de l'octroi du droit d'exercer en ce sens qu'elles permettent une meilleure transparence et une simplification des procédures administratives.

(s.) Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Da kommen ech zum allgemenge Prinzip, datt all Unerkennung vun engem Diplom oder Schouljoer elo muss payant sinn. Prinzipiell fanne mer et als CSV schued, datt d'Diplome innerhalb vun der EU nach ëmmer net kënnen automatesch

unerkannt ginn. De Bologna-Prinzip schéngt nach net un de Schlussziler ukomm ze sinn.

Mä mir verstinn awer och, datt dës Unerkennung vun engem Service gemaach ginn, dee vill Stonne schaffe muss, fir dëst ze maachen, an datt d'Administratioun Sue kascht. A wann eis Nopeschlänner dës Homologatiounen, dës Reconnaissancé payant maachen, datt dann an Zäiten, wou misst gespuert ginn - ech wëll hei just nach eemol soen, de Stat spuert hei näischt, just de Bierger gëtt eppes méi aus -, dës Iwwerleung vläicht net esou falsch ass.

Op där anerer Säit dierf een d'Spezifisitéit vun eise Land awer net vergëssen. Eist Land, eis Économie, mä awer och dat kulturell a soziaalt Zesummeliewen, eis Ouverture zu der Welt am Grand-Duché ass sécherlech deelweis drop zréckzeféieren, datt esou vill vun eise Studenten an d'Ausland studéiere gaange sinn an nach ëmmer ginn. Dat mécht den Image de marque vun eise Land aus, an ech mengen, déi aktuell Regierung hält och dodrunner fest, well schliisslech d'Bourse de mobilité agefouert ginn ass, fir eis Studenten ze encouragéieren, fir an d'Ausland ze goen.

An zweetens: Eist Land, eis Économie brauch ganz vill Leit mat Héichschoulofloss, an et ass eng Realitéit, datt ganz vill Studiegäng net hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn.

Dofir versti mir als CSV net, wa mer scho kéinte mat deem Prinzip vun den Taxen averstane sinn, datt en Héichschouldiplom, wann en deen unerkennt, wou mer den Héichschouldiplom hei zu Lëtzebuerg brauchen, wou mer eis Studenten encouragéieren, dat ze maachen, datt dee méi deier soll sinn, wéi eng Huitième, eng Neuvième, eng Dixième. Dat ass an eisen Ae weder gerecht nach kohärent, a mir wiere frou, wann dat kéint alles no ënnen ugepasst ginn, datt alles géif deeslewechten Tarif kaschten. Ech weess, domadder spuert een net ganz vill, mä ech géif awer mengen, dat wär sécherlech méi kohärent.

Sou. An der Éducation nationale ginn et weiderhin eng Partie vu Spuermesuren, déi ganz grouss Fragezeichen opwerfen. Ech gi just op eenzelner an.

D'Mesure 118 „tâche de l'enseignant“: De Premierminister, den Här Bettel, sot a senger Deklaratioun zum Budget, ech zitieren: „Am Enseignement secondaire ginn an Zukunft nëmmen nach déi Stonnen ausbezult, déi och reell prestéiert ginn, an am Fondamental garantéiere mer duerch manner administrativen Opwand a manner Concertatiounen méi Präsenz vun den Enseignanté virun hire Klassen.“

Fir d'Alleréisch wëll ech soen, datt esou eng Ausso, déi den Här Bettel gemaach huet, absolut demotivéierend fir d'Enseignanten ass. Als Politiker muss ee wëssen, datt Enseignant sinn net nëmme Schoulhalen heescht, mä datt vill aner Stonnen, Aarbechten, Concertatiounen an esou weider dozou gehéieren. A wann een esou eng Ausso mécht, da brauch ee sech net ze wonnen, wann eng deementspriedend Äntwert kënn, nämlech: Da prestéiere mer awer och nach just déi Stonnen, déi tatsächlech bezult ginn! Awer wat geschitt da mat all deenen Aktivitéiten, wat net direkt Schoulhalen ass, wat awer d'Liewen an eise Lycéeën ausmécht?

D'Politik, d'Regierung muss oppassen, fir net déi motivéiert Enseignanten ze demotivéieren, andeems datt si den Image vum Enseignant bewosst schiedeg. Ech wëll warnen dovur, datt mer an eng ähnlech Situatioun komme wéi an Däitschland. Wat d'Unerkennung vum Berufsstand vun den Enseignanten ugeet, läit Däitschland laut „Spiegel Online“ am Verglach vun 20 Länner op der Plaz Nummer 16. D'Konsequenz: Si hunn e grouse Mangel un Enseignanten.

Mir brauchen awer gutt Enseignanten, mir brauche motivéiert Enseignanten, an de Beruf muss attraktiv bleiwen. An do ass den Image ee vun den Haaptfacturen.

Ech hoffen also just, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg net och, an dat mat Hëllef vun der Regierung, an dës Richtung bewegen. Well hei geet et ëm d'Zukunft vun eiser Jugend an deemno och ëm d'Zukunft vun eiser Wirtschaft a vun eise Land. An hei geet et och drëm, datt jiddweree gutt Startchancen huet, wéi mer dat de Mëtteg scho méi dacks héieren hunn.

Dës Ausso, Dir Dammen an Dir Hären, hat awer net nëmme bei eis Staunen a vill Froen opgeworf, mä och bei de Betreffene selwer, well dëst war am Virfeld mat hinnen net ofgeschwat respektiv diskutéiert ginn. Den Här Minister Meisch huet eis an der Commission erkläert, datt d'Berechnung vun deser Spuermeasure géif op der Grondiddi baséieren, fir d'Altersdéchargen ze reduzéieren, datt hien awer do keen Accord fonnt hätt an datt elo Mesuré kéime mat zimlech équivalenten Économien.

Fir 2015 géif dat heeschen, datt ee Coefficient réducteur géif fir d'Enseignanté vun den

Ofschlossexamen agefouert ginn, well dës jo net géife bis zum Schluss vum Schouljoer op deene Klasse Schoul halen. Eng konkret Berechnung mat konkreten Zuele krute mer awer hei net.

Als neie Kompromiss, krute mer du vum Här Minister Meisch gesot, géifen d'Kopien elo méi deier bezuelt ginn an och d'Preparatioun vum Oralexamen géif während dem Joer bezuelt ginn. Och hei hu mer keng konkret Zuelen, wéi een do op d'Spuermesure kéim.

Elo awer héiere mer, datt d'Majoritéit vun den Enseignanten an Examenskommissionen demissionéiert hunn. Den Accord schéngt also nach net fonnt gewiescht ze sinn. Mir haten heizou och eng Fro un d'Regierung gestallt, wou mer d'Urgence évoquéiert hunn. Och wa mer kënnen akzeptéieren, datt den Här President de Caractère urgent refuséiert huet, esou ass et trotzdeem aktuell an et betrëfft direkt d'Spuermesure 118.

Laut eise Medien ass och de Moien nach keng Eenegung fonnt gi mat den Enseignantsgewerkschaften. Et geet elo bei de Conciliateur, a mir riskéieren, datt ee vun de Leidtragenden eis Schüler sinn.

Tatsaach ass, datt am Budget mat dëser Mesure sollen am Joer 2015 700.000 Euro agespuert ginn, 2016 2,4 Milliounen an 2017 3,5 Milliounen. Dat sinn am Moment just eidel Zuelen. Et stécht absolut kee Konzept hei hannendrun. Et ass am Moment just een zimlecht Gewull.

Wat soll sech elo konkret un der Tâche vum Enseignant änneren? Dës Fro bleift opstoen. Wat ännert sech am Fondamental? Déi fënnf Minutten méi pro Stonn fir eenzel Schoulstoune kënnen dës Erspueris net ausmaachen. Manner Concertatioun, huet den Här Bettel gesot. Ass dat sénnvoll, bei där grousser Villfalt vu Schüler?

Dës Concertatioun wär elo, laut Minister Meisch, manner néideg, well een obligatoreschen Appui soll agefouert ginn. Ass dat esou? Mir deelen dës Meenung net. Wat bréngt een Appui, wou erëm déi ganz Klass derbäi ass? Eiser Meenung no pädagogesch ganz fragwürdeg. Firwat soll deen Appui fir jiddwereen obligatoresch sinn?

Den Här Meisch huet mer d'Obligatoresch un sech bestätegt op eng Question parlementaire hin. Mä firwat soll et fir jiddwereen obligatoresch sinn? Familljen, déi hir Kanner kënnen um véier Auer ofhuelen, firwat sollen déi se ne kënnen um véier Auer ofhuelen? Kanner, déi keen Appui brauchen, firwat mussen déi méi laang an der Schoul bleiwen? Also erëm eng Kéier d'Fro: Wou ass d'Konzept? Vill Froen, keng Antworten.

Dir Dammen an Dir Hären, wann Dir moies opstitt an an der Nuecht gedreemt hutt, Dir géift lech e Luxusauto kafen, a wann Der da moies erwächt an decidéiert, Der géift dat awer net maachen, hutt Der dann an Ären Ae gespuert? A mengen Aen net, well da wier et relativ einfach, ze spueren, wann ech 365-mol am Joer een deieren Dram gehat hätt.

(Hilarité)

An den Ae vun der Regierung awer dach, sou wéi ech dat kann un der Spuermesure 121 verdäitlechen. D'Mesure 121 „réduction des normes de qualification dans le cadre de l'accueil socio-éducatif“. Well d'Regierung ee Moment dru geduecht hat, fir d'Mindestunzuel vu qualifizéiertem Personal beim Accueil socio-éducatif ze erhéien a well se dat, wat se ugeduecht hat, fir eventuell ze maachen, elo awer net mécht, gétt an den Ae vun der Regierung pro Joer téschent 1,2 an 1,1 Millioun Euro gespuert! Eng komesch Spuermesure!

Eng aner Spuermesure ass, laut Minister Meisch, einfach iertümlecherweis hei eragerutscht! Dat ass d'Mesure 123, wou et ëm d'Fleegfamillje geet.

Do, wou awer extrem vill gespuert gétt ab 2016, dat ass bei der Participatioun vum Stat bei de Käschte vun der Formation continue vun de Betriber. Wann hei sécherlech eng Partie Spuermesurë méiglech sinn, wëlle mer als CSV hei awer nach eemol drop hiweisen, datt an eisen Aen d'Formation continue absolut noutwendeg ass an de Betriber an datt muss opgepasst ginn, datt dës weiderhin och an deene klengen a mëttlere Betriber muss méiglech sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Educatioun si ganz genau acht Spuermesurë virgesinn. Ausser der Aféierung vun den Taxen ass awer net vill Konkretes derbäi. Eng ass iertümlecherweis eragerutscht, et bleiwen der also nach siwen. Eng ass eng, ech nenne se elo emol esou, eng „Luxusauto“-Spuermesure, da bleiwen der a mengen Aen nach sechs. Vill sinn der eidel Zuelen, vill sinn der emol net chiffriert a villes ass Gewull. A bei esou enge Loftblösemesuren, et deet mer leed, do kann ee keng Amendementer maachen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu mengem drëtten Punkt, der Landwirtschaft.

(Coups de cloche de la présidence)

Hei wëll ech... Här President, erlaabt mer just eng Kéier ze soen, datt ech de Moien d'Interventioun vum Här Graas u sech eng komesch Interventioun fonnt hunn, wou et iwwert de Budget sollt goen, wou et dann op eemol iwwert d'Sprézmittelgesetz gaangen ass. Ech kéint och elo ee Plädoyer halen, firwat datt ech mengen, datt d'Bauern onzefridde sinn. Ech wäert dat awer hei net maachen, well ech denken, et geet hei ëm de Budget!

Als CSV begrësse mer dem Här Minister Etgen seng Ausso an der Kommissionssetzung vum 12. November, datt mam Bau vun der neier Akerbauschoul géif 2016 ugefaange ginn. Well awer op där anerer Säit de groussen Deel vum Budget eréischt fir 2018 a méi spéit am Plurianuel virgesinn ass, fuerdere mer d'Regierung op, datt si, fir datt de Bau och kann 2016 ufänken, déi néideg Moyenen dann och zum richtigen Zäitpunkt am Budget virgesäit.

Fir d'Landwirtschaft sinn insgesamt 21 Spuermesurë virgesinn. Och wann déi gesamt Zomm, déi hei agespuert gétt, am ganze Pak vum Statsbudget net vill ausmécht, esou riskéieren dës Mesuren, déi zum Deel aus neien Taxe bestinn, déi zum Deel aus engem Ewechfale vun indirekte Bähëllef bestinn, dach de Landwirtschaftssektor zimlech staark ze treffen.

Dës ganze Pak vu Mesuren ass dann och nach zousätzlech dacks esou ontransparent formuléiert, datt een och mat vill Fantasie net onbedéngt weess, wat derhannertstécht! Et ass och vläicht bewosst esou gemaach, fir datt een ëmmer kann dat derhannertstiechen, wat een dann herno eng Kéier wëllt!

Déi gréisste Spuermesur ass demem Pak ass d'Mesure 212. Si heescht „révision du régime des aides d'État“. Dat ka villes sinn - op deen éischte Bléck an op deen zweeten och nach. Mä den Här Minister Etgen sot eis, datt et sech hei géif ëm d'Ofschafung vun der sougenannter „Stroumbähëllef“ handelen. Den Här Graas huet dat de Moien och scho prezisiéiert.

Och nach eng Kéier als Erënnerung: Dës Stroumbähëllef ass ausbezuelt ginn, well d'Bauern Terrainen zur Verfügung gestallt hunn, fir d'Stroummasten an esou weider opzeiichten. Dës Prinzip gétt et net nëmme hei zu Lëtzebuerg. Och a Frankräich gétt et eng „indemnisation pour le passage de lignes électriques“. Ech wëll gäre wëssen, wann dës Bähëllef net méi ka bestoe bleiwen, esou wéi den Här Minister Etgen dat seet, ob d'Regierung iwwer eng aner Aart vun Entscheedung nodenkt.

D'Propos, déi den Här Etgen gemaach huet, fir en contrepartie den Undeel, deen de Stat iwwerhëlt bei der Assurance multirisque, ze erhéien, ka keng Léisung sinn. D'Stroumbähëllef trifft virun allem d'Veibauern an d'Assurance multirisque trifft virun allem d'Akerbaueren. A wann dann d'Veibauern gäre wëllt méi dovunner profitéieren, da misste se sech iwwerleeën, fir nach iergendwellech Assurancen ze maachen, da wier awer wahrscheinlech deen, deen am meeschte géif profitéieren, eis Assurancégesellschaften!

An zousätzlech wëll ech och nach bemierken, datt dës Erhéijung net am Budget virgesinn ass. An deem Zesammenhang déposéieren ech nach eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir eng alternativ Entscheedungsméiglechkeet fir d'Zurverfügungstellung vun den Terraine virzeschloen. Wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

Motion 8

(Volet Agriculture)

La Chambre des Députés,

- considérant que la mesure de redressement des comptes publics n°212 «Révision du régime des aides d'État» concerne le secteur de l'agriculture, de la viticulture et de la sylviculture;

- constatant que cette mesure concerne la suppression du tarif agricole, à savoir une sorte d'indemnité due aux propriétaires et aux exploitants agricoles en raison des pertes de sols et des servitudes imposées pour l'implantation des lignes électriques aériennes ou souterraines;

- constatant que cette suppression frappe directement les exploitations agricoles et constitue partant une perte de revenu pour les concernés;

- constatant que le Ministre de l'Agriculture a proposé de compenser ces pertes en augmentant au maximum la participation de l'État aux primes de la «Mehrfahrenversicherung» (de 50% à 66%), l'assurance agricole multirisque visant à couvrir le producteur de pertes de revenus suite à des événements néfastes extérieurs (épidémies, intempéries...);

- considérant que les exploitations agricoles qui profitent du tarif agricole ne sont pas nécessaire-

ment celles qui profitent de cette assurance multirisque;

invite le Gouvernement

- à faire des propositions pour compenser le préjudice résultant de l'implantation de lignes électriques sur les terrains agricoles, viticoles ou sylvicoles.

s.) Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ofschléissend wëll ech nach op d'Spuermesure 219 agoen. D'Mesure 219, „réorganisation de la promotion pour les produits agricoles“, huet eis direkt stutzeg gemaach. Et dierf op kee Fall bei der Promotioun vun eise regionale Produkter, a scho guer net am Liewensmittelberäich, am Wäibauerberäich, am Gaardebauerberäich, agespuert ginn!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Den Här Minister Etgen sot eis awer dunn, datt dës Mesure eigentlech net dierft esou heeschen, also net dierft „réorganisation de la promotion pour les produits agricoles“ heeschen, mä se mist heeschen: „réorganisation des mesures pour la promotion et le développement de l'agriculture biologique et de la certification des semences“.

Ech erënnere just drun, et ass eng Spuermesure! An den éischten Deel vum Saz heescht „réorganisation des mesures pour la promotion et le développement de l'agriculture biologique“. Soll elo un der Promotioun vun der Biolandwirtschaft gespuert ginn? Esou kéint een dat zumindest verstoen. Ass awer wahrscheinlech net gemengt, huelen ech un.

Deen zweeten Deel vum Saz heescht: „et de la certification des semences“. Gétt dann d'Zertifizierung vum Saatgut esou vill méi deier, fir datt d'Promotioun vum Biolandbau ka gefërdert ginn? Beim beschte Wëllen, transparent a kloer ass eppes aneschters!

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun vun eise Baueren, Gäertner a Wënzer ass eescht. De Mëlchpräis - d'Mëlchproduktioun ass den Haapterwerbszweig vun eise Baueren - wäert d'nächst Joer staark falen! Den Ofsaz am Wäibau ass net einfach. Duerch d'Sanktiounen vun der EU géint Russland ass e wichtege Ofsazmaart fir d'europäesch Landwirtschaft zesummegebrach. Dee wäert sech definitiv och net komplett erhuelen. De Budget léisst vill Froen opstoen.

D'Onzefriddenheet vun de Baueren, Wënzer, Gäertner kënn net vun ongeféier! An ech hoffe wierklech, datt d'Regierung dëst seriö hëlt!

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madame Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter.

An, Léif Kolleegen, ech verstinn, dass heiansdo Saachen ze bespreche sinn, mä besser dann awer virun der Dier. Merci!

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Dir kënn och d'Nimm nennen.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Kaes?

(Hilarité)

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Ma, Här President, dann och vläicht d'Nimm nennen, wéi bei aneren och. Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, gitt mer se! Ech maachen dat ganz gär.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Ma, Dir hutt et selwer gesinn! Dir sëtzt gutt placéiert, fir dat ze gesinn!

► **Une voix.**- Den Här Meyers!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech war déi ganzen Zäit roueg, ech kann dat schwieren...

(Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech mengen, et léiert jiddweree bäi!

(Interruption)

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Wolter, Dir hutt d'Wuert ganz eleng. Dir hutt nach vill Zäit!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no de Wahle vum leschte Joer hat d'Majoritéit am Dezember 2013 de Besoin, sech vun der Vergaangenheet ze demarkéieren. Et ass net duergaangen, fir ze soen: „Mir hunn eng Majoritéit gebilt, mir wëlle verschidde Saachen

aneschters maachen, et ass net alles zu Lëtzebuerg schlecht gelaf, mä mir wëllen nei Akzenter setzen an enger Rei vu Politikfelder“, mä et ass eigentlech alles, wat virdu geschitt ass, a Fro gestallt ginn, jo, contestéiert ginn. „Et soll alles anescht, alles besser, alles méi transparent, alles am sozialen Dialog, d'Fënstere grouss op, de Mief eraus!“ : Dat war am Dezember 2013 de Slogan.

An dann dierft Der - jo, well ech e gutt Gedichtnes hunn! - lech no engem Joer net wonnere, dass Der dorunner gemooss gitt, nämlech un deem, wat Der lech selwer an Äre Calepin geschriwwen hutt! Ohne Not an Äre Calepin geschriwwen hutt!

A wann een no engem Joer kuckt, an et kuckt een dat net eleng aus der Siicht vun der CSV an duerch de Brëll vun der Partei, déi elo an der Oppositioun ass, mä et probéiert ee säi Bléck iwwert dat ze werfen, wat dann esou kommentéiert, diskutéiert an esou weider gétt, da stellt ee fest, dass ee laang muss zréckkucken, op jidde Fall méi laang wéi ech Politik maachen, fir eng Regierung, eng Majoritéit an der Chamber ze fannen, déi an esou kuerzer Zäit esou vill Zoustëmmung verluer huet, an dat op alle Pläng a vun alle Säiten!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat huet den Hollande emol net fäerdegruecht!

(Hilarité)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Souguer de Budgetsrapporteur, deem ech d'ailleurs fir seng Aarbecht - an der laanger Léicht vun all deenejeinegen, déi em Merci soen, an och als ee vun de Virgänger, scho laang hier, fir seng Aarbecht ze maachen -, Merci soen, huet an ongewéinlech däitleche Wieder eng ganz Rei Saachen, déi an de leschte Jore geschitt sinn, kritiséiert, an zwar souwuel op der Form wéi och um Fong.

Här Fayot, Dir hutt, et ass mer opgefall, all Kéiers, wann Der dat Wuert „Kritik an de Mond geholl hutt, méi lues geschwat. Mä mir hunn et awer héieren! Mir hunn et héieren, déi sechs, siwen, acht Plazen an Ärem Rapport, wou Der ganz kloer kritesch Wieder gesot hutt.

An ech fanne gutt, dass Der kritesch Wieder gesot hutt, well Dir sidd net deen eenzegen an deen éischte Budgetsrapporteur, dee kritesch Wieder gesot huet. Mä wann ech d'Debatt vun deene leschten zwee Deeg kucken an ech kucken, dass all Kéiers, wann ee vun der CSV iergendeppes seet, wat an d'Géigend geet vun deem, wat aner Leit, aus anere Parteien - den Här Krieps kéint ech elo zitieren, deen de Mëtte geschwat huet -, an déiselwech Richtung geet, ass et net gutt! Dann ass et net gutt! Wann et vun enger LSAP kënn, ass et tipptopp. Wann et vun engem DP-Politiker kënn, ass et tipptopp. A wann et vun der CSV kënn, dann ass et dat Allerlescht!

Dir hutt fir dës Budget, fir dës Spuerpak vum Statsrot, vun de Chambres professionnelles, an zwar vun alle Chambres professionnelles, vun der Banque centrale, an do muss ech dem Här Bodry soen, an enger wäitass méi däitlecher Form wéi an anere Joren a wesentlech méi an den Detail goend, vun der Cour des Comptes... Här Krieps, Dir kënn de Rapport vun der Cour des Comptes net gelies hunn, wéi Der virdrun hei Är Ausserung gemaach hutt, déi wär „zahnlos“. Liest den Avis vun der Cour des Comptes! Do stinn eng ganz Rei vu fundamentale Kriticken un der Aart a Weis an um Inhalt vun der Regierung dran!

Vun de Gewerkschaften, an zwar vun hinnen all, ob vum privaten oder vum éffentleche Sektour; vum Patronat, an zwar op allen Niveauen a vun alle Beruffszweiger; vum Syvicol; vun der Horesca et j'en passe. A besonnesch, an dat mierkt een, wann een dobaussen zirkuléiert, vu ganz ville Leit! Vu ganz ville Leit, déi zum Deel Hoffnungen haten an dat, wat Der d'lescht Joer annonciéiert hutt, an déi a ganz ville Fäll enttäuscht sinn, ganz staark enttäuscht si vun deem éischte Joer Gambia!

An nach eppes wëll ech lassginn, well mer jo elo an dat zweet Joer kommen, an da muss een iergendwann eng Kéier ufänken duerchzestarten: Ech ginn d'Impressioun net lass säit engem Joer, wéi wann dës Regierung, dës Majoritéit manner fir d'Land, mä méi géint d'CSV géif regéieren!

Ech kann d'Unzuel, d'Unzuel...

(Brouhaha général)

...d'Unzuel vu Kommentaren net méi héieren, vun Tëscheriff net méi héieren, wou alles, och haut nach...! Den Här Krieps huet missen d'Educatiounspolitik vu viru 25 Joer beméien, fir eng Kritik lasszeginn un der CSV! Haalt einfach domadder op! Regéiert an Zukunft fir

d'Zukunft vun Ärem Land! Dir sidd elo e Joer do. Dir hat e Joer Zäit,...

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...fir lech an d'Dossieren anzuschaffen! Dir hutt nach véier Joer Zäit, fir Politik ze maachen! Macht Är Politik an haalt op, haalt op, permanent ze menge bei allem, wat schifleeft - an et ass vill schifge-laf! -, deen eenzege Bouc émissaire wär d'CSV an dat, wat déi lescht 35 Joer oder wéi och ëmmer, 50 Joer - 100 Joer, huet den Här Krieps gesot! - an dësem Land geschitt ass!

(Hilarité)

Well et geet eisem Land net schlecht, Dir Dammen an Dir Hären, et geet eisem Land net schlecht! Et geet eisem Land nach vill besser wéi villen anere Länner! An och dat ass d'Konsequenz vun enger vursichtiger Politik, déi gemaach ginn ass an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg!

An ech wëll dat,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...Dir Dammen an Dir Hären, an zéng Kapitele wëll ech dat opdeelen. Dat éischt Kapitel ass d'Finanz- a Steierpolitik.

„Et gi keng Taxen agefouert. Et gi keng Steieren erhéicht,“ sot de Statsminister virum Land, op dëser Plaz, am Dezember vum leschte Joer, „...ier net dat lescht Spuerpotenzial ausgelot ass.“ „Spueren, spueren, spueren! A mir fänke bei eis un!“, war den Tenor vu senger Ried, déi en d'lescht Joer gehalten huet!

Wonnert Dir lech, wann een esou untrëtt an et kuckt een, wat Der no engem Joer hei presentéiert, dass d'Leit onzefridde sinn? Dass d'Leit sech Froe stellen, wat dat Ganzt soll? Wann ee gesäit, dass et e Pak ass, deen Der hei proposéiert, deen zu 75% aus Erhéijunge vu Steieren an nëmmen zu 25% aus Diminutioune respektiv aus Spuermoosname besteet!

Et hat kee gesot, dass d'Majoritéit dat misst anonciéieren! Et huet kee verlaangt gehat, dass de Statsminister op dës Plaz géif kommen an e géif soen, et géif eréischte ugefaange ginn, d'Steieren an d'Luucht ze setzen, d'Taxen an d'Luucht ze setzen, Redevancen an d'Luucht ze setzen, wann dat allerlescht Spuerpotenzial ausgefouert ginn wär.

Haut, ee Joer drop, ass d'Realitéit exakt de Contraire vun deem, wat virum engem Joer vum Statsminister gesot a vun der DP am Wahlkampf proposéiert a virgeschloe ginn ass!

An et hat, Dir Dammen an Dir Hären, och keen der DP, der LSAP an deene Grénge virum deene leschte Wale geflüstert, si misste sech géint eng Erhéijung vun der TVA ausschwätzen! Et ass eng Partei heibannen, déi virum de Wahlen de Leit d'Wourecht gesot huet op deem dote Punkt, andeem mer gesot hunn, dass, compte tenu vun der Situatioun, an där mer dra sinn, vun der wirtschaftlecher, ekonomescher a budgetärer Situatioun, mer net laanscht eng Erhéijung vun der TVA - net laanscht eng Erhéijung vun der TVA - wäerte kommen.

Déi aner dräi Parteien hu virum de Wale gesot, si géifen et net maachen. Knapps ware se an der Majoritéit, ass et decidéiert ginn!

(Brouhaha et interruptions diverses)

Ech wollt lech soen, Här Bodry, dass en Accord wéi deen, deen Dir elo hei gefouert hutt, deen Dir duergesat hutt, deen Dir - wat och ëmmer - an Ärer Majoritéit, mat dräi Véirels Erhéijungen an engem Véirel Reduktioun vun den Dépense vum Spueren, mat der CSV net méiglech gewiescht wier!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat ass da mat der CSV méiglech gewiescht?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - An ech sinn och ëmmer erstaunt, Här Bodry... Ech kommen drop, maacht lech keng Gedanken!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Bis elo ass nach nëischt komm.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, jo. Oh, dat ass net wouer! Dat ass net wouer! Dann hutt Der awer net nogelauschtert!

(Brouhaha général)

Dann hutt Der awer net nogelauschtert, Här Bodry!

(Interruptions diverses)

Ech sinn, Här President, ëmmer erëm...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...ëmmer erëm...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, den Här Wolter huet d'Wuert! **(Interruptions diverses)**

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...ëmmer erëm erstaunt, wann ech déi Panoplie vu Riedner gesinn hei zu menger Lénks, déi hei jo opgetruede sinn déi lescht zwee Deeg an esou maachen, wéi wann d'Statsfinanzen dëser Deeg zu Lëtzebuerg fir déi alleréischte Kéier entdeckt gi wieren. Et mag sinn, dass Verschiddener vun lech se fir d'alleréischte Kéier entdeckt hunn!

(Hilarité)

Mä gleeft mer et, mir hunn an der Vergaangenheet schonn ëfters hei heftegst Diskussiounen iwwert d'Statsfinanzen, déi zukünfteg Statsfinanze gehat. An déi Leit, déi méi laang derbäi sinn - déi Leit, déi méi laang derbäi sinn! -, déi wëssen, dass et net fir d'Éischt an och net fir d'Lescht an der Geschicht vun dësem Land wäert sinn, dass muss ëmverdeelt, ëmgetässelt, redistribuéiert a gespuert ginn!

Et besteet keen Zweifel drun, dass mer müssen, fir eise Budget an den Équiliber ze bréngen, de Wee vun Aspuernisser goen. Dat war der CSV bewosst, an d'CSV huet e Wahlprogramm gemaach, wou se kloer an däitlech de Leit gesot huet, dass et an déi Richtung géif goen.

Elo ze maachen,...

(Interruption)

Elo ze maachen, Här Bodry, wéi wann dat déi alleréischte Kéier wier...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här Folter!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här Folter!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mëtt den 90er Joren, kann ech mech erënneren... Jo, et ass e bëssen...

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech weess net, ob Der deen Tëscheruff elo do héieren hutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Wann ech gelift!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech heeschen „Bodry“ an net „Bodry“!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Oh Mamm!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Soss sidd Dir den Här Folter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Entschëllegt, Här Bodry.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Ech hunn lech elo 50 Joer „Bodry“ genannt! Ech nennen lech vu muer u „Bodry“. Kee Problem! Entschëllegt! Ech war wierklech der Meinung, dass Der „Bodry“ géift heeschen.

(Interruption par M. Alex Bodry)

Neen, wierklech!

► **Une voix.** - Wou si mer dann hei?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech soen dat wierklech!

(Interruption)

Ech war wierklech der Meinung, dass De de „Lex Bodry“ wiers. Sou, vu muer u bass De de „Lex Bodry“ fir mech!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Gutt!

Mir hu scho Mëtt den 90er Joren hei an der Chamber, Mëtt den 90er Joren hu mer hei iwwer Restrukturatioune geschwat. Iwwer Ëmverdeelung hu mer geschwat. Mir hunn 2000, no der Bulle informatique, eng hefteg Debatt gehat iwwert d'Zukunft vun eisem Land. Mir hunn 2001 eng Steierreform gemaach zu Lëtzebuerg, an zwar eng Steierreform, déi mer gemaach hunn, nodeem mer eis mat eisem Koalitionspartner zwee Joer dohinergesat hunn an eis Gedanken gemaach hunn, a wat fir eng Richtung dass et sollt goen, wat d'Zukunft vun dësem Land wär, wou d'Perspektive kéinte leien. Wou mer Steierreduktioune gemaach hunn op enger ganzer Rei Saachen. Wou mer Méibelaaschtunge gemaach hunn op anere Saachen.

Mä firwat? Well mer eis gesot hunn, dass mer duergesat huet d'Gewësse Secteuren nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg kéinte kréien, nei Aktivitéite kéinten op Lëtzebuerg bréngen, déi eis doduerch méi Steiere géife bréngen, fir de Wuelstand vun eise Leit ze verbesseren.

An déi Rechnung, Dir Dammen an Dir Hären - an Dir kënt honnertmol soen, et wär de Contraire! -, déi ass opgaangen! Well tëschent

2001 an 2010, 2011, 2012, nach haut ass Lëtzebuerg gewuess, si méi Steieren erakomm! All Joer kommen am Budget méi Steieren eran! Dat ass vursichteg Politik, déi mer deemools 2001, 2002 gemaach hunn, wou mer eng laangfristeg Perspektiv gesat hunn a wou mer net no sechs Méint alles anonciéiert hunn, d'Halschent nees zrëckgezunn hunn, fir dann ze anonciéieren, dass een dräi Joer drop eng Steierreform géif maachen, ëm déi et geet!

Dir hutt, Dir Dammen an Dir Hären, hei eng Steierreform gemaach, eng Steierreform virum der Steierreform, an zwar eng Steierreform mat quasi exklusiven Erhéijunge vun de Steieren! Mir kënnen lech dofir nëmme félicitéieren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Schon 2001, 2002 ass iwwer Fonds d'investissement gschwät ginn. Och hei gétt esou gemaach, dat wär elo dee leschte Cri. «Le dernier cri de Paris.» Neen!

(Hilarité)

D'Fonds d'investissement waren Ufank den 2000er Jore Sujet an eiser Politik! Mä awer net, fir Investissementer ze maachen a gewëssen Aktivitéiten, mä fir Investissementer ze maachen a Betriber, fir Aktien ze kafen, wat aner Länner gemaach hunn, fir op e Wee ze goen, dass ee sech géif opstellen, dass een eng Diversifikatioun géif maachen, dass een als Stat géif de Pouvoir kréien. Déi sinn hei diskutéiert ginn. Déi Meinung huet sech awer net duergesat!

Déi war net duergesetzt! Déi war weder an der CSV duergesetzt nach an der LSAP duergesetzt, an och net mat der DP war se duergesetzt, well et ëmmer d'klassem Politik vun dëser Regierung war, vun alle Regierungen, vun dëser, vun där viregter, vun där viregter a vun där nach viregter, dass d'Surplus, déi géifen erwirtschaft ginn, dass déi an eis Fonds d'investissement géife goen, dass mer an d'Fonds d'investissement d'Plus-valué géife stiechen.

Ech ka mech erënneren un Diskussiounen hei mam Kolleeg Gibéryen virum zéng, zwielef Joer, do hu mer net driwwer diskutéiert, fir d'Defiziter ze verdeelen! Do hu mer driwwer diskutéiert, wéi mer kéinten d'Plus-valué verdeelen! A mir hu se an d'Fong gestach!

An ech hunn iergende Minister dëser Deeg héiere soen, mir wäeren, wat d'Réseauen ubelaangt, de Kabel, den Internet, d'Nummer eent an Europa. Ha, Här Gramegna, waart Dir et? Ech weess et net méi.

(Interruption)

Wann Dir et waart, da soen ech lech, dass dat esou ass opgrond vum Fait, dass mer déi Suen, déi mer méi erwirtschaft hunn, net ausginn hunn a Sozialleeschungen, mä dass mer se gezielt agesat hunn an enger ganzer Rei Domänen, an zwar mam Accord vun eisem jeeweilege Koalitionspartner, fir ze kucken, dëst Land fit, modern a flott ze maache fir d'Zukunft.

An ech muss lech soen: Ech schumme mech dofir net! Net! An dee Gadget, deen Der elo do maacht, fir elo an engem Moment, wou mer Schold hunn, e Fong ze maachen, e Fonds souverain ze maachen, deen Der speist mat Scholden! Also ganz éierlech - ganz éierlech! -: Wéi kommt Der op esou e Gedanken, fir esou eppes ze maachen?

(Interruption)

Jo, Dir äntwert mer! Ech freeë mech drop, wann Der mer äntwert. Dir finanzéiert e Fonds souverain mat Scholden. An et ass net een am Land, net een, deen lech kommentéiert. Net ech eleng (veuillez lire: Net ech eleng fannen et net gutt). Ech kéint elo erfroen, da kommen der eng Dosen hei, déi dat eng gutt Iddi fannen. Ech hunn nach kee fonnt ausser lech - Dir sidd deen Allereenzegen, Här Gramegna, an natierlech Är Majoritéit -, deen dat dote gutt fént.

(Interruption par M. Pierre Gramegna)

A wat ech nach net verstinn: An engem Moment virum zwou Wochen ass op eemol déi Info komm, vun enger Sekonn esou op déi aner, et géifen 90 Milliounen vu Bréssel kommen. Elo kucke mer emol, ob se kommen! A mir kucken, ob se kommen, a mer kucken, ob mer se müssen zrëckginn. Mä dat ass eng aner Debatt.

Firwat, Här Gramegna, sidd Der net higaangen an Dir hutt du weinstens Är Argumentatioun geännert an Dir hutt gesot: Ma mer huelen déi do 90 Milliounen an déi setze mer an dee Fonds souverain, fir d'Zukunft, fir déi nächst zwee Joer ze finanzéieren. Dass Der weinstens e gespeist hätt mat Suen, wat Der jo ëmmer eis virgeworf hutt, dass Der e gespeist hätt mat Suen, déi net erëmkommen, déi net rekurrent sinn.

A wat hutt Der gemaach? Wat huet de Statsminister gemaach? En huet se an d'Trésorerie ge-

holl an en huet se schonn nees ausginn. En huet se ausginn iwwer en Accord, wou genau dat geschitt, wat Der de viregte Regierungen nämlech reprochéiert hutt: dass eemoleg Rentreeën duergesat permanent Ausgaben ersat ginn.

Wann Der also sot, Dir géift eng aner Politik bedriewen, gleeft mer et: Op deem heite Punkt bedriefft Der keng aner Politik wéi déi, déi vu viregte Regierung gemaach ginn ass!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mir sinn, wann een, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Geschicht kuckt, 2008 an eng weltwäit Kris komm. An och hei hunn ech d'Impressioun, ech weess net, ob et ass, well et Leit sinn, déi deemools net hei souzen, déi nach net an der Politik waren, déi sech net fir Politik interesséiert hunn, déi sech net fir Statsfinanzen interesséiert hunn! Mir haten duerno Debatten, no 2008, hei am Parlament. An ech wollt emol eng Kéier rappeléieren, dass mir eng Unanimitéit haten hei! D'CSV, d'DP an d'LSAP waren unanime der Meinung, dass mer géifen 2008, 2009 an 2010 eng sougenannten „antizyklisch Politik maachen.

Ech nennen et rene Keynes. Ech hunn et och virum dräi oder véier Joer, ech hu mer d'Méi net gemaach wéi den Här Krieps, fir ze kucken, wéini ech et hei gesot hunn, wat fir een Datum, mä ech hu virum dräi oder véier Joer gesot: Et ass rene Keynes, wat mer maachen. Et ass nämlech de Versuch, iwwer héich Investissementer an iwwer Kafkraaft, déi een de Leit am Portmonni léisst, derfir ze suergen, dass, wann eng Kris net ze laang dauert, fir ze kucken, dass een déi iwwerbréckt, en attendant dass nei Revenue kommen.

Mä mir haten, Dir Dammen an Dir Hären, 2008 an 2009, an et war unanime - unanime! -, et kann een net maachen, elo am Joer 2013, wéi wann een domadder näischt ze di gehat hätt! Domat hat Der eppes ze dinn. Dir hutt lech engagéiert dozou hei! Mir hu gesot, mir maachen 2011 déi sougenannten „mid-term review“. Do ass gesot ginn: Da kucke mer an der Halschent vun der Legislatur, ob déi Saachen dann do elo komm sinn, déi mer gemengt hunn. Hu mer eis do erkrift?

An dunn, wéi mer gesinn hunn 2011, dass et net eng Kris wär wéi déi, déi mer fréier haten, déi sech ëmmer no zwee, dräi Joer resorbéiert hunn, mä dass mer an eng Kris géife kommen, déi héchstwahrscheinlech laang Jore géif undauern, hu mer als Majoritéit - an ech sinn erstaunt, dass d'LSAP sech net méi kann dorun erënneren! - fir de Budget 2011 e ganze Spuerpak hei an der Chamber net nëmme proposéiert, mä och gestëmmt!

An dee Spuerpak vum Budget 2011, deen hat 748 Milliounen! Dovu waren 268 Milliounen Augmentations de recettes, dat si 36%, an de Rescht, dat ware manner Investissementer a Reduktioun vun den Dépenses. An, wéi mer gesinn hunn, dass et net besser géif ginn 2013, hu mer jo nach eng Kéier nogebessert!

Ech sinn erstaunt, wierklech erstaunt, ech si quasi erschüttert, dass an der Majoritéit kee sech kann drun erënneren, dass an der Chamber fir de Budget 2013 en zweete Spuerpak fir 932 Milliounen derbäikomm ass, wat also den Effort, deen déi viregt Koalitioun, an do wëll ech ausdrécklech d'LSAP mat an d'Boot huelen, well mir hunn dat jo zesumme gemaach, contrairement zu deem, wat ech all Kéiers d'Impressioun hunn, wann ech den Här Bodry iwwer fréier Zäiten héiere schwätzen...

(Brouhaha)

Mir hunn... Ma et ware laang Diskussiounen! An dat ass och gutt esou, dat ass och gutt esou, dass laang diskutéiert gëtt, an et ass och gutt esou, dass, wann zwou Parteien verschidde Meinungen hunn, se sech beieneetzen a kucken, dass se zu enger Aktioun kommen an herno och zu engem Zil kommen, wat se kënnen verdeedegen. A mir hunn dat zesumme verdeedegt. Dat war e Gesamteffort vun 1.680.000.000.

Ech muss lech soen, do ass Äre Spuerpak, oder wéi Der en nennt, ech nennen e jo „Bezuelpak“, Äre Pak, dat ass Pipifax géint dat, wat an der viregter Koalitioun de Lëtzeburger ofverlaangt ginn ass!

An ech fannen et richtig, ech stinn dozou, wat mer 2008 gemaach hunn. Ech stinn dozou, wat mer 2011 gemaach hunn, well ech mengen, dass mer zesumme mat eisem Koalitionspartner alles richtig gemaach hunn.

An et kënt nach en Element derbäi! Et kënt nach en Element, Här Gramegna derbäi! Jo, Dir waart deemools nach net derbäi. Dofir wëll ech lech dat rappeléieren, dass mir och en Accord hei an der Chamber haten iwwert déi dräi Parteien ewech, dass d'Schold vum Lëtzeburger Stat op 30% kéint uweessen. Well mer no Anallys, no Debatt gesot hunn, dass mer awer och als klengt Land eis misste friem finanzéieren, fir

kennen Investissementen zu machen, wa mer géif gesinn, dass sech d'Situatioun net géif definitiv verbesseren.

Net Ophuele vu Schold, fir d'Sozialausgaben ze bezuelen, mä Ophuele vu Schold, fir Investissementen zu machen, déi noutwendeg wäer fir d'Zukunft vum Land. Unanimitéit! Déi dräi Parteien waren domat d'accord an der Debatt 2009, dass mer bis op 30% géife goen. Elo si mer op 25%. Elo si mer op 25%, an et gëtt esou gemaach, wéi wann d'CSV eleng derfir responsabel wier!

Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd allegueren, respektiv déi, déi virun lech sëtzen, fir déi, déi eréischt ee Joer derbäi sinn, allegueren mat responsabel! Well et ware Leit an Äre Parteien, déi och am Joer 2008, 2009, 2010 an 2011 un d'Zukunft vum Land geduecht hunn, fir d'Zukunft gehandelt hunn. An ech muss der DP e grouse Respekt soe fir dat, wat se deemools gemaach huet, dass se d'accord war an engem Moment, wou et méi einfach gewiescht wier, et anescht zu machen, gesot huet: Op deenen doten zwee wesentleche Punkten, déi keynesianesch Politik an d'Schuldenpolitik, si mer mat der Regierung d'accord. Do zéie mer un engem Strang, fir an déi Richtung ze goen.

Fir elo heihinnerzekommen an ze maachen, wéi wann dat alles net geschitt wier, wéi wann dat net wier, ech muss lech wierklech soen: Et léisst een zum Deel sproochlos!

Här Fayot, Dir hutt an engem Interview, nodeems Der Budgetsrapporteur gi sidd, gesot, mat lech als Rapporteur géif de Budget net esou an d'Chamber kommen, wéi en déposiert gi wier. Dir hat recht! Dir hat recht. Et war awer net duerch déi aktiv Mathëlef vun der Chamber, dass dat geschitt ass, dass de Budget elo net esou gestëmmt gëtt, wéi en ass, mä en ass...

(Interruption)

Dach! Ech hunn den Interview souguer doheem! E war am „Quotidien“. Ech hunn e gëschter Owend nach eng Kéier gekuckt.

Wien huet dann am Joer 2013 hei d'Regierung gedoen, hire Spuerpak, dee bei 700 an ech weess net Milliounen war, op 932 Milliounen ze erhéien, nodeem mer an der Finanzkommission gesot hunn: Mir mussen doriwier diskutieren, mir erfüllen eis Ziler net? Wann also elo gesot gëtt, vun der CSV wär ni, et wäeren ëmmer nëmmen d'Suen zur Fënster erausgehait ginn. Et war d'CSV-Fraktioun an et war Gott sei Dank de Lucien Lux bei der LSAP, dee matgemaach huet, déi 2013 an der Majoritéit, aus der Majoritéit eraus zur Regierung gesot huet: „Dee Spuer-effort, deen Der hei maacht, dee geet net duer. Dee musst Der nach eng Kéier ëm 250 Milliounen erhéien.“

An da kommen ech zu deem, wat den Här Bodry, wat e virun elo schon zwee-, dräimol esou an engem Tëscheruff an den Diskussiounen gesot huet. Här Bodry, ech sinn net deen, ech ënnerstellen lech dat net, mä et war awer iergendeen, dee Pabeieren zirkuléiere léisst lénks a riets.

Well ech zu deene gehéieren, dass, wann een an eng Regierung ass an et sëtzt een zu zwee Partner oder zu dräi Partner do a mir fänken u mat diskutieren, an et seet een zu deenen zwou Parteien: „Maacht emol eng Lëscht vu Saachen, wou Der der Meinung sidd, dass ee kann driwwer diskutieren.“, an et kënnt een dräi Joer duerno dann dohinner an da seet een: „Hei ass de Pak vun deem aneren, wat de virun dräi Joer proposiert huet.“, ouni dass ee säin eegene Pak op den Dësch leet an ouni dass een d'Diskussiounen relatéiert, déi da stattfonnt hunn tëschtent véier, sechs, acht Leit - do waart Dir derbäi an ech war och derbäi an deenen doten Diskussiounen -, dann ass et onfair. Et ass am héchste Grad onfair, wann een esou eppes mécht a wann een esou eppes zouléisst!

An da kann ech lech soen, iwwer wat dass mer diskutiert hunn. Mir hunn iwwer d'Repartitioun vun de Chargen diskutiert. An d'Zil vun der CSV war et a bleift et bis haut, dass mer no der Drëttelsléisung géife fueren: en Drëttel spueren, en Drëttel bei den Investissementen an en Drëttel bei den Augmentatiounen (veuillez lire: bei den Augmentatiounen vun de Recetten).

An d'LSAP wollt d'Steieren erhéien! D'LSAP wollt an der Diskussioun, wat logesch ass, aus der Vue vun der LSAP schéngt dat mer dat Logeschst vun der Welt ze sinn, dass, wann zwee Partner mateneen diskutieren, deen een eng Meinung huet an deen aneren eng Meinung huet; Dir wollt d'Steieren erhéien. An dofir hu mer keen Accord op allem fonnt.

Dir hutt lech, Här Bodry, mat der CSV 2011 an 2013 net duerchgesat. Ech félicitieren lech awer, dass Der lech elo mat der DP duerchgesat hutt! Well Dir hutt lech duerchgesat an deem Spuerpak, deen elo kënnt: 75% Augmentatiounen vun de Steieren a vun de Redevancen a 25% Reduktioun vun den Dépensen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e sozialisteschen, dat ass e sozialisteschen, dat ass e pure sozialistesche Pak, dee mer hei an der Chamber diskutieren!

(Interruptions diverses)

An d'DP, déi mécht dat mat! D'DP, déi virun de Wahlen gesot huet: Mir maachen alles, fir dass keng Augmentatiounen kommen! Mir mussen alles maachen! Mir mussen spueren, mir mussen hei, mir mussen do! Déi Demokratesch Partei huet sech hei vun der LSAP total iwwert den Dësch zéie gelooss an engem Mooss, wéi ech et net fir méiglech gehalen hätt, dass dat an der Politik zu Lëtzebuerg...

(Interruption)

...méiglech wier!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, den Här Wolter brauch keen Echo, Här Reding.

(Hilarité)

An ech wär och ganz frou, wann den Här Wolter, wéi jiddwereen, sech un d'Chamber géif adressieren.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, ech géif der Chamber da wëlle soen, dass ech zu mengem zweete Punkt géif kommen: dem Budget vun der neier Generatioun.

Well an der Rubrik vun „Mir maachen alles anescht“ ass jo en neie Finanzminister komm. An dee Finanzminister huet och de Besoin gehat, sech ze demarkieren, ganz staark ze demarkieren par rapport zu deem, wat säi Virgänger gemaach huet. Esou huet en eis, e war knapps do, Här Gramagna, hutt Der eis e Budget vun der neier Generatioun versprach. En „Budget vun der neier Generatioun“, dat ass extrem hochtrabend, schon eleng als Titel: en „Budget vun der neier Generatioun“!

Dir hutt insgesamt 500 Artikelen gestrach. Bei 25 Punkten op enger Säit hutt Der 20 Säiten aus dem Budget gestrach. De Budget ass nach ëmmer genausou grouss wéi virun, e gesäit d'selwecht aus. Dat Eenzeg, wat Der gemaach hutt, dat ass, dass Der dat gemaach hutt, wat den Här Frieden och gemaach hätt, wann e Finanzminister bliwwer wier. Hien hätt nämlech de Pluriannuel derbäigeluecht. En hätt gekuckt, dass dat Ganzt an eng Laangzäitperspektiv kënnt, well dat eng europäesch Richtlinn ass, déi mer mussen ëmsetzen.

Dir hutt eis e Budget vun der neier Generatioun virgeluecht an Dir hutt no engem Joer... Mä Dir hutt jo nach d'Chance, lech ze verbesseren! Zurzäit sidd Der bei 500 Artikelen, déi Der gemaach hutt.

An dunn hutt Der geduecht, dëst Joer misst Der nach e Coup dropsetzen. Du sidd Der mam „paperless“ Budget komm! Ech gesinn lech nach mam Stick virun der Dier, heibanne sidd Der mam Stick komm. Dir hutt gesot: „Et ass eriwuer mam Pabeier. Et ass definitiv eriwuer, et ass en neit Zäitalter, wat mat dem Budget ugeet.“

(Interruption)

An Dir hutt gesot, menger Erënnung no, Dir hätt domadder 3.000 Euro gespuert u Fotokopien, déi do net ze maache wieren.

Dir hutt eng Woch drop, ouni dass Der eis dat awer gesot hutt dee Moment, wou Der gesot hat, Dir hätt 3.000 Euro gespuert, hutt Der eis eng Woch drop op eng Question parlementaire vu Kolleegen aus menger Partei misse soen, dass Der 30.000 Euro ausginn hutt, fir e Beroder ze bezuelen, fir lech déi Geschicht do an d'Mise en page ze kréien!

An ech sinn een, ech weess net, ob ech deen Eenzege sinn, ech weess net, ob nach aner Kolleeg sech déi Méi gemaach hunn, wéi Der dat hei anonciert hutt, sinn ech heemgaangen, sinn ech mech op de Computer sëtze gaangen an dunn hunn ech déi Internetsäit probiert opzemaachen, wou Der dann dee Budget vun der neier Generatioun virgeschloen hutt.

Ech kann lech Folgendes soen: Entweder ech hätt e risege Brëll gebraucht oder en Écran vun engem Meter, well Äre Budget vun der neier Generatioun war um Internet net ze liesen!

Dat huet d'Chamber dann dunn dozou bruecht, fir 600 Exemplaren - sinn ech do richtig, Här President? -, 300, wat och ëmmer, fir déi hutt Der op jidde Fall dunn d'Fotokopiermaschinn ugemach.

(Interruption)

Jo! Dir hutt d'Fotokopiermaschinn ugedréckt, Dir hutt d'Fotokopiermaschinn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, mir hu se net ugedréckt. Mir hu gefrot, dass d'Regierung eis se undréckt.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ah, maja, dat ass eng nei Informatioun.

(Hilarité et interruptions)

Dat ass eng nei Informatioun. Dat heescht, d'Regierung huet dunn awer d'Rotationsmaschinn ugedréckt. Amplaz et direkt ze maachen, huet se d'Rotationsmaschinn ugemach.

Drëtte Punkt dozou: d'Brësseler Regel. Den Här „Bodry“... Et ass elo schued, dass en eraus ass! Bodry, pardon!

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech sinn hei.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ah! Et ass schued, well mir hu gëschter jo déi Brësseler Regel nei definéiert. D'Brësseler Regel, déi seet: „à budget constant“, wann alles esou weidergeet, da kann een, wann een dann eppes net mécht, wat een dann do, à Budget constant, da kann een dat dann ofschreiwen.

Ech wëll lech soen, ech hunn x-mol hei op der Tribün mech dergéint gewiert, och géint déi viregt Regierung, well ech ëmmer gesot hunn, dat sinn Täschpillertricken, fir ze soen: Mir géifen à budget constant weidergoen, esou vill Prozent, esou vill Prozent, a mir maachen dat net, also hu mer wonnerbar gespuert.

Soudass ech net emol an de Verdacht ka kommen, dass ee mer ka soen, dass ech hei géif eppes soen, wat ech dat lescht Joer an dat viregt Joer an déi Jore virun nach net gesot hunn.

Mä dass mer entre-temps Budgetartikelen definéiere par rapport zu de Wënsch vun de Ministèren! Ma, Dir Dammen an Dir Hären, jiddwereen vun eis ka Finanzminister ginn! Du sees zu deene Ministèren: Gitt mer 25% méi Demandes de crédit eran! Du hëls hinnen der 20 ewech, du gëss hinnen der fënnef, all Mensch ass zefriden, an du kënns an d'Chamber a sees: „Ech hunn 20% gespuert!“

Wann dat déi nei Politik ass, an dat ass déi nei Politik manifestement! Dir hutt an enger gazer Rei vun Ären Artikelen am Budget, an Ärem Zukunftspak hutt Der d'Brësseler Regel, déi nei Brësseler Regel ugewannt. An d'Madame Hansen huet lech jo virun nach e Beispill aus engem Secteur gesot, wou Der d'Spill nach méi op d'Spëtz gedriwwen hutt.

Dann ee leschte Punkt zu deem Kapitel. Ech si wierklech jo laang genuch derbäi, mä dass eng Regierung fënnef Deeg, fënnef Deeg, nodeems se en Accord mat Gewerkschaften getraff huet iwwer Milliounen Euro - well de Pak ass jo, „psssch“ ass et jo du gaange freides owes -, dënschdes moies an der Finanzkommission net à même ass, de Montant ze chiffréieren, dee se do mat de Gewerkschaften ausgehandelt huet, ech muss soen, dat ass et nach net ginn!

(Interruption)

Ech hu scho viles erlieft, ech hu scho viles erlieft, mä dass een, Här Finanzminister, dënschdes, fënnef Deeg nom Accord, der Finanzkommission vun der Chamber net ka soen, wat ee geännert huet a wat de Montant dovunner ass, dat ass du jamais-vu!

An ech kommen dofir zu mengem drëtte Punkt an dat ass de Pluriannuel. Ech wëll lech soen, Här Minister, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech wollt lech froen, dem Här Minister ze soen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, sot mer!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...dass ech Äre Pluriannuel unzweifelen. Ech si fest dervun iwwerzeugt, dass Äre Pluriannuel kenger seriöser Analys an deenen nächsten zwee oder dräi Joer wäert kënnen Rechnung droen. Ech wäert en halen, well mir wäerten an zwee, dräi Joer iwwer Äre Pluriannuel ze diskutieren kréien!

Wann een 0,5% Kontributioun, déi jo elo 80 Milliounen sinn, wa meng Informatiounen richtig sinn, als Recette bucht a keen Euro bucht fir dat, wat ee vum Joer 2016 un am Pluriannuel fir Kannerbetrieng an aner Saache wëllt ausginn, majo, da kann ech mech net wonneren, dass mäi Budget opgeet! Wann ech d'Recetten op där enger Säit buchen an d'Dépensen op där anerer Säit net buchen, ma da geet mäi Budget tiptopp op!

A wann Der, Här Minister, ech kommen an engem separate Kapitel dorop nach zréck, 50 Milliounen de Gemengen ewechhuel, 50 Milliounen de Gemengen ewechhuel als Supplément, dann hutt Der Äre Budget wonnerbar sanéiert. Äre Statsbudget! SEC 2010: null, „nada“, näischt, keen Euro! Well dat, wat Der de Gemengen ewechhuel, wat Der also lech elo dohinner setzt als eppes, wat Der wonnerbar gespuert hätt, dat gëtt an der SEC 2010-Versioun net ugerechent, well d'Gemengen, de Stat an d'Sécurité sociale an enger gesamteenheetlecher Dénge gemaach ginn.

Et ass also Bluff am héchste Mooss, deen Der do maacht! Dir sot, Dir géift spueren, an en fin de compte schiebt Der déi Dépense an en aneren Departement eriwuer a maacht do dann d'Rechnung méi schwéier fir déi, déi an deem Beräich vun eisem Land musse schaffen.

Och op der Recettësäit gleewen ech Äre Chiffren net. Net fir ee Soul Wësst Der, wat ech d'Impressioun hunn? Dass Der fir 2016 bis 2018 d'Chiffren esou dragesat hutt, dass Är Geschicht géif opgoen.

Wéi kënnt Dir haut vun 3,5 bis 4% Wuesstum ausgoe fir d'Joren 2016 bis 2018? Ech gesinn déi net! Ech gesi se net, well d'Entwécklung net an eiser Faveur ass! Ech gesi se net, well d'wirtschaftlech Diversifikatioun net esou séier virugeet, wéi mer dat gären hätten. Ech gesinn et net, well mer amgaange sinn, total ënnert Drock ze kommen an Europa op enger ganzer Rei vu Punkten, duerch déi mer massiv Suen, also Augmentatiounen vu PIBen, an de leschte Jore kritt hunn.

Dir baséiert Äre Pluriannuel op Augmentatiounen no bei 4%, dat sinn déi beschten Zäiten, déi mer zu Lëtzebuerg haten! An den 90er an an den 2000er Joren hate mer esou Wuesstumspréngung vu 4 a 5%. Baséiert Der vu '16 un...

(Interruption)

Vu '16 un... Jo, bis 9% hate mer Wuesstumspréngung...

(Interruptions)

Mä Dir baséiert et op e Chiffer, deen ech formell contestéieren. A mir wäerten an zwee, dräi Joer d'Geleehheet kréien, fir doriwuer ze diskutieren.

Mä véiert Kapitel, dat ass dann d'Geschicht vun den 0,5. D'Geschicht vun den 0,5% oder: Wéi gëtt eng Steuer zur Abgab? Wéi gëtt eng Abgab zur Kontributioun? A wéi gëtt eng Kontributioun nees zur Steuer? Et ass déi unendliche Wandlung vun eppes, wat ech de Leit aus der Täscher wëll zéien, ouni dass ech hinnen en attendant eng Contrepartie derfir ginn.

Dir hutt, Här Gramagna, Här President, ech wollt, dass Der dem Här Gramagna géift soen, dass en zesumme mam Minister Meisch an der Ministesch Cahen wochelaang duerch d'Land gelaf ass, fir ze soen, et wär keng Steuer! Et wär eng Abgab. Et wär keng Steuer! A si hunn lech et all ofgeholl an der Majoritéit! Alleguer, sans exception hu se gesot an der Majoritéit: Dat ass esou!

Den Här Fayot, also Fayot senior, Ben Fayot, ganz gudder Politiker - ganz gudder Politiker! -, huet an engem bemierkenswäerten Artikel, an dat ass keng Dénge par rapport zu sengem Jong, et ass just eng Feststellung. Dee Mann war fënnef Joer Fraktiounspräsident vun der LSAP, wou ech Fraktiounspräsident war vun der CSV. Ech hu selte mat engem Politiker esou gutt geschafft wéi mam Här Fayot! Hien huet an engem bemierkenswäerten Artikel lech drop opmierksam gemaach, dass dat, wat Der do géift maachen, weder eng Kontributioun nach eng Abgab wier, mä dass et eng pur Steuer, dass et eng pur Steuer ass!

Och d'CSV, den Här Gilles Roth, huet dat gemaach, huet an enger Pressekonferenz lech drop opmierksam gemaach, dass et net géif d'Strooss halen, d'Analys vun der ganzer Geschicht. Mir si fir domm verkaaft ginn. Mir kennen näischt vun all deene Saachen.

Ech verstinn, dass d'Demokratesch Partei no all deene villscho gebrachene Wahlversprochen, déi se gemaach huet, dat hei net och nach wollt als eng Steuer deklarieren, well se jo virun de Wahlen gesot huet, d'Steiere géifen net an d'Luucht gesat ginn! An d'LSAP huet se gewäerde gelooss. D'LSAP huet deem gemitt-lech nogekuckt. Si huet gewaart, bis de Statsrot säin Avis géif ginn. Nom Avis vum Statsrot war näischt méi ze maachen, well et war keng Abgab an et war och keng Kontributioun. An dunn ass et zur Steuer ginn. Et ass also nach zu enger Verschlechterung eigentlech komm op der Steuerfront par rapport zu deem, wat mer virdru kann hunn.

Den 0,5 bréngt mech dann zum Bezuelpak. Och hei ass vun engem Zukunftspak geschwat ginn. Nom Budget vun der neier Generatioun, dem „paperless“ Budget, no der Brësseler Regel hu mer jo eppes gebraucht. Mir hunn eppes gebraucht, an dat war den Zukunftspak. Dir deelt meng Analys elo net. Mä ech maache se net eleng, ech maache se quasi mat alle Leit, déi lech an deene leschte Woche kommentéiert hunn!

Et ass keng politesch Reflexioun hannert deenen 256 Mesuren. Et ass keng Handschréift

hannendrun. Et ass net erkläert, et ass keng stëmmeg, et ass keng grëffeg Politik, déi Der maacht. Et ass e Sammelsurium vun 256 Mesuren, déi kee Bild erginn, wou d'Rees higeet. Et ass op jidde Fall net een Eenzege, ausser déi 32 Deputéierte selbstverständlech vun Ärer Majoritéit, deen ech bis elo héieren hunn a senge Kommentare soen, dass dat do eng Handschrëft dréit.

De Statsminister, nodeem e jo dräimol anoncéiert hat, e géif dem Land elo soen, a wat fir eng Richtung dass et géif goen, huet sech du fir den Oktober hei annoncéiert. An dunn huet e sech souguer nach virun den Här Gramagna gestallt. Den Här Gramagna huet dunn därfer den zweeten Dag dat maachen. Hien huet dat deen Dag virdu gemaach.

Ech muss soen, an ech net eleng: Ganz vill Leit si ganz hongreg heemgaangen, wéi se déi Ried héieren hunn, well se a kengem Moment vun der Ried matkritt hunn, wou d'Rees da soll higoen, wat da wierklech d'Vuen, d'Ziler wieren, déi sech déi Majoritéit géif setzen op steierpolitischen, op budgetspolitischen, op wirtschaftsentwicklungspolitischen Gebidder. Et war eng Opléschung, et war eng Opléschung vun deenen 256 Mesuren, ouni se an e Kader ze setzen.

Et ass anescht ginn. Et ass villes anescht ginn! Ech ka mech nach u Statsministere erënneren, déi hir Rieden allegueren ëmmer an e Kontext gesat hunn, wou se gesot hunn - et war een d'accord domat oder et war een net domadder d'accord -, mä déi Rieden an e Kontext gesat hunn, wou se gesot hunn: „Dat do ass dat, wat mer eis dobäi denken an dofir wëlle mer dohinner goen.“

Et gëtt elo gemunkelt - mir si jo net derbäi -, et wäeren der iwwer 500 gewiescht! Respekt! 500 Mesur vum 300 Euro bis ech weess net wouhin hutt Der fonnt am Budget, fir... An dat nennt Der dann en Zukunftspak!

Meng Virriedner hei aus der CSV hunn lech op ganz ville Gebidder gewisen, wat vun deenen 256 Mesuren eigentlech iwwreg bleift, wann ee se am Detail kuckt. Et sinn der, déi net chiffriert sinn. Et sinn der fir spéider. Et sinn der, déi si schonn zréckgezunn, ier se iwwerhaupt do sinn.

An ech wëll do ee Beispill soen. Ee Beispill, fir ze dokumentéieren, wéi, a mengen Aen, eigentlech deen Drang, fir sech virun d'Télee kënnen ze setzen, fir ze communiquéieren, an deser Regierung gefaasst ass.

Den Här Schneider huet op den Ondë vun RTL, ech menge souguer owes op der Televisioun, wann ech mech gutt kann erënneren, déi ganz grouss Annonce gemaach, dass an Zukunft d'Privatpromoteure misste bezuelen, wann d'Police bei hinnen am Asaz wier. En huet dat zu engem vun deenen Haaptakzenter am ganze Spuerpak gemaach. Well Dir hutt jo net déi 256 Mesuren opgeléicht, Dir hutt der zwou, dann nees dräi, Dir hutt der vläicht zéng, zéng sinn duergestallt ginn als dat, wat wierklech wichteg wier.

An dunn hutt Der ugefaangen, menger Meinung no, ze iwwerleeën. Well déi dote Propos, déi ass et schonn zu Zäite ginn, wéi deen hei nach an der Regierung war. Dat ass schonn e ganze Strapp an der Lëtzebuurger Politik hier. An et ass ëmmer gescheitert.

Wourunner ass et gescheitert? Et ass dorunner gescheitert, dass, wann een allegueren déi eraushël, déi den Här Schneider verteidegt, an allegueren déi eraushël, déi d'Madame Nagel ze verteidegen huet, an déi Organisatioune maachen, an déi, wa se dat dote musse bezuelen, hir Organisatioun net méi maachen, well déi da gesot hunn: „Ma mir kënnen se net méi maachen.“, an de Ressortminister, egal wien et war, egal vu wat fir enger Partei, dann ëmmer gesot huet: „Ma mir kënnen deenen dach awer elo net an d'Täsch gräifen!“

Et ass iwwreg bliwwen de Marathon, Nuetsmarathon, an et ass iwwreg bliwwen de Rock-A-Field, hunn ech héieren. Awer net fir dëst Joer. Dofir, dat gëtt da méi spéit gemaach.

Ech soen lech, dass Der et beim Marathon net maacht! Mir kucken an engem Joer, ob Der et beim Marathon fir 2016 maacht! Ech wetten, dass Der et net maacht, well de Marathon dann net méi wäert stattfannen! Wann déi reell Käsche vun der Polizei, déi duerch de Marathon entstinn, wann déi musse budgétiséiert gi fir d'Joer 2016, da wäert et kee Marathon ginn.

► **Une voix.** - Här President!

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Et ass also, Här President, e Bezuelpak, deen net kohärent ass...

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Däerf ech dem Här Wolter eng Fro stellen?

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Wann den Här Wolter do dermat d'accord ass.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Här Wolter,...

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Erlaabt mer just, de Saz fäerdeg ze maachen an deen...

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Et ass vläicht eng Präzisiounsfro, da braucht Der de Rescht vläicht net ze soen.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Gutt.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Meng Fro, Här Wolter, ass déi: Dir sidd jo sécher, dass Der de Schneider R. an net de Schneider E. mengt? Well déi Mesure, déi Der do ugeschwat hutt, fannt Der am Budget vum Här Étienne Schneider erëm.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Jo. Mä Dir sidd, wann ech richtig informéiert sinn, Sportsminister.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Ganz richtig!

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Voilà. Dofir hunn ech gesot, déi, déi Dir vertritt.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - A gären!

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Déi, déi Dir vertritt, nämlech...

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Jo.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - ...d'Sportsorganisatioune,...

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Jo, jo.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - ...déi wäerten lech e laangen „Hallo“ soen! D'Fussballfederatioun, déi wäert lech eng Geschicht erzielen, wann Der zu deene sot, si missten d'Poliziste bezuelen an Zukunft. An d'Fussballfederatioun vun de Suen hier zumindest kéint dat jo maachen, a si wäerten an lech, Här Schneider...

(**Interruption**)

...R., Här Schneider R., e Befürworter fannen derfir. Dir wäert als Sportsminister, well Der e gudder Sportsminister sidd, wäert Dir lech derfir asetzen, dass kenger Sportsfederatioun op deem dote Plang hei zu Lëtzebuerg eppes wäert geschéien.

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports.* - Här Wolter, dat wäert ech och maachen, well dat läit nämlech och an der Sinn vun der Mesure! Well d'Mesure ganz kloer vu kommerziellen Evenementer schwätzt. Also hu mer domat schonn eng ganz Rei vun deem ausgeklammert. Ech hunn dat scho ganz genau preziséiert.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Gutt.

Sechstens... Jo, mir kucken dat. Oh mei! Oh mei! Ech soen lech, déi Mesure stierft den Heldendoud! Si stierft den Heldendoud! Si ass d'nächst Joer net méi do. Net méi do. Gleeft mer et!

Logement, Logement!

► **Une voix.** - Ah.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - D'Madame Minister vum Logement hat no engem Mount déi Schëlleg fonnt.

► **Une voix.** - D'CSV!

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Neen, et war ausnahmsweis net d'CSV! Et waren d'Gemengen. D'Gemenge géifen hir Responsabilitéit am Logement net iwwerhuelen. Wat zu vehementer Opposition um Niveau vum Syvicol gefouert huet, well déi 105 Gemenge wuel der Meinung sinn, dass se hir Responsabilitéit iwwerhuelen.

A si huet du gesot, well se net aktiv genuch sinn - si huet et net esou ausgedréckt, ech soen dat -: „Da wäerte mer se elo emol bestrofen, an zwar wäerte mer hinnen d'Sue vum Pacte Logement strächen, zu engem Deel oder ganz. An da wäerte mer déi Suen aus dem Pacte Logement huelen an domadder maache mir dann intelligent Politik, nämlech Politik, déi vum Stat aus subventionéiert gëtt.“ D'Gemengen, also déi et net kënnen, kréien d'Suen ewechgeholl am Pacte Logement an d'Sue ginn an de Statsbudget eran, fir dass do eng besser Politik ka gemaach ginn, wéi se an de Gemenge gemaach ginn ass.

A fir dat dann ze verdäitlechen, hutt Der 27 Projeten opgezitt, an zwar am Plan sectoriel «Logement». 27 Projeten, wou Der gesot hutt:

„Ma do hu mer déi Terrainen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer kënnen dee ganz ambitiöse Programm, dee mer an deenen nächste Jore wëlle maachen, mat Dausende vu Wunnengen, déi mer wëlle bauen, dass mer dee kënnen maachen.“

Allerdéngs, Madame Minister, Här President, wollt ech der Madame Minister soen, dass se vergiess hat, mat de concernéierte Gemengen ze schwätzen doriwwer, ob déi dann och der Meinung wieren, dass hir Terrainen, déi do géifen dann elo bebaut ginn, an Zukunft direkt kéinte bebaut ginn.

Am Kapp vu jiddwerengem ass d'Beispill vu Keel. Dee Buergermeeschter, dee war ëfters op der Televisioun, wou e kloer an däitlech gemaach huet, an et ass kee vun der CSV, de Buergermeeschter vu Keel, wou e kloer an däitlech gemaach huet, dass dat op sengen Hektaren, déi do ausgewise wieren, guer net géif goen.

An du sinn d'Plan-sectorielle gestuerwen. Also net definitiv, ech hoffen op jidde Fall net definitiv, mä op jidde Fall elo emol temporaire si se fort. Domat sinn déi 27 Projeten och fort. An do sidd Der op 100,7 gaangen. Ech hunn et op 100,7 héieren. Do hutt Der gesot, wa mer bis Enn der Legislatur nach een oder zwee Projeten duerchkréien, dann hu mer gutt geschafft.

Ech annoncéieren der 27. Ech soen, d'Gemenge sinn net à même, Logement ze maachen. Ech déposéieren e Plan sectoriel. Ech schwätzen net mat de Gemengen an no engem Joer soen ech, wann ech een oder zwee Projeten duerchkréien, da sinn ech zefridden. Dat nennen ech eng kohärent Politik am Logement. Ech hoffen, dass et esou weider..., oder ech hoffen net, dass et esou weidergeet.

An da wier ech bei de Plans sectoriels. Hoh, dräi Fraktiounspräsidenten hu sech misste beméien, fir sonndes e Pressecommuniqué ze schreiwen. „Et war nach ni do.“, ass kommentéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, des Regierung ass schold ganz eleng fir de Schlamassel an der Prozedur vun de Plan-sectoriellen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.* - Also, Här Wolter, elo maacht lues. Neen, et kann ee villes soen...

(**Interruptions diverses**)

Liest den Avis vum Statsrot.

(**Interruptions**)

Liest den Avis vum Statsrot, an da wësst Der, wie schold ass.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Dobäi ënnerstellen ech der Regierung an deemem Punkt absolut keng schlecht Absichten, au contraire. Ech sinn der Meinung, dass an deem heiten Domän probéiert gëtt, d'Zukunft vum Land ze plangen. An d'Zukunft vum Land an der Landesplanung ze plangen, soen ech als fréiere Landesplanungsminister, ass e ganz stengege Wee, e ganz, ganz stengege Wee. Well et muss ee vill Réticencen iwwerwannen, fir Landesplanung ze maachen. Et ass een direkt an der Diskussioun iwwer: vun uewen erop, vun ënnen erop, top-down, bottom-up, „Dir huet eis Rechter eis ewech.“ an esou.

An duerfir ass et schued. Et ass a mengen Aen extrem schued, dass d'Regierung d'Plan-sectoriellen huet missen zréckzéien, well duerch d'Zréckzéien zumindest en Deel vun deem Ganze wäert verluer goen, wat aus gudden Absichte menger Meinung no an deenen nächsten zwee, dräi Joer op der Streck wäert bliwen.

Och do sinn all d'Bedenken an de Wand geblose ginn. „Mir hunn alles ënner Kontroll. Mir packen déi Prozedur.“, war den Unisono, den Tenor Mee, Juni, Juli. „Mir packen déi Prozedur. Mir hunn alles am Grëff. Mir hunn en Avis juridique, deen eis beweist, dass mer dat alles hunn.“ Et ass net vum Artikel 19 geschwat ginn. Et ass gesot ginn: „Mir hunn eng wunnerbar Prozedur a fir déi wäerte mer anrieden.“

An de Combel, de Combel, Här President, war fir mech den Optritt vun der Ministesch vum Logement, wou se op der Televisioun iwwer en Affekot, dee seng Aarbecht gemaach huet, an enger Aart a Weis déi lächerlech gemaach huet, wéi ech et selten erlieft hunn, dass e Politiker eng Privatpersoun lächerlech mécht. Dat eenzeg Argument, wat se fonnt huet, deemools, war ze soen: „Dee wëllt nei Clienten.“

Ech kann lech d'Avise vun deem Affekot bréngen. 85% vun deem, wat dee Mann geschriwwen huet an de Méint Juni, Juli, ass herno an der Argumentatioun zréckbehale bliwwen, fir dass d'Plan-sectoriellen zréckgezéie wieren. Et hätt ee besser gehat, amplaz sech léschteg ze maachen iwwer d'Leit, et hätt een d'Avise vun de Leit gelies an et hätt ee gekuckt, seng Prozedur an d'Rei ze kréien.

A mir selwer an 200 Zeien ass et d'selwecht esou gaangen. Well d'Regierung hat decidéiert, dass mer jo géifen, dass eng Informatiouns-, an dat fannen ech extrem gutt, ech kommen nach zum Schluss eng Kéier dorobber zréck -, d'Regierung hat decidéiert Informatiounsversammlungen ze maachen. Elo sinn ech als Buergermeeschter vu menger Gemeng op Belval gaangen. Do hunn ech eng ganz Rei Saachen do gesot, eng ganz Rei Saachen. Ech behaupten och do, 85% vun deem, wat ech do gesot hunn, ass herno an der Argumentatioun hänke bliwwen.

Den Här Gira, dat rechnen ech deem Mann extrem héich un, huet probéiert, ze argumentéieren. Den Här Gira huet argumentéiert, dat e gesot huet: „Duerch de Fait, dass mer e Règlement grand-ducal de 26. Juni geholl hunn, deen d'Prozedur vun de Plan-sectoriellen uleeft, si mer net an der eigentlecher Prozedur, a mir hunn en Avis juridique, dee seet, dass mer net an der Prozedur sinn.“

Et huet sech erausgestallt, dass déi Argumentatioun d'Strooss net hält. Mä en huet se éierlech gemengt. Hie war fest dovun iwwerzeegt, sinn ech haut dovun iwwerzeegt, dass hien dovun iwwerzeegt war, dass genuch Argumenter op hirer Säit wieren.

Déi waren awer net op hirer Säit. Den Här Gira an den Här Bausch hunn argumentéiert, den Här Kersch huet gepöbelt. Well hien huet och d'Wuert geholl - aneschters kann ech et net soen, 200 Zeien - an huet, ouni op iergendeng Fro ze äntwerten, alles eigentlech dohinnergestallt als Saachen, déi net derwärt wäeren, driwwer ze diskutéieren, wat net richtig wier. „Mir packen dat.“

Et huet mech immens getraff, well et waren 200 Leit am Sall an et ware Leit do vun der Regierung. Et sinn och Leit heibannen, déi do waren. Déi hu probéiert ze argumentéieren. Et si souguer Regierungsmemberen, déi hu sech Zäit geholl, zwee Stéck, fir mat de Südgemengen zusammenzekommen. Wat ech super fonnt hunn. Eeef Gemenge sinn am PRO-SUD. Dat ass e Syndikat, deen Der jo allegueren kennt entre-temps. Eeef Gemenge sinn am PRO-SUD. Zwee Ministeren, den Här Bausch an den Här Gira, huele sech e ganzen Owend Zäit, fir mat de Buergermeeschteren diskutéieren ze kommen.

Soll ech lech soen, wéi vill Buergermeeschteren do waren? Dräi. Soll ech lech soen, wéi vill Gemengen do ware vun eelef? Sechs.

Wann een, Dir Dammen an Dir Hären, Landesplanung wëllt maachen, wann een als Gemenge sech wëllt implizéieren an e Processus, dee leeft, an et sinn zwee Ministeren do, déi sech Zäit huelen, fir mat engem e ganzen Owend vun hallwer aacht bis bal Véirel op zéng ze diskutéieren, a vun eelef Gemenge kommen der fénnef iwwerhaupt net, a vun eelef Buergermeeschtere kommen der dräi net (veuillez lire: kommen der just dräi), da seet dat mir, obschonn ech elo zéng Joer net méi Landesplanungsminister sinn, wou den eigentleche Problem vum Stellwäert an der Landesplanung ass.

An ech soen lech nach e lescht Argument op deemem Punkt. Ech hunn lech et och geschriwwen am August. Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass Der, mat alle Problemer vum Artikel 19 - deen e reelle Problem ass, nodeem am Oktober 2013 d'Cour constitutionnelle en Avis gemaach huet, deen net berücksichtegt ginn ass an der Prozedur, dass Der en anere fundamentale Feeler gemaach hutt, Här President, dass d'Regierung en anere fundamentale Feeler gemaach huet, op deem se d'Prozedur verluer hat. Nämlech deen, dass se d'SUP-Prozedur an d'Plan-sectoriels-Prozedur am selwechte Moment op den Instanzeweie ginn huet. An am Gesetz iwwer d'Incidences des grandes... - wéi heescht dat Gesetz do? -, (veuillez lire: An am Gesetz vun 2008 iwwer d'Evaluatioun vun den Inzidenzen op grouss Investitiounsprojeten) do steet kloer an däitlech dran, dass d'Reklamatioune, d'Awänn an d'Déngue vun de Leit, d'Bemierkunge vun de Leit am Kader vun der SUP mussen an de Projet de plan sectoriel agebaut ginn.

Och do ass gesot ginn: „Mir hunn dat am Grëff, mir hunn e Projet de loi.“ Dir hutt e Projet de loi déposiert. E Projet de loi hutt Der deposiert am Juni, fir lech retroaktiv d'Méiglechkeet ze ginn als Majoritéit, fir déi Plan-sectoriellen, déi Der am Juni en violatioun vum Gesetz vun 2013 deposiert hutt, fir lech déi eigentlech guttheeschen ze loossen.

Och dee Projet de loi, vun deem schwätzt haut kee méi. Dat war an Ären Aen, an ech hunn d'Schrëftcourriere jo mat dem Ministère, dat war an den Ae vun der Regierung de Wee, fir de Problem ze léisen. Mä de Wee huet sech awer als falsch erweisen. En huet sech an alle Punkte quasi als falsch erweisen. An dofir ass et schued, et ass richtig schued, dass mer um Niveau vun de Plan-sectoriellen elo an enger Si-

tuatioun sinn, dass kee Mënsch weess, wéi laang dass dat doten elo, wäert daueren, bis mer dat doten nees vum Äis hunn. Zweek Joer, ee Joer? Zweek Joer, dräi Joer? Ech weess et net.

► **Une voix.** - Esou séier wéi méiglech.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Esou séier wéi méiglech, ech si mat lech eens.

An ech wäert an der Linn a menger Partei an iwwerall do, wou ech sinn, an deem, wat ech iwwer Joren, iwwer zwanzeg Joer an deem Land plädieren, menger Linn och do trei bleiwen an lech hëllefen, wann et drëm geet, fir d'Plan-sectoriellen an d'Realitéit ze kréien. Well d'Plan-sectorielle sinn net an allem perfekt, mä se sinn an hirer grousser Richtlinn d'Conditio sine qua non, fir dass viles, wat mer an der Politik aneschtens wëlle maachen um Niveau vum Logement, um Niveau vun der Wirtschaft, um Niveau vun der Aart a Weis, wéi mer wunnen, dass dat aneschtens ka sinn.

A wéi kéint ech et och aneschtens maachen als deen, deen als Minister 2002 den IVL hei virun der Chamber déposiert huet, wat eigentlech deen éischten Essai war, fir aus deem Gesetz, wat den Här Bodry 1999 nach op den Instanze-wee bruecht huet, fir do déi Substanz ze kréien: „Wunnen, schaffen, sech bewegen“, waren 2002 den Dëngen.

Wat si mer mam 750.000-Awunner-Stat deemools lächerlech gemaach ginn! All Prognose vum Wuesstum vum Lëtzebuerger Land, déi mer 2002 opgestallt hunn an deem IVL, sinn duerch e Multipel duerch de Plaffong gaangen. Eist Land huet sech wesentlech méi séier, méi rasant an doduerch och méi onkoordinéiert entwéckelt, wéi mir et gesot hunn a woufir mer massivst kritiséiert gi sinn, wat eis géif ugoen, fir esou Zuelen op den Dësch ze bréngen, dass mir der Meenung wieren, dass dat Land esou géif wuessen, Einwohnerzeenario, Pendlerzeenario, alles dat, wat mer deemools gemaach hunn.

Mir sinn, an dat ass net de Feeler vun der CSV, ob jidde Fall net eleng - wann et en ass, dann ass et e vun eis alleguer -, iwwerrannt gi vun enger Entwécklung, déi mer landesplaneresch net an de Grëff kréien. An déi Aart a Weis, wéi iwwer d'Plan-sectoriellen diskutéiert ginn ass an de leschte Méint, an déi Aart a Weis, wéi verschidde Leit sech implizéieren, seet mir, dass do och an Zukunft nach ganz vill Aarbecht muss gemaach ginn, bis mer op engem Punkt sinn, dass d'Landesplanung dee Stëllewäert huet, dee se verdéngt.

Ech kommen...

(**Interruption**)

Jo, gären. Ech kommen zur Kultur. Aacht Kapitel.

Ech muss soen, an ech soen dat a mengem perséinlechen Numm, Här President, der Madame Ministesch an der Regierung an der Majoritéit, ech kann absolut net novollzéien, a souguer wann ech deen allerbeschten Dëngen huelen, dass Der déi Expositioun iwwer den Éischte Weltkrich an där Form, wéi se geplangt war, net maacht. Fir e Mount oder zweek Méint, nodeem Der an der Regierung sidd, ze komme mam Argument, d'Argument ass jo dat gewiescht, fir ze soen, et stoung keng Suen am Budget fir 2014, ginn ech d'Impressioun net lass, dass et sech éischter ëm e Coup géint d'Madame Modert gehandelt huet an déi viereg Kulturministesch,...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...wéi dass et sech ëm eppes aneschtens gehandelt huet.

(**Interruption**)

Jo, ech sinn där Meenung, Madame Minister, an ech soen déi Meenung, well fir 250.000 Euro en Deel vun der Lëtzebuerger Geschicht falen ze loosser, op jidde Fall an där Aart a Weis, wéi se geplangt, wéi se virgulecht war, an déi gutt preparéiert ass vun der Uni, a wann et 500.000 Euro kascht hätt, mengen ech, dass mir alleguer an der Verflichtung gewiescht wieren, fir déi Expositioun ze maachen.

An ech kann lech just opfuere, ech hu keen Amendement dozou proposéiert. Ech kann lech just opfuere: Gitt nach eng Kéier an lech a maacht se! Well d'Ausstellung zu Käerjeng iwwer d'Gëlle Fra huet mer gewisen, déi iwwerregens och iwwer den Éischte Weltkrich gaangen ass an d'Konsequenzen dovun, bei 40.000 Visiteuren a bei der Aart a Weis, wéi d'Leit reagéiert hunn op eng Ausstellung, déi professionell gemaach ass, a vill vun lech ware se deemools kucke komm, wéi d'Leit reagéiert hunn, wat fir ee Besoin do besteet, wat fir ee Besoin besteet bei de Leit, déi net informéiert sinn, déi schlecht informéiert sinn iwwer den Éischte Weltkrich. Mir iwwerregens allegueren och, schlecht informéiert sinn, well den Éischte Weltkrich dee Moment, wou en hätt kënnen opgeschafft ginn, duerch den Zweeten iwwerrullt war. An doduerch ass et net gemaach ginn, well

den Zweete wesentlech méi schlëmm fir eist Land um Niveau vun der Dramatik war.

Mä eist Land huet Honger gelidden am Éischte Weltkrich. Honger gelidden. Während Jore war et. Et waren net vill Krichshandlungen do, mä Honger hu se gelidden. An en zweeten Deel vun der Expo, dee sech ëm d'Zaldote bekëmmert, notament déi Zaldote, déi a franséischer... déi am Fräiwëllegecorps gedéngt hunn, wier et och gutt, dass mer dat géifen opschaffen.

Gitt wann ech gelift an lech a presentéiert fir de Budget 2016 eng Linn vun 250.000 oder 300.000 oder 350.000 Euro, fir d'Ausstellung vum Éischte Weltkrich ze maachen! Ech garantéieren lech elo, dass Der d'Zoustëmmung vun der CSV wäert kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Ech ginn dem Statsminister et virun, Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech kommen dann zu de Gemengen - néngte Punkt -, well a mengen Aen d'Gemengen zweifelsohne haut zu deene ganz grousser Verléierer zielen, wann net souguer déi gréisste Verléierer sinn, vun deem, wat d'Chamber haut wäert mat de Stëmme vun der Majoritéit stëmmen. Et gëtt keng Relatioun, wann ech kucken, wat de Stat an deem Bezuelpak de Gemengen operleert par rapport zu deem, wat e selwer spuert, déi justifiéiere kann, dass een dat en pleine connaissance de cause gemaach huet.

An ech foren lech... Här President, ech wollt den Här Gramegna froen, ob en pleine connaissance de cause, dass e wouss, dass dem Gemengesecteur iwwer aner Mesuren, déi net der Regierung unzekreide sinn - dat hunn ech ni gesot -, 140 Milliounen operleucht ginn, 140 Milliounen, déi de Gemengen operleucht ginn, dass et do nach noutwendeg war, fir nach eng Kéier 50 Milliounen dropzeleeën.

D'Gemenge bezuelen, Dir Dammen an Dir Hären, e ganz, ganz staarke Präis an deem Pak, en iwwerdrifwe staarke Präis. Well den Nettomontant, deen d'Gemengen hei müssen op den Dësch leeë fir déi Mesuren hei, déi eis europäesch näischt wäerte bréngen, ech wëll dat nach eng Kéier soen, iwwersteigt de Montant, deen de Stat spuert.

D'Gemengen hunn awer, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech dat emol esou ka soen, e Chiffre d'affaires vun zwou an enger hallwer Milliard, an de Stat huet e Chiffre d'affaires vu 16 Milliarden Euro. Dat heescht, engem, deen e Chiffre d'affaires vun zwou an eng hallef Milliarde huet, méi ofzeverlaangen, wéi engem, dee 16 Milliarden huet, kann a mengen Aen nëmme bedeiten, dass Der lech der Tragweid vun deem, wat Der hei decidéiert hutt, net bewosst sidd.

Selbstverständlech verléieren d'Gemenge 70 Milliounen aus dem Commerce électronique. Déi si fort. D'Welt ännert sech, Lëtzebuerg ännert sech. D'Sue sinn net méi do. 700 Milliounen de Stat, dat sinn der also 630, well 70 ginn der jo un de Gemengesecteur, déi si fort.

Dat sinn, Här Minister, par rapport zu 450 Milliounen Excédent, deen déi insgesamt 105 Gemengen ausweisen, quasi 20% vum Excédent, déi duerch déi dote Measure, déi logesch ass, d'Gemenge müssen assuméieren.

Mä d'Differenz geet awer duerno un. Duerno gitt Dir diskret an ondiskret an d'Täsch vun aneren an Dir féllt lech Är Täschchen. An de Gemengen, deene setzt Der nach där anerer drop. Well mir müssen als Gemengen... Also, entschëllegt. D'Gemenge müssen och d'Méikäschte vun der TVA droen.

Op eng Question parlementaire - ech mengen, den Här Roth hat déi och gestallt an d'Madame Aehm - huet de Minister geäntwert, dass de Fait, dass d'TVA an d'Luucht geet, d'Gemengen d'nächst Joer 35 Milliounen Euro wäert kaschten. Dat sinn also 105 Milliounen (veuillez lire: Dat sinn also 70 plus 35 am Total 105 Milliounen). An et ass richtig: D'TVA geet an d'Luucht, se geet fir d'Leit an d'Luucht, se geet fir d'Gemeng an d'Luucht. D'Differenz mam Stat ass allerding, dass de Stat sech se aus där rietser Täsch hëlt a sech an déi léns Täsch nees erastécht. Ausfall fir de Stat an deem Punkt null, Grëff an d'Täsch par rapport zu de Gemengen oder e Plus par rapport zu de Gemenge vu 35 Milliounen.

Da komme 25 Milliounen aus dem Gehälteraccord dobäi, fir déi ech d'Regierung net responsabel maachen, mä déi awer an de Budget vum Stat kommen. Et kommen dobäi - jo, et ass awer esou -, et kommen nach eng Kéier 8 Milliounen, eise Rechnungen no, do derbäi fir d'Leierpersonal, d'Augmentatioun vun de Paien, fir déi ze bezuelen. Da kommen ech also op e Montant vun 137 Milliounen.

An, Här Gramegna, domat wier et... Här President, ech wollt dem Här Finanzminister soen, dass et a mengen Aen domadder déck duergaange wier. Well mat 137 Milliounen hätten d'Gemenge scho méi kontribuéiert wéi de Stat netto kontribuéiert.

Mä, fir Merci ze soen, hutt Der nach dräi Mesuren derbäi fonnt. An ech soen lech, firwat dat Der se fonnt hutt. Ech si fest dervun iwwerzeegt, dass Der an der Regierung der Meenung waart, dass Der wëllt 50 Milliounen bei de Gemenge spueren an dass Der déi du siche gaange sidd. An dunn hutt Der se fonnt. Do hutt Der d'Majorations biennales ewechgeholl. Eng Measure, déi et säit 1901 gëtt - 1901! -, ouni Verhandlung, ouni Diskussioun, einfach eng Kéier freides - oder wéini waart Der do zu Senneng? -, sondes - flupp! - waren d'Majorations biennales - 1901 agefouert, net 1954 -, 1901 an hirer ursprüngelecher Form agefouert, fir déi Aarbechten, déi d'Gemenge maache pour compte vum Stat, fir déi ze kompenséieren.

Do sidd Der higaangen an Dir hutt gesot: Mir deckelen dann och nach den ICC. An hei wëll ech de Kolléeg vun der Majoritéit soen - ech kommen herno nach eng Kéier bei den Amendementen dorobber zrëck, well do maachen ech en Amendement -, dass an deem Gesetz, wat Der elo stëmmt, an dass Der dat en pleine connaissance de cause maacht, Der eng Pipeline leet, déi accordéiert der Regierung d'Recht, fir iwwer Règlement grand-ducal an den Impôt commercial communal eranzegoen.

Et ass fir d'CSV net akzeptabel. D'Budgetspolitik, Emverdeelungspolitik gëtt an der Chamber gemaach sur proposition du Gouvernement. Mä fir hei mat engem Text d'accord ze sinn, an Dir wäert mat deem Text d'accord sinn, fir iwwer Règlement grand-ducal eigentlech der Regierung nach Gutdünken ze soen: „D'nächst Joer ass et net dräimol de Maximum, mä 2,8-mol de Maximum, oder 2,7 oder 2,5.“, dat ass e Schrëtt, deen ech an Är Plaz net gaange wier.

Ech hätt zumindest d'Kritik vun der CSV opgeholl op deem Punkt an hätt derfir gesuergt, dass et d'Chamber wier, déi all Joer am Kader vun der Loi budgétaire dat dote géif maachen, an net iergendeng Regierung an dräi Joer, a fënnf Joer, a siwe Joer, einfach esou ouni Diskussioun. Well et huet keng Diskussioun mam Syvicol och doriwwer gestatt, d'Méiglechkeet ze ginn, fir nach Gutdünken de Plaffong vum ICC ze réckelen.

An Dir hutt - an do sinn ech och net mat lech d'accord; ech kann net, ech ka wierklech net domadder d'accord sinn - dunn decidéiert, dass Der bei der Augmentatioun vun der TVA d'Gemengen ausschléisst. Wann ech kucken, wéi vill Leit an der Regierung setzen, déi fréier Buergermeeschter waren, wann ech mer als Stat d'Bedelegung, wann ech mer déi natierlech an d'Täsch huelen, an ech soen, d'Gemengen, déi schléissen ech dovunner aus, au profit vun engem Etablissement public, dee kee kennt, vun enger Reform, déi kee kennt, wou keen Text virläit, déi net gestëmmt ass, wou mer keng Ahnung hunn, eigentlech scho pränumerando, vun Ufank un: „Elo bezuelt Der emol während zweek oder dräi Joer an da kucke mer, ob iwwerhaapt eppes kënn.“

Loosst déi Suen am Gemengesecteur. A wann Der mat Är Reform esou wäit sidd, wann Är Reform esou wäit steet, kënn Der ëmmer nach bei d'Gemenge goen, fir ze froen, dass se sech dann an deem Pourcentage, deen d'Chamber festleet an engem Gesetz, un de Käschtchen vun de Pompjeeën a vun der Protection civile an Zukunft wäert bedeelegen.

Wann ech also dat Ganzt beieneeleeën, da stellen ech fest, dass 31%...

Här President, kënn Der dem Här Berger an dem Här Gramegna soen, dass ech amgaange wier, dem Här Gramegna wëllen ze erklären, dass Der, Här Gramegna, Här Finanzminister, 31%...

(**Interruption par M. Pierre Gramegna**)

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Et ass mat dee wichtigste Chiffer, deen ech lech elo wëll matdeelen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass gutt, da lauschten ech.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Entschëllegt!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Entschëllegt mech.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Entschëllegt mech, dass ech lech do gestéiert hunn.

31% vum Excédent ordinaire vun de Gemengen huet Der de Gemenge vun engem Joer op dat anert ewech. Duerch eng Multitude vu Mesuren, dovun 50 Milliounen, déi absolut net noutwendeg, déi gratuit waren, déi ouni Iwwerleeung an de Raum geworf sinn. An Dir huet hinnen domadder 20% vun hirer Investitionscapacitéit ewech. D'Investitionscapacitéit 2013 um Kont vum Gemengesecteur, sinn

725 Milliounen Euro gewiescht. Dir huet hinnen 20% vun hirer Investitioun.

Et ass schued, dass den Här Bausch net hei ass, well den Här Bausch huet am Numm vun der Regierung virun dräi Wochen oder zwou Wochen, wéi mer hei iwwer déi Projeten geschwat hunn, déi sollen elo étudiéiert ginn, gesot, dass an Zäite wéi desen, et wichtig wier, dass d'effentlech Hand investéiert, a fir dass déi effentlech Hand investéiert, hätt de Stat decidéiert, dass d'Investissementer 10% pro Joer an d'Luucht gesat ginn.

Wéi kënn Der de Gemengen, wéi kënn Der dem Syvicol, wéi kënn Der dem Land erklären, dass Der am selwechte Moment, wou deen een Deel vum Stat seet: „Mir géife gären 10% méi investéieren, well dat ass en Deel vun eiser Politik.“, deem aneren Deel vum Stat - well d'Gemenge si soss näischt, wéi deen aneren Deel vum Stat - 20% vun hirer Investitionscapacitéit kapt an en domadder an eng Situation bréngt, wou e seng Budgete potentiellment net méi wäerten opkréien?

Här Gramegna... Här President, sot dem Här Gramegna, dass am Gemengesecteur 43% vun de Chargé Gehälter sinn, an der Moyenne. Et sinn der, déi hu méi, et sinn der, déi hu manner. 43, dat ass quasi d'Halschent. Beim Stat sinn et 19%. D'Gemengen hunn, fir sech ze erkréien, fir kënnen Politik ze maache géint déi Mesuren, déi Dir mat Är Majoritéit elo hei decidéiert, kaum eng Méiglechkeet, fir ze soen: „Mir halen d'Investissementer op.“

A gleeft mer et, ech kennen de Secteur laang genuch, déi nächst dräi Joer wäert kee Buergermeeschter ophalen iergendee vun de Projeten, deen en amgaangen ass ze plangen oder deen e wëllt realiséieren, ze realiséieren. An dräi Joer si Gemengewahlen, an et gëtt investéiert, gleeft mer et.

A wat wäert geschéien? Wat wäert geschéien, dat ass, dass den Endettement vun de Gemengen an d'Luucht geet. Den Endettement geet an d'Luucht, dat heescht, déi Suen, déi Der de Gemengen elo hei virenthalt, do wäerten d'Gemenge sech verschëlde müssen. Si wäerte sech verschëlde müssen an d'Endresultat ass null. Null! Well dat, wat Der de Gemengen op där doter Säit erhuelet, dat kritt Der op där anerer Säit zu Bréissel net emol ugerechent.

Méi eng onlogesch Politik, méi en onlogesch Grëff an d'Keess vum Stat - well ech d'Gemengen ëmmer als en Deel vum Stat considéiert hunn - kann ech mir eigentlech net virstellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Wolter,...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech sinn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...erlaabt Der, dass den Här Kersch...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Neen, well ech sinn elo fäerdeg.

(**Brouhaha**)

Hie kritt d'Méiglechkeet, duerno ze äntwerten, en huet jo fläisseg Notte geholl, e kann dat roueg maachen. Ech sinn do e bësse geschiedeg, well et ass ganz schwéier, mat him eng inhaltlech Diskussioun, fir déi...

(**Exclamations**)

...ze féieren.

Ech kommen ...

(**Brouhaha**)

Jo, jo.

Ech kommen op... Den Här Kersch behaupt bis haut, dass d'Chifferen, déi ech elo gesot hunn, falsch sinn. Bis haut! Bis haut! Ech kann lech soen, an Syndicat PRO-SUD si se validéiert ginn. Validéiert ginn! Déi Chifferen, déi ech op den Dësch geluecht hunn, si keng Chifferen vu mir. Dat kënn alles aus dem Budget, aus der Circulaire budgétaire vum Syvicol, dat heescht vun unerkannten Instanzen!

Här Finanzminister, Dir hutt d'Méiglechkeet, sot mer, dass dat, wat ech elo an deene leschten zéng Minute gesot hunn, falsch ass, dass et net esou ass, dass d'Gemengen nëmmen 20 Milliounen verléieren oder 40 Milliounen verléieren, dann zéien ech meng ganz Remarquen zrëck.

Mä ech kenne meng Chifferen, well ech hu mech ganz, ganz intensiv mat deenen heite Chifferen beschäftegt. An ech géif mech net esou wäit erausloosen, wann ech net sécher wier, dass se richtig wieren. Mir kënnen iwwer fënnf Milliounen diskutéieren, mir kënnen och nach iwwer zéng Milliounen erop an erof diskutéieren, dat mécht dem Punkt de Komma net ewech, dat mécht der Kaz kee Bockel, oder wéi een dat och ëmmer seet. Et ass d'Tendenz.

Dir huelt de Gemenge méi ewech, wéi Der dem Stat ewechhuelt. Dir maacht eng falsch Politik, well déi Politik lech europäesch net emol eppes bréngt.

Dir hutt - an dat ass mäi leschte Punkt, léif Kolleege vun der Majoritéit - de Problem... Ah, ech wollt nach, Här President, entschëllegt, nach véier Amendementen déposéieren zum Kapitel - entschëllegt - vum Intérieur.

Eemol proposéiere mer, dass den Artikel 28 vun der Loi budgétaire iwwert de Fonds pour la réforme des séances des services de secours, ofgeännert gëtt.

Amendement 2

Amendement concernant l'article 28 de loi budgétaire portant sur le Fonds pour la réforme des services de secours

Le paragraphe (2) dudit article est à supprimer.

Commentaire:

L'article 28 institue un fonds spécial, dénommé «Fonds pour la réforme des services de secours». Ce fonds sera alimenté par une dotation constituée par le produit de l'augmentation du taux de la TVA non prise en compte pour le calcul de la dotation du Fonds communal de dotation financière.

La décision d'affecter des recettes dues aux communes au financement du futur fonds, qui d'ailleurs ne sera pas créé avant le 1^{er} janvier 2015, constitue une atteinte à l'autonomie communale, dans la mesure où des recettes non affectées seront transformées en recettes affectées.

Cet amendement est à voir ensemble avec la motion concernant l'article 26 du projet de loi 6720 relatif au Fonds communal de dotation financière.

La suppression du paragraphe (2) de l'article sous rubrique entraîne la suppression de la mesure 112 des mesures de restructuration budgétaire décidées par le Gouvernement.

(s.) Michel Wolter.

Mir proposéieren dann d'Réintroduktioun vun de Majorations biennales, well mer net der Meinung sinn, dass d'Gemengen déi sollen einfach esou vun engem Dag op deen aneren ewechgeholl kréien.

Amendement 3

Amendement concernant l'article budgétaire 43.004 (43.22) à la page 187 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015

L'article budgétaire 43.004 (43.22) est alimenté pour l'année budgétaire 2015 à hauteur de 14,1 millions euros.

09.1 - Finances communales

Article (Code écon.)	Code fonct	Libellé	2013 Compte provisoire	2014 Budget voté	2015 Projet de Budget
43.004 (43.22)	01.10	Part de l'État dans les majorations biennales et les majorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communales (article 4-2 du règlement grand-ducal du 4.4.1964) (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.674.383	14.100.000	14.100.000

Commentaire:

L'article budgétaire 43.004 (43.22) à la page 187 du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 fixe la part de l'État dans les majorations biennales et les majorations d'indice des fonctionnaires des secrétariats et recettes communales.

Pour l'année budgétaire 2014 le montant de cette part a été fixé à 14.000.000 euros. Aucune dotation budgétaire n'est prévue pour ce même article budgétaire pour l'année 2015.

Dans le cadre de son programme de consolidation budgétaire, le Gouvernement a décidé de supprimer la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communales. Il s'agit plus précisément de la mesure de redressement des comptes publics n°110 «Suppression de la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communales».

Il est rappelé qu'actuellement l'État prend en charge les trois quarts des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communales. De plus, la décision de la prise en charge par l'État des majorations biennales des fonctionnaires du secrétariat et de la recette communales remonte à l'année 1901 en guise de compensation aux communes pour les missions

qu'elles exerçaient pour le compte de l'État (organisation des élections, délivrance des cartes d'identité, tenue des registres de l'État civil...).

La suppression de la contribution de l'État aux majorations biennales représente pour le secteur communal une dépense supplémentaire de plus de 14 millions d'euros alors que les communes continuent d'exercer une panoplie de mesures, services et missions pour le compte de l'État.

Cet amendement prévoit donc de faire doter l'article budgétaire 43.004 (43.22) du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 au moins du même montant tel que prévu et voté pour le budget de l'année 2014.

(s.) Michel Wolter.

Am Spuerpak - am Bezuelpak - proposéiere mer den Artikel 14 ze sträichen. Dat ass deen, wou d'Pipeline elo geluecht gëtt, wou d'Chamber, wa se dat haut stëmmt - a si muss sech bewosst sinn, wat se da mécht -, der Regierung iwwer Règlement grand-ducal d'Méiglecheit gëtt, fir den ICC ze änneren, an net déi Prerogativ vun der Chamber wëllt halen, déi doranner besteet, dass dat all Joer hei duerch d'Chamber gemaach gëtt.

Amendement 6

Article 14

L'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

L'article sous rubrique entend apporter des modifications à la loi modifiée du 3 juin 1976 concernant le Fonds pour l'Emploi. Il prévoit plus particulièrement de charger les communes d'une contribution supplémentaire audit fonds. La modification prévue tend à enlever aux communes, au profit du Fonds pour l'Emploi, une partie du produit de l'ICC auquel elles ont droit en vertu de la loi du 1^{er} décembre 1936 sur l'impôt commercial communal. La charge en question n'est toutefois pas uniformément répartie sur toutes les communes. Elle tombe exclusivement à charge de celles dont le montant par résident des rentrées d'impôt commercial diminuées de leur contribution au Fonds pour l'Emploi dépasse trois fois la moyenne nationale. L'excédent ainsi calculé sera versé intégralement au Fonds pour l'Emploi sans pour autant pouvoir dépasser le montant de 12 millions d'euros.

Les modalités de calcul de la contribution supplémentaire seront fixées par règlement grand-ducal. Or, le fait de ne pas fixer les paramètres essentiels de la contribution communale, tels l'assiette et le taux, ou encore le plafonnement des montants à percevoir dans la loi, revient à accorder au pouvoir exécutif de décider seul, en dehors de toute intervention du législateur, des montants de l'ICC

à enlever aux communes. La disposition sous rubrique propose en quelque sorte de poser une conduite d'alimentation entre le produit de l'ICC revenant aux communes et le Fonds pour l'Emploi, destinée à fournir celui-ci.

Une telle disposition est contraire au principe de prévisibilité des recettes. En effet la prévisibilité des recettes est primordiale pour la gestion des finances communales. Des incertitudes, voire des fluctuations des recettes créent de l'incertitude et compliquent le financement de projets à long terme, qui demandent néanmoins des revenus raisonnablement stables. Les recettes de l'ICC sont aujourd'hui déjà difficiles à prévoir notamment en raison du décalage existant entre l'exercice d'imposition et l'année de perception des impôts dus. Les communes ont besoin d'un minimum de prévisibilité, sans laquelle une planification financière pluriannuelle devient pour le moins hypothétique.

Le fait que le pouvoir exécutif puisse fixer au moyen d'un règlement grand-ducal à sa seule guise les montants de l'ICC à enlever aux communes entraîne que la prévisibilité des recettes n'est plus assurée.

En général, l'effort de consolidation budgétaire des communes, tel que prévu, aura des répercussions énormes sur les budgets communales. Beaucoup de communes, dont les budgets sont déjà lourdement grevés, risquent l'asphyxie. A moyen et long terme, les communes ne seront plus en mesure d'offrir la panoplie de services à leurs citoyens, voire elles ne seront plus à même d'effectuer les investissements nécessaires pour l'avenir

de leur commune. Par ailleurs, il est impossible de reconnaître le vrai fil conducteur définissant la politique budgétaire du Gouvernement. Cette mesure, comme tant d'autres, ne fait pas partie d'un concept global de politique budgétaire cohérent.

Il échet, par conséquent, de supprimer l'article 14 sous rubrique.

(s.) Michel Wolter.

An den Artikel 33 proposéiere mer och ze sträichen, fir net einfach esou, oui Diskussion, oui dass ee mam Secteur geschwat huet, d'Taxe de prélèvement an d'Taxe de rejet em 25% an d'Luucht ze setzen an domadder d'Gemengen eigentlech ze obligéieren, nees e Grëff an d'Täsch vun de Leit ze maachen.

Well dat do ass jo eppes, wat net bei de Gemengen hänke bleift, dat ass jo eng Mesure, déi direkt duerchgeet an de Budget vun de Leit, oui Diskussion!

Amendement 7

Article 33

L'article sous rubrique est à supprimer.

Commentaire:

L'article 33 sous rubrique entend modifier les articles 15 et 16 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, en proposant une augmentation de 25% des taxes étatiques de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées.

Cette mesure va entraîner un renchérissement du prix de l'eau qui sera facturé au consommateur final. Au-delà de ce renchérissement, la modification proposée pose problème. Qu'en est-il des communes qui ont d'ores et déjà atteint le plafond de 7 euros/m3 du prix de l'eau?

Cette mesure risque de pénaliser certaines communes et leurs citoyens. Par ailleurs, à force de multiplier les taxes et autres prélèvements, le Gouvernement fait peser sur les communes et les citoyens une lourde contribution aux efforts de consolidation budgétaire sans qu'il soit possible de reconnaître un vrai fil conducteur définissant la politique budgétaire du Gouvernement à moyen et long terme. Les différentes mesures annoncées ne font pas partie d'un concept global de politique budgétaire cohérent.

Pour les raisons énoncées ci-dessus, il est proposé de supprimer l'article 33 du projet de loi.

(s.) Michel Wolter.

Mir kënnen eis an enger gesamter Diskussion iwwer Waasser, Ofwaasser - där mer eis als CSV net wäerte verschléissen, wa se kënn - mat enger Reorganisatioun beschäftegen, mä net oui Weideres dat elo maachen.

Dir hutt...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Wolter,...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech wär fäerdeg elo, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-...erlaabt Der, dass d'Madame Loschetter...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech hunn... D'Regierung huet dës Deeg...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Jo, da kënn Der roueg heihinnerkommen an dat da soen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Jo.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Mä, bon et ass méiglech, datt eppes onwëssend net richtig ass. Wann et eppes ass, ass et jo an der Rei, wann et méi Saache wären...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Ech géif et gäre soen.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, da sot mer et.

Kann ech nach eng Schlupp huelen?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Jo.

Et war awer 2006, wéi mer de Waasserpräis, d'Neutralitéit vum Waasserpräis ausgemaach haten. Do war och decidéiert ginn an enger Commission tripartite, datt d'Heicht vum Waasserpräis och misst neutraliséiert bleiwen. A säit 2006 ass keng Erhéijung, weder vum Waasser, nach vum Ofwaasser, gemaach ginn. An dofir gëtt dat elo gemaach. An dat mécht eben dee Präis aus. An normalen Zuelen ass dat 1 bis 1,25 Euro de Fudder. Dir dierft dat elo net esou duerstellen, wéi wann dat plus 25... Jo, et si plus 25%.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Et si plus 25%.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Mä datt ass eng Saach, wou mir eigentlech just onse Verpflichtungen noginn, déi 2006 ofgemaach waren.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Bon, meng Kolleege soe mer, déi besser am Dossier do dra sinn, datt déi Affirmatioun, déi Der maacht, net richtig ass. Mä ech soen lech awer eppes aneschtens.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- D'Verwaltung rechent dat all Joer aus...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech weess dat net.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- D'Verwaltung rechent dat all Joer aus op Basis vun de Chifferen um Terrain vun den Donnéeë vun de Gemengen an da gëtt eng Moyenne geholl an dann entsteet dat.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, wann ech gelift.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Madame Loschetter,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, mir maachen elo net...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- ...wat an der Diskussion feelt, dat ass, dass no 2006 eng ganz Rei vun aneren Décisiounen och an der Politik geholl gi sinn. Notamment déi, fir e maximale Waasserpräis festzehalen. An déi Taxe de rejet hei, déi zwou Taxen hunn eng direkt Influence op déi gesamt Kompositioun vum Waasserpräis. A mir mussen och nach eng Kéier seriö iwwert d'Ofwaasserproblematik diskutéieren.

Dofir soen ech jo net, dass mer net d'accord sinn als CSV, fir doriwier ze diskutéieren a gegebenenfalls le moment venu domadder d'accord ze sinn, wa mer do méi wäit sinn, mä fir dat elo ze maachen, oui verhandelt ze hunn, oui mat de Leit geschwat ze hunn, oui mat den Ofwaasser- an de Waassersyndikater diskutéiert ze hunn, einfach par un fait du prince, ass eng Solutioun, déi mir net kënnen deelen.

Dir hutt, léif Frënn aus der Majoritéit, de Problem erausfonnt, deen Der hutt. Dir hutt e Kommunikatiounsproblem. Dat hutt Der viru 14 Deeg gesot, nodeem d'Sondagen erauskomm sinn iwwer eng breet Majoritéit an dësem Land jo u Support, deemools hutt Der gesot: „Mir wëssen elo, wat eise Problem ass. Mir hunn e Problem vu Kommunikatioun“.

Ech mengen, dass Är Kommunikatioun dat lescht Joer doranner bestanen huet, dass Dir am stillen Kämmerlein decidéiert, an da loosst Der d'Leit kommen, een nom aneren, an da sot Der hinnen, wat Der decidéiert hutt.

Dialog, Transparenz ass eppes aneschtens. Dat ass eppes, et huet een eng Iddi, et diskutéiert een dat contradictoire mat deene Leit, déi och eppes domadder ze dinn hunn, an dann hëlt ee seng Décisioun. Mä, eng Décisioun ze huelen, eng, zwou, zéng, 20, 30 - all Acteur social huet lech dat do gesot, ech sinn net deen Eenzege, deen lech dat dote seet -, eng Décisioun ze huelen a se dann de Leit just mat communiquéieren, wa méiglech nach virum État de la Nation, oder wat och ëmmer. Em eng Auer d'Leit komme loosse, fir um dräi Auer dann ze annoncieren, wat een hei gemaach huet, dat huet mat Dialog, mat Transparenz, mat Verhandlungen näischt ze dinn.

Ech mengen net, dass Dir e Problem vu Kommunikatioun hutt. Ech mengen, dass Der e seriöen inhaltleche Problem mat Arer Politik hutt, wéi ech lech et elo an där leschter Stonn bewisen hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Den Dialog gëtt dann esou gefouert, wéi Dir mat mir elo grad, heint!

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.**- Genau!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir kënn lech d'Wuert froen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hunn eng Wuertmeldung nach vum Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Majo, Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech hunn déi Debatt hei ofgewart, fir ze kucken, wat vu konkrete Virschléi géif an dës Debatt erabuecht gi vun der Oppositioun. Mir hunn eng ganz Rei vu Motiounen virleien. Mir hunn eng Rei vun Amendementen virleien. Ech mengen, d'CSV selwer ass sech och bewosst, dass mer Amendementen zum Budgetgesetz an dësem Moment net méi kënnen stëmmen. Well wa mer déi géife stëmmen, da misst nach eng Kéier eng Navette mam Conseil d'État kommen, an da kéint de Budget fir 2015 net den 1. Januar a Kraaft trieden.

Well dee Budget awer eng Rei vun Dispositiounen huet, déi mussen den 1. Januar a Kraaft trieden, duerch d'Budgetgesetz, ass et de jure onméiglech, dat hei ze maachen, ausser, et wëllt ee mam Land e risege Risiko agoen.

Dofir bedauern ech nach eng Kéier, dass, zumindest, wat all déi Punkten ueegt, déi d'Budgetgesetz betreffen, déi Amendementen net éischter an der Diskussioun waren. Well zu deem Zäitpunkt, wou d'CSV se elo hei erabuecht huet, ass et de facto onméiglech, deen heiten Text, och wa mer wéilten, onméiglech, déi heiten Texter ze stëmmen. Well dat heescht, dass mer fir den 1. Januar kee fäerdege Budget hätten, dass mer also an eng komplett juristeschen onsecher Situatioun hei era géife kommen. Ech mengen, dat wéllt souguer d'Oppositioun sécherlech net!

En zweete Punkt ass déi Haaptkritik, déi vun der Oppositioun, net vun deene Lénken, mä haaptsächlech vun der CSV a vum ADR jo geäussert ginn ass: „Dës Spuerereffort oder dës Konsolidierungseffort ginn net wäit genuch. Dee Pak hei, deen Zukunftspak, dat ass Pipifax par rapport zu deenen enormen Efforten, déi gemaach gi sinn ënnert de viregte Regierungen.“

Als LSAP ware mer dobäi. Et ass richtig beschriwwen ginn, dass mer do och haart Diskussiounen haten, fir déi jeeweileg Spuerpack op d'Been ze kréien. An, ech hunn dat schonn a menger éischer Ried gesot: Et ass net, dass näischt geschitt wär während der leschter Periode. Selbstverständlech net! Do deelen ech déi Aschätzung, déi déi vormalig Oppositioun mécht, sécherlech net!

Ech géif awer gären awer e Bléck zrëckwerfen. An ech géif mer just wënschen, dass d'CSV, anstatt ëmmer hei beléierend opzotrieden an alles honnertprozent gutt ze fannen, wat war, an alles awer och radikal schlechtzerieden, wat kënnt, wa mer zesumme vläicht géifen en Effort maachen, fir en objektiven Inventar ze maache vun deem, wat war. Dat mécht sech sécherlech haut méi einfach, wéi wann een am Moment selwer muss déi Décisiounen huelen.

An ech hunn nach eng Kéier hei déi Spuerpack matbruecht, déi déi viregt Regierung ficeliert huet. Et ass eng karikatür Duerstellung vum Här Wolter, ze soen, an der viregter Regierung wäeren d'Sozialisten nëmmen drop erpicht gewiescht, fir d'Steieren eropzesetzen, an d'CSV wär nëmmen drop erpicht gewiescht, fir ze spueren.

Mir hunn eis fonnt, ech sinn houfreg drop, dass mer et fäerdegbuecht hunn, duerchzesetzen, dass de Spätzesteiersaz zweemol eropgeet ginn ass, fir d'Eischt op 39% an duerno nach eng Kéier op 40%. An ech si virun allem houfreg drop, dass mer et fäerdegbuecht hunn, och d'Betribler mat an deen Effort fiscal eranzekréien duerch d'Besteuerung vun de SO-PARFlen, duerch eng minimal Besteuerung, Kierperschaftssteuer vu sämtleche Gesellschaften hei zu Lëtzebuerg. Dat war fir eis Partei eng wichteg Avancée och vun Équibrage vun deem dote Spuerpak an der Diskussioun mat eisem vormalige Koalitionspartner.

Et muss een awer och soen, dass schonn deemoools d'Cour des Comptes, all d'Patronatschamberen, d'Banque centrale net midd gi sinn, drop hinzewiesen, dass d'Politik misst proaktiv agéieren, well gewosst wär, dass fir den 1. Januar 2015 géifen op ee Schlag Honnerte Milliounen Euro ewechfalen.

Et war deemoools net onbedéngt gewosst, dass et der 700 Milliounen géife ginn. Mä d'Progressioun vun den Einnahmen am E-Commerce ass esou gewiescht, dass mer elo op deem dote Chiffer wahrscheinlech wäerten d'nächst Joer landen. An duerno ass et jo net eriwuer. Dat geet jo nach déi nächst Jore weider. Déi Kritik war ëmmer do!

Mä déi viregt Koalitioun konnt sech just eeneegen op dee Punkt, elo dat ze maachen, wat bis Énn 2014 méiglech war. A si war sech bewusst, an et soll haut keen de Contraire soe kommen, dass déi Regierung, déi géif no deene Wahlen kommen, misst deen dote Problem da léisen. Dat soll ee ganz éierlech soen.

Ech hu keng Virschléi gesinn, vu kenger Säit, déi drop gezillt hätten, nach zousätzlech 700 Milliounen sichen ze goen, sief et bei Aspuerungen, sief et bei zousätzleche Steieren. Or, dat ass awer elo dee Problem, virun deem net nëmmen dës Regierung steet, dës Majoritéit steet, mä virun deem d'Lëtzebuurger Land steet! Virun deem dës ganz Chamber steet!

Do ka sech kee verfuussen a soen: „Dat do ass net eise Business. Dat do ass eppes, wat eis näischt ueegt. Kuckt, dass Dir domadder eens gitt.“ Neen, dat ass eppes, wat mer gemeinsam musse schëlleren.

An do sinn ech éierlech enttäuscht, well ech déi CSV awer och emol vun enger anerer Säit kann hunn! An ech froe mech, ob d'CSV vun haut nach déi ass, déi ech emol iwwert déi lescht Joren a Regierungsbedeegungen zesumme kann hunn. Eng Partei, déi mat eegene Iddie kënnt. Déi sech net nëmmen drop beschränkt, praktesch alles ofzelehnen, wat vun enger anerer Säit kënnt.

Mä kuckt lech dach, wann ech gelift, Är eegen Amendementen un, déi Der a leschter Minutt

hei aus der Täsche gezaubert hutt! Déi ginn dach nëmmen drop aus - nëmmen drop aus! -, fir eng Rei vun Aspuerungen, strukturell Aspuerungen, déi dës Regierung, dës Majoritéit proposéiert huet, réckgängeg ze maache respektiv ze reduzéieren.

Ech kann net direkt all Är Moosname chiffriéieren, mä en Iwwerschlag, e graffen Iwwerschlag, deen ech gemaach hunn, iwwer Är Amendementen haaptsächlech, plus d'Motiounen, weise mer, dass, wann een dat géif...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Bodry, entschëllegt, den Här Gramegna wéllt eng Präzisioun ginn.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, ech wollt, well ech a leschter Minutt nach eng Korrektioun vun enger Ziffer hunn, dann dat eben soen elo hei am Sall, well ech déi Ziffer just eréischt virun zwou Minutte krut, an an der Opstellung, déi den Här Bodry elo vläicht mécht, war déi nach net bekannt.

Ech wéll just soen, dass mer de Chiffre gemaach hunn, wa mer géifen de Plafong am Logement vu 50.000 erëm op 60.000 eropsetzen, wat de Coût vun där Mesure ass: Dat géif 2015 aacht Milliounen kaschten an dat géif, vun 2016 un, ronn 20 Milliounen kaschten. Ech wollt just déi Ziffer an d'Debatt setzen, well et ass e wichtige Bestanddeel vun eiser Diskussioun. Mir wëlle jo mat Zifferen schaffen. Voilà!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Da kéime mer, wann een déi doten Zuele mat arechent, 2015 eigentlech op eng Mannerespuernis am Budget vu wäit iwwer 30 Milliounen, ronn 40 Milliounen. An déi Zuel, déi géif sech méi wéi verduebelen, bal verdräifachen am Joer 2018, wann een de vollen Impakt vun deem Netmaache vun deenen Erspuernesser do duerchrechent.

Ech froe mech: Huet d'CSV och déi dote Berechnung gemaach? Si werft jo der Regierung vir, hir Chiffere wäeren net seriö. Huet d'CSV, déi deen dote Reproche viru sech dréit, huet se bei sech selwer e genaue Chiffre gemaach vun all deenen Amendementen an de Motiounen, déi se eraginn huet? Wa jo, da wär ech virwëtzeg, dat elo prezis gewuer ze ginn, well ech konnt nëmmen eng graff Aschätzung vun deem maachen, wat se hei proposéiert huet.

Dat heescht also am Kloertext, dass, mat allem, wat d'CSV hei proposéiert am Budget 2015, mer missten eng gutt 40 Milliounen méi léine goen. Dat heescht dat do! Well si hu parallel et verpasst, och nëmmen eng konkret Spuermoosnam ze nennen, déi scho voll géif duerchschloen am Budget 2015. Si huet et gemaach am Logement, mä do huet se awer gläichzäitig eng aner Erspuernesser wëlle ganz strächen, soudass do de Saldo an deem Punkt och wäert negativ si fir de Statsbudget. Ech bedauern dat!

Ech bedauern dat, dass mer effektiv, och no dësen Debatten, net an enger Diskussioun sinn, d'Propositiounen vun der Regierung, déi ee ka kritiséieren, an doniewent awer eng Géigeoppositioun, am beschten en Alternativbudget - dat gétt et jo, dat ass et schonn zu Lëtzebuerg ginn, dat gétt et och am Ausland regelméisseg -, zemoools vun enger Partei, déi siwe fréier Regierungsmembere bei sech zielt, wär et dach sécherlech méiglech gewiescht, mat där geballter Kompetenz, déi do ass, mat deem geballte Wëssen, mat där Erfahrung, déi do besteet, hei en Alternativprojet zur Diskussioun ze bréngen. Dann hätte mer kënnen déi doten Diskussioun hei wierklech op den Argumenter féieren an net nëmmen eis drop...

(Interruptions)

...beschränken, hei alles ofzelehnen, wat vun enger Säit kënnt, an duerch näischt Equivalentes ze ersetzen. Dat, wat d'CSV hei proposéiert, bedeit fir 2015, ënnert dem Stréch, méi e groussen Defizit beim Statsbudget.

Ass dat gewollt vun der CSV? Dat kann net gewollt sinn, opgrond vun deem, wat se als Haaptargument an där Diskussioun vun Ufank un hei ugefouert huet.

An ech soen nach eng Kéier, dat Spill do wäert der CSV net duerchgoen. Dir kënnt lech net während véier Jore, bis zu den nächste Wahlen, verstoppen! Emmer nëmmen Nee soen, wann et drëm geet, ze spueren. An da gläichzäitig verlaangen, et misst nach méi gespuert ginn! An de Leit net ze soen, wou een da wierklech wéllt spueren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech hunn lech schonn eng Kéier d'Rechnung...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Bodry, erlaabt Der, dass den Här Lies...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Selbstverständlech!

► **M. Marc Lies (CSV).**- Här Bodry, Dir sot,

datt effektiv eng Mesure géif fale gelooss ginn am Beräich vum Logement. Ech hunn et virum drun erkläert gehat, wat dann effektiv déi Mesure 183 ueegt: dat soll gespuert gi beim Pacte Logement, an op där anerer Säit, dat effektiv méi investéiert gétt an de subventionéierte Wunnengsbau. Wat begréissenswäert ass, wuelverstanen!

Wann awer op där enger Säit am Budget 2015 bis 2018 dee Moment méi Suen am Pacte Logement ausgi ginn, a fir de subventionéierte Wunnengsbau gétt och méi ausginn, wou ass do de Spuerereffort vu ronn 19 Milliounen iwwert déi Durée bis 2018 respektiv d'nächst Joer, wou bal fénnef Milliounen ageschriwwen sinn? Wou ass do de Spuerereffort?

An: Ech hunn lech och eng Propos ginn, d'Nummer 181, wat eng Spuermeasure sollt sinn - déi begréissenswäert ass - vun der Madame Minister, wou et dann drëm geet, fir de Meter-carrés-Präis ze reduzéieren. Do hunn ech lech och e Rechebeispiel ginn. A wann e Promoteur privé... A sot mer elo hei net, e Promoteur privé géif net méi bëlleg baue wéi 2.500 Euro de Meter carré! Wann een dat eng Kéier héichrechent op 1.000 Wunnengen, sinn dat 35 Milliounen Spuerereffort. 4.000 Wunnengen, déi solle gebaut ginn am Beräich vum Logement subventionné oder besser gesot am Mietwohnungsbau an deenen nächste Joren: Wann een dat héichrechent, da sinn dat 140 Milliounen.

A wéi gesot, verdréit eis elo d'Wierder hei net, wat gesot ginn ass a wat net gesot ginn ass! Wann ech gelift!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Bon, Här Lies, ech mengen, mir brauchen Är Ried net nach eng zweete Kéier hei ze héieren. Ech hunn déi éischte Kéier scho ganz gutt nogelauschert. Dir braucht dat net nach eng Kéier hei alles ze widerhuelen. Mä Dir wësst hoergenaue, dass, egal wat fir eng Mesure een haut mécht, déi net wäert 2015 am Budget scho gräifen! Déi Wunnengen, déi sinn haut jo emol nach net am Bau, vun deenen do geschwat gétt. Et kann ee jo net retroaktiv eng Rei vu Saachen applizéieren. An duerfir ass et fir mech ganz kloer, dass u sech hei vun der gréisster Oppositiounspartei... D'ADR ass hoergenaue op darselwechter Linn, quitte dass déi seet: Den Tram ewech, da sinn eis Problemer geléist.

Ech wéll nach eng Kéier soen: Deen Effort, deen hei ze maachen ass, ass net, eng Kéier eng Milliard Euro ze spueren oder duerch Méieinnahmen ze kréien. Mä deen Effort, deen dëst Land muss maachen, an net nëmmen dës Regierung, ass deen, fir all Joers strukturell eng Milliard Euro am Endeffekt spéitstens 2018 ze spueren!

D'CSV misst souguer eigentlech nach méi wäit goen! Well an hirem Wahlprogramm steet net dran, fir 2018 den Equiliber vun den öffentliche Finanzen ze errechen, an hirem Wahlprogramm steet dran, fir schonn 2017 den Equiliber vun den öffentliche Finanzen ze realiséieren. Dat heescht, si misst nach vill méi Efforte maachen am Spueren! An ech sinn haut net gewuer ginn, wou se dat wéllt maachen.

Et bleift dem Här Wiseler seng Ausso, dass e seet, bei den Investissementer sollt ee weider spueren. Gläichzäitig huet hie selwer mat senger ganzer Partei virun enger Woch eng Motioun hei wëllen duerchdrécken, wou eng Dépense vum Stat vu ronn 80 Milliounen Euro op 400 Milliounen Euro géif eropgesat ginn. Wann dat d'Spuerpolitik an den Investissementer ass, déi d'CSV wéllt maachen, da wënschen ech dem Land bonne Chance! Esou kann et net goen.

Esou einfach kann an d'äerf d'CSV sech et net maachen! Well, wa se dat wéllt maachen, da muss se och konkret soen, wat fir eng Projete se géif definitiv fale loosse. Well et geet em e strukturell Spueren. Et geet em e strukturell Spueren an den Investissementer. Et geet net drëm, fir ee Joer eppes ze spueren. Et geet net drëm, e Projete em een, zwee, dräi Joer no hanneren ze réckelen. Déi Dépense kënnt awer. Et geet drëm, fir Projeten definitiv falen ze loosse. An ech wär frou, wann d'CSV wierklech dat dote mengt.

An hire Fraktiounspresident war jo ganz formell do, dass hien der Meenung wär, dass an den Investissementer dat net d'äerf eropgoen déi nächst Joren, dass déi missten um Niveau vun 2014 festgefruer sinn. Da soll en eis opgrond vun de Fongen - déi leie jo vir - mat d'Projete soen, wou d'CSV der Meenung ass, déi Projete sollten iwwerhaupt net gemaach ginn. Da kënne mer gären déi Diskussioun féieren.

Wann do nach Spuerpotenzial ass, gleeft mer, d'LSAP, wann et vernünfteg ass, mécht do mat! Mä mir kënnen awer déi Diskussioun nëmme féieren, wann d'CSV endlech konkret gétt, endlech net an allgemenge Phrasen hei hir gutt Absichte bekunt, mä wierklech seet, wat dat do am Endeffekt wäert heeschen.

Madame Hetto, ech kommen och gären op lech zrëck! Dir hutt eng Motioun hei erabuecht, wou d'CSV...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Bodry, d'Madame Hetto wollt...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, ech wéll och do net déi Ried nach eng Kéier héieren! Ech hunn dem Här Lies seng...

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

...schon nach eng Kéier héieren. Et bréngt näischt, nach eng Kéier och nach engem anere Spriecher seng Ried ze héieren.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Neen, neen, wann ech gelift, Här President! Wann ech gelift!

(Exclamations)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech géif, ech géif...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Also sot, lauschtert emol! Wou si mer dann hei?

(Interruptions diverses)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Nom Reglement d'äerf all Deputéierten zweemol schwätze kommen.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Och en Deputéierte vun eis?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- En d'äerf gären hei eropkommen. Ah, selbstverständlech! Hunn ech de Contraire gesot?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Ech brauch net bis eropzekommen, ech wéll just eppes soen!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här Wolter, Dir kënnt gären nach eng Kéier zrëckkommen.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech kommen och nach eng Kéier.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Macht dat!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Här President! Ech hunn de Fanger elo schonn x-mol ausgestreckt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kollegen a Kolleginnen, ech froen ëmmer gentiment d'Riedner, ob se bereet sinn, op eng Fro, eng Interventioun ze äntwerten. Ech hunn dat esou beim Här Wolter gemaach. Ech maachen dat och esou beim Här Bodry. An ech iwwerloossen dem Riedner de Choix, fir dat ze maachen oder net ze maachen. Dann huet den Deputéierten nach ëmmer de Choix, fir herno ze intervenéieren. Ech probéieren do, jiddwereen esou ze behandle wéi deen aneren. Mä et ass awer de Choix vum Orateur. En Zwëscheruff kann een ëmmer maachen. Mä wann ee méi laang wéllt schwätze, dann ass et entweder mam bon Vouloir vum Riedner oder et melt ee sech herno nach eng Kéier zu Wuert.

Merci!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech denken, dass d'Madame Hetto mer wollt d'Fro stellen. Si hat sech jo an enger Motioun ausgeschwat derfir, dass déi gratis Betreierung vun deene ganz klengen Kanner soll gestrach ginn an eigentlech net agefouert ginn, wat e mëttelfristeg Zil ass. Net fir muer an och net fir 2015, ech wéll dat nach eng Kéier soen! Alles, dat doten och, déi potenziell Aspuerung, wann eng Regierung géif op dat doten Zil definitiv verzichten, géif sech net am Budget 2015 bemierkbar maachen.

(Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

Déi géif sech méi spéit bemierkbar maachen, well déi Infrastrukture selbstverständlech net am Laf vun deem nächste Joer geschéien. Dat ass alles mëttelfristeg, wéi sech dat dote mécht. Dofir bleiwen ech bei menger Rechnung, dass mer hei duerch déi Amendementen, déi d'CSV erabréngt, an enger graffer Duerstellung den Defizit vum Statsbudget wäerten em gutt 40 Milliounen 2015 verschäerfen. Dat kann, menger Ansicht no, net eng seriö Absicht si vun enger Partei, déi esou laang d'Responsabilitéit fir d'öffentlech Finanzen hei zu Lëtzebuerg hat.

Da wéll ech gären zrëckkucken op déi Konsolidierungspäck aus der leschter Periode a kucken, eigentlech, wat se ausgemaach hunn. Well do geet et net duer, einfach global Chiffere ze nennen, do muss een awer an den Detail goen, wat vun deene Moosname war, a kucken, wat wierklech strukturell Erspuernesser waren, vun deene mer haut nach eppes hunn, a wat sinn där net gewiescht. An effektiv, wann een dat genau kuckt, gesäit een, dass praktesch dat Eenzegt, wat strukturell ass, d'Recettésäit ass. Op der Einnahmesäit sinn u sech Einnahme geschafe ginn, déi bis op Weideres en definitive

Charakter hunn. Quittet dass, menger Ansicht no, eng Solidaritätssteuer och vläicht eng Kéier geduecht ass, fir ze verschwammen oder zumindest eng Kéier erfogsat ze ginn, wann d'Lag sech ännert.

Mä all déi Moosnamen op der Einnahmesäit - et ass jo dat, wou d'CSV sech haut dru stéiert: ze vill Steieren -, alles dat, wat an der leschter Period gemeinsam décidéiert ginn ass, dat war strukturell.

A wann ech dann emol kucken, wat dann esou op der Dépensésäit, beim Aspieren da strukturell war, da gesäit et awer net méi esou blendend aus! Ech kann lech net soen, wat vun deenen immensen Zommen, déi hei kontabelméisseg agespuert si gi bei den Investitiionsfongen, tatsächlech och haut nach Aspuerungesinn!

Dat waren der knapp 300 Milliounen bei deem zweete Spuerpak an et waren der souguer 361 Milliounen ausgewisen an deem éischte Spuerpak, awer och gerechent net par rapport zum Joer virdrun, mä par rapport zu enger Trajectoire, déi ee gezechent huet. De facto waren et der also manner, fir ganz éierlech ze sinn. Et ass also eng Kontabilitéitsform, déi u sech net erfondt ginn ass vun dëser Regierung, mä déi eng ganz laang Traditioun huet.

Wéi vill vun deene Milliounen si wierklech definitiv agespuert ginn, sinn also Projeten, déi guer net gebaut ginn? Eng absolut Minoritéit vun deenen dote Projete si Projeten, déi guer net wäerte gebaut ginn. D'Majoritéit vun deene Projete si Projeten, déi einfach no hanne geréckelt si ginn an déi elo, komescherweis, an dës Mandatsperiod falen. Et muss also elo décidéiert ginn - vläicht gemeinsam, vläicht dann nëmme vun dëser Majoritéit, wéi et ausgesäit -, wat mat deene Projeten do an Zukunft geschitt.

An da kucke mer op déi aner Punkten. D'Frais de fonctionnement, dat weess ech, d'Frais de fonctionnement sinn net gerechent gi par rapport zum Joer virdrun, mä si gerechent gi par rapport zu enger Trajectoire: „Wéi wär et gewiescht, wann näischt geschitt wär?“, sou dass och de reellen Effet vun deenen Aspuerung bei de Frais de fonctionnement, wat e klengen Deel souwéissou nëmme vun deene Spuerpäck war, méi kleng war wéi deen, deen no baussen affichéiert ginn ass.

A virun allem awer, wann ech alles zesumme rechnen, kommen ech drop, dass beim zweete Spuerpak, Budget 2013, vläicht 20%, wann ech héichrechnen, vläicht e Fénneftel - vläicht e Fénneftel! - strukturell Ausgabereduzéierung waren.

Wéi gesäit et elo bei dëser Regierung aus? Firwat war et gutt bei der viregter Regierung an elo ass et d'Katastroph bei dëser Regierung? Wat huet sech do geännert, wann net d'Zesummesetzung vun der Opposition a vun der Regierungsmajoritéit?! Dofir, loosse mer fair sinn, loosse mer objektiv kucken, wéi mer déi eenzel Punkten do maachen!

Eigentlech nach méi peinlech - wann ee wëllt déi Argumentatioun vun der CSV hei wiederféieren -, si seet: „Ma, an der viregter Regierung, do ass de Gros vun den Efforte gemaach gi bei den Ausgaben.“ Ech hu scho gesot: D'Investitiounen, do muss ee wierklech dann den Tri maache vun deem, wat definitiv gestrach ginn ass, a vun deem, wat nëmme em e puer Joer opgeschuppt ginn ass, also un déi nächst Regierung weiderverierft ginn ass.

Mä do ass zum Beispill opgefouert, e ganz interessante Punkt, do steet zum Beispill an deem Spuerpak mat dran: «Réaménagement des modalités d'intervention de l'État en faveur des étudiants» - eng Erspuernis vun 33 Milliounen Euro! Elo wësse mer awer, dass opgrond vun där Décisioun vum Europäesche Gerichtshaff, déi vläicht esou iwwerraschend net fir jiddweree komm ass, schlussendlech aus där Erspuernis vun 33 Milliounen eng Méiausgab vu ronn 40 Milliounen entstanen ass.

Dat also kontabilitéitsméisseg elo als eng Erspuernis duerzestellen, vun haut aus gekuckt, ass sécherlech falsch. Dat war en fait eng Méiausgab, an och do huet dës Majoritéit misse kucken, dat Besch aus der Situatioun ze maachen, fir dass effektiv dat doten net eng schwéier Méibelaaschtung fir déi nächst Jore fir de Statsbudget wäert duerstellen.

Soudass also, wann ech deen dote Chiffer huelen, vläicht 10% vun deem ganze Pak, vun deem éischte Pak, strukturell Aspuerung waren op der Einnahmesäit. Dat, fir ze soen... Ouni dat a Fro ze stellen, wat gemaach ginn ass! Mä wat mech stéiert, dat ass déi Schoulmeeschtereit hei! Et ass och dat vläicht, wou vill Leit es mat de Jore genuch hunn. Ech soen lech dat. Wann een ëmmer mat Leit ze dinn hutt, déi mengen, si hätten d'Wourecht gepacht, si géifen ni Feeler maachen, ma wéi

fillt ee sech dann esou schappég! Wéi fillt ee sech dann esou schappég, wann ee kuckt, wéi dichteg déi dote Leit sinn a wéi ongerecht déi Leit do eigentlech behandelt gi sinn.

Dat, fir lech ze soen, dass ech dovunner iwwerzeegt sinn, dass déi Diskussioun hei doriwuer, wéi mer aus der Scholdefal erauskommen, net eriwuer ass mat där heiter Debatt. Déi wäerte mer mindestens all Joer nach eng Kéier féieren. An ech géif mer just éierlech wënschen, dass déi méi oppe wär, méi gezechent wär vun engem Sech-openeen-Zoubewegen, wéi u sech déi Frontenopdeeling, déi mer hei kann hunn. Dat ass en éierleche Wonsch, deen ech hunn!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bodry. Ech hunn eng weider Wuertmeldung vum Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll e puer Bemierkungen nach mat an déi Diskussioun hei erabrëngen opgrond vun der Interventioun vum Kolléeg Alex Bodry. Hien huet hei am Fong gesot, dass d'Opposition Amendementer erabruucht hätt, déi géifen zousätzlech finanziell Belaaschtunge fir de Statsbudget mat sech bréngen, a keng Propositionen gemaach hätt, wéi dat op där anerer Säit géif géigefinanzéiert ginn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...keen Amendement. Ech hu kee gesinn!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Bodry, mä Parteikolléeg Fernand Kartheiser huet lech de Moien hei iwwer 400 Milliounen opgezielt, wou de Stat kéint spueren, ouni datt en iergendwéi engem Bierger dowéinst hei misst am Land weider Geld aus der Täsche zéien. Iwwer 400 Milliounen huet de Fernand Kartheiser de Moien hei Punkt fir Punkt opgezielt, wou kéint gespuert ginn. Dir hutt dat anscheinend net matkritt!

Wann ech elo dat mat eisen Amendementer vergläichen, dann sinn dat Peanuts vun deem, wat mir als Amendement verlaangen a wat mer als Géigeposition gemaach hunn, wou de Stat kéint vill méi Gelder spueren. Dat just, fir kloerzestellen!

Zweete Punkt, d'Amendementer. Et gétt hei vun der Majoritéit a vum Här Bodry gesot: „Firwat hutt Der déi Amendementer net an der Kommissioun bruecht?“ Ma, ganz einfach: Wa mer se an der Kommissioun bruecht hätten, dann hätt Der se an der Kommissioun ofgelehnt, wéi Der alles an der Kommissioun ofgelehnt hutt!

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Dir hätt et zwar léiwer an der Kommissioun gehat.

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Dir hätt et léiwer an der Kommissioun gehat, well dann hätten d'Leit dobaussen nämlech net gemierkt, datt Der se ofgelehnt hutt! An hei an éffentlecher Sitzung...

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Hei, hei an éffentlecher Sitzung musst Der Fuert bekennen an d'Leit am Land mierken,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Kuckt d'Reglement! Kuckt d'Reglement vun der Chamber!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...wat Der oflehnt. An duerfir hätt Der se gären an der d'Kommissioun an Dir wëllt se net an der éffentlecher Sëtzung, mä dee Gefale wäerte mer lech net maachen!

Deen drëtte Punkt, deen ech wëll soen, dat ass och am Zesammenhang mat den Amendementen. Den Här Bodry huet hei seng Interventioun elo ugefaangen an en huet gesot: „Dir wësst alleguer, datt mer déi Amendementer do net kënnen unhuelen, well soss kënnen mer de Budget net stëmmen a mir müssen awer virum 31. Dezember e Budget gestëmmt hunn.“

Ech stellen d'Fro, Här President, un d'Gambia an un den Här Bodry zrëck: Wann net deen Zäitdrock wier, géift Der se dann unhuelen?

Géift Der se dann unhuelen? Dir hutt hei gesot, et wier zäitlech net méi dran, fir se unzehuelen. Duerfir froen ech: Wann et zäitlech dra wier, géift Der se dann unhuelen?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et hätt een eng Diskussioun kënnen an der Kommissioun féieren, wou ee gekuckt hätt, ob ee vläicht hei op eenzelne Punkten en Accord fonnt hätt, deen iwwert déi Majoritéit vun der Regierung erausgaange wier.

(**Interruption**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Voilà, Här President, wann dat d'Proposition vun der Majoritéit ass, da géif ech soen: Ma, da stëmmt Dir haut Äre Budget, a mir schécken déi Amendementer hei un de Statsrot...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat geet net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach! Dach, mir stëmmen de Budget a mir schécken déi Amendementer un de Statsrot. A mir waarden am Januar of, wat de Statsrot eis zu deenen eenzelen Amendementer seet a mir kënnen zu all Moment am Januar nach e Projet de loi hei deponéieren als Kommissioun, wou mer dann Annerungen un dësem Budget maachen! Kommt also elo net a sot, déi Amendementer hätte kee Wäert!

Da sot éierlech: „Mir wëlle se net unhuelen a mir sichen elo egal wat fir Argumenter, fir se net unzehuelen.“ Mä kommt net dermat, datt et den Zäitdrock wier oder d'Kommissioun. Dat si keng Argumenter! Dir wëllt se net unhuelen! Dir wëllt hei eben Äre Politik duerchsetzen. Dat ass Äert gutt Recht. Mä da sot et! A kommt net a sot: „Maacht Propositionen!“, a wa Propositionen kommen, da sot Der: „Jo, dat geet elo net, mir hu keng Zäit méi.“

Neen, deen Trick, Här Bodry, dee geet net! Wann Dir se wëllt unhuelen oder souguer nëmme wëllt driwwer diskutéieren, da soe mir, da géife mir, Här President, eis Amendementer haut net zum Vote bréngen, wa mer en Accord fannen. A mir géife se un de Conseil d'État schécken, mir géifen d'Antwort ofwaarden. A wa mer dann d'nächst Joer uganks des Joers eis eens ginn, datt déi Amendementer berechtigt wieren an dann och wahrscheinlech d'Zoustëmmung vun der Majoritéit kréien, da maache mer e Projet de loi, wou mer d'Budgetgesetz d'nächst Joer ëmsetzen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Dat geet jo guer net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ah, dat wëllt Der och net! Dach, dat geet, Madame Loschetter! Dat geet!

► **Une voix.** - Neen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach, Dir kënt all Gesetz zu all Moment ëmänneren!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Esou wäit misst Der jo awer wëssen, wéi mer an der Prozedur hei stinn.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Dat ass eng Proposition de loi.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Also, kommt elo net, mir hätten et sollen an d'Kommissioun bréngen an et wier keng Zäit méi. Sidd éierlech a sot: „Mir wëllen näischt un eisem...“

(**Interruptions**)

...Budget änneren. Mir wëllen en esou duerchzéien, wéi mer e presentéiert hunn. An alles dat, wat d'Opposition bréngt, akzeptéiere mer net, egal wat et ass.“

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Fir kloer ze sinn: D'ADR-Amendemente wëlle mer net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann Der wëllt, mir sinn d'accord, fir eis Amendementer zrëckzezéien, wann Der domat d'accord sidd, datt mer se un de Statsrot weiderginn!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen.

(**Brouhaha**)

Hunn ech soss nach Wuertmeldungen? Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wäert ganz kuerz sinn, well ech mengen, no all deene laangen Debatten ass dat meescht, wann net alles, wann net schonn ze vill gesot.

Ech wëll just nach eng Kéier rappeléieren, datt mer wierklech allegueren hei am Land ganz gespaant waren, wéi den Här Wiseler am Oktober gesot huet, datt se géifen als gréisst Oppositionspartei och hir Iddien erabrëngen, hir Virschléier erabrënge fir de Budget 2015, a wéi e gesot huet, si géifen déi och direkt beim Dépôt vum Budget erabrëngen an datt een dann Zäit hätt, fir se ze diskutéieren.

Mir wëssen, datt dat net de Fall war. Mir ware ganz gespaant, mir hunn näischt kritt. Emol net geschter, mä haut hu mer déi éischt Texter kritt. Dat waren emol net alles Amendementer, et ware ganz vill Motiounen. A mir wëssen alleguer, den Alex Bodry huet virdu scho gesot, datt mer dann an der Prozedur net ronn kommen, datt mer dann net erauskomme beim wichtegste Gesetz, datt mer hei am Joer stëmmen, beim Budgetgesetz, datt dat net opgeet. Bei den Amendementer net an nach manner bei de Motiounen! Well bei de Motiounen si jo nach keng Texter, déi do virleien. Da misst een also fir d'Éischt do emol Texter schreiwen an der Regierung, an der Chamber, bis mer praktesch d'nächst Woch zesummekommen, an dann eréischt d'Navette veuillez lire: d'Navette mam Statsrot) maachen. Dat géif, egal wéi, net bis den 31. Dezember opgoen, fir dat och nach eng Kéier hei dann ze stëmmen.

Dir maacht do wierklech décke Bluff! Dir maacht do wierklech eppes, vun deem Der ganz genau wësst, datt dat net geet!

Dann inhaltlech, zu deenen Iddien, déi komm sinn.

(**Interruption**)

Wann ech kucken, wat an deenen Amendementer, wat an deene Motiounen steet vun der CSV, da gesinn ech, datt do exklusiv drasteet, wat net soll gemaach ginn. Dat heescht, d'CSV ass weider an hirer Logik: „Nee, nee, nee!“ Alles dat, wat net soll gemaach ginn, zum Beispill an der Famill, datt do net soll d'Allocation d'éducation, d'Allocation de maternité ofgeschafft ginn. Si soen awer net, wéi vill dat dann eventuell eben als Méilaascht wier.

Beim Logement hu se och eng Rei Saache gesot, wat net soll gemaach ginn. Zum Beispill och d'TVA-Erhéijung op d'zweet, drëtt, véiert, fënneft Wunneng. Ech ginn net méi am Detail op déi Saachen an.

Iwwerall soe se nëmme, maache se Propositionen, wat net soll gemaach ginn. Et gétt och net gesot, wat dat dann erëm weider kascht. Néierens ass eng Fiche financière. Néierens gétt ongeféier gesot, wat de finanziellen Impakt do ass. Mä ech kann lech soen, och ouni do elo Chifferen ze hunn, an hire Propositionen ass kee Spuereffekt, au contraire. Dat géif nämlech eng Méibelaaschtung ginn, déi an d'Honnerte vu Milliounen geet.

Ech sinn och verwonnert, muss ech awer soen - nach eng kleng Klammer op -, datt een da virdrun hei virgeworf krut vun engem CSV-Spriecher, datt mir oder datt d'Regierung nom Accord - net zwee oder dräi Deeg, mä awer e puer Deeg duerno -, net do konnt Zuelen op den Dësch leeën.

Ech wëll nëmme drun erënneren, datt d'CSV viru Joren nach en Accord salarial ausgehandelt huet, wou se nach Méint, Joren duerno net konnt soen, wat fir een Impakt dat huet, datt se sech emol net bewosst war, datt dat och en Impakt huet op de Secteur conventionné. An da kann ech mech och nëmme wonneren, datt dann den Deputéierte Laurent Mosar, Här President, och nach Question-parlementaire stellt, fir emol ze froen, wéi vill dat da géif kaschten. Dat hätt ee sech sollen e puer Joer virdu froen!

(**Interruption**)

Här President, och wa mer Zäit hätten, den Här Gibéryen huet elo virdrun esou eng ganz fantasievoll Iddi gehat,...

► **Une voix.** - Jo, jo!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...och wa mer Zäit hätten, kann ech elo soen, mat deem, wat mer haut héieren hunn, datt mer déi Amendementer, och wa mer se laang diskutéiert hätten, net ugeholl hätten.

(**Exclamations**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass eng kloer Sprooch! Voilà!

(**Exclamations**)

► **M. Eugène Berger (DP).** - A firwat?

(**Interruptions diverses**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Da kommt net mat faulen Argumenter! Da sot et!

► **M. Eugène Berger (DP).** - A firwat?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat do ass Kloertext!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat si keng Alternativen. Dat ass nämlech e Scholdepak, wat si proposéieren!

(**Interruption**)

Dat si keng Alternativen, fir de Budget an den Équiliber ze kréien!

(**Brouhaha**)

Dat si keng Alternativen, fir d'Statsfinanzen an de Grëff ze kréien!

(**Coups de cloche de la présidence**)

Ech kann lech just soen, mat eisem Budget, do hu mer den...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift, ech héieren de Riedner net méi!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...Examen zu Bréissel gepackt. Mä mat Äre Propositionen, mam Nee...

(**Interruptions diverses**)

...hätte mer den Examen net zu Bréissel gepackt, Här President.

Nach just ee Wuert direkt zu de Motiounen. An, ech mengen, dat hunn ech hei scho genuch erkläert, mam Inhalt.

Eng Motioun just, wou ech wëllt soen, wou et e besonnesche Grond wier, fir déi net unzehuelen - ech mengen, et ass déi vun der Madame Hetto -, wou deen éischten Tiret ass, ech hunn

et elo, mengen ech, ongeféier auswenneg am Kapp: «invite le Gouvernement à abandonner ses ambitions».

Mir wäerten alles maachen, mä, ech mengen, dës Regierung wäert dat..., op alle Fall, dat ass dat Lescht, wat se géif maachen, hir Ambitioune opginn, fir hei ze kucken, d'Statsfinanzen erëm an de Grëff ze kréien, fir Zukunftsperspektive fir déi nächst Generatioune ze schafen. An an där Aarbecht wäerte mir se voll ënnerstëtzen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Déi nächst Wuertmeldung kréien ech vum Här Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wollt jo am Fong net fir d'Zweet schwätzen, mä wann ech dat awer alles héieren hunn, kommen ech awer net derlaanscht, trotzdem e puer Wuert ze soen.

Ech soen, hei gëtt eis reprochéiert, eng Rei Saachen net chiffriert ze hunn. Gutt. Ech wëll just soen, dat kann ee reprochéieren, datt ee vläicht eng Motioun net chiffriert. Mä ech soen lech awer och: Datt hei Amendementen eragereecht gi sinn an do d'Motioune eragereecht gi sinn - iwwerhaapt!-, dat ass awer säit 10, 15 Joer déi éischte Kéier, datt et gemaach gëtt an datt Propositionen op den Dësch kommen!

Déi lescht Joren, wéi d'DP an der Opposition war, si keng Motiounen hei erakomm, si keng Propositionen erakomm vun lech. Dofir, kommt eis hei keng Lektione maachen, wéi déi Budgetpolitik...

(**Interruptions**)

...an déi Diskussioun an der Opposition ze féiere sinn!

(**Interruptions**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gliff!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Zweet Remarque:...

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gliff!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Zweet Remarque, dat ass déi, fir ze soen: Mir hunn dat net chiffriert, mä ech soen lech, an deem Budget, esou wéi en hei virläit, do sinn d'Chifferen och net all dran! An dee musse mer awer elo stëmmen a fënnf Minutten! Do sinn d'Chifferen net dra vun deem,...

(**Interruption**)

...wat de Congé parental wäert méi kaschten, wann Der d'Allocation d'éducation ofschaaft. Wou sinn déi Chifferen dann? Déi stinn net do, et gëtt einfach net gerechent. Dat si Milliounen, déi do méi wäerten Dépense sinn, wéi hei drasteet! Net chiffriert an Ärem Budget.

Dir sot: „D'Gratuitéit an d'Personal, wat soll nokommen, dat ass eng mëttelfristeg zousätzlech Dépense, dofir brauch se net dran ze sinn.“ Zumindest misst se am Pluriannual sinn.

Mä ech soen lech awer och: Wann Der dat esou wéi ugekënnegt fir d'Rentrée 2016 wëllt maachen, da géif ech awer mengen, dann hätt Der awer besser, 2015 unzefänken, déi éischt Dépense ze maachen, fir dat opze-riichten, wat Der braucht, fir dat Personal anzustellen, fir dat dorobber virzebereeden, datt een et à partir vum September 2016 ka maachen. Ech sinn iwwerzeegt, Dir bréngt et net fäerdeg, fir dat ze maachen. Dofir hutt Der och keng Sue virgesinn. Mä wann Der et seriö géift mengen a wann Der et seriö sollt maachen, dann hätt Der awer nu wierklech besser, déi Sue schonn an de Budget 2015 anzuschreiwten.

Elo hunn déi verschidde Riedner hei opgezielt, wat dann an de Motiounen vum der CSV, pardon, an den Amendementen vum der CSV drasteet a wat net drasteet an dat opgeléicht.

Do sinn ech d'accord, well dat méi schwéier ass, wéi mer geduecht haten, an der Opposition, wou een net méi iwwert déi technesch Kompetenz vun Administratioune verfüegt, déi engem zur Säit stinn, fir detailléiert Texter auszuschaffen. Dat ass esou! Dofir hu mer eng Rei Saachen, déi an der Technik ganz, ganz schwéier waren an déi mer och net feelerfräi wahrscheinlech hikritt hunn. Wie kann dat: einfach eleng esou schreiwten? An dofir hu mer jo Administratioune, déi gutt sinn an déi der Politik hëllefen an zur Säit stinn, fir déi Saachen ze maachen. Och dës Regierung huet dee Budget net selwer geschriwwen. Och deen hunn d'Administratioune zu engem Hauptdeel geschriwwen, och wann d'politesch Décisioune vum der Administratioun kommen (veuillez lire: vun der Regierung kommen).

Dofir hu mer eng Rei Motiounen gemaach.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...net ganz komplizéiert awer.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dofir hu mer jo eng Rei Amendementen gemaach.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Abrogez, abrogez!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et sinn der awer anerer, déi ganz komplizéiert sinn an déi méi schwéier sinn, an déi hu mer an de Motiounen beschriwwen. An déi hu mer an eisen liddie gesot, déi mer hei entwéckelt hunn. An da fannen ech et..., besonnesch wann ee just déi eng hält an déi aner guer net!

Ech wëll nach eng Kéier och der e puer einfach énumérieren, déi mer hei kloer an däitlech gesot hunn, déi och deelweis an eise Motiounen drastinn. Den Här Roth huet de Moie relativ kloer gesot, wou mer wëllen an der Steierpolitik higoen. En huet vun der Erhéijung vun der Grondsteuer geschwat. En huet och vun der Adaptatioun vum Steiertarif geschwat respektiv vun de Revisiounen, haaptsächlech vun den Abattementer iwwert d'Scholdzënsen, d'Assurancen an d'Bausparverträg.

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Dat war eng Diskussioun, déi kann een esou maachen. Et kann ee se och anescht maachen, wann een dat wëllt.

(**Interruptions**)

Mir hu proposéiert, an Dir hutt et gesot, d'Investissementen erfrozesetzen. Mir hu proposéiert, se op deem Niveau ze halen, wéi se an deene leschten dräi, véier Joer waren, wat en immens héijen Niveau war. Mir hunn nämlech och gekuckt, wat d'Dépensenzuele waren. Ech hu leider, wéi gesot, déi Zuele vum September just gehat, wat do d'Dépense waren, déi 2014 gemaach gi sinn, a festgestallt, datt déi 15% ënnert de previsibelen Dépense waren. A mir hunn dofir gesot, mir mengen, datt een dat guer net hikritt, déi Dépense, déi hei ugaange gi sinn oder déi hei annonciert gi sinn, och wann ee méi Personal rekrutéiert. Esou einfach geet dat net. Et hänkt net um Personal, mengen ech. Et hänkt un de Prozeduren. Et hänkt un der Aart a Weis, wéi een dat muss emsetzen. Et hänkt un der Planifikatioun vun der Geschicht.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wann Der sot, mir packen et net méi, da reportéiere mer déi Dépense just op en anert Joer.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll lech just soen, déi 137 Milliounen, déi Dir 2014 gespuert hat an deem Budget, waren awer exactement d'selwecht. Den Här Bausch huet et kloer an däitlech gesot. All déi Spuermoosnamen, déi Dir grouss annonciert hutt am Budget 2014, waren och sécherlech keng strukturell Moosnamen.

Ech wëll awer just soen, Dir hutt mir gesot: „Wat fir eng strukturell...“

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

Wat fir eng strukturell Moosnamen hutt Der geholl an deene leschte Joren? Wat hutt Dir da gestrach am Budget?“

Ech wëll lech just drun erënneren, datt ech mat groussen Diskussiounen an deene leschte Joren eng Rei Projete gestrach hunn aus deene pluriannualen. Ech hunn d'Escher Zuchstreck fir 1,6 Milliarde gestrach. Ech hunn d'Streck um Kierchberg fir 1,2 Milliarden Euro gestrach. Ech hunn déi Gare um Kierchberg fir 200 Milliounen Euro an d'Gare zu Zéisseng fir 300 Milliounen Euro gestrach. Dat sinn iwwer 3 Milliounen (veuillez lire: 3 Milliarden) - Dir sot et - strukturell Spuermoosnamen, déi net méi an der ganzer Programmation drastinn!

Mir hunn eng ganz Rei Projete wesentlech méi bëlleg gemaach, wéi se ugekënnegt waren. Dat ware grouss Diskussiounen hei an der Chamber. Dat hu mer gemaach.

An ech soen lech och, datt... An et ass ganz schwéier, wann Der elo sot: „Wéi géift Der am Detail déi Verschiebungen do maachen?“ Well fir lech dat hei ze soen... An ech hunn et zéng Joer laang gemaach!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ma gemeinsam kucken!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Genau! Ech hunn et zéng Joer laang...

(**Exclamations**)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ben. Ma selbstverständlech!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...gemaach an ech sinn zéng Joer zu engem Resultat all Joers komm.

Mä ech soen lech et awer och ganz kloer: Deen do Exercice, dee maacht Der net, wann Der déi Administratioune net hutt, déi lech genau kënne soen, wéi wäit e Projet engagéiert ass, wat mer wierklech brauchen elo, a fënnf Joer,

an zwee Joer oder guer net! Dir braucht do déi technesch Kompetenz, fir dat och technesch unzuegoen. Well et sinn net politesch Froen, et si ganz oft technesch Froen, déi sech stellen, wou een heiansdo méi bëlleg Alternative fënnt. An ech soen lech ganz kloer: Dat kritt Der net hin, wann Der net all déi Leit, déi sech dagdeeglech dorëm këmmere, zur Säit hutt, fir et ze maachen.

(**Interruption**)

Mir hunn och eng ganz Rei Moosnamen an der Familljepolitik proposéiert. Déi kommen awer an Äre Rechnunge guer net zréck!

Mir hunn lech gesot, datt mer zwar dee ganze Pak global géife kucken an engem Mix vu Steieren a vun de Coût-de-fonctionnementen, dee mer géife maachen. Mä mir hunn lech awer och eng Rei Prezisioune gesot. Mir hunn lech gesot, datt mer déi Dépense, déi mer wëllen erfroschrauwen, géifen esou erfroschrauwen, wa mer d'Allocation d'éducation wëlle behalen, datt mer déi Zomm verdeelen op déi 106.000 Familjen, déi mer hunn, déi 184.000 Kanner, wou et da kengem guttdeet, mä awer och kengem esou wéi, datt e Problemer domadder huet. An net just 8.000 Leit mat der Schépp op de Kapp haen an deene richtig gutt wéi doen! Mir géifen dat ganz anescht verdeelen. A mir mengen, richtig, dat wär wesentlech méi sozial gerecht.

Mir hu gesot, datt mer d'Allocation de rentrée scolaire géifen ersetzen duerch Sachleeschungen. Mir hu gesot, datt mer de Chèque-service géifen iwwerkucken an deen och méi esou organiséieren, datt déi Leit, déi méi verdéngen, och méi misste bäileen a mer doduerch e gutt Stéck géife spueren.

Mir hu gesot, datt mer bereet wäeren, och déi Gläichstellung vun éischten an zweete Kand als eng vun den Alternativen ze engagéieren, mä awer net à partir vum drëtten Kand, well de Risque de pauvreté méi grouss wär. Mir hu gesot, datt, wann Der dat vum drëtten Kand géift maachen, da géife mer zumindest d'Allocation pour famille nombreuse zousätzlech dozusetzen, fir et ofzespecken, wann déi aner Spuermoosnam muss gemaach ginn.

Dir kënnt also net soen, datt mer hei keng Propositionen op den Dësch geluecht hätten, wat reell Aspuerunge sinn. Heiansdo ass et schwéier, se ze chiffrieren, well Der den technesch Know-how net hutt. Da géife mer gär maachen; mä mir hu se an de Motiounen hanerluecht, mir hu se erabruucht. An ech hätt och gär, datt déi fair Evaluatioun dovunner géif gemaach ginn. Well dat, wat mir hei erabruucht hunn, dat ass wesentlech, mindestens op deem Niveau vun deem, wat dës Majoritéit proposéiert huet, wann Der d'Rechnung och géift total maachen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech hunn elo keng weider Wuertmeldungen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Finanzminister.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, léif Regierungskollegen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wäert versichen, aus deenen Débaten esou konstruktiv wéi méiglech Konklusioune ze zéien. Dat ass net einfach, och op Basis vun deene leschten Interventiounen, déi zu engem gewesenen Deel dach awer ganz polemesch waren!

En fait geet et hei jo dréms, e Problem ze léisen, deen d'ganz Land eppes ueget. An ech hu jo versicht, a menger Introductioun zu dësem Débat ze erklären, dass den Équilibre vum de Statsfinanze jo eppes ass, wat jo fir alleguerte vun eis misst eng wichteg Saach sinn.

Ech si wierklech elo e bëssen an den Doute komm, well ech hat mer hei opgeschriwwen, well den Här Wiseler dat gesot huet - an ech sinn och frou, dass hien nach eng Kéier intervenéiert ass -, den Här Wiseler huet gesot, d'CSV géif den Diagnostic deelen, dass d'Statsfinanzen net équilibréiert sinn an dass dat muss geléist ginn. Ech fannen dat wäertvoll, dass mer dorüwer op d'mannst e Konsensus hunn. An ech mengen, den ADR deelt deen Diagnostic och.

Ech muss awer feststellen, dass op d'mannst den Här Wolter dat net deelt, well hien huet jo gesot, an ech hunn dat wierklech eng pauschal Formel fonnt: „Mir hunn näischt falsch gemaach.“ Näischt! A visiblement huet déi heite Regierung alles falsch gemaach!

Ech kann dat doten net esou stoe loos. Ech wëll vläicht just e bëssen no hanne kucken. Et ass jo ganz wichteg, dass an dëser Chamber, do war eng Unanimitéit an dëser Chamber 2008 fir ze soen: Déi Kris, déi hei kënnt, ass esou grav, dass mer mussen antizyklesch handelen an dass mer musse méi Dépense täte-

gen a mer eis dofir och e bësse méi verschëlden. A mir haten dee Sputt.

Ech kucken zréck, wou ech deemools war: an der Chambre de Commerce. Mir hunn dat och als Chambre de Commerce begréisst, dass d'Regierung dat géif maachen. An dozou stinn ech haut als Persoun an ech mengen, dozou sti wahrscheinlech all déi Deputéiert, déi deemools hei am Sall waren, dass 2008, 2009, vläicht och nach 2010 huet misse méi investéiert ginn.

De Problem ass, dass mir, an dat ass wierklech eegenarteg (veuillez lire: wierklech eenzegaarteg) fir Lëtzebuerg, dass mir en fait déi Politique keynésienne vun der Relance duerch méi Dépense an den Dépenses publiques einfach weidergemaach hu bis 2013 inclus! An dofir huet eis Schold sech verdräifacht vu 7% vum BIP op 23% haut!

Also kommt mir maachen hei eng Distinction, mir geheien net alles mateneen ewech. Dat war eng gutt liddie 2008, 2009 an och nach vläicht 2010. Mä 2011, 2012, 2013 hätt misse gehandelt ginn! An ech mengen, et gëtt jo och e Konsensus zu Lëtzebuerg, dass do hätt misse eppes gemaach ginn. An dofir behalen ech léiwer zréck dat, wat den Här Wiseler gesot huet a verschidden anerer, mengen ech, a senger Partei: dass mer den Diagnostic deelen. Well wa mer den Diagnostic net deelen, jo, da komme mer ni weider!

An dann ass vill insistéiert ginn - ech hat emol guer net wëllen, op dee Punkt zréckzekommen, well ech schonn a menger initialer Ried driwwer geschwat hat -, dass hei nëmmen ee Véirel vum Effort géif mat Reduktioun vun Dépense gemaach ginn an déi aner dräi Véirel mat Augmentations de recettes. Dat ass richtig 2015! Mä déi Réduction de dépenses an déi, déi och nach an der Tëschenzäit derbäikommen, 2016, 2017, 2018, déi rééquilibréieren dat jo, soudass mer 2018 net ganz op 50/50 sinn, awer net méi wäit dervun. Mä ech hunn dat jo explizéiert! Fir elo ze maachen, wéi wann et dat net géif ginn, dat fannen ech net korrekt!

An den Alex Bodry huet ganz flott ënnerstrach, dass justement déi Réformes structurelles 2011, 2012, 2013 net gemaach gi sinn. Et ass haaptsächlech mat den Investissementen Décalage geschitt an domat ass de Gros vun de Reduktioune vun den Dépense geschitt. An ech wäert och dorobber zréckkommen.

Ech halen also fest, dass mer eis eens sinn, dass eis Statsfinanze musse sanéiert ginn. Mir sinn eis net eens, an dat ass och zum Deel normal, wéi mer dat maachen. All Partei huet hir Prioritéiten, hir Wieler, an dat ass normal.

Ech kommen also gären op eng zéng Punkten awer ganz kuerz zréck. Bal all Mënsch huet iwwert d'Konjunktur geschwat, dass eis Hypothees vläicht optimistesches ass. Mir hunn drop geäntwert, dass mer déi Prognos vun 2,7 halen, déi mer drageschriwwen hunn, well mir changéieren de Budget net all fënnf Minutten! Dat huet och nach keng Regierung virdu gemaach. Mä mir gleewen och u Lëtzebuerg, u seng Upassungsfäegkeet, souwuel vun den Entrepris wéi och vun de Leit, déi hei wunnen a schaffen.

Et geet eis haut net méi esou gutt wéi vläicht viru véier, fënnf Joer. Mä et geet eis am internationale Verglach nach ëmmer immens gutt! An dann, muss ech soen, deet et mer wierklech wéi, wann hei vum ADR proposéiert gëtt, dass mer missten eis Aide-au-développements-Politik manner generéis gestalten! Wa mer gesinn, wat an der Welt alles lass ass, déi politesch Risiken, déi strategesch Risiken, an der Ukrain, dat ass net wäit ewech vun ons...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass awer keng Entwécklungshëllef!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Neen. Mä déi Risiken, déi do bestinn, a Syrien, an all déi aner Länner, wou en immenst Leed ass! A wéi solle mer dann deene Leit erklären, dass elo eis Aide au développement vun 1%, wou mer stolz sinn, dass mer déi erreecht hunn, soll op 0,7% erofgoen? Dat kann ech net novollzéien!

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Setzt lech emol derfir an, datt all déi aner Länner hir 0,7 bezuelen!

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Gibéryen!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Domat ass de Leit och gehollef...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Dat ass...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, domadder wier e vill gehollef!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Just den Här...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An et wier vill méi, wéi mer aspieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Just den Här Finanzminister huet d'Wuert, wann ech gelift!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Also dat ass richtig. Et wier gutt, wann alleguerten d'Länner géifen hir Obligatiounen anhalen. Do kann ech lech nëmme recht ginn!

Et sinn e puer spezifesch Froe gestallt ginn. Ech kann net op se alleguerten äntweren. Ech wollt der awer e puer huelen, déi den Här Wiseler als Spriecher vun der Haaptoppositiounspartei hei virbruecht huet.

Ech wollt erklären, ënner anerem och, fir ze soen, dass mer awer opgepasst hunn op ville Saachen, wou gemaach gëtt, wéi wa mer net opgepasst hätten. Zum Beispill: Mir kafen e Gebai fir 86 Milliounen, d'Cité (veuillez lire: d'Cité policière) beim Flughafen, fir 86 Milliounen. Dat ass richtig. Doduerch spueren mer Loyer. Mä déi 86 Milliounen, do si mer eis natierlech bewusst, dass mer déi ausginn. Mir hunn awer en paralèle och en Terrain verkaaft fir 90 Milliounen bei der Gare. Dat neutraliséiert sech. Dat ginn zwee separat Projets de loi. Déi sinn elo net méi am Zukunftspak dran, mä mir hunn do der Opposition formelle vum Statsrot nogelauschert an dat dann esou separat eraginn.

En zweet Beispill: D'Administration des Contributions, do kréie mer eng Erhéijung vum Personal, well mer do wëllen d'Lutte géint d'Fraude verstärken. Do sinn ech gefrot ginn, wéi mer op de Calcul vum de Recetté komm sinn, an do wollt ech dem Här Wiseler soen, mir hunn do d'Eckwäerter geholl an d'Erfahrungswäerter, déi an der Vergaangenheet enregistriert gi sinn. Déi kennt d'Administratioun an déi hu mer zréckbehalen. Ech wëll och ënnersträichen, dass dat additionnelt Personal, wat mer dofir astellen, natierlech am Numerus clausus virgesinn ass.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Zweete Punkt: Et ass vill iwwert déi Oppositions formelles vum Statsrot geschwat ginn, 33 Stéck. Ech wëll soen, dass dat sech, eischtens emol, erkläert, well mer jo déi 24 Mesurë vum Zukunftspak haten - dat ass jo eng legislativ Aarbecht, déi riseg ass! -, an dass fir zwee Drëtter vun deene 24 Mesuren, also 16 Stéck, iwwerhaapt keng Opposition formelle dra war.

Da wëll ech och soen, dass de Statsrot fir all déi Taxen am Domän Santé an an der Educatioun - Homologatioun -, dass en do de Prinzip vun deenen Taxen attackéiert huet. A vu dass där Taxen eng Rétsch dra waren, wéi Der alleguerten ënnerstrach hutt, hu sech déi Oppositions formelles multiplizéiert. Also, an der Somme, muss ech soen, sinn et där Oppositions formelles net esou vill a mir hunn deenen natierlech all Rechnung gedroen.

Drëtter Punkt, do mengen ech och, dass mer bal e Konsensus hunn. Fir déi meescht Parteien an och fir déi Haaptoppositiounspartei an natierlech d'Majoritéitsparteien ass et kloer, dass dat heite keen Austeritéitsbudget ass. Et sinn awer zwou Parteien, déi deelen dat net. Den Här Reding an den Här Urbany hu gesot, dat hei wier en Austeritéitsbudget. Ech muss soen, ech kann dat intellektuell net novollzéien. Hei ginn d'Dépensé 4% an d'Luucht. Kuckt am Ausland, wéi vill do d'Croissance vun den Dépenses ass, an da soen ech lech: Neen, dat hei ass net en Austeritéitsbudget!

En revanche, wann een dat géif maachen, wat den ADR proposéiert, d'Investitiounen ganz staark erofzefueren, majo dann hätt een en Impakt op der Croissance an dann hätt een en Austeritéitsbudget. A wann e géif maachen, wat déi Lénk proposéieren, d'Taxe spektakulär an d'Luucht ze setzen, da géife mer all auslännesch Investisseuren ewechscheien, keng nei méi kréien, der vill hei verléieren, an dann erëm hätte mer Austeritéit!

Véierte Punkt, den Investissement. Ech mengen, dat hei ass ee vun de Kärsujetten, wou mer eis net eens sinn, an dofir wëll ech e bësse méi laang doriwwer schwätzen. En ass vum Här Wiseler, vum Här Roth, vun de Rapporturen, vu ganz ville vun lech hei ugeschwat ginn. Zu Recht!

Wa mer d'Investissementer no ënne fueren, da schwäche mer d'Croissance. An dat wollt mir net! Wa mer d'Investissementer no ënne fueren, da si mer en contradiction mat deem, wat alleguerten d'Analysten an Europa soen, dass mer e Mangel un Investissement an Europa hunn, haaptsächlech am Privatsektor, mä awer och am Secteur public. An de Juncker-Plang ass jo grad d'Äntwert dorobber! A mir sinn do grad an där Linn.

Déi Investissementer, déi mer tätegen, déi schafen net nëmme Wuesstum, déi schafen natierlech Aarbechtsplazen, déi schafe Kontrakter, alles dat, wat mer brauchen! Mir sollen also net op dem Bockel vun den Investitiounen a futur Infrastruktur spueren, mir sollen net an Investissementer...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Ma da sinn ech frou, Här Wolter, dass...! Mir sollen net op den Investitiounen spueren an op Käschte vun deenen nächste Generatiounen, fir domat eis lafend Käschten, déi ze héich sinn, ze finanzéieren!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Madame Présidente, well den Här Minister grad just bei den Investissementer ass an ech him eng konkret Fro gestallt hunn, wollt ech hie froen, ob en nach wëllt dorobber äntweren. Soss géif ech him se nach eng Kéier stellen, well ech hätt gären eng Äntwert.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Här Minister?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Meng konkret Fro war déi, Här Gramegna, well Der jo elo de Luef vun den Investissementer, vun der Croissance a vun der Politik gemaach hutt, firwat dass Der am selwechte Moment, wou Der sot, mir mussen beim Stat d'Investissementer 10% an d'Luucht setzen, de Gemengen hir Capacitéit, fir ze investéieren, ëm 20% erofsetzt. Firwat?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech kommen nach op d'Gemengen ze schwätzen!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Och prezis op déi Fro, wann Der wëllt!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech kommen op d'Gemengen ze schwätzen.

(Interruption)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Also, do hu mer eng Divergence d'opinion iwwert d'Investissementer an Dir hutt jo och selwer gesot, Här Wiseler an och Här Wolter, dass Dir an der Vergaangenheet den Ajustement iwwert d'Investissementer gemaach hutt. Den Här Bodry huet richtegerweis ënnerstrach, dass dat oft, net ëmmer, Décalagé waren, also och net ëmmer Erspuerisser. A mir hunn et d'selwecht 2014 gemaach! Ech ginn dat gären zou, dass mir 2014 jo bei deem Pak vun 200 Milliounen, dee mer do gespuert hunn, 130 Milliounen manner Investissement virgesinn haten.

Dat huet mir net gutt gefall, mä ech hunn dee Moment nach déi Method, op déi mer elo gebaut hu fir de Budget nouvelle génération, nach net zur Verfügung gehat. Fir dann also op déi néideg 200 Milliounen ze kommen, fir och genuch ze spueren par rapport zum Effort, deen néideg war par rapport zum Pacte de stabilité et de croissance, hu mir och 130 Milliounen misse spueren par rapport zum Investissementsplang, dee mir op Bréissel geschéckt haten.

Ech hunn awer och elo nogekuckt, wat den Taux d'exécution am November ass, Här Wiseler. Dir hutt mech jo och gefrot, wou mer do dru wieren. An déi lescht Zifferen, do si mer am Taux d'exécution bei den Investissements directs, wou een dat ka moossen, bei ronn 85% am November. Dat ass par rapport zu deem, wou mer 2013 waren, méi wéi 10% méi. Do ware mer bei 74% an 2012 bei 72%, ëmmer am November verglach. Dir gesitt also, dass mer awer am Taux d'exécution gutt geschafft hunn.

Wéi ass - an dat ass mäi fënnefte Punkt - d'Veerdeelung vum Effort? Do hat ech och schon a menger initialer Ried vill drop gepocht. Et ass richtig, dass de Bierger e gewëssene Deel vun deem Effort dréit duerch d'TVA. Ech repetéieren nach eng Kéier, dass d'TVA schlussendlech, mat de Spezifisitéite vu Lëtzebuerg, plus ou moins hallef an hallef gedroe gëtt vun de Bierger op där enger Säit a vun den Entrepreneuren, dem Stat an de Gemengen op där anerer Säit, dass mer den Taux super-réduit halen an dofir deene Schwächsten entgéintkommen an dass mer natierlech déi 0,5%-Steier ageféiert hunn oder aféiere wëllen, wou mer de soziale Mindestloun neutraliséieren. Jo, dat ass dat, wat de Particulier bezilt.

D'Entrepreneuren, den Här Haagen huet dat ganz gutt erëmbrecht, d'Entreprise bezuelen och

hiren Deel, doduerch dass se eng Rétsch Subventiounen manner kréien, doduerch dass se an der Mutualitéit manner kréien an och an der Zukunft do manner kréien. An dofir ass et wichtig, dass een dat am Kapp behält.

Mä mir hunn eppes net gemaach, wat déi viregt Regierung awer gemaach huet: Mir hunn d'Steiere vun den Entrepreneuren net an d'Luucht gesat. Dat ass e Choix politique! A firwat hu mer dat gemaach? Well mer mengen, dass eis Entreprise genuch Steieren elo bezuelen an et elo net de Moment ass, fir se weider ze belastschen. Ech wëll drun erënnere, dass an deene leschten dräi Joer d'Taxen eropgesat gi si fir d'SOPARFlen, en Impôt minimum fir alleguerten d'Gesellschaften an den Impôt de solidarité an d'Luucht gesat ginn ass.

Vu dass d'CSV ganz oft drop insistéiert, dass d'Entrepreneuren hir wichtig sinn, wëll ech lech soen: Dës Koalitioun sinn d'Entrepreneuren och ganz wichtig! An dofir setze mer fir d'Entrepreneuren d'Steieren an deem Pak net an d'Luucht.

D'Gemengen, dozou wëll ech nëmme zwou Saache soen. De But, firwat dass d'Gemengen hei zur Saach bäigegu gi sinn, ass net, fir mat de Bréisseler Zifferen ze spillen. Et ass einfach, dass bei jiddwerengem en Effort gefrot ginn ass. An et ass richtig, dass och bei de Gemengen en Effort gefrot ginn ass. Ech hunn d'Mesurë beschriwwen. Ech fannen och déi vun der Kreatioun vun engem Rettungsdéngscht a vu Pompjeeën zesummen tëschent Stat a Gemengen, dass dat eng gutt Synergie ass, wou mer och Geld spueren.

An ech muss lech soen, ech hu gekuckt, wéi d'Recetté vun de Gemengen an den nächste Jore wuessen. Am Joer 2015 wuessen d'Recetté vun de Gemengen 2,8%. Déi wuessen 1% méi wéi d'Recetté vum Stat, trotz alle Mesuren! An am Joer 2016 wuessen d'Recetté vun de Gemengen iwwer 6%. Ech mengen, dass d'Gemengen e gewëssene Spurt hunn! An dat ass meng Äntwert op Är Fro iwwert d'Investissementer. Ech mengen net, dass et de Gemengen esou schlecht da wäert goen.

E sechste Punkt, well awer iwwert déi Mesure ganz vill geschwat ginn ass, iwwert d'TVA. Iwwert d'TVA wëll ech en fait just nach e puer Saache soen. Eischtens hunn ech vu kengem eppes héieren, wat d'TVA ubelaangt, wou mer jo och en Ajustement gemaach hunn, iwwert den Alkohol. A part vum Här Reding schéngt keen ze considéieren, dass dat e Bien de première nécessité ass.

Zu der TVA Logement kréie mer vläicht e bësse Geleeeënheet, fir driwwer ze schwätzen, well jo och doriwwer Motiounen sinn. Ech wëll awer zu deem faméise Plaffong vu 50.000 Euro nach Folgendes soen: Dat Eischt ass emol, dass dat eng Mesure ass, déi vill Geld kascht. Wann een dee Seuil vu 50.000 op 60.000 eropsetzt, dat kléngt harmlos, mä, wéi ech virdu während der Interventioun vum Här Bodry gesot hunn, wann een dat géif maachen, wier de Käschtpunkt 2015 8 Milliounen an 2016 iwwer 20 Milliounen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mä Dir hat versprach, datt et bei de Leit net géif méi deier ginn. Dat ass...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, mä dat ass de mechanischen Aspekt vun der Hausse vun der TVA.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et gëtt mechanesch méi deier, mä et gëtt méi deier!

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Wann ech gelift, loosst den Här Gramegna schwätzen!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech wëll awer dozou soen, dass déi viregt Regierung justement de Seuil vu 60.000 op 50.000 erofgesat hat. Dat hutt Dir jo gemaach! An elo frot Dir eis, mir sollen...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir haten de Contraire...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- ...e vu 50.000 erëm op 60.000 eropsetzen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir haten de Contraire awer och net versprach! Dir hutt versprach, bei Are Moosname géif et näischt kaschten. Et kascht awer!

(Interruptions)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Genau, Dir hutt dat gemaach.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Also wann ech gelift, den Här Gramegna huet eleng d'Wuert!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Mir hu keng 14% Augmentatioun op der TVA gemaach, wëll ech lech just soen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.**- Här Wiseler, wann ech gelift!

(Interruptions)

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Ech wollt nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer op Basis vun de Kommentare vum Secteur de Moratoire agefouert hu fir d'Investisseuren, fir dass déi bis 2016 hunn. Dat ass gutt fir d'Previsibilitéit. A mir hunn d'Renovatiounsaarbechten och zréckbehalen, déi nach ëmmer beim Taux vun 3% bleiwen.

Siwente Punkt: Politique familiale. Do kréie mer wahrscheinlech och nach e puer Diskussiounen elo mat de Motiounen an allem. Ech mengen, do ass bal alles gesot ginn. Ech géif gären all deenen, déi intervenéiert sinn, soen, dass ech deenen all ganz gutt nogelauschert hunn: der Madame Hetto, dem Här Wiseler, dem Här Baum, dem Här Adam, dem Här Kox. An et mierkt een, dass do zwou verschidde Philosophië sinn, déi net réconcilabel sinn. Domat muss ee liewen, do muss een assuméieren.

Ech soen lech als Finanzminister, dass ech et net eng gutt Iddi fannen, contradictoire Politiken ze ënnerstëtzen: déi eng Politik, déi ënnerstëtzt, dass ee soll doheem bleiwen an net schaffen, an en contrepartie eng aner, duerch déi een encouragéiert gëtt ze schaffen.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Dat nennt een „Choix“!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Mä de Choix ass jo jiddwerengem seng Fräiheet. Mä de Stat soll net déi eng Politik an déi aner finanzéieren. De Stat finanzéiert déi, déi de Leit hëlleft, d'Beruffsliewen an Harmonie ze bréngen mer Privatliwien. An dofir huet jo och des Koalitioun beschloss, als Äntwert och zum Deel zur Abolitioun vun der Allocation d'éducation, de Congé parental ze flexibiliséieren. Déi Négociatioun mat de Sozialpartner sinn amgaang a mir wäerten och do de Minimumniveau vun deem Revenu de substitution op den Niveau vum Salaire minimum bréngen.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- An dann e leschte Punkt. Fir et ganz kuerz ze soen, et sinn ongeféier 8.000 Leit, déi vun der Allocation d'éducation benefisiéieren. Et sinn och emol aner Zifferen genannt ginn: 8.000 oder 2.000. Wat och ëmmer d'Ziffer ass, all déi, déi se elo hunn, wäerte se behalen a kréie se bis zum Schluss ausbezuelt! D'Mesure leeft aus. Mä all déi, déi se hunn, kréie se voll ausbezuelt. An zwar all déi, déi se elo nach kréie bis den 30. Juni nächst Joer, déi wäerte se kréien a voll ausbezuelt kréien. D'Leit sinn also prevenéiert. Vum 1. Juli un, wann een also dann e Kand kritt, do kritt een dann d'Allocation d'éducation net méi. Et kritt also keen eppes ewechgeholl!

Aachte Punkt: Dialogue social. Ech freeë mech, dass sech déi meescht awer gefreet hunn am Sall, dass deen Dialogue social relancéiert ginn ass. En ass lieweg an e geet weider. An dat ass gutt fir Lëtzebuerg.

Deeselwechten Dialog si mer amgaang och mat den Entrepreneuren, mam Patronat ze maachen, ze féieren. An ech wënsche mer, dass mer do och relativ séier konkret Accorde wäerten hunn.

Ech wëll och hei ënnersträichen - dat ass net gesot ginn -, dass mer am Dialog zu dräi fäerdegbruecht hunn, eis doriwwer eens ze ginn, wéi mer an Zukunft mat de Sozialpartner de Semestre européen zesumme beschwätzen. Dat ass Neiland, dat ass e qualitative Sprong vun Dialog mam Patronat a mat de Gewerkschaften.

Néngte Punkt: Réforme fiscale. Ganz kloer ass d'Réforme fiscale net de Sujet vun dëser Debatt haut. Mir sinn haut hei, fir iwwert de Budget ze schwätzen. Evidemment, par ricochet, wa mer iwwer Recetté schwätzen, denkt een un d'Réforme fiscale, déi annoncéiert ginn ass. Mä ech hat mer virgeholl an ech hunn dat och gehalten, dass ech net géif iwwert d'Réforme fiscale am Laf vun deem Joer vill schwätzen, well ee muss d'Eckwäerter vum Budget kennen, ier een ufänkt, driwwer nozedenken, wéi déi Reform ausgesäit.

An dëst Joer war jo eng eemoleg Geleeeënheet, well mer jo de Pluriannuel gemaach hunn. Mir kennen d'Vergaangenheet, d'Joer 2014 praktesch ganz, a mir kennen elo, wéi déi nächst véier Joer ausgesinn. Kommt, loosst eis emol déi Rechnungen all maachen! Ech deelen déi da mam Parlament a mat de Sozialpartner, fir dass mer op darselwechter Basis kënnen schwätzen.

Also, Dir waart zu vill, déi doriwwer intervenéiert sinn. Ech ënnersträichen dat, wat den Alex Bodry gesot huet: Et brauch ee kee Weisen ze sinn, fir virauszugesinn, dass d'Marge de manoeuvre, déi des Regierung huet, fir déi Réforme fiscale ze maachen, ganz kleng ass, well mer hu jo e Budget pluriannuel, dee weist eis jo, wat à politique fiscale constante méiglech ass.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

A wa mer net eng grouss Croissance kréien an deenen nächste Joren, dann ass déi Marge immens kleng. A wann d'Marge ganz kleng ass, da sinn déi Ajustementen, déi mer wëlle maachen, oder déi Reformen, déi mer wëlle maachen, nach laang net einfach.

Ech hunn lech all nogelasschert. All déi Pisten, déi Der ons mat op de Wee ginn hutt, do sinn eng ganz Retsch gutt Iddien derbäi.

Ech hunn awer misse schmunzelen, wéi mer gesot kritt hunn, mir missten eppes un der Grondsteier maachen. Dat erënnert mech e bëssen un d'Arlésienne. D'Grondsteier, dat schéngt e Konsensus ze sinn an dësem Sall bei jiddweringem, dass mer dat missten upaken.

(Brouhaha)

Ah, den ADR ass net domat d'accord.

► **M. Roy Reding** (ADR).- D'ADR! Et ass eng Partei, et ass...

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Dir sidd net domat d'accord. Mä bon, d'CSV ass domat d'accord, wann ech richtig verstane hunn. Dat ass eng gutt Noriicht! Dann hu mer jo do eng gemeinsam Basis.

Ech wollt dozou just soen, dass et déi Grondsteier säit 1900 an déi 40 gëtt, dass do e Mechanismus besteet, dass een all sechs Joer sollt déi Grondsteier nei berechnen an dass dat ni gemaach ginn ass! An dofir deet et mech wierklech schmunzelen, wann ech da gesot kréien, dass d'Regierung hätt misse verschidde Saachen an der Réforme fiscale virzéien.

Mir wësse jo, wéi schwéier dat ass, an dass ech dat gesot kréie vun deenen, déi 35 Joer laang un der Muecht waren an déi ganz vill do hätte kënnen reforméieren, ass net ganz kredibel.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- De Fonds souverain. Do hat ech gehofft - mä vläicht ass nach e bëssen Hoffnung méiglech! -, ech hat gehofft, dass och do d'Haaptoppositionspartei dat géif begréissen. Den Här Wiseler huet, mengen ech, näischt ganz Konkretes driwwer gesot, an dofir hat ech gemengt, dass de Silence kéint interpretéiert ginn als e Soutien.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Neen, dat ass net e Silence de l'administration.

(Hilarité)

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Mä bon, wann den Här Wolter dann d'Opinion un der CSV ausgedréckt huet, dann ass natierlech d'Partei plutôt negativ.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, weint der Aart a Weis, wéi Der et macht, jo.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Plutôt négatif, an dann d'ADR och.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Mir sinn ëmmer derfir agetratt, dass dat géif kommen...

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- An ech wëll nach eng Kéier repetéieren, ech hunn dat jo schon a menger initialer Ried gesot: Ech sti voll zu deem Fong - voll! -, well dat ass eng ganz gutt Saach fir Lëtzebuerg. Et ass e Mentalitéitswiessel. Mir ginn net méi direkt alles aus, wat an d'Keess kënn.

Zweete Punkt. Et ass den Här Gibéryen, deen en fait d'Argument nach verstärkt huet, an den Här Wolter huet och nach eng Allusion dozou gemaach. Mir haten Ufank vun de Joren 2000, 2001 d'Chance, do hu mir Honnerte Milliounen verdeelt, ausgedeelet!

(Interruption)

Voilà! A wat hu mer gemaach? Mir hu se an d'Fong gesot. An - den Här Gibéryen huet genau den Tëppelchen op den i gesot - déi sinn elo fort!

► **Une voix**.- Jo!

(Interruption)

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Voilà, se si fort, se sinn och investéiert wahrscheinlech, a bestëmmt och gutt investéiert, an ech kommen och nach op de Punkt vun den Data-Centren ze schwätzen. Se si gutt investéiert, mä se sinn all ausginn! An eis Fong si bal eidel!

Dat ass dat, wat geschitt, wann ee kee Fonds souverain huet! Ech soen lech et! Deen eenzege Wee, fir Suen op d'Säit ze leeë fir déi nächst Generatiounen, ass, e Fonds souverain ze maachen. An dofir sti mer voll hannert deem Fonds souverain, an ech soen lech, mir wäerten net nëmmen déi non récurrent 50 Milliounen dra setzen. Ech hoffen an ech si bal sécher, dass mer Geleeeënheete wäerten hunn an den nächste véier Joer, fir méi Suen dranzusetzen!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Gramegna, erlaabt Der, dass den Här Gibéryen...

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Neen, ech sinn nach net fäerdeg, wann ech gelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah, okay.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- An dann de leschte Punkt, an dat ass vläicht deen allerwichtigste par rapport zu där extrem liichter Kritik, mir géifen dee Fong speise mat Emprunten: Wa mir eist Objektiv erreechen - an ech ginn dovunner aus, dass mer et erreechen! -, dass mer 2018 den Équilibre hu vun de Statsfinanzen, majo, vun 2018 u si mer am Équilibre an de Statsfinanzen a mir hu scho Suen an de Fonds souverain gesot.

Wat heescht dat? Dass mer deen Effort, dee mer maachen, fir de Fonds souverain ze speisen, dass mer dee mat akalkuléiert hunn, an trotzdem komme mer an den Équilibre! Ma doriwier sollte mer eis dach allegueren freëen!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Do si mer awer nach net am Équilibre, 2018, dat géif mech awer wonnereen.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Awer net wäit dovun. Awer net wäit dovun!

(Brouhaha général)

Also, ech mengen, dass ech op déi... Also, ech soen lech, dass ech fannen, dass dee Fonds souverain eng super Saach ass. An ech hu contrairement zum Här Wolter immens vill Leit begéint, déi dat gutt fonnt hunn!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Une voix**.- Da begéint Dir net deeneselwechte Leit wéi den Här Wolter.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- An dann, grad well den Här Wolter gesot huet, dass alles, wat des Regierung mécht, falsch ass. En huet et praktesch esou ausgedréckt. Ech hunn - an d'CSV weess dat - op der Place financière, bei allem, wat mat der Place financière ze dinn huet, ëmmer widderholl, dass ech do an der Kontinuitéit wier vun deem, wat den Här Frieden gemaach huet. An ech soen dat iwwerall, an ech soen et grad och bei den Data-Centren.

Dofir ass dat guer kee Problem fir mech, fir ze soen, dass dat eng richtig Politik war, eist Land do ze moderniséieren, dass mer do déi Transaktiounen rapid iwwer Lëtzebuerg kënnen lafe loosse. Dat mécht eis immens kompetitiv. An dat hu mer gutt gemaach!

Eefte Punkt: De Budget nouvelle génération. Ech si frou iwwer dat, wat mer do erreecht hunn. Ech si frou, dass mer elo eng Method hunn, déi vill kritiséiert ginn ass vun der Opposition, mä mir hu se. Ech hu virdrun als Beispiel ginn, dass ech ebe fir de Budget 2014 net an der Position war, aner Saachen ze maachen, wéi just d'Investissementen ze drosselen. Ech hat keng Method, elo hunn ech eng.

An déi Method, déi wäerte mer verfeinere an déi wäerte mer an den nächste Joren nach weidermaachen. An dat, wat wierklech flott war an där ganzer Saach, ass, dass mer dat jo mat den Administratiounen gemaach hunn, vun ennen no uewen, bottom up.

Ech géif gären des Geleeeënheet gebrauchen, fir den IGF, alle Ministère Merci ze soen, dass se matgeschafft hunn. An, obwuel d'Opposition dat als e Sammelsurium vu Mesurë beschreift, ech soen lech: Dat war déi bescht Method, fir eng Bestandsopnahme kënnen ze maache vun all deem, wat een am Stat zu Lëtzebuerg ka verbessereen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Mir kréie virgeworf, dass mer net alles vun haut bis 2018 chiffriert hunn. An dann, wa mer et chiffriert hunn, da kréie mer gesot: „Mir gleewen net un Är Zifferen.“

Ech wëll lech just soen: Mir hunn et esou wäit chiffriert, wéi et méiglech war. Mir wäerten au fur et à mesure déi nächst Jore weider déi Zifferen hierginn an da wäerte mer e ganz gutt Bild dovunner hunn, wou mer stinn.

Eng aner Saach, déi ee beim Budget de nouvelle génération muss ganz kloer versichen ze verstoen, ass folgend: Mir wäerten och an den nächste Méint an der Reform vum Budget weidermaachen, esou wéi dat och am Koalitionsprogramm steet. Mir wëllen an d'Richtung goe vun engem Budget par objectifs. An déi Method, déi mer hei inauguriert hunn, déi wäert eis erlaben, dat kënnen ze maachen, e grouse Projet, a mir wäerte regelméisseg mat lech am Parlament dat maachen.

A wann ech dann déi Kriticken héieren, dass dat, wat mer elo emol scho gemaach hunn - 500 Artikelen ofschaffen, méi Flexibilitéit de Ministere ginn, fir dass se och méi responsabel mat deene Kreditter ëmginn -, dass dat an d'Lächerlecht gezu gëtt, well ee versicht, eppes ze reforméieren,

dat ass extrem enttäuschend! Well dat, wat ech mat lech gäif maachen hei am Parlament, dat ass, dass mer zesummen an déi Richtung vum Budget par objectifs ginn. An ech mengen, et wier flott, wa mer do e bësse méi Versteesdemech hätten, anstatt nëmmen dat ze kritiséieren vun där Regierung, déi amgaangen ass, ze versichen ze reforméieren.

En zweileften a leschte Punkt, Här President. Mir hunn elo ee Joer regéiert a mir hunn eppes Grousses fäerdegbruecht. Mir hunn an engem Joer fäerdegbruecht, eis eng nei Budgetsmethod ze ginn - déi nach net komplett ass an net fäerdeg ass -, a mir hu fäerdegbruecht, dass eis Statsfinanzen 2018 équilibréiert sinn an och am Zentralstat en Iwwerschoss ass vu bal enger Milliard an der Administration publique, konform zu de Regele vum Pacte de stabilité et de croissance, wou mer eis Dette op 24% stabiliséieren.

Dat alles hu mir an engem Joer gemaach! Ech fannen, dat ass remarkabel séier, an ech fannen, dat ass e supert Resultat. Et ass net des Regierung, déi seet, dass et e supert Resultat ass. Et ass d'Europäesch Kommissioun, déi dat den 28. November gesot huet. Si huet eis gréng Luucht ginn! Si huet eis félicitéiert!

An ech si frou, dass mer déi Félicitatiounen vun der EU kruten, déi huet vill Kredibilitéit an dat gëtt eis vill Confiance. An ech soen den dräi Parteien an der Koalitioun Merci fir de Support. Wa mer deen heite Budget stëmme, da maache mir eppes Guddes, fir eist Land fit ze maachen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Finanzminister. Domat - ah! - wäre mer nach net grad um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm: Den Här Wolter freet sech d'Wuert an den Här Turpel, an ech kéint mer virstellen...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Parole après ministre oder Fait personnel. Dir kënn et huelen, wéi Der et wëllt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Bon, ech géif da mengen, Parole après ministre.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Parole après ministre, voilà!

Ech wollt op zwou Saache just agoen, déi de Finanzminister elo gesot huet. En huet probéiert, esou e komesche Konstrukt do ze fannen, comme quoi den Här Wiseler mam Diagnostic d'accord war an den Här Wolter net.

Also, ech kann lech éierlech soen, Här Finanzminister - an et sinn der nach e puer heibanen, déi et wëssen -, dass ech eng ganz laang Geschicht an der Fro vun de Budgeten hunn an hirer Véridicitéit an ob se op d'Zukunft ausgerichtet sinn.

Deen Diagnostic, dass mer Schwierigkeeten hätten, deen hu mer 2008 zesumme gefouert. An ech hunn a menger Ried gesot, dass deemools mer jo scho gehofft hunn, dass et géif gutt ausgoen, a wéi et 2011 net gutt ausgegangen ass, dass mer reagéiert hunn.

Wann Dir sot, mir hätte Keynes bis 2013 gemaach, da muss ech lech vehement widder schwätzen - vehement widder schwätzen! Mir hunn 2011 an 2013 Päck hei an der Chamber déposéiert als Majoritéit - do war d'LSAP derbäi -, déi alles aneschtens wéi Keynes waren. Mir hunn et net weiderlaffe gelooss, dat, wou mer den Accord haten 2008, fir 2009, 2010 a fir 2011 ze goen.

Ech sinn also fundamental net mat lech do d'accord. Et si fir 1.680 Milliounen Päck gemaach ginn, an dat ass d'Remarque, wou ech gesot hunn: „Mir hunn näischt falsch gemaach.“ Wann ech gesot hunn: „Mir hunn näischt falsch gemaach“, hunn ech dat net par rapport zur CSV gesot. Ech hunn et par rapport zu enger Majoritéit gesot, déi zesummen eng Politik gemaach huet, déi esou wäit gaangen ass, wéi se konnt goen an deem Moment.

Et gëtt awer, Här Finanzminister, nëmmen eng eenzeg Partei, déi virun de Wahlen gesot huet, dass mer d'TVA an d'Luucht solle setzen: Dat war d'CSV. A wann ech Äre Pak kucken,...

(Brouhaha)

Jo, dat gefält lech net. Ech weess, dass dat lech net gefält!

(Interruptions)

Mä wann ee wéi den Här Bodry heihinnerkënn an et seet een... Mat Ären Alternativen an esou weider: 250 Milliounen vun Äre 500 Milliounen - wann et da 500 Milliounen wieren -, sinn 250 Milliounen, déi just d'CSV proposéiert huet virun engem Joer! Just, soss guer keen! Wann een also seet, mir wiere ganz wäit ausereen: Neen!

(Interruption)

Mir waren domadder d'accord. Mir woussten et, dass mer d'TVA misste maachen, well mer d'Analys gemaach hu vun der Situatioun a well mer d'accord waren,...

(Interruption par M. Alex Bodry)

...a well mer d'accord waren, fir virunzegoen.

An dann, an do sinn ech wierklech sur ma faim bliwwen: Dat ass Är Netäntwert iwwer d'Gemengen!

Dir sot ee Saz, an deen hunn ech d'ailleurs och schonn an der Finanzkommissioun héieren! An dann ass et ganz schwéier, eng inhaltlech Diskussioun ze féieren, wéi se vum Här Bodry gefrot gëtt, fir ze soen: „Kommt an d'Finanzkommissioun an dann diskutéiert Der iwwer Är Alternativen!“

Dir hutt gesot, jiddweree misst en Effort maachen. An et ass richtig, dass d'Gemengen en Effort maachen, dat contestéiert keen, dass d'Gemengen en Effort musse maachen, wéi de Stat a wéi d'Leit e maachen. Mä wat mer contestéieren, dat ass de Montant an dat ass d'Brutalität, mat där Der virgitt! Well Dir gitt, an dat ass richtig, de Gemengen 2,8% méi Moyenen d'nächst Joer zur Verfügung, mä Dir huet awer par rapport zum Ordinaire duerch dee Pak, deen Der elo hei mat de Stëmme vun der Majoritéit wäert stëmme, 10,6% op der Dépensesäit ewech! An Dir huet 7,5%, wann ech et par rapport zum ordinären an zum extraordinären Budget féieren!

Dir gitt also op där enger Säit 2,8%, mä Dir huet op där anerer Säit, jee nodeem wéi een et rechent, par rapport zum ordinären oder par rapport zum extraordinären, tëscht 7 an...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jo, neen. Dir...

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Neen, Dir musst awer méi nuancéiert sinn trotzdem! Dat wësst Der selwer.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, et ass an der Rei. Ech weess dat selwer.

Mä et ass en Déséquilibre an där Proposition, wéi Der se hei macht, au détriment vun de Gemengen, deen net an der Rei ass. An Dir sidd och d'Antwort schëlleg bliwwen op déi wesentlech Fro, firwat dass Der am selwechte Moment, wou Der sot, de Stat misst méi investéieren, well dat wichtig wier fir eis Economie - ech sinn net der Meinung, dass een esou wäit soll goen, wéi Dir gitt, ech sinn der Meinung, dass dat, wat mir proposéieren, dass dat besser ass -, mä dass Der am selwechte Moment, wou Der sot: „De Stat muss investéieren“, de Gemengen 20% vun hirer Investitiounscapacitéit... Entschëllegt! Dass de Gemengen 20%...

(Interruptions)

...vun hirer Investitiounscapacitéit ewechgeholl gëtt duerch de Cumul vun alle Mesuren, déi ech virdrun opgezellt hunn, dat léisst mech zur Konklusioun kommen, dass Der dee Moment, wou Der déi dote Mesurë gemaach hutt, net lech der Konsequenz bewosst waart. An dofir komme mer bei deene véier Amendementen nach eng Kéier dorop zrëck.

De Bäitrag, objektiv, muss objektiv, deen dem Gemengesector ofverlaant gëtt, ass am ganze Pak ze héich!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Reaktiounen dorop? Här Gramegna.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Jo, ganz kuerz iwwer d'TVA. Iwwer d'Gemengen ass jo Geleeeënheet, fir nach bei der Motioun oder bei den Amendementen driwwer ze schwätzen.

Wat d'TVA ugeet, ass et ganz richtig... Ech wollt dat ni, ech si jo net e polemische Mënsch, mä wann een esou gedréckt gëtt, dass een onbedéngt ëmmer muss Argumente fannen! Ech hunn e gutt Argument, firwat d'CSV déi eenzeg Partei ass, déi d'Augmentatioun vun der TVA scho préconiséiert huet: Ma dat ass, well d'CSV ganz gutt wusst, dass d'Finanze ganz schlecht dru waren! Déi aner woussten dat net, mir hunn dat duerno entdeckt!

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift!

(Brouhaha)

Wann ech gelift!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Sou, wann Der net wëllt, dass ech d'Setzung ënnerbriechen, da si mer elo...

(Brouhaha et hilarité)

...e bësse roueg, wann ech gelift! An d'Wuert huet elo, fir déi nächst Parole après ministre, den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Merci, Här President. Mir hunn eis Riedezäit...

(Brouhaha)

Wann ech gelift! Mir hunn eis Riedezäit vu 60 Minuten ausgeschöpft. Et war déi kierzt. Mir hunn der och net méi zegutt gehat. Dofir sinn ech frou, fir kënnen Parole après ministre ze hunn, fir e puer Saachen ze froen an och eng Kloerstellung ze maachen.

Déi éischt Fro bezitt sech op d'Steierreform. De Minister huet elo just gesot, datt et wichteg wier, fir d'Eckdate vum Budget a vum Budget pluriannuel virleien ze hunn. D'Fro war gestallt ginn an, ech mengen, déi ass net beäntwert, wéi et mat de Basisdonnéeën ass, déi ee bräicht iwwert d'Revenuen an de Patrimoine zu Lëtzebuerg, wou den Direkter vum Statec an och de President vun der Pensionskommissioun gesot huet, datt déi Daten zur Verfügung géife stoen, mä se wieren net rassembleiert. An dat ass en Exercice, dee misst gemaach ginn, fir en connaissance de cause kënnen ze handelen. A wéi engem Zäitraum, op wéi eng Aart a Weis wëllt d'Regierung dat maachen?

Déi zweet Fro bezitt sech och dorobber, an dat ass d'Lëscht vun alle Steiernischen, ob d'Regierung bereet ass, esou eng Lëscht ze maachen, esou wéi se an der Belsch gemaach gëtt, wéi d'Zentralbank an och de Statsrot se gefrot hunn.

Déi drëtt Fro, déi bezitt sech op de Fonds souverain, wou mir natierlech eng kritesch Haltung hunn zum Fonds souverain, wann ee muss effektiv Sue léinen, fir esou e Fond ze maachen. Mä d'Fro, déi ech gestallt hat: Wéi gëtt e géréiert? Wéi ginn déi Suen ugeluecht? An Aktien, Fongen, oder wéi? An och: Wou ginn déi Suen ugeluecht?

Déi véiert Fro, déi bezitt sech op dat, wat de Rapporteur Franz Fayot proposéiert hat. Dat war, fir d'Sue vum Fonds de compensation kënnen erunzezéien, fir am Wunnensbau aktiv ze ginn, oder fir méi aktiv ze ginn, fir de Wunnensbau ze féieren - ob d'Regierung mat där Approche d'accord ass.

An déi lescht Saach, déi bezitt sech op dat, wat de Minister genannt huet, déi erschreckend Taxenerhéijung, déi spektakulär Taxenerhéijung, déi mir géife proposéieren an déi d'Betriber géif ofschrecken, fir zu Lëtzebuerg ze bleiwen oder heinzekommen. Do ass trotzdem d'Fro déi, ob d'Regierung unerkennt, datt et en Déséquilibre gëtt an der Steiersituatioun tëschent deem, wat d'Steit an d'Salarié bezuelen oder, anescht ausgedréckt, d'Aarbecht op där enger Säit an d'Kapital op där anerer Säit, an datt een eppes un deem Déséquilibre misst änneren.

Ass d'Regierung och domadder d'accord, fir feststellen, datt an anere Länner, déi trotzdem a verschidde Beräicher méi héich Steieren hunn, och fir d'Betriber, datt d'Betriber do net fortlafen an datt d'Betriber kaum eng Wanderung maachen, Steiertourismus maache vun engem Land an dat anert, just duer wou d'Taxe grad dee Moment am bëllegste sinn? Ech mengen, dozou gehéiere jo och aner Aspekter vun der Substanz vun engem Betrib an dozou gehéiere jo och aner Virdeeler, wéi Know-how an aner Saachen an Hëllef, déi e Betrib an engem Land kritt.

A finalement, ass d'Regierung der Meinung, datt d'Chambre des Salariés, op déi ech mech beruff hunn an där hir Propositionen ech hei gemaach hunn, datt et där hiert Zil ass, d'Betriber vu Lëtzebuerg fortzedreiwen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo. Wëllt de Finanzminister drop reagieren?

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Jo, also, ech wëll ganz séier reagieren, mä ech hu jo net op alleguerten d'Fro vun allen Deputéierte geäntwert, well soss géif ech nach eng Stonn méi dosto. Ech mengen och net, dass dat den Esprit ass. Mä d'Donnéen, déi sammelen mer zesammen. Ech ginn do d'Instruktiounen un alleguerten d'Institutiounen, fir dass mer d'Donnéen sollen hunn.

Liste des dépenses fiscales: Da solle mer do an der Cofibu eng Kéier driwwer schwätzen.

Fonds souverain, jo, dee kritt e Comité, dee sech ëm d'Placemeter bekëmmert. Dee gëtt elo gegrënt an deem seng Politik muss emol

nach definéiert ginn. Jo, dat wäert eréischt geschéien. Ech kann lech do nach keng Äntwert ginn.

De Fonds de compensation, jo, mat deem wëlle mer jo Initiativen huelen, och wat de Logement ubelaangt. A mir hu schonn eng Initiativ, fir eng Cité sociale zesumme mam Fonds de compensation ze maachen.

Dat Lescht ass eng Fro iwwert d'Reform vun der Fiskaliteit. An ech wëll mech do op iwwerhaapt kee Wee beginn, soulaang ech d'Zifferen net hunn. Dir ënnersträicht eng Saach, déi ganz richtig ass. Dat ass, dass d'Entreprises en Impôt sur le revenu des collectivités bezuelen an dass deen iwwert déi lescht Joren immens stabel bliwwen ass oder en fait en termes nominaux stabel, mä en termes réels esouguer erofgaangen ass. Dat ass richtig! Mä wat seet dat eis?

Ma dat seet eis ganz einfach, dass d'Kris do ass! Dass et de Betriber net gutt geet an dass se net vill Profitter maachen an dofir net vill Steiere bezuelen! Dat soll eis Suerge maachen! An ech wëll awer soss keng Konklusioun draus zéien. Wéi gesot, le moment venu kucke mer d'Zifferen alleguerten.

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Ech hat lech jo awer de Chiffer ginn, datt d'Benefisser 57% méi zougeholl hu wéi d'Steieren, déi erakomm sinn. Dee Chiffer ass awer relativ kloer. Et kann een also net soen, datt et un de Benefisser gehalen huet.

(Problèmes techniques de sonorisation)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ...wat mer d'Geleeënheet gëtt, fir eng kleng Bemierkung ze maachen: dass sech eppes agebiert huet hei an der Chamber, dass mer net méi opstinn, wa mer d'Wuert ergräifen. Wann ech gelift - dat gëllt net fir jiddwereen, mä fir déi, déi betrafft sinn, déi wëssen et -, wann ech gelift, kuckt d'Reglement! Et ass den Artikel 33 (3).

(Interruption par M. Alex Bodry)

A vu dass den Här Bodry mech drop hiweist, ass et och ubruecht, dass, wann den Deputéierten eppes wëllt soen, dass en d'Wuert freet.

Merci!

Dat gesot, si mer elo um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. An ech hunn dann déi net ganz einfach Tâche, fir duerch de Bësch vun den Amendementen, vun de Motiounen ze féieren.

An ech wollt lech folgend Propos maachen: Vu dass d'Amendementen zum Zukunftspak en Impact op de Budget hunn, wollt ech proposéieren, dass mer fir d'Éischt d'Amendementen an de Vote iwwert den Zukunftspak evakuéieren. Dann de Budget, wou mer da fir d'Éischt d'Amendementen zum Budget evakuéieren an dann de Vote iwwert den Ensemble. An dann zum Schluss deen drëtte Projet, wou keng Amendemente virleien.

Wa mer dann déi ganz Ofstëmmungsprozedur hanneren eis hunn, géif ech proposéieren, dass mer op d'Motiounen kommen, well et net ëmmer esou evident ass, wat se genee betreffen. Also gi mer dervun aus, dass d'Motiounen den Ensemble vun deesen Debatte betreffen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Amendements 1 à 7 relatifs au projet de loi 6722

Amendements 1, 2 et 4

Gutt, da géife mer ufänke mat den Amendementen zum Artikel 2. Do leien insgesamt véier (veuillez lire: dräi) Amendemente vir. Déi dräi Amendemente betreffen en Artikel. An et sinn der jee zwee, déi de Punkt 8 respektiv de Punkt 9 vum Artikel 2 betreffen. Esouwuel d'CSV wéi och d'ADR hu proposéiert, fir d'Sträichung vun der Allocation d'éducation et de maternité réckgängig ze maachen. Dat sinn déi zwee Paragraphen am Artikel 2, déi dat betreffen...

(Interruption)

Ech kommen duerno dorop zrëck. Mir probéieren, eng Chronologie ze halen. Wann ech gelift, bréngt mech net duerjerneen, well et ass scho schwéier genuch, fir den Duerchbléck ze behalen!

Wann Der domat d'accord sidd, géif ech déi dräi Amendementen, déi deeselwechte Sujet hunn, matenee behandelen. Da géife mer also e Vote iwwert de Prinzip vun der Sträichung oder Netsträichung vun deenen zwou Allocatiounen maachen - ech sinn awer do an den Hänn vun der Chamber -, well déi dräi hunn den Objet, fir déi dote Moosnam réckgängig ze maachen.

Kann d'Chamber do dermat liewen, dass mer dann iwwert déi dräi Amendemente matenee géifen ofstëmmen an dass déi, déi da mat den Amendementen vun der ADR an der CSV d'accord sinn, géife mat Jo stëmmen? An déi

mam Regierungstext d'accord sinn, déi géife mat Nee stëmmen. Also nach eng Kéier, fir d'Amendementen, also och fir d'Sträiche vun deenen Allocatiounen: Jo. A Regierungstext: Neen. Ass dat kloer? Da géife mer ofstëmmen.

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Dir musst Jo stëmmen a mir Neen.

Vote sur les amendements 1, 2 et 4 concernant les points 8 et 9 de l'article 2 du projet de loi 6722

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- D'Ofstëmmung fänkt un. An d'Ofstëmmung ass schonn eriwuer.

60 Leit hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. Fir d'Sträichung vun de Mesuren, wéi d'Regierung se virgesinn huet, hunn der 26 gestëmmt. Also fir d'Amendementen hunn der 26 gestëmmt. Neen: 32, Abstentiuonen: 2, esou dass hei de Regierungstext bäibehale gëtt an d'Amendementen ofgelehnt sinn.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 3

Den Amendement N°3 kënn vum der CSV a betrëfft den Artikel 3. Den Amendement proposéiert, fir deen Artikel ze sträichen. Et ass deen Artikel, dee virgesäit, dass bei de Cours linguistiques fir d'Indemnité compensatoire fir d'Salarié den Employeur e Bäitrag vu 50% vun der Héicht vun där Allocatioun géif bäidroen. Ass dat korrekt explizéiert?

(Assentiment)

Gutt, da géif ech zur Ofstëmmung iwwergoen. Déi, déi dermat d'accord sinn, fir déi Participatioun ze sträichen, also fir den Amendement sinn, géife mat Jo stëmmen. Déi, déi beim Regierungstext wëlle bliewen, mat Neen.

Vote sur l'amendement 3 concernant l'article 3 du projet de loi 6722

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An et ass scho fäerdeg.

Also fir déi Sträichung, fir den Amendement hu 26 Deputéiert gestëmmt, fir de Regierungstext 32 bei 2 Abstentiuonen. Domat wär den Amendement N°3 ofgelehnt an de Regierungstext akzeptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 6

Den Amendement N°6 kënn vum der CSV, betrëfft den Artikel 14 an do geet et drëm, fir deen Artikel ze sträichen. Et geet bei deem Artikel ëm eng zousätzlech Kontributioun vun de Gemenge beim Fonds pour l'Emploi.

Här Wolter.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech wollt nach eng Kéier d'Wuert huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Merci. Ech wollt nach eng Kéier der Chamber a besonnesch deene Leit aus dem Secteur communal op alle Bänken hei soen, wat hei geschitt, fir datt se net herno kënnen kommen a soen, si hätten et net gewosst!

Hei geschitt Folgendes: dass d'Regierung sech d'Recht hält, an den ICC eranzegräife par Règlement grand-ducal. Ech kann domadder, mir kënnen domadder net d'accord sinn! Si hält domat eng Prärogativ vun der Chamber a si mécht e schwéieren, déiwen Agrëff an d'Autonomie communale.

Ech kann déi Argumenter net gëlle loosse, dass mir dat net gemellt hätten. Ech hunn an der Finanzkommissioun doriwwer geschwat. Ech hunn individuell eng ganz Rei Deputéiert vun der Majoritéit ugeschwat, fir ze soen, si sollen an hire Fraktiounen nach eng Kéier doriwwer schwätzen. Ech hunn dem Minister et gesot, deen natierlech ganz happy - kann ech mer virstellen - doriwwer ass, well d'Regierung kritt hei eng Prärogativ, déi, a mengen Äen, hir net zousteet. An ech mengen, dass d'Chamber dat net kann akzeptéieren!

Ech weess net, Här Bodry, ob, wéi Der virdu gesot hutt, deen heite Punkt ee vun deenen ass, wou Der bereet gewiescht wäert ze diskutéieren. Wann dat de Fall ass, da géif ech lech froen, dass mer am Januar géifen op deen Artikel hei zrëckkommen. Dat hei ass eng fundamental Annerung - eng fundamental Annerung! - vun der Aart a Weis, wéi d'Steiere par rapport zum Gemengesector verdeelt ginn, op eng inakzeptabel, op eng fir mech, fir eis inakzeptabel Aart a Weis!

Falls et sech hei ëm ee vun deenen Artikelen sollt handelen, wann Der domadder d'accord wäert, well ech der Meinung sinn, dass ee kann dorobber zrëckkommen, da géif ech lech bieten, mer dat ze soen. Mir sinn à tout moment bereet, fir an der Finanzkommissioun nach eng Kéier doriwwer ze diskutéieren.

De Règlement grand-ducal: Dat Zweet, wat eis stéiert, dat ass, dass hei eigentlech e Grëff an d'Gemengekeess gemaach gëtt, mat Suen, déi de Gemenge eigentlech zoustinn. A mir hätten eigentlech gären, dass een eng Redistributioun am Gemengesector géif maache mat deene Suen.

Mir hu Gemengen, déi hunn 2,5- an 3-mol a méi wéi 3-mol d'Moyenne vum Joer am ICC. Déi hu se. An et si Gemengen, déi hu manner wéi 0,8-mol d'Moyenne vum ICC! An den FCDF gëtt bekanntlecherweis jo verdeelt no e puer Tier. Et ginn e puer Tier am FCDF gedréint, bis dass d'Montante fir all Gemenge feststinn.

Falls d'Majoritéit der Meinung wär, dass ee bei deene Gemengen, déi méi wéi 3-mol d'Moyenne annuelle hunn, dass een do eng Redistributioun soll maachen, wäer mir domadder d'accord, fir dat ze maachen, à condition, dass dat deene Gemengen domat zegutt kënn, déi manner wéi 0,8-mol d'Moyenne hunn.

Domadder hätte mer eng Redistributioun am Gemengesector gemaach vu Suen, déi dem Gemengesector gehéieren, déi méi propper wier wéi dee Grëff hei! Mä et bleibt, à titre tout à fait principal - an et wär eng Première, an ech géif lech wierklech bieten nozedenken, wann Der domadder d'accord sidd -, dass d'Chamber enger Regierung d'Recht gëtt, fir par Règlement grand-ducal an d'Gemengesteieren anzegräifen. Dat wär e ganz, ganz grave Präzedenzfall!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech hunn d'Wuertmeldung vum Minister Kersch.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn u sech e gemeinsamt Zil, wann ech dat elo hei liesen, wat d'CSV eis hei geschriwwen huet. Dat ass nämlech, fir ze probéieren, an Zukunft alles ze maachen, fir dass d'Fluktuatiounen vu de Gemengesuen, fir dass esou wäit wéi mëglech ageschränkt gëtt. Dat ass och en Zil, wat den Innenminister an d'ganz Regierung kann novollzéien a wou mer och hannendrustinn.

Da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen: Wéi kënn et iwwerhaapt zu där Fluktuatioun, déi mer an der Gewerbesteier hunn? Dat huet jo eng Geschicht, dat Ganz. An déi Geschicht huet eppes domat ze dinn, dass 1997 d'Gewerbekapitalsteuer ofgeschafft ginn ass, wat natierlech dozou gefouert huet, dass eng

ganz Rei vu Betriber iwwerhaupt keng Gewerbesteier méi bezuelen an dass domadder och d'Onsécherheet vun där Steier ëmmer méi grouss ginn ass.

En anert Zil, wat mer, mengen ech, och gemeinsam vertrieben, dat ass, fir ze kucken, dass mer déi Gewerbesteier och weiderhin als Steier fir de Gemengesector kënnen erhalen an dass se net nach weider schrumpft. Och do gëtt et eng Geschicht, wéi et zur Schrumpfung vun der Gewerbesteier komm ass: nämlech duerch eng Moosnam vun der Regierung 2002, wou d'Base d'assiette vu 4% op 3%, also mat engem Coup ëm 25% vum Gesamtmontant, gekappt ginn ass.

Ech wëll just hei drun erënneren, dass zweemol den zoustännegen Innenminister an där Regierung Michel Wolter geheescht huet!

Mä ech mengen, dat deet hei an dësem Fall net vill zur Saach. Et geet wierklech drëms, dass mer probéieren, gemeinsam - an do ginn ech dem Här Wolter recht -, gemeinsam Alternativen ze sichen, wéi mer d'Gemengefinanzen op méi sécher Féiss stellen. An dofir schaffe mer jo och intensivst drun, gemeinsam mam Syvicol, fir déi Gemengefinanzreform, iwwert déi mer elo scho bal 20 Joer diskutéieren, endlech an dréchen Dicher ze bréngen.

An ech kann den Här Wolter och berouegen, ech deelen zum Deel seng Attitud, seng Approche fir ze soen, et kann an Zukunft och net esou sinn, dass mer hei iwwer Règlement grand-ducal virginn. Dofir géif ech virschloen, dass mer am Kader vun der Gemengefinanzreform kloerstellen, dass an Zukunft esou „Agrèffer“, wéi den Här Wolter dat nennt, déi awer, wéi ech et elo grad bewisen hunn, üblech waren an der Vergaangenheet, dass déi an Zukunft nëmme méi kënnen iwwer Gesetz gemaach ginn. Ech si bereet, doriwuer zu all Moment ze diskutéieren. Ech mengen awer, dass mer am Intérêt vun deene Spuermoosnamen, déi mer elo maachen, dat heiten - deen Amendement - elo sollen och oflehen.

Ech wëll hei nach eppes ganz kloer soen: Dee Virschlag, deen Der hei macht, fir déi Suen, déi iwwert déi 12 Milliounen erausginn, ënnert deenen anere Gemengen ze verdeelen, dee beinhaltet jo eis Proposition. Genau dat! Et ass also déi éischte Kéier, wou mer en éischte Schratt maachen an eng méi gerecht Verdeelung vun der Gewerbesteier un déi eenzel Gemengen.

Wa mer géifen an d'Situatioun kommen, dass dee Betrag, dass méi Gemengen do wieren, déi effektiv vun dëser Measure betraff wäeren... Mir wëssen, dass et der d'lescht Joer dräi waren, dat Joer virdu waren et der véier, déi effektiv vun dëser Measure betraff waren.

Am Géigendeel zu där Measure, déi déi viiregt Regierung geholl huet, Här Wolter, wëll ech lech awer och nach eng Kéier soen! 2013 huet d'Regierung decidéiert, dass 2% vun der Gewerbesteier, déi de Gemengen zousteet, mussen an de Fonds pour l'Emploi iwwerwise ginn. An do, mat där Measure waren onselektiv alleguerten d'Gemengen hei am Land betraff!

An déi hei Measure, déi mir proposéieren, mécht dat ebe just net! Si geet just Sue siche bei déi Gemengen, an dat hu mer haut, oder haut a gëscher an den Diskussiounen iwwert de Budget méi wéi eemol gesot kritt - an zwar vun alle Bänken! -, mir ginn also hei an de Beidel vun deenen, déi sech et kënnen leeschten.

Et ass also eng selektiv Moosnam am Gemengesector. An dofir trieden ech ganz staark derfir an, dass mer deen Amendement hei sollten oflehen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech wollt den Här Kersch drun erënneren, dass souwuel 1997 wéi och 2002 bei der Gewerbekapitalsteuer - dat war 2002 am Kader vun der grousser Steuerreform - dat geschitt ass a grousser Reformen an dass zum ganz groussen Deel dat Ewechfale vu verschiddene Steieren duerch aner Diminutiounen vun Ausgaben, déi se hatten, notament am Policéwieses, kompenséiert ginn ass. Et ass also eng falsch Duerstellung, fir ze maachen, wéi wann hei einfach deemools en unilaterale Grëff gemaach gi wär. Et huet eng Diskussioun stattfonnt.

Ech wëll d'ailleurs och soen, dass deemools intensivst mam Syvicol driwwer diskutéiert ginn ass. A munnechfaltege Sitzungen hu mer mam Syvicol am Virfeld iwwert déi Mesuren diskutéiert an ëmmer gekuckt, dass mer eng Kompensatioun am Gemengesector géife fannen, esou dass ech déi Duerstellung, déi Der hei gitt, net kann deelen!

Ech hu mech vläicht falsch ausgedréckt, ech hat gemengt, ech wär kloer. Meng Proposition ass net, fir iwwer 12 Milliounen eng Ëmverdeelung ze maachen am Gemengesec-

teur. Meng Proposition ass ganz kloer déi: Et ass vun éischten Cent un, wa gemengt ass, dass een iwwer 3-mol d'Moyenne soll enger Gemeng déi Suen ewechhuelen, dass se enger anerer Gemeng zur Verfügung kommen, déi eben net d'Chance huet, fir iwwer 3-mol d'Moyenne ze hunn, mä déi ënner 0,8 ass. An et gëtt eng ganz Rei Gemengen, déi ënner 0,8 sinn, vun der Moyenne.

Also meng Proposition ganz konkret ass, fir en drëten Tour ze dréinen, an deem déi Suen dann, déi iwwer 3-mol d'Moyenne géife kommen, redistribuéiert ginn am Secteur, esou wéi et am zweeten Tour eigentlech och scho gemaach gëtt téschent deem, wat ee selwer erwirtschaft, an deem, wat ee vun engem anere kritt.

Mir wëllen also eisen Amendement oprechterhalen. Mir si weder mat der Form nach mam Fong d'accord. Ech bedauern och, dass d'Majoritéit net op dee Wee wëllt goen. Ech huelen awer mat Satisfaktioun zur Kenntnis, an dat wëll ech wierklech festhalen, dass de Minister sech engagéiert huet, dass en...

(**Interruption**)

Jo, wat awer nëmme d'Halschent vun der Diskussioun ass. Et ass d'Geschicht vum Règlement grand-ducal, dass en also sech bereet erkläert huet, dass d'Regierung net wäert dovunner Gebrauch maachen, fir dat aneschtens ze maache wéi se dat elo mécht, an dass dat an déi Gesamtdiskussioun iwwert d'Reform vun de Gemengefinanzen afléisst.

Dir hätt dat do, wéi eng ganz Rei vun anere Saachen, besser gehat, souwéi an d'Gemengefinanzreform afléissen ze loosse, well Der wesentlech méi Marge de manoeuvre gehat hätt, fir zu Accorden ze fannen. Mä bon, dat ass e politesche Choix, deen Dir gemaach hutt.

Mir huelen also eisen Amendement net zréck. Mir halen op eisen Amendement, huelen awer zur Kenntnis, dass d'Regierung, wat ech schonn zum Deel net schlecht fannen, seet, dass se déi Méiglechkeet, fir iwwer Règlement grand-ducal einfach dat ze maachen, dass se sech politesch engagéiert, déi net wouerzehuelen.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, de Minister huet d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech wëll dann awer nach eng Kéier kloerstellen: Dat, wat ech gesot hunn, ass dat, dass ech mech engagéiert hunn, am Kader vun der Gemengefinanzreform Mechanismen ze schafen, dass et no där Mengereform net méi méiglech ass, iwwer Règlement grand-ducal an de Gemengesector...

(**Interruptions**)

...eranzegoen. Dat hunn ech gesot an dozou stinn ech och!

An ech mengen, och déi politesch Majoritéit heibanne steet dozou. Ech wëll awer och nach eng Kéier drun erënneren, dass och déi Argumentatioun, Här Wolter, déi Dir gefouert hutt, dass dat heiten en Agrèff wär an d'Autonomie communale, dass dat Argument net ganz richtig ka sinn, well soss hätt de Statsrot hei misse eng Opposition formelle maachen opgrond vum Artikel 106 vun der Constitutioun!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat, mengen ech, wär deen Amendement ausdiskutiert an ech géif en zum Vote stellen. Datselwech géllt wéi fir déi viiregt Amendementen: Déi fir d'Sträichung sinn, stëmme mat Jo, an déi fir de Regierungstext sinn, mat Neen.

Vote sur l'amendement 6 concernant l'article 14 du projet de loi 6722
An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Fir den Amendement vun der CSV hu 26 Deputéierter gestëmmt, fir de Regierungstext 32, Abstentiuonen 2. Domat wär den Amendement ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roberto Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme

Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt just nach op eppes opmierksam maachen: Mir hunn eng Rei vun Amendementen erakritt, déi net déi néideg Ennerschräfte gedroen hunn. Ech ginn dovun aus, dass déi Amendementen, déi vun der CSV erakomm sinn, selbstverständlech déi Ennerschräften nogeliwwert kréien. An ech wollt just froen: Fir d'Amendement vun der ADR, ass d'Ennersetzung do vun...?

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Mir ënnersetze se mat eiser Ennerschréit aus techneschen Ursachen, fir datt se kënnen diskutéiert ginn, och wa mer net onbedéngt dermat d'accord sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

(**Interruptions**)

Ech wollt et just formell nach eng Kéier klären, dass mer net iwwer onvalabel Amendementen ofgestëmmt hunn. Merci fir d'Versteesdemech.

Amendement 7

Da komme mer zum Amendement N°7. Dat ass e weideren Amendement vun der CSV an dee schwätzt sech géint d'Erhéijung vun der Ofwaassertax aus, freet also, den Artikel 33 ze strächen. Dat ass motivéiert. Keng weider Wuertmeldung dozou? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen. Wie mat der Proposition, mat dem Amendement d'accord ass, stëmmt Jo. A wie fir de Regierungstext ass, mat Neen.

Vote sur l'amendement 7 concernant l'article 33 du projet de loi 6722

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mat Jo hu 27 Deputéierter gestëmmt, mat Neen 32. Domat ass deen Amendement ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 7 est rejeté par 28 voix pour et 32 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roberto Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Da wollt ech froen, mir hunn nach Amendementen virleie vun der ADR an der CSV, déi alleguer eng Konsequenz gewiescht wäeren, wa mer beim Artikel 2 hir Amendementen ugeholl hätten. Considérierer mer déi als caduc oder solle mer nach eng Kéier doriwuer ofstëmmen?

(**Négation**)

Dann ass dat esou decidéiert. Dat géllt fir d'Amendementen N°1, 2 a 5, an dat betrëfft déi Propositionen zum Artikel 40 Paragraphen 1, 2 an 3.

Gutt, da soen ech lech Merci.

Da wäere mer um Enn vun den Diskussiounen an Ofstëmmungen iwwert d'Amendementen ukomm a géifen elo iwwert den Ensemble vum Projet 6722, genannt „Zukunftspak“, ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6722 et dispense du second vote constitutionnel

Ech géif direkt d'Ofstëmmung lancéieren. Déi, déi derfir sinn, fir dee ganzen Text, stëmme mat Jo of, an déi, déi dergéint sinn, mat Neen. D'Ofstëmmung ass schonn eriwwer.

Et hu 60 Deputéierter direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. 32 hu mat Jo gestëmmt, 28 mat Neen, soudass de Projet 6722 ugeholl ass.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roberto Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméisseg Vote ze ginn?

(**Assentiment**)

Dat ass dann esou decidéiert.

Amendements 1, 2 et 3 relatifs au projet de loi 6720

Ech géif da proposéieren, iwwerzegoen zum Budget fir d'Joer 2015, d'selwecht Prozedur wéi virdu, mir géife mat den Amendementen ufänken. Ech mengen, do brauch ech d'Fro vun den Ennerschräften net ze stellen, déi si gesécher.

Amendement 1

Ech géif dann ufänke mam éischten Amendement, dee presentéiert ginn ass vun der CSV, dee betrëfft de Volet Logement. An ech weess net: Soll den Amendement nach motivéiert ginn?

(**Négation**)

Et geet ëm den Artikel 6 vum Budgetsgesetz, méi genee de Paragraf (4) 3.

Kënne mer direkt iwwert den Amendement ofstëmmen?

(**Assentiment**)

Vote sur l'amendement 1 concernant le point 3 du paragraphe 4 de l'article 6 du projet de loi 6720

Also, déi, déi mam Amendement d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi fir de Regierungstext sinn, mat Neen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Den Amendement ass mat 32 Nee-Stëmme, 26 Jo-Stëmme an 2 Abstentiuonen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdig, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roberto Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 2

Dann den Amendement 2, dee betrëfft den Artikel 28 vum Budgetsgesetz a betrëfft méi prezis de Fong fir d'Reform vun de Services de secours.

Ech ginn och dovun aus, dass den Amendement motivéiert ass. Kënne mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen?

(Interruption)

Neen, den Här Wolter huet d'Wuert.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech huele mer d'Wuert, Här President, well ech gäre vum Här Finanzminister eng Antwort hätt op eng Fro, well ech net esou richtig gesinn, wéi den Zesammenhang tëschent zwee Artikelen ass. Den Artikel 28 vun der Loi budgétaire, bei deem mer hei froen, fir de Paragraf 2 ofzeschaffen, also ze annulléieren, dee seet: «Le fonds est alimenté par une dotation, dont le montant annuel est égal à la partie du produit de l'augmentation de la TVA au 1^{er} janvier 2015 non prise en compte pour le calcul de la dotation annuelle du Fonds communal de dotation financière visé à l'article 26.» Dat schéngt mer kloer ze sinn.

An dann transportéieren ech mech an den Artikel 26, op deem eng Referenz gemaach gëtt. An do liesen ech dann: «Le Fonds communal de dotation financière institué par l'article 38», an esou weider, «est doté pour l'année 2015 d'après les règles suivantes»;», an an der zweeter Zeil - also, fir d'Éischt kënnt dann d'Lounsteier -, «2. un montant de 10 pour cent du produit de la taxe sur la valeur ajoutée, déduction faite des sommes dues à l'Union européenne à titre de ressources propres provenant de cette taxe;». Den Artikel 28 mécht also, a mengen Aen, Referenz op den Artikel 26, an am Artikel 26 steet net dat dran, wat Der am Artikel 28 wëllt ofschafen.

Ech wollt lech froen, Här Minister: Deelt Der meng Interpretatioun? A wann Der meng Interpretatioun deelt, da bleift lech näischt aneschtens iwwer, wéi den 28 unzehuelen (veuillez lire: wéi den Amendement zum Artikel 28 unzehuelen), à défaut de quoi ee muss kucken, wat geschitt.

Hei steet net am Artikel 26 dran, dass déi 2% Augmentation de TVA de Gemengen net zoukomme fir d'Joer 2015, soudass ech dovun ausginn, dass dee gesamte Betrag de Gemenge wäert iwwerwise ginn, esou wéi dat am Artikel 26 ass.

Meng Interpretatioun ass, dass, wann dat net geschitt, mer hei am Kader vun enger Illegalitéit wäeren.

Merci.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech wëll dozou soen, dass mer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Innenminister.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Mir hate jo an dësem Fall hei och eng Opposition formelle vum Statsrot, deem eis eng Textproposition gemaach hat, wéi dësen Artikel 28 sollt libelléiert ginn. Déi Textproposition ass tel quel ugeholl ginn, soudass ech dem Här Wolter seng Interpretatioun also net deelen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, nach eng Reaktioun dozou.

(Interruption par M. Michel Wolter)

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här Wolter, och wann Der net gär mat mir schwätzt, heiansdo kommt Der net derlaanscht!

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech hu kee Problem, mat lech ze schwätzen, an och kee Problem, mat lech ze diskutéieren, well mir maachen dat scho säit iwwer 40 Joer. Well esou laang kenne mer eis nämlech schonn.

(Interruption)

Jo! An et ass nach net fäerdeg, voilà!

(Interruption et hilarité générale)

An dat eent ass dat eent an dat anert ass dat anert.

Ech wollt lech trotzdem nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass Der hei riskéiert, eng ganz zolidd Illegalitéit ze maachen, well Dir hutt...

(Interruption par M. Eugène Berger)

Neen, neen, neen, Här Berger, esou einfach ass d'Welt net, wéi Dir lech se virstellt. Dir hat eng Opposition formelle am 28 an Dir hutt eng Proposition de texte kritt fir den 28. Mä Dir hutt als Majoritéit...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Berger, wann ech gelift, wann eppes ze soen ass, da fro d'Wuert!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dir hutt als Majoritéit den 28 net verglach mam 26! An am 26 steet net, dass d'Gemengen déi 10% ewechgeholl kréien! Am 26, an dat ass fir mech..., wann Der dat elo stëmmt - an Dir stëmmt dat jo, well fir den 31. musst Der Äre Budget jo stoen hunn -, do steet dran, dass «10 pour cent du produit de la taxe sur la valeur ajoutée, déduction faite des sommes dues à l'Union européenne à titre de ressources propres provenant de cette taxe». Do steet net dran, dass dat „déduction faite“ ass vun enger Netattributioun vun der TVA.

An ech hunn d'Impressioun, dass an dësem Fall de 26 den 28 wäert priméieren. Dir kënnt also eisen Amendement oflehen zum 28. Dat wäert a mengen Aen net ganz vill änneren, well de 26 wäert hei an enger Interpretatioun virum 28 stoen. Et hätt ee missen déi zwee Artikelen matenee liesen an et hätt ee misse sêcherstellen als Majoritéit, dass een de 26 an den 28 d'selwecht formuléiert hätt. Dat hutt Der net gemaach. An Dir musst elo mat de Konsequenze liewen!

► **Une voix.**- C'est juste.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, de Finanzminister huet d'Wuert.

► **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances.**- Jo, de Finanzminister confirméiert dat, wat de Minister Dan Kersch gesot huet. A mir sinn alignéiert op dat, wat de Conseil d'État gesot huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da wäere mer um Enn vun der Diskussioun iwwer deem Amendement ukomm a mir géifen en zum Vote stellen.

Vote sur l'amendement 2 concernant le paragraphe 2 de l'article 28 du projet de loi 6720

Nach eng Kéier wéi virun: Déi, déi d'accord si mam Amendement, si gebieden, mat Jo ze stëmmen, an déi zum Regierungstext halen, mat Neen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

26 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiuonen. Domat ass den Amendement 2 zum Budgetgesetz ofgeleht.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 3

Da komme mer un de leschten Amendement, deem dréit em de Finanzement iwwer de Statsbudget vun de Majorations biennales an de Majorations d'indice bei de Fonctionnaires an de Secrétariats a Recette-communallen, wou den Amendement freet, fir erëm en entspreche Budegtskredit an d'Budegtsgesetz ze setzen.

Dozou Wuertmeldungen? Dat ass motivéiert. Mir géifen dann, wann Der wëllt, direkt zu der Ofstëmmung iwwer. Et geet em den Amendement 3 betreffend den Article budgétaire 43.004.

Vote sur l'amendement 3 concernant l'article budgétaire 43.004 (43.22) du projet de loi 6720

De Vote ass lancéiert. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

Fir den Amendement hunn 28 Deputéierter a fir de Regierungstext oder fir d'aktuell Proposition vum Budgetgesetz 32 Deputéierter gestëmmt. Keng Abstentiuonen. Domat ass dee leschten Amendement zum Budgetgesetz evaküiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise

Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Mir géifen dann iwwer de Projet de loi 6720, also iwwer d'Budgetgesetz fir 2015, ofstëmmen. Déi, déi fir de Budgetsprojekt, wéi e vun der Regierung presentéiert ginn ass, sinn, stëmme mat Jo. An déi net dermat d'accord sinn, mat Neen, respektiv si enthalen sech.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6720 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mat Jo hunn 32 Deputéierter gestëmmt, mat Neen 28. Domat ass de Projet de budget 6720, also de Budgetsprojekt fir 2015, ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech stellen dann déi classesch Fro: Ass d'Chamber mat der Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum Projet de loi 6721 iwwer, zu deem keng Amendemente virleien.

Kann ech direkt zu der Ofstëmmung iwwer, goen?

(Assentiment)

Merci.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6721 et dispense du second vote constitutionnel

Da lancéieren ech de Vote. An och do, deem, dee fir den Text ass, stëmmt mat Jo, an deem, deem dergéint ass, mat Neen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6721 ass mat 32 Jo-Stëmmen, bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc

Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir de Projet vum zweete Vote ze dispenséieren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann elo zu de Motiounen iwwer, goen.

Motion 1

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Déi éischt Motioun kënnt vun der CSV a plädéiert fir d'Evaluation vun de bisherege Mesures pour l'emploi an e systematesche Suivi fir zukünftige Mesures pour l'emploi.

Gëtt et Wuertmeldungen dozou?

Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Jo, ech mengen, mir maachen dat souwéi. Mir sinn elo amgaangen - just fir den honorabelen Deputéierten ze informéieren -, bei den Initiatives sociales ze evaluéieren, wéi vill Leit se op den Aarbechtsmaart bréngen. Ech gesinn elo, datt déi nei Contrainte, déi do elo erëm probéiert gëtt, en Délai, dee fir all Mesuré géif virgesinn, datt dat net gutt ass. An duerfir géif ech proposéieren, déi Motioun do net unzehuelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Majo, da géife mer direkt, wa keng aner Wuertmeldungen sinn, zum Vote iwwer. goen.

Vote sur la motion 1

De Vote huet ugefaangen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

28 Jo-Stëmmen, 32 Nee-Stëmmen. Domat wär déi éischt Motioun ofgeleht.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Motion 2

Déi zweet Motioun ass abruucht gi vun de Kolleege vun der ADR a betrëfft de Logement, méi speziell den Taux super-réduit bei Netteigentumswohnungen.

Dozou Wuertmeldungen?

Jo, den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, Här President, d'CSV huet zu deemselwechten Thema och eng Motioun agereecht, déi zwar net esou wäit geet wéi eis, mä déi awer deemselwechten Hangergrond huet. Duerfir géif ech proposéieren, där Motioun vun der CSV elo d'Prioritéit ze ginn, fir där eng Chance ze ginn, ugeholl ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Wiseler, sidd Dir d'accord?

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Do kann ech nëmme Jo soen, datt mer der CSV-Motioun Prioritéit ginn.

(Hilarité et brouhaha)

(Sur proposition de M. Roy Reding, priorité est donnée à la motion 5 et la motion 2 est déclarée caduque.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, da stëmme mer elo iwwer d'CSV-Motioun of. Dat ass d'Motioun 4, „Volet Logement“ steet driwwer. Also, de Vote iwwer d'Motioun 4, abruucht vun der CSV.

(Interruption)**Motion 5**

Sorry, jo. Also d'Motioun 5. Déi, déi mat der Motioun d'accord sinn, stëmme mat Jo, déi net d'accord sinn, mat Neen.

Vote sur la motion 5

De Vote huet ugefaangen. An en ass och schonn eriwuer.

27 Deputéierter hu fir d'Motioun gestëmmt, 32 dergéint. Domat wär se ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion 5 est rejetée par 32 voix contre et 28 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Da géife mer net méi brauchen op déi aner zréckzekommen, vu dass dës d'Prioritéit hat an déi aner da caduc ass.

(Interruption)

Jo, déi Logik hätte mer och schonn eng aner Kéier kennen uwennen.

(Hilarité)**Motion 3**

Dann d'Motioun 3, abruecht vun der Madame Hetto-Gaasch fir d'CSV. Do geet et drëm, dass d'Regierung invitéiert gëtt, hir Intentioun fir d'Gratuitéit vun dem Accueil vu Kanner ënnert dräi Joer opzeginn a stattedessen eng Revision vun de Chèques-services ze maachen.

Ass de Wonsch, fir se nach eng Kéier...?

(Négation)

Neen, dat ass net de Fall. Da ginn ech dem Statssekretär d'Wuert fir d'Reaktioun op d'Motioun, déi genügend motivéiert war.

► **M. Marc Hansen**, *Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse*.- Jo, Här President, an der Diskussioun vum de leschte Deeg iwwert den Zukunftspak an de Budget ass et, mengen ech, kloer ersichtlech ginn, dass dat dote fir eis net esou kann akzeptéiert ginn. Ech mengen, dass mer do géifen déi Ambitioun opginn an dee gratis System zwëschen een an dräi Joer net géife maachen, dat kënne mer natierlech net akzeptéieren.

Wat d'Chèques-services ugeet, gouf schonn e Wuert driwwer verluer. Do huet d'Familljeminstesch Corinne Cahen scho gesot, dass et do natierlech e Bilan wäert ginn.

An op där anerer Säit steet dann och do, dass Mesure-alternativ virgesi gi fir Familljen, déi defavoriséiert sinn. An d'Corinne Cahen huet natierlech och schonn annoncéiert, dass do amgaangen ass, driwwer geschaff ze ginn, wat do als Mesure-alternativ kéint virkommen, soudass mir géife proposéieren, déi dote Motioun net unzehuelen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Da géife mer, wa keng aner Reaktiounen dozou sinn,...

Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, villmoos Merci. Mir hunn eis och déi Motioun vun de Kollege vun der CSV hei ugekuckt, do si ganz vill och fir eis wichteg Consideratiounen dran, notamment am Beräich vun de soziale Moosnamen, déi elo solle geholl gi fir defavoriséiert Familljen.

Op där anerer Säit muss mer awer soen, dass mir an der Familljepolitik an och an aneren Domänen, déi hei ugeschwat sinn, ganz kloer Positionen hunn, vun deene mer net wëllen ofréckelen. Zum Beispill Lëtzeburgergesch als Integratiounssprooch, dat ass hei elo net ganz kloer festgeluecht.

Mir wäeren och derfir, datt ganz kloer muss gesot ginn, datt déi Mammen a Pappen, déi doheem bleiwen, fir hir Kanner ze erzéien, Recht op eng Pai hunn als Unerkennung dofir. A mir wëllen och soen, datt dee Familljendesch, deen u sech eng interessant Iddi ass, net ka gefouert ginn tëschent der Regierung an de Sozialpartner, an déi ausklammern, déi eigentlech déi Eischt betraff sinn. An do gouf et an der leschter Zäit eng ganz Rei vun Initiativen, wéi zum Beispill „Méi Famill, manner Staat“ (veuillez lire: „Méi Elteren, manner Staat“) an anerer, déi ebe just och d'Interesse vun deene wëlle verrieden, déi sech derfir asetzen, fir hir Kanner selwer doheem ze erzéien. Et ass och mat deenen, wou muss geschwat ginn.

Also an dëser Motioun si ganz vill och fir eis positiv Elementer, mä si geet eis a muncherlee Hisiicht net wäit genuch, ass net staark genuch, fir d'Familljen ze verrieden a fir si ze verdeeden. Mir wäerten eis enthalen, awer mat engem grouse Merci un d'CSV, fir hei awer eng Rei Saachen thematiséiert ze hunn, déi eis och um Häerz leien.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci, domat wäere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéinten iwwert d'Motioun N°3 ofstëmme.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 23 Jo-Stëmme, bei 34 Nee-Stëmme an 3 Abstentiuonen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 4

Déi véiert Motioun gouf och vun der CSV abruecht an do handelt et sech ëm Mesuren aus dem Zukunftspak - Nummer 181 an 183 -, wou déi eng soll ausgefouert ginn an déi aner ofgeschafft ginn.

Den Här Lies.

► **M. Marc Lies** (*CSV*).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass elo schued, datt d'Madame Minister net do ass. Et wär awer interessant ze wëssen, wéi dann effektiv elo déi Spuermesure 181, déi jo propagéiert ginn ass vun der Madame Minister, datt déi net soll virgefouert ginn, ob se awer elo domat d'accord ass, fir déi weider virunzeféieren. An en plus och mat deene Beispiller, déi mer ginn hunn, datt mat de Promoteurs publics an Zukunft soll gekuckt ginn, fir effektiv de Wunnengsbau méi bëlleg ze maachen, ob dann effektiv déi Approche, déi mir hei proposéiert hunn, ob déi gedeelt gëtt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Den Här Gramegna huet d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Jo, fir ze soen, dass dëser Motioun net soll zougestëmmt ginn. Eischtens emol, well se virgesäit, dass mer déi Hausse de TVA fir d'Wunnengen, déi fir d'Locatioun sinn, sollen zréckzéien, wat mer natierlech net wëlle maachen. An och zur Mesure 181 ass et kloer, dass déi am Kontext vun der Argumentatioun vun der TVA elo kee Sënn méi mécht.

Aus deenen zwee Grënn géif ech bieden, dass dës Motioun net soll ugeholl ginn.

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Dann hätt Der d'Moosnam zwar och net sollen an de Pak schreiwen, wa se kee Sënn méi mécht mat Ären anere Moosnamen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Motioun N°4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 26 Jo-Stëmme, 32 Nee-Stëmme, bei 2 Abstentiuonen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

D'Motioun N°5 hate mer. Dann ass d'Motioun N°6 drun.

Motion 6

Déi ass vun der CSV abruecht ginn an dréit sech ëm d'Realiséierung vun engem Centre de compétences agricole um neie Site vum Lycée agricole. Dozou Wuertmeldungen?

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Alles gesot. Merci, Madame Hansen. Dann hätt den Här Hansen d'Wuert.

► **M. Marc Hansen**, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Also ech kann op där heiter Plaz zu e puer Saachen Erklärungen ginn. An dem Budget - an der Presentatioun och hei an der Chamber - hu mer 200.000 Euro an dem Beräich vun dem Enseignement supérieur stoen, fir Fuerschung an der Landwirtschaft ze maachen. Dat ass dee Moment effektiv vu mir presentéiert ginn an der Kommissioun.

Et steet och an eise Regierungsprogramm, dass mer e Centre de compétences wëllen op dee Site kréien. An ech mengen, an der Debatt ronderëm d'Pestizidegesetz op där heiter Plaz ass dat doten och nach eng Kéier vun der Regierung ënnerstëtzt ginn, soudass mer natierlech kënne domadder liewen, wa mer opgefuerdert ginn, op eise Wee weiderzagoen, soudass ech der Chamber géif proposéieren, fir dat heiten unzehuelen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Hilarité et brouhaha)

► **Une voix**.- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ass d'Chamber do dermat d'accord? Kënne mer dat...

► **Une voix**.- À main levée.

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ...à main levée maachen? Sinn d'Auteuren domat d'accord?

(Assentiment)**Vote sur la motion 6**

Majo, da géif ech ëm en Handzeeche bieden, wien domat d'accord ass.

(La motion 6 est adoptée à main levée.)

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*), *rapporteuse*.- Wat e Fridden!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, mir hätten eigentlech misse mat där doter Motioun ophalen.

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Datt d'Majoritéit net dauernd brauch Neen ze soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mä et ass nach eng Motioun do an nach eng, nach zwou, abruecht och vun der Madame Martine Hansen.

Motion 7

Madame Hansen, kann ech dovun ausgoen, dass d'Motioun N°7 och genügend motivéiert ass.

► **Mme Martine Hansen** (*CSV*).- Jo, déi ass genügend motivéiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wëllt d'Regierung...?

Den Här Hansen.

► **M. Marc Hansen**, *Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- An deem heite Kontext géif ech och wëlle soen, dass dat heiten an der Prozedur aus der Direktiv „Reconnaissance“ vun 2005 virkënt. Et gëtt eng Direktiv 2013, wou och amgaangen ass dru geschaff ze ginn, fir déi ëmzesetzen, an dat am Ufank vum Joer 2016.

Alles, wat hei an der Motioun steet, ass eppes, wat eis natierlech och um Häerz läit, an dofir géif ech och op där Plaz der Chamber proposéieren, fir och déi unzehuelen.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Majo, da géif ech, wann d'Chamber domat d'accord ass,...

► **Une voix**.- D'nächst Joer kommen ech éischer.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ...à main levée ofzestëmme, da géif ech ëm en Handzeeche bieden.

Vote sur la motion 7

Ech gi vun Unanimitéit aus, à moins, dass ech e Géigenhandzeeche kréien.

Dat ass net de Fall.

(La motion 7 est adoptée à main levée.)**Motion 8**

An da komme mer op déi lescht Motioun, abruecht vun darselwechter Autorin, der Madame Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (*CSV*).- Déi ass och scho motivéiert genuch.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Da kritt d'Wuert den Här Landwirtschaftsminister.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Jo, bei de Subventiounen, déi un déi landwirtschaftlech Betriber ausbezuecht ginn, muss mer all Joer op en Neits kucken, ob se an e communautairé Kader passen. Dat ass beim Tarif agricole manifestement net de Fall, dofir hu mer dës illegal Aide nationale misse suppriméieren. Mir sinn awer amgaangen, mam Beruff ze schwätzen, wéi mer op d'mannst een Deel vun där Perte de revenu kënne kompenséieren. Dofir hu mer proposéiert, wéi et och an der Motioun drasteet, fir dem Stat seng Participatioun bei der Mehrgesellschaftversicherung, déi de Moment 50% ass, op 65% an d'Luucht ze hiewen, an de Beruff huet eis awer net gesot, datt se net domadder kéinte liewen.

Ech wëll awer hei betounen, datt déi Servituden, déi d'Propriétaire vum elektreschen Netzbedreier operleucht kréien, misse vun dëser kommerzieller Gesellschaft indemniséiert ginn, an datt de Stat do net soll an net kann intervenéieren. Dofir kann en awer mam Invite vun dëser Motioun net d'accord sinn. An ech géif d'Chamber bieden, déi dann ofzelehnen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun N°8, wat och déi lescht Motioun ass, iwwergoen.

Vote sur la motion 8

'Ofstëmmung huet ugefaangen. Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo, wien net mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Neen. An d'Ofstëmmung ass eriwuer.

Mat Jo hu 26 Deputéierter gestëmmt, Neen 32 Deputéierter, an 2 Abstentiuonen. Dat heescht, d'Motioun ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger,

MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat wäre mer um Enn vun - nach net um Enn vun der Sétzung -, mä um Enn vun de Budgets- a Finanzdiskussioun fir d'Joer 2015 ukomm.

(Brouhaha général)

Kolleegen, mir sinn nach net fäerdeg. Ech géif dann zu de Chamberskonten, zu eise Konte vum Joer 2013 iwwergoen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Marc Lies.

4. 6749 - Résolution concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2013

Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Marc Lies** (CSV), rapporteur.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Kolleeginnen, esou wéi all Joer goufen och dést Joer d'Konten vun der Chamber fir d'Buchungsjoer 2013 vun enger Spezialkommissioun kontrolléiert. Den Artikel 165 vum Règlement interne vun der Chamber gesäit vir, an ech zitieren, éischten Alinéa: «L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes“, assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau.»

De véierten Alinéa: «La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.»

D'Firma Deloitte, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2013 gemaach huet, koom den 28. November vun dësem Joer an hirem Schreiwes zu folgender Konklusioun: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date conformément au principe comptable applicable défini par le Bureau de la Chambre des Députés.»

Ech wäert lech e puer Eckdate vum Bilan 2013 am Verglach zum Budget 2013 an awer och am Verglach zum Kont 2012 mat op de Wee ginn, ouni elo awer natierlech, no där laanger Debatt iwwert de Budget, wëllen an den Detail ze goen.

De Statsbudget huet der Chamber fir d'Rechnungsjoer 2013 e globale Kredit vu ronn 32,7 Milliounen zougesprach. Op Enn 2013 louchen d'Ausgabe bei ronn 29,5 Milliounen, wat enger Hausse vun 3,13% par rapport zum Rechnungsjoer 2012 an 895.000 Euro entsprach huet.

D'Frais de fonctionnement sinn ëm 1.180.000 méi niddreg ausgefall, wéi de Budget et virgesinn huet. Par rapport zu 2012 ass eng lichte Hausse vu ronn 170.000 Euro feststellen. Datt op dësem Poste manner ausbezuelt ginn ass, wéi initial am Budget festgehalten, huet mat de virgezunnenen Neiwahlen ze dinn.

Ze begrëssen ass, datt d'Frais de route et de séjour fir international Réunione, déi natierlech a Fonctioun vun der Zuel vun de Participantë sinn an awer och vun der Plaz, wou dës Réunione stattfannen, vu 460.000 Euro am Joer 2012 op 265.000 Euro fir d'Buchungsjoer 2013 erofgaange sinn.

Bei de Compte-rendue konnten am Verglach zu 2012 och ronn 300.000 Euro agespuert ginn. Dést huet awer och mat den Neiwahlen ze di gehat.

Hélt een de Crédit voté, esou goufen 3,2 Millioune manner ausgi wéi virgesinn. Dést entsprécht engem Taux vu minus 9,81%. De Budgetiwwerschoss vun 2,9 Millioune suert derfir, datt d'Reserven op den 1. Januar 2014 sech op 7,5 Millioune belafen. Dëse Montant ass awer mat Virsiicht ze genéissen, well nach eng Rei Ausstänn opstinn, déi zurzäit nach net genau chiffréiert kënnen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun, à l'unanimité des voix, an de Réviseur d'entreprises Deloitte sinn der Meinung, datt d'Konten vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domat géif ech lech alleguete bieden, d'Konten vum Exercice 2013 gutt-zeheschen.

Ech wéilt awer och dem Bureau an all de Mat-aarbechter vun der Chamber e ganz, ganz décke Merci soe fir déi gutt an exemplaresch Aarbecht, déi si iwwert d'Joer 2013 an awer och elo dést Joer gelescht hunn.

Am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech selbstverständlech den Accord zu dësem Rapport an ech géif och déi aner Fraktiounen a Sensibilités politiques bieden, datselwecht ze maachen.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a géif dann och dës Resolutioun dem Här Chamberspräsident iwwerreechen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport de sa Commission des Comptes,

- approuve les comptes de l'exercice 2013 et

- prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Marc Lies.

► **M. Marc Lies** (CSV), rapporteur.- Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Rapporteur. Wuertmeldungen zu eise Konten? Oder si mer der Meinung, dass de Rapporteur dat esou exzellent gemaach huet, dass mer näischt méi brauche bäizefügen?

(Assentiment)

Esou wéi et am Artikel 165 vum Chambersreglement virgesinn ass, stëmme mer iwwert d'Resolutioun of, déi den Här Rapporteur eis virgeschloen huet am Numm vun der Kontekommissioun an déi Der verdeelt kritt hutt. Mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

An erëm Unanimitéit: 60 Stëmme fir eis Konten. Da soen ech lech Merci.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Dann hu mer d'Konten vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2013 virleien. An d'Madame Rapporteur Diane Adehm ass prett. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes

Exposé

► **Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice.- Merci, Här President. Mir hunn an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire d'Konten vun der Cour des Comptes gekuckt. Mir hunn och de Rapport gekuckt, deen de Réviseur gemaach huet. Et ware keng Commentairen dozou ze maachen. Dofir géif ech och d'Chamber bieden, dës Konten unzehuelen. An ech géif lech och eng deementspreechend Resolutioun presentéieren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de l'exercice clos à cette date, conformément au référen-

tiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 24 novembre 2014;

approuve

- les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes.

(s.) Diane Adehm.

'Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisés directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

(Brouhaha)

Ech si vun där Vitesse iwwerrascht ginn an ech géif awer da froen: Keng weider Wuertmeldungen?

(Négation)

Och d'Madame Adehm huet dat esou gutt gemaach, dass mer direkt kënnen ofstëmmen iwwert d'Resolutioun, déi Der virleien hutt.

Vote sur la résolution

Da geet d'Ofstëmmung un. A si ass och direkt erëm eriwwer. Voilà.

An och d'Konten vun der Cour des Comptes ginn eestëmmeg vun der Chamber guttgeheescht.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géif ech d'Madame Adehm erëm invitéieren, fir och nach de Rapport vun de Konten vum Mediateur ze presentéieren. Madame Adehm.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur

Exposé

► **Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice.- Jo, Merci, Här President. Och déi Konten hu mer am Detail gekuckt. An och do war näischt derbäi auszesetzen. An och de Réviseur, deen d'Konten vum Mediateur gekuckt huet, deen hat och kee Commentaire dozou ze maachen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Wann ech gelift. Wann ech gelift, Här Engel!

► **Mme Diane Adehm** (CSV), rapportrice.- ...an huet och gesot, dass se géifen d'finanziell Situatioun zréckspigelen. Dofir géif ech och proposéieren, dass mer déi Konten da géifen unzehuelen. An ech géif lech och dann eng deementspreechend Resolutioun iwwerreechen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes du Médiateur qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle des recettes et dépenses du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg pour l'exercice 2013, ainsi que de l'excédent de 30.412,97 euros pour l'exercice clos en 2013, conformément au règlement financier et comptable intérieur du Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels»;

- vu l'examen des comptes par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de sa réunion du 24 novembre 2014;

fait siennes les recommandations du réviseur des comptes du Médiateur;

approuve

les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur.

(s.) Diane Adehm.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci villmools. An da géif ech froen: Nach eng Wuertmeldung?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da kënnen mer direkt ofstëmmen.

Vote sur la résolution

De Vote ass lancéiert. A schonn ofgeschloss. Jo, wann dat e gutt Omen fir d'nächst Joer ass!

60-mol Jo. Also och d'Konten vum Mediateur sinn ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Da géife mer zum Projet de loi 6753 iwwergoen, eng Ofännerung vum Code du Travail, an d'Wuert huet direkt den honorabelen Här Georges Engel. Hie war scho virdu lancéiert.

(Hilarité)

7. 6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel** (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6753 ass de 4. Dezember, also viru 14 Deeg, vum Aarbechtsminister déposéiert ginn. Ganz séier ass geschafft ginn. De Conseil d'État huet säin Avis ginn den 9. Dezember. D'Kommissioun huet an zwou Sitzungen driwwer geschwat, den 8. Dezember an den 11., an et geet hei ëm de Chômage partiel.

D'Regierung huet scho méi laang mat de Sozialpartner an de leschten Tripartite-Sitzunge constatéiert, dass verschidde Betriber, haapt-sächlech industriell Betriber, nach ëmmer ënert der Wirtschaftskris leiden a sech nach an engem Restrukturationsprozess befannen.

Dofir soll an dësem Projet duerch d'Instrument vum „chômage partiel de source structurelle“ dësen Entreprisé gehollef ginn, während zéng Méint am Joer, deenen Entreprisen, déi e Plan de maintien dans l'emploi hunn, dee laut Code du Travail Artikel L. 513-3 unerkannt ass.

Dëse Chômage partiel ass jo nom Gesetz vum 31. Juli 2012 schonn eng Kéier bis den 31. Dezember 2014 verlängert ginn a soll elo nach eng Kéier bis den 31. Dezember 2016 verlängert ginn.

De Conseil d'État ass net ganz zefridde mat dëser zäitlicher Derogatioun par rapport zum Code du Travail. En hätt léiwer gesinn, well keng Verbesserung vun der Aarbechtsmaartsituatioun en vue ass, dass eng Modifikatioun vum Code du Travail sollt gemaach ginn, quitte dass een, wann d'Wirtschaft an dësem Beräich erëm géif unzéien, de Code du Travail dann erëm eng Kéier misst änneren. Hie schwätzt hei vun enger „sunset clause“.

D'Kommissioun huet deem net Rechnung gedroen, well se dést als eng temporaire Mesure gesäit, déi duerch déi aktuell bleiwend Kris an deene bestëmmten Domäne justifizéiert ass. Deemo gëtt hei duerch een Artikel de Paragraph (3) vum Artikel 3 am Gesetz vum 17. Februar 2009 geännert an déi Mesure, no-



tamment de Chômage partiel, bis den 31. Dezember 2016 verlängert.

No laange Wochen ass d'eescht leschte Projet an dësem Joer. Et fällt engem op, et fënnt och sécher keen et komesch, dass ech lech duerfir als „Engel“ schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch an d'neit Joer wënschen...

(Exclamations)

...an dass mer eis a gudder Gesondheet a glécklech erëmgesinn. An ech ginn domadder och den Accord vun eiser LSAP-Fraktioun.

Merci.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem „Engel“ Georges. An dann huet d'Wuert den Här Marc Spautz.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Just fir dem Rapporteur ze félicitéieren fir säi Rapport an och d'Zoustëmmung ze gi vun der CSV zu dësem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An d'Madame Elvinger.

(Brouhaha)

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).**- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn nach fir zwou bis dräi Minutten.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).**- Ech wëll als Eischt dem Rapporteur Georges Engel Merci soe fir säi schréfflechen a mëndleche Rapport, deen innerhalb vun...

(Interruptions)

...ganz kuerzer Zäit geschriwwen an ugeholl gouf. Och wann an dësem Projet de loi nëmme ganz wéineg drasteet, gëtt et iwwert den Ursprung an d'Noutwendegkeet vu sengem Inhalt ganz vill ze soen.

Mir liewen an Zäiten, wou vill Wirtschaftssecteure sech nach ëmmer net richtig vun der Weltwirtschaftskris aus dem Joer 2008 erholl hunn. Virun allem d'Industriebetriber hunn nach ganz oft mat den Auswierkunge vun där Kris ze kämpfen. Betriber, déi zum gréissten Deel op d'Weltkonjunktur ugewise sinn, lafen de Risiko, extrem vill Leit an extrem kuerzer Zäit virun d'Dier setzen ze mussen.

D'Betriber kënnen sech et oft net leeschten, déi Leit weiderzebeschäftegen, well d'Demande fir hir Wueren erofgaangen ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech geléift, elo nach e bësse Gedold op der Regierungsbänk!

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).**- ...a si noutgedrongen hir Produktioun erofschrauwe mussen. Mir schwätzen also an deem Kontext net nëmme iwwert dat wirtschaftlecht Iwwerliewe vu Betriber, mä mir schwätze virun allem iwwer perséinlech Schicksaler vun Honnerte potenziell betroffene Salariéen an hire Familljen.

Fir d'Effete vun der Kris ofzefiederden an de Verloscht vun Aarbechtsplazen ze verhënneren, sinn zanter 2009 Joer fir Joer zäitlech begrenzte Mesuren an de Code du Travail gesat ginn. Eng vun dese Mesuren ass de Chômage partiel, dee mir haut dann erëm fir zwou Joer verlängere wäerten.

De Chômage partiel kascht de Fonds pour l'Emploi vill Suen. D'Fiche financière am Projet de loi gesäit 300.000 Euro vir fir all Mount, deen iwwert déi sechs Méint Chômage partiel erausgeet.

Ech wëll awer direkt drop och ganz kloer soen, dass zu dësem Zäitpunkt d'Mesurë vum Chômage partiel alternativlos sinn. D'Ewechfale vum Chômage partiel géif zum Chômage tout court

féieren, wat net nëmme de Stat nach vill méi un Ausgabe géif kaschten, mä och ganz vill Familljen an hoffnungslos Situatioune géif bréngen.

Et kann awer op där anerer Säit och net sinn, dass mir d'Mesurë vum Chômage partiel bis an d'Eiweg weiderlafe loosse. Ech hunn et virdru scho gesot, et handelt sech hei am Prinzip ëm eng zäitlech begrenzte Mesur, déi an enger exzeptionell graver Situatioun Aarbechtsplazette rette soll. De Verloscht vun Aarbechtsplazen ass just e Symptom vun enger Krankheet, déi Lëtzebuerg an d'ganz Welt zanter 2008 befall huet. De Chômage partiel ass, fir an der Symbolik ze bleiwen, wéi eng Plooschter, déi d'Symptomer zwar kuerzfristeg ënnerdréckt, d'Krankheet awer net heelt!

Ech maachen duerfir hei nach eng Kéier deeswechten Appell wéi d'lescht Joer op dëser Plaz, wéi mir iwwert deeswechte Problem geschwat hunn: Loosst eis de Problem u senger Wuerzel upaken! An dës Regierung mécht dat jo och, wann ee gesäit, dass am Budget 2015 d'Aarbechtspolitik weiderhin eng Prioritéit bleift, dass nei Weeër an der Kannerbetreiung an an der Bildungspolitik fonnt goufen an dass eng sëllegen Investitioune fir d'Zukunft vun dësem Land geplangt sinn.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a soen lech Merci fir d'Nolauschteren. An och ech wënschen lech schéi Feierdeeg!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Aarbechtsminister huet d'Wuert, wann en et wëllt.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Ech soen allen Orateurs Merci an ech wënschen hinnen an lech alleguer och e schéint neit Joer, y compris dem „Engel“.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Här Aarbechtsminister.

Mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6753 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6753 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

An och dee Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll lech net enttäuschen...

(Interruption)

Jo, d'Dispens!

(Hilarité et brouhaha)

D'Dispens. Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci!

(Interruption et brouhaha)

8. Discours de fin d'année de M. le Président

Här Haagen, wann ech gelift nach e puer Minutten Gedold!

Léif Kolleeginnen, Kolleegen, mir sinn um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sëtzung vum Joer 2014 ukomm. An ech wëll lech all, dem Generalsekretär, sengen Adjointen, alle Mataarbechter aus dësem Haus, aus de Fraktiounen an och der parlamentarescher Press e ganz häerzleche Merci soe fir déi wäertvoll Aarbecht, déi se geleescht hunn. Mir hunn hei e ganz gutt Haus!

Virun engem Joer hat ech op dëser Plaz gewënscht, dass mir no e puer méi mouvementéierte Méint zur Rou kéinte kommen a mat neier Motivatioun erëm kéinten urappen. Ech mengen, dat ass eis gelongen! Iwwer all Meenungsverschiedenheeten eraus, déi eng parlamentaresch Demokratie beliewen, sinn ech frou iwwert déi konstruktiv Zesummenaarbecht dat ganz Joer iwwer an dësem Haus, am Intérêt vun deene Leit, déi mer vertrieeden.

D'Joer 2014 war en haart Joer, en Transitionsjoer, wou jiddweree seng Plaz fonnt huet. 2014 huet eis och eng ganz Rei vun Iwwerraschungen an Erausforderunge bruecht, gudder an och manner gudder. Um Enn vun dësem Joer wéilt ech gären de Message vu Solidaritéit an Zesummenhalt un lech all heibannen an och dobausse ginn. Jiddweree vun eis muss mat upaken, wa mir wëlle weiderkommen, egal ob et drëm geet, d'Statsfinanzen an d'Rei ze bréngen oder d'Bild vum Land no baussen erëm an e bessert Licht ze réckelen.

Dat setzt viraus, dass mir och bereet sinn, eis a Fro ze stellen, an net esou maachen, wéi wann näischt wär oder wéi wann all eis Problemer sech géifen a Wuelgefallen opléisen. D'Gestaltung vun der Zukunft vum Land erfuerdert e gudde Prozentsaz u Mateneen, awer och eng konstruktiv Sträitkultur a vill Engagement.

2015 waarden derniewent zwou weider gross Défien op eis: de Referendum an déi Lëtzebuurger Présidence vun der Europäescher Unioun. Bei deem éischte Rendez-vous mussen mer derfir suergen, dass et bei aller legitimer Konfrontatioun vu Meenungen net zu engem Rass an eiser Gesellschaft kënnt. Den zweete Rendez-vous, dee vun der Lëtzebuurger Présidence vun der EU, ass eng gutt Geleeënheet, fir eist Bild dobaussen an der Welt opzopoléieren. Loosse mer se notzen!

Fir all deenen Erausforderunge gerecht ze ginn, wënschen ech eis alleguer eng zolidd Portioun Optimismus. Meng beschte Wënsch ginn natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutionen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt sinn. All eise Matbierger, déi eis nolauschteren, nokucken oder noliesen, wënschen ech schéi Feierdeeg, e puer friddlech a roueg Deeg um Enn vum Joer, alles Guddes, an eis all virun allem eng gutt Gesondheet!

An ech schlësse mat deem traditionellen „Maacht et gutt!“ of. Alles Guddes a Merci villmools!

► **Plusieurs voix.**- Très bien! Merci gläichfalls!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, erlaabt mer - une fois n'est pas coutume -, am Numm vun der Majoritéit an der Oppositioun, fir d'Éischt, lech villmools Merci ze soen: Dir hutt, douewe sëtzend, net ëmmer eng einfach Tâche, notamment an deene leschten dräi Deeg, déi Debatten, déi mer hei féieren an déi och zu dem Dagdeegleche vun enger Demokratie gehéieren, ëmmer zu engem gudden Enn ze bréngen. Dir maacht dat mat vill Rou, mat vill Korrektheit an och Effikasitéit. An ech mengen, dat ass wichteg, notamment an engem klengen Parlament, wou et och drëm geet, no hëtzege Debatten an Diskussiounen nach mateneen ze schaffen a mateneen ze liewen. Duerfir e grouse Merci un lech!

Ech wëll och dem Här Frieseisen an der ganzer parlamentarescher Administratioun Merci soe fir déi Aarbecht, déi si maachen an de Kommissiounen, am Parlament, ronderëm, wou se eis alleguer als Deputéiert begleeden, an eisen Aarbechten ënnerstëtzen. Ech mengen, dat ass och wichteg fir de Fonctionnement vun dësem Parlament.

Ech wëll och, ech mengen, all eise Fraktiounsmataarbechter Merci soen, ouni déi mer net dat géife kënnen maachen, wat mer awer probéieren, dat heescht eis Aarbecht esou gutt wéi méiglech ze maachen. Si hunn och mat eis net ëmmer eng einfach Aarbecht. Ech mengen, si maachen dat an alle Fraktiounen ganz gutt. Och hinne villmools Merci!

D'parlamentaresche Press, och si huet et net einfach mat eis, fir déi Debatten ze suivéieren. An am grouse Ganze sinn déi Berichterstattungen, déi jo vun hei aus gemaach ginn, wierkelech exzellent. Hier an och dann all deene Leit, déi eis nolauschteren, villmools Merci!

Ech wëll lech dann am Numm vun der Majoritéit an der Oppositioun all Guddes wënschen a schéi Feierdeeg! Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An d'Regierung huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Ech wëll just ganz kuerz am Numm vun all de Kolleegen aus der Regierung lech, Här President, Merci soen, och der Chamber, all hire Membere, all de Mataarbechter, fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer haten an engem mouvementéierten, liewege politesche Joer.

Ech wënschen lech allegueren dofir besënnlech Feierdeeg, a mir freeën eis schonn, fir am nächste Joer erëm mat lech alleguer zesumme weider kënnen ze schaffen, wéi mer dat dëst Joer gemaach hunn.

Merci villmools!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

An domat ass d'Sëtzung opgehewen.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Sommaire des séances publiques n°17, 18 et 19

17^e séance

Ouverture de la séance publique p. 243

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 243-262

18^e séance

Ouverture de la séance publique p. 262

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 262-274

19^e séance

Ouverture de la séance publique p. 275

Communication p. 275

6720 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 [...] (suite)

6721 - Projet de loi relatif à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2014 à 2018 (suite)

6722 - Projet de loi relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015) [...] (suite) p. 275-294

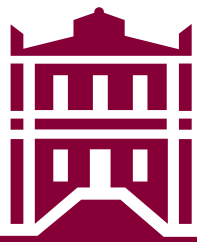
6749 - Résolution concernant les comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2013 p. 294

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 de la Cour des Comptes p. 294

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2013 du Médiateur p. 294

6753 - Projet de loi portant modification du paragraphe (3) de l'article 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 294-295

Discours de fin d'année de M. le Président p. 295



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0804	Aly Kaes	Gare de Kautenbach
0805	Aly Kaes	Retard des trains
0806	Aly Kaes	Vague de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg
0807	Marc Lies	Domaine de compétence des agents municipaux
0808	Max Hahn	Vols de nuit de l'hélicoptère de police
0809	Françoise Hetto-Gaasch	Abandon de détritrus sur la voie publique
0810	Max Hahn	Nouveau stade national
0811	Justin Turpel	Paiement des échelons du barème à la Luxair
0812	Martine Hansen	Régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam
0813	Octavie Modert	Incidences de la réforme territoriale en France sur la Grande Région
0814	Marc Lies	Contribution de 90 millions d'euros
0815	Franz Fayot	Démolition de la maternité Grande-Duchesse Charlotte
0816	Emile Eicher, Marcel Oberweis	Production de biométhane
0817	Roy Reding	Procédure de saisie immobilière
0818	Diane Adehm, Gilles Roth	Sécurité des réseaux de télécommunications
0819	Simone Beissel, Gusty Graas	Contrôle technique des véhicules
0820	Alex Bodry	Aide financière accordée à la Grèce
0821	Léon Gloden	Lycée de Junglinster
0822	Alexander Krieps, Edy Mertens	Examens complémentaires suite aux examens médicaux pour le permis de conduire
0823	Justin Turpel	Détermination forfaitaire de l'impôt de personnes
0824	Marcel Oberweis	Promotion des matières «STEM» à l'école
0825	Fernand Kartheiser	Attribution des fréquences radio
0826	Fernand Kartheiser	Langues administratives auprès du Fonds du Logement
0827	Nancy Arendt	Législation sur la cigarette électronique
0828	Laurent Mosar	Domaine «Luxembourg.com»
0829	Fernand Kartheiser	Cadeaux pour les enseignants
0830	Fernand Kartheiser	Trafic d'armes
0831	André Bauler	Lycée technique d'Ettelbruck
0832	Gusty Graas	Obligation de la déclaration d'ingrédients allergènes
0833	Marc Spautz	Dons de jours de repos
0835	André Bauler	Orientation scolaire et professionnelle
0908 urgente	Justin Turpel, Serge Urbany	Opération Triton et les nouveaux drames de réfugiés dans la Méditerranée

Question 0804 (17.12.2014) de M. Aly Kaes (CSV) concernant la gare de Kautenbach:

Le 14 décembre 2014, le nouvel horaire annuel des CFL est entré en vigueur. Un des principaux changements concerne la ligne 10, dite «Ligne du Nord». En effet, un nouveau concept de cadencement a été introduit. Ainsi, les gares de Troisvierges, Clervaux, Wiltz, Kautenbach et Diekirch sont desservies à une cadence de 30 minutes. Ce changement entraîne cependant que les voyageurs en provenance de Wiltz doivent changer de train à Kautenbach pour pouvoir continuer leur trajet à Luxembourgville. Or, selon mes informations, il ne serait pas prévu d'ouvrir la gare à Kautenbach pour les voyageurs.

Faute d'alternatives, les voyageurs sont obligés d'attendre leur train dans la froideur et la pluie. De plus, les installations sanitaires seraient dans un état vétuste et délabré.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la gare susmentionnée n'est-elle pas accessible aux voyageurs des transports publics?

- Est-il prévu de moderniser les installations sanitaires?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (05.02.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire n°0804 du 17 décembre 2014 l'honorable Député Aly Kaes souhaite s'informer au sujet de la gare de Kautenbach.

La salle d'attente et les installations sanitaires en gare de Kautenbach sont ouvertes aux voyageurs conformément aux horaires ci-après mentionnés:

- du lundi au vendredi de 04h40 à 23h40;
- les samedis de 05h40 à 23h40;
- les dimanches et jours fériés de 06h20 à 23h40.

Ces horaires correspondent à la plage de circulation des trains en gare de Kautenbach. Les heures d'ouverture, ainsi que d'autres informations au sujet des facilités et services disponibles en gare de Kautenbach, sont publiées sur le site Internet des CFL: www.cfl.lu/espaces/voyageurs/fr/gares-et-services/nos-gares/kautenbach

Le personnel d'accompagnement des trains est chargé de l'ouverture et de la fermeture des locaux. Cette tâche est réalisée pendant le premier tour de service le matin et pendant le dernier tour de service le soir.

Actuellement, les CFL sont encore responsables du nettoyage des locaux, bien qu'une convention a été conclue avec les CFL et l'administration communale de Kiischpelt, en collaboration avec le Service régional d'assistance sociale (SRAS). Celle-ci s'engage à maintenir en bon état les toilettes et la salle d'attente, à assurer le nettoyage des locaux et à s'occuper de leur ouverture et de leur fermeture.

En attendant la mise en application de la convention susmentionnée, les CFL continuent de remplir les missions décrites ci-dessus jusqu'à ce que l'administration communale de Kiischpelt prenne la relève. En raison du manque de personnel approprié, l'administration communale de Kiischpelt n'a pas pu remplir ses obligations comme prévu dans ladite convention à partir du 1^{er} juillet 2014, de sorte que les locaux de la gare de Kautenbach n'étaient passagèrement plus accessibles au public.

L'état des installations sanitaires est acceptable et la vétusté est en relation avec le fait de la gratuité de l'accès aux installations. Une modernisation de ces installations pourra être planifiée lors d'une mise en conformité de l'ensemble de la gare dans le cadre du programme décennal.

Il y a lieu de préciser que le délai de correspondance pour les voyageurs de Wiltz est de quatre minutes, tant en direction de Luxembourg, qu'en direction de Troisvierges et que l'ensemble des trains CFL est équipé de toilettes.

Question 0805 (17.12.2014) de M. Aly Kaes (CSV) concernant le retard des trains:

Les utilisateurs du train sont nombreux à se plaindre des petits retards (inférieurs à dix minutes) quasiment systématiques des trains et de l'inéquation conséquente des correspondances. Cette situation empêche de nombreux salariés de rejoindre leur lieu de travail en temps utile. Normalement, les voyageurs peuvent demander dans une telle situation auprès du chef de surveillance au quai 1 de la gare de Luxembourg respectivement auprès de la cellule «Suggestions et réclamations» une attestation du retard encouru par le train. Or, selon mes informations, une telle attestation serait refusée pour tout retard inférieur à dix minutes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il approuver le fait que les voyageurs risquent d'avoir des conséquences sur leur lieu de travail parce que les CFL refusent pour certains retards de délivrer une attestation de retard?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que tout retard encouru par un train devrait, en cas de demande, être attesté par les CFL?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (05.02.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire n°0805 du 17 décembre 2014 l'honorable Député Aly Kaes souhaite s'informer au sujet du retard des trains.

Le taux de ponctualité des trains du service régulier est évalué suivant le principe qu'un train ou un bus est en retard s'il arrive avec un retard supérieur ou égal à six minutes.

Il en résulte qu'une attestation de retard n'est en principe délivrée aux clients par le personnel de surveillance que pour des retards de trains dépassant les six minutes à l'arrivée en gare de Luxembourg.

Toutefois, il peut arriver que pour des raisons opérationnelles le chef de surveillance en gare de Luxembourg ne soit pas en mesure de procéder immédiatement à l'établissement des attestations de retard respectives dès l'arrivée du train retardé.

Dans tous les cas et indépendamment de l'importance du retard, les clients ont la possibilité

de se manifester auprès du service des CFL «Qualité - Réclamations clients» (au numéro de téléphone 4990-5555 ou par courriel à l'adresse qualite@cfl.lu) qui adressera ensuite le certificat requis au demandeur moyennant l'envoi d'un courrier électronique.

En cas de retards considérables de trains à l'arrivée en gare de Luxembourg, les CFL en avisent systématiquement les lycées situés sur le territoire de la ville de Luxembourg, afin d'éviter qu'une file d'attente importante d'étudiants ne se produise devant le bureau du chef de surveillance, revendiquant tous leur droit à la délivrance d'une attestation.

Question 0806 (17.12.2014) de M. Aly Kaes (CSV) concernant la vague de cambriolages au Grand-Duché de Luxembourg:

A leschter Zäit heefe sech d'Kloe vun de Leit landeswäit iwuer Abréech an hir Haiser respektiv hir Gebaier, déi leider immens zougeholl hunn. Dëst féiert zu enger grousser Veronsécherung bei de Bierger.

Op Onversteesdemech trëfft virun allem de Fait, dass vun der Police gefaangen Abriecher, no kuerzer Zäit rëm op fräie Fouss gesat ginn.

Och ass dëse Fait net motivant fir d'Police, déi versichen hiert Bescht um Terrain ze maachen, fir de Problem an de Grëff ze kréien.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Justizminister stellen:

- Kann de Minister mir dës Ausféierunge bestätegen?

- Firwat ginn Abriecher oft erëm fréizäitig lafe gelooss?

- Misste Gesetzer net deementspreechend géinnert ginn, dass gestallten Abriecher net fréizäitig erëm op fräie Fouss gesat ginn?

Réponse (19.01.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

D'Zuel vun den Abréech ass déi lescht Zäit ouni Zweifel geklommen.

Och an der Vergaangenheet konnt scho festgestallt ginn, dass dës Zort vu Kriminalitéit zu enger gewësser Zäit staark zougeholl an duerno erëm ofgeholl huet, ee Phenomeen, dee bei de Bierger natierlech ee Gefill vun Onsécherheet ervirriff. Dës Fluktuatioun erkläert sech doduerch, dass et sech an deene meeschte Fäll ëm Banden handelt, déi aus dem Ausland operéieren, an déi, wa se bis identifizéiert, festgeholl a veruerteelt goufen, kee Schued méi kënnen urriichten.

Et ass falsch ze behaupten, dass d'Abriecher kuerz no hirer Festnahm erëm géife fräigelooss ginn.

Momentan sëtzen 308 Persounen am CPL an Untersuchungshaft. Vun deenen 308 Leit ginn der méi wéi een Drëttel, nämlech 128, wéinst Strofdote festgehalten, déi ënnert d'Infraktioun vum Vol falen.

Et kann een och net behaupten, dass déi Prévenuen, déi wéinst Vol asëtzen, besonnesch virdeelhaft géinge behandelt ginn an erëm schnell op fräiem Fouss wieren.

D'Gerichter applizéieren an deene Fäll den Artikel 94 vum Code d'instruction criminelle, dee virgesäit, dass ee sougenannten «mandat de dépôt» just kann ausgestallt ginn, wann d'Gefor besteet, dass déi Persoun d'Flucht ergräift, dass si Beweiser verschwanne léisst oder zerstéiert oder dass si erëm strofffälleg gëtt.

D'Chambre du Conseil muss hirersäits och prévenuen, ob «indices graves» fir d'Culpabilitéit vum Concernéierte virleien. Wa si mengt, dass dat net de Fall ass, muss d'Mise en liberté vum Inculpéierten ordonnéiert ginn.

Dat war och kierzlech de Fall, wou eng Décisioun vun der Chambre du Conseil fir vill Kriticke gesuergt hat. D'Justiz zitt an esou engem Fall ëmmer de Kierzere par rapport zur éffentlecher Meinung, well se aus evidente Grënn, déi um Prinzip vum Secret vun der Instruktioun hänken, hir Décisioun net kann éffentlech justifiéieren, ouni de ganzen Dossier dem Public ze exposéieren.

Et mécht deemno kee Sënn, eng Legislatioun ze änneren, déi sech an der Vergaangenheet bewährt huet an déi och vun all de Professionnelle vum Droit, déi déi Legislatioun applizéieren, als effikass ugesi gëtt, notamment well se ee gudden Équilibrium duerstellt tëschent de Libertés publiques engersäits an der Privatioun vun der Fräiheet anerersäits, an deene Fäll, wou d'Gesetz déi Méiglechkeet virgesäit.

Question 0807 (17.12.2014) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **domaine de compétence des agents municipaux**:

Lors du débat sur la lutte contre le cambriolage, Monsieur le Ministre Schneider a annoncé l'éventualité que les agents municipaux/gardes champêtres pourraient à l'avenir décharger la police de certaines tâches.

- Quel est l'état d'avancement des travaux de la réforme en ce sens?

- Comment pourrait-on envisager à l'avenir le travail des agents municipaux/gardes champêtres sur le terrain?

- Est-il envisageable que les agents municipaux puissent assumer certains travaux administratifs de la police (p. ex. contrôle des adresses)?

- Est-il envisageable d'élargir le domaine de compétence des agents municipaux dans le cadre du stationnement et du parcage (p. ex. le remorquage de véhicules mal stationnés)?

- Est-il envisageable d'élargir le domaine de compétence des agents municipaux dans le cadre de la circulation?

- Dans le cadre du mauvais stationnement je souhaiterais savoir combien d'avertissements taxés sont établis sur le plan national par les agents municipaux? Quel montant provenant de ces recettes est versé à la commune? Est-il envisageable de faire participer davantage les communes aux recettes provenant des avertissements taxés?

- Ne serait-il pas approprié d'élargir le domaine de compétence des agents municipaux dans le contexte des récidivistes étrangers? D'après mes informations il existe une liste relativement longue des récidivistes. Quel est le nombre exact? Que fait l'État pour encaisser les avertissements taxés? Voilà pourquoi je souhaite poser la question si dans le cadre de l'échange d'informations avec nos pays limitrophes il ne serait pas approprié de parer davantage à ce problème en instaurant plus de contrôles?

- Dans la réforme il est question de regrouper certains commissariats de police. Qu'en est-il du commissariat de police Hesperange?

Réponse commune (20.01.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

L'honorable Député se réfère au discours prononcé par Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure en date du 11 décembre 2014 lors du débat sur la lutte contre le cambriolage. Le Ministre a en effet annoncé que des discussions seraient en cours en vue d'étendre les missions des agents municipaux, notamment, pour décharger la Police grand-ducale de certaines tâches.

Actuellement, différentes réflexions sont menées pour déceler des pistes en vue d'un éventuel élargissement des compétences des agents municipaux, en considération notamment de l'avis du Conseil d'État du 19 janvier 2010 au sujet du projet de loi n°5916 relatif à l'élargissement des compétences des agents municipaux, projet de loi retiré par arrêté du 25 avril 2013.

Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les communes sont dédommées sur base forfaitaire pour le déchet de recettes résultant du non-paiement des taxes de stationnement et de parcage sur leur territoire respectif. L'assiette de ce dédommagement est constituée par le montant des avertissements taxés décernés en matière de stationnement et de parcage payants. Le montant du dédommagement correspond à 75% du taux réglementaire appliqué aux termes du catalogue des avertissements taxés. Les modalités de calcul des parts revenant aux différentes communes concernées sont déterminées par le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations

pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points.

La part des communes dans les avertissements taxés était de:

- 3.123.153 € en 2011;

- 3.035.106 € en 2012;

- 3.213.126 € en 2013.

À l'heure actuelle, une augmentation de la participation des communes aux avertissements taxés n'est pas envisagée.

Il existe différents instruments juridiques permettant à la police d'identifier les auteurs d'infractions routières commises à bord de véhicules immatriculés à l'étranger.

Le recouvrement des avertissements taxés auprès de non-résidents est toutefois moins aisé dans le mesure où la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires ayant porté transposition de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 ne trouve pas à s'appliquer en matière d'avertissements taxés.

Il importe toutefois de remarquer que la directive du 25 octobre 2011 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière, transposée au Luxembourg par une loi du 19 décembre 2014, impose à la Commission de remettre, au plus tard le 7 novembre 2016, un rapport dans lequel elle évalue notamment la nécessité de renforcer l'application des sanctions en ce qui concerne les infractions en matière de sécurité routière et de proposer des critères communs en ce qui concerne les procédures de suivi en cas de non-paiement d'une pénalité financière, dans le cadre de toutes les politiques pertinentes de l'Union, y compris la politique commune des transports.

Tel que cela avait été annoncé dans le programme gouvernemental, un audit concernant l'organisation et le fonctionnement de la Police grand-ducale est en train d'être réalisé.

Au vu des conclusions de l'audit, qui sont attendues pour fin mai 2015, le Ministre de la Sécurité intérieure prendra les décisions qui s'imposent pour renforcer l'efficacité et l'efficacité de la police et améliorer le service au citoyen.

Question 0808 (17.12.2014) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **vols de nuit de l'hélicoptère de police**:

Lors de l'heure d'actualité du 11 décembre dernier au sujet de la vague de cambriolages au Luxembourg, le groupe parlementaire DP avait avancé l'idée de l'utilisation de l'hélicoptère de police pour des vols de nuit. Monsieur le Ministre ne s'était pas exprimé quant à cette possibilité.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité Intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la possibilité de l'hélicoptère de la Police grand-ducale d'effectuer des vols de nuit?

- Monsieur le Ministre peut-il s'imaginer l'utilisation de l'hélicoptère de nuit dans le cas de cambriolages?

Réponse (19.01.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

À l'heure actuelle, l'hélicoptère de la police n'est pas autorisé à exécuter des vols de nuit. La question de son utilisation ne se pose donc pas.

Réponse complémentaire (06.02.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

À l'heure actuelle, l'hélicoptère de la police n'est pas autorisé à exécuter des vols de nuit. La question de son utilisation dans le cadre de la lutte contre les cambriolages ne se pose donc pas.

Dans le cadre de réflexions portant sur le budget de la Police grand-ducale, la direction générale a été chargée d'analyser ses dépenses et de proposer des mesures d'économie au Gouvernement. L'hélicoptère de la police ainsi que son utilisation font partie intégrante de ces réflexions.

L'utilisation actuelle et future de l'hélicoptère est par ailleurs analysée dans le cadre de l'élaboration, en cours, d'un nouveau plan d'intervention.

Le Ministre de la Sécurité intérieure se chargera, le cas échéant, de prendre les mesures nécessaires pour permettre des vols de nuit.

Question 0809 (17.12.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **l'abandon de débris sur la voie publique**:

On constate depuis quelques années un relâchement de la discipline parmi beaucoup de nos concitoyens qui ne se gênent plus d'abandonner leurs débris où bon leur semble, ignorant les poubelles mises à leur disposition. Ainsi nous saluons la décision prise par le Conseil de Gouvernement du 5 décembre 2014, selon laquelle toute personne qui abandonne sur la voie publique des déchets sera soumise à une peine pécuniaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Comment le Gouvernement envisage-t-il de contrôler le respect de l'interdiction de jeter des débris sur la voie publique?

- Qui sera en charge de la surveillance et des contrôles?

Réponse (08.01.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

La loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets, transposant en droit luxembourgeois la directive 2008/98/CE, précise dans son article 42 que l'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée des déchets sont interdits. L'article 48 de la loi susmentionnée précise qu'en cas de contraventions, punies conformément aux dispositions de l'article 47 point 2), des avertissements taxés peuvent être décernés. Le montant, les modes de paiement, ainsi qu'un catalogue des contraventions soumises à l'avertissement taxé sont à fixer par règlement grand-ducal, dont le projet vient d'être approuvé par le Conseil de Gouvernement.

Conformément à l'article 45 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les fonctionnaires de la Police grand-ducale, les fonctionnaires de l'Administration des Douanes et Accises à partir du grade de brigadier principal ainsi que le directeur, les directeurs adjoints, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs, les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs techniciens et les fonctionnaires de la carrière des rédacteurs de l'Administration de l'Environnement peuvent être chargés de constater les infractions à la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et aux règlements pris en son exécution. Ils sont donc également habilités à surveiller et contrôler l'abandon incontrôlé de déchets et de le sanctionner par des avertissements taxés.

Question 0810 (18.12.2014) de **M. Max Hahn** (DP) concernant le **nouveau stade national**:

En date du 14 février 2014, Monsieur le Ministre avait annoncé qu'un nouveau stade national serait construit sur un site entre Kockelscheuer et la Cloche d'Or.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des renseignements sur l'état d'avancement de ce dossier?

- Est-il en mesure de me renseigner sur la possibilité d'organiser des concerts musicaux dans le futur stade national?

Réponse (14.01.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Ainsi que Monsieur le Député le souligne à juste raison, à la mi-février 2014 un nouveau site pour la construction du futur stade national de football fut trouvé, à savoir à Luxembourg-Cloche d'Or.

À signaler que le Gouvernement a prévu de faire circuler le tram sur ce site, dont les travaux sont une des priorités du Gouvernement. Outre une aire de remisage pour le tram seront aménagés des quais pour bus et construit un «Park & Ride» pouvant aussi servir de parking pour le nouveau stade. On peut mentionner aussi que la ville de Luxembourg y a prévu d'aménager son Service des Sports.

À l'heure actuelle les travaux, surtout d'ordre technique, avancent bien. Au mois de septembre dernier le bureau d'architectes allemand Gerkan, Marg & Partner, en collaboration avec le bureau d'architectes luxembourgeois Beng, a été choisi pour la construction du stade et plusieurs réunions ont déjà eu lieu en présence d'un représentant de ce bureau d'architectes.

Pour le moment on envisage toujours un début des travaux proprement dits pour printemps 2017 et la fin de ceux-ci pour environ deux ans plus tard.

La ville de Luxembourg étant maître d'œuvre du futur stade, c'est elle seule qui est en mesure de donner une réponse à la question de savoir si des concerts musicaux vont avoir lieu. À remarquer que le surcoût éventuel qu'engendrerait la possibilité d'organiser des concerts ne serait pas subventionnable par le Ministère des Sports.

Question 0811 (18.12.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant le **paiement des échelons du barème à la Luxair**:

Par voie de presse nous venons d'apprendre que la direction de Luxair aurait édité une «note interne» dans laquelle elle indique que «le paiement des échelons du barème sera provisoirement suspendu à compter du 1^{er} janvier 2015» en cas d'absence d'accord jusqu'au 31 décembre. Aussitôt qu'une nouvelle convention collective sera signée avec les partenaires sociaux, les échelons seront payés de manière rétroactive à partir du 1^{er} janvier.

Une telle décision serait contraire aux engagements pris par la direction en octobre dernier, quand les syndicats et la direction de Luxair avaient signé un accord devant le conciliateur. En effet, lors de la réunion de l'Office National de Conciliation du 9 octobre 2014, la direction de Luxair s'était engagée à appliquer unilatéralement, pendant toute la durée de la procédure de conciliation, l'intégralité du contenu des deux conventions collectives expirées, y compris le paiement de toute augmentation qui le cas échéant serait due en vertu de l'une de ces conventions collectives. Rappelons que la convention collective de l'entreprise a pris fin le 30 septembre dernier.

Rappelons également que l'État luxembourgeois est l'actionnaire principal, voire majoritaire, de la société Luxair SA.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Développement durable:

1) Est-il vrai que la direction de Luxair a l'intention de mettre en cause unilatéralement l'accord signé le 9 octobre 2014 devant le conciliateur?

2) Le Gouvernement peut-il accepter que la direction d'une société, dans laquelle l'État est le principal actionnaire, puisse mettre en question des engagements signés dans une matière aussi sensible concernant directement les droits collectifs des salariés?

3) Comment le Gouvernement compte-t-il réagir pour redresser cette situation?

Réponse (20.01.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Permettez-moi d'abord de remarquer que le Gouvernement respecte l'autonomie tarifaire des partenaires sociaux du secteur privé et qu'en ce sens je ne commente pas des négociations en cours.

Les négociations collectives entre parties ont finalement permis de trouver en date du 29 décembre 2014 un accord qui a été formalisé dans le cadre d'avenants aux conventions collectives, de sorte que les échelons barémiques seront payés au personnel en janvier 2015.

Question 0812 (18.12.2014) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam**:

Le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique accueille de plus en plus d'élèves. Ce régime présente un atout important de l'Éducation nationale et le personnel fournit un travail remarquable pour des élèves qui présentent des difficultés spécifiques. Dans une lettre ouverte adressée à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance du 10 décembre 2014, les membres du corps enseignant du régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam (LTMA) font souligner leur opposition formelle au projet d'écarter le régime préparatoire du bâtiment dit «Jenker» du LTMA en faveur de classes d'une future école européenne à Differdange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces affirmations?



- Dans l'affirmative, que va-t-il se passer avec le régime préparatoire du Lycée technique Mathias Adam?

- Est-ce que le régime préparatoire du LTMA sera placé à nouveau dans des structures provisoires?

- Quand les travaux de construction du nouveau Lycée européen à Differdange seront-ils entamés? Quand le nouveau lycée ouvrira-t-il ses portes?

- Le régime préparatoire sera-t-il intégré dans le nouveau lycée une fois les travaux terminés?

Réponse (20.01.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Il n'est pas correct d'affirmer que je projette d'écarter le régime préparatoire du bâtiment dit «Jenker» à Differdange.

Il est prévu que le bâtiment «Jenker» à Differdange sera rattaché à la nouvelle École internationale à Differdange. Celle-ci offrira dès le départ trois ordres d'enseignement: une école européenne primaire, une école européenne secondaire et le régime préparatoire.

Donc aussi bien la nouvelle École internationale à Differdange que le Lycée technique Mathias Adam offriront des classes du régime préparatoire. Les classes du régime préparatoire de l'École internationale seront organisées dans le bâtiment «Jenker» à Differdange, celles du Lycée technique Mathias Adam en principe dans la maison mère du LTMA à Lamadelaine. Il est toutefois possible que dans une première phase, des classes doivent être logées dans des infrastructures provisoires en attendant la construction de l'école secondaire sur le plateau du Funiculaire à Differdange. Il est prévu que la loi concernant la construction de ce bâtiment sera déposée avant le début du printemps et que les travaux commenceront dès que les autorisations à bâtir auront été délivrées. Sauf imprévu, le plan prévoit que le bâtiment puisse être utilisé à partir de la rentrée 2020-2021.

Question 0813 (19.12.2014) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant les **incidences de la réforme territoriale en France sur la Grande Région**:

Dans le cadre de la réforme territoriale, le Parlement français a adopté définitivement la nouvelle carte des 13 régions françaises en date du mercredi, 17 décembre 2014. Les nouvelles régions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Ce redécoupage fusionne, entre autres, l'Alsace avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne. La ville de Strasbourg a déjà été désignée comme le siège de la future préfecture de cette région.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Quelle est l'incidence de la fusion susmentionnée pour la Grande Région?

- Que signifie le déplacement du centre administratif et décisionnel de la nouvelle région pour la coopération au sein de la Grande Région?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas devoir prendre l'initiative d'entamer des pourparlers avec les autorités françaises compétentes afin de garantir la pérennisation de la participation française à la Grande Région?

Réponse (14.01.2015) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre à la Grande Région*:

L'adoption de la nouvelle carte des régions ne constituant que l'un des trois volets de la réforme territoriale conduite par le Gouvernement français, il est à l'heure actuelle difficile d'apercevoir les conséquences de la réorganisation territoriale française sur la Grande Région.

Le choix de Strasbourg comme «capitale» de la nouvelle région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne relève de l'expression souveraine des autorités compétentes de la République française et n'appelle, de ce fait, aucun commentaire du Gouvernement luxembourgeois.

Rien ne permet enfin d'affirmer que l'implication française dans les travaux de la Grande Région pourrait être remise en question par cette réforme. Dans mes contacts avec les autorités françaises tant au niveau de la Grande Région que de la coopération franco-luxembourgeoise je suis confortée dans cette opinion.

Question 0814 (22.12.2014) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **contribution de 90 millions d'euros**:

Après un recalcul des contributions nationales au budget de l'UE, certains États membres se verront rembourser des sommes substantielles. Ainsi, le Luxembourg bénéficie d'un rabais, estimé à 90 millions d'euros. Lors d'une conférence de presse, du 24 octobre 2014, à l'occasion du sommet du Conseil européen, le Premier Ministre luxembourgeois Xavier Bettel a souligné que ce rabais sera investi dans le futur du Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre, où cet argent sera-t-il investi en détail?

- Est-ce que le Luxembourg va devoir rembourser cette contribution à un moment donné?

Réponse (26.01.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les 90 millions que le Luxembourg recevra de la Commission européenne seront versés à la Trésorerie de l'État. Ces fonds serviront au financement de la politique d'investissement du Gouvernement et permettront de maintenir nos politiques sociales à un niveau élevé.

Le Luxembourg n'est pas tenu de rembourser les 90 millions susmentionnés à la Commission européenne. Si le Luxembourg devait être amené à rembourser des contributions à la Commission européenne, ce serait, le cas échéant, en application d'ajustements qui seraient éventuellement apportés au revenu national brut, qui sert de base au calcul des contributions nationales à verser au budget de l'UE.

Question 0815 (22.12.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **démolition de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte**:

Le Conseil de Gouvernement, dans sa séance du 5 décembre 2014, a donné son accord de principe pour autoriser le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) à continuer la planification d'un avant-projet sommaire pour une nouvelle construction de l'hôpital municipal du Centre Hospitalier de Luxembourg. À côté du CHL, une nouvelle maternité est actuellement en cours de construction. Ce nouveau «centre mère-enfant» devrait entrer en fonction dans le courant de l'année 2015. Selon la presse, la reconstruction du nouveau CHL devrait se faire à l'endroit même de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, qui sera alors désaffectée et démolie.

La Maternité Grande-Duchesse Charlotte, inaugurée le 10 mars 1936 a été conçue par Otto Bartning, qui ensemble avec Walter Gropius est considéré comme l'initiateur de l'architecture «Bauhaus». L'architecte berlinois avait acquis à l'époque une bonne réputation grâce à plusieurs projets d'hôpitaux exécutés à Berlin, dont notamment la construction de la «Landhausklinik Berlin-Wilmersdorf». En appliquant les critères du style «Neues Bauen», Otto Bartning est devenu le représentant d'une architecture d'hôpitaux modernes et innovants. Aujourd'hui la maternité est un exemple rare du style architectural «Bauhaus» au Luxembourg et un témoin de l'architecture de l'entre-deux-guerres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- La reconstruction du CHL prévoit-elle effectivement la démolition de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte?

- N'est-il pas possible de prévoir un projet permettant d'intégrer l'ancienne maternité?

J'aimerais adresser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- La Commission nationale des Sites et Monuments a-t-elle été saisie?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ladite commission?

Réponse (09.02.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Réponse aux questions posées à Madame la Ministre de la Culture:

Comme suite à une première demande de protection nationale, la Commission des Sites et Monuments nationaux (COSIMO) a émis, en septembre 2005, un avis positif pour une inscription de l'immeuble à l'inventaire supplé-

mentaire des Sites et Monuments nationaux. Face à l'opposition à cette protection, exprimée d'antan par le Centre Hospitalier de Luxembourg, le Ministre de la Santé et la ville de Luxembourg, la volonté politique ne fut pas celle d'achever la protection.

Saisi par une nouvelle demande de protection de la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, la COSIMO, dans sa réunion du 29 janvier 2015, confirme son avis de 2005.

Toutefois, en raison de la priorité donnée par le Gouvernement à la construction d'un nouveau Centre hospitalier à l'endroit qui comprend l'actuelle Maternité Grande-Duchesse Charlotte, dont les planifications sont en cours, le Ministère de la Culture n'entend pas modifier la décision politique déjà prise en 2005.

Question 0816 (23.12.2014) de **MM. Emile Eicher et Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **production de biométhane**:

Le Gouvernement réaffirme constamment l'importance du passage du système énergétique actuel vers un approvisionnement énergétique s'appuyant sur les sources d'énergie renouvelables. En Suisse et en Allemagne, un nombre croissant d'agriculteurs produisent du courant écologique ou désirent se lancer dans la production d'énergie. La production de biogaz issu de la méthanisation représente une variante intelligente. Ce gaz peut être utilisé pour une multitude de services énergétiques et servira à réduire la production de gaz à effet de serre.

Après un processus d'épuration du biogaz, on peut exploiter le biométhane de façon à ce qu'il puisse alimenter le réseau public de gaz naturel ou l'utiliser comme carburant automobile. Sur la base des connaissances des agriculteurs en matière de processus naturels et de leurs expériences, le secteur agricole est très prédestiné pour la production de ce vecteur énergétique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Combien d'exploitants et/ou installations de biométhane le Luxembourg compte-t-il?

- Envisage-t-on de promouvoir la construction d'installations de biométhane ainsi que l'injection et le transport du biométhane dans le réseau?

- Dans l'affirmative, comment le Gouvernement veut-il entamer ce projet?

- Existe-t-il des programmes d'encouragement et/ou des contributions financières pour les exploitants désirant investir dans de nouvelles installations de production de biométhane?

Réponse commune (24.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le Luxembourg compte actuellement 31 installations de biogaz (incluant le gaz de stations d'épuration d'eaux usées et le gaz de décharge) produisant, d'après les statistiques de 2013, quelque 56 GWh d'électricité renouvelable et quelque 76 GWh de chaleur renouvelable (dont 13 GWh de chaleur renouvelable commercialisée). Quant au biogaz injecté dans le réseau de gaz naturel, il existe trois installations produisant, d'après les statistiques de 2013, en total environ 50 GWh de biogaz injecté dans le réseau de gaz naturel.

La promotion du secteur de la production de biogaz au Luxembourg se fait par le biais de diverses législations et réglementations qui concernent d'un côté la production d'électricité et de la chaleur renouvelable à partir de biogaz et d'un autre côté la production de biogaz injecté dans le réseau de gaz naturel:

1. En ce qui concerne la production d'électricité à partir de biogaz, des rémunérations sous forme de tarifs d'injection, sur 15 respectivement 20 ans (en cas d'extension d'une installation existante), sont définies par voie de règlement grand-ducal qui ont été soumises à maintes réformes au cours des dernières années. L'utilisation de lisier est également rémunérée par l'allocation d'une prime de même que la commercialisation de la chaleur renouvelable produite.

En 2014, une nouvelle réglementation sur la promotion de la production de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables est entrée en vigueur qui vise à apporter un certain nombre d'incitatifs nouveaux à la filière du biogaz. Il s'agit de donner un nouvel élan à la production d'électricité à partir de biogaz au Luxembourg par une augmentation moyenne

de 31% des tarifs d'injection pour les nouvelles installations de production et par un soutien plus intensif au niveau de l'utilisation de lisier et de la commercialisation de la chaleur renouvelable produite.

À côté de ces rémunérations, des aides à l'investissement sont prévues en vertu de la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

Ces incitatifs définissent un cadre favorable aux nouvelles installations de production d'électricité à partir de biogaz en vue de leur contribution aux objectifs du Luxembourg à l'horizon 2020 tels que définis par le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables. Ledit plan fixe les mesures à adopter en vue de la réalisation de l'objectif de 11% d'énergies renouvelables en 2020. Le Ministère de l'Économie est actuellement en train de réaliser une mise à jour de l'étude du potentiel en matière d'énergies renouvelables du Luxembourg afin de déterminer les progrès réalisés et réalisables des différentes filières de production d'énergies renouvelables qui devrait permettre de revoir le potentiel des différentes technologies à l'horizon 2020 et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

2. L'injection de biogaz dans un réseau de gaz naturel est rémunérée par un tarif d'injection s'étalant sur une période de 15 ans. Le mécanisme de soutien y relatif prévoit une rémunération annuelle maximale de dix millions Nm³ (correspondant à quelque 113 GWh) permettant la résiliation de capacités de production additionnelles de cette filière.

Parallèlement à cette rémunération, les installations de production de biogaz injectant dans le réseau de gaz naturel sont éligibles pour obtenir les aides à l'investissement prémentionnées.

Question 0817 (30.12.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **procédure de saisie immobilière**:

Aux termes de l'article 829 du Nouveau Code de Procédure Civile, lors d'une procédure de saisie immobilière, le saisissant doit faire sommation aux autres créanciers inscrits sur le ou les biens saisis «aux domiciles élus dans les inscriptions».

Or, en pratique il s'avère que souvent ce domicile soit n'existe plus (cas d'un huissier démissionnaire et décédé) soit présente pour le créancier d'autres inconvénients (cas où le notaire habituel est parti en retraite et aucun successeur n'a encore pris la relève). Le résultat est que le créancier n'a pas, ou très tardivement, connaissance de la procédure en cours.

- Afin de garantir qu'un créancier inscrit soit averti d'un acte aussi grave qu'une procédure de saisie sur le bien qui constitue sa garantie, n'êtes-vous pas d'avis qu'une signification à domicile s'impose et que ledit article devrait être modifié en ce sens?

Réponse (11.02.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

D'après des renseignements de la part de la Chambre des Notaires, la difficulté mentionnée par l'honorable Député Reding peut s'avérer réelle, particulièrement dans le cas d'inscriptions judiciaires.

La Chambre des Notaires suggère de permettre la signification à domicile, mais propose de laisser subsister l'option d'une signification à domicile élu.

Je me rallie à cette proposition. Une adaptation de l'article 829 du Nouveau Code de Procédure Civile en ce sens peut effectivement être envisagée, afin de permettre que le plus grand nombre de créanciers inscrits sur le ou les biens saisis puisse être informé.

Question 0818 (31.12.2014) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **sécurité des réseaux de télécommunications**:

Dans un article paru hier sur le site Internet du quotidien «Tageblatt», il est mentionné que le Luxembourg occuperait la 152^e place parmi 218 pays analysés en matière de sécurité des réseaux de télécommunications. Ainsi, il est

écrit que «P1 Security zufolge sind Luxemburgs Telekom-Betreiber äußerst anfällig für Angriffe über das SS7-Protokoll».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

- En cas de réponse positive, quelles sont les raisons des lacunes constatées en matière de sécurité des réseaux luxembourgeois de télécommunications?

- Quels sont les moyens que Messieurs les Ministres comptent mettre en œuvre afin de remédier à cette situation?

- Dans la mesure où l'État luxembourgeois est l'unique actionnaire de la société Post Luxembourg, Messieurs les Ministres donneront-ils des instructions particulières à cette société?

Réponse commune (05.02.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

L'article publié au «Tageblatt» et cité par les honorables Députés se réfère à une étude qui a été réalisée par la société française «P1 Security» (www.labs.p1sec.com/). Cette étude qui inclut un état des lieux de la sécurité des réseaux mobiles pays par pays a été présentée lors du «Chaos Communication Congress» qui a eu lieu du 27 au 30 décembre 2014. Selon cette étude le Luxembourg occuperait la 152^e place parmi 218 pays analysés en matière de sécurité des réseaux de communications électroniques.

L'analyse a porté sur le protocole SS7 dans la mesure où il est utilisé dans le cadre des communications électroniques sur les réseaux mobiles (à l'opposé des communications sur les réseaux fixes). Il s'agit d'un protocole dont l'utilisation est indispensable pour permettre l'accès et l'interconnexion des réseaux et garantir ainsi le transport et l'acheminement des communications des utilisateurs.

D'après les informations publiées sur le site de la société, cette étude n'est pas définitive.

Il échet de souligner que l'étude ne repose pas sur un échantillon identique pour les pays analysés et que dès lors les conclusions qui en sont tirées doivent être relativisées. Ainsi, la classification du Luxembourg a été opérée sur la base de l'analyse d'un seul opérateur sur quatre tandis qu'en Belgique trois opérateurs ont été recensés et analysés.

Le programme gouvernemental de 2013 souligne l'importance de la sécurité des infrastructures et réseaux de communications électroniques qui constitue un des principaux moteurs de la croissance économique.

Plusieurs initiatives de nature législative ou réglementaire poursuivent l'objectif d'assurer que notre pays soit doté d'infrastructures qui répondent à un niveau de sécurité adéquat.

Ainsi, en 2011 le «Cyber Sécurité Board» a été créé. La stratégie nationale en matière de cyber sécurité qu'il avait élaborée à l'époque et qui fut adoptée par le Gouvernement en novembre 2011 est actuellement en cours de révision. La stratégie revue sera prochainement présentée au Gouvernement pour approbation.

Parallèlement à la création du «Cyber Security Board», un «Computer Emergency Response Team» gouvernemental (GOVCERT) a été mis en place dont la mission consiste à prendre en charge, pour les systèmes d'information publics et les infrastructures critiques, la prévention et la réponse à incidents.

Ensuite, en matière de sécurité et d'intégrité des réseaux et services de communications électroniques, la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques (Mémorial A n°43 du 8 mars 2011) prévoit en son article 45:

«(1) Les entreprises fournissant des réseaux de communications publics ou des services de communications électroniques accessibles au public prennent des mesures techniques et organisationnelles adéquates pour gérer le risque en matière de sécurité des réseaux et des services de manière appropriée. Compte tenu des possibilités techniques les plus récentes, ces mesures garantissent un niveau de sécurité adapté au risque existant. En particulier, des mesures sont prises pour prévenir ou limiter les conséquences des incidents de sécurité pour les utilisateurs et les réseaux interconnectés.

(2) Les entreprises fournissant des réseaux de communications publics prennent toutes les mesures appropriées pour assurer l'intégrité de leurs réseaux et garantir ainsi la continuité des services fournis sur ces réseaux.»

L'article 46 de la loi précitée prévoit la possibilité pour l'Institut luxembourgeois de régulation, à défaut de mise en œuvre par les entreprises notifiées de mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer l'intégrité de leurs réseaux et garantir ainsi la continuité des services fournis sur ces réseaux par les entreprises notifiées, conformément au paragraphe (1) de l'article 15 de cette loi, d'imposer des mesures contraignantes de mise en œuvre, y compris des délais à respecter.

Dans le contexte de cette mission, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a développé ensemble avec le Centre de Recherche Public Henri Tudor un outil permettant aux entreprises qui fournissent un réseau de communications public de procéder à une analyse de risques des réseaux et des services de communications électroniques et de répondre aux recommandations des mesures de sécurité de la «European Union Agency for Network and Information Security» (ENISA) fixées d'un commun accord avec les États membres de l'Union européenne.

Une trentaine d'entreprises notifiées ont signé un contrat d'utilisation de cet outil qui est mis à disposition gratuitement.

Enfin, le 21 janvier 2015, le Gouvernement a adopté le projet d'arrêté grand-ducal portant création d'une Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) pour le secteur public et les infrastructures critiques.

En tant qu'autorité nationale en matière de sécurité des systèmes d'information classifiés et non classifiés et exploités par l'État et les opérateurs d'infrastructures critiques pour leurs besoins propres, l'ANSSI qui est rattachée au Haut-commissariat à la Protection nationale (HCPN) a pour mission de définir les politiques et les lignes directrices en cette matière, de veiller à ce que les mesures concernant la sécurité des systèmes d'information soient mises en place et que leur application soit garantie et de certifier les moyens de traitement de l'information non classifiée (systèmes, services, infrastructures ou locaux les abritant). L'ANSSI assurera aussi la fonction de Centre national de traitement des urgences informatiques (CERT national) et gouvernemental (Centre gouvernemental de traitement des urgences informatiques).

En ce qui concerne plus particulièrement la société Post Luxembourg, elle est en tant qu'entreprise notifiée tenue par les obligations qui découlent de la loi du mars 2011 sur les réseaux précitées. Le département interne de cette société en charge de la sécurité est par ailleurs chargé d'assurer un niveau de sécurité adéquat des infrastructures opérées par la société ainsi que des services offerts par elle.

Question 0819 (05.01.2015) de **Mme Simone Beissel** et **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **contrôle technique des véhicules**:

Les longues attentes aux stations de contrôle technique à Sandweiler avaient amené l'ancien ministre à présenter, en date du 3 octobre 2012, de nouvelles dispositions en matière de contrôle technique des véhicules. Le 24 septembre 2014, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a communiqué sa volonté de réformer cette matière afin d'améliorer l'organisation et la performance du contrôle, au bénéfice des citoyens et des entreprises.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données pouvant servir comme base d'évaluation des mesures prises ces dernières années, en particulier en ce qui concerne la durée d'attente à la station de contrôle technique de Sandweiler?

- Un des principaux objets des réformes de 2014 était d'ouvrir le contrôle technique à la concurrence. Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure de tirer quelques conclusions quant aux effets des révisions introduites?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur le contrôle technique des véhicules routiers.

En ce qui concerne les mesures organisationnelles introduites depuis 2012 en relation avec

les modalités pratiques du contrôle technique, il y a lieu de mentionner les points suivants:

1. réorganisation des services de l'ancienne SNCT sàrl en date du 13 janvier 2012 par la création d'une nouvelle société appelée SNCT SA dédiée à l'exécution des opérations de contrôle technique, alors que les activités en relation avec l'immatriculation des véhicules et la gestion des permis de conduire continuent à être effectuées par l'ancienne organisation, renommée à cette occasion en «Société Nationale de Circulation Automobile» (SNCA sàrl);

2. introduction, le 27 août 2012 d'une plage d'ouverture prolongée à la station de contrôle de Sandweiler jusqu'à 19.00 heures de soirée (18.00 heures le lundi) et le samedi matin de 7.30 heures à 13.30 heures;

3. prolongation du délai de contrôle technique avant l'échéance du certificat de contrôle de 21 à 56 jours sans que la durée de validité du nouveau certificat en serait affectée; cette innovation permet une plus grande flexibilité d'organisation des opérations de contrôle;

4. extension en avril 2013 du principe du contrôle auprès des garages conventionnés également pour les véhicules légers (même pendant les samedis); pour les véhicules lourds cette possibilité existait depuis 1987;

5. mise en service en septembre 2013 de lignes de contrôles supplémentaires dans les stations de contrôle de Sandweiler et d'Esch-sur-Alzette dédiées au contrôle pour les véhicules rejetés;

6. réorganisation et externalisation en février 2014 du central téléphonique pour la prise de rendez-vous en vue d'augmenter son efficacité;

7. mise en service à Bissen le 15 septembre 2014 d'une annexe de la station de contrôle de Wilwerwiltz pour le contrôle exclusif sur rendez-vous des véhicules lourds du nord du pays; de ce fait la capacité technique de la station de Wilwerwiltz pour les véhicules légers augmente de quelque 70%;

8. mise en ligne, fin septembre 2014 d'un nouveau site Internet tout en y incluant un outil simple d'utilisation pour la réservation de rendez-vous répondant aussi bien aux besoins spécifiques des clients privés qu'aux différentes catégories des clients du secteur professionnel;

9. à partir du 26 janvier 2015, ouverture prolongée à la station de contrôle d'Esch-sur-Alzette à l'image de la station de contrôle de Sandweiler.

Il en résulte qu'aujourd'hui, en moyenne, quelque 85 à 90% des véhicules légers sont présentés sur rendez-vous. De ce fait, l'organisation des flux des véhicules dans les stations de contrôle a pu être optimisée, de sorte que les temps de passage au contrôle (opérations de contrôles incluses) étaient en moyenne les suivants en 2014 (hors mois de décembre):

- station de contrôle de Sandweiler: 40 minutes,
- station de contrôle d'Esch-sur-Alzette: 42,5 minutes,
- station de contrôle de Wilwerwiltz: 36,5 minutes.

Il en résulte également que les contrôles techniques des véhicules présentés sans rendez-vous ne peuvent être effectués qu'en fonction des capacités techniques restantes sans garantie de temps de passage. Au cas où les services de la SNCT devraient constater pour de tels véhicules, des temps d'attente probables démesurément longs, elle se réserve le droit de refuser l'accès à la station de contrôle à ces véhicules, non pas sans proposer au conducteur un nouveau rendez-vous à sa convenance.

En parallèle, la SNCT est en pourparlers avec le secteur du transport routier pour améliorer encore le taux de rendez-vous pour le contrôle technique des véhicules lourds.

Il va sans dire qu'avec l'entrée en vigueur du projet de loi n°6715, dont l'objectif principal est la réforme du contrôle technique, l'organisation et la performance du contrôle technique s'en verront encore améliorées, et ce au profit des citoyens et des entreprises. En effet, l'ensemble de cette réforme s'inscrit dans le contexte de la simplification administrative pour les usagers.

Ensuite les honorables Députés se renseignent sur d'éventuelles conclusions tirées quant aux effets de l'ouverture à la concurrence du contrôle technique. Il est vrai que le deuxième objectif de la réforme est d'ouvrir le contrôle technique à la concurrence en supprimant certaines conditions d'obtention de l'agrément jugées comme trop contraignantes. Les conclusions demandées par les députés ne peuvent être tirées qu'une fois que le projet de loi susmentionné a été voté par la Chambre des Députés et que la réforme du contrôle technique a pu sortir ses effets.

Question 0820 (05.01.2015) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l'**aide financière accordée à la Grèce**:

- Alors que le débat s'installe en Europe sur un éventuel non-remboursement de la dette contractée par la Grèce, j'aimerais savoir de la part du Gouvernement quel est actuellement le montant des engagements financiers directs de l'État grec par rapport à l'État luxembourgeois.

- Quelle est la part du Luxembourg dans l'aide européenne accordée par l'UE à la Grèce à travers les structures spéciales mises en place à la suite de la crise financière?

Réponse (02.02.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Prêts directs à la Grèce

Dans le cadre du «Intercreditor Agreement» du 08.05.2010, l'État a pris un engagement pour prêter un montant maximal de 206.054.851,64 EUR à la Grèce. Entre mai 2010 et décembre 2011 suivent alors six opérations de prêt pour un montant total de 140.102.551,84 EUR.

Suivant amendements signés les 14.06.2011 et 27.02.2012, la période de grâce durant laquelle aucun remboursement du principal n'aura lieu, est portée de trois à 4,5 puis à dix ans, la durée totale des prêts de cinq à dix puis à 15 ans.

Ces prêts sont initialement rémunérés trimestriellement au taux Euribor 3M + une marge de 300 points de base. Suite aux amendements ci-avant, cette marge est réduite rétroactivement à 200 puis à 150 points de base. Ces amendements sont entrés en vigueur le 30.03.2012.

Suivant un 3^e amendement signé le 19.12.2012, la durée des prêts est finalement portée de 15 à 30 ans (échéance finale le 15.09.2041) et la marge réduite de 150 à 50 points de base (entrée en vigueur: 03.07.2013 avec effet rétroactif sur le 15.12.2012).

(Jusqu'à la date d'aujourd'hui, le Luxembourg a touché une somme totale de 9.853.736,22 EUR à titre d'intérêts échus sur ces prêts.)

Prêts par l'intermédiaire de l'EFSF

La loi modifiée du 22.09.2011 a autorisé le Gouvernement à accorder une garantie maximale de deux milliards EUR à l'EFSF. La clé de participation du Luxembourg dans l'EFSF se chiffre à 0,2687%. Sur le total de l'aide déboursée par l'EFSF à ce jour (141,1 milliards), la part du Luxembourg s'élève donc à 381 millions EUR.

Question 0821 (05.01.2015) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **Lycée de Junglinster**:

Le Lycée de Junglinster a ouvert ses portes lors de la rentrée scolaire 2014-2015. Or, il me revient que la bibliothèque du lycée ne dispose encore d'aucun ouvrage et que la piscine de l'établissement n'est toujours pas opérationnelle alors que les élèves fréquentent déjà depuis plusieurs mois le lycée.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il corroborer ces informations?

Dans l'affirmative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'y aurait pas de budget spécifique disponible pour l'achat de livres destinés à achalander la bibliothèque du lycée, voire indiquer les raisons qui expliquent cette situation?

- Monsieur le Ministre peut-il signaler les problèmes qui empêcheraient l'utilisation de la piscine par les élèves?

Réponse (13.02.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Suite à la demande de l'honorable Député, je peux corroborer ses informations relatives à la bibliothèque et à la piscine du Lënster Lycée sous réserve des précisions ci-après.

La procédure de l'acquisition des ouvrages pour la bibliothèque du Lënster Lycée est entamée. Cependant, il importe de constater qu'un fond documentaire ne se crée pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble. Elle se développera par des acquisitions progressives en tenant compte du profil des élèves et des projets pédagogiques inhérents au fonctionnement du lycée et ce dans les limites des ressources financières disponibles.



Comme le Lënster Lycée est un service de l'État à gestion séparée, il dispose d'un budget propre pour faire les acquisitions nécessaires pour la bibliothèque.

Il est prévu que la piscine sera mise en service au début du 2^e semestre de l'année scolaire en cours. En effet, les travaux sont achevés et la procédure légale au niveau de la réception technique du fonctionnement de la piscine est en cours.

Question 0822 (07.01.2015) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens (DP)** concernant les **examens complémentaires suite aux examens médicaux pour le permis de conduire**:

Il nous revient que le Service Permis de Conduire fait de plus en plus preuve d'une attitude pour le moins méfiante vis-à-vis des consœurs et confrères médicaux établissant les certificats médicaux pour les permis de conduire.

En effet, selon nos informations, de plus en plus de personnes seraient envoyées à des examens complémentaires, notamment des examens ophtalmologiques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de personnes envoyées chez des médecins spécialistes? Comment a évolué ce chiffre au cours des dernières années?

- Quels sont les critères sur lesquels le service du ministère se base pour exiger un examen complémentaire, non demandé par le médecin établissant le certificat médical?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par leur question parlementaire, les honorables Députés s'interrogent sur les examens médicaux complémentaires demandés dans le cadre du permis de conduire.

Les conditions médicales à remplir pour un candidat en obtention ou en renouvellement d'un permis de conduire sont régis par l'article 77 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Le service compétent du Département des transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures est amené à demander régulièrement des avis complémentaires pour la détermination de l'aptitude à la conduite et ceci dans l'intérêt légitime de la sécurité routière. L'application informatique qui gère les permis de conduire ne permet pas à ce stade de renseigner sur le nombre de personnes envoyées chez des médecins spécialistes.

Les services compétents demandent la production d'examen médicaux complémentaires dans certains cas. En effet, un conducteur doit justifier d'une acuité visuelle suffisante avec ou sans correction optique. Un conducteur détenteur d'un permis de conduire des catégories C, C+E, D et D+E ainsi que des sous-catégories C1, C1+E, D1 et D1+E doit porter obligatoirement des lentilles de contact et non des lunettes, si la correction optique nécessaire excède huit dioptries. Il est cependant difficile pour un médecin généraliste ou interniste de déterminer la puissance de correction optique, de sorte que cette valeur fait en général défaut. Ainsi, la production d'un avis ophtalmologique complémentaire est nécessaire.

Ensuite certains certificats mentionnent des pathologies ophtalmologiques ou autres engendrant un défaut dans le champ visuel, notamment les glaucomes ainsi que les maculopathies ou des séquelles d'accidents vasculaires cérébraux. Afin de déterminer le défaut exact en degrés d'angle tel que défini dans l'article 77 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 susmentionné, un examen à la coupole du périmètre de Goldmann est indispensable. Cet examen n'est cependant pas pratiqué, de façon usuelle, par les médecins généralistes ou internistes de sorte qu'un avis spécialisé s'impose.

En outre, de nombreux certificats montrent une baisse de l'acuité visuelle malgré une correction visuelle, voire sans correction optique. Or, une acuité visuelle optimale renforcée la sécurité sur nos routes. Ce sont souvent nos citoyens plus âgés qui présentent des pathologies ophtalmiques avec baisse de la vision. Une vision suboptimale mais tout juste suffisante pour conduire peut être nettement améliorée par une simple prescription de lunettes ou par une opération de la cataracte. Pour en arriver à des telles conclusions ophtalmologiques affi-

nées, un examen par un spécialiste est indispensable.

Il arrive encore que des incohérences soient constatées sur les certificats tels qu'une vision nécessitant une correction par lunettes et une vision parfaite sans correction l'année suivante et ceci sans explication médicale telle qu'une chirurgie réfractive, ou des candidats chez qui le médecin atteste une vision parfaite par son examen clinique mais qui portent des lunettes sur la photo d'identité.

Un nombre important de médecins généralistes ou internistes joignent, sur leur propre initiative, un certificat d'un spécialiste en ophtalmologie, prouvant qu'un avis spécialisé est souvent d'une grande utilité.

En ce qui concerne le diabète, la délivrance et le renouvellement du permis de conduire des catégories C, C+E, D et D+E ainsi que des sous-catégories C1, C1+E, D1 et D1+E sont soumis à la production d'un rapport médical établi par un endocrinologue. Il en découle qu'un avis spécialisé est demandé à chaque fois qu'un renouvellement est sollicité, un tel avis doit être demandé d'office conformément à la législation actuellement en vigueur.

Dans certains cas la date de la dernière hypoglycémie, qui doit obligatoirement être mentionnée sur le certificat, est omise et le traitement du patient n'est pas mentionné, alors que le médecin indique que son patient est diabétique. Le risque hypoglycémique est cependant très dépendant du traitement que prend le patient. Le risque étant très faible, voire nul pour un traitement par biguanides, plus important pour un traitement par sulfamides hypoglycémifiants ou par insuline. Il en découle de ce manque de rigueur que des avis spécialisés doivent être demandés afin de pouvoir apprécier, à sa juste valeur, le risque hypoglycémique.

Des avis neurologiques sont demandés en cas d'épilepsie pour jauger le potentiel épileptogène de telle ou telle pathologie cérébrale. Une telle appréciation, fort difficile, nécessite une expertise spécialisée ainsi que la réalisation d'un électroencéphalogramme. Ceci est clairement du domaine du médecin spécialiste en neurologie et là aussi nombre de médecins généralistes ou internistes joignent des avis neurologiques à leur certificat et si tel n'est pas le cas, de tels avis sont demandés. L'appréciation de l'aptitude à conduire en cas de dégradation débutante des fonctions cognitives est également un problème très difficile et on est souvent obligé de faire appel à des spécialistes neurologues pratiquant des tests mnémotechniques afin d'apprécier plus finement l'état du patient.

Des avis cardiaques sont également nécessaires chez des patients porteurs de stimulateurs cardiaques de type pacemaker ou de défibrillateurs implantables pour vérifier le bon fonctionnement et l'efficacité de tels dispositifs. Là aussi, un appareillage de contrôle ainsi qu'une expertise technique sont indispensables et du domaine du spécialiste, engendrant de nouveau une demande d'avis spécialisés. Les services compétents du Département des transports suivent en cela des guidelines européennes émises par des groupes de travail spécialisés tel que le «Report of the Expert Group on Driving and Cardiovascular Disease» ou appliquent d'ores et déjà les standards de directives européennes tels que la transposition de la directive 2014/85/UE concernant les apnées du sommeil.

Il en est de même pour les audiométries, les polysomnographies en cas de syndromes d'apnées du sommeil appareillés par un dispositif CPAP ou la nécessité d'un aménagement spécial du véhicule. Ces pathologies sont fréquentes et du domaine du spécialiste engendrant de ce fait de nombreuses demandes de certificats.

Force est de constater que la collaboration entre la commission médicale des permis de conduire et le corps médical est excellente, que la grande majorité des certificats émis par les confrères installés sont de très bonne qualité et renseignent à suffisance la commission.

Or, et comme précédemment décrit, un certain nombre de renseignements supplémentaires sont cependant indispensables et pas toujours contenus dans les différents certificats. Il est à souligner que la demande de certificats supplémentaires n'est pas mue par une attitude méfiante vis-à-vis de leurs confrères et consœurs, mais permet d'améliorer et d'affiner l'appréciation de l'état de santé.

Ces différents apports de nombreux intervenants permettent de trouver un compromis entre le maintien du permis avec la garantie d'une certaine autonomie pour les personnes concernées, âgées, malades ou affaiblies et l'intérêt légitime d'une sécurité sur la voie publique.

Un nouveau modèle de certificat, plus moderne et plus convivial, est par ailleurs en éla-

boration permettant ainsi un meilleur remplissage et une facilité de rédaction pour les médecins prescripteurs.

Question 0823 (12.01.2015) de **M. Justin Turpel (déi Lénk)** concernant la **détermination forfaitaire de l'impôt de personnes**:

Le 4 décembre 2014, j'avais posé cinq questions précises à Monsieur le Ministre des Finances concernant la détermination forfaitaire de l'impôt de personnes selon l'article 9 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (article aboli à partir du 1^{er} janvier 2015).

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre des Finances se limite à dire que «les services du Ministère des Finances ne disposent pas d'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications ni sur l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question».

À la question n°2, à savoir «depuis quand les dispositions de l'article en question ne s'accordent-elles plus avec l'ordre juridique et la jurisprudence nationale ou internationale», Monsieur le Ministre n'a pas du tout répondu.

Je considère cette réponse comme incomplète.

En effet, si le Ministère ne dispose pas d'inventaire sur le nombre d'applications et ne connaît pas l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question, pourquoi ne les a-t-il pas demandés aux administrations concernées, à savoir le secrétariat du Conseil de Gouvernement pour savoir «pour combien de personnes venant de l'étranger par année une telle détermination forfaitaire de l'impôt a-t-elle été proposée au Gouvernement en Conseil» et «pour combien de personnes par année une telle décision a-t-elle été prise par le Gouvernement en Conseil», soit l'Administration des Contributions directes pour «l'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications» et «l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question».

Voilà pourquoi j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances les deux questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il demander aux administrations concernées, à savoir au secrétariat du Conseil de Gouvernement «pour combien de personnes venant de l'étranger par année une telle détermination forfaitaire de l'impôt a-t-elle été proposée au Gouvernement en Conseil» et «pour combien de personnes par année une telle décision a-t-elle été prise par le Gouvernement en Conseil», et à l'Administration des Contributions directes «l'inventaire exhaustif sur le nombre d'applications» et «l'ordre de grandeur des réductions d'impôt en question» et me transmettre les réponses afférentes à mes questions?

2. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner depuis quand les dispositions de l'article en question «ne s'accordent-elles plus avec l'ordre juridique et la jurisprudence nationale ou internationale», tel qu'évoqué dans l'exposé des motifs du projet de loi concernant le budget 2015?

Réponse (12.02.2015) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Il n'y a pas d'éléments supplémentaires à ajouter au-delà de la réponse à la question parlementaire n°0770 du 4 décembre 2014 (cf. *compte rendu n°6/session 2014-2015*) de l'honorable Député Justin Turpel.

Question 0824 (07.01.2015) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant la **promotion des matières «STEM» à l'école**:

Die luxemburgische Wirtschaft entwickelt sich immer mehr zu einer Hightechgesellschaft, nicht zuletzt durch die Diversifikation in den folgenden Bereichen: den Biowissenschaften, den Umwelttechnologien, den Informations- und Kommunikationstechnologien, der Forschung, im Gesundheitswesen, in der Logistik, dem nachhaltigen Automobilsektor und der Unterstützung von hoch spezialisierten Start-ups und Spin-offs.

Diese Unternehmen benötigen dringend gut ausgebildete Fachkräfte, welche neben einem breiten Allgemeinwissen über das spezifische Fachwissen verfügen müssen, d. h. es bedarf der Absolventen aus den MINT-Fächern (Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften und Technologie).

Aus diesem Grund möchte ich folgende Fragen an den Minister für Bildung, Kinder und Jugend stellen:

- Mit welcher Herangehensweise will der Herr Minister die Begeisterung für naturwissen-

schaftliche und technische Ausbildungsgänge bei jungen Menschen fördern?

- Gedenkt der Herr Minister, die MINT-Fächer spezifisch in der Grundschule zu fördern?

- Mit welchen Mitteln will der Herr Minister dem Mangel an Absolventen in den MINT-Fächern in der luxemburgischen Wirtschaft entgegenwirken?

- Ist der Herr Minister bereit, die Schule und die spezifischen Wirtschaftszweige enger miteinander zu verzahnen, um jungen Grund- und Sekundarschülern einen grundlegenden Einblick in mögliche Karriereperspektiven zu geben?

- Gedenkt der Herr Minister, die Möglichkeiten für Sekundarschüler, Praktika in Unternehmen im naturwissenschaftlichen und technischen Bereich zu absolvieren, auszubauen?

- Werden die Lehrer und Professoren ermutigt, spezifische Fachpraktika in den Unternehmen durchzuführen?

- Welche Entwicklung der Anzahl an MINT-Studenten wird in den nächsten fünf Jahren erwartet?

- Inwiefern soll das „Luxembourg Institute for Science and Technology“ (LIST) zu der Förderung der MINT-Fächer-Berufsausbildung beitragen?

Réponse (12.02.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Es gibt unterschiedliche Zugänge zur Förderung der Begeisterung von Kindern und Jugendlichen für naturwissenschaftliche und technische Ausbildungsgänge.

a) Der Zugang über schulische Aktivitäten

In der Grundschule soll die Basis für das Interesse an naturwissenschaftlichen und technologischen Fächern gelegt werden. Im „éveil aux sciences“ geht es vor allem darum, anhand von aktivem Handeln die Begeisterung für naturwissenschaftliche und technologische Phänomene zu wecken. Zurzeit arbeitet das SCRIPT zusammen mit dem FNR und der Universität Luxemburg an einem langfristig angelegten Konzept, welches das Ziel verfolgt, die Qualität des naturwissenschaftlichen Unterrichts in der Grundschule und in den unteren Klassen der Sekundarschule zu verbessern. Die eingesetzten Mittel sind Weiterbildungsangebote an Lehrer und eine langfristige Unterstützung der Lehrer durch Ressourcenzentren.

Die Verbesserung der Qualität wird anvisiert, indem die Lehrer dabei unterstützt werden, naturwissenschaftlichen Unterricht nach den heutigen Kenntnissen der Wissenschaft zu gestalten.

Die erste Zielgruppe sind die Schüler der Grundschule und der Sekundarstufe I:

- Kinder sind von Natur aus neugierig und stellen sich Fragen über die Funktionsweise der Natur und der Welt.

- In der Grundschule (im Gegensatz zur Sekundarstufe) unterrichten manchmal Lehrer ohne spezifische naturwissenschaftliche Ausbildung. Es gilt, ihnen den Zugang zu den besonderen Anforderungen des naturwissenschaftlichen Unterrichtens zu erleichtern.

- Die in der Grundschule entwickelten Einheiten können anschließend für die Sekundarstufe weiterentwickelt werden.

Der Ansatz „train the trainers“ wurde gewählt, um dem Multiplikatoreffekt einen größtmöglichen Impakt zu gewährleisten.

Der neu geschaffene „Stage d'insertion professionnelle“ für angehende Lehrer der Grundschule bietet sich an, um das Konzept in einem ersten Schritt effizient umzusetzen.

Ein Team, bestehend aus einem Professor und einem Assistenten der Universität, unterstützt durch teilzeitfreigestellte Lehrer, wird in einem ersten Schritt zwei Module im Bereich Naturwissenschaften für den „Stage d'insertion professionnelle“ ausarbeiten. Diese werden ab dem zweiten Trimester des Schuljahres 2015-2016 angeboten und bestehen jeweils aus einem Modul für Einsteiger und einem Modul für Fortgeschrittene. Diese Module beziehen sich auf Themen zu den Kompetenzen aus dem Lehrplan vom Zyklus 1 bis 4.

Ziel ist es, das Konzept langfristig auf die Lehrerweiterbildung wie auch auf die „Formation initiale“ im Bachelor an der Universität Luxemburg auszudehnen. Somit könnte ein langfristiger Impakt auf alle Bereiche der Lehrerausbildung und -fortbildung erreicht werden. Perspektivisch sollte die Weiterbildung

auch auf den naturwissenschaftlichen Unterricht in den unteren Klassen der Sekundarstufe ausgeweitet werden.

Langfristig kann ein solches Weiterbildungsprogramm nur erfolgreich sein, wenn die im Rahmen der Weiterbildung eingesetzten und für den naturwissenschaftlichen Unterricht benötigten Materialien (z. B. Toolkits) auch einfacher verfügbar wären. Daher werden Ressourcenzentren gebraucht, in denen die benötigten Materialien sowie dementsprechende Hilfestellungen angeboten werden.

Damit die Zusammenarbeit langfristig erfolgreich kann, wird eine Arbeitsgruppe zusammengestellt, bestehend aus Mitarbeitern der Institutionen SCRIPT, FNR und Universität. Dieses Komitee wird sich ein- bis zweimal im Jahr treffen, um die Umsetzung des Konzeptes zu kontrollieren, zu evaluieren und über weitere Schritte zu entscheiden.

b) Die Erweiterung der spezifischen Schulabschlüsse

Das Bildungsministerium befindet sich momentan in der Planung einer naturwissenschaftlichen Sektion im „Enseignement secondaire technique“, die, komplementär zur aktuellen Sektion „technique général“, einen weiteren wissenschaftlich orientierten Abschluss im EST ermöglichen soll und somit die Bandbreite der Schulabschlüsse erweitert. Diese Sektion soll ab dem Schuljahr 2016 in einigen Lyzeen angeboten werden.

c) Der Zugang über außerschulische Aktivitäten

Im Bereich der außerschulischen Aktivitäten gibt es eine große Vielfalt an Angeboten, die von unterschiedlichen Partnern unterbreitet werden. Die Palette der Aktivitäten für Jugendliche zwischen acht und 18 Jahren reicht von den Angeboten des „Science Club“ des natur musée in Zusammenarbeit mit der „Association Jeunes Scientifiques Luxembourg“ (AJSL), den „Projets Interactifs Scientifiques“ (PinS) der Université du Luxembourg und dem FNR bis hin zum „Student Lab“ des LCSB („Luxembourg Centre for Systems Biomedicine“).

Kürzlich gab es erste Kontakte zwischen der „Association Luxembourgeoise des Ingénieurs“ (ALI) hinsichtlich des Projektes „Fascination Technology Club“, das Jugendlichen zwischen acht und zwölf Jahren zusammen mit ihren Eltern die Möglichkeit geben soll, das Universum der Technik durch kreative, spielerische und innovative Aktivitäten kennenzulernen. Dieses Projekt soll in Zusammenarbeit mit dem SCRIPT ausgearbeitet werden und im Schuljahr 2015-2016 in Luxemburg angeboten werden.

Praktika in Unternehmen sind eine produktive Gelegenheit, um Jugendlichen die Möglichkeit zu geben, einen Einblick in ihr mögliches zukünftiges Berufsleben zu erhalten, dieses sowohl vor dem Beginn einer Berufsausbildung als auch am Ende der Sekundarschule vor einem Studium. Im Rahmen der Neugestaltung der Orientierungsprozeduren in der Sekundarschule steht den Praktika in allen möglichen Unternehmensformen eine große Wichtigkeit zu. Da diese Praktika sowohl für die Schulen als auch für die verschiedenen Unternehmen große Organisationschwierigkeiten darstellen können, sollen diese Kooperationen zwischen Schule und Berufswelt wenn möglich auf lokaler Ebene entstehen.

Spezifische Fachpraktika von Lehrern und Professoren in Unternehmen sollten schwerpunktmäßig in der unterrichtsfreien Zeit stattfinden. Eine Anerkennung dieser Praktika als Instrumente der Weiterbildung könnte hier unterstützend wirken.

Sollte ein Interesse des LIST an einer Kooperation mit dem Bildungsministerium zwecks Förderung von MINT-Fächern bestehen, wird dieses Angebot positiv von meinen Abteilungen entgegengenommen.

Schließlich möchte ich mitteilen, dass zurzeit Überlegungen geführt werden, um auf nationaler Ebene die verschiedenen Initiativen im naturwissenschaftlichen Bereich im Rahmen eines „Science Center“ besser zu koordinieren.

Question 0825 (07.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'attribution des fréquences radio:

Zu Lëtzebuerg lafen d'Ausschreiwunge fir zwee nei Radiosender, déi op Frequenze sende sollen, déi haaptsächlech duerch d'Ophale vum DNR fräi gi sinn. Dobäi sicht de Service des

médias et des communications fir déi national Frequenz 107,7 e Sender mat engem Programm a franséischer Sprooch.

Ouni der Ausschreiwung vun dese Frequenze wëlle virzegräifen, wëllt ech awer e puer Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister richten:

1. Ass et richtig, datt de Radiosender, deen déi national Frequenz 107,7 soll kréien, net däerf op Lëtzebuergesch senden a säi Programm muss op Franséisch maachen?

2. Wann dat stëmmt, wéi ass esou eng Décisioun fir e Sender a franséischer Sprooch motivéiert? Wéi verdréit sech esou eng Décisioun mat der Roll vu Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch?

3. Op wéi enger legaler Basis wëllt de Service des médias et des communications d'Lëtzebuurger Sprooch géintiwuer anerem diskriminéieren?

4. Vu wem ass déi Décisioun zugonschte vun där franséischer Sprooch a géint déi lëtzebuergesch Sprooch geholl ginn? Ass dat eng Décisioun op ministeriellem Niveau oder eng vum Mediendéngscht? Wéi e Minister dréit fir déi Décisioun déi politesch Verantwortung?

Réponse (13.02.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Ad 1. D'Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert déi elektronesch Media gesäit vir, dass eng öffentliche Ausschreiwung muss gemaach ginn, wann en neie Radioservice iwwer eng Frequenz mat engem Rayon national zougeloozt gëtt.

Den Appel public fir d'Frequenz 107,7, deen de 6. Januar 2015 publizéiert gouf, seet ausdrécklech, dass et eng Ausschreiwung ass fir e franséischsproocheg Programm.

Ad 2. Lëtzebuerg huet eng breet Offer u Radioservicer an der Nationalsprooch. E franséischsproocheg Programm adresséiert sech un déi grouss franséischsproocheg Communautéit zu Lëtzebuerg, an awer och un déi iwwer 80.000 Fransousen an iwwer 40.000 Belsch, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen a sech fir d'Aktualitéit interesséieren vun deem Land, wou se all Dag schaffe ginn a wou se hir Steiere bezuelen. D'Lëtzebuergesch ass Integratiounssprooch ass duerch eng zousätzlech Radioschäin net a Fro gestallt. Am Gesetz vum 24. Februar iwwert de Regime vun de Sproochen ass festgehalten, dass Lëtzebuergesch eis Nationalsprooch ass. D'ernieft si franséisch an Däitsch zum Lëtzebuergesch gläichgestaltete Sprooch vum der Verwaltung an der Justiz.

Ad 3. De Medieminister als responsabele Regierungsmember fir de Service des médias et des communications refuséiert de Reproche, dass een eng Sprooch géif diskriminéieren.

Ad 4. D'Attributioun vun de Lizenze läit an der Kompetenz vum Medieminister. An deem Fall ass d'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) gefrot ginn, fir en Avis zu de Kandidaturen ze ginn. Opgrond vun deem Avis gëtt eng Décisioun iwwert d'Attributioun geholl.

Question 0826 (07.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les langues administratives auprès du Fonds du Logement:

No mengen Informatiounen schénge et esou ze sinn, dass Dokumenter oder Formularen un d'Locatairë vum Fonds du Logement nëmmen a franséischer Sprooch erausginn. Dat géing och Leit betreffen, déi mat der franséischer Sprooch net onbedéngt gutt eens ginn. An esou Bréiwer geet et awer dacks em Froen, déi fir déi Leit ganz wichteg sinn.

Wa Locatairë froen, fir Informatiounen an enger anerer administrativer Sprooch vum Land, besonnesch och op Lëtzebuergesch, ze kréien, solle si um Telefon gesot kréien, si kéinte sech un eng Assistante sociale adresséieren, wa si hir Korrespondenz net géife verstoen.

Meng Froen un d'Madame Wunningsminister an deser Saach sinn déi hei:

1. Kann d'Madame Minister confirméieren, dass de Wunningsministère d'Décisioun geholl huet, eng Rëtsch vun Dokumenter a Formularen nëmmen nach a franséischer Sprooch erauszeginn? Wat fir Dokumenter a Formularen sinn dat? Wat géif esou eng Décisioun vum Ministère motivéieren?

2. Ass et richtig, datt de Fonds du Logement sech, a senger schrëftlecher Korrespondenz, nëmmen nach op Franséisch u seng Interlocutairen adresséiert? Ass dat just bei senger Locatairen de Fall oder och géintiwuer anerer Personnen?

3. Gëtt et vun den Dokumenter oder Formularen vum Wunningsministère an dem Fonds du Logement Iwwersetzungen op Däitsch a Lëtzebuergesch oder sinn et där an der Vergaangenheet ginn? Wa jo, firwat goufen dës Dokumenter dann net méi aktualiséiert a virgebraucht?

4. Ass d'Madame Minister och där Meenung, datt et ubrecht wär, grad Leit, déi vun enger sozialer Mesure profitéieren a vläicht besonnesch fragiliséiert sinn, an enger administrativer Sprooch vum Land unzeschreien, déi si och kënnen ouni Problemer verstoen?

5. Ass et net aussergewéinlech, dass en Déngschtleeschter wéi de Fonds du Logement seng Clienten telefonesch un eng Assistante sociale verweist, déi vun der Gemeng oder vum Stat bezuelt gëtt, amplaz hinnen déi fir si wichteg Informatiounen direkt esou ze ginn, dat heescht an enger vun deenen dräi administrative Sprooch vum Land, déi si kënnen verstoen?

Réponse (02.02.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

Ad 1. De Wunningsministère huet keng Décisioun geholl, fir eng Rëtsch vun Dokumenter a Formularen nëmmen nach a franséischer Sprooch erauszeginn.

Ad 2. Neen. An der Korrespondenz kritt all Client a Persoun vum Fonds pour le développement du logement et de l'habitat („Fonds du Logement“) an där Sprooch geäntwert, an där hie sech an sengem Schrëftsaz ausgedréckt huet.

Ad 3. Wat d'Haaptdokumenter oder Formulair vum Wunningsministère ueget, gi se normalerweise an zwou Sproochen erausginn, op Franséisch an op Däitsch, an dat scho säit ville Joren. Esou sinn d'Formularen an d'Broschüren iwwert d'Wunningsbäihëllef enger zweesproocheg erhälte. Regelméisseg (oder bei grousser Gesetzesännerungen) ginn d'Broschüren aktualiséiert.

All Dokumenter a Formulair vum Fonds du Logement sinn haut nëmmen op Franséisch verfaast, dëst soll awer kurzfristeg geännert ginn.

Ad 4. Et ass sécherlech wünschenswäert, dass d'Leit Bréiwer an enger administrativer Sprooch geschéckt solle kréien, déi si ouni Problemer verstinn.

Bei de villen Dausenden Dossieren, déi all Joer am Service des Aides au Logement traitéiert ginn, a wou verschidde Korrespondenzen/Rappeller automatiséiert sinn, ass dat net einfach, well ee jo meeschtens och net weess, wéi eng Sprooch (oder Sproochen) déi betreffend Leit verstet respektiv net verstinn.

Bei Froen oder bei Problemer beim Verstoe vun Dokumenter oder Formulair kënnen d'Leit ëmmer am Ministère oder am Service des Aides au Logement (Info/Logement) uruffe respektiv perséinlech laanscht kommen, an si kréien dann do vun meng Mataarbechter direkt all néideg Informatiounen op Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch.

Ad 5. Dee Fall, deen den honorabelen Deputéierten usprécht, ass e bedauerlechen Eenzelfall an hie wäert sech sécherlech net widderhuelen.

Question 0827 (08.01.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la législation sur la cigarette électronique:

Actuellement une publicité pour cigarettes électroniques suscite l'émotion. En effet la campagne nationale en question cible clairement un jeune public. La Fondation Cancer estime qu'une telle campagne publicitaire banalise les effets nocifs de la cigarette électronique.

Selon les informations de la presse, le Gouvernement luxembourgeois entend décider au cours de l'année 2015 si les cigarettes électroniques tombent sous le champ d'application de la législation antitabac. Si tel était le cas, une campagne publicitaire telle que décrite ci-dessus, serait désormais interdite.

- Au vu de ce qui précède, j'aimerais savoir si le Gouvernement n'estime pas que l'on devrait assimiler les cigarettes électroniques aux cigarettes «classiques», élargir le champ d'application de la législation antitabac aux cigarettes électroniques et par conséquent interdire de telles campagnes publicitaires.

- En tout état de cause, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y a lieu de légiférer en matière de publicité afin de protéger au mieux les jeunes?

Réponse (26.01.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Je partage l'appréciation de l'honorable Députée concernant la nécessité de cadrer la publi-

cité des cigarettes électroniques, ceci notamment en ce qui concerne les jeunes, qui sont particulièrement visés par cette publicité. Je tiens à rappeler dans ce contexte les mesures contenues dans la loi relative à la lutte antitabac et concernant plus particulièrement la protection des jeunes.

Toujours est-il que le programme gouvernemental prévoit que la loi antitabac sera adaptée en matière de cigarette électronique.

En effet, la directive européenne relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente des produits du tabac et des produits connexes, met en place, au niveau communautaire, un cadre légal strict entourant l'usage de la cigarette électronique.

L'idée d'assimiler au niveau de la loi précitée les cigarettes électroniques aux cigarettes classiques, à l'instar de l'idée suggérée par le parlementaire constituée dès lors une piste de réflexion très sérieuse. Je voudrais finalement rappeler que la décision sera prise en considération de données fiables basées sur des études scientifiques en ce qui concerne le degré de nocivité exact de ce produit.

Je tiens à rassurer Madame la Députée que le Gouvernement tranchera cette question au cours de cette année afin de pouvoir assurer la mise en œuvre en droit luxembourgeois de la directive précitée pour le 20 mai 2016, date à laquelle cette directive devra être transposée.

Question 0828 (08.01.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le domaine «Luxembourg.com»:

Selon les informations divulguées par paperjam.lu le 7 janvier 2014, le Gouvernement aurait entamé des négociations avec la société «Domain Invest» au sujet d'un éventuel rachat du domaine «Luxembourg.com». Le Ministère de l'Économie aurait en effet confirmé l'intérêt du Gouvernement pour ce domaine dans le cadre de sa future stratégie «nation branding». Le prix de vente serait par ailleurs identique au prix d'acquisition.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les affirmations relayées ci-dessus?

- Messieurs les Ministres ont-ils déjà pris une décision sur le rachat du domaine «Luxembourg.com»?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils renseigner sur le montant précis du prix de vente du domaine en question?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils préciser le cas échéant quels contenus seraient mis sur le site concerné?

Réponse commune (09.02.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Dans le cadre de la mise en place d'un concept de «nation branding», la présence sur Internet joue un rôle important. La campagne «nation branding», qui vise à recueillir les avis du public, s'appuie d'ailleurs aussi sur un site Internet dédié (www.nationbranding.lu). Cette campagne, qui rencontre un grand succès auprès des acteurs et du public va se dérouler encore jusqu'au printemps 2015 afin d'aboutir sur une analyse des atouts clés et valeurs de référence ainsi recueillis, permettant ensuite l'élaboration d'une image forte et attrayante du Grand-Duché.

Il est logique que dans ce cadre, les noms de domaine en relation avec le Luxembourg ont été étudiés. Un contact a ainsi été pris avec la société «Domain Invest» afin de marquer l'intérêt du Gouvernement d'acquiescer le domaine «Luxembourg.com». Il s'est toutefois avéré que le prix de vente sollicité par le propriétaire du domaine est élevé, même si ce prix est effectivement identique au prix d'acquisition du domaine par le propriétaire actuel en 2010. Une décision quant au rachat du domaine n'a dès lors pas été prise. Plusieurs facteurs doivent d'ailleurs être pris en considération afin d'évaluer les bénéfices qu'un tel investissement substantiel pourrait apporter dans le contexte de la promotion de l'image de marque du Luxembourg. Ainsi il importe d'estimer le volume du trafic Internet que le site «Luxembourg.com» génère par le biais des moteurs de recherche par rapport au trafic Internet sur les sites existants, qui sont redirigés vers le site «Luxembourg.lu».

Si l'État luxembourgeois devait acquérir le nom de domaine www.luxembourg.com, l'inter-naute serait redirigé vers le portail www.luxembourg.lu. Le portail www.luxembourg.lu est le site de présentation et de promotion du Grand-Duché de Luxembourg par excellence. Il est édité par le Service information et presse du Gouvernement et compte parmi les portails étatiques attirant le plus grand nombre d'internautes, dont un tiers d'internautes luxembourgeois et deux tiers d'internautes étrangers. L'objectif de l'État est de disposer des noms de domaine stratégiquement importants en matière d'image de marque du Grand-Duché et comportant le nom géographique «Luxembourg» ou «Grand-Duché», et ceci dans différentes langues, tout en tenant compte de nombreux facteurs dont le prix d'acquisition des noms de domaine ainsi que le trafic généré par ces sites. Attirant une moyenne de 115.000 visiteurs par mois en 2014, www.luxembourg.lu offre une porte d'entrée unique pour toutes les informations d'ordre général liées au Grand-Duché. Ainsi, ce portail est appelé à jouer un rôle décisif dans le cadre de la stratégie «nation branding» qui est actuellement en train de prendre ses formes. Il s'agit en effet de fournir des informations, des images et du «story telling» cohérents sur le Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une seule porte d'entrée sur la Toile.

Question 0829 (08.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **cadeaux pour les enseignants**:

No Reportagen a verschiddenen däitsche Media wär viru Kuerzem zu Berlin eng Léierin zu enger héijer Geldstrof veruerteelt ginn, well si e Cadeau vun hire Schüler ugeholl hätt. Dat stellt och hei zu Lëtzebuerg d'Léierpersonal viru Froe vun der Rechtssécherheet an der Deontologie.

Dowéinst wollt ech dem Här Unterrichtsminister dës Fro stellen:

1. Wéi eng aktuell rechtlech Grondlage bezéie sech op d'Fro vu Cadeauen am Enseignement?
2. Ass et dem Léierpersonal erlaabt, Cadeauen unzehuelen, a wa jo, bis zu wéi engem Wäert?
3. Wa jo, kënnen dat individuell Cadeau vu Schüler oder Eltere sinn oder mussen et kollektiv Cadeau sinn (z. B. vun enger Klass oder vun enger Elterevereenegung, wann eng Léierpersoun an d'Pensioun geet)?
4. Kënnen esou Cadeau während dem Schouljoer ugeholl ginn oder ëmmer eréischt nom Ofschluss vun alle Prüfungen an Examen?
5. Sollt et keng Regele ginn, denkt d'Regierung drun, dës Fro rechtlech ze klären?

Réponse (12.02.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Am Enseignement gëllen déiselwecht rechtlech Grondlage wéi beim Rescht vun der öffentlicher Funktioun.

Wéi am Däitschland, ass et och hei zu Lëtzebuerg dem Fonctionnaire prinzipiell net erlaabt, Cadeauen unzehuelen, well him dat als Bestiechlechkeet ausgeluecht ka ginn oder hien nogesot kéint kréien, datt e sech domadder spezifesch Virdeeler verschafft.

Am Statut général des Fonctionnaires de l'État steet ënner Artikel 10 §3:

«Le fonctionnaire ne peut solliciter, accepter ou se faire promettre d'aucune source, ni directement ni indirectement, des avantages matériels dont l'acceptation pourrait le mettre en conflit avec les obligations et les défenses que lui imposent les lois et les règlements et notamment le présent statut.»

Och de Code pénal ass an dëser Fro ze applizéieren. Am Artikel 246 steet:

«Sera puni de la réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de 500 euros à 187.500 euros, le fait, par une personne, dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, ou chargée d'une mission de service public, ou investie d'un mandat électif public, de solliciter ou de recevoir, sans droit, directement ou indirectement, pour elle-même ou pour autrui, des offres, des promesses, des dons, des présents ou des avantages quelconques ou d'en accepter l'offre ou la promesse:

1° Soit pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte de sa fonction, de sa mission ou de son mandat ou facilité par sa fonction, sa mission ou son mandat;

2° Soit pour abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.»

Et muss een awer bedenken, datt en Enseignant an eng konfliktuell Situation kënn, wann hien e kleng Cadeau oder eng Opmierksamkeet, déi e vun eenzelne Schüler oder enger ganzer Klass iwwerrecht kritt, oflehnt, besonnesch wann et sech ëm kleng Kanner handelt, déi den Enjeu net verstinn an déi hie mat engem kategorieesche Refus eventuell widert de Kapp stéisst. An deem Kontext ass et normal a gängeg Praxis, datt en Enseignant kleng Cadeauen unhuele kann, ouni datt e sech dem Verdacht aussetze muss, eng Strofdot begaangen ze hunn. Hei e bestëmmte Wäert unzeginn, ass problematesch, well een eng Zouwendung am Sënn vum Code pénal net just ënner materiellen Aspekter kann définieren.

Bleift unzemierken, datt et, wéi am zitierete Fall vu Berlin, awer och fir déi Leit Problemer kënnen ginn, déi e Cadeau maachen. Den Artikel 247 vum Code pénal gesäit nämlech och Strofe fir déijéineg Persounen, déi versichen e Fonctionnaire méttels Cadeauen ze beaflossen.

Question 0830 (08.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **trafic d'armes**:

No dem Attentat zu Paräis de 7. Januar 2015 gouf op enger franséischer Radiochaîne gesot, datt permanent illegal Waffen a Frankräich erageschmuggelt ginn.

Dowéinst wollt ech dem Här Statsminister an dem Här Minister fir déi bannescht Sécherheet dës Fro stellen:

1. Huet d'Lëtzebuurger Regierung Kenntnis vun illegale Waffenimporter op Lëtzebuerg oder vun engem Transit vun illegale Waffen duerch Lëtzebuerg, besonnesch am Zesummenhank mat extremisteschen Organisatiounen oder och Eenzelpersounen?

2. Wat sinn europawäit déi wahrscheinlech Routen, souwäit si der Police bekannt sinn, iwwer déi Waffen an Europa geschmuggelt ginn? Ass Lëtzebuerg do concernéiert?

3. Ass d'Regierung der Opfaassung, dat punktuell a cibléiert Grenzkontrollen illegal Waffengeschäfte an Europa kéinte méi schwéier maachen?

4. Huet d'Lëtzebuurger Regierung Kenntnis vun illegale Waffentransaktiounen zu Lëtzebuerg?

5. Wat ënnerhält déi lëtzebuergesch Regierung, fir illegal Waffentransaktiounen oder -transporter an eisem Land ze verhënneren?

6. Wéi stellt d'Lëtzebuurger Regierung sécher, datt keng illegal Waffengeschäfte iwwer d'Finanzplaz Lëtzebuerg finanziert ginn?

7. Wat geschitt an deem Zesummenhank an internationale Gremien, besonnesch am Kader vum Schengen-Accord?

Réponse commune (05.02.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

D'Polizei huet momentan keng Indizien iwwer d'Organisatioun vu Waffeschmuggelen, déi Lëtzebuerg géife betreffen. Dat gesot, wollte mir drop hiweisen, datt just de Parquet kann Informatiounen iwwer eventuel Enquêté kommunizéieren.

Den Dispositif Schengen erlaabt et net, Grenzkontrollen duerchzuführen, ausser wann den Artikel 2 vum Schengen-Accord invoquéiert gëtt, an déi aner Memberstaaten doriwuer informéiert goufen. Et verhënneret awer näischt, datt Polizeikontrollen an der Émgegend vun der Grenze gemaach ginn. Esou Kontrolle mussen selbsterständlech dee ganz enk gezunnene Kader respektéieren, deen ënner anere d'Duerchsiche vu Gefierer regelt. An deem Kontext wëlle mer den Deputéierten drop hiweisen, datt d'Europäesch Unioun de Projet „Firearms experts“ lancéiert huet, un deem d'Police judiciaire zënter dem 1. Januar 2015 deelhält. De Grupp, deen an deem Kader op d'Bee gesat gouf, huet ganz verschidde Missionen, dorënner d'Analys an d'Organisatioun vun EU-wäite Kontrollen am betreffenden Domän.

Wat d'Mesuren ubelaangt, déi d'Lëtzebuurger Regierung getraff huet, fir géint de Waffeschmuggel virzegoen, an den Dispositif, dee si op deem Niveau op d'Bee gestallt huet, esou sinn déi Deel vun engem generelle Kader, deen op enger Rei internationale juristeschen Instrumenter berout.

Als éischt ass dat den Traité sur le commerce des armes, deen den 2. Abrëll 2013 zu New York gemaach gouf, dee Lëtzebuerg den 3. Juni 2013 ënnerschriwwen huet an deem duerch d'Gesetz vum 23. Mee 2014 approvouert gouf.

Et handelt sech ëm een universell juristeschen zwéngend Instrument, dat héchstméiglech gemeinsam Normen a puncto Exportatioun, Importatioun an Transfert vu konventionelle Waffe fixéiert. D'Raifikatioun vun dësem Traité beweist den Engagement an de staarke Wëlle vu Lëtzebuerg, fir géint den onerlaabten Handel mat konventionelle Waffe virzegoen.

Een anert wichteg Instrument, dat Lëtzebuerg am Kampf géint den onerlaabten Handel mat Waffe guidéiert, ass d'Position commune 2008/940/PESC vum Conseil vum 8. Dezember 2008, déi gemeinsam Regeln définéiert, fir d'Kontroll vun der Exportatioun vu militäreschen Technologien an Equipementer.

Zu gudder Lescht muss een de Gesetzesprojet 6708 zitieren, deen aktuell um Instanzewe ass, an deem d'Reorganisatioun vum Kontrollsystem géintwuer dem Ausféiere souwuel vu konventionelle Waffen a Militärequipement, wéi och vu Gidder mat duebler Asazméiglechkeet behandelt. Dee besotenen Text verstärkt d'Regulatioun vun der Maklertätigkeit an deem Domän duerch d'Kontroll vun den Aktivitéiten, déi Lëtzebuurger Makler ausserhalb vun de Lëtzebuurger Grenzen hunn. Den Text gesäit eng breet Definitioun vun der Maklertätigkeit vir a schléisst och d'Finanzservicer an, déi een Haaptelemt an der Kette vum Waffeschmuggel sinn. Well d'Finanzplaz eng wichteg Roll zu Lëtzebuerg spillt, ass dëst natierlech fir Lëtzebuerg een Haaptaspekt am Kampf géint de Waffeschmuggel.

Question 0831 (09.01.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **Lycée technique d'Ettelbruck**:

Sujete à l'annonce de Madame la Secrétaire d'État Francine Closener d'intégrer le futur lycée militaire au sein du Lycée technique d'Ettelbruck (LTETT) à partir de la rentrée scolaire 2015-2016, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Les nouveaux pavillons, qui étaient destinés à héberger des salles de classe supplémentaires sur le site du LTETT tout en remplaçant les conteneurs actuels, lesquels se trouvent depuis des années dans un état délabré, seront-ils construits comme prévu au départ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il informer sur des changements éventuels dans la planification?

2. Monsieur le Ministre peut-il me fournir des explications concernant les travaux préparatoires en vue du réaménagement et de la rénovation des actuels locaux du Lycée technique Agricole (LTA) dès que ses nouveaux bâtiments seront ouverts à Gilsdorf? Les travaux en question ont-ils déjà été lancés? Dans l'affirmative, quel est le concept propre à la modernisation des anciens bâtiments du LTA à Ettelbruck? Combien de classes et autres locaux y seront réservés au LTETT?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Ad 1. En attendant la restructuration du Lycée technique Ettelbruck (LTETT) à moyen terme, une analyse est actuellement en cours afin de déterminer la méthode la plus appropriée pour la remise en état à court terme de la structure pavillonnaire existante dont la toiture a été renouvelée et isolée en 2008.

Ainsi, trois variantes sont étudiées:

- la rénovation de la structure existante,
- la rénovation et l'agrandissement de la structure existante par quatre salles de classe supplémentaires,
- le remplacement intégral de la structure existante à deux niveaux par une nouvelle structure pavillonnaire à trois étages.

Au vu des options disponibles suite au déménagement du Lycée technique Agricole à Gilsdorf, la simple rénovation des pavillons existants s'avère probablement être la solution la plus judicieuse. La décision finale est tributaire de l'orientation future du LTETT qui reste à être définie par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Ad 2. Les actuels locaux du Lycée technique Agricole situés avenue Salentiny comprennent le bâtiment principal avec des salles de classe pour le LTA et l'Internat de même qu'un bâtiment annexe abritant l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), un bâtiment temporaire avec d'autres salles de classe pour le LTA, les bâtiments annexes pour les différents ateliers ainsi que les serres du LTA.

Suite à la décision du Gouvernement en juillet 2014 de retenir le site d'implantation à Gilsdorf pour le Lycée technique Agricole, l'Administra-

tion des Bâtiments publics a été chargée d'examiner divers sites pouvant entrer en ligne de compte pour y délocaliser l'Internat du LTA et l'ASTA. Parallèlement, il a été possible d'élaborer un planning prévisionnel pour la construction des nouveaux bâtiments à Gilsdorf. Il en résulte que la disponibilité des locaux du LTA pour le réaménagement peut être fixée a priori à l'année 2020.

Afin d'arrêter le programme pour la modernisation du bâtiment existant du LTA qui devrait s'inscrire dans le concept global du campus de part et d'autre de l'avenue Salentiny, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse doit actualiser et compléter les programmes de construction pour le futur LTETT et les infrastructures communes sport et restaurant scolaire. Celles-ci desserviront non seulement les élèves de l'actuel LTETT et les futurs élèves occupant le bâtiment LTA, mais également les quelque 430 futurs élèves du nouveau Lycée technique pour professions de santé (LTSP), un projet inscrit sur le Fonds d'investissements publics débaïteront en automne 2015.

À l'heure actuelle, il est prévu de procéder à la démolition des serres et des bâtiments vétustes des ateliers de l'actuel LTA sitôt après son déménagement, afin de pouvoir y construire les infrastructures communes du campus de l'avenue Salentiny et de rénover le bâtiment principal qui est à conserver en raison de sa valeur historique et architecturale. De même il est envisagé de démolir l'annexe vétuste et non occupée de l'Internat et, en fonction de l'envergure du programme de construction à élaborer, de réaménager le bâtiment annexe après le déménagement des services de l'ASTA.

Question 0832 (09.01.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**obligation de la déclaration d'ingrédients allergènes**:

Le règlement (UE) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires rend obligatoire pour les restaurateurs depuis le 13 décembre 2014 la déclaration d'ingrédients allergènes. Ainsi, ils doivent informer lisiblement le consommateur sur l'éventuelle présence dans les plats proposés d'un des 14 produits suivants pouvant provoquer des allergies ou intolérances: céréales contenant des gluten, crustacés, œufs, poissons, arachide, soja, lait, fruits à coque, céleri, moutarde, graines de sésame, sulfites, lupin et mollusques. Or, à ce jour il est à constater que de nombreux restaurants ne déclarent pas encore la présence de ces produits sur leur carte.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que le Ministère de la Santé a informé au préalable les établissements concernés sur l'obligation de la déclaration d'ingrédients allergènes à partir du 13 décembre 2014?

- Des contrôles concernant la mise en œuvre de cette obligation sont-ils prévus? À qui incombe le contrôle concernant la mise en œuvre de cette obligation? Des peines ou amendes sont-elles prévues pour les restaurants non conformes?

Réponse (09.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Dès l'adoption du règlement (UE) n°1169/2011 en 2011, le Service de la sécurité alimentaire de la direction de la Santé a mis en place une page Internet sur le site de l'Organisation pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA)¹ dédiée aux nouvelles règles applicables en matière d'étiquetage.

Récemment, cette page a été complétée par un guide pratique sur la mise en œuvre du règlement européen précité.

Par ailleurs, dès 2012, le service précité a effectué des formations auprès des différents organismes représentatifs des établissements alimentaires.

Ces formations ont été accompagnées d'articles d'information publiés dans certains journaux du secteur concerné.

¹ <http://www.securite-alimentaire.public.lu/professionnel/Denrees-alimentaires/Etiquetage/index.html>



Pour les établissements alimentaires ayant des activités réglementées par le règlement (CE) 853/2004², le Service de la sécurité alimentaire a prévu de faire des contrôles à plusieurs niveaux.

Ainsi, une nouvelle check-list a été créée pour tenir compte des nouvelles exigences réglementaires et notamment du règlement (UE) n°1169/2011. Un critère de contrôle sur cette check-list³ porte sur l'obligation de la fourniture d'informations sur les substances allergènes contenues dans les denrées alimentaires vendues comme non préemballées.

Par ailleurs, un système de contrôle est mis en place pour contrôler la conformité des produits alimentaires vendus comme préemballés. Les contrôles ainsi effectués portent sur des produits échantillonnés dans le cadre des différents programmes de contrôles analytiques du Service de la sécurité alimentaire.

Le contrôle de l'étiquetage des produits d'origine non animale revient au Service de la sécurité alimentaire, alors que le contrôle de l'étiquetage des produits d'origine animale est réalisé par l'Administration des Services Vétérinaires.

Le Ministère de la Santé a élaboré un avant-projet de règlement grand-ducal qui définit des mesures nationales destinées à assurer la mise en œuvre du règlement (UE) n°1169/2011.

Cet avant-projet de règlement grand-ducal renvoie à la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels en ce qui concerne les sanctions pénales en cas d'infraction aux nouvelles règles applicables en matière d'étiquetage.

Question 0833 (09.01.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **dons de jours de repos**:

En France, les salariés ont la possibilité depuis la loi du 9 mai 2014 de faire don de leurs congés de repos à l'un de leurs collègues dont l'enfant est atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité. Cette loi est perçue de manière générale comme une réelle avancée et un moyen d'expression de la solidarité inter-salariés formidable.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre s'il n'entend pas s'inspirer de la loi française et prévoir une telle possibilité pour les salariés travaillant au Luxembourg. Ne serait-il pas indiqué d'aller au-delà du dispositif français en permettant le don de jours de repos dans d'autres situations graves? Monsieur le Ministre a-t-il déjà évoqué une telle initiative législative avec les représentants patronaux et salariaux?

Réponse (13.02.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

L'introduction de la possibilité de faire don de jours de congé entre salariés pour permettre à un membre du personnel de s'occuper d'un enfant malade, handicapé ou victime d'un accident grave n'a pas encore été discutée avec les représentants patronaux et salariaux.

Il n'empêche qu'on pourrait s'imaginer, que dans le cadre du dialogue social, et plus particulièrement au niveau des négociations des conventions collectives, les partenaires sociaux conviennent, dans un esprit de solidarité inter-salariés, que la fraction de congé convenue dépassant les jours de congé légaux prévus à l'article L.233-4 pourrait faire l'objet d'un tel don. Cette même disposition pourrait également définir d'autres situations graves permettant ce don.

Cette solution qui pourrait se faire sans modification légale serait à mon avis préférable à une intervention du législateur, alors que les 25 jours de congé légaux servent notamment à protéger la sécurité et la santé de tous les salariés.

Question 0835 (13.01.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**orientation scolaire et professionnelle**:

En mai 2014, le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance avait organisé sous la responsabilité du SCRIPT une journée réservée à des échanges de vues sur les meilleures pratiques dans le domaine de l'orientation scolaire et professionnelle des élèves dans les lycées.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Quels ont été les lycées qui ont participé à cette journée et quel a été le public cible?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur la démarche qui avait été choisie en vue d'identifier les «best practices» en la matière? Quelles seraient, à en croire les experts, ces pratiques les meilleures?

- Quelles sont les conclusions tirées à la suite de cette journée, notamment sur le plan de la formation continue du personnel spécialisé des SPOS et des enseignants?

Réponse (12.02.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'orientation scolaire et professionnelle est un des éléments prioritaires de la politique éducative du présent Gouvernement.

Elle est inscrite au programme gouvernemental et fait partie intégrante du projet de loi sur la Maison de l'orientation, actuellement soumis pour avis aux acteurs concernés.

Vu l'importance du sujet, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a pris l'initiative de rassembler les services de son Ministère opérant dans ce domaine (ALJ, CPOS, CASNA, SCRIPT) afin de se concerter sur leurs démarches, valoriser les pratiques des lycées, rassembler les partenaires externes qui travaillent avec les lycées et aider les lycées à s'organiser pour définir leur démarche orientante inscrite au projet de loi de la Maison de l'orientation. Cette opération est placée sous la coordination du SCRIPT.

Il convient de dire qu'une première journée d'échange sur le sujet de l'orientation scolaire et professionnelle avait déjà été organisée en octobre 2013 pour le régime préparatoire; un groupe de travail composé de membres de direction et d'enseignants du régime préparatoire se sont concertés sur leurs démarches, leurs actions, leurs réflexions. Priorité avait été donnée à cette population scolaire en raison du fait que les élèves qui fréquentent ces classes sont les plus fragilisés du système scolaire et qu'il faut mettre les bouchées doubles pour les orienter au terme de la classe de 9^e.

La journée réservée au régime préparatoire a servi de déclic pour organiser une journée d'échange nationale à l'attention de tous les lycées en mai 2014. Presque la totalité des lycées ont été représentés par une délégation de trois à six personnes composée de la direction, de représentants des SPOS, d'enseignants et d'éducateurs. La première partie de la journée a été consacrée à la présentation de cas pratiques par l'ALJ, le CPOS et les lycées suivants: ALR, E2C, LAML, LBV, LCD, LCE, LEM, LN, LNB, LTAM, LTB, LTE, LTEt, UELL. À l'issue de ces échanges, les participants ont formulé des recommandations à l'adresse des écoles, des partenaires externes et des responsables au niveau politique. Les résultats de la journée, la liste des présences ainsi que les recommandations peuvent être consultés dans la documentation qui se trouve sur le site Internet du SCRIPT. (<http://portal.education.lu/inno/CHAMPSDATION/Champsdaction-Détails/TabId/2111/ArtMID/3335/ArticleID/6699/Orientation-scolaire-et-professionnelle.aspx>)

Pour compléter le tableau, une troisième journée d'échange a été organisée pour les partenaires de l'éducation non formelle en novembre 2014. 61 participants étaient invités à discuter leurs projets, leurs expériences, leurs réflexions en matière d'orientation scolaire et professionnelle. Au terme de cette journée, les participants ont formulé à leur tour des recommandations à l'adresse des écoles, des responsables politiques et des partenaires externes. Cette documentation se trouve également sur le site Internet du SCRIPT. (<http://portal.education.lu/inno/CHAMPSDATION/Champsdaction-Détails/TabId/2111/ArtMID/3335/ArticleID/6699/Orientation-scolaire-et-professionnelle.aspx>)

À l'issue des trois journées d'échange et de consultation des acteurs du terrain, le Ministère dispose de tous les éléments pour s'engager à accompagner les lycées dans la définition de leur démarche orientante inscrite au projet de

loi de la Maison de l'orientation. Le cadre de référence national auquel seront associés la Maison de l'orientation, le Ministère et les lycées s'inspirera largement du travail avec les lycées qui débutera en février 2015 par un projet pilote ouvert aux lycées intéressés⁴. Ce projet pilote sera appelé à définir tous les éléments de l'orientation scolaire et professionnelle, y inclus les critères de qualité des projets et des démarches orientantes ainsi que les besoins en formation initiale et continue de tous les acteurs concernés.

Une page Internet, spécialement conçue à suivre l'avancement des travaux, les pratiques des lycées, les offres d'appui des acteurs internes et externes fonctionnera dès février 2015.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0908 urgente (11.02.2015) de **MM. Justin Turpel et Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant l'**opération Triton et les nouveaux drames de réfugiés dans la Méditerranée**:

Par la question parlementaire n°0670 du 3 novembre 2014 (*cf. compte rendu n°4/session 2014-2015*), nous étions intervenus auprès de vous, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, afin de rendre attentif au fait que l'opération Triton mise en place par l'Union européenne et Frontex à partir du 1^{er} novembre 2014 ne saura remplacer l'opération Mare Nostrum, opération militaire et humanitaire menée par la Marine militaire italienne depuis le 18 octobre 2013 visant à secourir en mer les immigrés clandestins et ceci jusqu'aux côtes libyennes. En mobilisant à cette fin en moyenne 900 soldats par jour, l'opération Mare Nostrum a permis d'arrêter 351 passeurs et de secourir quelque 155.000 personnes en une année.

Dans notre missive du 3 novembre 2014, nous avions souligné que l'opération Triton (dont le coût s'élève à 2,9 millions d'euros par mois, c'est-à-dire un tiers de ce que l'opération Mare Nostrum coûta chaque mois à l'Italie) n'a pas du tout la même vocation que Mare Nostrum. Contrairement à cette dernière, l'opération Triton n'a pas de mission essentiellement humanitaire, mais se concentre plutôt, dans un rayon de 30 kilomètres, à la protection des frontières italiennes, ces faits ayant été confirmés dans votre réponse à notre question du 3 novembre 2014.

Malheureusement, la mort de plus de 330 réfugiés pendant la seule journée d'hier confirme toutes les craintes exprimées par des experts en la matière et dont nous nous sommes fait le porte-parole dans notre question parlementaire évoquée ci-dessus (Gil Arias Fernandez, directeur exécutif de Frontex): «Triton ne répond pas aux besoins de milliers de migrants et de réfugiés, y compris ceux qui sont forcés de fuir les guerres et les persécutions au Moyen-Orient et en Afrique. L'idée qu'elle puisse remplacer Mare Nostrum pourrait avoir des conséquences catastrophiques et mortelles en Méditerranée»; Amnesty International incita l'Italie à poursuivre Mare Nostrum «jusqu'à qu'il y ait un autre dispositif européen soutenu par d'autres pays européens et mieux équipé que Triton»; le Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR) avait exprimé sa «vive préoccupation» face à la fin de l'opération militaire et maritime italienne.

En plus, il y a lieu de constater que la fin de l'opération Mare Nostrum et son remplacement par l'opération Triton n'a pas permis de réduire, comme escompté, le nombre de personnes cherchant refuge en Europe, et en Italie en particulier, comme l'indique le Ministre de l'Intérieur italien, en évoquant que pendant le mois de janvier 2014, sous Mare Nostrum, 3.300 réfugiés seraient arrivés en Italie, tandis que pendant le mois de janvier 2015, sous Triton, il s'agirait de 3.700 personnes, ceci pour la simple raison «qu'aucune des guerres civiles ayant conduit à l'exode de masse en Syrie et en Afrique, n'ait été terminée entre-temps et que devant la côte libyenne, d'où partent le plus grand nombre de réfugiés en mer, le chaos continue à régir».

Dans votre réponse à nos questions du 3 novembre 2014, vous aviez constaté, tout en reconnaissant la vocation différente des deux missions, que «le destin de la mission Mare Nostrum ou des activités substitutives éventuelles, relève d'une décision nationale souveraine de l'Italie» et que «le Gouvernement du Luxembourg ne peut s'immiscer dans les affaires italiennes», mais «continue à s'engager pour le maintien d'un dispositif Triton efficace

et durable, dans lequel la composante humanitaire occupera une place prépondérante. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement envisage de déployer des moyens luxembourgeois dans la mission Triton.

Dans ce contexte, et vue la catastrophe humanitaire qui s'est produite hier et qui risque de se reproduire tous les jours, nous aimerions vous poser les questions urgentes suivantes:

1. Êtes-vous d'accord pour constater que la mission humanitaire de l'opération Mare Nostrum devrait être reprise d'urgence par tous les moyens possibles, ceci afin de sauver le maximum de vies humaines? Dans l'affirmative, comment, avec quels moyens et dans quels délais ceci pourrait-il se faire?

2. Êtes-vous d'accord pour intervenir au Conseil européen afin que les moyens financiers nécessaires à cette fin soient mis à disposition de l'Italie, ou bien que l'Union européenne prenne directement en charge cette mission humanitaire urgente?

Réponse (16.02.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Le Gouvernement tient à exprimer ses condoléances aux familles des migrants décédés dans la tragédie du 11 février 2015 et sa solidarité avec les autorités italiennes qui ont sauvé la vie à 106 personnes.

Face à une pression migratoire très élevée, la Présidence lettone du Conseil de l'Union européenne envisage actuellement plusieurs pistes consistant à renforcer les activités du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) et de l'Agence pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex).

Le Bureau d'appui pourrait contribuer à renforcer les capacités d'asile et d'accueil des pays concernés en Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à faciliter la réinstallation et à soutenir la mise en œuvre des programmes régionaux de développement et de protection. Le développement des services d'information et d'analyse du Bureau pourrait aider l'Union européenne et ses membres à mieux gérer l'afflux de migrants. En outre, des efforts doivent encore être investis dans le développement du mécanisme d'alerte rapide et de gestion de crise mis en place par le règlement Dublin III.

Suite à une évaluation externe du mandat de Frontex et à un examen de faisabilité d'un système européen de gardes-frontières, la Commission prévoit de relancer le débat sur le renforcement de Frontex. Il lui paraît impératif que Frontex augmente sa capacité de réaction, en tirant pleinement parti des informations du système Eurosur. Le Conseil de l'Union européenne envisagera de coopérer plus étroitement avec les pays d'origine et de transit concernés et appuiera la possibilité de déployer des agents de liaison «immigration» détachés par Frontex dans les pays tiers clés.

Ad 1. Face aux tragédies récurrentes dans la Méditerranée, l'Union européenne doit faire preuve d'un engagement ferme et mettre en œuvre tous les moyens possibles permettant de sauver des vies humaines. L'opération européenne Triton, opération sous l'égide de Frontex et couvrant les zones essentielles en Méditerranée centrale, souligne la détermination commune des États Membres d'éviter des naufrages. Toutefois, le déploiement d'une opération nationale telle que Mare Nostrum relève d'une décision nationale souveraine de l'Italie.

Il est de la plus haute importance que l'Union européenne et ses États membres respectent leurs engagements en matière de protection et en matière de sauvetage en mer. En effet, tous les pays, et en particulier ceux riverains de la Méditerranée doivent honorer leurs obligations internationales. Durant les prochains mois et particulièrement durant la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'engagera pour renforcer le respect des obligations en la matière.

Ad 2. Pour faire face à la pression migratoire forte, le mandat et les moyens mis à la disposition de l'agence Frontex doivent être renforcés ce que le Gouvernement soutient.

Les pays riverains de la Méditerranée connaissent un niveau élevé de pression migratoire. En guise de soutien, l'Union européenne doit les soutenir dans leurs efforts de pérennisation en matière de mise en œuvre des structures d'accueil et de renforcement des capacités de protection. À cet égard, le Bureau européen d'appui en matière d'asile a un rôle clé à jouer.

La Commission européenne a annoncé, en date du 5 janvier 2015, qu'elle préparait prioritairement un nouvel agenda européen en matière de migration. Cette nouvelle approche stratégique vise à élaborer un cadre à long terme tenant compte de tous les aspects migratoires. La Présidence luxembourgeoise s'attachera à livrer une contribution constructive du Conseil à l'élaboration de cet agenda.

² p. ex. pour les produits d'origine non animale: boulangers, traiteurs, restaurateurs, cantines collectives, etc.

³ <http://www.securite-alimentaire.public.lu/professionnel/checkliste/secualim/index.html>

⁴ voir la lettre de demande de candidature adressée aux directions des lycées qui se trouve en annexe